COURS COMPLET

D'HISTOIRE UNIVERSELLE

A L'USAGE

DES COLLÉGES ET DES MAISONS D'ÉDUCATION,

DIVISÉ EN CINQ PARTIES,

Par J. MOELLER,

Professeur d'Histoire à l'Université Catholique de Louvain.

CINQUIÈME PARTIE.

HISTOIRE MODERNE, DEPUIS LA NAISSANCE DU PROTESTANTISME JUSQU'EN 1830.

PARIS
M. LAROCHE, LIBRAIRE GÉRANT,
Rue Bonaparte, 66.

LEIPZIG
L. A. KITTLER, COMMISSIONNAIRE,
Querstrasse, 34.

H. CASTERMAN
ÉDITEUR.



· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·
Grande Sala O.S
25 - VI - 11

COURS COMPLET

D'HISTOIRE UNIVERSELLE

V

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR :

ŒUVRES HISTORIQUES DE JEAN MOELLER.

POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

HISTOIRE DU MOYEN-AGE jusqu'à la mort de Charlemagne. Louvain, 1837. Un vol. in-8.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE DU MOYEN-AGE. 2me édition. Louvain, 1845. Un vol. in-8.

POUR L'ENSEIGNEMENT MOYEN :

Cours complet d'histoire universelle, divisé en cinq parties. 4me édition. Tournai, 1864. 5 vol. In-12.

COURS DE CINQUIÈME : I. Histoire primitive. Histoire du peuple de Dieu et des grandes monarchies de l'Orient.

COURS DE QUATRIÈME : II. Histoire des Grecs, de l'empire d'Alexandre et des monarchies de ses successeurs.

COURS DE TROISIÈME : III. Histoire des Romains et de l'empire d'Occident.

COURS DE SECONDE : IV. Histoire du moyen-âge, depuis la chute de l'empire romain d'Occident jusqu'à la naissance du protestantisme.

COURS DE RHÉTORIQUE : V. Histoire moderne, depuis la naissance du protestantisme jusqu'à nos jours.

POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE :

COURS ÉLÉMENTAIRE D'HISTOIRE UNIVERSELLE. 2me édition. Bruxelles, 1861. 3 vol. in-18.

EN ALLEMAND :

DIE WELT GESCHICHTE, vom christlichen standpunkt aufgefasst. Geschichte des Alterthums. Erster Band bis auf die Perserkriege. Freiburg, 1862. Un vol. in-8.

GESCHICHTE DES MITTELALTERS. Erster Band bis auf Gregor VII. Mainz, 1844.

COURS COMPLET

D'HISTOIRE UNIVERSELLE

A L'USAGE DES COLLÉGES

ET DES MAISONS D'ÉDUCATION

DIVISÉ EN CINQ PARTIES,

Par J. MOELLER

Professeur d'Histoire à l'Université catholique de Louvain.

QUATRIÈME ÉDITION.

V

(COURS DE RHÉTORIQUE.)

HISTOIRE MODERNE DEPUIS LA NAISSANCE DU PROTESTANTISME JUSQU'EN 1830.



PARIS
P. M. LAROCHE, LIBRAIRE GÉRANT,
Rue Bonaparte, 66.

LEIPZIG
L. A. KITTLER, COMMISSIONNAIRE,
Querstrasse, 34.

H. CASTERMAN
TOURNAI.
1866

APPROBATIONS.

Opus quod inscribitur : *Cours complet d'histoire universelle à l'usage de colléges et des maisons d'éducation, divisé en cinq parties, par* J. Moeller, *professeur d'histoire à l'Université catholique de Louvain, troisième édition,* ex auctoritate Eminentissimi et Reverendissimi Cardinalis Archiepiscopi Mechliniensis et legum academicarum præscripto recognitum, quum fidei aut bonis moribus contrarium nihil continere visum fuerit, imprimi potest.

Datum Lovanii die XV mensis Octobris 1860.

P.-F.-X. DE RAM, rect. univ.

Imprimatur.

Tornaci, die 2 Februarii 1864.

A.-P.-V. DESCAMPS,
Sac. Theol. Doct. et Vic.-Gen.

C. H.

Henri Castermann

COURS COMPLET

D'HISTOIRE UNIVERSELLE.

QUATRIÈME ÉPOQUE.

HISTOIRE MODERNE.

CINQUIÈME PARTIE.

DEPUIS LA NAISSANCE DU PROTESTANTISME, JUSQU'A NOS JOURS.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

La quatrième époque de l'histoire du genre humain s'ouvre par la *grande défection* qui détacha de l'Eglise catholique une partie considérable des peuples chrétiens. Cette défection, que l'on a décorée du beau nom de *Réforme*, eut lieu dans la première moitié du seizième siècle ; elle marque le commencement d'une ère de troubles, de guerres de religion et de bouleversements politiques. Le lien religieux qui avait existé jusqu'alors entre tous les peuples chrétiens fut rompu, et cette division eut les conséquences les plus graves pour l'état politique, social et religieux des nations européennes. *L'empire germanique*, qui, jusqu'à cette époque, avait occupé le premier rang parmi les puissances occidentales, fut morcelé et perdit toute son influence. Une profonde scission s'opéra entre le

midi et le nord de l'Europe. La plupart des Etats du nord se laissèrent entrainer dans le schisme ; ceux du midi, au contraire, restèrent fidèles à l'Eglise. Cependant ce ne fut qu'à la suite de longues et cruelles persécutions exercées contre les catholiques que les peuples du nord apostasièrent. Ces persécutions provoquèrent une forte réaction contre les sectaires dans les pays où les doctrines hérétiques ne parvinrent pas à prédominer.

Des guerres de religion éclatèrent presque partout et eurent pour résultat de détruire la prospérité matérielle et intellectuelle des contrées qui en avaient été le théâtre. La plus longue et la plus funeste fut *la guerre de Trente-Ans*, qui acheva de ruiner l'Allemagne pour plus d'un siècle. Les Turcs-Ottomans purent profiter de cet état de choses pour faire la conquête de la Hongrie et porter leurs armes victorieuses jusque sous les murs de Vienne, devenue la résidence des empereurs d'Allemagne. Ce fut l'héroïsme des Polonais, commandés par le pieux roi Sobiesky, qui sauva cette ville et préserva l'Occident d'une invasion de ces formidables ennemis.

D'un autre côté, la découverte de l'Amérique et d'une nouvelle voie vers les Indes Orientales ouvrit un vaste champ aux grandes entreprises commerciales. Un système colonial tout nouveau, naquit de cette double découverte, et les richesses du Nouveau-Monde furent successivement exploitées par les Espagnols, les Portugais, les Hollandais et les Anglais. Ces découvertes d'une part, et de l'autre, la barbarie où la domination des Turcs-Ottomans avait plongé l'Orient, ainsi que la chute de la puissante Ligue Hanséatique, amenée par le bouleversement religieux et politique de l'Allemagne, donnèrent au commerce une direction nouvelle et hâtèrent la décadence des républiques de Venise et de Gênes.

La France, au sortir des luttes religieuses qui l'avaient désolée pendant plus d'un demi-siècle, conquit, grâce au génie de Richelieu, le premier rang parmi les puissances

de l'Europe. Ce grand homme d'Etat prépara la prépondérance politique que la France allait exercer pendant la *seconde période de l'histoire moderne*, ordinairement désignée par le nom d'*équilibre européen*. Sous l'empire de ce système politique, tous les efforts des puissances européennes étaient dirigés vers un seul but : celui de se maintenir au degré de force et dans la circonscription territoriale que le traité de Westphalie leur avait reconnus et assurés. L'intérêt religieux, qui avait prédominé depuis la chute du paganisme, fit place à un intérêt purement politique, et le maintien de l'équilibre européen donna lieu à de nombreuses guerres, dont les plus importantes furent les *guerres de Louis XIV*, *les trois guerres de succession d'Espagne*, *de Pologne et d'Autriche*, ainsi que *la guerre de Sept-Ans*.

L'acquisition de vastes colonies en Amérique et dans les Indes Orientales avait considérablement accru les forces maritimes de l'*Espagne* et du *Portugal*. A leur tour, la *Hollande*, la *France* et l'*Angleterre* ne tardèrent pas à s'élever au premier rang parmi les puissances maritimes, tandis que la Ligue Hanséatique et les républiques de Gênes, de Venise et de Pise perdaient l'importance qu'elles avaient eue au moyen âge. Mais les colonies d'Amérique, devenues riches et puissantes par leur commerce, tendaient à s'affranchir de leur mère-patrie ; les *Etats-Unis* du nord, constitués en république fédérale, donnèrent l'impulsion à la séparation qui devait s'accomplir plus tard pour tout le Nouveau-Monde.

Cependant la révolution religieuse accomplie au seizième siècle devait entraîner après elle, comme conséquence nécessaire, la révolution politique; le soulèvement des peuples contre l'autorité spirituelle fut bientôt suivi d'un soulèvement analogue contre l'autorité temporelle. La première révolution de cette nature éclata en *Angleterre* et conduisit à l'échafaud l'infortuné *Charles I*. La monarchie anglaise tomba avec lui et fut remplacée par la république.

Cette tentative républicaine ne pouvait réussir au milieu de l'Europe monarchique : le trône d'Angleterre ne tarda pas à se relever. Mais une seconde révolution renversa la dynastie des Stuarts et donna la couronne à Guillaume d'Orange.

L'esprit révolutionnaire avait fait de grands et rapides progrès, il finit par enfanter la révolution française, qui ouvre la *troisième période de l'histoire moderne*. Cette période, que l'on peut désigner sous le nom de *période révolutionnaire*, est marquée par les grands bouleversements politiques qui ont complétement changé l'état intérieur de l'Europe. La révolution française et les guerres qui en furent la suite, l'établissement de l'empire français et les guerres de Napoléon en remplissent toute la première partie. Le partage de la Pologne, la fin de l'empire germanique par suite de l'abdication de l'empereur d'Allemagne François II et la prépondérance politique de la Russie forment la transition au nouvel ordre des choses qui fut réglé au Congrès de Vienne. Mais l'œuvre du Congrès ne se consolida point : il ne tint aucun compte des nationalités, qui furent sacrifiées à la pondération des Etats. Avec la révolution de 1830, commence une réaction contre ce système ; une nouvelle période s'ouvre, période qui est signalée par le réveil des nationalités et la politique de *non-intervention*.

L'histoire moderne se divise ainsi en trois périodes :

1re Période, les révolutions religieuses depuis la naissance du protestantisme jusqu'au traité de Westphalie (1517-1648).

2me Période, l'équilibre européen, depuis le traité de Westphalie jusqu'à la première révolution française (1648-1789).

3me Période, les révolutions politiques, depuis la première jusqu'à la seconde révolution française (1789-1830).

L'histoire contemporaine depuis 1830 jusqu'à nos jours ne peut pas faire partie d'un cours élémentaire d'histoire.

PREMIÈRE PÉRIODE.

DEPUIS LA NAISSANCE DU PROTESTANTISME JUSQU'AU TRAITÉ DE WESTPHALIE (1517-1648).

CHAPITRE I.

NAISSANCE ET PROPAGATION DU PROTESTANTISME.

1. — CAUSES DU PROTESTANTISME ET CIRCONSTANCES QUI FAVORISÈRENT SA PROPAGATION.

Les doctrines hérétiques, qui prirent naissance au commencement du seizième siècle et que l'on désigne par le nom général de *protestantisme*, se rattachaient à d'autres qui avaient été prêchées à diverses époques du moyen âge. Elles se trouvent déjà en grande partie chez les *Albigeois*, les *Vaudois*, les *Wicleffites*, et les *Hussites*, dont les erreurs conservèrent toujours des partisans ; elles furent reproduites, avec certaines modifications, par les principaux docteurs protestants. Le relâchement de la discipline dans tous les rangs du clergé et dans un grand nombre de communautés religieuses, relâchement dont la cour pon-

Développements. — *Ouvrages à consulter :* Bossuet, *Histoire des variations des églises protestantes.* — Robelot, *De l'influence de Luther sur la croyance religieuse.* Paris 1822. — Rohrbacher, *Histoire universelle de l'Eglise.* — Doellinger. *La réforme, son développement intérieur et ses effets*, (traduit de l'allemand) Paris, 1856. 3 vol. in-8°. — Le même, *l'Eglise et les Eglises* (traduit de l'allemand). Tournai, 1862. — Moelher, *La symbolique* (traduit de l'allemand). 1853. 2 vol. in-8°. Riffel, *Histoire de l'Eglise depuis le grand schisme du 16e siècle.* Mayence, 1842. 3 vol. in-8° (en allemand). — Alzog, *Histoire de l'Eglise universelle* (traduit de l'allemand). Edit. de Tournai.

I. Les principales causes du protestantisme et de sa propagation rapide furent les suivantes : 1° *les doctrines hérétiques* encore assez répandues que *Wicleff* et *Hus* avaient prêchées ; ces doctrines forment le fond de celles de

tificale elle-même n'avait pas toujours été exempte, fournissait aux sectaires du seizième siècle un prétexte pour attaquer l'Eglise, sa doctrine, sa hiérarchie et ses institutions. A cette décadence morale d'une grande partie du clergé se joignait une profonde ignorance, surtout dans le clergé supérieur. Ceux-là même qui cultivaient les sciences et les lettres ne connaissaient guères que les littératures classiques, lesquelles dominaient, depuis le quinzième siècle, tout le mouvement intellectuel. Une foule d'idées païennes avaient par suite pénétré dans les intelligences et contribuaient à jeter du mépris sur le christianisme et sur cette belle littérature chrétienne qui avait pris naissance avec l'Eglise. Cet état du clergé exerça une fâcheuse influence sur la masse du peuple, qui vivait dans une grande ignorance en matière de religion, et qui, en perdant le respect pour ses pasteurs, perdait aussi son attachement à l'Eglise.

Outre ces causes qui favorisaient les prédications des novateurs, d'autres encore contribuèrent plus directement

---

Luther, de Zwingle et de Calvin, qui n'y ont ajouté qu'un petit nombre d'idées nouvelles et qui ont même adopté plusieurs erreurs jadis professées par les *Albigeois* et les *Vaudois*. — 2° Le *relâchement des mœurs parmi le clergé tant séculier que régulier*, ainsi que l'*ignorance* d'un grand nombre de ses membres. Luther lui-même, professeur de théologie à l'université de Wittenberg, avoua à un ami qu'il ne connaissait pas la doctrine de l'Eglise au sujet des indulgences lorsqu'il commença à les attaquer. Le haut clergé, les évêques, et les abbés des grandes abbayes appartenaient presque exclusivement à la noblesse ; bon nombre de prélats ne s'occupaient que d'affaires politiques et de l'administration de leurs biens, négligeant complétement les devoirs de leur saint ministère. — 3° L'*influence* exercée sur les esprits par l'étude *des littératures classiques du paganisme* : les esprits étaient imbus d'idées païennes ; on dédaignait les écrits des Saints-Pères et des savants théologiens du moyen-âge, parce qu'ils n'avaient pas une forme classique et qu'ils renfermaient des imperfections de style. — 4° L'*ignorance du peuple*, suite naturelle de celle du clergé : on ignorait jusqu'aux vérités fondamentales de la religion et l'on acceptait facilement des doctrines, prêchées d'ailleurs parfois avec conviction et avec entraînement.

A ces causes premières et fondamentales il faut ajouter les suivantes : 5° la *confiscation des biens du clergé*, recommandée par les novateurs non-seulement comme une chose licite, mais même comme un devoir : les princes, la noblesse de second ordre et les villes libres trouvaient dans cette confiscation un moyen facile de s'enrichir ou de refaire leurs finances. — 6° L'abolition *du célibat ecclésiastique* et des *vœux monastiques*, accueillie avec

à la propagation des doctrines hérétiques. La confiscation des biens ecclésiastiques excitait la cupidité des princes, la suppression du célibat ecclésiastique et des vœux monastiques favorisait les passions d'un clergé dépravé, et la négation de l'autorité de l'Eglise, en matière de foi, flattait la vanité des particuliers, constitués juges suprêmes des dogmes par le droit laissé à chacun d'interpréter la Bible. Les calomnies répandues par les sectaires contre la religion chrétienne étaient facilement acceptées par ceux qui ignoraient jusqu'aux premiers principes de cette religion et qui déjà ne résistaient que faiblement aux persécutions, ouvertement organisées contre les catholiques par les gouvernements hérétiques. On s'explique ainsi sans peine la propagation rapide du protestantisme : dès le milieu du seizième siècle, cette hérésie dominait dans une grande partie des Etats du nord de l'Europe et allumait les terribles guerres de religion qui durèrent jusqu'au milieu du dix-septième siècle.

---

faveur par des prêtres et des moines relâchés. C'était dans les rangs de ces apostats que la nouvelle religion recrutait la plupart de ses apôtres. — 7° La *doctrine du libre examen*, qui attribuait à chacun le droit d'interpréter l'Ecriture-Sainte à sa guise. On rejetait en matière de foi, l'autorité de l'Eglise, pour lui substituer l'autorité individuelle; on refusait ainsi à l'Eglise catholique ce que l'on accordait au simple fidèle, l'infaillibilité en matière de dogme. Cette doctrine flattait surtout l'orgueil et la vanité des masses, quoiqu'elle ne se traduisît pas en fait, car Luther, Zwingle, Calvin et les autres chefs de secte traitaient d'hérétiques tous ceux qui n'admettaient pas leurs idées. — 8° Les *fausses interprétations des dogmes catholiques :* ainsi les sectaires reprochaient aux catholiques d'adorer les saints, les reliques, les images ; de nier la nécessité de la foi pour le salut, de soutenir que l'on se sauvait par les œuvres seules, etc., etc. — 9° Les *persécutions ouvertes :* tous les gouvernements protestants devinrent immédiatement persécuteurs; la proscription de la religion et du culte catholique fut toujours une des premières mesures adoptées par ceux-là mêmes qui se disaient les champions de la liberté religieuse. Ceux qui voulaient rester fidèles à la religion de leurs pères étaient forcés de s'expatrier, en renonçant à tout ce qu'ils possédaient, souvent on ne leur laissait pas même la liberté d'émigrer. — 10° *L'appel fait aux plus mauvaises passions des masses :* Luther, Zwingle, Knox étaient de vrais démagogues, flattant le peuple et l'excitant à la révolte contre toute autorité ; ils provoquèrent ainsi les troubles qui désolèrent les divers pays de l'Europe, notamment la guerre des paysans en Allemagne, les excès commis par les Anabaptistes en Hollande et en Westphalie, et par les Iconoclastes en Belgique, etc. Comparez à ces causes de

II. — LE PROTESTANTISME EN ALLEMAGNE JUSQU'A LA PAIX DE RELIGION D'AUGSBOURG. (1517-1555).

THÈSES ET EXCOMMUNICATION DE LUTHER (1517-1520). — *Martin Luther*, moine augustin et professeur à l'université de Wittemberg, homme fougueux, orgueilleux et passionné, jeta dans la chrétienté le brandon de discorde, en attaquant la doctrine de l'Eglise sur les indulgences. A l'occasion de prétendus abus commis par les moines domicains, chargés, par le pape Léon X, de prêcher un Jubilé en Allemagne et parmi lesquels se distinguait surtout *Tetzel*, il afficha à l'université des thèses où il prétendait prouver que Tetzel confondait les indulgences avec la rémission des péchés. Ces thèses, qui renfermaient plusieurs opinions erronées, furent combattues par des théologiens distingués, entr'autres par le savant *Eck*, vice-chancelier de l'université d'Ingolstadt. Luther, entraîné par cette discussion, formula une hérésie manifeste, en soutenant *que l'homme se sauve par la foi seule* sans le secours des œuvres. Le pape *Léon X* ayant condamné cette doctrine comme con-

---

la propagation du protestantisme, les circonstances de la prédication de l'Evangile (vol. III de ce Cours, chap. 13).

II. *A consulter:* Audin, *Histoire de Luther.* — Menzel, *Histoire moderne des Allemands.* Breslau, 1848. 12 vol. in-8° (en allemand) — *Luther, essai de solution d'un problème psychologique* par le Dr Jarcke, traduit de l'allemand, dans le *Correspondant* de 1854.

Luther naquit de parents pauvres à Elsleben, en Saxe (l'an 1483). Des bienfaiteurs le mirent en état d'étudier à Erfurt. Mort subite d'un de ses amis intimes, frappé de la foudre à ses côtés (l'an 1505). Il entre dans l'Ordre de Saint-Augustin et s'y distingue par son ardeur pour l'étude et par ses talents comme orateur. Fondation de l'université de Wittemberg par le prince-électeur Frédéric de Saxe (l'an 1508). Luther y est appelé comme professeur sur la proposition de Staupitz, provincial de son Ordre. Il se rend à Rome, où il visite avec beaucoup de dévotion les principaux sanctuaires (l'an 1510). *Publication d'un jubilé* pour toute la chrétienté par le pape *Léon X:* l'aumône prescrite pour gagner l'indulgence devait être employée à l'achèvement de l'Eglise de Saint-Pierre à Rome. L'archevêque de Mayence, primat d'Allemagne, charge les Dominicains de prêcher le jubile au peuple. Zèle de *Tetzel* et injustice des auteurs modernes à son égard, lorsqu'ils l'accusent d'avoir confondu les indulgences avec la rémission des péchés, attendu que dans une instruction envoyée aux curés, il dit expres-

traire à la foi catholique, Luther en appela à un concile général. Le prince électeur de Saxe essaya alors de mettre fin à cette affaire, qu'il considérait comme un simple différend d'opinions. Il convoqua Luther et Eck à *Leipzig* pour une *dispute publique* dans laquelle le premier succomba. Dès lors, Luther ne garda plus aucun ménagement et publia les écrits les plus violents, où il traitait le pape d'Antechrist et rejetait plusieurs sacrements, ainsi que le saint sacrifice de la messe. Excommunié par le pape, Luther en appela de nouveau à un concile général et brûla publiquemeut la bulle papale et le code de droit canonique. Par cet acte il se sépara définitivement de l'Eglise.

Progrès du protestantisme jusqu'à la diète d'Augsbourg. (1520-1530). — Les écrits incendiaires de Luther et ses attaques violentes contre l'Eglise et le clergé agitèrent profondément l'Allemagne. *Les chevaliers de l'empire*, mécontents des mesures décrétées par l'empereur Maximilien contre les guerres privées, se déclarèrent pour les nouvelles doctrines, parce qu'ils espéraient pouvoir, à la faveur des troubles naissants, recommencer leurs brigandages; les *villes libres impériales* firent de même, parce qu'elles

---

sément « que *ceux-là seuls qui se sont confessés et qui éprouvent une véritable contrition de leurs péchés* peuvent recevoir l'indulgence, c'est-à-dire la rémission des peines temporelles et canoniques, après avoir donné l'aumône prescrite. » Luther s'élève contre les indulgences. Il affiche 95 *thèses* à l'université pour une discussion publique (l'an 1517), thèses pleines de grossières erreurs théologiques. Réfutation de ces thèses par plusieurs théologiens, tels que Tetzel, Silvestre Prierias, dominicain de Rome, Wimpina, professeur de théologie à Francfort, Jacques Hogstraeten de Cologne. Ouvrage publié par Jean Eck d'Ingolstadt et intitulé *Obélisques:* l'ignorance de Luther y est relevée avec beaucoup d'érudition et de verve (l'an 1518). Réponse de Luther, remplie d'injures grossières et de nouvelles erreurs. Mesures conciliantes adoptées par le pape Léon X, qui engage Luther au silence et envoie en Allemagne comme légat le cardinal Cajetan. Celui-ci invite Luther à une entrevue à Augsbourg, dans laquelle il tâche de le ramener à la foi orthodoxe. Brusque départ de Luther, qui en appelle du pape mal informé au pape mieux informé. Arrivée en Allemagne du camérier du pape, Charles de Miltitz, qui est chargé de négocier de nouveau avec Luther et de le déterminer à ne plus rien écrire jusqu'à ce qu'une décision des évêques allemands soit intervenue (l'an 1519). Luther adresse une lettre de soumission au pape, mais en même temps il écrit confidentiellement à un ami « qu'il doute si le pape n'est pas véritablement l'Antechrist. » Discussion

avaient de fréquents démêlés avec les princes-évêques. *Ulric de Hutten* et *Franz de Sikingen* excitèrent les chevaliers à prendre les armes et se mirent à leur tête : le premier propagea les doctrines de Luther par de nombreux pamphlets, qu'il fit imprimer et répandre parmi le peuple. L'agitation provoquée par ces écrits engagea l'empereur *Charles-Quint*, qui venait de monter sur le trône de l'empire, à se rendre en Allemagne; mais au lieu d'exécuter la sentence prononcée contre Luther par l'Eglise, il céda aux instances du prince-électeur Frédéric de Saxe et de plusieurs autres princes qui étaient favorables aux nouvelles doctrines, et il fit comparaître Luther à la *diète de Worms*. Cette mesure eut les suites les plus fâcheuses : d'une part, elle grandit le chef du protestantisme aux yeux de ses partisans ; de l'autre, elle donna un caractère politique à une question purement religieuse. Luther fut mis au ban de l'empire : mais il trouva un asile chez le prince-électeur de Saxe, qui le cacha, pendant un an, au *château de Wartbourg*. Il profita de ce temps pour traduire en allemand le Nouveau-Testament.

---

publique à Leipzig entre Luther et Eck; le dernier remporte une victoire éclatante sur son adversaire. Luther, abattu pour un moment, est encouragé par Mélanchton, qui s'attache à lui. Il publie de nouveaux écrits très-violents contre l'Eglise et contre le pape, entr'autres sur l'*esclavage de Babylone*, sur la *liberté chrétienne*; ces écrits sont pleins d'hérésies. Excommunication de Luther par le pape Léon X (l'an 1520).

Effets produits par les attaques violentes de Luther contre le clergé. Ses écrits répandus à profusion s'adressaient aux passions populaires. Ils étaient surtout bien accueillis par les *chevaliers de l'empire*, qui formaient la noblesse de second ordre et auxquels l'empereur Maximilien avait interdit de faire la guerre et de vivre de brigandage (voyez la 4e part. p. 468), et qui, de plus, étaient en opposition avec les princes laïcs et ecclésiastiques de l'empire : ils espéraient trouver dans les troubles religieux une occasion favorable pour ressaisir leur indépendance. *Franz de Sickingen* et *Ulric de Hutten* se mettent à la tête des chevaliers de l'empire : le dernier, disciple de *Reuchlin*, attaque le clergé dans de nombreux pamphlets et déverse le ridicule sur la religion chrétienne; il appartenait à l'école des Humanistes qui était tout imbue d'idées païennes par suite de l'étude exclusive des auteurs classiques grecs et latins. Le célèbre peintre *Lucas Cranach* compose une foule de caricatures contre le clergé séculier et régulier et contre le St-Siége. Plusieurs *villes libres impériales*, qui étaient en lutte avec leurs princes-évêques, se prononcent en faveur de Luther. Grande fermentation en Allemagne à

Le pieux Pontife Adrien VI, successeur de Léon X, travailla à rétablir la paix en introduisant de salutaires réformes dans la discipline ecclésiastique ; mais ce fut sans succès. Toute la partie corrompue du clergé, qui était très-nombreuse en Allemagne, embrassa onvertement les nouvelles doctrines. *Carstaldt*, un des amis et des partisans de Luther, excita le peuple de Wittemberg à dévaster les églises, à briser les images et les autels et à abolir le culte catholique. Ces désordres déterminèrent Luther à revenir à Wittemberg; mais à peine arrivé, il supprima lui-même la messe; il accueillit favorablement et s'attacha un grand nombre de moines défroqués. Le roi d'Angleterre *Henri VIII* et le savant *Erasme* combattirent les erreurs de Luther, qui leur répondit en les accablant d'injures ; quelque temps après, il épousa *Catherine de Bora*, religieuse défroquée qui avait quitté son monastère et décida le grand-maître de l'Ordre Teutonique, *Albert de Brandenbourg*, à rompre ses vœux, à se marier et à se faire proclamer duc héréditaire de Prusse.

Les masses se soulevèrent à leur tour : une *terrible*

---

l'arrivée de *Charles-Quint*. L'empereur cite Luther devant la diète de Worms (1521), malgré les protestations du légat pontifical Alexandre, qui prétend avec raison que l'affaire est purement religieuse et n'est pas de la compétence d'une diète. Luther refuse de se soumettre et il rejette même l'autorité d'un concile général. La diète le condamne et le met au ban de l'empire. Le prince électeur de Saxe le cache dans le château de *Wartbourg*. C'est là qu'il commence à traduire en allemand le Nouveau-Testament, en se servant des traductions déjà faites avant lui et en y glissant ses propres erreurs ; il existait déjà alors plus de 130 traductions de la Bible en langues vulgaires, dont un grand nombre en allemand. Luther oppose l'autorité de l'Ecriture-Sainte à celle de l'Eglise, ne remarquant pas que tous les hérétiques, depuis les premiers siècles de l'Eglise, avaient pris l'Ecriture-Sainte, expliquée à leur manière, pour base de leurs doctrines.

Mort du pape *Léon X* (l'an 1522). Le pieux *Adrien VI* sévit contre les abus qui s'étaient introduits à la cour papale et décrète des mesures sévères pour le rétablissement de la discipline ecclésiastique. Résistance d'une partie notable du clergé. Mort d'Adrien VI (l'an 1523). *Clément VII* partage les vues de son prédécesseur, et unit une grande fermeté à une rare prudence. — Troubles iconoclastes à *Wittemberg*, excités par le fougueux *Carlstadt*. Désordres dans la Thuringe, provoqués par la secte des *Anabaptistes*. Luther quitte son asile pour rétablir l'ordre, mais il se déclare contre la messe et abolit les vœux monastiques : un bon nombre de couvents sont

révolte de paysans éclata sur les bords du Rhin et s'étendit à une grande partie de l'Allemagne. Les insurgés, commandés par le fanatique *Thomas-Munzer*, sous prétexte d'établir la liberté évangélique, brûlèrent les châteaux et les couvents et massacrèrent les seigneurs et les prêtres. Dans la crainte de perdre l'appui des princes, Luther se déclara contre les paysans, auxquels il avait d'abord été favorable, et prêcha une guerre d'extermination contre ceux qui s'étaient laissés entraîner par ses propres folies. — Le nouveau prince-électeur Jean de Saxe, frère de Frédéric, le landgrave *Philippe de Hesse* et un grand nombre de princes moins puissants, ainsi que plusieurs villes, introduisirent de force la nouvelle religion, interdirent le culte catholique et confisquèrent, à leur profit, les biens ecclésiastiques. Les princes dissidents conclurent une *alliance à Torgau* et, lorsque la diète de *Spire* décida de mettre à exécution le décret porté contre Luther par celle de Worms, ils publièrent une protestation collective qui leur valut le surnom de *Protestants*. Ils déclarèrent en outre qu'ils ne tolèreraient plus dans leurs Etats le culte catholique, foulant ainsi aux pieds la liberté religieuse, qu'ils n'avaient cessé de réclamer. Quelque temps après, à

---

abandonnés par les moines dépravés, qui deviennent les apôtres de la nouvelle hérésie. *Henri VIII* d'Angleterre publie contre Luther un écrit pour lequel le pape Clément VII lui décerne le titre de *défenseur de la foi*. *Erasme* se prononce également contre les nouvelles doctrines. Colère de Luther qui, dans sa défense, dépasse toute mesure : il traite le roi d'Angleterre « d'âne, d'idiot, de rebut de pourceaux, de fou, » et dit d'Erasme « que c'est un incrédule, une truie du troupeau d'Epicure. » Mariage de Luther. Apostasie du grand-maître de l'Ordre Teutonique, *Albert de Brandenbourg* : il s'empare de la plus grande partie des possessions de l'Ordre, les érige en *duché héréditaire de Prusse* et les prend à titre de fief de la couronne de Pologne. Il épouse la fille du roi Frédéric de Danemark, lequel avait déjà introduit la nouvelle religion dans son royaume (voyez plus loin, § 6).

Soulèvement et guerre des paysans, qui prétendent rétablir la liberté et l'égalité évangéliques. Dans leurs proclamations ils s'appuient sur les écrits de Luther. La révolte s'étend à toutes les contrées situées entre le Rhin et l'Elbe. *Thomas Munzer* prêche la guerre contre les nobles et le clergé : les insurgés brûlent les châteaux et les abbayes et entraînent à leur suite *Franz de Sickingen* et le vieux chevalier *Goetz de Berlichingen*. Luther, accusé de favoriser la révolte, se déclare contre les paysans et engage les

la *diète d'Augsbourg*, ils présentèrent une profession de foi, qui reçut le nom de *Confession d'Augsbourg* et qui devint le symbole religieux de la nouvelle secte. L'empereur, dans un décret qu'il publia alors, déclara vouloir maintenir les droits de l'Eglise catholique par tous les moyens qui seraient en son pouvoir. Ainsi se consomma la scission entre les catholiques et les protestants.

VIOLENCES COMMISES PAR LES PROTESTANTS ET MORT DE LUTHER (1530-1546). — En réponse au décret publié par l'empereur, les Etats protestants de l'Allemagne conclurent la *ligue de Schmalcalden* pour la défense de leur religion à main armée et refusèrent de prendre part à la guerre contre les Turcs, qui avaient envahi la Hongrie et qui s'avançaient vers les frontières de l'Allemagne. *Ferdinand d'Autriche*, qui, en sa qualité de successeur désigné de son frère Charles-Quint, gouvernait l'empire pendant l'absence de l'empereur, se vit obligé de conclure à Nuremberg avec les protestants la *première paix de religion*: elle leur accordait la liberté religieuse à la condition qu'ils s'abstiendraient de tout acte hostile contre la religion catholique. Mais aussitôt que l'on n'eut plus à craindre les Turcs, les protestants imposèrent, par la force des armes,

---

princes à sévir contre eux sans pitié. Etablissement de la nouvelle religion dans les Etats de plusieurs princes de l'empire et dans un grand nombre de villes (1526-1529) : proscription du culte catholique et persécution du clergé et du peuple, restés fidèles à l'Eglise. *Alliance de Torgau ; diète de Spire* (l'an 1529) : Etats catholiques et Etats luthériens ; les premiers demandent que la décision de tout ce qui concerne la foi soit remise à un concile général. *Protestation* des Etats luthériens, qui reçoivent le nom de *Protestants*. L'empereur repousse la protestation et convoque la *diète d'Augsbourg* (l'an 1530). Les Protestants présentent une profession de foi rédigée par Mélanchton et appelée *confession d'Augsbourg*. Efforts inutiles faits par l'empereur pour rétablir l'unité religieuse. Le *recez impérial* (du 22 novembre) ordonne de restituer les biens ecclésiastiques et de rien innover avant la réunion du concile.

Conquête de la Hongrie par Soliman II (voyez plus loin chap. III, § 3). Election de *Ferdinand d'Autriche* comme successeur de Charles-Quint au trône impérial (l'an 1531) ; il prend le titre de *roi des Romains*. Congrès tenu par les princes et Etats protestants à *Schmalcalden*, sous la présidence du prince-électeur de Saxe : ils protestent contre l'élection de Ferdinand et concluent la *ligue de Schmalcalden* dont font partie six princes, deux

leurs doctrines, partout où ils purent le faire. La religion catholique fut successivement proscrite dans le duché de Poméranie, dans les villes de Brême et d'Osnabruck, dans le Wurtemberg et dans le duché de Saxe. — La secte fanatique des *Anabaptistes*, qui avait pris naissance en Hollande, s'était emparée de la ville de Munster. Un boulanger de Haarlem, *Jean Matthias*, et un tailleur de Leyde, *Jean Bockold*, y avaient établi ce qu'ils appelaient le *royaume du Christ*. Ils commirent tant d'excès et de crimes dans cette malheureuse ville, que l'évêque de Munster réussit facilement à la prendre d'assaut et à faire exécuter les chefs de la secte.

Cependant les protestants, profitant des guerres de Charles-Quint contre François I, ne mirent plus de bornes à leur acharnement contre les catholiques. La ligue de Schmalcalden leva des troupes et promit son appui à tous ceux qui se sépareraient de l'Eglise. Ainsi, après la mort de l'évêque de Naumbourg, le prince-électeur de Saxe chassa celui que le chapitre venait d'élire et y installa un ministre protestant, auquel Luther conféra la dignité épiscopale. Le duc de Brunswick, s'étant opposé à l'introduction du protestantisme dans sa résidence, fut expulsé de ses

---

comtes et onze villes libres impériales. Les protestants refusent d'envoyer des troupes contre les Turcs. Négociations entamées par l'empereur, et *paix de religion de Nuremberg* (l'an 1532). Retraite de Soliman II à l'approche de l'armée allemande. Zèle de l'empereur pour hâter la convocation d'un concile général. Les protestants se prononcent contre le concile ; ils repoussent les propositions que leur fait, à cet égard, le pape *Clément VII*. Introduction violente du protestantisme dans la Poméranie par le duc Philippe, et dans les villes de Brême, Verden, Osnabruck et Juliers par les magistrats de ces villes (l'an 1553). Les catholiques sont forcés de s'exiler et le catholicisme est proscrit. Le duc *Ulric de Wurtemberg*, dépossédé de son duché par décision de la cour aulique, embrasse le protestantisme ; le landgrave de Hesse le rétablit dans ses Etats par la force des armes et y introduit le protestantisme (l'an 1534). — *Troubles des Anabaptistes à Munster* (1533-1535). Les *Anabaptistes*, originaires de la Hollande, étaient ainsi nommés parce qu'ils enseignaient la nécessité d'un second baptême pour les adultes. Ils avaient fanatisé la populace dans la ville de Munster ; un de leurs chefs, *Jean Bockold*, s'était fait reconnaître roi du *nouveau royaume de Dieu* qu'il se disait appelé à fonder. Il commit les plus horribles excès et gouverna à l'aide d'une horde de satellites, composée de ses prin-

Etats et la religion catholique y fut proscrite. Enfin la ligue promit son appui à l'archevêque de Cologne, *Hermann de Wied*, qui avait apostasié et voulait protestantiser son diocèse. L'empereur fit d'inutiles efforts pour décider les protestants à envoyer des délégués au *concile général* que le pape Paul III venait de convoquer à *Trente*. Sur ces entrefaites, Luther alla jusqu'à autoriser la bigamie du landgrave *Philippe de Hesse*, un des principaux soutiens du protestantisme, et publia un écrit d'une extrême violence intitulé: *la papauté instituée par le diable*.

L'empereur se vit forcé de prendre des mesures énergiques pour maintenir son autorité et pour protéger les catholiques persécutés par les protestants. Il mit au ban de l'empire le prince électeur de Saxe, ainsi que le landgrave de Hesse, et alors éclata en Allemagne la première guerre de religion, connue sous le nom de *guerre de Schmalcalden*. Luther, premier auteur des maux qui accablaient sa malheureuse patrie, mourut pendant les premières hostilités.

GUERRE DE RELIGION ET PAIX D'AUGSBOURG. (1546-1555). — La ligue de Schmalcalden rassembla une forte armée qui envahit le Tyrol, mais n'osa pas attaquer l'armée im-

---

cipaux partisans. Le prince-évêque attaqua la ville avec une nombreuse armée et la prit d'assaut.

Accroissement de la *ligue de Schmalcalden* par l'accession de tous les Etats protestants. Nouveau congrès : on y décide de lever des troupes pour organiser une résistance armée contre l'empereur et les Etats catholiques (l'an 1530). Ceux-ci, de leur côté, dans le but de repousser la force par la force, concluent une alliance appelée *Sainte-Ligue* sous la direction de Ferdinand d'Autriche (l'an 1538). Scandaleuse condescendance de Luther et de Mélanchton, qui autorisent la bigamie du landgrave *Philippe de Hesse*, prince débauché et l'un des plus forts soutiens du protestantisme (l'an 1540). — Mort de l'évêque de Naumbourg : *Jules de Pflug*, homme instruit et pieux, est élu par le chapitre; mais le prince électeur de Saxe l'expulse de la ville et donne le siége épiscopal à *Amsdorf*, partisan de Luther. Luther installe Amsdorf dans sa nouvelle charge, tout en se moquant grossièrement du sacre épiscopal dans une lettre écrite à un ami : « nous avons sacré un évêque, dit-il, sans saint-chrême, mais aussi sans beurre, graisse, lard, encens, goudron, ni charbon. » — *Troubles à Brunswick* : le duc s'oppose à ce que la ville entre dans la ligue de Schmalcalden ; il est expulsé de ses Etats par les princes protestants, qui y introduisent le protestantisme et proscrivent

périale, retranchée dans un camp fortifié près d'Ingolstadt. L'empereur n'avait pu d'abord disposer de troupes suffisantes pour prendre l'offensive ; il reçut des renforts considérables par l'arrivée de l'armée du duc *Maurice de Saxe*, qui, quoique protestant lui-même et gendre du landgrave de Hesse, vint soutenir la cause de l'empereur contre le prince *Jean de Saxe* et ses alliés. Ceux-ci, ne s'entendant pas sur le plan de campagne à suivre, licencièrent une partie de leur armée. Le prince-électeur de Saxe se retira dans ses Etats : l'empereur l'y suivit, le vainquit dans la *bataille de Muhlberg* et le fit prisonnier ; ensuite il marcha contre le landgrave de Hesse, qu'il força à se rendre et qu'il retint également en prison. Le premier fut déclaré déchu de sa dignité d'électeur et des Etats qui y étaient attachés ; l'empereur en investit le duc Maurice qui devint ainsi prince-électeur de Saxe. Charles-Quint usa de sa victoire avec la plus grande modération : il rétablit l'évêque de Naumbourg, Jules de Pflug, sur son siége et força l'archevêque de Cologne, Hermann de Wied, à abdiquer et à se retirer dans ses possessions patrimoniales. Il convo-

---

le culte catholique (l'an 1542). — *Apostasie* du prince-électeur *Herman de Wied, archevêque de Cologne ;* il veut établir le protestantisme dans son diocèse et demande à être reçu membre de la ligue de Schmalcalden. Opposition de la ville de Cologne et du chapitre (l'an 1544). — *Ouverture du concile de Trente* (l'an 1545). — Efforts faits par le pape et par l'empereur pour déterminer les protestants à prendre part au concile. Refus formulé par ceux-ci à la diète de Worms. Ecrit violent de Luther contre l'Eglise et la papauté (l'an 1545). L'empereur se décide à prendre des mesures énergiques pour protéger la religion catholique et pour mettre un terme à la propagation du protestantisme. Il met au ban de l'empire le prince-électeur de Saxe et le landgrave Philippe de Hesse (l'an 1546). — *Mort de Luther* (l'an 1546). Voici le jugement porté sur lui par Erasme, qui avait d'abord été son ami : « La raison la plus vulgaire m'apprend, qu'un homme qui a excité un si grand tumulte dans le monde et qui n'avait de plaisir que dans les paroles indécentes et railleuses, n'a pu faire la chose de Dieu. Une arrogance comme celle de Luther, que rien n'égala jamais, suppose la folie, et une humeur bouffonne comme la sienne ne s'allie point avec l'esprit apostolique. »

La guerre de Schmalcalden (1546-1547). — Grands armements des protestants : la ligue met sur pied une armée de 80,000 hommes. Jean Frederic, électeur de Saxe, déclare la guerre à l'empereur, qu'il ne désigne plus que sous le nom de *Charles de Gand*. Il pénètre dans le Tyrol, où l'armée impériale, inférieure en nombre, est retranchée dans un camp près d'In-

qua ensuite une diète générale à *Augsbourg* et fit décréter que rien ne serait innové dans les affaires religieuses jusqu'à ce que le concile de Trente eût pris une décision. Ce décret reçut le nom d'*Interim*. Grâce aux nouvelles instances de l'empereur, un grand nombre d'envoyés protestants s'étaient rendus au concile de Trente, et l'on pouvait espérer de voir se terminer heureusement la grande scission religieuse qui désolait l'Allemagne.

Mais le duc *Maurice de Saxe*, parvenu à la dignité de prince-électeur, qu'il ambitionnait depuis longtemps, se sépara de l'empereur et trahit son bienfaiteur. Chargé de forcer la ville de *Magdebourg* à se soumettre aux décisions de la diète d'Augsbourg, il déclara la guerre à Charles-Quint et conclut un traité d'alliance avec le roi de France *Henri II*, auquel il céda la Lorraine et les villes épiscopales de *Metz*, *Toul*, *Verdun* et *Cambrai*. L'Allemagne perdit ainsi une de ses plus belles provinces. L'empereur n'ayant pas d'armée fut obligé de s'enfuir dans le Tyrol; Maurice l'y suivit et dispersa le concile de Trente. Cette trahison perfide avait brisé l'énergie de Charles-

---

golstadt. Deux princes protestants, *Maurice de Saxe* et *Albert de Brandenbourg*, se déclarent pour l'empereur. Celui-ci ayant reçu des renforts de troupes espagnoles et italiennes sous la conduite du duc d'Albe, suit l'armée de la ligue qui s'est retirée sur le Danube. A l'approche de l'hiver, les princes protestants, désunis entr'eux, licencient une partie de leur armée. L'empereur force alors le duc de Wurtemberg et les villes de la Souabe à se soumettre (l'an 1547), et envahit la Saxe. *Bataille de Muhlberg :* le prince-électeur est fait prisonnier ; la haute cour de l'empire le condamne à mort pour crime de félonie et de haute trahison. L'empereur lui fait grâce, mais le retient prisonnier ; il donne à Maurice de Saxe la dignité électorale avec les Etats de Frédéric. Il marche contre la Hesse ; le landgrave se rend et est retenu prisonnier. Modération de l'empereur. *Diète d'Augsbourg* (l'an 1547). Zèle de l'empereur pour le rétablissement de l'unité religieuse. Il fit publier un décret, appelé *Interim d'Augsbourg*, qui devait être observé par les catholiques et les protestants, mais qui ne contenta personne. *Réouverture du concile de Trente* par le pape Jules III (l'an 1550). Nouvelle Diète à Augsbourg ; l'empereur parvient à décider les protestants à envoyer des députés au concile. Paix générale dans l'empire.

Ambition de *Maurice*, devenu prince-électeur de Saxe : pendant qu'il assiège la ville de *Magdebourg*, il négocie secrètement avec le roi de France *Henri II* ; il a fait alliance avec lui contre l'empereur, en lui cédant la Lorraine, sur laquelle il n'avait aucun droit. L'empereur informé de cette trahison

Quint; il conclut à *Passau* une trêve avec Maurice, et consentit à la diète d'*Augsbourg*, à *une paix générale de religion* : les princes et les Etats protestants de l'Allemagne obtinrent la pleine liberté religieuse et même le droit d'établir de force le protestantisme, en accordant aux catholiques la permission d'émigrer. On fit cependant une restriction quant aux princes ecclésiastiques qui embrasseraient le protestantisme; ceux-ci devaient renoncer à leurs dignités et au gouvernement de leurs Etats. L'empereur songea à reconquérir la Lorraine; mais il échoua devant la ville de Metz. C'est alors qu'il prit la résolution d'abdiquer et qu'il se retira au monastère de Yuste, en Espagne.

III. — LE PROTESTANTISME EN SUISSE. (1518-1564.)

Zwingle et le protestantisme jusqu'à la bataille de Cappel (1518-1531). — Les nouvelles erreurs s'étaient répandues de bonne heure en Suisse; *Ulric Zwingle*, prêtre instruit mais de mœurs corrompues, avait commencé à prêcher contre les indulgences presqu'en même temps que

---

refuse d'y ajouter foi et ne prend aucune mesure de défense. Maurice (l'an 1552) lui déclare la guerre, sous prétexte de défendre la liberté de l'empire contre les empiétements de l'empereur ; il se plaint aussi de la captivité du landgrave de Hesse. Charles-Quint propose des négociations : mais Maurice rompt l'armistice qu'il avait d'abord accepté et pénètre dans le Tyrol : l'empereur, qui est malade, prend la fuite et échappe avec peine. Dispersion du concile de Trente. Occupation de la Lorraine par le roi de France, qui met des garnisons dans les villes libres impériales de Metz, Toul et Verdun. L'empereur conclut avec Maurice *le traité de Passau* et met en liberté le landgrave de Hesse. Il marche contre Henri II, mais la ville de Metz résiste, et la Lorraine demeure province française (1552-1556). Mort de Maurice, qui périt dans une guerre contre Albert de Brandenbourg (l'an 1553). *Diète d'Augsbourg* (l'an 1555) et *paix de religion*. Les Etats de l'empire obtiennent le droit de changer de religion et d'établir le protestantisme (jus reformandi) ; il n'y a d'excepté que les princes ecclésiastiques (reservatum ecclesiasticum), et encore les Etats protestants réclament-ils contre cette unique exception. Les catholiques se trouvaient ainsi abandonnés à la merci de leurs princes, et c'est alors que prévalut le principe despotique : *Cujus regio, illius est religio*. Les protestants, qui n'avaient cessé de réclamer la liberté religieuse, la foulèrent aux pieds. Abdication de Charles-Quint (l'an 1556).

III. *A consulter :* Ruchat, *Histoire de la réforme en Suisse*. Genève, 1727 Audin. *Histoire de Calvin*.

Luther. Les autorités de la ville de *Zurich* se déclarèrent pour lui ; la morale relâchée qu'il enseignait lui gagna beaucoup de partisans. Zwingle se maria et abolit le culte catholique, en rejetant le dogme de l'Eucharistie avec le saint sacrifice de la messe. Les habitants catholiques furent chassés de la ville et les magistrats catholiques destitués. Zwingle persécuta avec la même violence les Anabaptistes et en fit mettre plusieurs à mort. Comme ses idées différaient essentiellement de celles de Luther, celui-ci le traita d'hérétique et publia contre lui plusieurs écrits très-violents. La nouvelle religion fut bien accueillie dans plusieurs cantons suisses, où les autorités étaient en lutte avec les princes-évêques, outre que les biens ecclésiastiques offraient un appât à leur cupidité. A *Saint-Gall* on se révolta contre le prince-abbé et l'on abolit de force le culte catholique. Dans le *canton de Berne* les magistrats apostasièrent et chassèrent du pays tous ceux qui refusaient de suivre leur exemple. *Œcolampade* alla prêcher les doctrines de son ami Zwingle à *Bâle*, où la religion catholique fut proscrite à la suite d'une révolution fomentée par les pro-

---

L'état politique de la Suisse, qui était divisée en un grand nombre de cantons indépendants, favorisait les progrès du protestantisme : en outre, une opposition assez forte existait entre les autorités cantonales et le clergé, qui jouissait partout du privilége de l'immunité et qui, de plus, était très-riche. *Ulric Zwingle,* homme ardent, passionné et d'un esprit pénétrant, avait été obligé d'abandonner sa cure à Einsiedlen, à cause du déréglement de ses mœurs et parce qu'il avait prêché contre le culte de la Sainte Vierge et les pèlerinages (l'an 1516). S'étant retiré à Zurich, il devint prédicateur à la cathédrale. Encouragé par l'exemple de Luther, il commença à prêcher contre les indulgences et parvint à gagner une partie des magistrats de la ville (l'an 1520). Il adopta presque toutes les opinions de Luther, rejeta le Saint-Sacrifice de la messe et le célibat. Peu de temps après, il se maria et entraîna d'autres prêtres à suivre son exemple. Zwingle se sépara de Luther en rejetant le dogme de la présence réelle de J.-C. dans l'Eucharistie. Il introduisit ses erreurs dans une traduction falsifiée de la Bible (l'an 1525). Intolérance de Zwingle, qui fait exécuter, pour crime d'hérésie, Félix Maus, chef de la secte des Anabaptistes, et abolit le culte catholique. Trois de ses disciples, *Œcolampade, Capito* et *Bucer,* répandent ses erreurs dans les autres cantons de la Suisse ; le premier, moine défroqué, alla prêcher à *Bâle* (l'an 1524). Les magistrats de la ville proscrivirent d'abord la nouvelle doctrine ; mais ils furent renversés par une émeute (l'an 1527), et, deux ans après, le culte catholique lui-même fut proscrit (l'an 1529). — Dans la ville

testants. Partout la prétendue réforme était accompagnée de violences : ces nouveaux défenseurs de l'Evangile dévastaient les églises, brisaient les autels et les images et commettaient les plus horribles profanations.

Les protestants menaçaient d'extirper partout ce qu'ils appelaient l'idolâtrie romaine, c'est ce qui détermina les quatre cantons forestiers de *Lucerne*, *Schwytz*, *Uri* et *Unterwalden*, et celui de *Zug* à prendre les armes pour la défense de la religion catholique que les cantons protestants proscrivaient chez eux, tout en exigeant que le protestantisme fût toléré partout ailleurs. Les cantons de *Zurich* et de *Berne*, dans le but de plier à leurs exigences les cantons forestiers, rompirent toute relation avec eux et arrêtèrent les approvisionnements dont ces derniers avaient besoin. Une armée protestante ayant envahi le canton de *Saint-Gall* et chassé de ses Etats le prince-abbé, les hostilités commencèrent. Les catholiques remportèrent à *Cappel* une victoire éclatante : Zwingle qui avait accompagné l'armée protestante périt pendant la bataille. La paix fut conclue peu de temps après ; on stipula que les catholiques et les protestants seraient libres d'agir comme ils l'entendraient dans les cantons où ils étaient les maîtres. La Suisse se partagea alors en Suisse *catholique* et en Suisse *protestante ;* dans quelques cantons seulement les deux

---

de *Saint-Gall,* les magistrats qui étaient en opposition avec le prince-abbé, adoptèrent les opinions de Zwingle, confisquèrent les biens ecclésiastiques et supprimèrent le culte catholique (l'an 1525). Colloque tenu à Berne sous la présidence des magistrats, qui s'érigent en juges et se prononcent en faveur de Zwingle et d'Œcolampade. Le protestantisme est établi, les prêtres catholiques sont chassés du canton, et les catholiques qui refusent d'apostasier sont exilés. Résistance des habitants de la *vallée de Hasli ;* des troupes y sont envoyées, et le culte catholique y est supprimé (l'an 1528).

Réunion de Baden composée des délégués de tous les cantons suisses (l'an 1525) ; les cantons protestants réclament la liberté religieuse dans les cantons catholiques, tandis que chez eux la religion catholique demeure proscrite ; résistance des catholiques ; *Zurich* met sur pied des troupes et envahit le canton de *Saint-Gall ;* le prince-abbé est chassé de son pays (l'an 1530). Plaintes des cantons catholiques. Zurich et Berne interceptent les provisions venant de l'Allemagne et destinées aux cantons catholiques. Ceux-ci poussés à bout prennent les armes. *Bataille de Cappel* (l'an 1531).

cultes restèrent sur le pied d'égalité et jouirent des mêmes droits, parce que les forces des deux partis se balançaient.

Calvin a Genève (1530-1564). — Le protestantisme en Suisse prit un nouvel élan et subit une transformation importante sous l'action de *Calvin*. Né à Noyon en Picardie, Calvin étudiait à Paris, lorsque les opinions de Luther y furent connues: il en adopta plusieurs et osa les émettre publiquement. Sur la demande de la Sorbonne, il fut exilé et se retira à *Bâle*; il y composa un traité théologique qu'il adressa à François Ier. Dans cet ouvrage il exposait sa profession de foi, qui se rapprochait plus de celle de Zwingle que du luthéranisme, surtout quant au dogme de l'Eucharistie, qu'il rejetait. Calvin gagna les partisans de Zwingle, en rendant au culte extérieur un peu de splendeur. Son autorité dans la Suisse s'accrut surtout lorsqu'il se fut fixé à *Genève*. Les prédications fanatiques des sectaires *Farel* et *Viret* avaient provoqué une révolution dans cette ville; soutenue par les protestants de *Berne*, elle s'était soustraite à l'autorité du duc de Savoie et avait chassé son propre prince-évêque. C'est alors que Calvin fut appelé à Genève et y prêcha sa doctrine; il y acquit une autorité presque absolue, au point qu'il fit mettre à mort comme hérétique *Gruet*, qui avait combattu quelques-unes de ses opinions, et

---

Mort de *Zwingle*, qui avait promis la victoire aux protestants. La guerre continue et la victoire reste aux catholiques. Luther leur reproche de ne pas avoir extirpé les zwingliens, qui professaient, selon lui, une abominable hérésie. La paix est conclue. Division religieuse de la Suisse : la *Suisse catholique* comprend les cantons de Lucerne, Schwytz, Uri, Unterwalden, Zug, Fribourg et Soleure; la *Suisse protestante* se compose des cantons de Zurich, Berne, Bâle et Schaffhouse; les *cantons mixtes* sont ceux de Saint-Gall, Glaris et Appenzell. L'abbé de Saint-Gall est rétabli dans ses Etats.

Une nouvelle secte protestante surgit dans la Suisse française : elle avait pour auteur *Calvin*, fils d'un tonnelier de Noyon. Calvin étudia d'abord la théologie et le droit à Paris, et se distingua par son esprit pénétrant et son éloquence. Il embrassa en partie les opinions de Luther; mais il rejeta, comme Zwingle, le dogme de la présence réelle; il y ajouta sa doctrine absurde sur la prédestination, soutenant que Dieu avait, de toute éternité, destiné certains hommes à l'enfer et d'autres au ciel. Il prit, à l'exemple de Luther, l'Ecriture-Sainte comme unique règle de foi, tout en se réservant le

le médecin espagnol *Servet*, qui avait publié, pendant un voyage à Genève, un écrit sur la Sainte-Trinité. L'érudition reconnue de Calvin, ses talents comme orateur et comme écrivain attirèrent à Genève un grand nombre de jeunes gens de la Suisse, de la France et de l'Allemagne. Une *académie protestante* fut fondée à Genève : on y enseignait les doctrines de Calvin, qui de là se répandirent rapidement en France, dans les Pays-Bas et dans une partie de l'Allemagne. Les *calvinistes* ou *réformés* formèrent ainsi, après les luthériens, la secte la plus considérable du protestantisme. Après la mort de Calvin, son disciple et biographe, *Théodore de Bèze*, en devint le chef.

IV. — LE PROTESTANTISME EN FRANCE JUSQU'AU COMMENCEMENT DES GUERRES DE RELIGION. (1523-1562.)

PROPAGATION DU PROTESTANTISME EN FRANCE, JUSQU'AU SYNODE PROTESTANT DE PARIS (1523-1559). — Les doctrines et les écrits de Luther et de Mélanchton contre l'Eglise catholique furent facilement accueillis en France, où les

droit de l'interpréter à sa manière. La *Sorbonne* demanda qu'il fût exilé de Paris ; Calvin se retira en Suisse et se fixa d'abord à Bâle (l'an 1534). Le zwinglianisme y dominait alors ; le culte organisé par Zwingle était froid ; la musique, le chant, et tout ce qui pouvait impressionner les sens en avaient été bannis. Calviu rétablit quelques cérémonies religieuses, ce qui le rendit populaire parmi les zwingliens. Troubles dans le *pays de Vaud* : *Farel* et *Viret* soulèvent le peuple et chassent l'évêque de *Lausanne*. Ils se rendent ensuite à Genève et y excitent une révolte. Le pays de Vaud et la ville de Genève entrent dans la Confédération helvétique et forment ainsi deux nouveaux cantons protestants. Violences et vandalisme dans ces pays : les églises sont dévastées, les images et les autels brisés ; la religion catholique est proscrite. *Calvin* est appelé à *Genève* (l'an 1536). Démoralisation du peuple produite par le protestantisme ; Calvin prêche contre les mauvaises mœurs : il est obligé de quitter la ville. Il se retire dans la ville impériale de *Strasbourg* (l'an 1538) où il établit une communauté protestante. Il s'y marie et retourne à Genève (l'an 1541) ; il institue un *consistoire* qu'il charge de régler le culte et de veiller sur la moralité publique. Grande autorité de Calvin. Exécution de *Gruet* et de *Servet*. Ce dernier, brûlé vif, est traité de martyr par Mélanchton. *Académie protestante* à Genève. Les réformés, dénomination sous laquelle on comprend les zwingliens et les calvinistes, se séparent tout à fait des luthériens. *Mort de Calvin* (l'an 1564).

IV. Les doctrines protestantes trouvèrent de l'écho dans l'université de

hérésies des albigeois et des vaudois avaient compté tant de partisans. Le roi *François Ier*, rival et ennemi de Charles-Quint, était naturellement considéré comme le protecteur des protestants, qui s'étaient soulevés en Allemagne contre l'autorité de l'empereur; aussi *Zwingle* crut-il pouvoir dédier au roi de France son *exposé de la vraie religion*. Une *première communauté protestante* se forma à *Meaux*: les sectaires, devenus bientôt audacieux, déchirèrent une bulle papale et répandirent en masse des pamphlets contre le pape et contre l'Eglise. Le parlement de Paris intervint alors, et, par un décret, dispersa la communauté de Meaux. Les sectaires se répandirent dans les provinces, où ils prêchèrent leurs doctrines; ils y trouvèrent de nombreux partisans. Dans plusieurs endroits ils ravagèrent les églises et détruisirent les images. A Paris même ils affichèrent des placards séditieux et insultants contre la religion, le clergé et le roi. Le parlement renouvela les anciennes lois contre les hérétiques : plusieurs sectaires furent jugés par les tribunaux et exécutés, d'autres quittèrent le pays et se réfugièrent en Suisse ou en

---

Paris; le professeur *Jacques Lefèvre*, qui avait traduit la Bible, les adopta et les défendit publiquement. Une communauté protestante se forme à *Meaux* sous la direction du fanatique *Farel* et du fougueux tisserand *Jean Leclerc* (l'an 1523); elle embrassa l'opinion de Zwingle concernant l'Eucharistie : Jean Leclerc présida à la cène. Violences commises par les réformés à Meaux; ils dévastent plusieurs églises catholiques et affichent des placards injurieux pour le pape (l'an 1525). Intervention du parlement de Paris, qui prononce la dissolution de la communauté de Meaux. Jean Leclerc est condamné à mort comme iconoclaste et perturbateur de l'ordre public. Farel se retire en Suisse. Les réformés sont protégés par Marguerite de Valois, qui engage le roi à appeler Mélanchton à Paris pour avoir une dispute théologique avec les docteurs de la Sorbonne. Opposition du cardinal de Tournon. Mariage de Marguerite avec Henri II, roi de Navarre; elle favorise ouvertement les réformés et en appelle plusieurs dans ses Etats. *Calvin* à Paris; il y obtient la faveur du roi et de sa maîtresse, la duchesse d'Etampes. Le nombre des réformés augmente; le parlement sévit contre ceux qui se rendirent coupables d'excès. Exécution du moine dominicain *Cornu*, apostat et bigame. Les statues des saints sont mutilées dans les rues de Paris; des placards séditieux contre le roi, le clergé et la religion catholique sont affichés même aux portes du palais du roi (l'an 1534). — François Ier fait faire une procession solennelle en expiation des sacriléges commis; dans un discours il exhorte le parlement à sévir contre les hérétiques. Des exécutions

Allemagne. Cependant l'appui, donné aux protestants d'Allemagne, par François Ier, encourageait ceux de France qui étaient d'ailleurs protégés par la sœur du roi, *Marguerite de Valois*, reine de *Navarre*: ce dernier pays leur servait d'asile au besoin. *Henri II*, qui succéda à François Ier, enleva d'abord aux tribunaux séculiers, les procès de religion pour les donner aux tribunaux ecclésiastiques, qui ne prononçaient pas la peine capitale. Les excès commis par les réformés, dont le nombre s'était accru considérablement, forcèrent le roi à rapporter cette mesure. Il ne put cependant empêcher les réformés de réunir *un synode à Paris*, dans lequel ils formulèrent une profession de foi et réglèrent leur culte.

TROUBLES RELIGIEUX (1559-1562). — Les parlements continuaient à appliquer contre les hérétiques les lois pénales alors en vigueur. Cependant le nombre des protestants ayant augmenté considérablement, ils finirent par devenir puissants, d'autant plus qu'un intérêt politique vint se mêler à la question religieuse. *François II*, successeur de Henri II, n'avait que seize ans à la mort de son père et joignait à son jeune âge une grande faiblesse de caractère. Ayant épousé *Marie Stuart*, nièce des *Guise*, il abandonna le gouvernement à ses oncles, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine. Les princes du sang appartenant à la

---

eurent lieu ; plusieurs des chefs s'enfuirent, et Calvin se retira à Bâle. Les *Vaudois*, qui n'avaient jamais entièrement disparu, relevèrent la tête dans la Provence, attaquèrent et dévastèrent les églises par bandes armées. Le parlement d'Aix envoya contre eux des troupes qui brûlèrent plusieurs villages (l'an 1545). Mort de *François I* (l'an 1547). *Henri II* charge les tribunaux ecclésiastiques d'instruire les procès contre les hérétiques. Ces tribunaux ne pouvant pas prononcer la peine capitale contre les coupables, cette mesure est favorable aux sectaires. Accroissement rapide des réformés, qu forment des communautés à Paris, Orléans, Rouen, Lyon, Angers, etc. *Edit de Châteaubriand* (l'an 1551), par lequel le roi rend aux parlements la juridiction sur les hérétiques. Les guerres contre Philippe II empêchent l'exécution de cet édit. Réunion publique des réformés dans plusieurs villes. *Synode de Paris* (l'an 1559) et premier symbole calviniste ; dans ce symbole les réformés proclament que c'est, pour l'autorité civile, un devoir de punir de mort les hérétiques. Ce symbole est adopté par la plupart des communautés réformées en France.

famille des Bourbons, *Antoine, roi de Navarre*, et le *prince de Condé*, jaloux de l'autorité des Guise, organisèrent un parti nombreux parmi la noblesse française : l'amiral *de Coligny* et ses deux frères, qui avaient déjà embrassé le calvinisme, se trouvaient à la tête de ce parti. Une *conjuration*, ayant pour but de faire assassiner les Guise et de mettre le roi en tutelle, fut tramée à *Amboise*. Mais elle fut découverte, et plusieurs des conjurés furent punis de mort; les chefs seuls échappèrent. Une amnistie générale fut proclamée. Cependant le *prince de Condé*, appuyé par le parti protestant de la noblesse, forma le plan de s'emparer de Lyon et de déclarer ouvertement la guerre au roi. Les Guise déjouèrent ce projet: Condé fut convaincu du crime de haute trahison et condamné à la peine capitale.

La mort de François II empêcha que cette sentence ne fût mise à exécution, et amena d'importants changements en France. La reine-mère, *Catherine de Médicis*, fut nommée régente pendant la minorité de *Charles IX*, frère de François II. Redoutant l'ascendant des Guise, elle se rapprocha des princes de Bourbon et de la fraction protestante de la noblesse. Le prince de Condé fut mis en liberté, et le roi de Navarre nommé gouverneur du royaume. Pour plaire à l'amiral de Coligny, la régente convoqua le *Colloque de Poissy*, qui devait mettre fin à la division reli-

---

Accroissement rapide du protestantisme en France sous le règne de François II, malgré les *chambres ardentes*, instituées à côté des parlements et exclusivement chargées des procès contre les hérétiques. *Minard*, président du parlement de Paris, est assassiné par les protestants. Mariage de François II avec *Marie Stuart* d'Ecosse, nièce des *deux frères Guise*, auxquels le roi abandonne presqu'entièrement le pouvoir. Mécontentement des deux frères *de Bourbon, Antoine roi de Navarre* et *Louis prince de Condé*; ils se lient avec l'*amiral de Coligny*, d'*Andelot* et le *cardinal de Châtillon*, trois frères qui avaient déjà apostasié, et avec *Anne de Montmorency*, connétable de France et ennemi personnel des Guise. La fraction protestante de la noblesse française s'attache aux princes de Bourbon, et le protestantisme devient ainsi un drapeau politique. Les théologiens protestants, *Bèze* entr'autres, proclament la légitimité d'une révolte ouverte. *Conjuration d'Amboise* (l'an 1560). Troubles religieux dans le Dauphiné et la Provence; les protestants obtiennent la suspension des poursuites pour cause de religion et demandent la convocation d'un concile national. Nouvelle conspiration tramée par le

gieuse. Ce résultat ne fut pas atteint : un édit parut alors et octroya aux protestants, que l'on désignait par le nom de *huguenots*, le libre exercice de leur religion hors de l'enceinte des villes. Mais ils abusèrent de cette tolérance et se permirent les plus grandes violences contre les catholiques: en plusieurs endroits ils dévastèrent les églises et les couvents, tuèrent les prêtres et les moines. Ces excès exaspérèrent les catholiques ; la noblesse catholique se rallia autour du duc de Guise et prit les armes pour la défense de sa religion. Ainsi commencèrent les *guerres de religion* qui durèrent quarante ans et plongèrent la France dans un abîme de maux.

V. — LE PROTESTANTISME EN ANGLETERRE ET EN ÉCOSSE JUSQU'A LA PROMULGATION DES 39 ARTICLES. (1527-1562).

TYRANNIE DE HENRI VIII ET SCHISME D'ANGLETERRE (1527-1547). — L'Angleterre s'était de tout temps distin-

---

prince de Condé; il est condamné. On donne aux protestants le nom de *huguenots*, mot dont la signification n'est pas bien connue. Mort de François II (l'an 1560). *Charles IX* est âgé seulement de onze ans. Marie Stuart est appelée au trône d'Écosse et quitte la France. La reine-mère, *Catherine de Médicis*, femme intrigante et ambitieuse, est nommée régente. Pour affaiblir l'autorité des Guise, elle se rapproche des protestants et donne sa confiance aux *princes de Bourbon* et à l'*amiral de Coligny*. Convocation du *colloque de Poissy*, auquel prennent part six cardinaux, trente-six prélats et douze théologiens protestants : cette réunion ne produit aucun résultat, parce que les protestants ne veulent pas se désister de l'interprétation individuelle de l'Ecriture-Sainte. Désordres et troubles : les protestants ravagent les églises, brisent les images et les autels, et tuent les prêtres catholiques. *Assemblée des notables à St.-Germain* (l'an 1561), suivie de l'*édit de Janvier* (l'an 1562), qui accorde aux huguenots le libre exercice de leur religion. Nouveaux troubles dans le midi de la France ; quarante-six églises sont dévastées dans la seule ville de Montpellier. A Nîmes et à Montauban le culte catholique est supprimé et proscrit. A Paris même, l'église de S.-Médard est dévastée par une bande de huguenots à l'instigation de ministres fanatiques, et un grand nombre de catholiques sont tués (l'an 1561). Les catholiques se réunissent autour du duc de Guise et prennent les armes pour la défense de leur religion. Commencement des guerres de religion ; elles durent quarante ans, jusqu'à l'*édit de Nantes* (1562-1598).

V. *A consulter* : Audin, *Histoire de Henri VIII*. — Lingard, *Histoire d'Angleterre*. — Cobbett, *Histoire de la réforme protestante en Angleterre et en Irlande*.

guée par son attachement à l'Eglise ; un tyran cruel et voluptueux la jeta dans le schisme, et jamais apostasie ne fut accompagnée d'autant de crimes et de forfaits. *Henri VIII* avait d'abord combattu et réfuté les doctrines de Luther dans un écrit qui lui valut, de la part du sectaire, de grossières injures, et, de la part du pape, le titre glorieux de *défenseur de la foi*. Mais Clément VII ayant refusé d'autoriser le divorce de Henri avec *Catherine* d'Aragon, le monarque en fut tellement irrité, qu'il se déclara indépendant du Saint-Siége, et qu'il s'érigea en chef suprême de l'église d'Angleterre. Il épousa alors *Anne Boleyn*, dame d'honneur de la reine, et la fit couronner après qu'il eut fait prononcer le divorce par *Thomas Cranmer*. Ce dernier avait embrassé secrètement le protestantisme en Allemagne et, après la mort du cardinal Wolsey, il avait été promu au siége archiépiscopal de Cantorbéry. Le pape cassa la sentence de Cranmer et somma le roi de reprendre sa femme légitime. *Cromwell*,

---

Henri VIII fils et successeur de Henri VII (1509-1547) ne manquait pas de connaissances, mais il était d'un caractère violent et passionné. La longue guerre civile connue sous le nom de *guerre des Deux Roses* (voyez la 4e part. page 429), avait eu des suites funestes pour l'état intérieur de l'Angleterre : le pouvoir royal était devenu presque absolu ; tout le pays était démoralisé ; le haut clergé avait perdu le sentiment de sa dignité ; la noblesse était ruinée en grande partie ; le peuple était tombé dans l'ignorance et la corruption. Celte triste situation avait préparé l'apostasie de l'Angleterre ; elle ne commença cependant d'abord que par un schisme ; car Henri VIII ne toucha pas aux dogmes catholiques et n'introduisit que peu de changements dans le culte, et même il maintint sévèrement le célibat ecclésiastique ; aussi le peuple ne s'aperçut-il pas qu'on le séparait de l'Eglise, lorsque Henri VIII s'arrogea le pouvoir ecclésiastique dans son royaume. — Mariage de *Henri VIII* avec *Catherine d'Aragon*, tante de Charles-Quint (l'an 1510) : il en eut une fille nommée Marie. Après dix-sept ans de mariage (l'an 1527), le roi demanda le divorce sous prétexte que Catherine avait été fiancée à son frère Arthur, qui était mort à l'âge de quatorze ans, mais en réalité dans le but d'épouser *Anne Boleyn*, une des dames de la cour. Le cardinal *Wolsey*, archevêque de Cantorbéry, fut chargé de solliciter le divorce auprès du pape qui envoya le cardinal *Campeggio* en Angleterre. La dispense nécessaire ayant été obtenue régulièrement avant le mariage de Henri avec Catherine, il n'y avait aucun motif de prononcer le divorce. Le pape refusa donc ; Wolsey fut jeté en prison et y mourut. Influence de *Thomas Cromwell*, homme ambitieux et intrigant, qui conseilla à Henri VIII de se déclarer, à l'exemple de plusieurs princes de l'Allemagne, chef suprême de la religion

devenu le principal conseiller de Henri VIII, parvint à obtenir du parlement une décision qui attribuait au roi le pouvoir ecclésiastique suprême dans tout le royaume, et qui, en outre, prescrivait un nouveau serment, appelé *serment de suprématie*, à prêter au roi comme au chef spirituel du royaume. Nommé ensuite vicaire-général des affaires ecclésiastiques, il somma les évêques de prêter ce serment. Presque tous y souscrivirent ; l'évêque *Fischer* et le chancelier *Thomas Moore* (Morus), s'y étant refusés, moururent sur l'échafaud. Alors commença une terrible persécution dans laquelle périrent un grand nombre de catholiques et même de luthériens, que le nouveau pape d'Angleterre traitait d'hérétiques. Les monastères furent supprimés, et leurs biens confisqués. Henri VIII ne s'arrêta plus dans la voie criminelle et despotique dans laquelle il était entré. Il fit mettre à mort la vieille mère du cardinal *Pole*, parce qu'il ne pouvait atteindre le fils. *Anne Boleyn* eut le même sort, lorsque le roi voulut épouser *Jeanne Seymour*. Après la mort de celle-ci, il épousa *Anne de Clève*, qu'il répudia au bout de quelques mois ; il éleva ensuite sur le trône *Catherine Howard*, qu'il fit également mourir pour se marier avec *Catherine Parr*.

---

dans son royaume. Aveuglé par sa passion criminelle, le roi suivit ce conseil et voulut se faire reconnaître comme chef spirituel par une déclaration du clergé (l'an 1531), le clergé y consentit, mais en mettant dans la déclaration cette clause « pour autant que la loi du Christ le permet ; » la clause fut acceptée par le roi. Le parlement abolit les subsides annuels (*annates*) que le clergé payait au Saint-Siége. — *Thomas Cranmer*, qui s'était secrètement marié en Allemagne, après avoir embrassé le protestantisme, fut nommé archevêque de Cantorbéry et se fit l'instrument docile du roi. Il n'hésita pas à prononcer le divorce de Henri VIII avec Catherine et à bénir son mariage avec Anne Boleyn (1533). Le pape cassa ces actes et menaça d'excommunier le roi. Henri VIII se sépara alors définitivement de Rome et exigea des évêques et de tous les fonctionnaires publics le *serment de suprématie* (l'an 1534). Apostasie d'un grand nombre d'évêques et de membres du haut clergé ; la noblesse obéit aveuglément aux ordres du roi. Persécution sanglante ; exécution de *Fischer* et de *Moore*. *Cromwell*, devenu vicaire-général du roi, propose la suppression des Ordres religieux et la confiscation de leurs biens. Ces biens sont distribués en partie à la noblesse. Crimes de Henri VIII : exécution de la *comtesse de Salisbury*, mère du cardinal Pole et parente du roi. Divorce du roi avec Anne Boleyn, qui est accusée d'adultère

Cromwell lui-même tomba en disgrâce ; il fut accusé de haute trahison et exécuté. Henri VIII conserva cependant les dogmes catholiques et n'apporta presque aucun changement au culte. Le protestantisme ne s'introduisit en Angleterre qu'après sa mort.

INTRODUCTION DU PROTESTANTISME EN ANGLETERRE SOUS ÉDOUARD VI (1547-1553). — *Edouard VI*, fils de Henri VIII et de Jeanne Seymour, n'avait que neuf ans à la mort de son père; la régence fut donnée au frère de Jeanne, le *duc de Sommerset*, qui avait embrassé le protestantisme. De concert avec *Cranmer*, qui, du vivant de Henri VIII, avait dissimulé ses convictions, Sommerset introduisit le protestantisme en Angleterre, en publiant un nouveau catéchisme et en modifiant le culte et la liturgie dans le sens protestant. La langue latine fut remplacée par la langue anglaise ; le célibat ecclésiastique aboli, et l'*église anglicane* définitivement constituée. Le parlement ratifia toutes ces mesures, et les peines les plus sévères furent décrétées contre tous ceux qui s'y opposeraient. Une violente persécution commença alors contre les catholiques et surtout contre les membres du clergé qui déclaraient vouloir rester fidèles à la religion catholique : les uns furent mis

---

et mise à mort l'an 1536. Divorces et mariages successifs du roi. Exécution de Cromwell tombé en disgrâce (l'an 1540). Cranmer ne se sauve que par les plus grandes bassesses. Nouvelles proscriptions : des catholiques et des protestants meurent sur le même échafaud. Henri VIII fit mourir deux reines, deux cardinaux, vingt prélats, cinq cents prêtres et religieux et plus de six cents personnes appartenant à toutes les classes de la société. Sa mort (l'an 1547).

Le protestantisme, auquel Henri VIII avait préparé la voie, sans le vouloir, fut introduit en Angleterre après sa mort par le *duc de Sommerset* et *Cranmer*. Le premier fut nommé régent et tuteur d'Edouard VI. La suprématie spirituelle du roi fut de nouveau proclamée. Cranmer publia un livre d'homélies dans lequel il avait glissé toutes les doctrines de Luther (l'an 1549) : il changea ensuite le culte et la liturgie, et publia un catéchisme protestant qu'il imposa au clergé. Abolition de la messe et du célibat ecclésiastique. Destitution des évêques qui s'opposent à ces innovations. Persécutions cruelles contre les catholiques et les anabaptistes. Insurrections dans les provinces, où le peuple ne veut point se laisser ravir sa foi ; des troupes y sont envoyées, et le protestantisme est imposé de force. Cranmer fait venir de l'Allemagne des théologiens protestants. Le parlement ratifie

à mort, d'autres s'exilèrent. Dans plusieurs provinces le peuple prit les armes pour la défense de sa religion : mais ces insurrections furent comprimées à l'aide de troupes mercenaires, qui commirent les plus horribles cruautés. La spoliation de l'Eglise fut complétée par la confiscation de tout ce qui restait encore de biens ecclésiastiques. Tout cela se faisait au nom du jeune roi, qui, de la tutelle du duc de Sommerset, passa sous celle du *duc de Northumberland,* protestant fanatique. *Edouard VI*, étant maladif, fit un testament en faveur de *Jeanne Gray*, à l'instigation du duc de Northumberland. Jeanne était parente éloignée de la famille royale et avait épousé le fils du duc. Par ce testament, les deux enfants de Henri VIII, *Marie,* fille de Catherine, et *Elisabeth,* fille d'Anne Boleyn, se trouvaient exclues de la succession. *Edouard VI* mourut à l'âge de quinze ans.

La réaction catholique sous Marie (1553-1558). — *Jeanne Gray* fut d'abord proclamée à Londres reine d'Angleterre ; mais le peuple se souleva en faveur de *Marie,* qui fit son entrée solennelle dans cette ville et fut généralement reconnue. D'une piété sincère et d'un caractère énergique, Marie avait conservé un profond attachement à la foi catholique, malgré les menaces de son père et la persécution cruelle qui avait eu lieu sous le règne de son

---

toutes ces mesures et prononce des peines contre tous ceux qui refusent de s'y soumettre. Le duc de Sommerset est remplacé par le *duc de Northumberland* (l'an 1550), protestant fanatique, qui persécute les catholiques avec fureur. Il fait épouser à son fils *Jeanne Gray* dont la grand'mère était sœur de Henri VIII, et déclarer illégitimes les deux filles de ce prince, Marie et Elisabeth. Mort d'Edouard VI (l'an 1553) ; ce prince maladif n'avait pris personnellement aucune part à l'introduction du protestantisme. Voici la généalogie de la maison de Tudor :

Henri VII.

Marguerite
Ep. Jacques IV
roi d'Ecosse.
- Jacques V.
- Marie Stuart.
- Jacques VI.

Henri VIII.
- Marie. Elisabeth. Edouard VI.

frère Edouard VI. En montant sur le trône, elle se montra décidée à rétablir la religion catholique et annula toutes les innovations religieuses. Elle tira de prison le pieux évêque *Gardiner* et le choisit pour son conseiller. *Cranmer*, l'auteur de toutes les persécutions contre les catholiques, fut condamné à mort et exécuté ; le cardinal *Pole*, envoyé en Angleterre comme légat du pape, lui succéda en qualité d'archevêque de Cantorbéry. Le parlement, instrument docile du souverain, prononça la réunion de l'Angleterre à l'Eglise catholique ; en même temps la sécularisation des biens ecclésiastiques qui avaient passé entre les mains de particuliers fut ratifiée. Une conspiration tramée pour élever *Jeanne Gray* sur le trône conduisit cette dernière à l'échafaud, avec son mari et plusieurs de ses partisans. Un certain nombre de ministres protestants, qui avaient provoqué des émeutes par des prédications fanatiques, eurent le même sort. Cependant les exécutions furent beaucoup moins nombreuses que sous Henri VIII et sous Edouard VI, grâce surtout au cardinal Pole et aux évêques, qui désapprouvaient ouvertement les persécutions contre les protestants. La reine Marie avait épousé le roi d'Espagne Philippe II ; elle mourut après cinq ans de règne ; sa sœur *Elisabeth* lui succéda.

ÉLISABETH. LES 39 ARTICLES (1558-1562). — Pendant le

Jeanne Gray est proclamée reine d'Angleterre : tout le parti protestant la reconnaît, parce qu'il redoute l'avénement de *Marie*, dont les sentiments catholiques sont connus. Le peuple se prononce en faveur de Marie : elle se rend à Londres où elle est reconnue sans résistance. Sa générosité : elle pardonne à Jeanne Gray et à ceux qui ont voulu la priver du trône. La reine se déclare catholique et consent à épouser Philippe II. Jeanne Gray et son mari, qui ont trempé dans une conspiration, sont condamnés à mort et exécutés. La reine, avec l'aide de l'évêque *Gardiner* et du *cardinal Pole*, légat du pape, rétablit la religion catholique. Le parlement ratifie cet acte. L'indifférence religieuse était telle chez la noblesse anglaise que l'ambassadeur de Venise écrivait dans une dépêche « que si le roi l'exigeait, les seigneurs anglais n'hésiteraient pas à se faire juifs ou musulmans. » Procès intenté à *Cranmer*, qui, pour se sauver, se déclare catholique : mais cette déclaration est repoussée comme n'étant pas sincère : Cranmer la rétracte alors et meurt en protestant (l'an 1556). Le *cardinal Pole* est nommé archevêque de Cantorbéry et il s'oppose aux mesures violentes prises contre les

règne de Marie. *Elisabeth* avait professé la religion catholique : à son avénement, elle jura de la maintenir et se fit sacrer par un évêque catholique. Mais craignant une rivale dans *Marie Stuart*, reine d'Écosse, elle se jeta dans les bras du parti protestant, qui releva immédiatement la tête. Le parlement passa de nouveau au protestantisme et proclama la suprématie spirituelle de la reine. Le *serment de suprématie* fut rétabli ; tous les évêques, à l'exception d'un seul, refusèrent de le prêter et furent destitués. Un grand nombre de siéges épiscopaux furent supprimés, leurs biens confisqués et donnés en partie aux favoris de la reine. *Parquer* fut nommé archevêque de Cantorbéry. On remit en vigueur les lois religieuses portées sous le règne d'Edouard VI, et une persécution sanglante fut organisée contre les catholiques, notamment contre ceux qui assisteraient à la messe. Le parlement, qui obéissait aveuglément aux ordres de la reine et qui était dominé par le secrétaire d'État *Cécil*, ennemi acharné des catholiques, ratifia toutes ces mesures. Le clergé protestant, réuni en synode, rédigea alors un nouveau symbole en *trente-neuf articles*, presque

---

protestanta. Les persécutions sous le règne de Marie ont été exagérées : des 280 personnes qui furent exécutées, la plupart étaient des fauteurs de troubles et de conspirations; c'étaient entre autres des prédicateurs protestants qui insultaient publiquement la reine et provoquaient le peuple à l'émeute. Mariage de la reine avec *Philippe II* (l'an 1554); celui-ci arrive en Angleterre, mais n'y reste qu'un an. *Mort de Marie* (l'an 1558): le cardinal Pole la suit bientôt dans la tombe.

Hypocrisie d'*Elisabeth :* pendant le règne de sa sœur elle avait toujours publiquement professé la foi catholique. Son sacre par un évêque catholique, et son serment de maintenir le catholicisme. Motifs qui décidèrent Elisabeth à embrasser le protestantisme : 1° sa naissance illégitime aux yeux de l'Eglise qui avait refusé de reconnaître comme légitime le mariage de Henri VIII avec sa mère, Anne Boleyn ; 2° la crainte de voir *Marie Stuart* élever des prétentions sur le trône d'Angleterre, comme seule descendante légitime de la famille royale. *Marie Stuart* prend le titre et les armes de *reine d'Angleterre.* Indifférence religieuse parmi les classes élevées de la société. Elisabeth propose de rétablir le *serment de suprématie*; sa proposition ne trouve presque pas d'opposition dans le parlement. Les évêques et le clergé refusent de prêter ce serment : destitution générale des évêques et suppression d'un grand nombre de siéges épiscopaux. *Mathieu Parquer* est nommé archevêque de Cantorbéry ; quatre évêques protestants, destitués sous le règne de Marie, le sacrent en changeant la formule de la consécration épiscopale :

entièrement conformes aux doctrines de Luther. Le parlement approuva ces trente-neuf acticles et les imposa au peuple : la religion catholique fut proscrite, et l'Angleterro se trouva définitivement séparée de l'Eglise catholique. On maintint cependant la hiérarchie épiscopale et l'on conserva en partie dans la liturgie les cérémonies catholiques. Le peuple, surtout dans les campagnes, put ainsi être trompé et perdit insensiblement sa foi.

LE PROTESTANTISME EN ÉCOSSE (1528-1561). — Les doctrines protestantes furent prêchées en Écosse par des hommes qui avaient passé quelque temps en Allemagne et s'y étaient attachés à Luther ; parmi eux se faisait surtout remarquer *Hamilton*. Mais les lois contre les hérétiques furent sévèrement exécutées : plusieurs des novateurs furent mis à mort ; d'autres prirent la fuite et se réfugièrent en Angleterre et sur le continent. La démoralisation du clergé et surtout de l'épiscopat, qui était presque exclusivement composé de fils cadets des grands seigneurs, fournit aux hérétiques un prétexte pour attaquer l'Eglise. Ils trouvèrent de nombreux partisans dans le peuple, qui était

nullité du sacre et par conséquent cessation de l'épiscopat en Angleterre Il manquait des hommes instruits pour remplir les fonctions de ministres du culte, lesquelles furent données à de simples ouvriers. Le parlement prononce la peine de mort contre quiconque refusera de prêter le serment de suprématie (l'an 1562). Réunion d'un synode protestant (*convocation*) qui rédige une profession de foi en 39 articles ; en voici les principaux : on n'y admet que deux sacrements, le baptême et l'eucharistie ; l'Ecriture-Sainte est considérée comme seule règle de foi ; la transsubstantiation, la messe, le purgatoire, le culte des saints sont rejetés. Le parlement adopte les 39 articles : la hiérarchie épiscopale et une partie de la liturgie catholique sont conservées. L'apostasie de l'Angleterre est consommée (l'an 1562).

L'Écosse se trouvait dans la plus triste situation sous le rapport religieux, à cause de la démoralisation du haut clergé : les sièges épiscopaux étaient considérés comme des apanages pour les fils cadets des grandes familles, et souvent plusieurs évêchés se trouvaient réunis entre les mains d'un seul homme. Richesses et décadence de plusieurs Ordres religieux. *Patrice Hamilton* revenant de Wittemberg prêche publiquement les doctrines de Luther, attaquant en même temps les vices du clergé. Il est exécuté comme hérétique avec quelques-uns de ses partisans. Le protestantisme trouve un appui dans la noblesse : celle-ci convoite les biens ecclésiastiques, enhardie par l'exemple de Henri VIII qui avait commencé à spolier l'Eglise en Angleterre. *Jacques V* (l'an 1542), prince faible, ne laisse en mourant qu'une fille

révolté des vices du clergé, et ils se virent favorisés par le *comte d'Arran*, nommé régent du royaume après la mort du roi Jacques V, qui n'avait laissé qu'une fille mineure, *Marie Stuart*. Un prêtre apostat, *Jean Knox*, se mit alors à la tête des sectaires et souleva le peuple par des prédications fanatiques : *Beaton*, cardinal-primat, fut assassiné par un protestant, et des troubles sérieux éclatèrent immédiatement. Les protestants prirent les armes et s'emparèrent du château de Saint-André. Le régent se vit contraint de marcher contre eux ; il les vainquit et les dispersa. Leurs chefs quittèrent le pays ; Knox se rendit à Genève et y embrasa les doctrines de *Calvin*. Mais la reine-mère, *Marie de Guise*, ayant été nommée régente à la place du comte d'Arran, les protestants relevèrent la tête. Knox fut rappelé et décida ses partisans à se séparer définitivement de l'Église catholique.

Le nombre des sectaires alla toujours croissant sous le faible gouvernement de la régente. Une grande partie de la noblesse apostasia ; les protestants conclurent, sous le nom de *Congrégation du Seigneur*, une ligue qui avait pour

---

mineure, *Marie Stuart*. Le *comte Arran*, nommé régent, favorise les protestants. Conspiration contre le cardinal *Beaton*, qui a fait punir de mort un prédicateur protestant, nommé George Wichart (l'an 1547) : il est assassiné par les conjurés. *Jean Knox*, véritable tribun fanatique, doué d'une grande éloquence populaire, justifie publiquement cet assassinat et prêche la révolte contre le gouvernement. Les protestants prennent les armes et obtiennent du secours de Henri VIII. Ils prennent le château de St-Andrews. Ils sont vaincus par le régent (l'an 1547), qui fait transporter leurs chefs en France. *Knox* s'échappe et se rend en Angleterre (l'an 1549), d'où il continue, par des écrits violents, à exciter le peuple à la révolte. Il va à Genève, où il embrasse le Calvinisme. *Marie de Guise* devient régente ; elle manque d'énergie. *Synode* tenu par le clergé catholique *à Édimbourg* (l'an 1549) ; on y prend des mesures pour rétablir la discipline ecclésiastique et arrêter les progrès du protestantisme ; mais elles ne sont pas exécutées.

Retour de *Knox* en Ecosse (l'an 1555), où il est rappelé par les protestants devenus très-nombreux. Il excite ses partisans à apostasier définitivement et leur fait déclarer publiquement qu'ils veulent se séparer de l'Eglise catholique. Dans ses prédications fanatiques, Knox appelle le catholicisme « une abominable idolâtrie. » Il se rend de nouveau à Genève (l'an 1556). Formation d'une ligue protestante ; elle prend le nom de *Congrégation du Seigneur* (l'an 1557) et donne aux catholiques celui de *Congrégation de Satan*. Les protestants dévastent les églises et brûlent les monastères. La régente

but d'extirper par la force des armes l'idolâtrie, c'est-à-dire le catholicisme. Fanatisés par leur chef Knox, ils pillèrent et détruisirent les églises et les couvents, massacrèrent les prêtres, les religieux et tous ceux qui voulaient demeurer fidèles à l'Église. Ils défirent une armée, envoyée contre eux par la régente, et obtinrent le libre exercice de leur culte par le traité d'Edimbourg. Cependant cette concession ne les satisfit point; ils réclamèrent encore la suppression du culte catholique dans la ville d'Edimbourg. La guerre éclata de nouveau, et les protestants, encouragés par la reine d'Angleterre Elisabeth, proclamèrent la déchéance de la régente, qui mourut peu de temps après. Le gouvernement tomba ainsi entre les mains de seigneurs protestants, et le parlement décréta l'abolition de la religion catholique. Le culte protestant fut établi de vive force, et les biens ecclésiastiques confisqués. Les catholiques furent alors en butte à une sanglante persécution et aux plus horribles cruautés de la part des prétendus défenseurs de la liberté évangélique. Ce fut dans ces tristes circonstances que *Marie Stuart* arriva en Écosse après la mort du roi François II, son mari.

---

rassemble des troupes pour protéger les catholiques. Retour de *Knox* (l'an 1559). Défaite des troupes royales par l'armée des protestants. La régente est forcée de conclure avec eux le *traité d'Edimbourg* qui leur octroie la liberté religieuse. Ils veulent abolir le culte catholique à Edimbourg, seule ville où il existe encore. Les hostilités recommencent ; les protestants proclament la déchéance de la régente. Mort de Marie de Guise (l'an 1560). Le parlement décrète la suppression du culte catholique dans toute l'étendue du royaume. Il adopte comme expression du dogme le *livre de discipline*, qui est rempli d'erreurs protestantes. Terribles persécutions contre les catholiques; horreurs commises par les protestants Les évêques sont remplacés par des *Surintendants protestants :* confiscation générale des biens ecclésiastiques, qui passent en grande partie entre les mains de la noblesse. *Arrivée de Marie Stuart en Ecosse* (l'an 1561).

VI. — LE PROTESTANTISME DANS LES ROYAUMES SCANDINAVES. (1522-1560).

Le protestantisme en Suède (1522-1560). — En Suède le protestantisme servit à affermir le trône de l'usurpateur *Gustave Wasa*. Celui-ci crut, en effet, y trouver le meilleur moyen d'anéantir la puissance du haut clergé, qui lui était opposé et dont il convoitait les biens. Gustave Wasa agit d'abord avec la plus grande prudence, se contentant de favoriser la propagation des doctrines protestantes. ***Anderson***, un des partisans de Luther, fut nommé chancelier. Après avoir obtenu dans une diète générale à Stockholm le droit de disposer des dimes ecclésiastiques au profit de la couronne, le roi fit mettre à mort les deux prélats les plus influents du royaume, l'archevêque d'Upsal, ***Magnus Cnut***, et l'évêque de Westeras, *Pierre Jacobson*, sous prétexte qu'ils entretenaient contre lui le mécontentement du peuple. Il ne s'arrêta pas là : pour gagner la noblesse, il autorisa les seigneurs à s'emparer des biens ecclésiastiques qui provenaient de donations faites par leurs ancêtres ; il

---

VI. *A consulter :* Vertot, *Histoire des révolutions de Suède.*

Insurrection en Suède contre le roi *Christiern II ; Gustave Wasa* s'empare du pouvoir (l'an 1522); Gustave Trolle, archevêque d'Upsal, se déclare contre lui (voyez la 4e partie, page 409). Les principaux motifs qui décidèrent Gustave Wasa à embrasser le protestantisme et à le favoriser, étaient d'une nature purement politique : le désir de se venger de l'archevêque d'Upsal, d'anéantir la puissance de l'épiscopat et de s'emparer des biens ecclésiastiques. Les évêques suédois, appartenant presque sans exception à la haute noblesse, jouissaient d'une grande influence ; pendant les fréquentes absences des rois, qui résidaient ordinairement en Danemark, l'archevêque d'Upsal exerçait un grand pouvoir en Suède *Gustave Wasa* avait connu les doctrines de Luther pendant son séjour à Lubeck. Son hypocrisie après son avènement au trône; dans une lettre adressée au pape Adrien VI, il protesta de son attachement à la religion catholique ; il renouvela cette protestation au légat du pape, pendant qu'il favorisait les deux frères *Peterson*, qui avaient rapporté à Wittemberg les erreurs de Luther. *Laurent Anderson* est nommé chancelier du royaume. Opposition des évêques : le roi proteste de nouveau de ses sentiments catholiques. Le protestantisme trouve des partisans à l'université d'Upsal, ainsi que dans la noblesse. Confiscation des dîmes ecclésiastiques au profit de la couronne (l'an 1526). Mécontentement du peuple ; l'archevêque d'Upsal et l'évêque de Westeras

supprima ensuite un grand nombre de monastères et d'abbayes dont il confisqua les biens au profit de la couronne. Une partie notable du clergé apostasia et embrassa le protestantisme. Une nouvelle diète, convoquée par le roi, proclama l'abolition de la religion catholique ; on conserva toutefois la hiérarchie épiscopale et une partie du culte. Un ministre protestant, *Laurent Peterson*, fut nommé archevêque d'Upsal. Le peuple put ainsi être trompé et perdre sa foi sans même sans douter. Dans plusieurs provinces cependant, le peuple prit les armes pour la défense de sa religion. On y envoya des troupes et on y imposa le protestantisme par les armes. A la mort de Gustave Wasa, le protestantisme dominait dans toute la Suède, et la religion catholique en était proscrite.

Le protestantisme en Danemark (1520-1539). — *Christiern II*, prince despotique et de mœurs corrompues, établit le protestantisme dans le royaume de Danemark, parce que cette nouvelle religion n'imposait aucun frein à ses passions et lui paraissait être le meilleur moyen de briser l'influence du haut clergé, qui résistait à son gouvernement arbitraire et tyrannique. Il demanda à Luther un

---

sont accusés d'avoir fomenté ce mécontentement et sont condamnés à mort. Dans le but de détruire parmi le peuple le prestige de la dignité épiscopale, on fait encore subir aux deux prélats les plus grands outrages. Suppression violente du couvent de *Wadstena*, dont les religieuses, appartenant à l'Ordre de Ste-Brigitte, meurent héroïquement pour la foi. *Diète de Westeras* (l'an 1527) : le roi menace d'abdiquer ; le parti protestant l'emporte sur les membres catholiques. On décrète la confiscation des biens ecclésiastiques au profit de la couronne et des familles nobles, qui reprennent les anciennes donations. Le roi est investi de la suprématie ecclésiastique. Défection d'un grand nombre d'évêques. Le protestantisme est déclaré seule religion de la Suède : maintien de la hiérarchie épiscopale et de quelques cérémonies du culte. Laurent Peterson, archevêque d'Upsal, se marie (l'an 1531). Insurrection des payaans en faveur de la religion catholique ; ils sont soumis par les armes. Le catholicisme est de nouveau proscrit à la diète de Westeras (l'an 1544). L'immoralité devient tellement grande dans toutes les classes de la société, que le roi ordonne un jeûne de huit jours : l'archevêque d'Upsal lui-même élève des plaintes amères sur la décadence générale des mœurs qu'il attribue à l'introduction du protestantisme (l'an 1558). Mort de *Gustave Wasa* (l'an 1560).

Caractère cruel et despotique de *Christiern II* (voyez la 4e part. p. 409. Il embrasse le protestantisme après son retour de Suède. L'épiscopat

prédicateur protestant; le moine de Wittemberg lui envoya le docteur *Martin*, auquel il donna une église à Copenhague. Le peuple et le clergé protestèrent; alors le roi fit mourir l'archevêque de Lund, primat du royaume, et abolit le célibat ecclésiastique. Ces actes violents provoquèrent une révolution. Dans une diète générale, Christiern fut déposé et la couronne fut offerte à son oncle, *Frédéric Ier*, duc de Schleswig et de Holstein. Celui-ci jura de maintenir la religion catholique quoiqu'il fût déjà secrètement protestant. A peine affermi sur le trône, il viola son serment et embrassa publiquement le protestantisme, malgré l'opposition de l'épiscopat. La noblesse et une partie du peuple se prononcèrent en faveur du roi. Le célibat ecclésiastique fut de nouveau aboli et les évêques furent forcés à recevoir du roi leur institution canonique. La suppression d'un grand nombre de monastères, la confiscation de leurs biens et la proscription de la religion catholique dans plusieurs grandes villes signalèrent l'établissement du protestantisme. A la mort de Frédéric Ier, les évêques protestèrent contre l'avènement de son fils *Christiern III*, qui avait déjà publiquement embrassé le protestantisme et l'avait introduit, du vivant de son père, dans les duchés de Schles-

---

jouissait d'une grande puissance en Danemark ; il ne se recrutait que parmi la noblesse, et même d'après une loi portée en 1519 ceux qui n'étaient pas nobles en étaient exclus. *Martin*, prédicateur protestant, envoyé par Luther sur la demande de Christiern II (l'an 1520), prêcha publiquement contre la religion catholique. Protestations du clergé ; le roi fait exécuter l'archevêque de Lund et abolit le célibat ecclésiastique. Révolution à Copenhague, et fuite de *Christiern II* dans les Pays-Bas (l'an 1523). Election de *Frédéric Ier* ; ce prince avait déjà embrassé le protestantisme, mais il promit sous serment de maintenir la religion catholique. Apostasie du roi, qui appelle à Copenhague *Jean Tausan*, partisan de Luther (l'an 1526). Plaintes des évêques à la diète d'*Odensée* (l'an 1527). Le roi obtient la liberté religieuse pour les protestants et force les évêques à recevoir de lui seul l'institution canonique. Le célibat ecclésiastique est de nouveau aboli. Progrès du protestantisme parmi la noblesse et dans plusieurs villes : le culte catholique est proscrit à *Malmœ*. Persécution des prêtres catholiques : plusieurs monastères sont supprimés, et leurs biens confisqués. Conduite perfide de Frédéric à l'égard de Christiern II, qu'il fait jeter en prison à Copenhague, où ce prince s'est rendu sur son invitation. Mort de *Frédéric Ier* (l'an 1533). Les évêques refusent de reconnaître son fils *Christiern III*, qui avait également embrassé la

wig et de Holstein. Christiern III parvint cependant à se faire reconnaître par la partie protestante de la noblesse et du peuple; il fit jeter en prison tous les évêques du royaume et les remplaça par des *Surintendants* qui reprirent plus tard le titre d'évêque. La religion catholique fut proscrite, et la peine de mort décrétée contre tout prêtre catholique qui séjournerait en Danemark. C'est ainsi que se consomma l'apostasie de ce pays.

Le protestantisme en Norwége et en Islande (1526-1550). — Lorsque la Suède se détacha de l'Union des trois royaumes, la Norwége resta unie au Danemark; et quand les Danois eurent déposé Christiern II, les Norwégiens reconnurent aussi pour roi *Frédéric Ier*. Mais ce prince ayant voulu introduire le protestantisme en Norwége, le peuple rappela Christiern II, qui, arrivant avec une armée rassemblée dans les Pays-Bas, promit de maintenir la religion catholique, et fut reconnu roi de Norwége. Cependant son caractère méprisable et ses mœurs dissolues lui aliénèrent l'affection du peuple. Se voyant attaqué par Gustave Wasa, il négocia avec *Frédéric Ier*, qui lui offrit un asile en Danemark; malgré cela, il fut jeté en prison par le roi de Danemark et y mourut après seize ans de captivité.

---

protestantisme. Guerre pour le trône. *Christophe*, duc d'Oldenbourg, soutenu par la ville libre de Lubeck, attaque le Danemark sous prétexte de rétablir Christiern II sur le trône. La noblesse se déclare en faveur de Christiern III, qui se rend maître de Copenhague (l'an 1534). Christiern III fait jeter en prison tous les évêques et abolit la hiérarchie catholique à la diète de Copenhague (l'an 1536). L'évêque de Rœskild refuse d'abdiquer et meurt en prison. *Diète d'Odensée* (l'an 1539), et proscription de la religion catholique. Confiscation des biens ecclésiastiques, et persécution des catholiques. — Les Norwégiens restèrent d'abord fidèles à Christiern II, après la séparation de la Suède; mais quand ce prince eut été déposé, ils reconnurent *Frédéric Ier*. Apostasie de l'archevêque de Drontheim, qui embrasse le protestantisme, mais reste attaché à Christiern II. La tyrannie de Frédéric I, qui cherchait à introduire le protestantisme en Norwége produisit, parmi le peuple, un grand mécontentement. Les partisans de Christiern II en profitèrent pour rappeler ce prince, qui revint des Pays-Bas à la tête d'un corps de troupes mercenaires (l'an 1531). Il promit avec serment de maintenir la religion catholique. Alliance entre Frédéric Ier et Gustave Wasa. Une armée suédoise envahit la Norwége. Christiern II qui s'était rendu odieux par sa conduite, négocie avec Frédéric Ier; celui-ci l'invite à se rendre à Copenha-

Frédéric destitua tous les évêques de Norwége. Ici encore le peuple fut privé de sa foi insensiblement et sans s'en douter par des prêtres apostats ou par des ministres protestants, qui furent installés partout. — Dans l'*Islande* qui formait une province du royaume de Danemark, le peuple était profondément attaché à la religion catholique; lorsque le roi Christiern III voulut, par ordonnance royale, imposer le protestantisme à ce peuple, il déclara qu'il quitterait plutôt sa patrie que d'abandonner sa foi. Il résista pendant dix ans. Enfin des troupes furent envoyées en Islande, et l'évêque *Arasen* fut mis à mort. Ce fut donc aussi par la force des armes que le protestantisme s'établit en Islande.

VII. LE PROTESTANTISME DANS LA PRUSSE, LA LIVONIE, LA COURLANDE, LA POLOGNE, LA HONGRIE ET LA TRANSYLVANIE. (1522-1568).

APOSTASIE D'ALBERT DE BRANDENBOURG (1522-1568). — Les vastes États que possédait l'*Ordre Teutonique*, et qui se composaient de la *Prusse*, de la *Livonie* et de la *Courlande*, furent détachés de l'Eglise par l'apostasie des chefs de l'Ordre. Le grand-maître *Albert de Brandenbourg* avait

---

gue et lui donne un sauf-conduit; mais il viole sa parole et le jette en prison (l'an 1532). Frédéric Ier persécute la religion catholique en Norwége. L'archevêque apostat de Drontheim s'enfuit à cause de ses liaisons avec Christiern II; les autres évêques sont destitués. Nombreuses apostasies dans le clergé et établissement du protestantisme. — Attachement des *Islandais* à leur religion; ils résistent pendant dix ans à toutes les mesures prises par *Christiern III* pour introduire le protestantisme parmi eux. Des troupes sont envoyées dans l'Ile; l'évêque d'Islande meurt sur l'échafaud et la religion catholique est supprimée par la force brutale.

VII. L'*Ordre Teutonique en Prusse* (voyez la 4e part. chap. XV, § 1.). La Prusse était devenue fief de la couronne de Pologne. *Albert de Brandenbourg* tenta de se delivrer de cette dépendance, mais il fut defait par le roi *Sigismond Ier* (l'an 1520) L'empereur Charles-Quint négocia un armistice (l'an 1521). Albert se rendit à la diète de Nuremberg (l'an 1522), où il se mit en rapport avec Luther, Mélanchton et Osiandre, qui lui conseillèrent d'abolir l'Ordre, de se marier et d'ériger la Prusse en duché héréditaire. Deux évêques, celui de Samland et celui de Poméranie, embrassent le protestantisme. Négociations d'Albert avec le roi de Pologne, qui consent à lui donner l'investiture de la *Prusse* à titre de *duc héréditaire* (l'an 1525). Apostasie et

fait la connaissance de Luther à la diète de Nuremberg, où il s'était rendu pour demander le secours de l'empereur contre Sigismond roi de Pologne, avec lequel il était en guerre. Des prédicateurs protestants furent appelés à Kœnigsberg, et le grand-maître apostasia, à l'exemple de plusieurs évêques de la Prusse : le protestantisme y fut publiquement introduit par une décision des États réunis en diète. *Albert* conclut la paix avec le roi de Pologne et reçut de ce prince l'investiture de la Prusse à titre de duché héréditaire. L'année suivante, il épousa la fille de Frédéric Ier, roi de Danemark. Les principaux dignitaires de l'Ordre protestèrent contre ces actes : mais Albert les força de quitter le pays ; il confisqua ensuite tous les biens de l'Ordre, proscrivit la religion catholique et imposa violemment le protestantisme aux habitants de la Prusse. Une académie protestante, fondée par Albert à Kœnigsberg, vit plus tard sortir de son sein un grand nombre de savants et de théologiens protestants. — Dans la *Livonie* et la *Courlande* le protestantisme fut également établi par les dignitaires de l'Ordre Teutonique, qui n'avaient pas tardé à imiter l'apostasie d'Albert de Brandenbourg. Des duchés héréditaires y furent fondés, et la religion catholique y fut

---

mariage d'Albert (l'an 1526). Protestation du pape, de l'empereur et des principaux membres de l'Ordre Teutonique. Bon nombre de chevaliers suivent l'exemple du grand maître et apostasient. Le protestantisme trouve de nombreux partisans dans la noblesse séculière de Prusse et dans les villes Albert adopte la Confession d'Augsbourg (l'an 1530) et fonde l'académie de Kœnigsberg (l'an 1544). Cette académie est plus tard érigée en université et confirmée par le roi de Pologne qui s'arroge un droit exclusivement exercé jusqu'alors par les Souverains-Pontifes (l'an 1560). Proscription de la religion catholique, et persécution des catholiques. A la mort d'Albert (l'an 1568), presque toute la Prusse était protestante. — La *Livonie* et la *Courlande* qui formaient, en dehors de la Prusse, les deux principales possessions de l'Ordre Teutonique, se déclarent indépendantes d'Albert de Brandenbourg. *Walter de Plettenberg*, qui gouverne la Livonie, apostasie également (l'an 1523), et l'archevêque de Riga, *Guillaume de Brandenbourg*, embrasse le protestantisme à l'exemple de son frère Albert. Abolition de la religion catholique. Dans la *Courlande*, le protestantisme est établi par *Gothard Kettler*, un des dignitaires de l'Ordre Teutonique, qui apostasie et prend le titre de *duc de Courlande* (l'an 1561).

Les œuvres et les doctrines de Luther furent apportées en Pologne par

abolie. L'apostasie de plusieurs évêques contribua puissamment à répandre le prostestantisme parmi le peuple.

Le protestantisme en Pologne (1520-1587). — L'inébranlable attachement des rois polonais à la foi catholique, le zèle de quelques prélats aussi pieux qu'instruits, tels que le cardinal *Hosius*, archevêque d'Ermeland, et le légat du pape *Commendone*, enfin les travaux apostoliques de l'*Ordre des Jésuites* préservèrent la Pologne de l'apostasie. Le protestantisme pénétra cependant dans plusieurs grandes villes; *Dantzig*, *Thorn* et *Elbing* se séparèrent presqu'entièrement de l'Eglise, et c'est à peine si le culte catholique y fut encore toléré. Mais la division des protestants eux-mêmes en une foule de sectes arrêta les progrès de l'hérésie; les *Frères-Bohêmes*, les *luthériens*, les *calvinistes*, les *sociniens* ne parvinrent à s'unir que dans leur opposition contre l'Eglise, et toutes les tentatives pour formuler un symbole commun échouèrent. Peu à peu, ils obtinrent la liberté religieuse et le pays se divisa de plus en plus. Cette division ébranla fortement la nationalité polonaise et prépara la décadence politique du royaume.

Le protestantisme en Hongrie et en Transylvanie (1520-1571). — Les doctrines de Luther furent répandues

---

des jeunes gens polonais qui avaient étudié à Wittemberg (l'an 1520), et se répandirent d'abord à Cracovie, à Posen et à Dantzig; dans cette dernière ville, le moine apostat *Knade* devint le principal apôtre des erreurs protestantes. Le roi Sigismond prit des mesures très-énergiques dans le but d'en arrêter la propagation. Le protestantisme trouva beaucoup de partisans parmi la noblesse et dans les grandes villes du royaume. *Sigismond-Auguste II*, successeur de Sigismond Ier (l'an 1548), fit des concessions aux protestants; il présida même un synode (l'an 1555) composé de délégués ecclésiastiques de toutes les provinces, dans lequel on prit la résolution de demander au pape l'abolition du célibat ecclésiastique et de remplacer dans la messe la langue latine par la langue polonaise. L'archevêque de Gnésen, Jacques Uchanski, primat de Pologne, se déclara en faveur du protestantisme. Il trouva d'énergiques adversaires dans les deux légats du pape, *Lipomani* et *Commendone*, et dans le savant cardinal Stanislas *Hosius*, évêque d'Ermeland. Ce dernier combattit le protestantisme autant par l'exemple d'une vie pieuse que par ses écrits, et mérita l'honneur de présider pendant quelque temps le concile de Trente. Troubles politiques après la mort de *Sigismond-Auguste II* (l'an 1572). Les protestants en profitent pour propager leurs doctrines et obtiennent la liberté religieuse. Avènement de

en *Hongrie* par quelques jeunes gens qui avaient fait leurs études à Wittemberg. La propagation du protestantisme se trouva favorisée par la situation politique de cette contrée, qui était alors désolée par les dévastations des Turcs et par une guerre pour le trône entre Ferdinand d'Autriche et Jean Zapolya. Une partie de la noblesse l'embrassa et s'enrichit par la confiscation des biens ecclésiastiques. Les sectaires tinrent plusieurs synodes, mais ne purent s'entendre sur le symbole à adopter. Le luthéranisme, le zwinglianisme, le calvinisme avaient également leurs partisans et leurs défenseurs, le calvinisme finit cependant par prévaloir. Des mesures furent décrétées par les diètes contre le protestantisme, mais elles ne furent pas exécutées et ne produisirent aucun effet. La majorité du peuple resta fidèle à la religion catholique, grâce au zèle et à l'activité de plusieurs évêques vertueux et surtout de la Compagnie de Jésus. — Le protestantisme put se répandre facilement dans la *Transylvanie* pendant les troubles politiques qui suivirent la mort du roi Louis, tué dans la bataille de Mohacz : il y fit des progrès beaucoup plus rapides qu'en Hongrie. Dans presque toutes les villes, le culte catholique fut proscrit et le protestantisme imposé aux habitants.

Sigismond III (l'an 1587) qui prend la défense de la religion catholique. Travaux de l'*Ordre des Jésuites* en Pologne. Néanmoins la division religieuse ne cessa pas en Pologne.

Par suite des fréquentes invasions des Turcs, la Hongrie se trouvait dans l'état le plus malheureux (voyez chap. III); ce pays était tombé dans une véritable barbarie, et le clergé avait perdu en grande partie son influence. *Bataille de Mohacz* et mort de *Louis II* (l'an 1526). Guerre pour le trône de Hongrie. Grande puissance de la noblesse, parmi laquelle le protestantisme trouve de nombreux partisans, tentés surtout par l'appât des biens ecclésiastiques. La diète hongroise décrète des lois sévères contre les protestants ; mais ces lois ne sont pas exécutées. *Mathias Devay*, d'abord luthérien et ensuite zwinglien, propage les doctrines protestantes (l'an 1543). Synodes protestants : plusieurs villes embrassent le protestantisme et proscrivent la religion catholique. Divisions des protestants ; formation de plusieurs sectes qui se combattent avec le plus grand acharnement ; le calvinisme prédomine. Ces divisions arrêtent la propagation du protestantisme. Activité de plusieurs évêques et surtout de l'Ordre des Jésuites : collége de Tyrnau (l'an 1561). — La Transylvanie était habitée par diverses races : les *Magyares*, les *Valaques* et les *Saxons* : cette circonstance favorisa le protestan-

Toute la *nation saxonne* qui était venue jadis se fixer dans ce pays, apostasia et embrassa le luthéranisme. Les réformés, les unitaires et d'autres sectaires y répandirent également leurs erreurs, et bientôt le désordre arriva à son comble. L'introduction du protestantisme dans ces contrées fut accompagnée de cruelles persécutions contre le clergé catholique et contre les monastères.

VIII. — LE PROTESTANTISME DANS LES PAYS-BAS JUSQU'A L'ARRIVÉE DU DUC D'ALBE. (1523-1567).

LES PAYS-BAS SOUS CHARLES-QUINT (1523-1555). — Les doctrines de Luther pénétrèrent dans les *Pays-Bas* à la faveur des nombreuses relations qui existaient entre ce pays et l'Allemagne : la Bible de Luther, qui fut traduite en hollandais immédiatement après sa publication, y contribua beaucoup. Les mesures sévères prises par ***Marguerite d'Autriche***, qui gouvernait ce pays au nom de Charles-Quint, ne purent empêcher plusieurs communautés protestantes de s'établir. Les excès commis par les *anabaptistes*, qui s'étaient répandus surtout dans la Hollande et dans la Frise, forcèrent la Gouvernante à sévir contre les

---

tisme. Complications politiques après la mort du roi Louis II. Ferdinand d'Autriche ne parvient pas à se faire reconnaître dans la Transylvanie. Hermanstadt, Cronstadt et plusieurs autres villes introduisent le protestantisme de vive force. La population allemande ou saxonne adopte la confession d'Augsbourg ; les Magyares se déclarent pour le calvinisme ; les Valaques restent unis au culte grec schismatique. La religion catholique ne put se maintenir qu'avec peine au milieu des hérétiques qui, quoique désunis entre eux, attaquaient tous l'Eglise catholique avec acharnement.

VIII. *A consulter :* De Gerlache, *Histoire du royaume des Pays-Bas*. Introduction. — David, *Histoire nationale*, vol. 9 et 10. Louvain, 1864 (en flamand).

Relations commerciales entre les provinces septentrionales des Pays-Bas d'une part, le nord de l'Allemagne et le Danemark de l'autre : les doctrines protestantes qui dominaient dans ces deux pays, pénétrèrent aussi dans les Pays-Bas. Traduction hollandaise de la bible de Luther (l'an 1525) : elle fut imprimée à Amsterdam et se répandit rapidement. Charles-Quint donne à la Gouvernante, *Marguerite d'Autriche*, l'ordre d'appliquer les lois existantes contre les hérétiques ; quelques exécutions eurent lieu, mais on ne frappa que les chefs. Les affaires politiques et religieuses de l'Allemagne et la

chefs de cette secte fanatique ; plusieurs furent condamnés à mort et exécutés. On usa cependant de beaucoup d'indulgence envers le peuple qui avait été égaré, et les anabaptistes ne furent jamais complétement expulsés de la Hollande. Une partie de la noblesse, dans toutes les provinces des Pays-Bas, embrassa les erreurs de Luther ou de Calvin ; *Marie de Hongrie*, qui avait succédé à Marguerite d'Autriche, ne donna pas suite aux mesures prescrites par Charles-Quint pour arrêter la propagation du protestantisme ; sa faiblesse permit à l'hérésie de se répandre de plus en plus, surtout dans les provinces septentrionales, qui faisaient un commerce très-actif avec le nord de l'Allemagne et le Danemark. Cependant tant que Charles-Quint vécut, les sectaires n'osèrent pas se montrer publiquement ; ils pratiquèrent leur culte dans des réunions secrètes, et s'ils tombèrent quelquefois sous la main de la justice, c'était pour avoir commis des excès ou des violences contre les églises et les monastères.

Troubles religieux jusqu'a l'arrivée du duc d'Albe (1655-1567). — Après l'abdication de Charles-Quint, les affaires changèrent de face. Philippe II nomma sa sœur, *Marguerite de Parme*, gouvernante des Pays-Bas, et lui

---

guerre contre la France ne permirent pas à l'empereur de s'occuper du gouvernement des Pays-Bas. Des sectes fanatiques prirent naissance en Hollande ; *Melchior Hofmann*, disciple de Thomas Munzer (voyez plus haut, page 16), arriva en Hollande (l'an 1528). La secte la plus dangereuse fut celle des *anabaptistes*, qui devinrent très-nombreux dans la Hollande et la Frise (l'an 1533) ; de là ils se répandirent dans la Westphalie, où ils se rendirent maîtres de la ville de Munster (voyez plus haut, page 17). — Excès commis par les anabaptistes, qui dévastent les églises catholiques et font périr dans les plus horribles tourments les prêtres et les religieux qui tombent entre leurs mains. Ils tentent de s'emparer des villes de *Leyde* et d'*Amsterdam* (l'an 1535). Mort de *Marguerite d'Autriche* (l'an 1530); *Marie de Hongrie* qui lui succéda comme gouvernante des Pays-Bas manquait d'énergie pour tenir tête aux protestants; leur nombre augmenta considérablement, mais ils pratiquèrent leur culte en secret, à cause des lois en vigueur contre les hérétiques. Abdication de Charles-Quint (l'an 1556).

Philippe II prend le gouvernement des Pays-Bas. Son caractère sombre et sévère et les mœurs espagnoles qu'il avait adoptées, éloignèrent de lui les habitants de ces contrées. Ambition de *Guillaume d'Orange*, qui était partisan du protestantisme, bien qu'il professât encore publiquement la reli-

donna pour conseiller principal le cardinal de *Granvelle*. Cette mesure mécontenta le prince *Guillaume d'Orange*, gouverneur de Hollande, de Zélande, et d'Utrecht, homme ambitieux et rusé, qui aspirait lui-même à la place de gouverneur général des Pays-Bas. Il gagna une grande partie de la noblesse et favorisa secrètement la propagation du protestantisme pour s'en servir comme d'un moyen politique, continuant lui-même à professer publiquement la religion catholique. La création de dix nouveaux siéges épiscopaux, dans le but de combattre plus efficacement les nouvelles hérésies, mesure que l'on crut avoir été inspirée au roi par Granvelle, jeta le mécontentement dans le haut clergé et la noblesse. Cette circonstance fut habilement exploitée par le prince d'Orange; il parvint à faire éloigner le cardinal de Granvelle qui était devenu archevêque de Malines. Son départ fut un malheur pour le pays, car le cardinal avait été le plus ferme soutien de la Gouvernante qui, dès ce moment, flotta entre les deux partis. Les protestants qui comptaient de nombreux partisans dans la noblesse, décidèrent enfin cette dernière à conclure une confédération, connue sous le nom de *Compromis des nobles*. Sous prétexte de prendre la défense des libertés du

---

gion catholique. Il fomente le mécontentement du peuple et gagne une partie de la noblesse. Départ de Philippe II pour l'Espagne (l'an 1559); il confie le gouvernement à *Marguerite de Parme*, à qui il donne *Granvelle* pour conseiller. Erection de dix nouveaux évêchés, et nouvelle division ecclésiastique des Pays-Bas en quatorze évêchés, dont trois archevêchés: Malines, Utrecht et Cambrai. Mécontentement du haut clergé et surtout des grandes abbayes, qui doivent céder une partie de leurs vastes possessions pour doter les nouveaux siéges épiscopaux. *Granvelle* est nommé archevêque de Malines et cardinal (l'an 1561). Les comtes d'Egmont et de Horn se joignent au prince d'Orange pour demander à Philippe II le rappel de Granvelle (l'an 1563) et, sur le refus du roi, ils se séparent de la gouvernante: celle-ci, effrayée de l'opposition des seigneurs, réclame également le rappel de Granvelle, qui quitte alors les Pays-Bas (l'an 1564). Après le départ de Granvelle, la noblesse se montra plus ouvertement hostile à la gouvernante. Philippe II prescrit la publication des décrets du concile de Trente (l'an 1565). Mécontentement des protestants qui comptent un grand nombre de partisans dans la noblesse. Le prince d'Orange fait répandre le bruit que Philippe II songe à introduire l'inquisition espagnole dans les Pays-Bas. Il entretient des relations secrètes avec les protestants d'Allemagne, de France et d'Angle-

pays, cette confédération avait pour but d'affaiblir l'autorité du roi; elle a servi surtout les projets ambitieux de Guillaume d'Orange. La Gouvernante ayant repoussé une requête de la noblesse, celle-ci se mit en révolte onverte et prit le nom de *parti des Gueux*. Cette conduite de la noblesse trouva de l'écho dans le peuple; les protestants prirent les armes et l'on vit éclater les désordres les plus graves sur tous les points du pays: les églises et les couvents furent dévastés et brûlés, un grand nombre de prêtres et de religieux périrent, et dans beaucoup d'endroits le culte catholique fut supprimé. Ces excès provoquèrent une réaction; la Gouvernante, appuyée par un grand nombre de personnages influents, parvint à rétablir l'ordre et la tranquillité. Mais Philippe II, irrité contre les protestants et surtout contre le prince d'Orange, envoya dans les Pays-Bas, sous les ordres du *duc d'Albe*, une armée espagnole avec mission de punir les coupables et de rétablir l'autorité royale. Ce fut là le signal de la guerre de religion qui devait se terminer par la séparation des provinces septentrionales, constituées en république indépendante sous le gouvernement de la famille d'Orange.

---

terre. *Compromis des nobles*, conclu à l'instigation de Philippe de Marnix, ami intime du prince d'Orange; 400 membres de la noblesse le signent. Publication de nombreux pamphlets contre le roi, la religion catholique, l'inquisition. Une protestation est présentée à la Gouvernante par les conjurés, qui prennent le nom de *Gueux*. Nouvelle réunion des nobles à Saint-Trond; ils se mettent ouvertement en opposition avec la Gouvernante. L'exemple de la noblesse entraîna le peuple déjà excité par les prédications fanatiques des sectaires protestants. Troubles dans un grand nombre de villes et excès commis par les Iconoclastes: plus de 400 églises sont dévastées dans le Brabant et les Flandres; les prêtres, les moines et les religieuses sont massacrés. Coupable condescendance des gouverneurs de ces provinces, surtout du prince d'Orange et du comte d'Egmont. Ils conseillent à la Gouvernante de céder, et celle-ci se décide à révoquer les édits de Philippe II et à accorder la liberté religieuse. La tranquillité est momentanément rétablie. Irritation de Philippe II à la nouvelle de ces désordres et des mesures adoptées par Marguerite de Parme. Il prend la résolution d'employer des moyens énergiques pour punir les conjurés et pour rétablir son autorité ébranlée; il envoie le duc d'*Albe* à la tête d'une armée dans les Pays-Bas l'an 1567).

IX. — LES RÉFORMES DANS L'ÉGLISE, LE CONCILE DE TRENTE. LA COMPAGNIE DE JÉSUS.

L'ÉGLISE ET LE SAINT SIÉGE JUSQU'A LA MORT DE LÉON X (1417-1521). — Le grand schisme d'Occident, cette division si funeste du monde catholique, avait laissé des traces profondes. La discipline ecclésiastique s'était relâchée, et pour la relever, le pape *Eugène IV* avait convoqué le *concile de Bâle*. Mais cette assemblée, au lieu de s'occuper de réformes disciplinaires, se mit en opposition avec le Saint-Siége et finit par devenir schismatique; elle déposa le pape et lui opposa un usurpateur dans la personne du duc Amédée de Savoie. Un nouveau concile, convoqué à *Ferrare* et transféré à *Florence*, décréta, il est vrai, des mesures salutaires et opéra la réunion d'une partie de *l'église grecque schismatique* avec l'Église catholique; mais le zèle de plusieurs pontifes et surtout du savant et vertueux *Pie II* n'eut pas des résultats complets. Vers la fin du quinzième siècle, le Saint-Siége fut malheureusement déshonoré par quelques hommes qui foulaient aux pieds la dignité pontificale, entr'autres par *Alexandre VI*, dont la mémoire a été justement flétrie. Absorbés par les affaires

---

IX. *A consulter:* Audin, *Histoire de Léon X.* — Roscœ, *Vie et pontificat de Léon X* (traduit de l'anglais). Paris, 1808. — Ranke, *Histoire de la papauté* (traduit de l'allemand).

Agitations produites dans le monde catholique par le *grand schisme d'Occident* (voyez la 4e part chap. XIII, § 4). Nécessité de réformer la discipline dans le clergé, et surtout dans le haut clergé, qui tendait de plus en plus à devenir mondain. Convocation d'un Concile général à *Bâle* par le pape *Eugène IV*, successeur de Martin V (l'an 1431). Ce concile, composé seulement d'un petit nombre d'évêques, se met en opposition avec le Saint-Siége : il refuse de se séparer malgré les ordres du pape, et devient ainsi schismatique. Les auteurs protestants modernes ont exagéré l'importance de ce concile : quelques prélats distingués qui avaient d'abord pris part au concile, et parmi lesquels on remarque surtout le cardinal *Nicolas de Cuse,* ne tardèrent pas à s'en retirer. Le pape convoqua un nouveau concile à *Ferrare* (l'an 1438), qui fut plus tard transféré à *Florence ;* réunion de l'Eglise grecque schismatique à l'Eglise catholique, par suite de quelques concessions disciplinaires; une partie de l'Eglise grecque persista cependant dans le schisme. D'importants décrets furent portés pour rétablir la discipline ecclé-

politiques, ces pontifes prenaient une part active aux guerres qui désolaient alors l'Italie ; *Jules II* ne songeait qu'à rétablir la puissance politique du Saint-Siége. Sous *Léon X*, la cour papale était devenue toute mondaine; au lieu de donner ses soins au gouvernement de l'Eglise, ce pontife, exempt d'ailleurs des égarements de quelques-uns de ses prédécesseurs, s'occupait d'art et de littérature classique. Le protestantisme, qui vint alors ébranler le monde religieux, provoqua une salutaire réaction dans l'Eglise catholique.

Le concile de trente (1545-1563).— Le pieux *Adrien VI*, qui succéda à Léon X, mit le plus grand zèle à réformer la discipline de l'Eglise et publia des décrets sévères contre tous les membres du clergé qui ne vivaient pas conformément à la sainteté de leur état ; il bannit de la cour pontificale le luxe mondain qui s'y était introduit. Malheureusement son pontificat fut de trop courte durée pour qu'il pût mener à bonne fin les réformes commencées. *Clément VII*, de la famille de Médicis et cousin de Léon X, s'occupa de nouveau des affaires politiques de l'Italie et prit part aux guerres de Charles-Quint et François Ier. Il donna ainsi lieu à la prise et au sac de Rome par l'armée impériale. Ses différends avec l'empereur l'empêchèrent de convoquer le concile général que l'on réclamait de tous côtés

---

siastique. Zèle de plusieurs papes et surtout de *Pie II* (1458-1464) pour réformer les abus qui s'étaient introduits dans l'administration de l'Eglise. Malheureusement les successeurs de Pie II ne continuèrent pas l'œuvre commencée. Plusieurs d'entr'eux profanèrent la sainteté de leur pouvoir en favorisant leurs parents qu'ils revêtirent de hautes dignités ecclésiastiques (abus flétri sous le nom de *népotisme*) et en s'occupant presque exclusivement des affaires politiques de l'Italie. Deux d'entr'eux, *Innocent VIII* (1484-1492) et *Alexandre VI* (1492-1503), déshonorèrent le siége pontifical par leurs crimes et la dissolution de leurs mœurs. Dieu ne permit pas qu'aucun de ces pontifes publiât des décrets dogmatiques ; et ainsi, en soumettant son Eglise à cette terrible épreuve, il montra une fois de plus qu'il est avec elle jusqu'à la consommation des siècles, et que, en matière de foi, elle ne peut jamais errer. *Jules II* (1503-1513) s'occupa presque exclusivement de politique et prit une part active aux guerres qui se faisaient en Italie, l'empereur Maximilien, les rois de France et la république de Venise (voyez la 4e part. ch. XIX. § 3). *Léon X*, de la famille de Médicis (1513-1521), se laissa entraîner par le mouvement classique païen qui s'était emparé de tous les esprits en Italie. Sa principale sollicitude fut dirigée vers les études

et dont les protestants eux-mêmes voulaient d'abord, ils l'avaient du moins déclaré, reconnaître les décisions. *Paul III* put enfin acquiescer au vœu général : ce fut sous son pontificat que s'ouvrit le *concile œcuménique de Trente* qui, sauf quelques interruptions, dura dix-huit ans. Cette assemblée, composée de prélats et de savants de tous les pays de la chrétienté, aussi distingués par leurs vertus que par leurs connaissances, examina les dogmes attaqués par les novateurs et les définit de nouveau dans le sens de la croyance et de la tradition invariables de l'Eglise. Elle opposa ainsi l'ancienne doctrine catholique aux opinions individuelles de quelques hommes orgueilleux, qui prétendaient placer l'autorité de leur raison au-dessus de l'autorité de l'Eglise, et qui, par leurs propres divisions, prouvaient d'ailleurs clairement que tout fondement solide leur manquait. Plus de deux cent cinquante prélats et théologiens assistaient au concile ; toutes les décisions y étaient prises après des discussions aussi libres qu'approfondies. Le concile constata et confirma d'abord le dogme ; puis il arrêta de salutaires mesures relatives à la discipline : la nécessité du célibat ecclésiastique fut reconnue, et il fut ordonné au clergé de conformer sa vie à la sainteté de sa

---

classiques et les beaux-arts : sa cour devint le rendez-vous des savants et des artistes, et il gaspilla les revenus de l'Eglise dans un but purement artistique. Les réformes disciplinaires ne l'occupèrent point, et lorsque le protestantisme prit naissance, il y attacha d'abord si peu d'importance qu'il traita les prédications de Luther de « querelles de moines. » Il intervint toutefois plus tard avec autant de douceur que d'énergie dans les troubles religieux que Luther avait excités (voyez plus haut, page 13).

Adrien VI (1522-1523), natif d'Utrecht, avait été précepteur de Charles-Quint et professeur à l'Université de Louvain ; il voulait une réforme sérieuse des abus, et, à cot effet, il prit des mesures énergiques, en donnant lui-même l'exemple de la plus grando austérité. Opposition d'une grande fraction du haut clergé et mécontentement du peuple de Rome, qui avait profité du luxe de la cour papale et des prodigalités de Léon X. Il mourut avant d'avoir pu mener à bonne fin l'œuvre commencée. *Clément VII de Médicis* (1523-1534). Ses démêlés avec Charles-Quint (voyez p. 61), avec Henri VIII (p. 31). Les mesures décrétées par Adrien VI ne furent pas exécutées ; Clément se montrait peu empressé à convoquer le concile général réclamé par l'empereur et même par les protestants. *Paul III* (1534-1549) travaille activement à la convocation du concile et négocie la paix entre Charles-Quint

vocation. L'éducation et l'instruction du clergé dans les grands et petits Séminaires, l'instruction du peuple, la réunion fréquente de synodes provinciaux et diocésains et une foule d'autres points furent réglés par le concile, qui interdit en même temps le cumul des bénéfices et prescrivit aux évêques de visiter fréquemment leurs diocèses. Les décrets du concile de Trente furent bientôt promulgués dans tous les pays catholiques, et ainsi fut accomplie la véritable réforme dans l'Église. Le concile approuva aussi la règle de l'*Ordre des Jésuites*, qui était appelé à devenir, dans la lutte contre le protestantisme, un des plus forts soutiens de l'Eglise.

La compagnie de jésus (1521-1555). — Pendant que l'Eglise réunie en concile prenait, sous l'inspiration du Saint-Esprit, des mesures efficaces pour maintenir la pureté de sa doctrine et pour rétablir sa discipline, Dieu lui envoya un secours extraordinaire dans l'ordre si justement célèbre des *Jésuites*. Le fondateur de la *Compagnie de Jésus* fut *St. Ignace de Loyola*. Ignace était un gentilhomme espagnol, aussi distingué par sa bravoure que par son esprit et ses vertus: enflammé de l'amour de Dieu, il quitta le monde, renonça à une brillante carrière et se ren-

---

et François Ier (l'an 1538). Convocation du concile à Mantoue (l'an 1537) ; il est transféré à *Vicence* et s'ouvre enfin à *Trente* (l'an 1545), ville située dans le Tyrol et par conséquent sous l'obédience de l'empereur d'Allemagne. Les travaux dogmatiques et disciplinaires du Concile furent des plus importants. Dignité et calme des discussions de cette assemblée, formant un contraste frappant avec les querelles violentes et personnelles qui s'étaient élevées entre les différents chefs du protestantisme, Luther, Munzer, Zwingle et Calvin. Les hommes les plus remarquables de tous les pays de l'Europe s'y trouvaient réunis : cardinaux, évêques, chefs d'Ordres religieux, et plus de 150 théologiens distingués. Il fut interrompu à diverses reprises par les événements politiques et dura en tout dix-huit ans (1545-1563): les décrets furent signés par 255 prélats, abbés et généraux d'Ordres religieux. Ces décrets se rapportaient au dogme et à la discipline; ils produisirent les plus heureux fruits dans l'Eglise catholique. Le concile réalisa ainsi tout ce que les prétendus réformateurs avaient réclamé : il donna une magnifique preuve de l'unité de la foi et un exemple frappant du respect pour l'autorité de l'Eglise, en présence des violentes dissensions qui déchiraient le protestantisme et qui déjà l'avaient divisé en un grand nombre de sectes. Les décisions dogmatiques du concile de Trente furent promulguées dans tous

dit à Paris où il commença ses études. Plusieurs jeunes gens, qui y étudiaient également et parmi lesquels se faisait surtout remarquer *François Xavier*, se lièrent avec lui et prirent ensemble la résolution de se vouer entièrement au service de Dieu et de la sainte Eglise. La devise qu'ils choisirent: *Tout pour la plus grande gloire de Dieu*, devint la boussole qui guida cet Ordre illustre dans sa longue et glorieuse carrière. Aux trois vœux monastiques de chasteté, de pauvreté et d'obéissance, S. Ignace en ajouta un quatrième, celui d'un entier dévouement aux ordres du Souverain-Pontife. Se sanctifier par la stricte observance de la règle, défendre la religion catholique partout où elle était attaquée, soigner l'éducation et l'instruction de la jeunesse, cultiver les sciences et les lettres, combattre les hérésies, prêcher l'Evangile aux nations païennes, tel était le but étendu que se proposait la *Compagnie de Jésus*. S. Ignace obtint du pape *Paul III* l'approbation de sa règle, qui fut solennellement confirmée par le concile de Trente. L'ordre prit une extension rapide. A la mort de saint Ignace, il comptait cent maisons et plus de mille membres ; un siècle plus tard, plus de vingt-deux mille religieux, dans plus de quinze cents maisons, obser-

---

les pays catholiques. Quant aux décrets concernant la discipline et les relations de l'Eglise avec les gouvernements civils, ils ne furent pas partout publiés, et même des entraves furent mises à leur exécution dans certains pays.

Ignace de Loyola était né, en 1491, en Espagne ; il était issu d'une famille noble et avait servi dans les armées royales. Blessé au siége de Pampelune l'an 1521), il avait été touché par la grâce en lisant, sur son lit de douleur, la vie de Notre-Seigneur et des Saints, et il s'était décidé à consacrer dorénavant sa vie à Dieu. Après avoir fait un pèlerinage à Jérusalem, il commença, à l'âge de 33 ans, les études élémentaires, et se rendit plus tard à l'université de Paris (l'an 1528). Il se lia dans cette ville avec six hommes enflammés, comme lui, de zèle pour la gloire de Dieu, les quatre Espagnols *François Xavier*, *Jacques Lainez*, *Alphonse Salmeron* et *Alphonse Bobadilla*, le Portugais *Simon Rodriguez*, et le Belge *Pierre Lefèvre* (l'an 1534). Ils se rendirent à Rome et obtinrent du Pape Paul III l'approbation de la règle du nouvel ordre (l'an 1540), qui prit le nom de *Compagnie de Jésus*. Ignace, élu premier général de l'Ordre, resta à Rome, il envoya ses disciples dans tous les pays du monde, en vertu d'un quatrième vœu qu'il avait ajouté aux trois vœux monastiques ordinaires et qui obligeait les membres de l'Ordre

vaient la règle de saint Ignace. L'influence salutaire de la Compagnie de Jésus ne tarda pas à se faire sentir dans tous les pays de l'Europe : la foi se raviva chez les catholiques par la pratique de la religion ; le protestantisme fut arrêté dans sa propagation et combattu par les armes de la science et l'Evangile fut prêché dans les pays les plus éloignés. Les pertes que l'Eglise avait faites en Europe par les apostasies furent ainsi réparées en partie par de nombreuses conversions chez les peuples païens de l'Asie et de l'Amérique.

CHAPITRE II.

L'EMPIRE GERMANIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE ET L'ESPAGNE, PENDANT LE RÈGNE DE CHARLES-QUINT. (1519-1556).

I. — LES GUERRES DE CHARLES-QUINT ET DE FRANÇOIS 1er JUSQU'AU TRAITÉ DE CAMBRAI. (1519-1529).

CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS Ier. — A la mort de *Maximilien Ier*, deux princes se disputèrent la couronne impériale : *François Ier*, roi de France, et *Charles-Quint*, petit-

à se rendre partout où les appellerait la voix du Souverain Pontife. L'Ordre des Jésuites se distingua des anciens Ordres religieux par l'étendue des travaux auxquels il se livrait et qui embrassaient tous les besoins religieux, moraux et intellectuels de la société : le saint ministère dans les pays catholiques pour y ramener la foi ; la réfutation des hérésies par les armes de la science et de la persuasion ; la prédication de l'Evangile aux païens ; l'éducation et l'instruction de la jeunesse pour la préserver de l'apostasie ; la culture des lettres et des sciences dans l'intérêt de la religion. On a justement admiré la sagesse de la règle : elle prévoit toutes les difficultés que l'Ordre devait rencontrer plus tard ; la durée du noviciat fut fixée à deux années, pour que la préparation des nouveaux membres fût plus complète. Extension rapide de l'Ordre : il fonda des colléges et des résidences dans tous les pays de l'Europe, et opposa une forte digue au protestantisme. Prédications apostoliques de *St François Xavier* dans les Indes ; il mourut au moment où il se disposait à aller prêcher l'Evangile en Chine (l'sn 1552). Mort de *Saint Ignace* (l'an 1556).

Développements. — *A consulter* : Schoell, *Cours d'histoire des Etats Européens.* Paris, 1831. — Van Kampen. *Histoire des Pays-Bas*, 1er vol. Schmidt, *Histoire de France.* Hambourg, 1840. 2e vol. (dans la collection publiée en

fils de Maximilien, roi d'Espagne et de Naples, souverain des Pays-Bas et de l'Autriche. Celui-ci, grâce à l'appui du prince-électeur, Frédéric de Saxe, l'emporta sur son rival; en montant sur le trône impérial, il se vit à la tête d'un des plus vastes empires qui aient encore existé en Europe. Il confia à son frère *Ferdinand* le gouvernement de l'Autriche qu'il lui céda entièrement quelques années plus tard : Ferdinand devint ainsi le chef de la *branche autrichienne* de la maison de Habsbourg. Charles-Quint possédait à un haut degré les qualités nécessaires pour gouverner ses vastes États : il unissait la prudence à la fermeté, et la loyauté de son caractère était si grande que plus d'une fois on en abusa pour le tromper. Bon général et soldat intrépide, il prit une part active à la plupart des guerres qui éclatèrent pendant son règne. Les circonstances difficiles dans lesquelles Charles-Quint s'est trouvé l'ont seules privé de l'éclat extérieur dont il aurait brillé, s'il avait régné à une époque moins malheureuse. Trois grands faits dominent tous les événements du règne de Charles-Quint : le protestantisme, la rivalité avec la France et les guerres

---

allemand par Heeren et Ukert). Leo, *Histoire d'Italie*, 5e vol. (Ibidem). Traduit de l'allemand dans le panthéon historique. Paris, 1840. — Le même, l'*Histoire des Pays-Bas, en douze livres* (2e vol.). Robertson, *Histoire de Charles-Quint*, traduit de l'anglais.

1. Etat de l'Allemagne à la mort de *Maximilien Ier* (voyez la 4e part., chap. XX, § 3). La grande puissance de la maison de Habsbourg-Autriche inspirait des craintes aux princes de l'empire ; Maximilien leur ayant demandé de reconnaître son petit-fils Charles-Quint pour son successeur, ils refusèrent et offrirent la couronne à *Frédéric*, prince-électeur de Saxe et vicaire de l'empire pendant la vacance du trône. Frédéric refusa et proposa d'élire *Charles-Quint* qui fut en effet nommé empereur ; désappointement de *François Ier* qui avait gagné le prince-électeur de Trèves et qui aspirait à la couronne impériale. Les princes-électeurs font signer à Charles-Quint une convention, appelée *capitulation électorale*, par laquelle leurs droits, priviléges et souverainetés sont garantis. A partir de cette époque, tous les empereurs d'Allemagne furent obligés de signer une pareille convention lors de leur élection. — Jugements injustes portés sur le caractère et le règne de *Charles-Quint*. Ils proviennent de la haine des auteurs protestants allemands contre ce prince, et de la partialité de quelques auteurs français qui prennent parti pour *François Ier*. Mais, ce qu'on ne conçoit pas, c'est que ces accusations soient encore répétées par des écrivains catholiques, après qu'elles ont été réfutées par des savants protestants. Il faut

contre les Turcs. *François Ier*, le rival de Charles-Quint, était un prince chevaleresque et brave, aussi distingué par son esprit que par son habilité politique; mais il ternit ces belles qualités par la légèreté de ses mœurs et par une politique qui souvent manquait de loyauté et de franchise. Sa conduite à l'égard de Charles-Quint en particulier n'est pas exempte de reproches.

LES PREMIÈRES GUERRES DE CHARLES-QUINT AVEC LA FRANCE JUSQU'À LA PAIX DE CAMBRAI (1521-1529). — Les troubles religieux qui avaient éclaté en Allemagne appelèrent Charles-Quint dans ce pays. Il y présida la diète de Worms, mais les projets ambitieux de François Ier l'empêchèrent de veiller à l'exécution des décrets portés par cette assemblée contre Luther. Maitre du duché de Milan, le roi de France songeait à faire la conquête du royaume de Naples. L'empereur conclut alors une alliance avec le pape *Léon X* et le roi d'Angleterre *Henri VIII*, et expulsa les Français du Milanais. En même temps il repoussa leurs armées de l'Espagne et des Pays-Bas qu'elles avaient envahis. Sur les conseils du *duc de Bourbon* que les injusti-

tenir compte des immenses difficultés que Charles-Quint avait à surmonter et de la vaste étendue des Etats qu'il fut appelé à gouverner, à l'âge de dix-sept ans. Rien de plus injuste que d'accuser Charles-Quint de déloyauté; au contraire, son principal défaut était d'être trop confiant dans les hommes qui l'ont ensuite trompé comme le duc *Maurice de Saxe* (voyez plus haut, page 21). *François Ier* avait un caractère tout différent; il se distinguait par sa bravoure, la vivacité de son esprit et sa politique hardie: mais il manquait de franchise et de loyauté, témoin sa conduite après la conclusion de la paix de Madrid. Ses mœurs étaient plus que légères.

Charles-Quint ne quitta l'Espagne que deux ans après son élection (l'an 1521). Troubles religieux en Allemagne et *diète de Worms* (voyez plus haut, page 15). *François Ier* reprend les projets de ses prédécesseurs sur l'*Italie* (voyez la 4e partie chap. XIX. § 3). *Premières guerre avec la France* (1521-1525). Les hostilités éclatent à la fois en Italie, aux Pyrénées et dans les Pays-Bas. François Ier avait compté aur les troubles religieux qui occupaient l'empereur en Allemagne. *Alliance* entre Charles-Quint, Léon X et Henri VIII. Revers des Français; ils perdent le Milanais (l'an 1522) et sont chassés de l'Italie: leurs armées sont défaites dans les Pyrénées, et la ville de Tournai, dont ils se sont emparés, leur est enlevée. François Ier se brouille avec le *duc de Bourbon Charles*, en lui reprenant son duché que lui avait légué sa femme, le duc offre ses services à l'empereur, qui lui confie le commandement d'une armée envoyée contre Marseille (l'an 1524). Vaillante défense de cette ville;

ces de François Ier avaient forcé de se retirer en Allemagne, l'empereur envoya une armée pour s'emparer de *Marseille*. Cette ville fut défendue vaillamment par ses habitants, pendant que des maladies décimaient l'armée impériale, qui fut forcée de se retirer en désordre. François Ier profita de cet échec pour reconquérir Milan et conclure une alliance avec le pape *Clément VII* et les *Vénitiens*. Mais il perdit la grande *bataille de Pavie* et fut fait prisonnier, après avoir vaillamment combattu à la tête de ses troupes.

La *paix de Madrid* lui rendit la liberté, à la condition qu'il renoncerait à ses prétentions sur l'Italie, ainsi qu'à sa suzeraineté sur le duché de Bourgogne et les contrées qui en dépendaient : il dut laisser ses deux fils en otage. Cependant, après son retour en France, il renouvela l'alliance avec le pape et les Vénitiens et réussit même à gagner le roi d'Angleterre : son but était de faire la conquête de l'Italie. Alors l'armée impériale, commandée par le duc de Bourbon, reçut ordre de marcher sur Rome et de l'assiéger. Ce siége coûta la vie au duc de Bourbon. La ville fut emportée d'assaut et horriblement saccagée par les troupes mercenaires qui comptaient un grand nombre de protestants allemands. Le pape fut fait prisonnier et dut

---

désastres de l'armée impériale. François Ier envahit de nouveau; l'Italie, prend Milan et assiége *Pavie* (l'an 1526). Bataille sous les murs de cette ville; les Français sont vaincus et le roi est fait prisonnier. C'est après cette défaite qu'il écrivit, entre autres choses, à sa mère : « *De toutes choses ne m'est demeuré que l'honneur et la vie qui est sauve.* » Il est conduit à Madrid et y reste prisonnier pendant un an.

Paix de Madrid (l'an 1526) aux conditions suivantes : 1° François Ier cède à l'empereur en pleine et entière souveraineté le duché de Bourgogne avec le comté de Charolais et le vicomté d'Auxerres ; 2° il renonce à la suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, ainsi qu'à ses prétentions sur le royaume de Naples, le duché de Milan et la ville de Gênes ; 3° il s'engage à restituer au duc de Bourbon les biens que celui-ci possédait en France ; 4° il laisse ses deux fils en otage et promet sous serment de se reconstituer prisonnier s'il ne peut remplir les conditions du traité. Mais le roi n'était pas de bonne foi ; car la veille de la conclusion de la paix, il avait protesté devant quelques seigneurs contre tout ce qu'il pourrait promettre à l'empereur. Arrivé en France, il s'écria : « *je suis encore roi* » et manifesta publiquement l'intention de ne pas observer le traité de Madrid. Il refuse de céder la Bourgogne pour laquelle il offre une somme d'argent ; l'empereur n'accepte pas

racheter sa liberté par une forte somme d'argent. Ces faits, qu'à tort on imputa à l'empereur, provoquèrent un mécontentement général. François Ier en profita pour faire une nouvelle expédition en Italie, où il porta ses armes victorieuses jusque sous les murs de Naples. La défection de la flotte génoise l'empêcha de prendre cette ville et la peste qui avait éclaté dans son armée le força à lever le siége. *Le traité de Cambrai* termina la guerre : Charles-Quint renonça à la possession du duché de Bourgogne, et François Ier à ses prétentions sur l'Italie. Le *duché de Milan* fut donné à *François Sforze*, et l'empereur reçut des mains du pape à Bologne le diadème impérial. Ce fut le dernier couronnement d'un empereur d'Allemagne par le pape.

II. — LES DERNIÈRES GUERRES ENTRE CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS Ier, JUSQU'À LA PAIX DE CRÉPY. (1529-1544.)

CHARLES-QUINT ET FRANÇOIS Ier, JUSQU'AU RENOUVELLEMENT DE LA GUERRE (1529-1536). — La paix de Cambrai permit à Charles-Quint de s'occuper des affaires religieu-

cette offre. — *Seconde guerre* (1527-1529). Conclusion de la *sainte ligue* par le roi de France, le pape Clément VII et la république de Venise (l'an 1527). L'empereur envoie en Italie une armée composée en grande partie de troupes allemandes, parmi lesquelles il y a beaucoup de Luthériens, entr'autres le fanatique *Frundsberg*. Le duc de Bourbon manquant d'argent pour payer ses soldats, les fait marcher sur Rome où ils espèrent trouver un riche butin. *Prise de Rome* et mort de Bourbon (l'an 1527). Sac de la ville et captivité du pape. L'empereur fut sincèrement affligé des excès commis par les troupes mercenaires. Le pape rachète sa liberté. Exaspération produite par cet événement dans tous les pays catholiques. Une armée française envahit l'Italie; prise de Gênes, d'Alexandrie et de Pavie. L'empereur pour épargner l'effusion du sang provoque le roi de France à un combat singulier. François Ier répond pas un refus. Invasion du royaume de Naples par l'armée française; siége de Naples; défection de la flotte génoise, dont l'amiral avait été destitué par le roi de France. Le siége est levé. *Paix de Cambrai*, appelée aussi la *paix des Dames*, parce que les négociations avaient été conduites par la reine *Louise*, mère de François Ier, et par *Marguerite* d'Autriche, Gouvernante des Pays-Bas et tante de l'empereur.

II. Activité de Charles-Quint en Allemagne (voyez plus haut page 17). Guerre contre les Turcs (voyez le chap. suivant). Les États musulmans du nord de l'Afrique avaient de tout temps fait du mal au commerce de la

ses en Allemagne. Il convoqua plusieurs diètes et fit reconnaître son frère Ferdinand pour son successeur au trône impérial. Mais le sultan *Soliman* ayant envahi la Hongrie, Charles-Quint se vit forcé de faire des concessions aux princes protestants de l'Allemagne, pour obtenir du secours contre les Turcs. Ceux-ci se retirèrent à l'approche de l'armée que l'empereur commandait en personne. Charles-Quint entreprit alors une expédition contre *Barberousse*, souverain de *Tunis* et d'*Alger*, nommé par Soliman commandant en chef des flottes turques qui infestaient les côtes de l'Italie et de l'Espagne et dont les pirateries ruinaient le commerce sur la Méditerranée. Une brillante victoire navale, la prise de Tunis et la délivrance de vingt-deux mille esclaves chrétiens couronnèrent cette glorieuse entreprise. Une attaque contre Alger allait achever de détruire la puissance musulmane en Afrique, lorsque la guerre recommença contre François I[er]. Ce prince ne songeait qu'à se venger de l'empereur. Il négocia avec les confédérés de *Schmalcalden*, fit une alliance avec *Henri VIII d'Angleterre* qui venait d'apostasier, et envoya un ambassadeur

---

Méditerranée. *S. Louis* avait déjà entrepris une expédition contre Tunis (voyez la 4e part. chap. X, § 7). Les pirateries étaient devenues plus fréquentes et plus dangereuses depuis qu'un hardi aventurier de Lesbos, *Chaireddin Barberousse*, chef d'une flotte de pirates, s'était emparé des villes de Tunis et d'Alger et s'y était déclaré indépendant. Le sultan Soliman, pour se l'attacher, le nomma grand-amiral de toutes les forces maritimes de son empire. Descentes de Barberousse sur les côtes d'Italie et d'Espagne : un grand nombre de prisonniers chrétiens sont emmenés comme esclaves en Afrique. Armements de l'empereur : il réunit une flotte de 500 navires, qu'il commande en personne. François I[er] refuse de prendre part à l'expédition : il avertit secrètement Barberousse des projets de l'empereur. Victoire navale remportée sur la flotte turque près des côtes de l'Afrique (l'an 1535). Prise de Tunis et délivrance de 22,000 esclaves chrétiens. Charles-Quint célébra ce jour comme le plus beau de sa vie, et cette expédition fut préconisée par tout le monde, excepté par les princes protestants d'Allemagne et par le roi de France. Celui-ci fit alliance avec tous les ennemis de Charles-Quint, concluant des traités avec les protestants d'Allemagne, le roi d'Angleterre et le sultan : une telle conduite était peu digne d'un prince catholique.

Troisième guerre (1536-1538). Elle éclate à la mort de *François Sforze*, dernier descendant de la maison ducale de *Milan* (voyez la 4e part. chap. XIX, § 2). L'empereur refuse d'investir le duc d'Orléans de ce duché.

au *sultan Soliman* pour demander son amitié et l'engager à recommencer la guerre contre l'empereur.

Les dernières guerres jusqu'à la paix de Crépy (1536-1544). — Avant de commencer la guerre, François I[er] introduisit dans son armée un changement important : il substitua aux troupes mercenaires étrangères des soldats recrutés dans les différentes provinces de la France par enrôlements libres, mais réguliers. Il réclama ensuite le *duché de Milan* pour le duc d'Orléans, son second fils ; sur le refus de l'empereur, il lui déclara la guerre. Pendant qu'il envahissait la Savoie, Charles-Quint pénétra dans la Provence qu'il trouva dévastée par l'armée du maréchal de Montmorency et changée en un désert. Bientôt la disette, la famine et les maladies contagieuses décimèrent l'armée impériale et l'obligèrent à se retirer devant les forces supérieures de François I[er], qui s'avança en Lombardie ; une armée turque débarqua en même temps dans le royaume de Naples. Le pape Paul III parvint alors à faire conclure à Nice un armistice pour dix ans, qui fut ensuite confirmé dans une entrevue de Charles-Quint et de Fran-

---

Commencement des hostilités en Italie : occupation de la Savoie par une armée française. *Réorganisation de l'armée* par François I[er] ; Il créa une armée nationale de 42,000 hommes, divisée en 7 légions ; elle ne se recrutait qu'en France et le roi seul nommait les officiers. Elle devait remplacer en partie les corps de mercenaires étrangers qui avaient leurs chefs propres ; cette organisation n'était pas achevée lorsque la guerre recommença. *Charles-Quint* expulse les Français de l'Italie et envahit la Provence : mesure désespérée adoptée par le maréchal de Montmorency de changer le pays en un désert pour arrêter la marche de l'armée impériale. Désastres de l'armée allemande : elle se retire en Italie, suivie de près par François I[er]. Celui-ci fait citer l'empereur sous le nom de Charles d'Autriche devant le parlement de Paris et le fait déclarer déchu du comté de Flandre, fief de la couronne de France. Négociations par l'entremise du pape Paul III ; *trêve de Nice* (l'an 1538). Voyage de l'empereur à travers la France (l'an 1540) ; on a fait à François I[er] un singulier mérite de ne pas avoir violé le droit d'hospitalité à l'égard de Charles-Quint pendant son séjour à Paris ; mais s'il avait mis la main sur la personne de son hôte, un acte d'une aussi insigne déloyauté, loin de servir ses intérêts, aurait soulevé contre lui l'Europe tout entière.

L'empereur offrit d'investir le duc d'Orléans du *duché de Milan* à condition que ce duché ne serait jamais réuni à la couronne de France et que François I[er] renoncerait à son droit de suzeraineté sur la Flandre ; ces condi-

çois Ier. Sur ces entrefaites des troubles éclatèrent à Gand, l'empereur traversa la France pour se rendre dans les Pays-Bas, et il fut reçu à Paris avec une grande distinction.

La bonne entente entre les deux princes ne fut pourtant pas de longue durée; lorsque Charles-Quint eut investi *du duché de Milan*, son fils Philippe, François Ier, qui n'avait cessé de réclamer ce duché pour un de ses enfants, déclara la guerre à l'empereur. Il fit de nouveau alliance avec les *princes protestants d'Allemagne* et avec le *sultan* et parvint à conclure des traités avec les souverains protestants de *Suède* et de *Danemark;* mais il perdit l'appui de *Henri VIII*, qui fit cause commune avec l'empereur. Les hostilités s'ouvrirent par la prise de *Nice*, dont la flotte franco-turque s'empara: elle fut suivie de la victoire que l'armée française remporta à *Cérisoles* dans le Piémont. Cependant les Anglais attaquèrent *Boulogne*, tandis que l'empereur menaçait Paris, dont il n'était plus qu'à une journée de marche. Les négociations recommencèrent alors et elles aboutirent à la *paix de Crépy* par laquelle les deux parties renonçaient à toutes les conquêtes qu'elles avaient faites pendant la guerre. Toutefois le roi d'Angleterre con-

---

tions ayant été rejetées, Charles-Quint donna le duché de Milan à son fils *Philippe*. Ce fut donc à tort que François Ier se plaignit et accusa l'empereur d'avoir manqué à sa parole. Négociations du roi de France avec les protestants d'Allemagne et les rois de Danemark et de Suède. Il envoie à Constantinople deux ambassadeurs qui sont assassinés en Lombardie. — *Quatrième guerre* (1542-1544). François Ier déclare la guerre à l'empereur, quoique celui-ci promit de faire rechercher et de punir les assassins. Alliance de François Ier avec le sultan Soliman : la flotte française s'unit à la flotte turque sous le commandement de Barberousse; prise et sac de Nice par les flottes combinées. La flotte turque passe l'hiver à Toulon, qui est évacué par les habitants, sur l'ordre du roi; horreurs commises par les Turcs contre les chrétiens. *Victoire de Cérisoles*, remportée sur l'armée impériale par le comte d'Enghien (l'an 1544). Une armée anglaise envahit la Picardie; l'empereur pénètre dans la Champagne et menace Paris, mais le roi d'Angleterre refuse de marcher sur cette ville; en outre une guerre de religion étant imminente en Allemagne, l'empereur consent à entrer en négociations; *paix de Crépy* (1544), dont voici les conditions: François Ier renonce à ses prétentions sur l'Aragon, le royaume de Naples, la Flandre et l'Artois; l'empereur, de son côté, a ses prétentions sur le duché de Bourgogne, le comté de Boulogne et les villes sur la Somme. Un mariage est projeté entre

tinua les hostilités encore pendant deux ans. François Ier et Henri VIII se réconcilièrent enfin et moururent peu de temps après.

III. — LES PAYS-BAS, LE ROYAUME DE NAPLES ET L'ESPAGNE PENDANT LE RÈGNE DE CHARLES-QUINT. (1519-1556).

LES PAYS-BAS JUSQU'A L'ABDICATION DE CHARLES-QUINT (1519-1556). — Les vastes provinces que la puissante *maison de Bourgogne* avait réunies sous son sceptre, furent transmises par l'héritière de Charles-le-Téméraire à la maison de Habsbourg, excepté toutefois le duché de Bourgogne et la Picardie, que Louis XI réunit aux domaines de la couronne de France. *Charles-Quint* hérita ces pays de son père Philippe-le-Beau ; il en confia le gouvernement à sa tante Marguerite d'Autriche, et après la mort de cette princesse, à sa propre sœur *Marie*, reine-veuve de *Hongrie*. Il agrandit encore ces possessions par des guerres heureuses et des négociations ; les provinces ainsi réunies au nombre de *dix-sept* furent désignées dès lors par le nom de *Pays-Bas*. Après avoir affranchi les comtés de Flandre et d'Artois de la suzeraineté française, Charles-Quint régla

le duc d'Orléans et la fille aînée de l'empereur ; Henri VIII refuse d'accéder à la paix ; il ne se réconcilie avec François Ier que deux ans plus tard (l'an 1546). Mort de Henri VIII et de François Ier dans la même année (l'an 1547).

III. *A consulter :* Héfelé, *Le cardinal Ximenès*, traduit de l'allemand. Tournai, 1856. — *Histoire d'Espagne* (dans le panthéon historique). Paris, 1845. 2 vol. in 8°.

Vastes Etats de la maison de Bourgogne (voyez la 4e part. chap. XVII, § 5). Charles-le-Téméraire les laissa en héritage à sa fille Marie de Bourgogne qui épousa Maximilien d'Autriche : le duché de Bourgogne en fut détaché pour être réuni aux domaines de la couronne de France. La Flandre et l'Artois restèrent fiefs français : les autres provinces dépendaient de l'empire germanique. Réunion de ces Etats et des vastes possessions de la maison de Habsbourg, par suite du mariage de Philippe-le-Beau, fils de Maximilien, avec Jeanne-la-Folle, héritière des royaumes d'Aragon et de Castille. Maximilien conserva le gouvernement des provinces belges et le confia ensuite à sa fille *Marguerite d'Autriche* (1507-1530). Charles-Quint donna ce gouvernement, après la mort de sa tante, à *Marie de Hongrie* (1530-1556). Il augmenta notablement ces provinces, en achetant à l'évêque Henri de Bavière la seigneurie d'Utrecht et la province d'*Overyssel* (l'an 1528), en recevant la soumission volontaire du pays de *Groningue* (l'an

les rapports des autres provinces avec l'empire germanique, dont elles faisaient partie comme fiefs de la couronne impériale. Il composa des dix-sept provinces le *cercle de Bourgogne* et détermina la part de contributions qu'elles seraient tenues de fournir à l'empire; ensuite il en fit une principauté héréditaire et indépendante, exempte des lois ou décisions portées dans les diètes générales de l'empire. Cet acte important rompit presque entièrement le lien féodal qui avait uni la plupart de ces provinces à l'empire germanique. Les troubles qui éclatèrent à Gand, à l'occasion d'un secours extraordinaire demandé par la Gouvernante, fournirent à Charles-Quint l'occasion d'affermir son autorité dans les Pays-Bas: les Gantois perdirent presque tous les priviléges dont ils avaient joui jusqu'alors.

Le royaume de Naples et de Sicile sous le règne de Charles-Quint (1519-1556). — Le royaume de Naples et de Sicile avait réuni à celui d'Aragon, vers le milieu du quinzième siècle, et avait reçu, après la mort d'Alphonse V, une dynastie aragonaise. Attaqué tour à tour par les rois de France et d'Aragon, ce royaume finit par rester à *Ferdinand-le-Catholique*, auquel succéda *Charles-Quint.* La tranquillité n'y fut pas troublée sous le règne de Charles-Quint, qui le faisait gouverner par des vice-rois; François Ier échoua dans sa tentative contre la ville de Naples.

1536) et en faisant la conquête des pays de *Gueldre* et de *Zutphen* (l'an 1543). — Révolte à *Gand;* cette ville la plus puissante des Pays-Bas, est soumise et privée de ses priviléges (l'an 1540). Les Pays-Bas furent érigés en *cercle de Bourgogne* à la diète d'Augsbourg (l'an 1548); les relations des *Pays-Bas* avec l'empire furent réglées de telle manière qu'ils formèrent dès lors une principauté presque entièrement indépendante. Charles-Quint y établit un ordre de succession uniforme par sa *pragmatique* (1549). L'empire germanique fut ainsi considérablement affaibli; Charles-Quint sacrifia, dans cette occasion, l'intérêt général à celui de sa dynastie.

État de l'Espagne lors de la réunion des royaumes d'Aragon et de Castille (voyez la 4e part. chap. XVIII, § 2). Isabelle montra le plus grand zèle pour la propagation du christianisme; elle fut secondée par *Ximenès*. Issu d'une famille noble, mais pauvre, cet homme illustre fut d'abord moine franciscain, puis archevêque de Tolède, cardinal, ministre et régent du royaume de Castille après la mort de la reine Isabelle: au milieu de toutes les grandeurs du monde, il menait une vie tellement austère et pieuse que ses contemporains le considéraient comme un Saint. Le cardinal Ximenès

Le seul grand fléau dont ce pays eut à souffrir, ce furent les descentes des Turcs sur les côtes de Naples et de Sicile; ces ennemis du nom chrétien y exercèrent de grands ravages, firent de nombreux prisonniers qu'ils emmenèrent en esclavage, et troublèrent le commerce italien. Toutefois ce royaume fut plus heureux alors que sous le règne *de la dynastie d'Anjou.*

L'ESPAGNE SOUS FERDINAND ET ISABELLE (1479-1516). — Une nouvelle ère commença pour l'Espagne à la fondation de la *monarchie espagnole* par suite du mariage de *Ferdinand-le-Catholique* et *d'Isabelle de Castille.* Les deux royaumes d'Aragon et de Castille conservèrent, il est vrai, leur organisation propre et leur administration séparée, mais leur réunion sous un même sceptre éleva bientôt l'Espagne au rang des grandes puissances européennes. Cette transformation fut l'œuvre de Ferdinand et d'Isabelle, et du célèbre cardinal Ximenès. Ce grand homme d'État, aussi distingué par ses vertus que par sa haute intelligence, fut le principal conseiller de la reine Isabelle, et comme tel, il eut une large part aux principaux événements qui ont illustré le règne de cette princesse. Le plus beau titre de gloire de Ferdinand et d'Isabelle, c'est d'avoir expulsé les *musulmans* de l'Espagne. Il leur fallut cependant dix ans de guerre pour faire la conquête *du royaume de Gre-*

---

prit une large part à l'organisation de la monarchie espagnole. Conquête du *royaume musulman de Grenade* (1482-1492). Cette conquête était d'autant plus importante que les souverains musulmans de Grenade, soutenus par les musulmans d'Afrique, avaient souvent pris part aux guerres intestines de l'Espagne et en avaient profité pour faire des incursions dévastatrices dans les royaumes d'Aragon et de Castille. La conquête de Grenade fut surtout l'œuvre de la reine Isabelle, qui souvent se trouva en personne auprès de l'armée chrétienne. Fondation de la ville fortifiée de *Santa-Fé* (la sainte foi), dans le voisinage de Grenade. Le pape donna à Ferdinand et Isabelle le titre de *rois catholiques*. La population musulmane du royaume de Grenade était nombreuse et riche. La reine Isabelle, le cardinal Ximenès et le pieux archevêque de Grenade, Talavéra, déployèrent le plus grand zèle pour convertir les musulmans au christianisme; mais les nombreuses conversions qui en résultèrent produisirent une grande irritation chez les musulmans zélés, et plusieurs révoltes éclatèrent. Les juifs, dans le royaume de Grenade ainsi que dans le reste de l'Espagne, possédaient de grandes richesses : ils devinrent dangereux par leur connivence avec ceux de leurs coreligion-

nade. *Abou-Abdallah*, dernier roi de Grenade, se réfugia en Afrique, et la domination des musulmans en Espagne se trouva ainsi anéantie, huit siècles après leur première invasion dans ce pays. — Mais la nombreuse population musulmane de l'ancien royaume de Grenade ne supporta qu'avec répugnance le joug des chrétiens. Elle trouva des alliés parmi les Juifs, qui étaient très-nombreux en Espagne, et des troubles sérieux éclatèrent en vue de livrer le pays aux souverains musulmans d'Afrique. En présence de ce danger, une mesure énergique devenait nécessaire: la population musulmane et juive fut mise en demeure d'opter entre la conversion au christianisme et l'émigration ; on permit à ceux qui prendraient ce dernier parti d'emporter leur fortune avec eux. Dans le but d'empêcher que le christianisme ne servît de masque à ceux qui restaient attachés à leur ancienne religion, Ferdinand et Isabelle instituèrent le *tribunal de l'Inquisition* ; ce tribunal était tout à fait différent de celui que les Souverains Pontifes avaient établi au treizième siècle contre les Albigeois de France. — La découverte de l'Amérique rehaussa encore la gloire du règne de Ferdinand et d'Isabelle, qui avaient fourni à Christophe Colomb la flotte avec laquelle il accomplit cette mémorable expédition. — *Jeanne-la-Folle*, qui avait épousé *Philippe-le-Beau*, devait succéder

---

naires qui s'étaient fait baptiser pour parvenir aux emplois publics, mais qui étaient restés secrètement attachés à la religion juive. Etablissement de l'*Inquisition espagnole ;* c'était un tribunal civil dans lequel siégeaient aussi des conseillers ecclésiastiques, mais tous nommés par le roi. Le pape *Sixte IV* réclama contre cette organisation et conseilla de maintenir l'*Inquisition romaine* (voyez la 4e part. chap. XI, § 1). Les papes prirent maintes fois la défense de ceux qui étaient condamnés par l'Inquisition espagnole, et par là même se mirent souvent en opposition avec la cour d'Espagne. L'Inquisition espagnole fut instituée dans un but politique et fut, dès le principe, tout à fait indépendante de l'Eglise. Les crimes commis contre la religion, contre la morale publique, contre le souverain et contre la sûreté de l'Etat tombaient sous sa juridiction. Elle punissait ainsi les crimes d'hérésie et d'apostasie, la religion chrétienne étant seule tolérée. D'ailleurs le principe, *cujus est regio illius est religio*, était partout admis et mis en pratique, et l'histoire atteste que, dans les Etats protestants, on s'y conforma avec la dernière rigueur. Cette sévérité, on la rencontre en général et dans le droit pénal et dans la procédure criminelle du moyen-âge. (Voyez la

à Isabelle sur le trône de Castille ; mais comme elle avait perdu la raison, son mari et Ferdinand d'Aragon furent successivement investis du gouvernement de ce royaume. A la mort de Ferdinand, le royaume de Castille passa, avec celui d'Aragon, à son petit-fils *Charles-Quint*.

Le règne de Charles-Quint en Espagne (1516-1556). — *Charles-Quint* rencontra une forte opposition dans les Etats des royaumes d'*Aragon* et de *Castille*, qui voulaient lui refuser le titre de roi, du vivant de Jeanne-la-Folle, sa mère. Il prit cependant le titre de roi d'Espagne, dès qu'il fut élu empereur d'Allemagne, et ce titre ne lui fut plus contesté. Ayant été élevé dans les Pays-Bas, Charles-Quint emmena avec lui en Espagne son précepteur, le cardinal *Adrien d'Utrecht*, et lui confia la régence de la Castille, lorsqu'il dut lui-même se rendre en Allemagne. Cet acte mécontenta Ximenès et les Castillans. Une révolution éclata dans la Castille ; les villes de cette province conclurent entr'elles une alliance connue sous le nom de *Sainte-Ligue*. Mais leurs troupes furent défaites par l'armée royale qui se composait surtout de la noblesse du pays ; le roi étant revenu en Espagne, les traita avec une grande générosité. La conquête du Mexique par *Cortez* et celle du Pérou par *Pizarre* donnèrent un nouvel élan au commerce de l'Espagne. Cependant les fréquentes absences de Char-

---

réfutation des fausses accusations formulées contre l'Inquisition dans l'ouvrage de Héfelé, *le cardinal Ximenès*). — Découverte de l'Amérique (voyez chap. IV). Mort d'*Isabelle de Castille* (1504). *Philippe-le-Beau*, nommé régent, mourut deux ans plus tard (l'an 1506) ; Ferdinand prit alors le gouvernement de la Castille et le partagea avec Ximenès, qui en fut chargé seul après la mort de Ferdinand (l'an 1516). *Charles-Quint*, fils de Philippe-le-Beau et de Jeanne-la-Folle, monte sur le trône d'Espagne.

A la mort de Ferdinand (l'an 1616), les Etats d'Aragon et de Castille ne voulurent reconnaître Charles-Quint que comme régent ; le cardinal *Ximenès* prit les rênes du gouvernement en Castille. Charles y avait envoyé son ancien précepteur, le cardinal *Adrien d'Utrecht*, avec lequel Ximenès dut partager le pouvoir. Charles-Quint arrive en Espagne (l'an 1717) et congédie Ximenès. Nouvelle opposition des États ; Charles-Quint prend le titre de roi d'Espagne lors de son élection à l'empire (l'an 1519). Son départ pour l'Allemagne (l'an 1520) : il donne la régence de Castille à Adrien d'Utrecht. Mécontentement des Castillans. Une révolte éclate à *Tolède* : un jeune noble, *Jean de Padilla*, se met à la tête des mécontents. Toutes les grandes

les-Quint, ainsi que ses guerres contre François Ier et les protestants d'Allemagne, provoquèrent de nombreuses réclamations de la part des Etats d'Aragon et de Castille. La noblesse de ce dernier royaume, convoqué à Tolède, refusa au roi les subsides qu'il réclamait pour subvenir aux frais de la guerre contre la France et contre les Turcs. Cette opposition détermina Charles-Quint à ne plus convoquer les Cortès; il les remplaça par une assemblée composée de trente-six députés, deux de chacune des grandes villes de la Castille. La noblesse ne siégea pas dans ces assemblées et vit ainsi son influence diminuer considérablement. Les Espagnols saluèrent avec joie l'abdication de Charles-Quint et l'avénement de *Philippe II*, parce que le nouveau roi venait fixer sa résidence en Espagne, où il avait passé sa jeunesse, et qu'il était espagnol par les mœurs et le caractère.

---

villes de la Castille prennent part au mouvement et concluent la *Sainte-Ligue* (l'an 1520). La noblesse castillane irritée de voir ses priviléges attaqués par les villes, se range du côté du roi. La guerre dure deux ans et se termine par la défaite des révoltés (l'an 1520). Retour de Charles-Quint; il ne fait punir qu'un petit nombre des plus coupables et publie une amnistie générale. — Conquête du *Mexique* par Cortez (l'an 1521); conquête du *Pérou* et du *Chili* par Pizarre (1529-1535): grand développement du commerce espagnol (voyez chap. IV). Expédition de Charles-Quint contre Alger et Tunis (voyez plus haut, page 62). Guerres contre la France. Embarras financiers de Charles-Quint : il ne peut faire face aux frais de ces expéditions. Les *Cortès de Castille* sont convoqués à Tolède (l'an 1538); elles refusent de voter le subside qui leur est demandé, sous forme d'un impôt général à prélever sur les marchandises et désigné par le nom d'*assises*. L'assemblée est congédiée, et dès lors la noblesse n'est plus convoquée aux Cortès. Abdication de Charles-Quint (l'an 1556). Sa retraite au monastère de Yust. Il mourut deux ans après (le 21 septembre, 1558).

CHAPITRE III.

L'ORIENT, DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS JUSQU'A LA DÉCADENCE DE L'EMPIRE OTTOMAN. (1453-1648.)

1. — MAHOMET II. (1453-1481.)

SON RÈGNE (1453-1481). — La prise de Contantinople par les Turcs fit disparaitre la dernière puissance chrétienne en Orient. Les sultans turcs songèrent alors à étendre leur domination vers l'ouest et commencèrent une longue série de guerres et d'invasions, qui anéantirent complétement la prospérité des pays limitrophes de la Turquie; le *royaume de Hongrie* et les pays qui en dépendaient, la Transylvanie, l'Esclavonie et la Dalmatie eurent beaucoup à souffrir des Turcs; c'est de ce moment que date pour ces contrées une décadence qui ne devait s'arrêter qu'au bout de deux siècles. — Après la prise de Constantinople, *Mahomet II* assujettit les provinces européennes de l'empire grec et soumit successivement la Grèce, la Servie, la Valachie et la Bosnie. L'Epire et l'Albanie purent lui résister, grâce au vaillant *Scanderbeg*, prince d'Epire. Mahomet songea

---

Développements. — *A consulter :* Schoell, cité plus haut. Zinkeisen, *Histoire de l'Empire ottoman.* Gotha 1856. vol. 2, 3 et 4 (dans la collection de Heren et Uhert.) — Hammer, *Histoire de l'empire ottoman,* traduite de l'allemand dans le Panthéon historique. Paris 1845.

1. *Prise de Constantinople* et établissement de l'empire ottoman en Europe (voyez la 4e partie chap XIV. § 2). Malgré la promesse que Mahomet avait faite aux habitants de Constantinople de leur laisser leurs propriétés et la liberté religieuse, il s'empara d'un grand nombre d'églises, entre autres de la magnifique cathédrale de *Sainte-Sophie*, et les changea en mosquées. Le patriarche grec de Constantinople releva dès lors du sultan, qui se réserva le droit de le confirmer dans sa dignité après son élection. — *Conquêtes de Mahomet II en Europe :* la plus grande partie des provinces grecques en Europe étaient déjà tombées au pouvoir des Turcs, qui avaient fait aussi de nombreuses invasions dans la Hongrie (voyez la 4e part. chap. XIV. § 2). Mahomet II expulsa de la *Grèce* les familles vénitiennes, espagnoles et françaises, qui gouvernaient des Etats indépendants depuis la fondation de

alors à faire la conquête de la Hongrie, mais il échoua devant *Belgrade:* cette ville était défendue par *Jean Hunyade* et *S. Jean Capistran*, qui étaient accourus à son secours avec une armée de croisés, rassemblée par les soins du *pape Calixte III*. Mahomet ne fut pas plus heureux dans une expédition contre *Rhodes;* il fut repoussé par les chevaliers Hospitaliers, maîtres de cette île. Mais il alla ravager la Carinthie, tandis que sa flotte faisait des descentes sur les *côtes de l'Italie* et s'emparait de la ville d'Otrante. Les conquêtes de Mahomet II en Asie portèrent un coup funeste au commerce des *Vénitiens* et des *Génois*, qui furent à peu près exclus de la *mer Noire*. Après la destruction de l'*empire grec de Trébizonde*, le puissant sultan se trouvait maître de toute l'Asie-Mineure. Ses contemporains lui ont donné le surnom de *Conquérant*.

Mahomet II ne négligea pas de prendre des mesures pour organiser son empire qu'il dota d'une administration régulière; il établit un grand nombre de fonctionnaires publics, sous l'entière dépendance du sultan dont la volonté devait être la loi suprême. Pour prévenir les troubles qui pouvaient éclater à la mort d'un sultan, il porta cette loi barbare qui oblige chaque prince turc de mettre à mort, lors de son avénement, tous ses frères et parents dont les

---

l'empire latin à Constantinople. Il força les princes de *Serrie* (l'an 1459), de *Bosnie* (l'an 1463) et de *Valachie* (l'an 1464) à reconnaître son autorité. Guerre contre l'Epire et l'Albanie (1464-1467). Invasion dans la *Hongrie* (l'an 1456) et siége de *Belgrade* (voyez la 4e part. chap. XX. § 2). Il attaque les possessions des *Vénitiens* dans l'Archipel et leur enlève plusieurs îles (1463-1479). Dévastation de la *Carinthie* et de la *Styrie* (l'an 1479). Descentes dans le *midi de l'Italie* et le royaume de Naples; prise d'*Otrante* (l'an 1479). Mahomet assiége *Rhodes* (1479-1480), cette île est vaillamment défendue par l'Ordre des *Hospitaliers* qui s'y était retiré depuis la perte de la Terre-Sainte. — *Conquêtes* de Mahomet II en *Asie:* conquêtes de *l'Asie-Mineure*, et fin de l'empire grec de Trébizonde (l'an 1462), dont la dynastie des Comnènes avait occupé le trône pendant plus de deux siècles et demi (1204-1462) (voyez la 4e part. chap. X, § 5). Prise de la ville de *Jaffa* principal centre du commerce des *Génois* sur la mer Noire et la mer d'Azof. Le commerce des Génois et des Vénitiens sur ces deux mers est à peu près anéanti. — Organisation de l'empire; c'était une monarchie absolue; le sultan réunissait en sa personne tous les pouvoirs; sa volonté faisait loi; l'administration civile était calquée sur l'administration militaire, tous les fonction-

prétentions pourraient être à craindre pour lui. Cependant le but que se proposait Mahomet II ne fut pas complétement atteint, et des guerres intestines déchirèrent fréquemment l'empire ottoman.

II. LES SUCCESSEURS DE MAHOMET JUSQU'À L'AVÉNEMENT DE SOLIMAN Ier. (1481-1520.)

Bajazet II (1481-1512). — Les deux fils de Mahomet II, *Bajazet* et *Djem*, se disputèrent le trône par les armes; le premier triompha et se fit proclamer à Constantinople. Les armes musulmanes ne furent pas heureuses sous ce prince; il ne réussit pas à faire la conquête de la *Syrie* sur les sultans d'Egypte et il éprouva une défaite complète dans la *Styrie*. Il fit sans grand résultat la guerre aux Vénitiens et se vit forcé de conclure un traité de paix avec Ladislav VIII, roi de Hongrie. Sous son règne, un tremblement de terre détruisit une grande partie de Constantinople. Les dernières années de Bajazet furent troublées par l'ambition de ses fils. Il destinait le trône à son second fils Ahmed; mais *Sélim*, le troisième, ayant gagné les janissaires, le força d'abdiquer lui-même. Bajazet mourut quelques jours après son abdication, empoisonné peut-être par ordre de son fils.

---

naires étaient nommés et destitués par le sultan. Loi horrible ordonnant le fratricide à chaque sultan pour empêcher les guerres de succession.

II. Guerre entre *Bajazet et Djem* ou *Zizim*, à la mort de Mahomet II : le premier était soutenu par les janissaires; Djem est défait et se réfugie en Egypte; mais se voyant poursuivi par son frère, il se sauve à Rhodes d'où il se rendit plus tard en Italie; il fut empoisonné (l'an 1494) par un rénégat que Bajazet avait suborné : c'est à tort que quelques auteurs rejettent ce crime sur le pape Alexandre VI. — *Guerre de Bajazet en Egypte* (1486-1490) : il perd deux batailles et conclut la paix avec le sultan des Mamelouks. — Invasion dans la *Styrie* (l'an 1494) : Bajazeth est défait dans la bataille de Villach. — Guerre contre les *Vénitiens* (1499-1502). Bajazeth prend *Lépante*, *Navarin* et *Duras*. Les Vénitiens s'emparent de l'île de *Céphalonie* et la conservent pendant la paix. Constantinople est ébranlée par un terrible *tremblement de terre* qui se renouvelle pendant quarante-quatre jours et qui s'étend sur une grande partie de la Thrace (l'an 1509) : la ville est détruite en grande partie ; 5,000 personnes périssent. *Guerre civile* (1510-1512). Bajazet avait donné à ses fils et petits-fils des gouvernements en Asie ; il

Sélim Ier (1512-1520). — Le nouveau sultan était un prince énergique, mais cruel. Il commença son règne par mettre à mort tous ses frères avec leurs enfants ; ensuite il fit massacrer plus de quarante mille personnes appartenant à la secte des Alites et ordonna de tuer tous les chrétiens qui refuseraient d'embrasser l'Islamisme. Ceux-ci invoquèrent la promesse que leur avait faite Mahomet II de respecter leur religion, et l'ordre donné par Sélim ne fut pas exécuté; mais un grand nombre d'églises leur furent enlevées. *Sélim Ier* fit la conquête de l'Assyrie et de la Mésopotamie sur le Shah des Perses, qui avait donné asile à quelques-uns des parents du sultan. Il porta ensuite ses armes contre les sultans d'*Egypte* et réunit ce pays à l'empire ottoman, ainsi que la *Syrie* et la *Palestine*. Le gouverneur de la *Mecque* reconnut son autorité et consentit à lui payer tribut. Sélim rétablit en partie l'ancien *khalifat arabe* et ajouta encore la *Moldavie* à ses Etats européens. Ses conquêtes préparèrent la voie à son fils *Soliman Ier*, sous lequel l'empire ottoman parvint au comble de sa puissance et de sa grandeur.

---

destinait le trône à son second fils *Ahmed ;* mais *Sélim*, le troisième, prit les armes; vaincu d'abord, il fut proclamé ensuite par les janissaires, et Bazazet dut abdiquer. — *Sélim I* (1512-1520) : Son caractère farouche ; il fit périr ses deux frères et plusieurs de ses neveux ; les autres s'étant sauvés en Perse. Massacre des *Alites* ou *Chiites* (l'an 1514). Persécution des chrétiens; elle cessa, grâce à l'intervention du patriarche qui prouva que Mahomet II, lors de la prise de Constantinople, avait promis la liberté religieuse aux chrétiens. — Révolution en *Perse ;* la dynastie de *Sofi* monta sur le trône avec *Ismaïl*, et le conserva pendant deux siècles (1501-1722). *Ismaïl*, qui appartenait à la secte des *Alites*, ayant donné asile aux neveux de Sélim, celui-ci lui déclara la guerre et se rendit maître des contrées comprises entre l'Euphrate et le Tigre (l'an 1514). Troubles en *Egypte ;* les *sultans mamelouks* de la dynastie des *Djorides* périrent presque toujours par la violence, de sorte que très-souvent ceux qui devaient monter sur le trône le refusaient. *Sélim* profita de cet état de choses et fit la conquête de la Syrie, de la Palestine et de l'Egypte (1516-1517) où il fit massacrer 50,000 Mamelouks. Ces pays formèrent autant de provinces de l'empire turc. Le *chérif* ou gouverneur de la *Mecque* fit sa soumission à Sélim (l'an 1518). La *Moldavie* tomba également sous la dépendance du sultan ottoman, tout en conservant un prince indigène (l'an 1516).

III. — RÈGNE DE SOLIMAN I, SURNOMMÉ LE MAGNIFIQUE. (1520-1566.)

SOLIMAN Ier : SON CARACTÈRE ET SES GUERRES. — Les quarante-six années du règne de Soliman forment la période la plus brillante de l'empire turc-ottoman. Ce prince, qui a reçu de ses contemporains le surnom de *Magnifique*, se distinguait par une grande bravoure et par une rare générosité, malgré quelques actes de cruauté dont il se rendit coupable. Des vues larges et hardies, une activité infatigable, embrassant tous les besoins d'un vaste empire, firent de Soliman un grand souverain et lui inspirèrent des actes qui étaient de nature à illustrer son règne. Les principales guerres de Soliman furent celles contre la *Hongrie*, contre *l'île de Rhodes*, contre *la Perse*, contre *les Vénitiens*, et l'île de Corfou, et contre *la Moldavie*.

PREMIÈRES GUERRES DE SOLIMAN DANS LA HONGRIE (1521-1533). — Les sultans de Constantinople, ayant par des conquêtes successives étendu leur domination jusqu'aux frontières de Hongrie, ne cessaient de convoiter ce pays riche et prospère: les guerres intestines et les troubles qui le déchiraient alors favorisèrent singulièrement les projets

---

III. *Soliman I* est souvent appelé *Soliman II* par les auteurs contemporains : mais les Turcs le considèrent comme le premier sultan de ce nom. Ce prince était aussi remarquable comme général que comme homme d'État. Il possédait toutes les qualités d'un parfait musulman : on ne peut pas dire cependant qu'il fut vertueux dans le sens chrétien du mot. Sa condescendance envers sa femme *Roxelane* et son visir *Roustem*, l'exécution de plusieurs de ses filles, et de plusieurs anciens favoris, par son ordre, sont des taches dans sa vie. *Soliman I* déposa rarement les armes pendant son règne ; et il commanda en personne ses armées dans treize campagnes. Voici ses guerres dans l'ordre chronologique :

1° Première guerre en Hongrie (l'an 1521).
2° Guerre contre l'île de Rhodes (l'an 1522).
3° Deuxième guerre en Hongrie (l'an 1526).
4° Troisième guerre en Hongrie (l'an 1529).
5° Quatrième guerre en Hongrie (l'an 1432)
6° Première guerre contre la Perse (l'an 1535).
7° Guerre contre Venise et Corfou (l'an 1537).
8° Guerre contre la Moldavie (l'an 1538).
9° Cinquième guerre en Hongrie (l'an 1540-1547).
10° Sixième guerre en Hongrie (1552-1562).

de Soliman. Irrité de ce que les Hongrois avaient jeté en prison un de ses ambassadeurs, Soliman marcha contre eux et s'empara de l'importante ville de *Belgrade*, considérée avec raison comme le principal boulevard contre les Turcs. L'armée qu'il laissa en Hongrie devait poursuivre ses conquêtes, pendant qu'il conduisait lui-même sa flotte contre Rhodes ; mais elle n'obtint que des succès insignifiants. Soliman entreprit ensuite une seconde expédition avec une armée formidable. Le jeune *Louis II* périt dans la *sanglante bataille de Mohacz ;* le vainqueur prit *Bude*, capitale du royaume, et donna la couronne à *Jean Zapolya*, gouverneur de la Transylvanie. Mais après la retraite des Turcs, une grande partie de la noblesse hongroise éleva sur le trône *Ferdinand d'Autriche*, frère de Charles-Quint, qui avait épousé la sœur de Louis II. *Zapolya* fut vaincu et implora le secour de Soliman, qui envahit la Hongrie pour la troisième fois. Rien ne put résister au conquérant: Bude se rendit et Zapolya y fut installé. Le sultan marcha alors sur Vienne et mit le siége devant cette ville : mais les habitants se défendirent vaillamment, repoussèrent tous les assauts et le forcèrent à se retirer. Ferdinand fut appelé dans la Hongrie ; il recommença la guerre con-

---

11° Deuxième guerre contre la Perse (l'an 1548).

12° Troisième guerre contre la Perse (l'an 1553).

13° Dernière guerre en Hongrie et mort de Soliman Ier devant Sigeth (l'an 1566)

Déjà avant la prise de Constantinople, la *Hongrie* avait eu à souffrir des attaques des Turcs-Ottomans. *Mahomet II* en avait de nouveau tenté la conquête (voyez plus haut, p. 67). Après sa mort les attaques devinrent moins fréquentes, sans cependant cesser entièrement. Mort de *Wladislav II* (l'an 1516); la minorité de son fils *Louis II* fut signalée par de graves désordres. Louis II donne sa main à *Marie* sœur de *Ferdinand d'Autriche*, qui de son côté épousa Anne, sœur de Louis II (l'an 1521). Ce dernier mariage prépara la réunion de la Hongrie aux Etats de la maison de Habsbourg-Autriche. L'envoyé de Soliman est mis en prison et maltraité. *Première guerre en Hongrie* (l'an 1521) : elle a pour résultat la prise de *Belgrade* et de *Semlin*, les clés de la Hongrie. La guerre contre Rhodes interrompit l'expédition de Soliman. Louis II ne fait rien pour chasser les Turcs de Belgrade. *Seconde guerre en Hongrie* (l'an 1526). Soliman envahit ce pays à la tête de 100,000 hommes. *Louis II* n'en avait pu réunir que 25,000. *Bataille de Mohacz ;* bravoure des Hongrois et de Louis II, qui périt dans le combat. Prise de Bude ; Soliman confirme *Jean Zapolya*, gouverneur de la Transylvanie, dans la pos-

tre Zapolya et négocia pour la paix avec Soliman. Mais celui-ci réclama toute la Hongrie et, sur le refus de Ferdinand, il l'envahit de nouveau avec une armée innombrable, après avoir conclu une alliance avec François Ier, roi de France. *Charles-Quint*, alarmé des progrès des Turcs, avait réussi à réunir de nombreuses troupes en Allemagne pour se porter à leur rencontre : Soliman n'osa pas accepter le combat et se retira à Constantinople. Il consentit même à conclure la paix avec *Ferdinand d'Autriche*, qui fut toutefois obligé de partager la Hongrie avec Zapolya et de reconnaitre la suzeraineté du sultan pour la partie qu'il conservait lui-même.

GUERRES CONTRE LES HOSPITALIERS : CONQUÊTE DE RHODES (l'an 1522). SIÉGE DE MALTE (l'an 1536). — Plusieurs motifs décidèrent Soliman I à entreprendre une expédition contre l'*île de Rhodes*. Les chevaliers de S.-Jean, maitres de cette île, après avoir repoussé une attaque de *Mahomet II*, ne cessaient d'inquiéter les possessions turques dans l'Asie-Mineure, la Grèce et l'Archipel. La conquête de Rhodes devenait donc nécessaire pour assurer la domination des Turcs dans ces contrées. Soliman conduisit contre Rhodes une armée de trois cent mille hommes et une flotte

---

session du trône, sur lequel l'avait élevé une fraction de la noblesse hongroise, tandis que une autre fraction avait choisi *Ferdinand d'Autriche*. Guerre entre les deux princes; la victoire reste à Ferdinand qui se fait élire une seconde fois dans une grande assemblée solennelle à Bude. *Zapolya* ayant perdu la Hongrie se retire en Transylvanie. Il s'adresse alors à Soliman qui entreprend sa *troisième expédition* contre la *Hongrie* (l'an 1529). Malheureuses divisions parmi les Hongrois ; *Zapolya* et ses partisans s'unissent aux Turcs. Conquête du pays et prise de Bude. Soliman marche sur *Vienne* et assiége cette ville avec une armée de 120,000 hommes : défense héroïque de la place par le *comte de Salm* avec 16,000 hommes ; le comte repousse les assauts des Turcs qui s'en retournent à Constantinople. Nouvelle guerre en Hongrie entre Ferdinand et Zapolya; celui-ci obtient le secours des Turcs, qui commettent les plus grandes violences dans le pays. Tentatives faites pour amener la paix entre les deux princes. Armements de *Soliman*, qui déclare la guerre à Charles-Quint et entreprend sa *quatrième expédition* (l'an 1532) à la tête de 200,000 hommes. Charles-Quint rassemble une grande armée avec le secours que lui accordent tous les princes d'Allemagne (voyez plus haut, page 16). Défense héroïque de la petite ville de *Gunz* ; pendant trois semaines cette ville arrête la marche de l'armée turque et donne ainsi à Charles-Quint le temps d'arriver avec son

de trois cents navires. Les chevaliers, sous le commandement de leur grand-maître, *Villiers de l'Ile-Adam*, quoique abandonnés de toutes les puissances chrétiennes, se défendirent longtemps avec le plus héroïque courage. Réduits à un petit nombre de guerriers après six mois de siége, ils obtinrent une capitulation honorable : l'île de Rhodes fut incorporée à l'empire turc. Les chevaliers de S.-Jean se retirèrent dans les couvents qu'ils possédaient en Europe : le grand-maitre s'étant rendu à Rome, obtint de l'empereur Charles-Quint, par l'entremise du pape Clément VII, l'*île de Malte*, qui devint ainsi le nouveau siége de l'Ordre. Celui-ci continua à faire la guerre aux Turcs sur la Méditerranée. *Soliman* envoya, vers la fin de son règne, une flotte nombreuse pour faire la conquête de Malte, mais l'expédition échoua, et les Turcs furent obligés de se retirer après un siége de quatre mois, qui leur avait coûté vingt mille hommes.

Guerres contre la république de Venise (1537-1539). — Les Turcs n'avaient pas encore pu établir leur domination sur la Méditerranée, où les Vénitiens leur opposaient des forces navales supérieures. Soliman eut le bonheur de trouver un puissant auxiliaire dans le célèbre corsaire

---

armée. Retraite de Soliman qui n'osait pas accepter la bataille. Des négociations ont lieu à Constantinople entre Ferdinand et Soliman : la paix qui en résulte impose à Ferdinand l'obligation de reconnaître le sultan comme *père* et comme suzerain de la Hongrie. Cette paix dura neuf ans (1532-1541).

L'île de Rhodes était avantageusement située dans l'Archipel, entre l'Asie-Mineure et la Grèce pour faire la guerre aux Turcs. Les Hospitaliers ne cessaient de combattre les ennemis du christianisme : leurs vaisseaux inquiétaient ceux des Turcs et entreprenaient des descentes nombreuses sur les côtés de l'Asie-Mineure et de la Grèce. Mahomet II avait tenté sans succès de s'emparer de Rhodes (voyez plus haut, page 67). Grande expédition de Soliman : il marche en personne contre Rhodes (l'an 1522) ; il attaque à la fois la ville par terre et par mer. Héroïsme des chevaliers : plus de 100,000 Turcs périssent. Soliman fut saisi d'admiration pour le courage des chevaliers : il reçut dans son camp avec les plus grands honneurs le grand-maître *Villiers de l'Ile Adam*, et lui accorda la liberté de se retirer avec tous les chevaliers et les chrétiens qui voudraient le suivre. Une partie de la population chrétienne de Rhodes émigra alors ; le reste se soumit aux Turcs. Le grand-maître se rendit à Rome auprès du pape Clément VII. L'empereur, de concert avec le pape, céda l'*île de Malte* (l'an 1527) à l'Ordre des Hospitaliers, qui en prit possession trois ans plus tard (l'an 1530) et conti-

Barberousse, qui s'était rendu maître de *Tunis* et d'*Alger*, et qui s'était fait remarquer par ses exploits sur mer. Il le nomma amiral de toute la flotte turque, mais il ne put cependant pas empêcher Charles-Quint de faire la conquête de Tunis. Barberousse fut chargé de faire la guerre aux Vénitiens : l'*île de Corfou* lui résista ; mais il s'empara de plusieurs îles dans la mer Ionienne, qui appartenaient aux Vénitiens. Ceux-ci furent vaincus dans un combat naval près de *Prévésa* et n'obtinrent la paix qu'en cédant aux Turcs plusieurs îles dans l'Archipel et deux ports sur les côtes de Dalmatie. Ces conquêtes assurèrent de plus en plus aux Turcs la domination sur la Méditerranée.

LES DERNIÈRES GUERRES DANS LA HONGRIE JUSQU'A LA MORT DE SOLIMAN (1541-1566). — *Jean Zapolya*, ayant réuni à la Transylvanie la partie de la Hongrie que Ferdinand d'Autriche avait été forcé de lui céder, épousa la fille de Sigismond I, roi de Pologne. Il mourut peu de temps après, laissant un fils mineur, et sa veuve, la reine *Isabelle*, appela Soliman à son secours contre Ferdinand qui réclamait toute la Hongrie. Le sultan arriva avec une armée, s'empara de Bude et déclara la Hongrie province turque ; il donna au fils de Zapolya la Transylvanie sous condition

---

nua la guerre sainte contre les mulsumans d'Afrique et d'Asie. Tentative de *Soliman I* pour faire la conquête de Malte (l'an 1565). Malte demeura siége de l'Ordre jusqu'à la fin du dix-huitièmo siècle.

Conquêtes de *Chaïredin Barberousse* (voyez plus haut, page 59). Soliman le nomme amiral en chef de ses forces navales. Expédition de *Charles-Quint* contre *Tunis* (voyez plus haut, ibid.). Les *Vénitiens* refusent d'entrer dans l'alliance que Soliman avait conclue avec *François I* contre l'empereur. La guerre leur est déclarée (1537-1540). Barberousse échoue dans son expédition contre Corfou. Conquête des iles d'Egine, de Paros, de Naxos, de Scyros et de Pathmos ; Candie est ravagée. Les Vénitiens perdent ainsi leurs possessions dans l'Archipel. Victoire navale de *Prévésa*, près d'Actium, remportée par la flotte turque. La paix est conclue avec Venise : Soliman conserve ses conquêtes et se fait payer les frais de la guerre (l'an 1540).

Traité de partage entre *Ferdinand* et *Zapolya* (l'an 1537) : il y était stipulé qu'à la mort de ce dernier toute la Hongrie revlendrait à Ferdinand ou à son successeur, même dans le cas où Zapolya laisserait un fils. Mariage de Zapolya avec la princesse polonaise *Isabelle* (l'an 1539) : il meurt quinze jours après la naissance d'un fils (l'an 1540). La reine Isabelle refuse d'exécuter le traité conclu par son mari. Elle implore le secours du sultan. La guerre recommence alors et dure sept ans. (1540-1547). Siége de Bude par

de reconnaître la suprématie du sultan. Ferdinand d'Autriche fut obligé, pour obtenir un armistice, de renoncer à la plus grande partie de la Hongrie. Il parvint cependant à s'emparer de la *Transylvanie*, ce qui amena une nouvelle guerre. Pendant huit ans, la Hongrie fut horriblement dévastée par les Turcs. La paix fut enfin conclue, et les Turcs conservèrent une grande partie de leurs conquêtes; *Jean Sigismond*, fils de Zapolya, ajouta aussi, par ce traité, des provinces hongroises à la Transylvanie, sans prendre toutefois le titre de roi. *Maximilien II*, fils et successeur de Ferdinand, chercha à rétablir son autorité dans la Hongrie; Soliman accourut au secours de *Jean Sigismond* avec une nombreuse armée. Il mourut pendant qu'il assiégeait la ville de *Sigeth*, vaillamment défendue par le brave *Zriny*. Les Turcs s'en emparèrent cependant après la mort de Soliman, mais ils n'y trouvèrent que des ruines. — Les guerres de Soliman contre la Perse n'avaient eu d'autre résultat que la dévastation d'une partie de l'Asie centrale. Il avait porté ses armes victorieuses jusqu'au Tigre, mais les contrées qu'il avait assujetties ne lui restèrent pas; le Shah de Perse y rétablit son autorité après la retraite des Turcs.

Ferdinand : Soliman le force à se retirer et accueille dans son camp la reine Isabelle; il s'empare ensuite de la ville et fait la conquête de la Hongrie; il laisse la *Transylvanie à Jean Sigismond*, fils de Zapolya. Dévastation de la Hongrie. Ferdinand obtient un armistice moyennant un tribut annuel. Intrigues de ce prince pour se mettre en possession de la Transylvanie. Martinuzzi, ministre de la reine Isabelle, lui livre ce pays. Mais les Turcs, appelés par la reine, envahissent la Transylvanie et alors commença une guerre sanglante qui dura dix ans (1552-1562). *Jean Sigismond* récupère la Transylvanie et obtient une partie de la Hongrie. *Maximilien II*, fils de Ferdinand, est élu roi de Hongrie par une notable partie de la noblesse. Mort de Ferdinand (l'an 1564). La guerre recommence entre Maximilien et Jean Sigismond : ce dernier s'adresse à Soliman, qui entreprend sa dernière expédition en Hongrie (l'an 1566). Entrevue de Soliman avec Jean Sigismond à Belgrade. *Siége de Sigeth* et défense héroïque de cette ville par Zriny, qui résiste pendant plusieurs semaines avec une poignée de braves à une armée innombrable; Zriny périt dans une dernière sortie, après avoir mis le feu à la forteresse. *Soliman I* mourut pendant le siége. La décadence de l'empire turc commença presque immédiatement.

IV. — L'EMPIRE OTTOMAN DEPUIS LA MORT DE SOLIMAN Ier, JUSQU'A CELLE D'IBRAHIM. (1566-1848.)

Les premiers successeurs de Soliman Ier (1566-1503). — Soliman Ier laissa le trône à son fils aîné *Selim II*, prince avare et cruel, qui fit périr tous ses frères et se laissa dominer par son vizir, l'habile *Mohamed Sokolli*. Celui-ci, après avoir conclu la paix avec l'empereur Ferdinand Ier, envoya une flotte contre l'*île de Chypre*. Les *Vénitiens*, auxquels cette île appartenait, s'adressèrent au pape Pie V qui engagea le roi d'Espagne Philippe II à réunir sa flotte à celle de la république. Le commandement de ces forces maritimes fut confié à *Don Juan d'Autriche*, qui gagna la célèbre bataille *de Lépante*, dans laquelle il détruisit complètement la flotte turque. L'armée chrétienne attribua ce brillant succès à la protection de la Ste Vierge, qu'elle avait invoquée au plus fort du combat et le pape institua, en mémoire de cet évènement, la grande fête de *Notre-Dame des Victoires*. Cette victoire porta un coup funeste à la puissance des Turcs qui ne parvinrent plus à ressaisir leur suprématie sur mer. Sous le règne de *Mourad III*, fils et successeur de Sélim, la décadence de l'empire turc fit de

---

IV. Une triste période de décadence commence pour l'empire ottoman à la mort de *Soliman I.* Les sultans abandonnent le gouvernement et le commandement des armées aux grands-vizirs pour pouvoir se livrer aux plaisirs. Chaque sultan signale son avénement au trône par le meurtre de tous ses frères, par l'exécution des favoris et par des intrigues du sérail. Les janissaires ne tardent pas à devenir omnipotents : plus d'une fois ils forcent les sultans à leur sacrifier ceux des conseillers qui leur sont odieux. — ***Sélim II*** (1566-1574). Conclusions d'un armistice avec l'empereur Ferdinand I ; cet armistice est plusieurs fois renouvelé et dure 24 ans (1567-1591). Guerre contre la république de Venise, et conquête de *l'île de Chypre.* Les Vénitiens s'adressent au pape Pie V et forment une alliance avec l'Espagne. *Bataille navale de Lépante* (l'an 1571) : grande dévotion de l'armée chrétienne et surtout de Don Juan d'Autriche au St. Rosaire; toute la marine turque est détruite. *Mourad III* (1574-1595), prince débauché et avare, abandonne le gouvernement à sa mère après la mort du grand-vizir *Mohammed Sokolli* (l'an 1579). Guerre contre la Perse, et conquête de la Géorgie (l'an 1587). La guerre recommence contre la Hongrie, et dure quinze ans (1591-1606). *Mahomet III* (1595-1603). Troubles intérieurs ; une partie

rapides progrès. Les *janissaires* devinrent tout-puissants et imposèrent désormais par la force des armes leur volonté aux sultans. Les Turcs continuèrent toutefois la guerre en Hongrie et contre les Perses ; les grands-vizirs se mirent à la tête des armées et ils maintinrent la domination turque en Hongrie, malgré tous les efforts que firent les empereurs d'Allemagne pour les en expulser. *Mahomet III*, fils et successeur de Mourad, continua le genre de vie indolent et luxurieux de la plupart de ses prédécesseurs; il s'enferma dans son sérail et mourut à la fleur de l'âge par suite de ses excès.

DÉCADENCE DE L'EMPIRE JUSQU'A LA MORT D'IBRAHIM (1603-1648).—L'empire turc déclina rapidement. *Ahmed I*, successeur de Mahomet III, fut obligé de conclure avec l'empereur une paix par laquelle il renonçait à une grande partie de la Hongrie et au tribut annuel que les sultans tiraient de ce pays depuis les temps de Soliman I. La mort d'*Ahmed I* fut suivie d'une guerre pour le trône et de troubles qui désolèrent l'empire pendant six ans. Les janissaires finirent par donner le diadème à *Mourad IV*, enfant de douze ans. Lorsque ce prince fut en âge de règner seul, il se signala par les crimes les plus atroces; les janissaires se laissèrent gagner par ses largesses et par de basses flatteries, et se firent les exécuteurs de ses ordres cruels. Mourad fut cependant heureux dans une guerre contre la

---

de la Hongrie fut conquise par les armées allemandes dont l'empereur Rodolphe avait confié le commandement à son frère Mathias.

L'histoire de l'empire turc dans la première moitié du dix-septième siècle n'offre aucun intérêt. Les désordres intérieurs détruisirent de plus en plus la prospérité des provinces autrefois si riches qui se trouvaient réunies sous le sceptre des sultans. L'Orient fut plongé dans une barbarie dont il n'est plus sorti. Voici la série des sultans. *Ahmed* ou *Achmet I* (l'an 1603-1617): c'est sous son règne que fut conclue avec l'empire allemand la paix de *Situarok* (l'an 1606) par laquelle la Hongrie cessa d'être tributaire des Turcs. Une longue guerre contre la Perse n'eut pas de résultat. Guerre pour le trône (1617-1623). *Moustapha* succéda d'abord à son frère Achmet (1617-1618), mais son incapacité le fit détrôner. *Osman*, fils aîné d'Achmet, fut alors reconnu par les janissaires (1618-1621). Comme il manifestait l'intention de remédier aux abus qui s'étaient introduits dans l'administration et de réprimer la licence des janissaires, ceux-ci se révoltèrent, le tuèrent et élevèrent de

Perse; il se rendit maître de la ville de Bagdad et fit massacrer une grande partie des habitants. Son frère et successeur *Ibrahim* se livra aux plus honteux excès et se rendit tellement odieux que les janissaires le tuèrent dans la huitième année de son règne. Les guerres que les Turcs eurent ensuite à soutenir contre les empereurs d'Allemagne, les Polonais et les Russes, leur firent perdre plusieurs de leurs plus belles provinces en Europe.

CHAPITRE IV.

DÉCOUVERTES ET CONQUÊTES DES EUROPÉENS EN AMÉRIQUE, EN AFRIQUE, ET DANS LES INDES ORIENTALES.

I. — NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

Chez les peuples de l'antiquité la navigation était restreinte à la Méditerranée, aux côtes de l'Océan Atlantique et au littoral de la mer des Indes. Faute de moyens pour s'orienter, ils étaient obligés de se tenir à proximité des côtes ou de se diriger d'une île à l'autre. Il en fut de même pendant le moyen-âge. Cependant les *Arabes*, après avoir étendu leur domination jusqu'à la Chine et aux Pyrénées, donnèrent un grand essor à la navigation et au com-

---

nouveau Moustapha sur le trône. Ce dernier, au bout de dix-huit mois, dut céder le trône à *Mourad IV*, frère d'Osman (1623-1640). Caractère cruel de Mourad : dans une guerre contre la Perse, il commit les plus grandes horreurs, faisant périr tous les habitants des villes dont il se rendait maître et dévastant par le fer et le feu les pays conquis. Massacre à Constantinople; le sultan fait tuer tous ses frères, excepté le plus jeune, *Ibrahim*, qui lui succède ensuite (1640-1648). Aucun événement remarquable ne signale le règne d'Ibrahim.

Développements. — *A consulter.* Cantu, *Histoire universelle.* — Robertson, *Histoire de l'Amérique;* traduit de l'anglais par Suard. Paris 1818. — Irwing. *La vie et les voyages de Colomb;* Paris 1836. — Roselly de Lorgues, *Histoire de Christophe Colomb;* Paris, 1856, 2 vol.

I. On peut diviser en deux catégories les découvertes et les conquêtes des nations européennes.

merce maritime. Les *croisades* contribuèrent également à étendre le commerce européen, qui était entre les mains des grandes républiques italiennes, *Vénise*, *Gènes* et *Pise* ; *la ligue hanséatique* avait le monopole du commerce dans le nord de l'Europe, et celui de la navigation sur toutes les mers septentrionales. Malgré le prodigieux développement de la marine, aucun peuple n'avait encore tenté d'entrer en pleine mer, et d'explorer le grand océan. La *boussole* qui apparaît pour la première fois dans le *douzième siècle*, sans que l'on puisse dire où, ni par qui elle a été inventée, amena de grands changements dans la navigation. Avec la boussole les navigateurs n'eurent plus à craindre de ne pas retrouver le chemin de la patrie et ils commencèrent à s'éloigner des côtes.

Les premiers voyages de découverte furent dirigés vers les côtes de l'Afrique. Vers la fin du treizième siècle et dans la première moitié du quatorzième, des *Génois*, des *Vénitiens*, des *Portugais* et des *Espagnols*, explorèrent le littoral africain et découvrirent les *îles de Canaries*. Mais ce n'étaient là que des expéditions entreprises par des particuliers, aussi les renseignements qui nous en sont restés sont-ils très-incertains et très-défectueux. Au commencement du quinzième siècle, *les rois de Portugal* firent exécuter des voyages réguliers le long des côtes de l'Afrique ; c'est de cette époque que datent les grandes découvertes maritimes. Les *Espagnols* n'entrerent dans cette voie que vers la fin du quinzième siècle. Les *Hollandais* ne commencèrent leurs expéditions maritimes qu'à la fin du seizième siècle, et les *Anglais* au commencement du dix-septième. Les conquêtes des Français dans les

---

1° *Les découvertes et les conquêtes en Afrique et dans les Indes*, auxquelles il faut ajouter les relations commerciales avec la *Chine* et le *Japon*.

2° *Les conquêtes en Amérique* et dans les îles de l'*Archipel américain*.

Ce chapitre renferme l'histoire de ces découvertes et de ces conquêtes jusque vers le milieu du dix-septième siècle, époque à laquelle cessèrent les découvertes proprement dites. — Il est probable que la boussole comme la poudre à canon, fut apportée en Europe de la Chine, où elle a été connue à une époque très-ancienne, comme le constatent les annales chinoises.

Indes eurent seulement lieu dans le courant du dix-septième siècle.

II. — LES PORTUGAIS EN AFRIQUE ET DANS LES INDES, JUSQU'A LA DOMINATION DES HOLLANDAIS. (1412-1660.)

LES PREMIÈRES DÉCOUVERTES JUSQU'A VASCO DE GAMA (1412-1487). — C'est au prince portugais *Henri*, fils de Jean Ier, que revient l'incontestable mérite d'avoir donné la première et la plus forte impulsion aux grandes découvertes en Afrique : ses contemporains lui ont décerné le surnom de *Navigateur*. *Henri le Navigateur* poursuivit ses projets pendant cinquante ans, malgré tous les obstacles et malgré les difficultés nombreuses qu'il rencontra. Il fit d'abord la conquête de *Ceuta* en Afrique, puis il commença à explorer la côte africaine ; il poussa ses voyages jusque près de l'Équateur, découvrit et colonisa ensuite l'île de *Madère*, les *Açores*, le *cap Vert*. Le pape *Martin V* lui fit, sur sa demande, donation de toutes les conquêtes qu'il ferait en Afrique. Les voyages de découverte continuèrent après Henri le navigateur, et l'on conçut le projet de faire le tour de l'Afrique pour arriver aux Indes. *Barthélemy Diaz* poussa une expédition jusqu'à l'extrémité méridionale de l'Afrique ; mais les tempêtes l'ayant forcé à revenir, il appela ce promontoire *cap des Tempêtes*, nom que Jean II, roi de Portugal, changea en celui de *cap de Bonne-Espérance*. Ainsi se trouva découverte la nouvelle voie pour aller, par mer, dans les Indes, découverte qui devait avoir d'immenses résultats.

CONQUÊTES DANS LES INDES. VASCO DE GAMA ET LES DEUX

II. Premières conquêtes des Portugais en Afrique (voyez la 4e part. pag. 477). Activité infatigable de *Henri le Navigateur*, fils du roi Jean I de Portugal (1412-1463) : il entreprit des expéditions continuelles le long des côtes de l'Afrique, soit en personne, soit par les escadres qu'il mettait en mer et dont il réglait les voyages. Découverte de l'île de *Madère* (l'an 1419). Le *cap Bajador* est doublé (l'an 1431). Le prince Henri se proposait un double but : faire des conquêtes et porter le christianisme dans les pays nouvellement découverts. Il demanda et obtint du pape *Martin V* l'autorisation

ALBUQUERQUE (1497-1515). — *Vasco de Gama*, gentilhomme portugais aussi brave qu'entreprenant, exécuta le premier voyage par mer dans les Indes, avec trois vaisseaux montés par cent soixante hommes et fournis par le roi Emmanuel. Il doubla le cap de Bonne-Espérance et arriva à *Calicut ;* il revint au bout de deux ans. Une nouvelle escadre, composée de treize navires, sous le commandement de *Cabral*, fut alors envoyée dans les Indes. Cabral cingla vers l'ouest pour éviter les dangers qu'offrait la côte africaine et aborda au *Brésil* dont il prit possession pour son souverain, sans toutefois s'y fixer. Il arriva à *Calicut* et conclut un traité avec le roi ou rayah indien ; il rapporta de grandes richesses en Portugal. Le roi Emmanuel confia une nouvelle flotte à *Vasco de Gama*, qui fonda dans les Indes le premier établissement portugais et imposa un tribut à plusieurs princes indiens. Deux hommes contribuèrent surtout à étendre et à consolider la domination portugaise dans les Indes ; ce furent *François Albuquerque* et son fils *Alphonse*, qui a reçu avec raison

---

de conserver toutes les conquêtes qu'il ferait en Afrique (l'an 1431). Découverte de la *Cambie* (l'an 1444), du *cap Vert* (l'an 1445), du *Sénégal* (l'an 1447), des *Açores* (l'an 1448). L'opinion que l'Afrique se terminait en pointe, et que les anciens avaient déjà fait le tour de ce pays (voyez la 1re part. de ce Cours. page 127), devint de plus en plus générale : les peuples de l'Afrique en confirmèrent eux-mêmes la première partie. *Mort de Henri le Navigateur* (l'an 1463). Les guerres du Portugal sous *Alphonse V* contre la Castille et les guerres intestines, qui troublèrent le commencement du règne de *Jean II*, interrompirent les expéditions maritimes. Jean II les fit recommencer l'an 1481), et pour la première fois une escadre passa l'Equateur (voyez la 4e part. p. 447). Expédition de *Barthélemy Diaz ;* il longea toute la côte occidentale de l'Afrique ; mais il rencontra de grands obstacles, se voyant souvent forcé par les tempêtes de chercher un abri dans les baies qu'il rencontrait, et ayant en outre à lutter contre les équipages de ses navires qui voulaient le forcer à rebrousser chemin. *Découverte du cap de Bonne-Espérance* (l'an 1487).

Première expédition de *Vasco de Gama* dans les Indes (1497-1499). Il ne fit pas encore de conquêtes, parce que d'abord il manquait de forces militaires et qu'ensuite il rencontra une assez forte résistance de la part des *rayahs indiens*, qui étaient musulmans. *Expédition de Cabral* (1500-1502) : il toucha au *Brésil* (voyez p. 91), mais il perdit une partie de sa flotte par les tempêtes qui l'assaillirent au cap de Bonne-Espérance ; Barthélemy Diaz y trouva la mort. Cabral ne put rien entreprendre contre le roi de Calicut, qui laissa massacrer par le peuple les Portugais établis dans la ville. *Seconde*

des Indiens eux-mêmes le surnom de ***Grand***. Alphonse construisit le premier fort portugais, celui de ***San Iago***. Ayant succédé en qualité de vice-roi, à ***Alméida***, qui s'était rendu odieux par ses exactions, il commença une série de conquêtes et fonda un vaste royaume portugais dans les Indes. Ce royaume s'étendait depuis l'Indus jusqu'aux golfes de Perse et d'Arabie, et comprenait en outre toutes les côtes de l'Afrique, où de nombreuses colonies portugaises avaient été établies; la *ville de Goa* en devint la capitale. Albuquerque fut destitué par suite des intrigues que ses ennemis avaient tramées contre lui à la cour de Portugal, et mourut de chagrin. Sa mort plongea l'Inde dans le deuil.

GRANDEUR ET DÉCADENCE DE LA PUISSANCE PORTUGAISE DANS LES INDES. LE CHRISTIANISME (1515-1660). La domination *portugaise* ne tarda pas à s'étendre jusqu'à la *Chine* et au *Japon ;* elle dura dans les Indes un siècle et demi. Les Portugais conservèrent le monopole du commerce oriental jusqu'au commencement du dix-septième siècle et

---

expédition de Vasco de Gama (1502-1505); il vainquit le roi de Calicut et imposa un tribut à plusieurs princes indiens. Arrivée de *François* et d'*Alphonse Albuquerque* dans les Indes (l'an 1505). Fondation du fort *San Iago*. *Alméida* est nommé gouverneur des Indes 1507-1509); il étend la domination portugaise sur une partie de ces contrées; il ne réprime pas les exactions et violences exercées sur les vaincus par des employés subalternes. *Gouvernement d'Alphonse Alburquerque* (1509-1515), qui fait la conquête de *Calicut*, de *Goa*, où il fixe sa résidence, de Malacca et d'une partie de la côte de Coromandel. Prise d'*Ormuz*, ville située à l'embouchure du golfe Persique; commencement de la conquête des *îles Moluques*. Albuquerque est calomnié auprès du roi Emmanuel et destitué. Sa mort (l'an 1515).

Conquêtes des Portugais dans les Indes sous les successeurs d'Albuquerque. Ils fondent des établissements dans les *Moluques*, ainsi que dans l'archipel indien à *Sumatra*, *Java*, *Bornéo*. Leur première expédition en *Chine* remonte à l'an 1517. Dans la suite, ils établirent des comptoirs à *Canton* et pénétrèrent même jusqu'à la cour de l'empereur à *Péking*. Vers le milieu du seizième siècle, ils abordèrent au *Japon* et établirent des relations commerciales avec ce pays. Etendue des possessions portugaises : les Portugais occupaient, le long des côtes de la Perse et de la mer des Indes, presque tous les ports et les îles de quelque importance; de plus, la côte du Malabar, du cap Romez au cap Comorin, la côte de Coromandel, celle du Bengale et la presqu'île de Malacca ; ils avaient en outre un pied dans la Chine et la liberté du commerce au Japon. Leurs établissements se

virent d'immenses richesses affluer à *Lisbonne*, qui devint une des premières villes commerçantes de l'Europe. Ils portèrent l'*Évangile* aux Indes et aidèrent à y fonder des missions importantes. *S. François Xavier* surtout évangélisa ces contrées pendant dix ans et y fit d'innombrables conversions. Les Jésuites continuèrent l'œuvre, commencée par un de leurs saints fondateurs, et créèrent de nombreuses chrétientés dans l'Inde. Grâce à leur zèle, le christianisme fit de grands progrès dans la Chine et pénétra même dans le Japon où il devint bientôt très-florissant. — La décadence de la puissance portugaise dans l'Inde entraina celle de la religion chrétienne. Elle eut pour principale cause le gouvernement arbitraire et souvent tyrannique des *vice-rois* portugais. Ceux-ci ne songeaient qu'à s'enrichir. Comme ordinairement ils ne restaient en charge que pendant trois ans, ils usaient des moyens violents pour parvenir à leur but et provoquaient ainsi au sein de la population indigène des insurrections qui ébranlèrent la domination portugaise. Une seconde cause, c'est la démoralisation et le luxe des Portugais, établis dans l'Inde. La

---

déployaient sur une étendue de cent cinquante degrés, de Madère au Japon : de chacun de leurs ports ils trafiquaient avec l'intérieur des contrées voisines. Importance de ces conquêtes sous le rapport religieux : des missionnaires s'étaient rendus dans les Indes avec les flottes de Vasco de Gama et d'Albuquerque. La conduite des chrétiens, leurs mœurs dépravées, leur avidité pour s'enrichir mirent obstacle à la propagation rapide de la religion chrétienne. *S. François Xavier* donna une nouvelle impulsion aux missions en Orient : il y travailla pendant dix ans (1542-1552) et baptisa seul plus d'un million d'idolâtres. Il porta l'Evangile au *Japon* (l'an 1549) et y fit de nombreuses conversions. Il mourut dans l'île de Sancian, au moment où il allait entrer en Chine (l'an 1552). Zèle actif *des Jésuites* pour propager le christianisme dans toutes ces contrées. De nombreuses chrétientés se formèrent dans toutes les grandes villes des *Indes*, au Japon et dans la *Chine*, où les Pères Jésuites furent bien accueillis à la cour impériale. — Décadence de la puissance portugaise dans l'Inde ; les principales causes furent : 1° l'administration des possessions portugaises par les gouverneurs ou vice-rois que dévorait une soif insatiable des richesses ; ces vice-rois exerçaient un pouvoir illimité, mais ne restaient ordinairement en charge que pendant trois ans ; ils se hâtaient d'en profiter pour s'enrichir par des exactions ; les employés subalternes suivaient l'exemple donné par les gouverneurs ; 2° la dépravation des mœurs des Portugais établis dans l'Inde, dépravation qui les faisait mépriser des indigènes ; 3° les conquêtes des Hollandais et des Anglais (voyez chap. VIII).

conduite des Européens rendait la religion chrétienne odieuse aux Indiens. Enfin une troisième cause de cette décadence, ce sont les conquêtes des *Hollandais* et des *Anglais* qui, dans le courant du dix-septième siècle, supplantèrent les *Portugais* et les *Espagnols* dans les Indes, et y dominèrent successivement.

III. DÉCOUVERTES ET CONQUÊTES EN AMÉRIQUE (1492-1665).

CHRISTOPHE COLOMB (1492-1506). Pendant que les Portugais poursuivaient sans relâche leurs découvertes en Orient, un homme de génie, doué d'un caractère énergique et d'une grande foi dans la vérité de ses conceptions, ouvrit un nouveau monde au christianisme et à la civilisation. *Christophe Colomb* était né à Gênes; il avait dirigé toutes ses études vers les observations géographiques faites par les anciens et il avait acquis la certitude que la forme de la terre était celle d'un globe et que, par conséquent, en partant des côtes de l'Europe et en se dirigeant vers

III. *Christophe Colomb*, né à Gênes (l'an 1441) d'une famille noble mais pauvre, qui était originaire de Plaisance, embrassa dès sa jeunesse la carrière de marin : il commanda d'abord des navires napolitains et génois. La conjecture émise par les anciens, qu'un autre monde se trouvait à l'ouest de l'Europe et que la terre avait la forme d'un globe, firent naître en lui l'idée que l'on pourrait arriver aux Indes en se dirigeant vers l'ouest. Il se rendit à *Lisbonne* et offrit ses services au roi *Jean II*, qui fit examiner ses projets, mais qui les traita d'insensés. Les républiques de *Gênes* et de *Venise* le repoussèrent également. Il alla alors en *Espagne* (l'an 1485); il y fut bien accueilli par le cardinal archevêque de *Mendoza*, qui le présenta à Ferdinand et à Isabelle. *Premier Voyage* (1492-1493). Après sept ans d'hésitations, on équipa enfin trois petits navires, avec lesquels il mit à la voile le 3 août 1492. Son équipage montra beaucoup de répugnance pour un voyage en pleine mer, se mutina plusieurs fois et demanda à retourner : l'anecdote très-répandue que Colomb aurait été menacé d'être jeté à la mer, si dans l'espace de trois jours on ne découvrait pas de terre, n'a pas de fondement historique. Rien de pareil ne se trouve dans le *Journal de Colomb* qui nous a été conservé. Mais Colomb resta inébranlable, et sa fermeté fut couronnée d'un plein succès. Après 70 jours de navigation, il aborda à l'île *Guanahani*, appelée par Colomb *San Salvador* (*Saint-Sauveur*), une des Lucayes : il découvrit ensuite *Cuba* et *Saint-Domingue* (Haïti), où il bâtit un petit fort, appelé *Hispaniola*, et laissa quelques hommes de son équipage. Il perdit un navire et un capitaine le quitta avec son bâtiment, pour être le premier à

l'Ouest, on arriverait également aux Indes. Cette voie, d'ailleurs, lui paraissait présenter moins de difficultés que celle qui longeait les côtes de l'Afrique : de plus, il était convaincu que l'on rencontrerait dans l'Océan Atlantique des îles et des terres encore inconnues. Repoussé par la république de *Gênes*, sa patrie, et par *la cour de Portugal*, il finit par obtenir de la reine *Isabelle de Castille* trois navires, avec lesquels il se mit en mer ; après une navigation longue et périlleuse, il débarqua à *San Salvador*, une des îles de l'archipel américain : le Nouveau-Monde était découvert. Christophe Colomb, à son retour en Espagne, fut comblé d'honneurs. Dans un second voyage, il découvrit *l'archipel des Antilles*, dont il prit possession pour la couronne d'Espagne. Un troisième voyage le conduisit jusqu'au *continent américain* sur lequel il mit pied à l'embouchure de l'*Orénoque*. Mais sa gloire lui avait valu des ennemis puissants qui parvinrent, par la calomnie, à le perdre dans l'esprit de la reine Isabelle. Il fut destitué de sa dignité de vice-roi et renvoyé en Europe, chargé de

---

rapporter en Europe la nouvelle de la découverte. *Colomb* s'en retourna avec le troisième qui faillit être englouti dans une horrible tempête. Son arrivée en Espagne, où il est reçu avec les plus grands honneurs. Piété de Colomb, qui songe surtout à convertir au christianisme les habitants du Nouveau-Monde. Contestations entre la cour de *Portugal* et celle *d'Espagne* concernant la possession des nouvelles terres découvertes : les deux cours choisissent pour arbitre le pape Alexandre VI qui fait tracer une ligne de démarcation allant du pôle-nord au pôle-sud et passant à la distance de cent lieues à l'ouest des Açores : tous les pays situés à l'ouest de cette ligne sont attribués aux rois d'Espagne. *Second voyage de Colomb* (1494-1496) : Il découvre l'archipel des Antilles, où il rencontre les peuplades sauvages des *Caraïbes*, qui se nourrissaient de chair humaine, et qui opposent une forte résistance aux Espagnols. Calomnies contre Colomb, qui est obligé de retourner en Europe pour se justifier. *Troisième voyage* (1498-1502) : il aborde au continent même de l'*Amérique*, à l'embouchure de l'*Orénoque*. Désordres dans la colonie d'Hispaniola ; Colomb punit les coupables. Il est de nouveau accusé auprès d'Isabelle, qui envoie *Bobadilla* pour examiner sa conduite. Bobadilla le fait charger de chaînes sans l'entendre et le fait transporter en Europe. Cette arrestation fait éclater en Espagne une indignation générale ; Bobadilla est rappelé, et Colomb est mis en liberté par ordre de la reine, mais il n'est pas réintégré dans sa dignité de vice-roi. *Quatrième voyage* (1503-1504) entrepris aussi dans le but de chercher une route vers les Indes. Colomb fait naufrage sur les côtes de la *Jamaïque* et revient en Espagne, où il perd sa pro-

chaines, par *Bobadilla* qui avait été nommé à sa place. Son innocence fut reconnue, mais il ne fut pas réintégré dans la place qu'il avait perdue. Il fit, dans un quatrième voyage, la découverte de la *Jamaïque* et mourut, après son retour, à *Valladolid,* pauvre et abandonné, tandis que d'heureux aventuriers profitaient de ses découvertes pour acquérir d'immenses richesses et une gloire peu méritée.

Découverte du Brésil (l'an 1500). Tour du monde (1519-1522). — Les découvertes de Christophe Colomb eurent un immense retentissement en Europe; une foule d'aventuriers se mirent en route pour aller à la recherche de l'or, de l'argent et des perles précieuses que recélait le Nouveau-Monde. Plusieurs d'entr'eux avaient déjà touché au continent américain, lorsque le Portugais *Cabral,* en faisant route avec une flotte pour l'Inde et en s'éloignant trop des côtes de l'Afrique aborda au *Brésil,* dont il prit possession au nom du roi de Portugal. Quelque temps après, le Florentin *Améric Vespuce,* qui avait fait une descente avec plusieurs autres marins espagnols sur le

---

tectrice, la reine Isabelle (l'an 1504). Ferdinand le traite avec ingratitude; Colomb meurt délaissé à Valladolid (l'an 1506).

La peinture souvent exagérée des richesses que l'on avait trouvées dans le Nouveau-Monde, et la gloire que ces découvertes avaient value à Colomb excitèrent une foule d'aventuriers à entreprendre des expéditions pour leur propre compte. La plupart d'entr'eux périrent avant de parvenir au terme de leurs voyages; d'autres furent plus heureux, sans cependant pouvoir faire des conquêtes durables. Ainsi *Alonzo Ojéda* aborda aux côtes de *Vénézuela* (l'an 1499); *Nigno* découvrit la *Colombie* d'où il rapporta de l'or et des perles; *Pinçon de Palos* toucha au *Brésil* et s'avança jusqu'à l'embouchure du fleuve des Amazones (l'an 1500); dans la même année *Cabral* prit possession de ce pays pour le roi de Portugal. *Jean Cabot,* natif de Venise, avait découvert, quelques années auparavant (l'an 1497), la *Terre-Neuve* et le *Labrador* et les avait occupés au nom du roi d'Angleterre Henri VII, dont il avait obtenu quelques navires pour explorer ces mers. *Améric Vespuce* de Florence, s'étant embarqué pour un voyage avec Pinçan de Palos, toucha au Brésil et publia à son retour (l'an 1499) l'histoire de ses voyages : son nom fut donné au nouveau continent dans une cosmographie publiée (l'an 1509) en Lorraine; de là il a passé ainsi dans les géographies modernes. *Ponce de Léon* découvrit la *Floride* (l'an 1512), et *Alvarez de Pivela* le littoral du golfe du *Mexique* (l'an 1519). L'intrépide *Balboa* pénétra le premier dans l'intérieur de l'isthme de Panama et monta sur la cime des Cordillères, d'où il aperçut l'immense *Océan Paci-*

continent américain, publia une relation de ses voyages, ce qui lui valut l'honneur peu mérité de donner son nom au Nouveau-Monde. Mais les deux voyages de découverte les plus importants furent ceux de l'Espagnol *Balboa* et du Portugais *Maghellan*. Le premier traversa, avec un petit nombre de braves, l'isthme de *Panama ;* arrivé sur les hauteurs des *Cordillières*, il découvrit le vaste Océan qui sépare l'Amérique de l'Asie et lui donna le nom de *Mer du sud* qui fut dans la suite remplacé par celui d'*Océan Pacifique*. *Maghellan*, qui avait quitté le service du roi de Portugal pour celui de *Charles-Quint*, cherchait également la route vers l'Inde. Il fit le tour de l'Amérique et passa par le détroit qui a conservé son nom ; il périt malheureusement aux îles *Philippines*. Un navire de sa flotte revint en Europe par le cap de *Bonne-Espérance*, après avoir fait, pour la première fois, le tour du monde en trois ans et quinze jours.

CONQUÊTE DU MEXIQUE, DU PÉROU ET DU CHILI. CORTEZ ET PIZARRE (1518-1548). — La description faite du *Mexi-*

---

fique, dont il prit possession au nom de l'Espagne en se jetant tout armé dans les flots (l'an 1513). Toutes ces découvertes avaient fait renaître l'idée de trouver la route vers l'Inde en traversant ces mers. *Maghellan* exécuta ce grand projet et entreprit le premier de faire le tour du monde (1519-1522). Il découvrit la *Patagonie*, au sud de l'Amérique, et mit trois mois à passer le détroit qui a reçu son nom. Il arriva ainsi dans l'Océan Pacifique et découvrit plusieurs des nombreux groupes d'îles qui se trouvent dans cette mer. Il périt dans une guerre à laquelle il prit part aux *îles Philippines*, où il avait baptisé le roi Zébu. La Victoire, le dernier des cinq navires de l'escadre, doubla le cap de Bonne-Espérance et revint ainsi en Espagne. Étonnement des marins de ce qu'ils se trouvent en retard d'un jour dans leur calendrier.

Conquête du Mexique (1518 1521). — *Ferdinand Cortez*, qui appartenait à une famille noble, mais pauvre, s'était rendu fort jeune à Hispaniola (l'an 1509); il prit part à plusieurs expéditions entreprises par les Espagnols. Son courage le fit remarquer et il fut mis à la tête d'une flottille de dix petits navires, montés par sept cents hommes, avec lesquels il fit voile pour le golfe du Mexique (l'an 1518). Il aborda près de la *ville de Mexico* (l'an 1519), dont la magnificence et les richesses l'étonnèrent : cette ville comptait 70,000 maisons et une enceinte garnie de 15,000 tours. Pendant que le roi Montezuma, qui n'osait pas l'attaquer ouvertement, négociait avec lui, il bâtit le fort de *Vera Cruz*. Conquêtes de Cortez dans l'intérieur du pays ; il renverse partout les idoles et il entre à Mexico, où il se fortifie dans un palais que le

que par quelques marins qui y avaient abordé, engagea *Velasquez*, gouverneur espagnol de l'île de Cuba, à y envoyer une escadre sous le commandement de *Fernand Cortez*. Celui-ci y trouva un royaume très-bien organisé que gouvernait le roi *Montezuma*. Ayant pu entrer dans la grande ville de Mexico, il s'y fortifia et finit par s'en rendre maître, après avoir fait le roi prisonnier. Mais les Mexicains se révoltèrent, et il fallut toute l'énergie de Cortez et la bravoure héroïque de ses soldats pour triompher des rebelles. Après la mort de Montezuma, tué par les Mexicains eux-mêmes, Cortez proclama la souveraineté du roi d'Espagne; il soumit successivement tout le pays et en fut nommé gouverneur général par Charles-Quint. Il découvrit encore la *Californie* et étendit ainsi la domination espagnole sur une grande partie de l'Amérique du nord. Cependant, devenu victime de la calomnie, il revint en Espagne pour se justifier et prit part à l'expédition de l'empereur contre Alger ; il mourut à Séville, où il s'était retiré. — Tandis que Cortez soumettait le Mexique au roi

---

roi lui avait cédé. Un général mexicain ayant attaqué *Vera Cruz*, Cortez se saisit de la personne de Montezuma, qu'il arrache de son palais, et auquel il impose un tribut annuel Insurrection des Mexicains, qui forcent Cortez à sortir de la ville : ayant reçu quelques renforts, Cortez met l'armée ennemie en fuite et prend la ville de Mexico avec 500 Espagnols (l'an 1521). Montezuma ayant été tué, Cortez fait proclamer la souveraineté du roi d'Espagne. Conquête du royaume du Mexique, qui reçoit le nom de *Nouvelle Espagne*. Découverte et prise de possession de la *Californie*. Un grand nombre de colons espagnols viennent se fixer dans le royaume du Mexique; les indigènes sont bientôt traités avec rigueur et cruauté. Cortez est calomnié auprès de l'empereur Charles-Quint (l'an 1525) : mais, de retour en Espagne, il parvient à se disculper et il est confirmé dans sa charge de gouverneur. Plus tard cependant il est rappelé et meurt à Séville dans une obscure retraite (l'an 1547).

Conquête du Pérou et du Chili. (1524-1532). — *Balboa*, qui le premier avait traversé l'isthme de Panama, avait déjà entendu parler du Pérou, comme d'un pays riche en or et en argent. Il échoua dans une première tentative qu'il fit pour y pénétrer, à cause des obstacles qu'opposaient à cette expédition les montagnes presque inaccessibles des Cordilières, ainsi que les forêts impénétrables et les peuplades sauvages qui habitaient ces contrées. Un aventurier, *François Pizarre*, un vieux soldat, *Diégo Almagro*, et un prêtre, *Ferdinand Lucques*, conçurent le projet de faire la conquête du Pérou; le premier partit de Panama avec un navire monté par 110

d'Espagne, deux aventuriers, *Pizarre* et *Almagro*, partaient de l'isthme de Panama et pénétraient dans les vastes contrées de l'Amérique méridionale qui avoisinent la *mer Pacifique*, et où existaient alors les deux grands royaumes, le *Pérou* et le *Chili*. Ils y étaient attirés par l'or qui s'y trouvait en abondance, et par les perles que l'on pêchait sur la côte. Leur première entreprise échoua; ils en revinrent après avoir vu périr presque tous ceux qui les avaient accompagnés. Pizarre se rendit en Espagne et obtint le titre de gouverneur des pays qu'il allait conquérir. Il ne put cependant réunir que quelques centaines d'hommes pour entreprendre la conquête du *Pérou*. Il se saisit de la personne du roi *Atabalipa*, qui était venu au devant de lui avec trente mille hommes, et se rendit maître de la ville de *Cusco :* les armes à feu, qui étaient complétement inconnues de ces peuples, les effrayaient au point qu'ils n'osèrent faire aucune résistance. Pizarre fonda alors la ville de *Lima*, qui devint la capitale du nouveau royaume espagnol. *Almagro*, jaloux de la gloire de Pizarre, fit la conquête du *Chili* et en fut nommé gouverneur. La guerre

---

hommes (l'an 1524) : mais il ne put rien entreprendre et revint après avoir fait pendant trois ans d'infructueuses tentatives de concert avec Almagro. Alors Pizarre se rendit en Espagne et fit une si belle description du pays qu'il avait visité, qu'il fut nommé par Charles-Quint gouverneur des contrées qu'il allait conquérir. Mécontentement d'Almagro. *Seconde expédition de Pizarre* (1531-1533), avec trois petits navires de 130 hommes : il arrive dans le royaume de Quito. Le roi *Atabalipa*, auquel il avait envoyé des présents, vint à sa rencontre accompagné de 30,000 hommes et d'un brillant cortége. Pizarre exigea qu'il reconnût l'autorité du roi d'Espagne; Atabalipa s'y étant refusé, Pizarre se saisit de sa personne après avoir effrayé et dispersé les indigènes par les détonations de fusils et de quelques petits canons (l'an 1532). Il marcha alors sur Cusco et s'empara de cette ville, qui renfermait d'immenses richesses en or et en argent. Il devint ainsi maître d'un pays très-étendu : ce royaume était déjà en partie civilisé; de grandes et belles routes le traversaient et reliaient entre elles plusieurs villes considérables. Partage du pays conquis entre *Pizarre* et Almagro : le premier conserva le Pérou, et le second fut nommé gouverneur du *Chili* dont il avait fait la conquête. Ils commirent sur les naturels les plus atroces cruautés pour leur extorquer les trésors qu'ils pouvaient posséder. Guerre entre *Pizarre* et *Almagro*. Ce dernier est fait prisonnier et exécuté (l'an 1538). Pizarre périt dans une révolte des colons espagnols contre lui (l'an 1541). Les autres contrées de l'Amérique méridionale furent découvertes

éclata bientôt entre ces deux hommes, dont les territoires se touchaient. Almagro fut vaincu et mis à mort ; quant à Pizarre, il périt dans une révolte des colons espagnols, qui avaient choisi pour chef le fils d'Almagro. Charles-Quint intervint alors et envoya un nouveau gouverneur au Pérou. Maîtres des côtes, les Espagnols s'avancèrent vers l'intérieur du continent et firent la conquête de la *Colombie*, du pays *de la Plata*, du *Paraguay* et de la *Patagonie*, et y établirent des colonies fortifiées : ils ne purent cependant soumettre entièrement les peuples sauvages qui habitaient ces contrées et auxquels ils apportaient le christianisme et la civilisation.

LE CHRISTIANISME EN AMÉRIQUE. — Les Européens, en arrivant en Amérique, y trouvèrent tous les peuples plongés dans la plus grossière idolâtrie. Le culte chez ces nations était souillé de fréquents sacrifices humains, leurs mœurs étaient corrompues, et plusieurs se repaissaient avec délices de chair humaine. Les premiers navires qui abordèrent en Amérique portaient déjà des missionnaires qui allaient répandre les lumières de l'Évangile parmi ces

---

successivement et soumises à la couronne d'Espagne, à l'exception du Brésil qui resta aux Portugais.

Lorsque les Européens arrivèrent en Amérique, les peuples du Nouveau-Monde se trouvaient dans la plus triste situation sous le rapport moral et religieux. Presque partout le culte était souillé de sacrifices humains, même dans des Etats les moins barbares, comme au Mexique et au Pérou : les plus grands vices régnaient chez tous ces peuples, dont un grand nombre étaient descendus au dernier degré de la dégradation morale. *L'anthropophagie* existait dans une partie des îles ainsi que sur le continent américain ; souvent les guerres entre les tribus sauvages, avaient pour unique but de faire des prisonniers destinés au repas des vainqueurs. Cet état d'abrutissement des tribus sauvages en Amérique explique le mépris que conçurent pour eux les Européens qui doutèrent même si ces peuples appartenaient à la race humaine et qui les traitèrent parfois avec une grande cruauté. L'Eglise, fidèle à sa mission divine, s'empressa de porter les lumières de l'Evangile au milieu de ces épaisses ténèbres du paganisme. *Douze Bénédictins* de la Catalogne furent envoyés par le pape Alexandre VI en Amérique (l'an 1493), immédiatement après que Colomb fut de retour de son premier voyage. D'autres ordres religieux suivirent cet exemple : les *Dominicains*, les *Franciscains* et les *Augustins* établirent de nombreuses missions dans les îles et sur le continent américain. Ce furent les *Franciscains* qui se rendirent dans le Mexique (l'an 1522) et qui aidèrent Cortez à civiliser le

peuples sauvages. Aussitôt que des établissements européens eurent été fondés dans ces contrées, l'activité des missionnaires se déploya sur une vaste échelle. Les Ordres religieux surtout se distinguèrent par leur zèle à propager le christianisme en Amérique ; les *Bénédictins*, les *Dominicains*, les *Franciscains* rivalisèrent d'efforts pour la conversion des païens ; mais rien n'égala les magnifiques résultats obtenus par les *Jésuites*. Les missionnaires n'avaient pas seulement à combattre la barbarie sauvage des peuples américains, ils rencontraient un obstacle plus grand encore dans la corruption des mœurs des Européens qui, pour la plupart, ne s'y étaient établis que par le désir de s'enrichir et qui foulaient aux pieds toutes les lois divines et humaines.

Dans le Mexique, la religion chrétienne devint très-florissante : vers le milieu du seizième siècle, on y comptait déjà six millions de naturels baptisés ; plusieurs conciles y furent tenus, et le clergé tant séculier que régulier se fit remarquer par sa piété et son zèle pour la conversion des païens. Les missionnaires jésuites pénétrèrent dans l'intérieur du pays et portèrent l'Évangile aux tribus nomades qui fuyaient devant l'invasion européenne. Un grand nom-

---

peuple. L'Eglise y fut régulièrement constituée par *Martin de Valence*, légat du pape Clément VII (l'an 1524) : la polygamie fut abolie : on établit des séminaires pour former un clergé indigène. Commencement des missions des *Jésuites* dans le Mexique, d'où ils s'avancèrent dans l'intérieur et arrivèrent jusque dans la Californie ; ils apprirent les langues des tribus sauvages et en convertirent plusieurs ; dans le dix-septième siècle ils dirigeaient soixante-dix missions dans le Mexique seul. — Obstacles à la propagation du christianisme de la part des Européens, qui se signalaient par leur cupidité, le relâchement de leurs mœurs et la cruauté avec laquelle ils traitaient les naturels ; ceux-ci déclaraient aux missionnaires « qu'ils ne voulaient pas d'un paradis où il y avait des Européens. » Les gouverneurs espagnols réduisirent d'abord tous les indigènes à l'état d'esclaves ; il fallut toute l'activité et le zèle de l'évêque *Las Casas* pour obtenir de Charles-Quint des lois (l'an 1542) en faveur de la liberté des naturels en Amérique. Malheureusement *la traite des Noirs*, qui consistait à transporter en Amérique des nègres de l'Afrique pour les employer à la culture des terres, prit un très-grand développement ; toutes les nations européennes, les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Français, les Hollandais firent ce trafic qui donnait d'énormes bénéfices, mais qui était une honte pour l'humanité.

bre de ces dernières furent gagnées au christianisme, qui se répandit jusque dans la *Californie*. Dans les commencements, les missions dans l'Amérique méridionale n'eurent pas le même succès. Au *Brésil*, dans le *Pérou* et le *Chili* le christianisme ne put d'abord être introduit que dans quelques villes des côtes; les tribus de l'intérieur le repoussèrent, surtout à cause de la corruption morale des premiers européens arrivés dans ces contrées. L'Évangile leur fut porté par les *Pères de la compagnie de Jésus* qui, pour cela, ne reculèrent devant aucune difficulté. Les Jésuites convertirent les habitants sauvages et farouches du *Paraguay*, pays situé entre le Pérou et le Brésil, et y fondèrent ces chrétientés florissantes, connues sous le nom de *réductions*, où l'on vit briller dans tout leur éclat les vertus pratiquées par les chrétiens des premiers siècles de l'Église. Au commencement du dix-septième siècle, on comptait déjà en Amérique cinq archevêchés, vingt-sept évêchés et plus de quatre cents couvents. Un clergé national commença à se former dans les séminaires; les sciences et les lettres furent cultivées dans les colléges des Jésuites, ainsi que dans les universités de *Mexico* et de *Lima*. Une nouvelle ère s'ouvrit pour l'Amérique.

L'Eglise s'éleva avec force contre ce commerce; déjà le pape *Pie II* (l'an 1462) avait publié un bref contre les Portugais qui réduisaient en esclavage les habitants de la côte de Guinée; un grand nombre de pontifes élevèrent la voix contre la traite des nègres : *Paul III* (l'an 1537); *Urbain VIII* (l'an 1639); *Benoît XIV* (l'an 1741); *Pie VII* et *Grégoire XVI* (l'an 1839).

La propagation du christianisme dans l'Amérique méridionale, au *Pérou* et au *Chili*, fut très-lente, d'abord à cause de la conduite cruelle des Espagnols à l'égard des naturels de ces contrées, ensuite à cause des mœurs barbares des tribus sauvages qui habitaient l'intérieur du pays et qui étaient la plupart anthropophages. Commencement des missions des *Pères Jésuites* dans le *Paraguay* (l'an 1586) : progrès rapides du christianisme ; les missions étant menacées par l'arrivée d'aventuriers espagnols, les Jésuites firent reconnaître par le roi *Philippe III* d'Espagne (l'an 1610) l'indépendance du Paraguay et défendre aux Espagnols d'y pénétrer sans leur autorisation. Etat florissant du *Paraguay* pendant le dix-septième siècle : les célèbres *réductions* ont excité à juste titre l'admiration générale (voyez *L'hist. du Paraguay* par le P. Charlevoix.) Sur tout ce chapitre, comparez, dans l'Altas, la carte n° XXI.

CHAPITRE V.

LES GUERRES DE RELIGION, JUSQU'AU TRAITÉ DE WESTPHALIE. (1556-1648.)

I. L'ANGLETERRE ET L'ÉCOSSE JUSQU'AU RÉTABLISSEMENT DES STUARTS (1562-1660.)

ÉLISABETH ET MARIE STUART (1561-1568). — Le protestantisme avait éte introduit en Angléterre par la reine *Elisabeth*, mais il réstait encore dans toutes les classes de la société un grand nombre de catholiques; Elisabeth prit occasion de la sympathie inspirée par les malheurs de la reine d'Ecosse, *Marie Stuart*, pour sévir contre les familles nobles qui étaient restées fidèles à leur foi. Le protestisme dominait en Ecosse, lorsque Marie Stuart y arriva après la mort de son mari, le roi de France François II. Le fanatique *Knox* avait tellement excité le peuple contre la religion catholique, que l'infortunée reine eut de la peine à obtenir une chapelle catholique dans son palais. Marie

---

Développements. — *Ouvrages à consulter:* Lingard, *Histoire d'Angleterre.* — Guizot, *Histoire de la révolution d'Angleterre depuis l'avénement de Charles I jusqu'à la restauration sous Charles II.* — Le même, *Cromwell.* Paris, 1850. — Villemain, *Histoire de Cromwell.* — Schoell, *Cours d'histoire, etc.*

1. Etat religieux de l'*Ecosse* à l'époque où *Marie Stuart* arriva dans ce pays (l'an 1561) pour prendre les rênes du gouvernement (voyez plus haut, page 39). Prédications fanatiques de Knox contre le catholicisme. La reine fut obligée de ratifier tout cê qui avait été fait contre la religion catholique, à laquelle elle resta inébranlablement attachée. Difficultés de sa position au milieu d'un entourage presque entièrement protestant et même fanatique : légèreté de son caractère. Elle donna sa confiance à son frère naturel *Jacques Stuart*, auquel elle conféra le titre de *comte de Murray*, mais qui la trahit presque immédiatement, en se mettant à la tête du parti protestant de la cour. *Marie Stuart* épouse *Darnley* de la famille de Lennox, branche des Stuarts (l'an 1565). Jalousie de la noblesse; Knox prêche publiquement contre ce mariage et excite le peuple contre la reine. Prétention de Darnley: il réclame la *couronne matrimoniale* qui lui assurait le gouvernement : refus de Marie Stuart. Conspiration de la noblesse protestante contre le Piémontais *David Rizzio*, catholique sincère et secrétaire de la reine, qui lui accordait toute sa confiance. Darnley se laisse prévenir contre Rizzio et le tue en présence de la reine (l'an 1566); justification de ce meurtre par Knox.

Stuart était sincèrement pieuse, mais elle n'avait pas l'énergie de caractère nécessaire pour sortir des circonstances difficiles dans lesquelles elle se trouvait. Elle épousa son parent *Darnley*, comte de Lennox, qui, par son caractère violent et capricieux, ne cessa de l'affliger; même, lorsque la reine refusa de lui céder le gouvernement, il tua de ses propres mains le secrétaire *Rizzio*, qui, par sa piété, s'était attiré toute la confiance de Marie Stuart et qu'il accusait d'être un obstacle à ses prétentions. Néanmoins cet acte d'emportement n'altéra pas la bonne intelligence qui régnait entre les époux. Mais Darnley s'étant rendu odieux à la noblesse, une conspiration, conduite par le comte de *Bothwell*, fut tramée contre sa vie. Il tomba sous les coups des conjurés. Bothwell se saisit alors de la personne de la reine qui se vit forcée de donner sa main au meurtrier de son mari. Alors éclata une révolte, fomentée par les prédications fanatiques de Knox et de ses partisans : la reine tomba entre les mains des rebelles, qui lui arrachèrent un acte d'abdication en faveur de son fils Jacques, âgé de deux ans; Bothwell s'était hâté de prendre la fuite. *Murray*, frère naturel de Marie Stuart et protestant fanatique, fut

---

La noblesse s'en prend ensuite à Darnley et trame, sous l'inspiration de Murray, un complot contre sa vie. Naissance de *Jacques VI* (l'an 1567). Il n'est pas certain que la reine ait eu connaissance du projet des conjurés, car elle soignait alors son mari qui était malade. Un jour qu'elle s'était absentée, une mine fit sauter la maison où Darnley se trouvait (l'an 1567). La mort de Darnley augmenta le pouvoir de Murray et du *comte Bothwell*, grand amiral d'Écosse. La reine abandonnée et sans appui, se trouve hors d'état de punir les meurtriers de Darnley. Bothwell se saisit de sa personne et l'épouse de force; cet acte de faiblesse la perdit : car ce seigneur avait dirigé la conspiration contre Darnley. Nouvelle conspiration des seigneurs et de Murray cette fois contre la reine même : Marie Stuart est jetée en prison, et Bothwell s'enfuit en Norwège. On la force de renoncer à la couronne en faveur de son fils, et on l'accuse publiquement du meurtre de Darnley; Knox demande qu'elle soit mise à mort. Murray est proclamé régent du royaume. Évasion de Marie Stuart, et *bataille de Langside* (l'an 1568) : son armée est défaite. Marie se réfugie en Angleterre sur l'invitation de la reine Élisabeth. Celle-ci ne put cacher sa joie de tenir entre ses mains son ancienne rivale; elle refusa de l'admettre en sa présence avant qu'elle se fût justifiée des accusations portées contre elle, et la traita comme prisonnière : la captivité de Marie Stuart devait durer vingt ans et finir par l'échafaud (1568-1587).

nommé régent du royaume. Knox et les prédicateurs protestants demandèrent l'exécution de la reine, qui parvint cependant à s'échapper de la prison et se mit à la tête d'une armée. Vaincue dans une bataille qu'elle livra à Murray, elle se réfugia en Angleterre, espérant y trouver un asile auprès d'Elisabeth, avec laquelle elle avait échangé plusieurs lettres amicales. Mais la reine d'Angleterre la traita comme prisonnière, en attendant qu'elle trouvât une occasion d'assouvir contre l'infortunée la haine qu'elle lui avait vouée, comme ancienne rivale et comme protestante.

L'ANGLETERRE ET L'ÉCOSSE JUSQU'A L'EXÉCUTION DE MARIE STUART (1568-1587). — Elisabeth avait secrètement favorisé les troubles d'Ecosse et avait secouru les rebelles contre Marie Stuart ; elle profita de la symphatie que témoignèrent à cette reine infortunée plusieurs seigneurs catholiques anglais, pour établir des lois plus rigoureuses contre la religion catholique. Tout prêtre qui disait la messe en Angleterre encourait la peine capitale ; un tribunal, appelé *commission ecclésiastique*, fut institué pour découvrir les catholiques et les condamner à mort. En même temps Elisabeth entretenait des relations avec les protestants en

---

Conduite perfide d'Elisabeth à l'égard de Marie Stuart; tout en blâmant publiquement les seigneurs écossais révoltés contre leur reine, elle leur donnait de l'argent. *Murray*, qui s'était réfugié à sa cour, fut obligé de la quitter, mais il reçut des subsides pour se mettre à la tête des mécontents. Sympathie des seigneurs catholiques anglais pour Marie Stuart; tentative faite par plusieurs d'entre eux pour la délivrer. Ils sont vaincus par l'armée royale : leurs chefs sont proscrits et le duc de Norfolk est exécuté. Persécution des catholiques et détention plus rigoureuse de Marie Stuart. *Excommunication d'Elisabeth* par le pape *Pie V* (l'an 1570), qui la déclare indigne de gouverner. Les catholiques sont accusés du crime de haute trahison et persécutés avec plus de fureur; on institue une *commission ecclésiastique* dans le but de les découvrir pour les livrer au supplice : ce tribunal agit avec beaucoup plus de rigueur que l'*inquisition espagnole*. Loi du parlement établissant la peine de mort contre les prêtres qui diraient la messe et contre les fidèles qui l'entendraient. Fondation de colléges ou séminaires ecclésiastiques à Douai (l'an 1568) et à Rome (l'an 1579), afin de former des missionnaires catholiques pour l'Angleterre. Emigration des riches familles catholiques, dont les biens sont confisqués. Zèle et dévoûment de l'*Ordre des Jésuites*, qui se chargèrent en partie des missions en Angleterre. La peine de mort était alors décrétée contre ceux qui donnaient asile à un Jésuite. Un grand nombre de Jésuites et de prêtres catholiques furent exécu-

France et dans les Pays-Bas et leur envoyait de forts subsides. Le pape *Pie V* crut devoir enfin prononcer l'excommunication contre elle : cet acte eut les conséquences les plus fâcheuses pour les catholiques d'Angleterre ; les persécutions redoublèrent ; les prêtres, les missionnaires et particulièrement les jésuites, qui se distinguaient surtout par leur zèle et leur intrépidité, furent les principales victimes de la haine protestante. De prétendues conspirations en faveur de Marie Stuart servirent encore de prétextes aux poursuites contre les catholiques. La secte protestante des *puritains*, qui ne reconnaissait pas la hiérarchie ni le culte de l'église anglicane, fut aussi en butte aux persécutions d'Elisabeth. En Ecosse les troubles étaient entretenus par les prédications fanatiques de Knox et de ses partisans. *Jacques VI*, qui monta sur le trône à l'âge de douze ans, n'avait pas l'énergie nécessaire pour rétablir la tranquillité intérieure : en outre, ayant été élevé par des protestants, il était très-hostile à la religion catholique. Il ne s'opposa donc pas aux persécutions, et il ne prit aucune mesure pour délivrer sa mère infortunée. La captivité de Marie Stuart devenait de jour en jour plus dure; on finit par instruire

---

tés. Le ministre Walsingham, pour perdre les catholiques, eut recours aux moyens les plus infâmes : il leur envoyait des agents qui devaient les engager à prendre part à des conspirations en faveur de Marie Stuart et qui les dénonçaient ensuite aux tribunaux comme coupables de haute trahison. Une loi du parlement proscrit tous les prêtres catholiques (l'an 1584). — Troubles et désordres en Ecosse, fomentés par les agents d'Elisabeth. Plusieurs régents succédèrent à Murray. *Jacques VI* fut proclamé majeur à l'âge de douze ans (l'an 1578) : mais il ne fut que l'instrument de quelques intrigants et de protestants fanatiques. Les *presbytériens*, qui rejetaient la hiérarchie épiscopale, finirent par prédominer, malgré l'opposition qu'ils rencontraient de la part du roi. La religion catholique fut presqu'entièrement extirpée en Ecosse par suite des plus sanglantes persécutions. — Pour pouvoir intenter un procès à *Marie Stuart*, on l'accusa de complicité dans une conspiration qu'un certain Babington avait tramée contre la reine d'Angleterre. Ce n'était qu'un prétexte pour la mettre à mort. Hypocrisie d'Elisabeth : elle fit semblant de se laisser arracher l'arrêt de mort. Marie Stuart fit preuve d'une grandeur d'âme admirable; sa mort (l'an 1587). Elisabeth prit le deuil.

Jacques VI avait un caractère faible et se laissait dominer par son entourage tout composé de protestants fanatiques ; il se borna à prendre le deuil en apprenant le supplice de sa mère, et même il ne rompit pas entièrement ses relations avec Elisabeth, de peur de perdre le trône d'Angleterre qui lui

son procès, sur l'accusation d'avoir trempé dans une conspiration contre la vie d'Elisabeth, on la condamna à mort. Dans ses derniers moments, on lui refusa un prêtre ; elle mourut sur l'échafaud avec la dignité et la fermeté d'une chrétienne. L'hypocrite Elisabeth, qui avait signé l'arrêt de mort, se plaignit qu'on l'eût exécutée contre ses ordres.

L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE, JUSQU'A LA MORT D'ÉLISABETH (1587-1603). — L'exécution de Marie Stuart émut l'Europe tout entière : mais *Jacques VI*, roi d'Ecosse, n'eut pas le courage de venger la mort de sa mère ; le roi de France *Henri III*, retenu par la jalousie que lui inspirait la puissance de l'Espagne, ne voulut pas faire cause commune avec *Philippe II ;* seul, ce dernier arma une flotte considérable contre l'Angleterre. L'incapacité du duc de *Medina Sidonia*, chargé du commandement de cette flotte, et les tempêtes qui détruisirent un grand nombre de navires, firent échouer l'expédition. Cette guerre eut pour principal résultat d'aggraver le sort des catholiques en Angleterre, bien que, dans cette circonstance, ils eussent montré un grand dévoûment à leur reine Elisabeth. Les dernières années du règne de cette princesse furent signalées

---

appartenait par droit d'héritage. Grands armements de *Philippe II* d'Espagne qui déclare la guerre à l'Angleterre. L'*invincible armada*, composée de 150 navires avec 28,000 hommes, fait voile pour ce pays (l'an 1588). Elisabeth craignait de voir les catholiques anglais se déclarer pour Philippe II ; mais loin de là, ils montrèrent un grand dévoûment pour la défense de leur patrie. L'*armada* essuya de violentes tempêtes avant d'arriver en vue des côtes de l'Angleterre ; le duc de Medina Sidonia n'osa pas livrer bataille à la flotte anglaise et se retira dans le port de Calais. Quelques débris seulement de la flotte regagnèrent Lisbonne. — *Guerres de religion en Irlande.* L'Irlande, quoique soumise aux rois d'Angleterre depuis *Henri II* (voyez la 4e part. page 254), était ordinairement gouvernée par des seigneurs du pays ; néanmoins le parlement se composait en majeure partie de seigneurs anglais qui y possédaient de vastes fiefs. Ce parlement, aussi docile que celui d'Angleterre, reconnut la suprématie spirituelle de Henri VIII, qui se fit déclarer chef de l'église irlandaise (l'an 1536). Mais le monarque schismatique rencontra une vive opposition de la part du peuple qui était très-attaché à la religion catholique, et de nombreuses insurrections eurent lieu. Henri VIII prit le titre de *roi d'Irlande* (l'an 1542) et exerça dès lors un pouvoir plus étendu. Les persécutions religieuses continuèrent sous le règne d'*Edouard VI ;* mais rien ne put ébranler la constance du peuple. *Elisabeth* prit des mesures violentes et commença par imposer de force la nouvelle religion. La guerre

par la guerre d'Irlande. *Henri VIII* avait tenté en vain de détacher les Irlandais de l'Eglise catholique. Il avait confisqué des biens considérables appartenant au clergé et aux seigneurs catholiques et les avait donnés à des seigneurs anglais protestants. Elisabeth reprit les projets de son père et voulut introduire le protestantisme en Irlande ; mais elle rencontra une forte résistance, et alors commença une longue et sanglante guerre de religion dont Elisabeth ne devait pas voir la fin. Elle se rendit odieuse aux protestants eux-mêmes, par sa conduite envers le *comte d'Essex*, fils de son ancien favori, le comte de *Leicester*. L'ambition et les manières hautaines du jeune comte causèrent sa perte ; il fut condamné à mort comme coupable de haute trahison. Elisabeth, qui n'avait jamais été mariée, mourut sans laisser d'héritiers directs de la couronne : son plus proche parent était le fils de Marie Stuart, le roi *Jacques VI d'Ecosse*.

Les trois royaumes réunis sous la maison des Stuarts (1603-1625). — Jacques VI d'Ecosse succéda à Elisabeth sous le nom de *Jacques I* et réunit sous son sceptre les trois royaumes britanniques, l'Angleterre, l'Irlande et l'Ecosse. Mais ce prince manquait de l'énergie nécessaire

---

(1589-1603), dura pendant tout son règne et se termina par l'entier assujettissement de ce pays, qui s'était soulevé à l'instigation de *Philippe II*. Les lois portées en Angleterre contre les catholiques furent mises en vigueur en Irlande ; néanmoins le peuple ne se laissa pas ravir sa foi. Toutes les propriétés foncières furent enlevées aux familles catholiques et données à des seigneurs anglais protestants : le peuple fut réduit à un véritable esclavage. Cet état d'oppression et de souffrance dura deux siècles pour le peuple irlandais. — Le gouvernement d'Elisabeth de plus en plus arbitraire, lui fit perdre sa popularité dans les dernières années de son règne ; elle mourut à l'âge de 70 ans (l'an 1603). La famille des Tudor s'éteignait avec elle.

L'avénement des Stuarts en Angleterre (voyez la parenté, p. 34) réunit les deux couronnes sur la tête de *Jacques VI* d'Ecosse, *Jacques I* en Angleterre (1603-1625). Espérances des *puritains*, qui voyaient en lui un prince élevé dans des doctrines calvinistes ; espérances des *catholiques*, qui ne considéraient dans le nouveau roi que le fils de Mario Stuart. Mais Jacques Ier, satisfait d'avoir échappé à la dépendance des *presbytériens* d'Ecosse, s'attacha à l'*église anglicane* et déclara qu'elle était le plus ferme appui du trône (l'an 1604). Persécutions exercées contre les prédicateurs puritains qui refusaient de se soumettre aux doctrines et à la discipline de l'église anglicane. Une persécution éclata aussi contre les catholiques ; plusieurs furent mis à mort, les familles riches furent ruinées par des amendes. *Conspiration des*

pour faire face aux difficultés qu'il rencontrait de tous côtés. Il se déclara pour l'église anglicane, et par là il mécontenta les *presbytériens* d'Ecosse et les *puritains* anglais. Il continua en outre de persécuter les catholiques, surtout après avoir découvert la *conspiration des poudres* tramée par Catesby, seigneur catholique, qui avait voulu, au moyen d'une mine, faire sauter le roi et le parlement. Les catholiques et surtout les prêtres durent expier ce coupable complot, qui n'était l'œuvre que d'un petit nombre de conjurés : les peines déjà portées contre les catholiques furent aggravées; presque toutes les familles fortunées furent dépouillées de leurs biens et réduites à la pauvreté. En Irlande ces confiscations eurent lieu sur une vaste échelle, et tous les prêtres catholiques furent bannis sous peine de mort. Cependant une opposition formidable commençait à se manifester dans les parlements contre l'autorité royale, qui, sous Henri VIII et Elisabeth, était devenue absolue. Cette opposition provenait surtout des *presbytériens* et des *puritains*, qui étaient animés d'un véritable esprit républicain, et qui, tout en paraissant n'attaquer que l'autorité spirituelle du roi, en voulaient aussi à son autorité politique. Les *parlements*

---

poudres organisée par quelques seigneurs catholiques (l'an 1605); elle fut découverte et fournit un prétexte pour persécuter les catholiques en général; les *Jésuites* furent faussement accusés d'y avoir pris part et le *Père Garnet* fut condamné à mort et exécuté. Le bouleversement de la propriété en Irlande fut complété par la spoliation presque générale des catholiques; toute la propriété foncière de ce pays fut donnée à des protestants anglais. Mécontentement des *presbytériens* en Ecosse, lorsque Jacques Ier y introduisit le système épiscopal (l'an 1610) approuvé par le parlement. Pour les apaiser, le roi leur abandonna les catholiques écossais, qui se trouvèrent exposés à de nouvelles persécutions. Commencement d'une opposition contre l'*omnipotence royale*, que Henri VIII avait proclamée en s'attribuant l'autorité spirituelle suprême dans son royaume. Les *presbytériens* en Ecosse et les *puritains* en Angleterre formèrent le noyau d'un parti républicain dans les parlements des deux pays. Les parlements profitèrent du droit de voter les subsides pour restreindre l'autorité du roi. Celui qui fut convoqué en 1624 n'accorda les subsides que sous la condition d'en contrôler l'emploi. Mort de Jacques Ier (l'an 1625).

Charles I jusqu'à la convocation du long parlement **(1625-1640). — Ce prince avait pour premier ministre le *duc de Buckingham;* son mariage avec la princesse française *Henriette* (l'an 1625) fournit aux prédicateurs puritains l'occasion d'exciter contre lui le fanatisme protestant du peuple**

forcèrent le roi à leur faire d'importantes concessions et à admettre leur intervention directe dans l'administration et dans l'emploi des subsides qu'ils auraient votés.

CHARLES Ier JUSQU'AU COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION (1625-1640). — L'opposition des parlements grandit et devint plus dangereuse sous *Charles Ier*, fils et successeur de Jacques 1er. Ce jeune prince, qui avait épousé la princesse catholique *Henriette de France*, apporta quelques adoucissements aux lois contre les catholiques, sans pouvoir cependant faire cesser entièrement les persécutions dont ils étaient l'objet. Ces mesures fournirent aux parlements d'Angleterre et d'Ecosse un prétexte pour attaquer le *duc de Buckingham*, qui était premier ministre et possédait toute la confiance du roi. Les *puritains* fanatiques, qui se nommaient eux-mêmes les *Saints*, l'emportèrent dans le parlement anglais : on refusa de voter les subsides dont le roi avait besoin pour continuer la guerre contre la France et l'Espagne. Les prédicateurs presbytériens et puritains excitèrent le peuple contre le roi qu'ils accusaient d'être secrètement catholique. Le duc de Buckingham fut assassiné. Alors Charles Ier résolut de ne plus convoquer

---

Comme le *parti puritain* dominait dans la chambre des communes, le parlement anglais refusa de voter les subsides nécessaires pour la guerre que Charles Ier avait entreprise en faveur des protestants français. Deux parlements furent dissous presque immédiatement après leur réunion (1625-1627). Convocation d'un troisième parlement ; Buckingham est accusé d'avoir empoisonné le roi Jacques Ier ; le roi est forcé de confirmer la *pétition du droit* (*petition of right*) qui a pour but de garantir la sûreté des personnes et l'inviolabilité de la propriété privée (l'an 1628). Assassinat du duc de Buckingham. Charles Ier se décide à ne plus convoquer le parlement et fait connaître cette résolution par une proclamation ; il conclut la paix avec la France et l'Espagne (l'an 1630). Empire de l'évêque *Laud* de Londres sur Charles Ier, auquel il est dévoué, en même temps qu'il est l'ennemi des puritains et des presbytériens : il est nommé archevêque de Cantorbéry et primat de l'Angleterre. Emigrations nombreuses pour l'Amérique ; le roi les prohibe. Laud est mis à la tête de la commission royale chargée d'administrer le trésor (l'an 1635) ; ces fonctions le rendent encore plus odieux. Persécution des puritains. Ordonnance royale pour l'introduction de la liturgie anglicane dans toutes les églises presbytériennes de l'Ecosse (l'an 1636). Troubles provoqués par cette ordonnance et par les prédications fanatiques des ministres presbytériens. *Covenant* ou confédération (l'an 1638), formée par les presbytériens ; l'acte de confédération renfermait la condam-

les parlements et conclut la paix avec la France et l'Espagne. *Laud*, évêque de Londres, devint le principal conseiller du roi, qui lui donna le siége archiépiscopal de Cantorbéry. Des mesures énergiques furent prises, d'après les conseils de Laud, contre les puritains, dont le nombre s'accrut néanmoins de jour en jour. Pour briser la résistance des presbytériens en Ecosse, le roi ordonna d'y introduire la liturgie anglicane, et provoqua ainsi une révolte ouverte. Les presbytériens formèrent une ligue et convoquèrent un synode à *Glasgow*, dans lequel l'église fut proclamée indépendante de l'autorité civile. Ils rassemblèrent une armée; Charles Ier qui manquait d'argent pour faire la guerre, fut forcé de conclure un *traité* avec les rebelles et de leur faire d'importantes concessions. Cependant il se vit obligé, avant de reprendre la guerre, de convoquer de nouveau le parlement anglais. La réunion de cette assemblée, que l'on appela *long parlement* parce qu'elle siégea pendant neuf ans, fut le signal de la révolution.

La révolution jusqu'a l'exécution de Charles Ier (1640-1649). — Le parlement se mit en opposition avec le roi et accusa ses conseillers du crime de haute trahison : Laud

---

nation du papisme et l'engagement de défendre la vraie religion (presbytérienne), les libertés et les lois du royaume. *Synode de Glasgow*, qui proclame l'indépendance de l'église, condamne la liturgie anglicane et abolit le système épiscopal. Une armée est rassemblée par les presbytériens (l'an 1639). Charles Ier marche contre les rebelles; mais le manque d'argent l'oblige à conclure le *traité de Dunbar* et à convoquer de nouveau le parlement (l'an 1640).

La révolution d'Angleterre eut un caractère presque exclusivement religieux. Les idées politiques ne se produisirent que comme conséquence des principes religieux : l'agitation était l'œuvre des prédicateurs fanatiques et les chefs agissaient toujours au nom de la religion. Premières accusations contre le roi, auquel le parlement reproche son penchant au *papisme*, dénomination par laquelle on désignait la religion catholique (l'an 1640). Procès fait aux conseillers de Charles Ier (l'an 1641). Opposition entre la *chambre des Communes* et la *chambre des Lords;* celle-ci se déclare pour le roi. La chambre des Communes au contraire lui était hostile; elle dominait le parlement qui s'arrogea peu à peu l'exercice du pouvoir royal, et d'abord du pouvoir législatif. Un décret enleva au roi le commandement de l'armée envoyée contre les catholiques d'Irlande. Charles ne put vaincre l'opposition de la *chambre des Communes* en faisant arrêter les chefs dont le peuple prit la défense; le roi dut se retirer à York (l'an 1642). Guerre civile; le parti

fut jeté en prison, le comte de *Strafford* fut condamné à mort et exécuté, les autres n'échappèrent que par la fuite. Charles Ier essaya de gagner le parlement d'Ecosse, mais il n'y réussit pas. On lui retira même le commandement de l'armée, de sorte qu'il se vit obligé de faire un appel au peuple. Il publia une proclamation et rassembla une armée à York; le parlement anglais, de son côté, l'accusa de vouloir rétablir la religion catholique et conclut une alliance avec les presbytériens d'Ecosse. Les deux partis en vinrent aux mains et se livrèrent plusieurs batailles qui resterent indécises; l'un et l'autre s'attribuaient la victoire. Mais l'armée royaliste, composée de la noblesse et d'une partie de la bourgeoisie, était mal commandée; elle ne put résister longtemps à celle du parlement qui avait été recrutée parmi les habitants de la campagne fanatisés par les prédications des puritains et qui avait à sa tête deux habiles généraux, *Fairfax* et *Cromwell;* le premier était très-brave et en même temps très-dévoué à Cromwell. Celui-ci gagna bientôt une influence prépondérante, grâce à l'énergie de son caractère et au fanatisme religieux qui était le principal mobile de ses actions. Il devint le chef du parti des *indé-*

---

royaliste se composait de la noblesse, de la haute bourgeoisie, des partisans de l'église anglicane et d'une partie des catholiques, quoique ces derniers eussent été persécutés par le roi. Le parlement avait pour lui le bas peuple, ainsi que la population de la campagne, que fanatisaient les prédicateurs. Alliance du parlement avec les presbytériens d'Ecosse (l'an 1643) et mesures prises contre l'église anglicane : les évêques sont exclus de la chambre des Lords et 2,000 ministres anglicans sont destitués. La *liturgie* est remplacée par le *directoire*. Nouvelles persécutions contre les catholiques. Domination et intolérance des *presbytériens*. Formation du parti des *indépendants,* qui se composait d'une fraction des anciens *puritains* et de membres de toutes les sectes *dissidentes* (*dissenters*); ils proclamèrent l'indépendance religieuse et la necessité de plusieurs sectes, chacun étant tenu, disaient-ils, d'adorer Dieu selon sa conscience. Les *indépendants* gagnèrent beaucoup de partisans dans l'armée, où les officiers et les simples soldats se mirent à prêcher et à présider au culte. Grande influence de *Fairfax* et de *Cromwell.* Ce dernier était membre du parlement, où il s'était fait remarquer par sa hardiesse et son énergie; il avait enrôlé dans l'armée un régiment composé exclusivement d'hommes de la campagne qu'il commandait lui-même et auxquels il inspirait son fanatisme religieux : à la bravoure et aux talents militaires, il unissait une grande ambition et une audace qui ne reculait devant rien.

Le roi eut d'abord l'avantage et gagna plusieurs batailles; mais il n'en

pendants, qui s'était formé au sein du parlement : plus hardis que les presbytériens, les indépendants rejetaient non-seulement l'épiscopat anglican, mais même le sacerdoce, et soutenaient que chaque communauté religieuse devait être complétement indépendante. Toutes les sectes protestantes qui s'étaient déjà séparées de l'église anglicane, se rallièrent aux *indépendants* sauf toutefois les presbytériens. Le parlement abolit alors la hiérarchie épiscopale, ainsi que la liturgie anglicane ; l'archevêque Laud fut condamné à mort et décapité.

Le roi, après avoir conclu la paix avec les catholiques irlandais qui vinrent renforcer son armée, livra une nouvelle bataille aux révoltés près de *Marston-Moor;* il fut complétement défait et se vit forcé de négocier avec le parlement. Mais il ne voulut pas se soumettre aux exigences dé cette assemblée, qui songeait à le priver de toute autorité, et il rassembla de nouvelles troupes. Il perdit une seconde bataille décisive près de *Naseby* et se réfugia en Ecosse, chez les *presbytériens*, qui commençaient à se défier du parlement anglais. Il refusa cependant d'accepter les conditions des Ecossais, qui demandaient l'abolition de

---

profita pas, et au lieu de marcher sur Londres, il s'arrêta au siége de Glocester. L'armée du parlement qui déjà l'emportait sur celle du roi, et par son fanatisme et par sa discipline, se renforça de plus en plus. Batailles de *Marston-Moor* (l'an 1644) et de *Naseby* (l'an 1645), dans lesquelles l'armée royaliste est complétement défaite. *Charles I* se réfugie en Écosse, où l'on commençait à être mécontent du parlement anglais à cause de la prépondérance des *indépendants* et surtout de Cromwell. Le parlement d'Ecosse offre son appui au roi, à condition qu'il laisse tomber l'église anglicane : mais le roi s'y refuse et dès lors il est abandonné par les Ecossais, qui finissent par le vendre au parlement anglais (l'an 1647). Dissidences entre le parlement et l'armée ; Cromwell se met à la tête du parti des *Niveleurs* (*Levellers*) composé des plus fanatiques parmi les *indépendants;* le parlement décrète le licenciement de l'armée, mais elle résiste et se saisit de la personne du roi. Le parlement cède et accorde une amnistie; l'armée constitue dans son sein une assemblée délibérante composée d'officiers et de simples soldats. Lutte ouverte entre le parlement et l'armée; le peuple de Londres se prononce en faveur du premier et demande la mise en liberté du roi. Opposition de l'armée, qui marche sur Londres et s'empare de la *Cité:* elle offre au roi de lui rendre le pouvoir à certaines conditions. Charles fait semblant de vouloir accepter, et en même temps il négocie secrètement avec les *presbytériens* d'Ecosse. Cette duplicité le perd; il tombe au pouvoir de Cromwell,



l'église épiscopale, et fut livré par eux au parlement pour une forte somme d'argent. Il fut jeté en prison, d'où il ne devait sortir que pour monter sur l'échafaud. — La victoire de *Naseby* avait grandi l'autorité de *Cromwell*, qui possédait la confiance de l'armée, composée en majeure partie d'indépendants : il s'y forma une fraction extrême, qui, allant toujours plus loin, finit par rejeter toute autorité religieuse et politique et adopta le nom de *niveleurs*. Une scission commença entre le parlement et l'armée: Cromwell se mit à la tête des troupes et défit les Ecossais, qui avaient pris les armes pour délivrer le roi des mains des *indépendants*. L'armée s'était saisie de l'infortuné monarque et demandait qu'on lui fit son procès et qu'on l'exécutât. Le parlement refusa d'accéder à cette demande; alors les soldats l'envahirent et en expulsèrent tous les *presbytériens*. Cinquante membres, tous *indépendants* fanatiques, constituèrent le tronçon de parlement, auquel on donna le surnom méprisant de *Rump* (croupion). Le roi fut traduit devant un tribunal dont Cromwell faisait partie et dont il était le maître. Il fut condamné à mort pour crime de haute trahison et exécuté à Londres: c'est le

---

après avoir fait une tentative d'évasion qui ne réussit pas (l'an 1648). Les Ecossais réunissent une armée et envahissent l'Angleterre pour délivrer le roi. Victoire de Cromwell sur les Ecossais. L'armée demande la mise en accusation du roi; le parlement s'y oppose; les *niveleurs* envahissent la salle des séances et arrêtent les principaux membres *presbytériens;* les autres s'enfuient et il ne reste que 50 membres qui constituent ce qu'on appelle le *Rump*, c'est-à-dire *parlement tronqué*. Le pouvoir passe à deux commissions militaires presqu'exclusivement composées de *niveleurs*. La souveraineté du peuple est proclamée par le *Rump*. Cromwell revient victorieux d'Ecosse. Procès du roi, qui est condamné à mort comme tyran, traître et ennemi de l'Etat; Cromwell force les membres du tribunal à signer l'arrêt de mort. Exécution de *Charles I* (l'an 1649).

Le *parlement* abolit la royauté et la Chambre des Lords, sans cependant proclamer la république; car Cromwell n'était pas partisan de cette dernière forme de gouvernement. Composition d'un conseil d'Etat de 41 membres, dont les deux tiers sont pris dans le parlement. L'armée et les royalistes font opposition à ce gouvernement : exécution des chefs du parti royaliste. Les *niveleurs* ayant pour chef le colonel *Liburne* demandent un gouvernement républicain et refusent d'obéir aux ordres du conseil d'Etat. La révolte éclate ouvertement, mais Cromwell disperse les rebelles, dont plusieurs sont exécutés. Proclamation de *Charles II* en *Ecosse*. Insurrection

premier exemple de régicide dans l'histoire des peuples chrétiens.

CROMWELL. LA RÉPUBLIQUE JUSQU'AU RÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE (1649-1660). — Après la mort du roi, le parlement donna le pouvoir suprême à un *conseil d'Etat* que dominait Cromwell et qui devait gouverner le royaume de concert avec le parlement. Mais *l'armée* et surtout le parti des *niveleurs* refusèrent de reconnaître ce gouvernement et continuèrent à délibérer et à prendre des décisions sur les affaires publiques. Le parti royaliste, qui était encore assez nombreux, résista également au conseil d'Etat. *Charles II* fut proclamé en Ecosse où il se hâta d'arriver, tandis qu'en Irlande il y avait division entre les catholiques et les royalistes. Cet état d'anarchie favorisait les projets ambitieux de Cromwell. Il soumit d'abord l'Irlande et l'Ecosse, que Charles II fut obligé de quitter pour se réfugier en France, et dispersa le parlement avec l'aide des troupes qui lui étaient toutes dévouées; ensuite il s'empara du pouvoir et gouverna avec un conseil d'Etat de douze personnes dont les deux tiers étaient des officiers. Il convoqua alors un nouveau parlement dont il nomma

---

en *Irlande*, où les catholiques et les royalistes s'unissent d'abord: *Cromwell* est envoyé contre les insurgés (l'an 1649) et remporte plusieurs victoires. Il est appelé en Ecosse, où *Charles II* vient d'être couronné (l'an 1651) après avoir juré de maintenir l'Eglise presbytérienne et d'extirper la religion catholique. Cette déclaration, étant connue des Irlandais, jette la division parmi eux; ils succombent et sont traités par les Anglais avec la dernière cruauté (l'an 1651). Victoire de Cromwell en Ecosse (l'an 1651): Charles II est obligé de s'enfuir et se réfugie en France. L'Ecosse est réunie à l'Angleterre. Nouveaux démêlés entre l'armée et le parlement: Cromwell se rapproche de l'armée parce qu'il rencontre dans le parlement une forte opposition à son projet de concentrer le pouvoir suprême entre ses mains. Les officiers approuvent la dissolution de cette assemblée qui est dispersée par la force des armes (l'an 1653). Cromwell dissout également le conseil d'Etat et en forme un nouveau composé de 12 membres, dont 8 officiers; dès lors il exerce un pouvoir presqu'absolu. Convocation d'un *nouveau parlement* dont les membres sont désignés par Cromwell et choisis parmi les plus ardents protestants: on l'appelle le *parlement des saints* ou le *parlement Barebone*, parce qu'un certain Barebone, tanneur de profession, s'y faisait surtout remarquer par son fanatisme religieux. Ce parlement fait opposition à Cromwell, qui le dissout et qui prend le titre de *Protecteur de la république d'Angleterre*. Cromwell proclame une nouvelle constitution d'après laquelle

lui-même les membres, et se fit proclamer *Protecteur de la république de la Grande Bretagne*. Dès lors il exerça un pouvoir absolu, malgré toutes les tentatives que fit le parlement pour restreindre son autorité. Il congédia plusieurs de ces assemblées et en convoqua de nouvelles, ayant soin d'en désigner d'avance les membres. Cependant il rencontra une forte opposition de la part des républicains purs, qui ne voulaient pas du protectorat, et des royalistes attachés à la famille des Stuart. Mais il se maintint par son énergie, et grâce au relief que lui donnait le succès de ses armes contre la Hollande, l'Espagne et le Portugal, il vit son alliance recherchée par Mazarin, qui gouvernait la France pendant la minorité de Louis XIV. Cromwell se trouvait alors au faîte de sa grandeur. Mais plusieurs conspirations tramées contre sa vie, des embarras financiers et la mort de sa fille à laquelle il était très-attaché, avaient miné sa santé ; il mourut d'une fièvre, neuf ans après l'exécution de Charles Ier. Cromwell laissa le pouvoir à son fils *Richard* qui prit d'abord le nom de *Protecteur* et qui fut reconnu par le parlement et par l'armée. Richard manquait d'énergie et d'expérience ;

---

un parlement de 400 membres est investi du pouvoir législatif et doit se réunir tous les trois ans. Le Protecteur conserva le pouvoir exécutif. Réunion du parlement (l'an 1654). Il se met en opposition avec Cromwell, qui le dissout (l'an 1655). Les républicains sont mécontents et conspirent contre lui Une guerre contre l'Espagne l'oblige à convoquer un nouveau parlement pour obtenir des subsides (l'an 1656). Les candidats proposés par lui aux électeurs ne sont pas tous élus ; alors il exclut arbitrairement du parlement tous ceux qui ne lui sont pas favorables. *L'acte de navigation* (1651), une paix avantageuse conclue avec la Hollande (1654), des victoires remportées sur les Espagnols et une alliance avec la France relevèrent la gloire de Cromwell. Il se fait confirmer solennellement le titre de *Protecteur* (l'an 1657) et rétablit l'ancienne constitution du parlement en *deux chambres*; il nomme lui-même les membres de la chambre des Lords. Convocation du parlement (l'an 1658) ; opposition de la chambre des Communes, qui conteste au protecteur le droit de nommer les Lords. Cromwell la dissout. Sa mort (l'an 1658). — *Richard Cromwell* est proclamé protecteur. Le parti des *niveleurs* le force à abdiquer (l'an 1659) et convoque les débris de l'ancien *Rump*. Anarchie en Angleterre. Le parti royaliste relève la tête et le peuple se prononce pour lui. *Monk* marche sur Londres sans rencontrer aucune résistance, parce qu'il est connu pour son attachement aux institutions républicaines. Il fait proclamer Charles II et rétablit ainsi la monarchie (l'an 1660).

aussi, tomba-t-il bientôt sous l'empire des officiers de l'armée qui le forcèrent d'abdiquer et qui gouvernèrent, après avoir convoqué et dispersé de nouveau l'ancien *parlement tronqué*. L'Angleterre marchait à grands pas vers l'anarchie, lorsqu'elle fut sauvée par le général *Monk*, gouverneur d'Ecosse depuis le protectorat de Cromwell. Tout en se prononçant ouvertement pour la république, Monk travaillait au rétablissement des Stuart. Il entra en Angleterre à la tête d'une armée et marcha sur Londres sans rencontrer la moindre résistance. Nommé général en chef, il convoqua un parlement régulier et proposa le rappel de *Charles II*. Cette proposition fut accueillie avec enthousiasme par le peuple, qui était mécontent du gouvernement despotique de la faction républicaine. La monarchie fut ainsi rétablie, et Charles II fit son entrée à Londres au milieu de la joie universelle.

II. — LES GUERRES DE RELIGION EN FRANCE JUSQU'À LA MORT DE RICHELIEU ET DE LOUIS XIII (1562-1643).

LES PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION (1562-1570). — Les actes de violences auxquels les Huguenots s'étaient

---

II. *A consulter :* de Chalembert, *Histoire de la ligue*, Paris, 1854. 2 vol. in-8. — Lacretelle, *Hist. de France pendant les guerres de religion*. Paris. — Maimbourg, *Hist. de la ligue*. Paris. — Audin, Histoire de la St.-Barthélemy — Poirson, *Histoire du règne de Henri IV*. Paris, 1858 — Gabourd, *Hist. de France*.

Etat intérieur de la Franco au commencement des guerres de religion (voyez plus haut, page 30). — PREMIÈRE GUERRE (1562-1563); causes : les violences commises par les protestants, qui détruisaient les églises catholiques et les couvents, massacraient les prêtres, les moines et les religieuses et supprimaient, eu beaucoup d'endroits, le culte catholique; 46 églises furent détruites dans la seule ville de Montpellier (l'an 1562), et 19 à Orléans (l'an 1563); dans le pays do Béarn le culte catholique fut proscrit par la reine de Navarre (l'an 1563). Les prédicateurs huguenots excitaient le peuple à la guerre; les synodes d'Orléans, de Saint-Jean d'Angely et de Saintes se déclarèrent ouvertement pour la guerre. Les protestants prirent les armes à *Nîmes* et commencèrent les hostilités dans la Provence (l'an 1562). La guerre était donc commencée, quoi qu'en disent bien des auteurs modernes, avant le *soi-disant massacre de Vassy*, où 60 huguenots furent tués par les gens du duc de Guise, qu'ils avaient d'abord insultés. Le prince de *Condé* et les *Coligny* se mettent à la tête des huguenots, qui font alliance

portés à l'égard des catholiques dans un grand nombre de villes et de provinces, furent la principale cause des guerres de religion en France. Dans le Béarn, le culte catholique fut entièrement supprimé par la reine de Navarre, Jeanne d'Albret, bien qu'il fût pratiqué par l'immense majorité des habitants. Les ministres protestants déclarèrent dans plusieurs synodes que la guerre contre les catholiques et contre le gouvernement était un devoir pour les protestants, et cette décision fut mise à exécution dans plusieurs provinces. La guerre devint générale, lorsque le *duc François de Guise* se fut mis à la tête des catholiques et eut décidé la reine-mère Catherine à prendre des mesures énergiques contre les sectaires. Les protestants, qui avaient pris pour chefs le *prince de Condé* et l'*amiral de Coligny*, appelèrent les *Anglais* à leur secours et leur livrèrent la ville *du Havre*. Ils furent défaits à la *bataille de Dreux*. Mais, après la mort du *duc François de Guise*, assassiné à l'instigation de Coligny pendant le siége d'Orléans, on se hâta de conclure la paix qui fut signée à *Amboise* et qui accorda la liberté religieuse aux huguenots: un édit royal leur permit d'exercer leur culte publiquement, non-seulement dans leurs terres, mais aussi

---

avec la reine Elisabeth d'Angleterre, et livrent le Havre aux Anglais. *Bataille de Dreux* (l'an 1562) et défaite des huguenots. Condé est fait prisonnier ; le duc de Guise le traite avec beaucoup d'égards. Siège d'*Orléans*, principale possession des huguenots; assassinat du *duc de Guise* (l'an 1563) par Poltrot, chevalier protestant et ami de Coligny. Le meurtrier est condamné à mort et exécuté: les huguenots ont fait insérer son nom dans le martyrologe de Genève. *Paix d'Amboise* (l'an 1563): les conditions sont favorables aux protestants; Coligny pourtant se prononce contre la paix. *Charles IX* est déclaré majeur (l'an 1564), mais *Catherine de Médicis* conserve le pouvoir. Animosité des ducs de Guise contre l'amiral de Coligny, qu'ils accusent d'avoir fait assassiner leur père. Coligny, Condé et d'Andelot rassemblent des troupes et essaient de s'emparer de la personne du roi (l'an 1567). SECONDE GUERRE (1567-1568). Alliance des huguenots avec le prince électeur Palatin. Massacre de 80 catholiques appartenant aux meilleures familles de Nimes. Apologie du régicide dans un ouvrage protestant anonyme, qui est attribué au prédicateur *Rosière*. Victoire de l'armée du roi près de *St-Denys* (l'an 1567), et mort du connétable Montmorency. Arrivée d'une armée allemande sous le commandement du prince électeur Jean Casimir. *Paix de Lonjumeau* (l'an 1568), qui confirme l'édit d'Amboise, sous la condition pour les Huguenots de livrer les villes qu'ils occupaient et de rompre leur alliance

dans les villes, qui avaient accepté la réforme. Cette paix dura cinq ans. Dans cet intervalle, Catherine fit déclarer majeur son fils *Charles IX*, sans pourtant abandonner le pouvoir qu'elle exerçait en son nom. Condé et Coligny, craignant la vengeance de la famille de Guise, qui possédait la confiance de la reine, tentèrent de s'emparer de la personne du roi pendant un voyage qu'il faisait à Paris. Cette tentative échoua, et l'armée royaliste gagna sur les huguenots la bataille de *Saint-Denys*. La *paix de Lonjumeau*, qui termina cette seconde guerre, assurait de nouveau la liberté religieuse aux protestants, à la condition de livrer aux troupes royales les villes fortes dont ils s'étaient emparés; mais les huguenots, enhardis par les concessions qu'ils avaient obtenues, refusèrent de remplir cette condition et continuèrent à entretenir des relations avec la reine Elisabeth d'Angleterre et les princes protestants de l'Allemagne. Charles IX révoqua alors l'édit de tolérance; cette mesure fit éclater la troisième guerre de religion qui fut signalée par les plus horribles cruautés. Dans la seule ville d'*Orthez* trois mille catholiques furent massacrés; à *Saint-Sever* deux cents prêtres furent précipités du haut d'un rocher; partout les églises et les couvents furent brûlés. Les vic-

---

avec l'étranger; mais ces conditions ne furent pas exécutées. Introduction violente du protestantisme et proscription du culte catholique dans le royaume de Navarre par la régente Jeanne d'Albret, qui conclut une alliance avec les chefs des huguenots. Edit royal lancé en France contre les protestants : leur culte est proscrit, et ceux d'entr'eux qui occupent des emplois sont destitués. — TROISIÈME GUERRE (1568-1570). D'horribles cruautés furent commises pendant cette guerre surtout par les huguenots. Massacre d'Orthez et de Saint-Sever : *Briquemont*, l'un des commandants de l'armé protestante, portait un collier d'oreilles de prêtres catholiques qu'il avait fait massacrer. Batailles de *Jarnac* et de *Montcontour* (l'an 1569). Après la mort de Louis de Condé, son neveu *Henri de Navarre* fut proclamé chef des huguenots. Les protestants, au moyen des subsides fournis par l'Angleterre, enrôlèrent de nombreuses troupes mercenaires, suisses et allemandes, avec lesquelles ils marchèrent sur Paris. L'armée royaliste s'était dispersée, faute d'argent. *Paix de Saint-Germain en Laye* (l'an 1570)

Suites de la paix de Saint-Germain : les huguenots relèvent la tête partout et Coligny parvient à gagner la faveur du roi, qui avait un caractère faible et qui commençait à se fatiguer de l'empire que sa mère exerçait sur lui. Rivalité entre la reine-mère, Catherine de Médicis et l'amiral de

toires remportées par l'armée royale à *Jarnac*, où périt le prince de Condé, puis à *Montcontour*, mirent fin à la guerre ; on conclut *la paix de Saint-Germain-en-Laye*, qui accordait aux huguenots, outre la liberté religieuse, le droit de mettre des garnisons dans les quatre villes fortes de *La Rochelle*, *Montauban*, *Cognac* et *la Charité*. La faiblesse que Charles IX montra dans cette circonstance eut les conséquences les plus funestes.

La saint-barthélemy. mort de charles ix (1572-1574). — Les chefs des huguenots, l'amiral de Coligny et les jeunes princes de Bourbon, se rendirent alors à la cour et gagnèrent une grande influence sur Charles IX, qui accorda d'abord toute sa confiance à *Coligny*. Celui-ci en profita pour exciter le roi contre la reine-mère et le pousser à faire la guerre à Philippe II d'Espagne en faveur des protestants des Pays-Bas. Le parti des huguenots devint prépondérant à la cour à la suite du mariage de *Henri de Navarre* avec *Marguerite*, sœur de Charles IX. D'autre part *Henri d'Anjou*, frère du roi, et le duc de Guise *Henri le Balafré*, qui était animé du désir de venger la mort de son père, se rapprochèrent de *Catherine* de Médicis qui voulut faire assassiner Coligny; mais l'amiral ne fut que

Coligny. Ce dernier force le roi en le menaçant d'une nouvelle guerre civile, à déclarer la guerre à Philippe II d'Espagne et à secourir les protestants révoltés des Pays-Bas (l'an 1571). Prise de *Mons*, dans le Hainaut, pas un corps d'armée français. La reine Jeanne de Navarre, protestante zélée, son fils Henri et son neveu, Henri de Condé, arrivent à la cour (l'an 1572). On négocie le mariage de Henri de Navarre avec la princesse Marguerite. Mort de la reine de Navarre après une courte maladie. A l'instigation de la reine-mère, une tentative d'assassinat est dirigée contre Coligny, qui est blessé. Les huguenots demandent avec menace que le meurtrier soit puni. La reine-mère, le duc d'Anjou et les Guise tiennent un conseil secret dans lequel ils prennent la résolution de faire périr les chefs des huguenots. Le roi s'y oppose d'abord, mais il cède à la crainte d'un complot des protestants contre sa vie, dont sa mère le menaçait. Il fut convenu que ce projet serait exécuté pendant la nuit de la S.-Barthélemy; personne ne songeait à un massacre général des protestants à Paris, et moins encore dans toute la France : dans les provinces comme à Paris, les chefs seulement devaient périr. Coligny fut tué par un des serviteurs du duc de Guise, qui vengeait ainsi la mort de son père. Les haines privées firent couler beaucoup de sang, et même plusieurs catholiques périrent. D'après l'auteur protestant, *La Poplinière*, le nombre

blessé. Cet attentat exaspéra les huguenots, qui s'étaient rendus en grand nombre à Paris pour assister au mariage de Henri de Navarre; ils menacèrent de se venger si l'on ne punissait pas le meurtrier. La reine-mère profita de ces menaces pour effrayer Charles IX, qui était d'un caractère faible et indécis, en lui représentant que sa vie était en danger et que les huguenots allaient reprendre les armes. Elle réussit ainsi à obtenir son consentement à l'assassinat de Coligny et de ses principaux partisans. Le duc de Guise se fit l'exécuteur de ce meurtre, dans la nuit de la Saint-Barthélemy; le peuple qui avait été excité contre les huguenots, en fit un terrible massacre. Mille personnes périrent à Paris dans cette nuit funeste; parmi les victimes, il y eut plusieurs catholiques immolés à la haine de leurs ennemis personnels. On avait aussi envoyé dans les provinces l'ordre de faire périr les principaux chefs des protestants; dans un certain nombre de villes cet ordre fut exécuté. A peu près quatre mille huguenots périrent de cette manière dans toute la France. La politique et le désir de vengeance et de pillage furent les principales causes de cet acte barbare, auquel la religion ne servit que de prétexte. La guerre recommença et se termina par un

---

des victimes s'éleva à 1000 pour Paris et à 3000 pour le reste de la France. Exagérations des écrvains modernes qui en portent le nombre à 100,000. Il en périt surtout dans les villes où ils s'étaient rendus odieux par leurs violences antérieures contre les catholiques : à Orléans, ceux-ci vengèrent les dévastations de leurs églises. Le nombre des catholiques tués par les huguenots (depuis 1560) était beaucoup plus considérable; à Orthez seul, 3000 catholiques avaient été massacrés ; et depuis le commencement des guerres de religion, plus de 4000 prêtres et moines avaient été tués dans les différentes provinces de la France. (Voyez sur ces faits l'ouvrage d'Audin, *Histoire de la S.-Barthélemy*, avec les observations de MM. Audley et de Falloux, Liége). Noble conduite du clergé et surtout des évêques, qui protégèrent partout les protestants. Le pape *Grégoire XIII* fit chanter un *Te Deum*, parce qu'on lui avait annoncé officiellement que la France et le roi venaient d'échapper à une conspiration des huguenots. — QUATRIÈME GUERRE (l'an 1573). L'armée du roi vient mettre le siége devant la Rochelle, mais elle est repoussée. La paix de Saint-Germain est confirmée par un nouveau traité. Mort de Charles IX (l'an 1574). Il eut pour successeur son frère *Henri d'Anjou*, qui avait été élu roi de Pologne un an auparavant.

Henri III s'entoura de favoris, appelés *Mignons*, et s'attira le mépris gé-

traité favorable aux huguenots : ils conservèrent la liberté religieuse et la possession des villes fortes qui leur avaient été cédées dans la paix de Saint-Germain. *Charles IX* mourut deux ans après la Saint-Barthélemy, laissant à son frère *Henri III*, roi de Pologne, un royaume profondément divisé et déchiré par les guerres civiles.

Henri III. la Ligue (1574-1589). — Henri III possédait moins encore que son frère les qualités nécessaires pour gouverner dans les circonstances critiques où se trouvait la France. D'un caractère faible et de mœurs légères, il accorda ses faveurs à des courtisans sans talents et laissa sa mère prendre une influence prépondérante dans les affaires publiques. Sa conduite provoqua un grand mécontentement. Les huguenots en profitèrent pour s'unir au parti des *Mécontents*, qui comptait dans ses rangs les Montmorency et un assez grand nombre de seigneurs catholiques et avait pour chef le frère du roi, *François d'Anjou* : ils enrôlèrent de nombreuses troupes mercenaires en Allemagne. Sous l'influence de son frère, Henri III accorda, par l'édit *de Blois*, les plus larges concessions à la faction des Huguenots. Les catholiques fervents voyant leur religion menacée par suite de la faiblesse du

---

néral. Le parti des *Mécontents*, ou des *Politiques*, s'était formé dans la dernière année du règne de Charles IX : *François duc d'Anjou* (d'abord duc d'Alençon) en devint le chef; ils se séparèrent du parti catholique, qui avait à sa tête les *princes de Lorraine* et se coalisèrent avec le parti huguenot, qui reconnaissait pour chef les *princes de Bourbon*. Edit *de Blois* (l'an 1576). Mécontentement des catholiques qui craignaient de voir prédominer le protestantisme. Les huguenots s'étaient donné une organisation régulière et formaient un corps constitué ayant des chefs et une direction commune; leur exemple engagea les catholiques, qui ne pouvaient plus compter sur le roi, à s'unir et à former *la Ligue* : tous ceux qui en faisaient partie s'engageaient par serment à maintenir et à défendre la religion catholique, et à s'entr'aider; les princes de Lorraine, *Henri* de Guise, le *cardinal* Louis de Lorraine et le *duc de Mayence* se trouvaient à la tête de la *Ligue*. Etats-généraux de Blois : le roi prit le titre de protecteur de la *Ligue* et révoqua, à la demande des Etats, les concessions faites aux huguenots (l'an 1577). Ceux-ci, du reste, avaient déjà violé la paix en s'emparant de plusieurs places fortes. La paix de *Bergerac* (1577) rendit la liberté religieuse aux huguenots et vint suspendre les hostilités pendant plusieurs années; les ligueurs et les huguenots restèrent pourtant sous les armes et s'observèrent mutuellement.

roi, conclurent alors, à l'exemple de leurs adversaires, une fédération appelée la *Ligue*, dont le but était de défendre la religion catholique envers et contre tous. Les Guise étaient l'âme de la *Ligue*, qui trouva de nombreux partisans dans le clergé, la noblesse et la bourgeoisie. Le roi en fut effrayé, et, sur les conseils de sa mère, il se déclara chef de la *Ligue* et révoqua les concessions faites par l'édit de Blois. Les huguenots, qui n'avaient pas déposé les armes, recommencèrent la guerre et obtinrent de nouveau la liberté religieuse.

La mort du *duc d'Anjou*, frère du roi et héritier présomptif de la couronne, fut le signal d'une guerre acharnée qui devait se terminer par l'assassinat du roi. Henri III n'avait pas d'enfants, et le roi *Henri de Navarre* était l'aîné de la ligne collatérale des Bourbons et son plus proche héritier: la crainte de voir monter sur le trône un prince protestant, donna une grande force à la *Ligue*. Le *cardinal de Bourbon*, oncle du roi de Navarre, fut proclamé héritier du trône, que les *ducs de Guise* espéraient obtenir après lui. Le roi fut obligé de ratifier les décisions de la Ligue et de proscrire le culte protestant. La guerre éclata de nouveau: le roi de Navarre gagna la bataille de *Coutras*;

Expédition du *duc d'Anjou* aux Pays Bas; sa mort (1584). Le *roi de Navarre*, l'un des chefs les plus ardents des huguenots et qui avait complètement supprimé la religion catholique dans son royaume, devient alors l'héritier présomptif de la couronne de France. Cette circonstance ne laissa pas que d'inspirer aux catholiques des craintes sérieuses et fondées. Ambition des princes de Lorraine, qui prétendaient descendre de Charlemagne : ils concluent une alliance avec Philippe II et font proclamer premier prince du sang, le cardinal de Bourbon, oncle du roi de Navarre, bien que sa dignité ecclésiastique l'exclût du trône. Le pape *Sixte-Quint* refusa d'approuver la *Ligue*, tout en déclarant le roi de Navarre et le prince de Condé exclus pour toujours de la succession, parce que la constitution du royaume de France exigeait que le roi professât la religion catholique. Henri III révoqua par un édit (1585), les concessions faites aux huguenots et alors éclata LA GUERRE DES TROIS HENRI (le roi, Henri le Balafré et Henri de Navarre.) Bataille de *Coutras* (l'an 1587). Victoire du duc de Guise sur une armée allemande venue au secours des huguenots. Le roi perd toute autorité, et Paris se déclare pour le duc de Guise. Journée des *barricades* et fuite du roi. Il convoque les Etats à Blois et fait assassiner deux Guise (l'an 1588); le troisième, le duc de Mayenne, échappa et se mit à la tête de la Ligue, qui refusa

mais le duc de Guise dispersa les troupes mercenaires allemandes. Henri III tomba alors sous le pouvoir de la Ligue ; lorsqu'il voulut s'en affranchir, une révolte éclata à Paris ; le peuple éleva des barricades, battit les troupes royales, et le roi s'enfuit à Chartres. Henri de Guise, qui avait de fait toute l'autorité, força le roi à signer l'*édit de Rouen*. Cet édit, qui excluait les princes protestants de la succession au trône, fut confirmé par *les Etats généraux de Blois*. Le roi, pour ressaisir l'autorité qu'il avait perdue, prit une résolution funeste : il fit assassiner le duc de Guise et son frère le cardinal. Ce crime exaspéra la *Ligue ;* elle prit pour chef le troisième des Guise, le *duc de Mayenne*, qui s'arrogea l'exercice du pouvoir royal. Henri III se réconcilia alors avec les huguenots, et il venait de mettre le siége devant Paris, lorsqu'il fut assassiné par le frère dominicain *Jacques Clément*, à l'instigation de la sœur des Guise, la duchesse de Montpensier, qui voulait venger la mort de ses frères. La branche des *Valois* s'éteignit avec lui.

Règne de henri iv (1589-1610). — La guerre civile qui désolait la France continua après la mort de Henri III. La *Ligue*, soutenue par Philippe II d'Espagne, resta

---

l'obeissance au roi. Celui-ci est forcé de se jeter dans les bras des huguenots, qui remportent quelques succès et qui mettent le siége devant Paris. Mort de Catherine de Médicis. Assassinat de Henri III par *Jacques Clément* (l'an 1589) ; ce crime fut inspiré par le fanatisme religieux et par la haine que la duchesse de Montpensier, sœur des Guise, portait au roi. Extinction de la branche des *Valois*, qui avait occupé le trône de France pendant plus de deux siècles et demi (1328-1589). Voici la généalogie des derniers Valois (voyez 4e vol. p 420.) :

François Ier.

Henri II ép. Catherine de Médicis.

François II. (1559-60)	Charles IX. (1560-74)	Henri III. (1574-89)	François d'Anjou. († 1581).

Le duc de Mayenne fait proclamer le *cardinal de Bourbon* sous le nom de *Charles X* (l'an 1589). Celui-ci meurt peu de temps après et le parti royaliste reconnaît *Henri IV*, qui prête serment de ne rien entreprendre contre la religion catholique et de soumettre les différends religieux à un concile national. La *Ligue* perd les deux batailles d'*Arques* et d'*Ivry* (l'an 1590), néanmoins elle se maintient en possession de Paris, et la guerre civile continue avec un grand acharnement. Les Etats-généraux se réunissent à Paris

maîtresse de Paris, et les catholiques refusèrent de reconnaître *Henri IV*. Ce prince, dont le cœur bon et généreux souffrait de voir l'état déplorable où le royaume se trouvait réduit, songea alors à y mettre un terme. Après s'être fait instruire dans la religion catholique, il abjura le protestantisme et se réconcilia avec l'Eglise. Sa conduite, à partir de ce moment, a suffisamment prouvé la sincérité de sa conversion. Paris lui ouvrit ses portes, le duc de Mayenne lui fit sa soumission, et la Ligue fut dissoute dès que le pape *Clément VIII* eut reconnu le nouveau roi. Henri IV termina la guerre avec l'Espagne par la paix de Vervins. Depuis sa conversion, les huguenots s'étaient déclarés contre lui; pour calmer leur irritation, il donna le célèbre *Edit de Nantes*, par lequel il accorda aux protestants la liberté religieuse et le droit de remplir toutes les fonctions publiques: en retour le culte catholique devait être exercé librement partout, et exclusivement à la cour, à Paris et dans les villes épiscopales. Mais en permettant aux huguenots de conserver, comme gages, plusieurs places fortes et de tenir des réunions pour délibérer sur les intérêts de leur secte, il créa à ses successeurs de sérieuses difficultés qui aboutirent à la révocation de l'édit

---

pour élire un roi catholique (satyre Ménippée). Henri IV désirait sincèrement de mettre fin aux tristes divisions de la France: il assista à plusieurs conférences entre des théologiens catholiques et protestants et examina avec soin les arguments qui étaient allégués de part et d'autre. Il se fit instruire dans la religion catholique et prononça son abjuration dans l'église de S.-Denis (l'an 1593). Lors même que le premier motif de la conversion de Henri IV eût été un motif politique, on ne peut douter qu'elle ne fût sincère. Son couronnement à Chartres et son entrée à Paris (l'an 1594). Dissolution de la Ligue. Le pape Clément VIII se réconcilie avec Henri IV (l'an 1595). La guerre civile est terminée avec la soumission du duc de Mayenne et de la Bretagne. Assemblée des notables à Rouen (1597). *Paix de Vervins*, conclue avec l'Espagne (l'an 1598). Irritation des huguenots contre Henri IV; ils instituent dans chaque province un conseil politique et s'emparent dans plusieurs contrées des revenus publics. *Edit de Nantes* (l'an 1598): il renouvelle et complète les édits antérieurs de Janvier, d'Amboise, etc, il fixe la position respective des deux cultes; des chambres mixtes, composées de catholiques et de protestants en nombre égal, sont adjointes au parlement; les protestants sont admis à tous les emplois publics, ils obtiennent le droit de tenir des réunions politiques et de conserver des troupes et des places

de Nantes. *Henri IV* s'attacha à réparer les maux que les longues guerres religieuses avaient causés à la France. Aidé par son ministre, le *duc de Sully*, il parvint à relever en peu d'années la prospérité de son royaume, en favorisant l'agriculture, le commerce et l'industrie, et en mettant de l'ordre et de l'économie dans les finances. Ce grand prince, dont le nom est resté populaire jusqu'à nos jours, trouva la plus belle récompense de son activité dans la reconnaissance et l'affection de son peuple. Il conçut encore un autre projet qui devait assurer la paix générale à l'Occident et une influence prépondérante à la France: il voulait établir un lien politique entre tous les Etats chrétiens de l'Europe, et les unir en une *grande république chrétienne*, où la France aurait tenu la première place et où tous les différends auraient été aplanis par un tribunal suprême. Mais tandis qu'il travaillait à mettre à exécution ce projet, il fut assassiné par *Ravaillac*.

LOUIS XIII. SA MINORITÉ ET SON GOUVERNEMENT JUSQU'AU MINISTÈRE DE RICHELIEU (1610-1624). — Le fils de Henri IV n'avait que huit ans à la mort de son père; la reine-mère *Marie de Médicis*, se fit nommer régente du royaume par

---

fortes. Ces dernières concessions devinrent dangereuses pour la tranquillité intérieure de la France, parce que les huguenots continuaient à former un parti politique puissant ayant en main les moyens de résister à l'autorité du roi. Cette résistance commença déjà sous le règne de Henri IV, qui ne put rétablir dans le Béarn la liberté religieuse pour les catholiques, comme il l'avait promis au pape Clément VIII. — Henri IV s'occupa avec la plus grande sollicitude de relever la prospérité matérielle de son royaume. Par une sage économie, il parvint à alléger les charges publiques et à payer une grande partie des dettes qui avaient été contractees pendant les longues guerres de religion. La politique extérieure de Henri IV avait pour but d'abaisser la maison de Habsbourg-Autriche. Il fit alliance avec les protestants d'Allemagne contre l'empereur Maximilien II. Il fut assassiné par *Ravaillac* (l'an 1610.) Les véritables motifs de ce crime sont restés inconnus.

Minorité de Louis XIII (1610-1614).-La reine mère et les princes du sang réclamèrent à la fois la régence; *Marie de Médicis* parvint à se faire proclamer régente par le *parlement de Paris*, grâce surtout aux divisions des princes du sang dont plusieurs étaient protestants. C'est de ce moment que date l'autorité politique du parlement de Paris, qui n'était dans le principe qu'une des cours supérieures de justice. *Concini*, Florentin exilé, gagne la confiance de la reine-mère, dont il épouse la sœur de lait: Il est nommé *marquis d'Ancre* et maréchal de France. Luxe de la cour et dilapidation du trésor, amassé

le Parlement. Elle conclut la paix avec l'Autriche; mais en confiant le gouvernement au *maréchal d'Ancre*, Florentin de naissance, elle mécontenta la noblesse et surtout les princes du sang qui voulaient une part dans les affaires publiques. La régente fit alors déclarer Louis XIII majeur et convoqua les Etats du royaume à Paris. Mais, ils se séparèrent sans avoir pris des mesures efficaces pour relever les finances que les dilapidations de la cour avaient mises dans le plus triste état. Le prince de Condé se mit alors à la tête des mécontents, parmi lesquels se trouvaient les huguenots, et le roi fut obligé de conclure la *paix de Loudun*, dans laquelle il promit de faire droit aux réclamations des Etats et du parlement de Paris. Cependant le maréchal d'Ancre, dans la crainte de perdre son pouvoir, fit arrêter le prince de Condé et l'accusa devant le parlement du crime de haute trahison. Ce fut ce qui amena sa chute. La noblesse gagna *de Luynes*, l'un des favoris du roi : Louis XIII se laissa convaincre que le maréchal voulait l'empoisonner, et ce dernier fut assassiné dans le Louvre.

Après la mort du maréchal d'Ancre, le roi éloigna sa mère de la cour et déclara vouloir gouverner par lui-

---

par les économies de Henri IV. Paix avec la maison d'Autriche et abandon de la cause des protestants en Allemagne. Mécontentement des grands et surtout des princes et des huguenots. Le duc de Mayenne, le prince Henri II de Condé, les ducs de Nevers et de Bouillon s'unissent contre le maréchal d'Ancre et la reine. Celle-ci fait déclarer le *roi majeur* (l'an 1614) et convoque *à Paris les Etats du royaume* qui réclament un exposé de l'état des finances et qui se séparent après cinq mois de session (l'an 1615), sans avoir remédié aux abus; ce fut leur dernière réunion avant 1789. En leur absence, *le parlement de Paris* s'arroge le droit de s'immiscer dans les affaires politiques en prenant des arrêts touchant l'autorité du roi : la reine-mère casse ces arrêts et réprime cette tentative. Le *prince de Condé* publie un manifeste contre le gouvernement. Il est proscrit et en appelle au parlement ; le roi s'en réfère également à la décision de cette cour, qui devient ainsi juge entre lui et le prince de Condé ; le parlement confirme l'arrêt de proscription lancé contre Condé. Des troupes sont levées de part et d'autre; *paix de Loudun* (l'an 1616); concessions faites par le roi au parlement et aux huguenots. Condé est nommé président du conseil du roi. Il songe à renverser le *maréchal d'Ancre*, qui le fait arrêter et le met en accusation devant le parlement. Les princes et la noblesse s'unissent contre le maréchal d'Ancre et le font assassiner, après

même. *De Luynes* acquit bientôt un empire absolu sur le monarque, qui manquait d'énergie. Louis XIII ne tarda pas à se trouver en guerre avec sa mère, ainsi qu'avec les huguenots. *Jean du Plessis*, évêque de Luçon, plus connu sous le nom de *cardinal de Richelieu*, négocia la réconciliation du roi et de la reine-mère et gagna ainsi la confiance de cette princesse qui reprit son ascendant sur son fils. Cependant les huguenots continuaient la guerre et expulsaient les catholiques de toutes les villes dont ils pouvaient se rendre maîtres: ils obtinrent, dans la *paix de Montpellier*, la confirmation de tous leurs droits et libertés. De Luynes, devenu connétable de France, mourut pendant la guerre; la reine-mère fit alors entrer le *cardinal de Richelieu* dans le conseil du roi. Une nouvelle période s'ouvrit alors pour la politique française, qui, sous la direction de ce grand homme d'Etat, parvint à dominer les affaires de l'Europe.

Ministère de Richelieu (1624-1642). — Le cardinal de Richelieu était un de ces hommes rares qui dominent leur siècle par leur génie et que rien n'arrête dans la réalisation de leurs vastes conceptions politiques. La France dut sa prépondérance politique en Europe à Richelieu, qui pré-

---

avoir obtenu le consentement du roi par l'entremise du page, *Albert de Luynes* (l'an 1617).

Louis XIII déclare vouloir gouverner par lui-même: la reine-mère se retire à Blois. *De Luynes*, homme dépourvu de talents et d'énergie, acquiert un grand ascendant sur le roi; mécontentement de la noblesse, qui méprisait le favori. La reine-mère quitte Blois et fait enrôler des troupes mercenaires dans plusieurs provinces pour reprendre par les armes son pouvoir à la cour. L'évêque de Luçon, *Armand Jean Du Plessis*, qui était devenu secrétaire d'Etat sous le ministère du maréchal d'Ancre et qui était très-dévoué à la reine-mère, interpose sa médiation (l'an 1619). Les *huguenots* s'opposent au rétablissement du culte catholique dans le Béarn (l'an 1620). Ils tiennent une assemblée générale à *La Rochelle* en prenant les armes sous le commandement des ducs de *Rohan* et de *Soubise* (l'an 1621). Ils persécutent les catholiques, les expulsent de plusieurs villes, et détruisent leurs églises. Siége de *Montauban* par l'armée du roi, et mort du *duc de Luynes* (l'an 1621). *Paix de Montpellier* (l'an 1622): les huguenots conservent leurs droits, sauf cependant celui de tenir des assemblées politiques. L'évêque de Luçon, qui était devenu *duc de Richelieu* et *cardinal* (l'an 1522), est nommé membre du conseil d'Etat (l'an 1624).

para le règne si glorieux de Louis XIV. Mais si Richelieu fut grand comme homme d'Etat, il ne fut pas irréprochable dans le choix des moyens qu'il employait pour parvenir à son but: il sacrifiait sans scrupule son caractère de prince de l'Eglise et de catholique, lorsqu'il s'agissait de poursuivre ses projets politiques à l'égard de la maison de Habsbourg en Espagne et en Allemagne. Rendre la royauté forte à l'intérieur et placer la France à la tête des puissances européennes, tel était le but de Richelieu. — Le premier acte de son ministère fut de rompre l'alliance avec l'Espagne et d'envoyer des subsides aux protestants dans les Pays-Bas. Ensuite il fit occuper la *Valteline*, après en avoir expulsé les troupes papales qui la gardaient pour le roi d'Espagne. Le mariage de *Charles I d'Angleterre* avec la princesse *Henriette de France* et la promesse de subsides qu'il fit aux protestants d'Allemagne pour la guerre contre l'empereur Ferdinand II, dévoilèrent de plus en plus la politique du cardinal. Mais ses alliances avec les protestants de tous les pays excitèrent le mécontentement des catholiques en France; le *duc d'Orléans*, frère de Louis XIII, voulut en profiter pour renverser le puissant ministre. Richelieu triompha de ses ennemis et effraya

---

Le cardinal de Richelieu est l'auteur du système politique qui a prévalu en Europe jusqu'à la révolution française de 1789, et qui consiste dans la subordination de tous les intérêts à l'omnipotence de l'Etat. Le pouvoir fut centralisé et exercé par le souverain en personne ou par un ministre qui agissait en son nom. Les droits les mieux établis, les institutions des provinces et des villes, tout était sacrifié à ce qu'on appelait la *raison d'Etat*; la religion elle-même n'était plus considérée que comme un moyen gouvernemental dont on se servait dans l'intérêt de l'Etat : ce fut ce qui prépara le grand bouleversement du dix-huitième siècle. La France doit à Richelieu une longue période de grandeur, pendant laquelle elle a tenu entre ses mains les destinées de l'Europe. Richelieu avait un double projet : rendre la royauté absolue en France et abaisser la puissance de la maison de Habsbourg. Ses alliances avec la république de Hollande et l'Angleterre (l'an 1624). Son intervention ranima la guerre de Trente-Ans en Allemagne : il promit une somme d'un million de livres aux protestants et permit au duc de Brunswick de recruter des troupes en France (voyez plus loin). — Les huguenots prennent les armes (l'an 1625); mais ils sont défaits et obligés de se soumettre tout en conservant les places fortes que l'Edit de Nantes leur avait concédées. — Une opposition surgit contre le ministre :

la noblesse en faisant exécuter le comte de Chalais, qui était entré dans les vues du duc d'Orléans. Après avoir abattu la noblesse, le cardinal prit des mesures énergiques pour en finir avec l'opposition sans cesse renaissante des huguenots. Ceux-ci avaient pris les armes et résistaient aux ordres du roi. Richelieu fit mettre le siége devant *la Rochelle*, et la ville fut prise après une héroïque défense de quatorze mois. Les huguenots furent alors anéantis comme parti politique; mais Richelieu leur laissa la liberté religieuse, ainsi que l'égalité politique. C'est ainsi que furent terminées en France les guerres de religion.

Richelieu poursuivit avec la plus grande énergie son projet d'abaisser la maison d'Autriche en Allemagne: il prit part à la *guerre de Trente-Ans* par les troupes et les subsides qu'il envoya aux princes protestants et aux Suédois; ce fut même la principale cause de la longue durée de cette guerre qui entraîna la dissolution de l'empire germanique. La France, grâce à la politique de Richelieu, n'avait plus de puissance rivale à combattre en Europe et voyait sa prépondérance établie pour longtemps. Le cardinal-ministre triompha également de tous ses ennemis, au premier rang desquels se trouvaient la reine-mère et le

---

le duc *Gaston d'Orléans*, frère du roi, se met à la tête des mécontents qui concluent une alliance avec la cour d'Espagne (l'an 1626). Leurs projets sont découverts : le maréchal d'Ornano, le duc de Vendôme et le comte de Chalais sont arrêtés; le premier meurt en prison, et Chalais est exécuté; le duc de Vendôme est gracié. *Paix de Mouzon* conclue avec l'Espagne (l'an 1626). — Assemblée des notables (1627). Les huguenots recommencent la guerre et s'allient avec l'Angleterre. Siége de la Rochelle; la ville se défend pendant quatorze mois; de 30,000 habitants qu'elle comptait avant le siége, il n'en restait que 5,000 lorsqu'elle se rendit (l'an 1628). Les huguenots perdent leurs places fortes et le droit d'avoir des troupes sous les armes; ils conservent la liberté religieuse et le droit de parvenir à toutes les fonctions publiques. Guerre en Italie pour la succession du duché de Mantoue (1629-1631) : le duc de Nevers est mis en possession de ce duché par Louis XIII, qui s'y rend à la tête d'une armée française.

Intervention de Richelieu dans la *guerre de Trente-Ans* (voyez plus loin, § 7). — Intrigues de la reine-mère pour éloigner le cardinal de la cour; la reine Anne et Gaston d'Orléans s'unirent à elle. Louis XIII fut ébranlé; mais le cardinal réussit dans un entretien avec le roi à confondre tous ses ennemis, et la reine-mère fut forcée de quitter la cour; on appela ce revirement

duc d'Orléans. Ce dernier, après avoir conclu une alliance avec la cour d'Espagne, prit les armes et gagna à sa cause le duc de Montmorency, gouverneur de Languedoc. Mais il perdit la bataille de *Castelnaudary* et fut obligé de se soumettre : Montmorency fut exécuté. *Cinq-Mars*, l'un des favoris de Louis XIII, qui avait conspiré pour assassiner le cardinal, fut condamné à mort et décapité. Richelieu mourut après avoir gouverné la France pendant dix-huit ans : sa politique lui a survécu et elle est restée dominante en Europe jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

III. — L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL JUSQU'AU TRAITÉ DE WESTPHALIE ET L'AVÈNEMENT DE LA MAISON DE BRAGANCE AU TRONE DE PORTUGAL. (1556-1648).

LE PORTUGAL JUSQU'A SA RÉUNION A L'ESPAGNE (1495-1580).— Le règne d'*Emmanuel-le-Grand* marque l'époque la plus brillante dans l'histoire du royaume de Portugal, qui parvint à un haut degré de puissance et de prospérité, par suite des découvertes et des conquêtes faites par les Portugais en Afrique et dans l'Inde. De nombreuses colonies

---

subit la *journée des dupes* (l'an 1630). Plusieurs des partisans de la reine sont mis à mort. Gaston d'Orléans se retire à Bruxelles et obtient du secours des Espagnols. Il envahit la France à la tête d'une armée et demande la mort du cardinal Richelieu. Montmorency, gouverneur de Languedoc, fait cause commune avec lui. Bataille de *Castelnaudary* (l'an 1632). Montmorency est fait prisonnier et exécuté. — Richelieu donna une nouvelle impulsion à la guerre de Trente-Ans en faisant alliance avec les Suédois après la mort de Gustave-Adophe. Sa fermeté vis-à-vis de la noblesse et des parlements, qui renouvellent leurs tentatives pour s'immiscer dans les affaires politiques. *Conspiration de Cinq-Mars*, fils du maréchal Effiat. Cinq-Mars avait été recommandé par Richelieu lui-même au roi dont il était ensuite devenu le favori. Irrité de ce que le cardinal lui refusait une place dans le conseil d'Etat, il se ligua avec Gaston d'Orléans et avec la cour d'Espagne pour renverser le puissant ministre. Mais Richelieu découvrit les projets de ses ennemis et les dévoila au roi. Cinq-Mars et le conseiller d'État *de Thou* furent condamnés à mort et exécutés (l'an 1642). *Mort de Richelieu* (l'an 1642). *Mort de Louis XIII* (l'an 1643)

III. Rois de Portugal pendant cette période : *Emmanuel-le-Grand*, *1495-1521*. *Jean II*, *1521-1557*. *Sébastien*, *1577-1578*. *Henri*, *1578-1590*. — *A consulter :* Schaefer, *Histoire de Portugal* 5e vol. (dans la collection de Heeren et Uckert).

furent établies sur tout le littoral africain depuis le Maroc jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et de vastes possessions acquises dans l'Inde furent gouvernées par des vices-rois résidant à Goa. Pendant quelque temps les Portugais eurent ainsi le monopole du commerce avec l'Inde, et d'immenses richesses affluèrent à *Lisbonne*, qui devint le centre de ce commerce. Toutefois le luxe qui commençait à régner et la cherté de tous les objets de première nécessité, suite naturelle de l'abondance de l'argent, exercèrent une influence fâcheuse sur l'état moral et matériel du Portugal. — *Jean III*, fils et successeur d'Emmanuel, crut devoir, malgré l'opposition de plusieurs Souverains-Pontifes, établir dans son royaume le tribunal de *l'inquisition* sur les mêmes bases qu'en Espagne; le pape *Paul III* consentit à la fin à confirmer cette institution, tout en modifiant l'organisation du tribunal en faveur de ceux qui tombaient sous sa juridiction. L'établissement de la *Compagnie de Jésus* en Portugal fut pour ce pays un événement plus heureux. Sous la direction de *Rodriguez*, leur premier provincial, les Jésuites travaillèrent avec le plus grand zèle à l'éducation de la jeunesse et à la réforme des mœurs; ce

---

Emmanuel-le-grand (1495-1521). Grandeur du Portugal (voyez le 5e vol. de ce Cours, chap. XXVIII, §3). Découvertes et conquêtes des Portugais dans l'Inde et en Amérique (voyez plus haut, page 78-90). Emmanuel mérita le surnom de Grand autant par son activité et les mesures qu'il prit dans l'intérêt de son peuple, que par ses vertus et ses connaissances étendues; la plus grande sévérité de mœurs régnait à sa cour splendide. — Un nombre considérable de juifs et de maures émigrèrent de l'Espagne pour se fixer en Portugal, à la suite des mesures prises contre eux par Ferdinand et Isabelle (voyez plus haut, pag. 64). Emmanuel fut obligé d'exiler ceux qui refusaient d'embrasser le christianisme, parce que leur présence dans le royaume était dangereuse pour l'ordre public et préjudiciable aux chrétiens. Beaucoup de juifs et de maures se firent baptiser pour la forme et continuèrent à pratiquer secrètement le judaïsme et l'islamisme. — Jean III (1521-1557) introduisit l'*inquisition espagnole*, à cause des menées des Juifs qui travaillaient à propager leurs croyances parmi la population chrétienne. Les papes, *Clément VII* et *Paul III*, s'opposent à cette mesure : ce dernier finit par approuver l'inquisition (l'an 1536), en la modifiant d'après l'organisation de l'*inquisition romaine* et en nommant des évêques à la présidence des tribunaux. Etablissement *des Jésuites* en Portugal (l'an 1540). Les Jésuites rendirent d'immenses services par leur zèle pour l'éducation de la jeunesse; la noblesse leur fit opposition, mais le roi les prit sous sa protection. Un

fut à Lisbonne que *S. François Xavier* s'embarqua pour l'Inde. Le roi Jean III fit partir plusieurs flottes pour le *Brésil* et y consolida par des mesures énergiques la domination portugaise. *Sébastien*, seul héritier du trône, n'avait que trois ans à la mort de son grand-père ; le gouvernement fut d'abord confié à la reine Catherine, veuve de Jean III, qui le céda plus tard au cardinal Henri, frère de ce prince. A l'âge de quatorze ans, Sébastien prit lui-même les rênes du gouvernement. D'une piété sincère et d'un caractère chevaleresque, ce jeune prince entreprit une expédition contre l'empire de Maroc ; mais il périt dans une bataille, et, comme, ayant fait vœu de continence, il n'avait pas été marié, le trône échut au *cardinal Henri*, dernier descendant mâle de la dynastie royale, qui s'éteignit avec lui. *Philippe II* d'Espagne, dont la mère Isabelle était la fille aînée du roi Emmanuel, devint roi de Portugal et réunit ce royaume à ses vastes Etats.

L'ESPAGNE SOUS PHILIPPE II (1556-1598). — *Philippe II* hérita de tous les Etats de Charles-Quint, à l'exception du diadème impérial qui passa à Ferdinand d'Autriche. Ce prince unissait à une piété sincère une grande énergie de caractère et un profond sentiment de justice ; mais il se

---

gouverneur est envoyé avec une flotte au Brésil pour y organiser un gouvernement régulier (l'an 1549) : les Jésuites s'y rendent pour travailler à la conversion des peuplades sauvages. Les six fils du roi Jean III moururent avant leur père ; l'un deux laissa un fils, nommé *Sébastien*, qui n'avait que trois ans à la mort de son grand-père (1557). Sébastien fut d'abord placé sous la tutelle de sa grand'mère Catherine, qui se retira cinq ans plus tard (l'an 1562) dans un couvent, en laissant la régence au cardinal-infant *Henri*, fils du roi Emmanuel. Henri promulgua en Portugal les décrets du *concile de Trente* (l'an 1564). — RÈGNE DE SÉBASTIEN (1568-1578). Ce prince pieux désirait ardemment de propager la religion chrétienne parmi les musulmans en Afrique. Il périt dans une expédition contre le Maroc (l'an 1578) Le cardinal HENRI lui succéda (1578-1580) : la descendance mâle de la dynastie portugaise s'éteignit, avec ce dernier, et le Portugal fut réuni à l'Espagne sous le sceptre de Philippe II (l'an 1580).

PHILIPPE II (1556-1598). La plupart des auteurs modernes sont injustes à l'égard de Philippe II. « Le caractère de ce prince a été défiguré par la prévention des historiens modernes, dit le protestant Schoell ; la nature l'avait doué à un haut degré des talents nécessaires à un grand prince, d'une sagacité et d'une pénétration merveilleuses : actif et laborieux, il surveillait toutes les branches de l'administration et il montrait beaucoup de discerne-

défiait trop des hommes et il lui manquait les vues larges de son père. — Après avoir terminé la guerre contre la France par le traité de *Cateau-Cambrésis*, il quitta les Pays-Bas et se rendit en *Espagne* où il fixa définitivement sa résidence. L'événement le plus important de son règne fut la révolution des *Pays-Bas* qui amena la séparation de la *Hollande*. En Espagne Philippe II eut à lutter contre plusieurs insurrections des *Mauresques* qui, bien que baptisés, continuaient à professer secrètement l'islamisme. Il ne fut pas toujours heureux dans ses guerres contre les *Turcs*, qui furent défaits par Don Juan dans la *bataille de Lépante*, mais qui défendirent avec succès leurs possessions en Afrique, où Philippe II avait l'intention de fonder un royaume chrétien. La réunion du Portugal et des colonies portugaises sous le sceptre de Philippe II accrut la puissance de ce prince et le dédommagea de la perte des provinces hollandaises. Cependant la grande expédition qu'il organisa contre l'Angleterre échoua complètement; le duc de *Médina-Sidonia* ne put ramener en Espagne que quelques débris de la *Flotte invincible*. La guerre qu'il avait entreprise en France sur les sollicitations de la *Ligue* contre Henri de Navarre se termina par la *paix de Vervins*. Ces

---

ment dans le choix de ses ministres et de ses généraux; quoique fier, il était accessible à ses sujets, écoutait leurs plaintes, modérait, pour ne pas les effrayer, la sévérité de son regard et faisait droit à leurs justes réclamations. » — Guerre contre la France (1557-1559). Victoire de *St-Quentin* remportée sur les Français (l'an 1557). Paix de *Cateau-Cambrésis* (l'an 1559); les conquêtes faites des deux côtés sont rendues. Départ de Philippe II pour l'Espagne (l'an 1559). — Guerre dans les Pays-Bas et séparation des sept provinces unies (voyez le § suivant). — Il y avait en Espagne un grand nombre d'habitants descendant d'anciennes familles arabes et désignés par le nom de *Mauresques*, qui continuaient à pratiquer l'islamisme en secret et pervertissaient même un bon nombre de chrétiens. Philippe II leur interdit l'usage de leur langue, de leurs vêtements et des bains. Plusieurs insurrections éclatèrent, et le roi fut obligé d'employer des mesures énergiques pour soumettre les rebelles, qui avaient conclu des alliances avec les musulmans d'Afrique et avec les Turcs. *Guerre contre les Turcs* et bataille de *Lépante* (l'an 1571). Prise de *Tunis* par Don Juan d'Autriche (l'an 1573); cette ville est reprise par les Turcs. (l'an 1547). — Réunion du Portugal à l'Espagne (voyez ci-dessus). — Guerre contre Elisabeth d'Angleterre (voy. plus haut, p. 102.) — Procès de *Don Carlos*, fils du roi. Ce prince avait conçu le projet d'assassiner son père; il mourut en prison; Philippe II lui pardonna auparavant

nombreuses guerres épuisèrent les ressources de l'Espagne; cependant on ne peut pas faire à Philippe II le reproche d'avoir mal administré les finances de son royaume. *Madrid* était devenue la résidence ordinaire du roi; Philippe y bâtit le célèbre palais de l'*Escurial*, où il mourut d'une maladie douloureuse supportée avec une résignation vraiment chrétienne.

L'ESPAGNE JUSQU'A LA SÉPARATION DU PORTUGAL ET LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE WESTPHALIE (1598-1648)- — Philippe III, prince d'un caractère indolent et faible, abandonna le gouvernement au *duc de Lerme*, son premier ministre, qui subit lui-même l'ascendant d'un homme de basse extraction auquel il conféra le titre de *comte d'Oliva*. Philippe conclut la paix avec l'Angleterre et continua à soutenir l'archiduc Albert dans la guerre contre la Hollande. L'expulsion de toute la *population mauresque* fut l'événement le plus important du règne de ce prince: cette mesure fut provoquée par une vaste conspiration que les Mauresques avaient tramée et dans laquelle étaient entrés le prince de Maroc et le roi Henri IV de France. L'Espagne perdit ainsi un grand nombre d'habitants qui se retirèrent en Afrique; cependant il n'est pas exact de considérer l'expul-

---

et lui donna sa bénédiction : quelques auteurs modernes ont émis à ce sujet les accusations les plus absurdes contre Philippe II. — Intervention de Philippe II dans les guerres de religion en France (voyez plus haut, page, 118). Il cède la souveraineté de la Belgique à sa fille *Isabelle* et à son gendre *Albert* d'Autriche (voyez le § suivant).

PHILIPPE III (1598-1661), prince bon mais sans énergie, avait cependant reçu une éducation soignée ; son père l'avait fait assister aux délibérations du conseil d'Etat pour l'initier aux affaires publiques. Il éloigna les conseillers de son père et donna un pouvoir presque absolu au marquis de Denia, qu'il créa *Duc de Lemre*. Celui-ci se laissa dominer par un homme entreprenant et hardi, *Rodrigue de Calderon*, qui de simple soldat devint *comte d'Oliva* et qui se rendit odieux par son arrogance. Guerre des Pays-Bas (voyez le § suivant). Paix de Londres conclue avec Jacques I (l'an 1604). Expulsion des *Mauresques* (l'an 1609) : le nombre de ceux qui quittèrent alors l'Espagne s'élevait à 7 ou 800,000. Les auteurs modernes attribuent à tort à cet événement la dépopulation de l'Espagne ; elle provenait de plusieurs autres causes : 1° de la *mort noire*, grande épidémie qui, en 1350 et 1351, avait enlevé les *deux tiers* de la population ; 2° de la conversion d'une grande partie de terres labourables en pâturages pour d'immenses troupeaux de moutons, désignée sous le nom de *privilége de la*

sion des Mauresques comme l'unique ou même la principale cause de la diminution de population dans ce pays. Le puissant *duc de Lerme*, après avoir réussi à obtenir le chapeau de cardinal, finit par être disgracié et fut envoyé en exil. Philippe III mourut peu de temps après et laissa le trône à son fils *Philippe IV.* — Ce prince avait encore moins d'énergie que son père; mais il trouva un ministre capable dans la personne du *duc d'Olivarès* qui travailla sérieusement à relever la prospérité intérieure de l'Espagne, tout en lui conservant son influence comme grande puissance européenne. L'habile ministre ne put cependant pas atteindre ce double but; la nation espagnole manquait alors d'énergie, et de plus les ressources financières du pays étaient complètement épuisées. Olivarès eut en outre à lutter contre le puissant génie de Richelieu, qui fit échouer tous ses projets et qui travailla à abaisser l'Espagne, pour affaiblir la maison de Habsbourg. Le duc d'Olivarès soutint d'abord la cause de l'empereur Ferdinand II dans la guerre de Trente-Ans et combattit à la fois contre la Hollande et la France. Mais les troubles qui éclatèrent en Espagne le forcèrent de renoncer à la guerre. Une révolte en Catalogne fut suivie d'une insurrection plus formidable en Portugal.

---

mesta ; 3º de l'expulsion des juifs et des maures sous Ferdinand et Isabelle ; 4º d'une émigration considérable pour le Mexique et le Pérou. Disgrâce du duc de Lerme (l'an 1618) et exécution du comte d'Oliva qui était accusé d'une foule de crimes par ses ennemis. Mort de Philippe III (l'an 1621). — (PHILIPPE IV (1621-1665). Le *duc d'Olivarès*, homme d'un grand talent, auquel le roi donna sa confiance, travailla sérieusement à porter remède aux maux qui affligeaient sa patrie : ses efforts échouèrent contre l'apathie de la nation espagnole, à laquelle les immenses richesses affluant l'Amérique avait fait abandonner toute espèce d'industrie. Le commerce de l'Espagne eut beaucoup à souffrir des Hollandais et des Anglais : plus d'une fois les flottes espagnoles revenant de l'Amérique tombèrent entre les mains de ces ennemis. Olivarès conçut le projet d'établir des impôts fixes dans tous les pays soumis à la couronne d'Espagne et d'organiser une armée régulière de 140,000 hommes, pour laquelle chaque province devait fournir son contingent ; mais les États des provinces s'y opposèrent. Révoltes des *Catalans* (l'an 1640-1651). Révolution de Portugal : *Jean de Bragance*, descendant de Catherine, fille d'Emmanuel, est élevé sur le trône (l'an 1640) et s'y maintient contre l'Espagne. Disgrace du duc d'Olivarès (l'an 1643). Traité de Munster entre l'Espagne et la Hollande (l'an 1648). Voyez Schaefer, *Histoire de Portugal*, 4me vol.

Mécontents de la domination espagnole, les Portugais se souleverent et proclamèrent roi le *duc de Bragance* sous le nom de *Jean IV*. L'indépendance du royaume de Portugal fut ainsi rétablie avec l'élévation de la maison de Bragance. Peu de temps après, le duc d'Olivarès tomba en disgrâce. Dans le traité de Wesphalie Philippe IV fut obligé de reconnaître l'indépendance de la Hollande. La décadence de l'Espagne fit dès lors des progrès rapides.

IV. — GUERRES DE RELIGION DANS LES PAYS-BAS JUSQU'A LA PAIX DE MUNSTER. (1567-1648).

GOUVERNEMENT DU DUC D'ALBE (1567-1573). — Lorsque Philippe II envoya le duc d'Albe dans les Pays-Bas, la tranquillité s'y trouvait rétablie, grâce aux mesures prises par la gouvernante *Marguerite de Parme*. Le duc y arriva à la tête d'une armée de vingt mille hommes, avec l'intention bien arrêtée de punir les fauteurs des troubles, qui avaient désolé ces provinces, et de prendre des mesures énergiques pour rétablir l'autorité du roi. Son arrivée fut le signal d'une nombreuse émigration : ceux qui se croyaient menacés sortirent du pays ; le prince d'Orange,

---

IV. *A consulter* : Strada, *De bello belgico* — Wagenaar, *Histoire nationale* (en hollandais) — Léo, *Histoire des Pays-Bas*. — Les ouvrages de De Gerlache et David, cités p. 48.

GOUVERNEMENT DU DUC D'ALBE (voyez plus haut, pag. 51). Caractère énergique du duc, qui sous Charles-Quint s'était distingué comme général ; il avait été témoin des suites fâcheuses qu'avait eues la trop grande condescendance de ce prince envers les protestants. Il se proposait de punir les fauteurs des troubles, d'intimider les protestants par des mesures de rigueur et de rétablir l'autorité de Philippe II. Mais en agissant avec une sévérité excessive et en méconnaissant les droits les mieux établis, il favorisa les projets ambitieux de Guillaume d'Orange et contribua ainsi à la guerre de religion qui se termina par la séparation d'une partie des Pays-Bas d'avec la monarchie espagnole. Quoique le duc d'Albe mérite des reproches très-sérieux, on est allé trop loin, en lui attribuant un caractère sanguinaire et en soutenant qu'il se faisait un plaisir de commettre des actes de cruauté ; toute la vie de ce grand capitaine contredit formellement cette opinion trop passionnée. — Arrestation des comtes d'*Egmont* et de *Hornes* et de quelques autres seigneurs (l'an 1567). Abdication de *Marguerite de Parme*, qui se retire en Italie. *Conseil des troubles*, espèce de cour militaire exceptionnelle, chargée de découvrir et de juger les instigateurs de troublos

un des premiers, s'éloigna avec un certain nombre de seigneurs. L'arrestation des comtes d'*Egmont* et de *Hornes*, par les ordres du duc d'Albe, décida Marguerite de Parme à donner sa démission de gouvernante des Pays-Bas et à se retirer en Italie. Le gouvernement passa aux mains du duc, qui institua un tribunal exceptionnel pour juger ceux qui avaient pris part aux troubles : ce tribunal, appelé par le duc *conseil des troubles*, reçut du peuple le nom de *conseil de sang*. D'Egmont et de Hornes furent condamnés à mort et exécutés à Bruxelles avec plusieurs autres personnages de distinction. Après avoir dispersé les corps d'armée au moyen desquels le *prince d'Orange* avait envahi à la fois la Frise et le Limbourg, le duc d'Albe, pour se procurer de l'argent, fit lever des impôts extraordinaires malgré l'opposition des Etats des provinces. Cet acte arbitraire augmenta le mécontentement que le gouvernement sévère du duc avait déjà provoqué. Le prince d'Orange en profita habilement : ayant reçu des secours en argent d'un certain nombre de commerçants, il équipa une petite flotte qu'il plaça sous le commandement du comte *Guillaume de la Mark* et qui s'empara de la ville de *Brielle* dans la Zélande. Le duc d'Albe méprisa

---

dans les Pays-Bas (voyez plus haut, page 51). Un grand nombre de personnes appartenant à toutes les classes de la société émigrent; le commerce en souffre. Le prince d'Orange attaque les Pays-Bas avec quatre corps d'armée; son frère Louis de Nassau pénètre dans la Frise. Procès et exécution des comtes d'Egmont et de Hornes et de plusieurs seigneurs (l'an 1568). Quelques auteurs portent à 18,000 le nombre des personnes qui furent mises à mort et à 30,000 le nombre de celles qui furent frappées de proscription : ces chiffres sont très-exagérés. Le prince d'Orange est repoussé et obligé de se réfugier en France. Le duc d'Albe se trouvant dans de graves embarras financiers, convoque les Etats-Généraux et obtient, par l'intimidation, leur consentement à des impôts nouveaux; alors les Etats recourent au roi qui ordonne de suspendre l'exécution des mesures décrétées par le duc. Mais celui-ci ne pouvant payer ses troupes, obtient une ordonnance royale pour percevoir les impôts de 10 % sur les ventes de meubles, et 5 % pour les immeubles. Le peuple se soulève dans plusieurs villes, même à Bruxelles (l'an 1571). L'amiral de Coligny conseille au prince d'Orange d'attaquer les Espagnols par mer. On équipe une petite flottille de corsaires, appelés *gueux de mer*, sous le commandement de *Guillaume de la Marck*, seigneur de Lumey : elle compte 24 bâtiments. La *ville de Brielle* est prise et devient le centre des opérations maritimes (l'an 1572).

d'abord ces *gueux de mer*, comme on les appelait. Mais les provinces septentrionales se soulevèrent à leur tour contre la domination espagnole, et le prince d'Orange pénétra dans le pays de Gueldre, pendant que son frère, *Louis de Nassau*, prenait la ville de Mons. Le duc d'Albe reprit Mons, et son fils réduisit la Gueldre, la Frise et la Hollande, où il rencontra cependant une résistance vigoureuse; ce ne fut qu'après un siége de sept mois qu'il se rendit maître de la ville de Haarlem. Le duc d'Albe fut rappelé au milieu de ces circonstances difficiles et remplacé par le commandeur *Don Louis de Requesens*.

LES PAYS-BAS JUSQU'A L'UNION D'UTRECHT (1573-1579). — *Requesens* poussa avec vigueur la guerre contre le prince d'Orange qui avait de nouveau envahi la Gueldre avec des troupes mercenaires allemandes. Il gagna la bataille de *Mookerheide;* mais il échoua devant la ville de *Leyde*, qui fut courageusement défendue par ses propres habitants. Il mourut l'année suivante, et le *prince d'Orange* qui était déjà parvenu à se faire reconnaître comme gouverneur (stathouder) par les deux provinces de Hollande et de Zélande, conclut avec les *Etats-Généraux* des autres provinces réunis à Bruxelles la *pacification de*

---

insurrection de toutes les provinces septentrionales des Pays-Bas : le prince d'Orange envahit la Gueldre; son frère Louis de Nassau s'empare de Mons. La flotte des insurgés est portée à 150 vaisseaux. Cruautés commises par les armées des deux partis : les troupes mercenaires, qui étaient mal payées, se dédommagent par le pillage. Le duc d'Albe reprend Mons (l'an 1572) : son fils, *Frédéric de Tolede*, soumet la Gueldre et la Frise; mais il est arrêté devant *Haarlem* pendant sept mois; cette ville est horriblement maltraitée par les soldats (l'an 1573). Le duc d'Albe, peut-être sur sa propre demande, est rappelé.

GOUVERNEMENT DE REQUESENS (1573-1576). — Son caractère conciliant; il réunit les Etats-Généraux et publia une amnistie. Il continua la guerre dans la *Zélande*, province qui fut perdue pour l'Espagne après la prise de Middelbourg par les insurgés. Le *prince d'Orange* envahit la Gueldre et y attendit ses deux frères Louis et Henri, qui avaient réuni un corps d'armée en Allemagne. Ces deux derniers furent défaits sur la bruyère de Moock, près de Nimègue, et périrent dans la bataille (l'an 1574). *Siége de Leyde;* les habitants percent les digues de la mer et forcent les Espagnols à lever le siége; fondation de l'université de Leyde. Siége de *Zierickzée* (l'an 1575). Requesens meurt d'une fièvre pestilentielle (l'an 1576). — Le CONSEIL D'ETAT,

Gand, dans laquelle on stipula l'éloignement des troupes espagnoles et le rétablissement des choses dans l'état où elles avaient été avant l'arrivée du duc d'Albe. *Don Juan d'Autriche*, envoyé comme gouverneur par Philippe II, accepta la pacification de Gand et la confirma par *l'Edit perpétuel;* mais le prince d'Orange refusa de se soumettre, et la guerre recommença. Un parti puissant dans la noblesse offrit alors le gouvernement des Pays-Bas à l'archiduc *Mathias d'Autriche*, frère de l'empereur Rodolphe II. Le prince d'Orange reconnut l'archiduc et s'empara en même temps du pouvoir. Entre-temps *Don Juan*, qui s'était retiré dans la forteresse de Namur, avait rassemblé une armée et remporta la victoire de *Gembloux;* mais il mourut subitement quelques mois après. Le prince de Parme, *Alexandre Farnèse*, lui succéda et ne fut d'abord reconnu que dans les provinces de Luxembourg, de Limbourg et de Namur. Cependant les excès commis par les protestants dans la Flandre, où ils dévastaient les églises et pillaient les monastères, décidèrent les provinces wallonnes à conclure la *confédération d'Arras* pour la défense de la religion catholique. Le parti des *Malcontents*, nom que l'on donnait aux confédérés, se rapprocha

---

composé du duc d'Aerschot, du comte de Berlaimont et de Viglius, prend en main le gouvernement. Les Etats des provinces de *Hollande* et de *Zélande* confèrent au prince d'Orange le pouvoir suprême sous le titre de lieutenant (Stathouder) pour le roi d'Espagne (l'an 1576). Pillages et excès commis par les soldats espagnols qui n'étaient pas payés : ils s'emparent des villes de *Maestricht* et d'*Anvers*, qui sont horriblement saccagées; on appela le pillage d'Anvers, la *furie espagnole*. Le prince d'Orange chasse la garnison espagnole du château de Gand. Réunion des Etats-Généraux à Bruxelles et conclusion de la *pacification de Gand* (l'an 1576) : ils continuèrent, pendant dix ans, à gouverner les provinces confédérées. — GOUVERNEMENT DE DON JUAN D'AUTRICHE (1576-1578). Il accepte la pacification de Gand, consent au départ des troupes espagnoles et publie l'*Edit perpétuel* (l'an 1577). Son entrée à Bruxelles. Nouvelles menées du prince d'Orange : il s'efforce de rendre le gouvernement odieux. Don Juan se voit dans la nécessité de s'assurer un refuge : il se rend maître de la citadelle de Namur et y fixe sa résidence. Les Etats le déclarent traître à la patrie, et le prince d'Orange se met à la tête du mouvement. Une partie de la noblesse craignant la trop grande puissance du prince d'Orange forme une ligue et appelle l'archiduc *Mathias*. Adresse du prince d'Orange, qui se range du

du prince de Parme, tandis que le prince d'Orange faisait signer aux sept provinces septentrionales de Hollande, Zélande, Gueldre, Frise, Utrecht, Overyssel et Groningue le pacte célèbre connu sous le nom d'*Union d'Utrecht*, qui devint l'acte constitutif de la république des *Provinces-Unies*. Ces provinces se séparèrent ainsi définitivement de la couronne d'Espagne.

LES PAYS-BAS BELGES ET LES PROVINCES-UNIES DE HOLLANDE JUSQU'À LA MORT DE PHILIPPE II (1579-1598). — Le prince de Parme, que le parti des Malcontents dans les provinces wallonnes avait consenti à reconnaître comme gouverneur des Pays-Bas, continua la guerre avec vigueur. Cependant le prince d'Orange, contre lequel avait été lancé un édit de proscription et dont la tête avait été mise à prix, prononça la déchéance de Philippe II; l'archiduc Mathias donna sa démission et quitta les Pays-Bas. Le prince d'Orange en offrit alors la souveraineté au *duc d'Anjou*. Celui-ci fut d'abord reconnu dans les Provinces-Unies; mais lorsqu'il s'aperçut qu'il ne serait que le jouet du prince d'Orange, il retourna en France. Guillaume d'Orange fut assassiné peu de temps après par le Bourguignon Balthazar Gérard. Le prince de Parme profita des

---

parti de Mathias et qui s'empare en même temps du pouvoir. Désordre à Gand : *Hembyse* et *Ryhove* soulèvent la populace et arrêtent le duc d'Aerschot, gouverneur de la Flandre. Don Juan marche contre les insurgés : *bataille de Gembloux* (l'an 1578). Il meurt quelques mois après. — GOUVERNEMENT DU PRINCE DE PARME (1578-1592). Scission entre le nord et le midi des Pays-Bas. Les catholiques dans les provinces wallonnes, le *Hainaut*, l'*Artois* et la *Flandre gallicante* se séparent des autres provinces et forment le parti des *Malcontents*. Désordres dans la Flandre; les protestants dévastent et pillent les églises et les couvents. Les Malcontents concluent la *Confédération d'Arras* (l'an 1579). Le prince d'Orange convoque à Utrecht les États des provinces septentrionales et parvient à faire signer l'*Union d'Utrecht* (l'an 1579) par laquelle ces provinces se constituent en république indépendante : outre les sept provinces du nord, les villes de Gand, Venloo, Bréda, Anvers, Ypres et Bruges faisaient partie de cette république. Les provinces wallonnes consentent à rentrer sous l'obéissance de Philippe II et concluent un traité avec le prince de Parme. — Tentative du prince d'Orange pour faire déclarer la déchéance du roi d'Espagne par les Etats-Généraux réunis à Anvers (l'an 1580) : elle échoue d'abord. Un *édit de proscription* est lancé contre le prince d'Orange, qui y répond en faisant prononcer la déchéance de Philippe II.

désordres qui éclatèrent alors dans les Provinces-Unies pour se rendre maître du Brabant et d'Anvers. Cependant les *Provinces-Unies* avaient trouvé un chef énergique et habile dans *Maurice de Nassau*, second fils du prince d'Orange. Maurice, nommé lieutenant général, travailla à consolider la nouvelle république, pendant que le prince de Parme était absorbé par la part qu'il fut obligé de prendre aux préparatifs d'attaque contre l'Angleterre, ainsi qu'aux guerres civiles en France, où Philippe II soutenait la Ligue. Farnèse mourut pendant une expédition qu'il fit en France. La séparation des *Pays-Bas catholiques* et des *Provinces-Unies*, où le calvinisme avait pris le dessus, était dès lors un fait accompli : la nouvelle république s'éleva rapidement à un haut degré de prospérité, grâce au commerce maritime, dont elle obtint presque le monopole dans le nord de l'Europe. Philippe II confia le gouvernement des Pays-Bas à l'archiduc *Albert d'Autriche* auquel il donna en mariage sa fille Isabelle : les provinces belges demeurées fidèles furent érigées en principauté indépendante pour être cédée à perpétuité à Albert et Isabelle et à leurs descendants. Philippe II mourut un peu avant que cette mesure eût reçu son entière exécution.

Démission de l'archiduc *Mathias :* la souveraineté des Pays-Bas est offerte au *duc François d'Anjou*, frère du roi de France, qui fait son entrée à Anvers (l'an 1582). Il retourne en France (l'an 1583). Le prince d'Orange, au moment de se faire proclamer comte héréditaire de Hollande, est assassiné (l'an 1584); le prince de Parme avait eu le meurtrier à son service, mais sa complicité n'est pas prouvée. Les provinces insurgées appellent à leur secours le roi de France et lui offre la souveraineté : il la refuse. La reine Elisabeth d'Angleterre envoie le *comte de Leicester* qui ne peut défendre le pays et se voit obligé de se retirer (l'an 1587). *Maurice de Nassau* devient *stadhouder* des Provinces-Unies (1588). — Le prince de Parme soumet Gand (1584), Anvers (1585) et toutes les provinces méridionales ; mais il ne peut continuer la guerre à cause des armements de Philippe II contre la reine Elisabeth (voyez plus haut, page 102) et contre le roi de France Henri IV. Mort du prince de Parme (l'an 1592). La division des Pays-Bas en deux Etats indépendants, la *Belgique* et la *Hollande*, est consommée en fait. Prospérité commerciale de la Hollande. L'archiduc ERNEST D'AUTRICHE, nommé gouverneur des Pays-Bas, essaie en vain de négocier avec les Hollandais (l'an 1594). Mort de l'archiduc Ernest (l'an 1595). Son frère ALBERT lui succède, et continue avec succès la guerre contre Maurice de Nassau et contre la France. Paix de Vervins con-

La Belgique sous le gouvernement d'Albert et d'Isabelle, jusqu'à la paix de Munster (1598-1648). — Le règne d'*Albert* et d'*Isabelle* ouvrit une nouvelle ère pour la Belgique. Ces souverains aussi distingués par leurs vertus que par leurs talents s'attachèrent avant tout à réparer les maux qu'une guerre de cinquante ans avait faits au pays. L'archiduc Albert ne put cependant pas déposer les armes après son arrivée en Belgique. Secondé par le génie militaire du marquis de *Spinola*, il prit la ville d'*Ostende* après un siége de trois ans, expulsa les Hollandais de toute la Flandre maritime. Le prince Maurice consentit enfin à négocier et à conclure une trève de douze ans. La paix faite, le pays se releva rapidement; les arts et les lettres refleurirent : *Juste-Lipse* à l'université de Louvain et *Bollandus* dans l'ordre des Jésuites cultivèrent avec succès les sciences historiques, tandis que *Rubens* ouvrait à la peinture flamande une voie nouvelle, dans laquelle il fut suivi par une nombreuse école. Albert mourut à l'expiration de la trève, et *Isabelle* continua à gouverner la Belgique; mais elle ne put empêcher la conquête du nord de la Belgique par les Hollandais, qui s'emparèrent de Bois-le-Duc et de Maestricht : le rappel

---

clue entre Henri IV et Philippe II (l'an 1595). Réunion des Etats-Généraux et érection des Pays-Bas en principauté héréditaire en faveur d'Albert et d'Isabelle. Mort de Philippe II (l'an 1598).

Gouvernement d'Albert et d'Isabelle (1598-1621). Ce fut une période heureuse pour la Belgique qui se trouvait constituée en Etat indépendant et qui jouissait de tous les bienfaits d'un gouvernement vraiment paternel. Mariage d'Albert et d'Isabelle en Espagne (l'an 1599). Embarras financiers : l'argent manquait pour payer les troupes espagnoles, qui désertèrent en grande partie. *Maurice de Nassau* s'empare de la Flandre maritime et fait d'Ostende sa place d'armes; il gagne sur Albert la bataille de Nieuport. Les Etats-Généraux accordent des subsides à Albert, qui met le siége devant Ostende et s'empare de cette ville (1601-1604). Exploits militaires du *marquis de Spinola*, qui expulse les Hollandais de la Flandre et leur tient tête dans le Brabant septentrional. La paix est conclue avec Jacques I d'Angleterre qui renonce à l'alliance hollandaise. Des négociations sont entamées avec la Hollande : un armistice est conclu (l'an 1607). Trève de douze ans (1609-1621) : l'indépendance des *Provinces-Unies* est reconnue; chaque état doit conserver les territoires qu'il possédait lors de la conclusion de la trève. Sollicitude d'Albert et d'Isabelle pour réparer les maux que cette

du marquis de Spinola qui avait été calomnié auprès de *Philippe IV*, fut la principale cause de ces revers. Isabelle allait entamer de nouvelles négociations avec les Hollandais lorsqu'elle vint à mourir. — Le gouvernement de la Belgique fut alors confié à l'infant *Ferdinand*, frère de Philippe IV, cardinal et archevêque de Tolède. Vers cette époque, la Belgique fut impliquée dans la guerre de Trente-Ans, et elle eut beaucoup à souffrir des armées françaises et hollandaises qui l'envahirent de deux côtés à la fois. — Le seigneur *de Mello*, nommé gouverneur après la mort du prince-cardinal, ne put défendre le pays contre *le prince de Condé*, qui commandait l'armée française et qui se rendit maître de la Flandre. La *paix de Munster* termina la guerre et fixa les limites entre la Belgique et la Hollande, ainsi que les droits et les obligations réciproques. La stipulation la plus désastreuse de ce traité pour la Belgique fut la fermeture de l'Escaut, dont l'embouchure restait aux Hollandais. Elle portait un coup funeste au commerce de ce pays, en annihilant le port d'Anvers. A partir de cette époque, la paix entre la Hollande et l'Espagne ne fut plus troublée.

La hollande jusqu'a la paix de munster (1587-1648).

---

longue guerre avait causés à la Belgique. Mort de l'archiduc *Albert* et de *Philippe III* (l an 1661). Philippe IV confirme sa tante Isabelle dans le gouvernement de la Belgique. La guerre contre la Hollande recommence; Spinola lutte de nouveau avec succès contre *Maurice de Nassau* et après la mort de celui-ci, contre son frère *Frédéric-Henri*. Il est rappelé par Philippe IV, qui l'envoie en Italie (l'an 1627). Les Hollandais prennent Bois-le-Duc, Venloo, Ruremonde et Maestricht (1628-1632). Isabelle négocie la paix. Sa mort (l'an 1633). — Philippe IV envoie en Belgique son frère *Ferdinand*, cardinal-archevêque de Todèle (l'an 1634). Richelieu conclut avec la Hollande une alliance contre l'Espagne. L'armée franco-hollandaise envahit le Brabant (l'an 1635); résistance éclatante de *Lourain*. Mort de l'infant *Ferdinand* (l'an 1841). — *De Mello* est nommé gouverneur par intérim. Victoires des Français sous le commandement du *duc d'Enghien* plus connu sous le nom de prince de Condé (1644-1646): la Flandre est conquise par les Français et les Hollandais. Négociations entre l'Espagne et la Hollande et conclusion de la *paix de Munster* qui précède le *traité de Wesphalie* (l'an 1648). La séparation de la Belgique et de la Hollande est définitivement ratifiée, les limites des deux pays sont déterminées: les Hollandais conservent plusieurs villes catholiques dans les *Pays-Bas* et Maestricht au *pays de Liége*.

— *Maurice de Nassau* travailla à consolider la républi que des *sept Provinces-Unies*. Il continua avec succès la guerre contre l'archiduc Albert, devenu souverain de la Belgique, et repoussa toutes les tentatives que ce prince fit pour rétablir la domination espagnole sur la Hollande. Lorsque la trève d'Anvers eut fait cesser les hostilités, Maurice s'occupa de faire prospérer le commerce hollandais, auquel la fondation de la *Compagnie des Indes* imprima un grand essor. Les Hollandais établirent des relations directes avec les Indes Orientales et fondèrent de nombreux comptoirs, factoreries et colonies dans les îles de l'archipel indien, en même temps qu'ils commencèrent à faire directement le commerce avec le Japon. Peu à peu ils acquirent de vastes possessions dans l'Inde, surtout lorsque la puissance des Portugais dans ces contrées vint à déchoir. D'immenses richesses affluèrent en Hollande, en sorte que la république se vit en état d'armer des flottes considérables et de tenir tête aux Anglais et aux Espagnols. Cependant l'ambition du prince *Maurice*, qui voulait étendre son pouvoir, et des controverses théologiques troublèrent la tranquillité de la république. Maurice trouva un adversaire décidé dans *Barneveld*, qui était ministre

---

STATHOUDÉRAT DE MAURICE DE NASSAU (1587-1625).—Maurice était le second fils de Guillaume d'Orange ; le comte de Buren, son frère aîné, avait été envoyé prisonnier en Espagne par le duc d'Albe. Maurice avait hérité des talents militaires et de l'habileté de son père. Ses guerres contre l'Espagne et contre Albert d'Autriche (voyez plus haut) Prospérité du commerce hollandais ; causes : 1° les chefs des grandes maisons commerçantes, qui, pour la plupart, avaient embrassé le calvinisme, quittèrent les provinces belges et allèrent s'établir en Hollande, à Amsterdam, Rotterdam, Haarlem, etc. ; 2° les expéditions entreprises par les Hollandais dans les Indes Orientales : 3° la décadence de la puissance portugaise dans ces contrées ; 4° la fondation de la *Compagnie des Indes* (l'an 1600) ; 5° les conquêtes des Hollandais dans l'Archipel indien et en Amérique, et leurs relations commerciales avec la Chine et le Japon (l'an 1609). Tendances monarchiques de Maurice de Nassau ; il rencontre une forte opposition dans les Etats de Hollande qui sont présidés par le grand-pensionnaire *Olden-Barnevelde*. Deux partis politiques, le parti *républicain* et le parti *orangiste*. Controverses théologiques à l'université de Leyde entre *Jacques Arminius* et *François Gomar :* le premier attaque la doctrine de Calvin sur la prédestination, le second la défend ; de là deux partis religieux, les *Arminiens* et les *Gomaristes* ; les

de la province de Hollande et chef du parti ***républicain***: les partisans du prince reçurent le nom d'***Orangistes***. La lutte religieuse entre les ***Arminiens*** et les ***Gomaristes***, deux sectes calvinistes qui se combattaient avec le plus grand acharnement, envenima encore les divisions politiques. Le synode de Dortrecht se déclara pour les Gomaristes, qui étaient les plus nombreux et en outre favorisés par le prince Maurice. Barneveld fut accusé d'avoir entretenu des relations secrètes avec les Espagnols et périt sur l'échafaud ; Grotius fut jeté en prison : le parti républicain se trouva alors affaibli. — ***Frédéric-Henri***, qui succéda à son frère Maurice dans le stathouderat, conclut une alliance avec la France et fit la conquête du ***Brabant septentrional*** et de ***Maestricht*** ; ces provinces furent incorporées à la république par la *paix de Munster*, qui mit fin à la guerre entre l'Espagne et la Hollande. La république de Hollande prit dès lors rang parmi les puissances européennes.

V. — LE DANEMARK, LA SUÈDE, LA POLOGNE, ET LA RUSSIE JUSQU'AU MILIEU DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE (1550-1650).

LE DANEMARK JUSQU'A LA MORT DE CHRISTIERN IV (1559 1648). — Le protestantisme, que *Frédéric I* et

---

premiers sont aussi désignés sous le nom de remontrants, à cause d'une apologie de leur doctrine qu'ils avaient envoyée aux Etats de Hollande et de Frise (l'an 1610) : ils obtiennent un édit de tolérance (l'an 1614). Conférences théologiques entre les deux partis ; elles demeurent sans résultat. Maurice prend parti pour les Gomaristes. Exécution de Barneveld. Opposition contre le prince. *Synode de Dordrecht* (l'an 1618), auquel prennent part les calvinistes de presque tous les pays, de l'Angleterre, de l'Ecosse, de l'Allemagne et de la Suisse. Les Arminiens sont condamnés et se voient persécutés partout. Une partie des Arminiens se réfugie dans le *Schleswig*. Mort de *Maurice* (l'an 1625). — FRÉDÉRIC-HENRI est élu stathouder. La Hollande prend part à la guerre de Trente-Ans et gagne en extension. *Paix de Munster* (l'an 1548). La Hollande est reconnue comme Etat indépendant.

V. ROIS DE DANEMARK, Frédéric II (1559-1588) Christiern IV (1588-1648).

Etat du Danemark après l'introduction du protestantisme (voyez plus haut, pag. 41-42). FRÉDÉRIC II (1559-1588). Guerre contre la Suède (1561-1570) au sujet de la Livonie ; *paix de Stettin* : le roi de Danemark renonce à la Suède, à l'exception du Gothland, et le roi de Suède à la Norwége, qui resta réunie au Danemark (voyez plus haut, page 43). — CHRISTIERN IV

Christiern III avaient introduit en Danemark par la violence et par la ruse, tourna entièrement au profit de la haute noblesse; celle-ci s'enrichit des biens ecclésiastiques et acquit par l'anéantissement de l'influence du clergé catholique une puissance sans contre-poids. La liberté du peuple et l'autorité royale reçurent ainsi une forte atteinte; l'aristocratie devint tellement puissante qu'aucun emploi ne pouvait être donné sans son consentement. — *Frédéric II*, fils et successeur de Christiern III, soutint une longue guerre contre la Suède au sujet de la *Livonie*, sur laquelle il élevait des prétentions; mais cette province resta au pouvoir des Suédois. Lorsque la paix eut été rétablie, le roi, secondé par le conseiller d'Etat, *Pierre Oxe*, introduisit des réformes importantes dans l'administration des finances et accorda de grands priviléges à l'université de Copenhague; le célèbre astronome *Tycho-Brahé* jouissait de la faveur particulière de Frédéric II. — *Christiern IV*, qui succéda à son père *Frédéric II*, régna soixante-onze ans et éleva le royaume de Danemark à un haut degré de prospérité. Il abolit les priviléges commerciaux, dont la *ligue hanséatique* avait joui en Danemark et en Norwège, et fonda une Compagnie des Indes pour établir un com-

(1588-1648) : pendant sa minorité qui dura huit ans, quatre conseillers gouvernèrent le royaume. Christiern prit des mesures pour favoriser le commerce danois avec l'Inde. Colonie de *Tranquebar* fondée sur la côte de Coromandel (l'an 1620). Christiern organise une armée permanente de 5000 hommes, composée de paysans des domaines royaux. Il intervient dans la guerre de Trente-Ans (voyez plus loin) : il n'avait qu'un but politique, et la protection du protestantisme n'était qu'un prétexte. Guerre contre la Suède pour le péage du Sund ; *paix de Brœmsebro* (l'an 1645). Christiern IV fut un des signataires du traité de Wesphalie.

Série des rois de Suède : Éric XIV (1560-1569). Jean III (1569-1592). Sigismond (1592-1604). Charles IX (1604-1611. Gustave-Adolphe (1611-1632). Christine (1632-1654). Geyer, *Histoire de Suède*, vol. 2 et 3 (dans la collection de Heeren et Ukert.)

Etat de la Suède sous *Gustave Wasa* (voyez plus haut, pag 40-41). Après que tous les biens ecclésiastiques eurent eté reunis à la couronne ou distribués à la noblesse, les libertés politiques du peuple furent confisquées au profit de l'autorité royale ; le pouvoir du roi devint presque absolu ; le clergé protestant tomba dans un complet asservissement. Gustave Wasa laissa trois fils : *Éric, Jean* et *Charles ;* l'aîné Eric XIV lui succéda (1560-1569). Ce

merce direct avec ce pays. La guerre de Trente-Ans lui parut une occasion favorable pour étendre sa domination sur le nord de l'Allemagne : mais il n'y réussit pas et fut obligé de conclure la paix avec l'empereur Ferdinand II. Il ne fut pas plus heureux dans une guerre qu'il eut à soutenir contre la Suède; il fut contraint, dans la paix de *Brœmsebro*, de renoncer à toutes ses prétentions. Christiern IV mourut l'année même où fut conclu le traité de Westphalie et laissa le Danemark dans un état florissant et prospère.

LA SUÈDE DEPUIS LA MORT DE GUSTAVE WASA JUSQU'A GUSTAVE-ADOLPHE (1560-1611).— En Suède comme en Danemark, le protestantisme avait anéanti toutes les anciennes libertés et franchises du peuple. Mais en Suède la confiscation des biens ecclésiastiques s'était faite surtout au profit de la couronne ; *Gustave Wasa* était devenu possesseur d'immenses domaines, dont les revenus le mettaient en état de maintenir son autorité contre la noblesse qui s'était également enrichie avec une partie des biens ecclésiastiques. — *Éric XIV*, fils aîné et successeur de Gustave Wasa, se rendit odieux par sa cruauté envers tous ceux qui lui étaient suspects. Il jeta en prison son frère cadet *Jean*,

prince cruel et soupçonneux, se croyant menacé d'une conspiration générale de la noblesse, fit mettre à la torture et exécuter un grand nombre de seigneurs ; il en tua même quelques-uns de sa propre main et fit emprisonner son frere *Jean*. Ce dernier ayant été mis en liberté, se ligua avec son frère Charles et convoqua la noblesse qui prononça la déchéance d'Eric et qui proclama JEAN III (1569-1592). — Le nouveau roi, marié avec la princesse polonaise *Catherine*, se montra favorable à la religion catholique et essaya même de la rétablir en Suède. Il trouva peu d'opposition, parce que le peuple en grande partie se croyait encore catholique. Plusieurs Pères de la Compagnie de Jésus arriverent à Stockholm, et l'on commença à remettre la liturgie catholique en vigueur (l'an 1579). Opposition du prince *Charles*, frère du roi, aux réformes religieuses. Mort de la reine Catherine (l'an 1583). Le roi épouse une noble suédoise, protestante zélée (l'an 1585), qui l'éloigne de la religion catholique. La liturgie romaine est de nouveau abolie et les Jésuites sont expulsés du pays (l'an 1587). *Sigismond* est élu roi de Pologne (voyez plus loin). Guerres malheureuses contre les *Russes*, qui reprennent l'Ingrie. Mort de Jean III (l'an 1592). Son fils SIGISMOND est d'abord proclamé, mais le gouvernement reste entre les mains de son oncle Charles, qui convoque un synode à Upsal, où l'on prend la résolution de maintenir le protes-

qui recouvra cependant sa liberté et détrôna Éric avec le secours de son frère *Charles*, prince actif et ambitieux. — *Jean III*, d'un caractère doux et conciliant, revint à la foi catholique par les soins de sa pieuse femme, Catherine, sœur du roi de Pologne. Son fils aîné, *Sigismond*, qui avait déjà embrassé la religion catholique, monta sur le trône de Pologne par l'élection des Grands de ce royaume. Jean III songeait à rétablir le catholicisme en Suède ; mais il en fut détourné par sa seconde femme, qui était suédoise et zélée protestante. Il mourut pendant une guerre contre les Russes. — Son frère *Charles*, qui jouissait déjà d'une grande influence, s'empara du gouvernement au nom de *Sigismond*, roi de Pologne. Ce dernier fut d'abord reconnu à Stockholm ; mais son oncle le supplanta et monta sur le trône de Suède sous le nom de *Charles IX*. Sorti victorieux de la guerre contre Sigismond, Charles IX entreprit une expédition en *Russie* dans le but d'y élever sur le trône un prince suédois. Il mourut au moment où il venait de déclarer la guerre au Danemark.

La suède jusqu'au traité de Westphalie (1611-1648). — Son fils *Gustave-Adolphe* en montant sur le trône, avait à lutter contre trois puissances, le *Danemark*, la *Russie*

---

tantisme. Couronnement de Sigismond à Stockholm (l'an 1594) : il est obligé de retourner en Pologne. Intrigues de *Charles*, qui s'empare du pouvoir (l'an 1597). Guerres entre Charles et Sigismond. *Charles IX* est proclamé roi de Suède par la noblesse protestante. La guerre continue en même temps contre Sigismond et contre les Russes. Charles s'empare de la ville de Novgorod et songe à élever un prince suédois sur le trône de Russie. Il déclare la guerre au Danemark. Sa mort (l'an 1611).

Gustave-Adolphe (l'an 1611-1632). Ce prince possédait de grandes qualités : il était brave et généreux ; mais son ambition l'entraîna dans la guerre en Allemagne. Son zèle pour le protestantisme ne fut dans cette circoustance qu'un prétexte mensonger : son hypocrisie ne peut être excusée. Il monta sur le trône à l'âge de dix-sept ans, après avoir déjà pris une part active aux guerres de son père ; il s'était ainsi formé de bonne heure au métier des armes, et à son avénement, il se trouvait à la tête d'une armée aguerrie. Gustave-Adolphe fut forcé de conclure la paix avec le roi *Christiern IV de Danemark*, à qui il céda la Laponie et les autres conquêtes (l'an 1613). La paix fut conclue avec la Russie (l'an 1617), après l'avènement de la maison *Romanof* (voyez plus loin) : les Russes cédèrent l'Ingrie et la Carelie, pays limitrophes de la Baltique. La guerre contre Sigismond de Pologne dura

et la *Pologne*. Il conclut d'abord la paix avec Christiern IV de Danemark, mais il dut faire plusieurs concessions à ce prince. Il fut plus heureux dans la guerre contre la *Russie :* quoiqu'il ne parvînt pas à empêcher la *maison Romanof* d'y monter sur le trône, toutefois, lorsque la paix fut signée, il conserva la province d'Ingrie et enleva ainsi aux Russes toute communication avec la mer Baltique. Il conquit enfin sur son cousin, le roi *Sigismond de Pologne*, la Livonie et tout le littoral de la Prusse, depuis Memel jusqu'à Elbing. L'espoir de conquérir le nord de l'Allemagne poussa Gustave-Adolphe à intervenir dans la *guerre de Trente-Ans ;* il trouva la mort dans la *bataille de Lutzen*. Ce prince eut sans doute de grandes qualités et de grands talents; mais il se laissa entraîner dans ces guerres par son ambition, qu'il sut habilement déguiser sous le prétexte de combattre pour la défense du protestantisme en Allemagne. Le chancelier *Oxenstiern*, auquel le roi avait confié l'administration du royaume pendant la guerre, fit proclamer reine, la fille de Gustave-Adolphe, *Christine,* âgée de six ans. Cet homme remarquable par son énergie et son habileté continua la guerre en Allemagne ; dans le traité de Westphalie il obtint pour la Suède, outre

---

plus longtemps ; elle se termina par un armistice qui laissa à la Suède la *Livonie* et toute la côte *de la Prusse* (l'an 1629). Intervention de Gustave-Adolphe dans la guerre de Trente-Ans ; sa mort dans la bataille de Lutzen (voyez plus loin § 7). CHRISTINE, sa fille, âgée de six ans, est reconnue par les Etats sur la proposition du chancelier *Oxenstiern* (1632-1654). Celui-ci gouverna le royaume avec autant d'énergie que de prudence et continua la guerre en Allemagne à l'aide des subsides payés par la France. La Suède fut une des principales parties contractantes du traité de Westphalie, et y obtint d'importantes provinces dans le nord de l'Allemagne ; elle compta dès lors parmi les Etats de l'empire allemand.

Rois de Pologne : Sigismond I (1503-1548). Sigismond II Auguste (1548-1571), la dynastie des Jagellons s'éteint avec lui. *Rois électifs:* Henri de Valois (1573-1575). Étienne Bathori (1575-1586). — *Rois de la maison de Wasa:* Sigismond III (1587-1632). Wladislav IV (1632-1648). Jean Casimir (1648-1668).

SIGISMOND I (voyez le 4e vol. chap. XV, § 2). Les doctrines protestantes pénètrent dans ce royaume et trouvent des partisans parmi la noblesse (voyez plus haut, pag. 46). Apostasie du grand-maître de l'Ordre Teutonique, ***Albert de Brandenbourg***, et réunion de la Prusse à la Pologne

une forte somme d'argent comme indemnité de guerre, une grande partie de la Poméranie. La Suède prit ainsi rang parmi les grandes puissances européennes.

La pologne depuis le règne de Sigismond I jusqu'a l'avénement de la dynastie de Wasa (1503-1587). — La résistance énergique que le roi *Sigismond I* opposa aux nouvelles hérésies sauva la Pologne des bouleversements que le protestantisme provoqua dans plusieurs Etats. Cependant ce prince eut le tort de favoriser l'apostasie d'*Albert de Brandenbourg*, grand-maître de l'Ordre Teutonique, en le reconnaissant comme duc héréditaire de Prusse et vassal de la Pologne. — *Sigismond II Auguste*, son fils et successeur, suivit la même politique à l'égard de la *Livonie*, de la *Courlande* et de la *Sémigalle*, qui dépendaient aussi de l'Ordre Teutonique ; il réunit la Livonie à la Pologne et donna la Courlande et la Sémigalle à titre de fief héréditaire au grand-maître *Kettler*, qui avait embrassé le protestantisme. Les Russes firent une tentative pour s'emparer de la Livonie ; mais ils furent repoussés. — La *Dynastie des Jagellons*, qui avait occupé le trône de

---

comme fief héréditaire (voyez plus haut, page 44). Guerre contre les *Russes* et les *Tartares* de la Crimée; les armées polonaises commandées par le vaillant *Ostrowski* remportèrent des victoires signalées sur les ennemis. Les *Cosaques*, qui étaient originaires de la Kasakie dans le Caucase, et qui étaient venus, lors des conquêtes des Mongols, s'établir en Russie sur les bords du Dniéper, se soumettent au roi de Pologne (l'an 1525). Sigismond II Auguste (1548-1571) se montre plus favorable que ses prédécesseurs aux sectes protestantes, qui se multiplient considérablement. La Livonie, où le protestantisme était devenu dominant, est réunie à la Pologne: la *Courlande* et la *Sémigalle* deviennent des fiefs héréditaires (l'an 1561). *L'Esthonie* est réunie a la Suède. Le *czar Ivan IV* entreprend une nouvelle guerre pour s'emparer de la Livonie; mais il est repoussé (l'an 1571). Mort de *Sigismond II* et extinction de la dynastie des *Jagellons* (voyez le 4e vol. pag. 392). La couronne ayant été déclarée élective fut briguée par plusieurs princes. la noblesse l'offrit à *Henri de Valois*, qui lui avait fait de brillantes promesses. Ce prince monta sur le trône (l'an 1573), après avoir juré de respecter les priviléges de la noblesse (*pacta conventa*). Mais il ne put tenir ses promesses et se fit mépriser par son indolence; il quitta furtivement la Pologne à la mort de son frère Charles IX, pour aller régner en France (l'an 1575). La noblesse polonaise le déclara déchu et choisit *Etienne Bathori*, grand-duc de *Transilvanie*, prince d'une grande bravoure (1575-1586); *Etienne* épousa la princesse *Anne*, sœur de Sigismond II Auguste, et déli-

Pologne pendant deux siècles, s'éteignit avec Sigismond II Auguste ; la couronne fut alors déclarée élective par la noblesse qui l'offrit à *Henri de Valois*, frère du roi de France Charles IX. Henri étant retourné en France à la mort de Charles IX, la noblesse éleva sur le trône *Étienne Bathori*, prince de Transilvanie. Ce prince belliqueux et brave soutint une guerre heureuse contre *Ivan IV*, czar de Russie, qui avait envahi la Livonie, et le força de conclure la paix et de renoncer à cette province. Les incursions des Tartares de la Crimée dans les provinces polonaises décidèrent Etienne à donner une organisation militaire aux *Cosaques* établis sur les bords du Dniéper : les Cosaques devinrent ainsi de puissants auxiliaires dans les guerres contre les Tartares et les Turcs. Bathori mourut sans laisser d'enfants.

LES PREMIERS ROIS DE LA MAISON DE WASA (1587-1648). — A la mort d'Etienne Bathori, des divisions éclatèrent parmi la noblesse polonaise : un parti puissant élut *Sigismond*, fils de Jean III de Suède et petit-fils de Sigismond I, par sa mère Catherine, tandis qu'une autre fraction offrait

---

vra la Pologne des dévastations auxquelles se livraient les Tartares de la Crimée. Les Russes avaient conquis la Livonie; il les en chassa et envahit en vainqueur la Russie. Le czar *Ivan IV* implora l'intervention du pape Grégoire XIII et la paix fut conclue par l'entremise du jésuite Antoine Possevin (l'an 1582): la Livonie resta à la Pologne. Organisation militaire des *Cosaques du Dniéper*, qui formèrent dès lors un cordon militaire contre les Russes et les Tartares de la Crimée. Mort d'Etienne (l'an 1586).

La *maison de Wasa* occupa le trône de Pologne pendant 80 ans (1587-1668). SIGISMOND III (1587-1632): ce prince a été calomnié par les auteurs protestants modernes à cause de son attachement à la religion catholique et à cause de son zèle à combattre les sectes protestantes établies en Pologne. Le cardinal *Hosius* et les *Jésuites*. Les protestants fomentèrent plusieurs révoltes; mais ils furent défaits, et Sigismond affermit son autorité. A la mort de son père Jean III, Sigismond hérita du trône de Suède (l'an 1592) que lui enleva ensuite son oncle Charles IX (l'an 1608). Guerre entre Sigismond et Charles IX pour la couronne de Suède (voyez p. 144). *Guerre contre les Russes* (1606-1612) : Wladislav nommé czar de Russie ne peut se maintenir sur le trône : la Pologne conserva toutefois d'importantes provinces russes (voyez page 151). Révoltes des Cosaques; ils ne furent soumis que par WLADISLAV IV (1632-1648), qui continua dignement le règne de son père. Guerre contre la *Russie* et la *Suède*. Conquête de la Livonie sur la Suède; la Courlande et l'Esthonie restent à la Pologne. *Conférence religieuse*

la couronne à *Maximilien*, archiduc d'Autriche. Maximilien arriva à la tête d'une armée, mais il fut défait par son rival. La *dynastie de Wasa* monta avec Sigismond sur le trône de Pologne et l'occupa pendant quatre-vingts ans. *Sigismond III* était fortement attaché à la foi catholique ; il prit des mesures efficaces contre les menées des sectes protestantes, qui étaient très-nombreuses en Pologne. Il fut secondé dans cette œuvre par le savant cardinal *Hosius*, évêque d'Ermeland, et par la *Compagnie de Jésus*, qui ramena à l'Église une grande partie des familles nobles. Sigismond, après la mort de son père, devait monter sur le trône de Suède, mais il en fut privé par son oncle Charles IX. La guerre éclata alors entre la Pologne et la Suède ; elle dura trente ans, et se termina par un armistice conclu avec *Gustave Adolphe*, et par lequel Sigismond renonçait à ses droits sur le trône de Suède. Il profita de l'anarchie qui désolait la Russie pour élever son fils *Wladislav* sur le trône des czars ; mais il ne put l'y maintenir : *Michel Romanof* s'empara de la couronne ; néanmoins les provinces de Nevgorod et de Smolensk restèrent à la

---

de Thorn (l'an 1644) dans le but de rétablir l'unité religieuse en Pologne : cette tentative échoue. Wladislav IV mourut sans laisser d'enfants (l'an 1648). A sa mort commença la décadence de la Pologne.

Czars de Russie : Wasilii IV, (1505-1534). Ivan IV le Terrible, (1534-1584). Féodor I, (1584-1598). Boria Godounoff (1598-1605). Féodor II (1605). Dimitri (1605-1606). Wasilil V, Chouiski (1606-1610). Wladislav de Pologne (1610-1612). Michel Romanof (1613-1645). — *A consulter :* Herrmann, *Histoire de la Russie*, 3me vol. (dana la collection de Heeren et Ukert). Karamsin, *Histoire de Russie,* traduit du russe.

Etat de la Russie soua la domination des *Mongols* et après sa délivrance par Ivan III le Grand (voyez le 4e vol. chap. XV, § 3). Wasilii IV (1505-1534) étendit et fortifia son autorité à l'intérieur ; son pouvoir devint abaolu, et le peuple, ainsi que la noblesse, tomba dans un véritable asservissement. Le czar soumit à sa domination la ville et la république de *Psko,* la principauté de *Riaisan* et celle de *Sévérie.* Guerre contre la *Pologne :* Wasilil IV s'empare de Smolenak. Guerres contre les khans de Kasan et ceux de la Crimée ; les premiera deviennent tributaires, mais les khans tartares de Crimée restent indépendanta. Le divorce de Wasilii et son aecond mariage étaient contraires aux lois de l'église grecque, qui dut pourtant accéder à la volonté du czar. — Ivan IV (1537-1584). *Sa minorité* (1537-1547) : régence de l'impératrice *Hélène* et d'un conseil de vingt boïars ; cruauté de la régente, qui fit mettre à mort plusieurs seigneurs et même un de ses

Pologne. — *Wladislav*, devenu roi de Pologne, marcha sur les traces de son père : il sortit victorieux d'une nouvelle guerre contre les Russes et reprit la Livonie sur la Suède. Pour mettre fin aux divisions religieuses, il convia à une conférence les chefs des différentes sectes protestantes en Pologne, mais ce fut sans succès. Il laissa, en mourant, le trône à son frère le cardinal *Jean Casimir*. La Pologne ne conserva pas longtemps le rang élevé qu'elle avait occupé jusqu'alors.

La russie jusqu'à l'extinction de la dynastie de Rurik (1505-1598). — Les *Russes* s'affranchirent du joug des *Mongols* au commencement du seizième siècle ; *Ivan III*, surnommé *le Grand*, prince de Moscou, jeta les fondements d'un vaste empire, en réunissant sous son sceptre plusieurs principautés jusqu'alors indépendantes.— *Wasilii IV* continua l'œuvre commencée par son père ; il força par les armes tous les princes russes à reconnaître son autorité et s'engagea dans une longue guerre contre la *Pologne*, à laquelle il voulait enlever la *Lithuanie*. Les *khans tartares de la Crimée*, ayant envahi la Russie et porté leurs

---

frères; elle mourut subitement, probablement par suite d'un empoisonnement (l'an 1538). Les princes *Chouiski* s'emparent du pouvoir : opposition d'une partie de la noblesse et surtout des oncles du czar, les *Glinski*. Intrigues à la cour et mauvaise éducation d'*Ivan IV*; le jeune prince était doué de beaucoup d'esprit et d'une grande vivacité, mais on flatta toutes ses passions. A l'instigation des Glinski, il prit les rênes du gouvernement à l'âge de dix-sept ans (l'an 1547). Il fut encouragé par les Glinski à commettre les plus grandes cruautés. Révolte à Moscou ; le peuple met à mort les Glinski ; mariage d'Ivan IV avec *Anastasie*, fille d'un boïar (l'an 1547). Il changea dès lors de conduite et gouverna avec clémence et justice pendant treize ans (1547-1560). Il promulgua un nouveau code de lois (*Soudebnik*), qui renfermait d'excellentes dispositions : il abolissait le duel judiciaire et rétablissait dans les cantons russes l'institution des *jurés* (centeniers ou Anciens) qui devaient prendre part à l'exercice de la justice. *Concile national* assemblé par ordre du czar, pour introduire des réformes dans l'église russe. Victoire remportée sur les Tartares de la Crimée (l'an 1552). Prise de la ville de *Kasan* et conquête de ce royaume, qui est incorporé à la Russie (l'an 1552). Fin du royaume d'*Astracan* (l'an 1554). Guerre dans la Livonie, qui est horriblement dévastée (1558-1560). Mort de l'impératrice *Anastasie* (l'an 1560). Gouvernement tyrannique et cruautés d'Ivan IV (1560-1584) : il se livra aux plus grands excès, et faisait exécuter ses ordres par une garde de 6,000 hommes, appelés *Opritchniks*, qu'il comblait de richesses

armes victorieuses jusque sous les murs de Moscou, Wasilii se vit forcé de conclure la paix avec la Pologne, il conserva cependant la ville et la province de *Smolensk*. Il ne laissa en mourant qu'un fils, âgé de trois ans, *Ivan IV*, sous la tutelle de sa veuve Hélène et d'un conseil de Grands. La régente fut empoisonnée et le gouvernement tomba entre les mains des princes *Chouiski*. Le jeune prince ne reçut dès lors qu'une éducation négligée et se corrompit de bonne heure. A l'âge de dix-sept ans, il se fit couronner et prit le pouvoir en main. Après avoir signalé le commencement de son règne par plusieurs actes cruels, il changea de conduite sous l'influence de sa femme *Anastasie* et de deux hommes, *Silvestre* et *Adacheff*, auxquels il accorda toute sa confiance. Il gouverna pendant treize ans avec équité, améliora par de bonnes lois la condition du peuple et mena à bonne fin plusieurs guerres contre les khans de Kasan et d'Astracan, qu'il soumit à son sceptre, contre les Tartares de la Crimée et contre la Suède. Mais après la mort d'Anastasie, il redevint cruel et débauché ; pendant vingt-quatre ans il commit des cruautés qui surpassent même tout ce que nous savons des empereurs les plus tyranniques

---

et de faveurs. Soixante mille personnes furent massacrées à *Norgorod*, parce que le czar soupçonnait cette ville de vouloir se rendre aux Polonais (l'an 1570). *Massacre à Moscou :* le tyran s'amusa à torturer lui-même ses victimes. Prise et incendie de Moscou par les Tartares de la Crimée : 80,000 hommes périrent (l'an 1571). Guerre contre la *Pologne :* victoires d'*Etienne Bathori* (voyez page 147). Ivan, fils aîné du Czar, reçoit la mort des mains de son père (l'an 1583). Excès d'Ivan IV, qui se maria sept fois et répudia plusieurs de ses femmes. Ce tyran mourut enfin après avoir occupé le trône pendant cinquante ans (l'an 1584). Vers la fin de son règne il commença la conquête de la *Sibérie*, qui était occupée par les Tartares (l'an 1580). — *Féodor* (1584-1598) donna toute sa confiance à son beau-frère *Boris Godounoff*, homme ambitieux et rusé, qui aspirait à la couronne : le czar n'avait pas d'enfants ; Boris fit assassiner le jeune *Dimitri*, frère de Féodor, auquel il fit croire que le malheureux prince était mort par accident (l'an 1591). Mort de Féodor ; la dynastie de *Rurik* s'éteignit avec lui (l'an 1598) ; elle avait régné sur la Russie pendant plus de sept siècles (voyez la 4e part. page 338).

Boris Godounoff se fit élire par les boïars (1598-1605) ; il se maintint sur le trône en proscrivant toutes les familles nobles qu'il redoutait ; de ce nombre était la famille Romanof, dont il n'échappa qu'un enfant de six ans,

de Rome. Il fit massacrer la population entière de quelques villes des plus florissantes et tua de ses mains son propre fils : il prenait plaisir à faire lui-même l'office de bourreau. Dans le traité de paix qu'il conclut avec la Pologne et la Suède, il dut abandonner toutes ses conquêtes. Il mourut après un règne de cinquante ans, laissant le trône à son fils *Féodor*. Ce prince faible abandonna le gouvernement à son favori *Boris Godounoff* dont il avait épousé la sœur Irène. La dynastie de Rurik s'éteignit avec lui.

ANARCHIE EN RUSSIE. AVÉNEMENT DE LA MAISON DE ROMANOF (1598-1613. — Boris Godounoff s'était préparé par le meurtre du jeune *Dimitri*, frère de Féodor, à monter sur le trône. Irène, de concert avec le patriarche Job, fit tomber le choix des boïars sur son frère, qui parvint ainsi à se faire reconnaître ; il gouverna avec une grande énergie qui parfois dégénérait en cruauté. Une terrible *famine* désola la Russie pendant trois ans et dépeupla des villes et des contrées entières. Un imposteur qui se faisait passer pour *Dimitri*, marcha alors sur Moscou à la tête d'une armée polonaise. Boris se tua, et la ville se rendit au faux Dimitri qui fit mettre à mort le fils de Boris. Mais l'usur-

---

appelé *Michel*. C'est sous son règne que survint la terrible famine qui dépeupla une partie de la Russie; 50,000 personnes en moururent dans la seule ville de Moscou (l'an 1601). Un moine défroqué, nommé *Grégoire Otrepieff*, se donna pour le prince *Dimitri*, prétendant qu'un autre enfant avait été tué à sa place. Il obtint de l'appui en *Pologne*, et lorsqu'il se présenta en Russie à la tête d'une armée polonaise, tous les mécontents se rangèrent sous ses drapeaux (l'an 1604). Une armée russe envoyée par le czar ayant été défaite, Dimitri marcha sur Moscou. Boris s'empoisonna (l'an 1605); son fils FEODOR II, après avoir été d'abord proclamé, tomba entre les mains de l'usurpateur et fut mis à mort. DIMITRI fut généralement reconnu (1605-1606). Les faveurs qu'il accorda aux Polonais le rendirent odieux aux Russes ; il périt dans une révolte qui éclata à Moscou. Le prince *Chouiski*, chef des rebelles, s'empara du pouvoir sous le nom de WASILII V (1606-1610). Il eut à lutter contre deux usurpateurs qui, sous le nom de *Dimitri*, prétendaient à la couronne et qui étaient d'abord appuyés par le roi de Pologne *Sigismond III*. Mais Sigismond, à la faveur de ces troubles, fit proclamer son fils WLADISLAV czar de Russie (1610-1612). La haine nationale entre les Russes et les Polonais fit éclater plusieurs insurrections contre Wladislav, qui, en sa qualité de catholique, était détesté du clergé grec. *Michel Romanof* fut élu par les boïars (l'an 1613).

pateur fut détrôné lui-même, quelques mois plus tard, et la Russie tomba dans une véritable anarchie qui dura sept ans. Le roi de Pologne, Sigismond III, saisit cette occasion pour faire proclamer son fils Wladislav czar de Russie. Mais ce prince refusa d'embrasser le schisme grec, ce qui l'empêcha d'affermir son trône. Plusieurs usurpateurs s'élevèrent encore sous le nom de Dimitri, et les troubles continuèrent jusqu'à l'élection de *Michel Romanof*, qui devint le chef d'une nouvelle dynastie russe.

VI. — L'ALLEMAGNE JUSQU'AU COMMENCEMENT DE LA GUERRE DE TRENTE-ANS. (1556-1618).

L'ALLEMAGNE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE RODOLPHE II (1556-1576). — La paix d'Augsbourg avait reconnu une existence légale au protestantisme en Allemagne ; les Etats de l'empire s'étaient dès lors divisés en *catholiques* et *protestants*. L'empereur *Ferdinand I*, frère et successeur de Charles-

VI. *Empereurs:* Ferdinand I (1556-1564). Maximilien II (1564-1576). Rodolphe II (1576-1612). Mathias (1612-1619). — A consulter: Pfister, *Histoire des Allemands*, 4e vol. Mailath, *Histoire de l'Autriche*, 2e vol. Stenzel, *Histoire de la Prusse*, 1er vol. Boettiger, *Histoire de la Saxe*, 2e vol. (dans la collection de Heeren et Ukert).

FERDINAND I (1556-1564). Etat de l'Allemagne lors de l'abdication de *Charles-Quint*, (voyez plus haut, page 22). La *paix de religion d'Augsbourg* (l'an 1555) fut le premier pas vers la dissolution politique de l'empire allemand. Le *jus reformandi*, accordé par cette paix, donnait aux princes et aux Etats le droit de régler les croyances du peuple; la prétendue liberté religieuse, que les protestants ne cessaient de réclamer, conduisit ainsi à la plus intolérable des tyrannies, celle des consciences. La restriction stipulée relativement aux territoires ecclésiastiques, abbayes et évêchés (*reservatum ecclesiasticum*) était violée partout, malgré les réclamations des Etats catholiques : la plupart des membres des chapitres avaient embrassé l'hérésie et choisissaient les évêques parmi les princes des familles protestantes. Seize évêchés furent ainsi protestantisés, parmi lesquels on remarquait ceux de *Brandenbourg*, *Mersebourg*, *Naumbourg*, *Schwerin*, *Magdebourg*, *Brême*, *Lubeck*, *Osnabruck*, *Minden*. La division qui existait entre les *luthériens* et les *calvinistes* donnait lieu aux attaques et aux persécutions les plus acharnées de part et d'autre. Ferdinand I fit plusieurs tentatives pour déterminer les protestants à envoyer des représentants au *concile de Trente* (voyez plus haut, page 55). Changements de religion dans le Palatinat: le *luthéranisme* qui d'abord y avait été introduit fut proscrit par le prince-électeur *Frédéric III* (l'an 1563), et remplacé par le *calvinisme*. Son fils *Louis* (l'an 1576)

Quint, fit de nouvelles tentatives pour rétablir l'unité religieuse : des conférences théologiques eurent lieu entre les catholiques et les protestants ; mais elles restèrent sans résultat, d'autant plus que la scission qui existait au sein du protestantisme entre les *luthériens* et les *calvinistes* était devenue de plus en plus profonde. Ces deux sectes étaient animées d'une haine implacable l'une contre l'autre : elles ne s'unissaient que dans leur opposition contre l'Eglise catholique. La paix d'Augsbourg ayant accordé à tous les princes laïcs de l'empire, avec le droit d'embrasser le protestantisme, celui de l'introduire de force dans les pays qu'ils gouvernaient, il en résultait les plus funestes conséquences. Le peuple fut forcé d'adopter les convictions du prince, qui supprimait à son gré toute liberté religieuse et ne tolérait que le culte qu'il suivait lui-même. C'est ainsi que dans le *Palatinat* la religion fut changée quatre fois dans l'espace de vingt ans, le luthéranisme y alternant avec le calvinisme. Dans le nord de l'Allemagne, plus de quinze

---

rétablit le luthéranisme et expulsa du pays les ministres calvinistes. *Casimir*, frère de Louis, en prenant la régence au nom de son neveu mineur (l'an 1583), introduisit de nouveau le *calvinisme* et persécuta cruellement les luthériens. — MAXIMILIEN II, fils de Ferdinand I, lui succéda (1564-1576). Il se montra favorable aux protestants au point de leur faire espérer qu'il embrasserait leur croyance : ainsi il accorda une liberté religieuse illimitée dans tous les pays qui relevaient de l'Autriche ; aussi la noblesse y apostasia-t-elle, et y abolit-elle le culte catholique dans toutes ses possessions. L'empereur se montra même hostile au clergé catholique, et principalement aux Jésuites, qui travaillaient à maintenir la foi catholique parmi le peuple. L'exemple de la noblesse fut suivi par une partie du haut clergé qui n'observait plus le célibat ecclésiastique. Le protestantisme fut ainsi introduit dans tout le midi de l'Allemagne, qui jusqu'alors était resté fidèle à l'Eglise, et les catholiques furent cruellement persécutés en Autriche, en Styrie, en Carinthie et même en Bavière. La majorité fut déplacée dans les diètes générales de l'empire, où les Etats protestants l'emportèrent par le nombre sur les Etats catholiques. Animosité entre les deux partis ; la scission religieuse en Allemagne devint de plus en plus profonde.

RODOLPHE II (1576-1612). Le gouvernement de *Maximilien II*, en se montrant favorable aux protestants, avait affaibli l'autorité royale dans les Etats autrichiens, la *Hongrie*, *l'Autriche* et la *Bohême* ; la noblesse de ces pays, qui était en majeure partie protestante, se mit en opposition avec l'empereur, et refusa le secours qu'il demandait pour faire la guerre aux Turcs. Rodolphe se retira à *Prague* et abandonna le gouvernement de l'Autriche à son frère, l'archiduc Ernest. Ce prince, catholique zélé, s'efforça d'arrêter les

siéges épiscopaux catholiques furent occupés par des princes protestants et arrachés ainsi à l'Eglise, malgré la restriction admise dans la paix d'Augsbourg, que les territoires ecclésiastiques devaient rester aux mains de prélats catholiques. Enfin la religion catholique fut proscrite partout où les protestants parvinrent à dominer. — Sous le règne de *Maximilien II*, fils et successeur de Ferdinand I, le mal devint plus grand encore, parce que l'empereur se montrait favorable au protestantisme, qui commença alors à se répandre en Autriche, en Styrie, en Carinthie et dans le duché de Bavière. Ce fut surtout la noblesse et une partie du clergé qui apostasièrent et qui entraînèrent le peuple dans l'hérésie, en employant tantôt la ruse et tantôt la violence. Dans les diètes générales les plaintes des Etats catholiques étaient repoussées, parce que la majorité y était déjà composée de protestants et en outre appuyée par l'empereur. La division religieuse de l'Allemagne préparait ainsi sa décadence politique.

---

progrès du protestantisme; il réprima les violences que les familles protestantes de la noblesse se permettaient à l'égard des habitants catholiques de leurs domaines, et encouragea les travaux apostoliques auxquels se livraient les *Jésuites* et les *Franciscains* pour fortifier dans la foi ceux qui étaient ébranlés et pour ramener ceux qui s'étaient laissé égarer. L'empereur ne put pas décider les Etats protestants de l'empire à adopter la *réforme du Calendrier*, accomplie par le pape *Grégoire XIII* et déjà acceptée par tous les pays catholiques (l'an 1581). Apostasie de l'archevêque de Cologne, *Gebhard de Waldbourg*, qui épousa *Agnès de Mansfeld*, chanoinesse de Gerresheim (l'an 1582). Il fut excommunié par le pape et déposé par l'empereur, malgré l'opposition des princes protestants. Le prince *Ernest de Bavière*, évêque de Liege, fut élu par le chapitre, dont il exclut les chanoines protestants, tolérés par son prédécesseur. Elu plus tard évêque de *Munster*, *de Freisingen* et de *Hildesheim*, il travailla activement à combattre le protestantisme dans ces pays, en confiant l'éducation de la jeunesse à l'Ordre des *Jésuites* et en favorisant les missions que les Pères *Franciscains* donnaient au peuple. Les Etats protestants commencèrent à se détacher de plus en plus de l'empire et à rechercher l'alliance des puissances étrangères, entr'autres celle du roi de France, *Henri IV*. L'empire était en danger de se dissoudre; il fut sauvé par l'énergie et le patriotisme de deux princes catholiques, *Maximilien*, duc de Bavière, et *Ferdinand*, archiduc de Styrie et de Carinthie : ce dernier travailla activement au rétablissement du culte catholique qui, dans plusieurs contrées de ses duchés, avait été violemment aboli par la noblesse protestante (l'an 1596). Le peuple retourna en masse à la religion catholique, qu'on lui avait fait abandonner de force. Les protestants usèrent de violences dans les villes libres

RODOLPHE II ET MATHIAS (1576-1618). — L'empereur *Rodolphe II*, fils et successeur de Maximilien II, joignait à un caractère faible et indécis une véritable aversion pour les affaires publiques ; s'occupant d'astronomie et d'astrologie, il abandonnait le gouvernement à ses conseillers. Toutefois l'opposition de la noblesse protestante en Autriche, qui refusait de payer les subsides, l'irrita au point qu'il transféra sa résidence de Vienne à *Prague*. Moins favorable aux protestants que son père, Rodolphe II appuya les efforts qui faisaient les Jésuites pour maintenir la foi catholique dans ses Etas. Grâce au zèle de cet Ordre illustre et à celui des Franciscains, le protestantisme fut arrêté dans ses progrès, et même un grand nombre de personnes de toutes les classes de la société qui avaient été égarées par les prédicateurs protestants furent ramenées à la vérité. La déposition de l'archevêque *Gebhard de Cologne*, qui avait apostasié pour se marier, augmenta encore l'irritation déjà grande des princes protestants de l'Empire. Gebhard

---

d'*Aix-la-Chapelle* et de *Donauwerth*, où ils troublèrent le culte catholique. Ces violences furent réprimées par ordre de l'empereur et avec le secours de l'archevêque Ernest de Cologne et du duc Maximilien de Bavière.

Division dans l'empire : les protestants forment une confédération sous le nom d'*Union* et s'allient ouvertement avec les puissances étrangères, la France, l'Angleterre et la république de Venise (l'an 1606). Ce fut là le premier pas dans la politique si funeste, suivie par les Etats protestants et qui livra l'Allemagne pendant trente ans à toutes les horreurs d'une guerre où les intérêts de la nation étaient sacrifiés à l'ambition de princes étrangers. Les princes catholiques se virent forcés d'organiser également une confédération, *la Ligue* (l'an 1609) : la plupart des princes ecclésiastiques de l'empire, ainsi que l'archiduc *Ferdinand*, y entrèrent. Mort de *Henri IV* et de l'électeur palatin *Frédéric IV* (l'an 1610). La paix est conclue à Munich entre l'*Union* et *la Ligue*. Des dissensions éclatent dans la famille d'Autriche : *Mathias*, frère de l'empereur Rodolphe, est élu roi par les *Hongrois* (l'an 1606), et force son frère à lui céder encore l'*Autriche* et la *Moravie* (l'an 1608). La noblesse protestante d'Autriche et de Bohême profite de ces circonstances pour arracher à Mathias et à l'empereur de grandes concessions ; entr'autres ils obtiennent le droit d'établir le culte protestant dans leurs domaines. Rodolphe publie en faveur des protestants un édit appelé *lettre de majesté* (l'an 1609). Mécontent de son frère Mathias, il songe à laisser la couronne de Bohême à l'archiduc *Ferdinand de Styrie*. Mais alors la noblesse protestante de Bohême se révolte et appelle Mathias au trône (l'an 1611) : Rodolphe meurt peu de temps après (l'an 1612). MATHIAS (1612-1619) parvient à se faire élire *empereur* par les Etats de l'Allemagne. Il tente, mais en

fut remplacé par le prince *Ernest de Bavière*. Mais l'empereur n'avait pas assez d'énergie pour maintenir la paix ; les Etats protestants formèrent une confédération sous le nom d'*Union*, dont l'électeur palatin, *Frédéric IV*, fut nommé président. Les Etats catholiques ne pouvaient rester désarmés en présence de leurs ennemis ; ils leur opposèrent *la Ligue*, qui avait pour chef *Maximilien* de Bavière. L'Union conclut une alliance avec le roi de France, *Henri IV*, qui lui promit son secours : la guerre civile était sur le point d'éclater, lorsque ce prince fut assassiné. Voyant que l'empereur *Rodolphe* avait perdu toute autorité dans les Etats autrichiens, les *Hongrois* choisirent pour roi son frère *Mathias*, qui fut également reconnu en Autriche et plus tard en Bohême. Élu empereur d'Allemagne après la mort de son frère Rodolphe, *Mathias* ne réussit pas à calmer l'effervescence qui se manifestait partout. Comme il n'avait pas d'enfants, il désigna pour son successeur son cousin *Ferdinand*, archiduc de Styrie et de Carinthie, catholique sincère et fervent, qui fut couronné roi de *Bohême* et de *Hongrie*. Ce prince avait travaillé activement à l'extirpation du protestantisme dans ses duchés hérédi-

vaio, de dissoudre l'*Union* protestante et la *Ligue* catholique. Il veut faire reconnaître son cousio, *Ferdinand de Styrie*, pour son successeur en Autriche, en Bohême et eo Hongrie. Ferdinand est reconnu en Bohême (l'ao 1617). Mécontentement de la noblesse protestante de Bohême; le *comte de Thurn* devient le chef des mécontents: révolte et commeocement de *la guerre de Trente-Ans*. Voici la sulte de la généalogie de la maison de Habsbourg (voyez 4e vol. p. 466), jusqu'à l'extinction de la descendance masculine :

Ferdinand Ier.

- Maximilien II (1564-1576)
  - Rodolphe II (1576-1612).
  - Mathias (1612-1619).
  - Albert, souverain de la Belgique.
- Charles, archiduc de Styrie.
  - Ferdinand II (1619-1637)
    - Ferdinand III (1637-1657).
      - Léopold Ier (1658-1705)
        - Joseph Ier (1705-1711).
        - Charles VI (1711-1740).
          - Marie-Thérèse.

taires ; aussi le choix de l'empereur Mathias mécontenta-t-il vivement les protestants de Bohême. Leur révolte fut le signal de la terrible guerre de *Trente-Ans*.

VII. — LA GUERRE DE TRENTE ANS. (1618-1648.)

La guerre de trente-ans, qui a causé à l'Allemagne des maux incalculables et qui a fait déchoir l'empire germanique du haut rang qu'il avait occupé jusqu'alors parmi les Etats de l'Europe, fut l'œuvre des protestants. Abdiquant tout sentiment patriotique, ils s'allièrent contre leur empereur avec des puissances étrangères et livrèrent ainsi leur patrie à des princes qui, sous prétexte de défendre la liberté religieuse, poursuivaient des projets ambitieux : car la politique fut le seul mobile des rois de Danemark et de Suède, du cardinal Richelieu, de l'Angleterre et de la Hollande. Le traité de Westphalie, qui termina cette longue guerre, consacra le démembrement définitif de l'empire et réduisit l'Allemagne au rôle secondaire qu'elle a joué depuis cette époque jusqu'à nos jours.

Période allemande (1618-1623). — La guerre com-

VII. *Empereurs :* Ferdinand II (1619-1637). Ferdinand III (1637-1657). — *A consulter :* Menzel, *Histoire moderne des Allemands*, vol 6-8, Breslau. 1839. (en allemand). Leo, *Manuel de l'histoire universelle*. Halle. 1838. 3e vol. (en allemand). Barthold, *Histoire de la grande guerre allemande, à partir de la mort de Gustave-Adolphe*, Stuttgard 1842, 2 vol. in-8° (en allemand). Gfrœrer, *Gustave-Adolphe*. Fribourg, 1854 (en allemand). Schoell, *Cours d'histoire moderne*. De Villermont, *Tilly ou la guerre de Trente Ans*, Tournay, 1860, 2 vol. in-8°. Du même, *Ernest de Mansfeld*, Bruxelles, 1866.

La plupart des auteurs modernes apprécient *la guerre de Trente Ans* d'une manière tout à fait erronée. Les intérêts religieux ne furent que le prétexte de cette guerre qui eut pour principales causes : 1° l'ambition de l'électeur Palatin Frédéric V, 2° le caractère conquérant des rois de Danemark et de Suède, et 3° la politique de Richelieu, qui voulait abaisser la maison de Habsbourg et qui trouvait naturellement des alliés dans la Hollande et l'Angleterre. Les trois historiens protestants de l'Allemagne, *Menzel*, *Leo* et *Barthold* (voyez leurs ouvrages cités plus haut) ont le mérite d'avoir restitué à la guerre de Trente-Ans son vrai caractère, en jugeant avec une grande impartialité les hommes et les événements. Rien de plus faux à cet égard que les appréciations de Cantu, *Histoire universelle*.

La guerre de Trente-Ans se divise en quatre périodes : 1° la *période alle-*

mença dans la Bohême par une révolte des protestants ; ceux-ci ayant rassemblé une armée marchèrent contre Vienne, où *Ferdinand de Styrie* venait de monter sur le trône après la mort de l'empereur Mathias. La courageuse énergie que ce prince opposa aux rebelles força le *comte de Thurn*, qui commandait l'armée des Bohêmes, à se retirer. Les protestants de la Bohême refusèrent alors de reconnaitre Ferdinand, qui venait d'être proclamé empereur à Francfort, et ils offrirent la couronne de Bohême à l'électeur palatin *Frédéric V*, chef de l'*Union* protestante. Frédéric accepta leur offre et trouva un allié dans le duc de Transilvanie, *Bethlen Gabor*, qui, après avoir fait la conquête de la Hongrie, marcha sur Vienne et réunit son armé à celle des Bohêmes, commandée par le comte de Thurn. Mais cette ville fut si vigoureusement défendue par l'empereur en personne que les révoltés se virent forcés à lever le siége. Ferdinand eut alors recours au duc de Bavière, Maximilien, qui rassembla l'armée de la *Ligue* et en confia le commandement au baron *Tserclaes de Tilly*, général aussi distingué par ses talents militaires que par sa bravoure et sa piété sincère. Le prince-électeur

---

mande ou *palatine*, depuis le commencement de la guerre jusqu'au rétablissement de l'ordre en Allemagne (1618-1623) ; 2° la *période danoise*, depuis l'intervention de Christiern IV jusqu'à la paix de Lubeck (1623-1629); 3° la *période suédoise*, depuis l'arrivée de Gustave-Adolphe en Allemagne jusqu'à sa mort dans la bataille de Lutzen (1629-1632); 4° la *période française*, depuis la bataille de Lutzen jusqu'au traité de Westphalie (1632-1648). L'influence de la politique de Richelieu sur la guerre se fit déjà sentir dans la seconde période. — PREMIÈRE PÉRIODE (1618-1623) La fermeture et la démolition de deux églises protestantes qui avaient été construites, contrairement aux lois existantes en Bohême, dans des villes soumises à des seigneurs ecclésiastiques, donnèrent le premier signal de la révolte. La noblesse protestante, ayant pour chef le comte de *Thurn*, se réunit à Prague : les deux conseillers impériaux, *Martinitz* et *Slavata*, que l'on considérait comme les auteurs de la mesure, furent précipités du haut des fenêtres du château, et un gouvernement de trente directeurs fut institué. Le comte de Thurn réunit des troupes et entra en relation avec les protestants de la Silésie, de la Moravie et de la Lusace. L'empereur Mathias mourut au moment où cette révolte éclatait (l'an 1619); *Ferdinand de Styrie* lui succéda. Les Bohêmes marchèrent sur *Vienne*, prirent la ville et pénétrèrent dans le château impérial pour forcer Ferdinand de souscrire à leurs demandes ; l'arrivée inattendue de 500 cavaliers sauva le prince, qui était resté inébranlable.

Georges de Saxe resta fidèle à l'empereur : luthérien zélé, il était l'adversaire déclaré de Frédéric V, qui s'efforçait d'introduire le calvinisme en Bohême. Les troupes réunies de l'Empereur et de la *Ligue* remportèrent sur les protestants une victoire signalée près de *Prague* et forcèrent Frédéric V à quitter la Bohême. L'empereur punit les rebelles avec une juste sévérité : plusieurs furent condamnés à mort et exécutés, et les protestants de la Bohême perdirent la liberté religieuse dont ils avaient abusé et qui avait servi de prétexte à la révolte. *Frédéric V* fut déclaré déchu de sa dignité de prince électeur que l'empereur donna avec le Palatinat au duc *Maximilien de Bavière :* cet acte fut ratifié à la diète de Ratisbonne, et l'*Union protestante* fut déclarée dissoute. — Trois aventuriers qui avaient servi dans l'armée protestante, le comte *Ernest de Mansfeld*, le margrave *Georges de Bades* et *Christian de Brunswik*, rassemblèrent des troupes mercenaires et refusèrent de se soumettre à l'empereur. Tilly les défit dans plusieurs rencontres et les força enfin à quitter l'Allemagne et à se réfugier en Hollande. La guerre paraissait terminée, lorsqu'elle fut rallumée par l'ambition d'un prince étranger, le

---

Retraite du comte de Thurn, qui retourne en Bohême. Ferdinand est élu et couronné *empereur* à Francfort; le duc *Maximilien de Bavière* lui promet le secours de la *Ligue*. Les protestants de Bohême élisent *Frédéric V*, électeur palatin et chef de l'*Union protestante*, qui est couronné à Prague et reconnu par les protestants de la Moravie, de la Silésie, de la Lusace et même de l'Autriche. L'armée des *Hongrois*, commandée par Bethlen Gabor. et celle des *Bohêmes* sous la conduite du comte de Thurn vont ensemble mettre le siége devant Vienne; elles sont repoussées. Armements de la Ligue; le commandement est donné à *Tserclaes de Tilly*, seigneur belge, un des meilleurs capitaines de cette époque. Les mesures prises par Frédério V pour introduire le *calvinisme* en Bohême mécontentèrent les luthériens, qui l'abandonnèrent presque tous : le prince électeur de Saxe s'unit avec l'empereur,qui conclut en même temps un armistice avec Bethien Gabor (l'an 1620). L'armée de la *Ligue*, sous les ordres de Tilly, fit sa jonction avec l'armée impériale commandée par Bucquoi seigneur belge ; le duo Maximilien prend le commandement en chef. *Bataille de la montagne Blanche* près de Prague (l'an 1620). Défaite et fuite de Frédério V. Punition des rebelies : vingt-quatre des principaux seigneurs sont traduits devant un tribunal, condamnés à mort et exécutés; leurs biens sont confisqués pour couvrir les frais de la guerre (l'an 1621) ; la liberté religieuse est retirée aux protestants de la Bohême, parce que leurs prédicateurs ne cessaient d'exciter

roi *Christiern IV de Danemark*, qui songeait à réunir à ses Etats le nord de l'Allemagne.

PÉRIODE DANOISE JUSQU'A LA PAIX DE LUBECK (1623-1629). — L'ambition de *Cristiern IV* trouva tout naturellement des auxiliaires dans plusieurs princes protestants du cercle de basse Saxe. Comme l'empereur réclamait de ces derniers les territoires ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés, ils appelèrent à leur secours le roi de Danemark. Celui-ci conclut *à la Haye* une alliance avec l'Angleterre et la Hollande et obtint du cardinal de Richelieu la promesse d'un subside : Richelieu voyait dans la continuation de la guerre un puissant moyen d'affaiblir la maison d'Autriche. Mansfeld rassembla des troupes en Angleterre, Christian en France, et le roi de Danemark entra dans la basse Saxe à la tête d'une armée. L'empereur résolut alors de réunir une forte armée et nomma général en chef *Albert de Waldstein*, duc de Friedland, qui s'était déjà fait distingué par sa bravoure et ses talents militaires, mais qui avait une ambition démesurée ; Tilly continua de commander l'armée de la Ligue. Les exploits de ces deux généraux furent couronnés d'un plein succès. Pendant que Waldstein anéantissait

---

le peuple à une nouvelle révolte. Dissolution de l'*Union* (l'an 1621). Maximilien de Bavière reçoit le palatinat et la dignité de prince électeur (l'an 1622). L'année suivante, à la diète de Ratisbonne, les princes de l'empire confirment cet acte (l'an 1622). — La guerre est continuée par trois aventuriers : *Mansfeld*, le *margrave de Bade* et *Christian de Brunswick* dont les troupes mercenaires portèrent partout la dévastation et le pillage. Vaincus par Tilly et abandonnés par Frédéric V lui-même, ils offrent leurs services à l'empereur qui, pour toute réponse, les met au ban de l'empire : leurs troupes sont dispersées. Mansfeld et Christian se retirent avec les débris de leurs armées en Hollande ; mais ils s'y rendent odieux par toutes sortes d'excès et sont obliges de chercher un asile en Angleterre l'an 1623).

DEUXIÈME PÉRIODE (1623-1629). Tilly rétablit les catholiques du nord de l'Allemagne dans les droits dont ils avaient été dépouillés par les protestants ; l'empereur, de son côté, manifesta l'intention de nommer des évêques catholiques à plusieurs évêchés qui avaient été sécularisés par les princes protestants, tels que Halberstadt, Hildesheim, Osnabruck. Les Etats protestants du cercle de basse Saxe s'adressèrent à *Christiern IV de Danemark*; ce prince saisit avec empressement cette occasion d'étendre sa domination sur le nord de l'Allemagne, qui touchait à ses Etats. Une alliance est conclue *à la Haye* (l'an 1625) entre le Danemark d'une part, et

l'armée de *Mansfeld* près de *Dessau* et le forçait à se réfugier dans la Hongrie, Tilly remportait près de *Lutter* une victoire éclatante sur le roi de Danemark. Mansfeld et Christian étant morts peu de temps après, Tilly et Waldstein réunirent leurs forces contre Christiern IV, qui armait de nouveau dans le Holstein et le Jutland, et se rendirent maitres de ces deux contrées. L'empereur, dans le but d'effrayer les princes allemands, qui avaient fait cause commune avec les Danois, et cédant aux sollicitations de Waldstein, dépouilla les ducs de Mecklenbourg et investit de ce duché son général. Cet acte mécontenta tous les princes de l'empire, parce qu'il avait été accompli sans leur concours. Cependant le roi de Danemark fut obligé de négocier et de conclure avec l'empereur la *paix de Lubeck*, par laquelle il renonçait à toutes ses prétentions sur le nord de l'Allemagne. — Alors, sur les instances des Etats catholiques, l'empereur publia l'*édit de restitution* : cet édit ordonnait aux protestants en Allemagne de restituer tous les territoires ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés contrairement aux stipulations de la *paix de religion d'Augsbourg* ; l'édit portait en outre que dans ces territoires

de l'autre, l'Angleterre et la Hollande qui promettent des subsides, *Richelieu* en fait autant et autorise *Christian de Brunswick* à enrôler une armée en France ; *Mansfeld* recrute des soldats en Angleterre. Les troupes de Christian et de Mansfeld se réunirent à Berg-op-Zoom pour pénétrer de là dans la Westphalie. L'empereur fut forcé de prendre des mesures énergiques dans l'intérêt de la paix. Il se décida à rassembler une armée de troupes mercenaires, destinée à opérer de concert avec l'armée de la *Ligue*. *Albert de Waldstein* (Wallenstein), seigneur bohême, offre à Ferdinand de réunir une armée sans frais pour l'empereur. Il suivait l'exemple donné par Mansfeld et Christian ; sa réputation militaire attira sous ses drapeaux un grand nombre de soldats. Les princes *électeurs de Saxe* et de *Brandenbourg*, quoique protestants, avaient trop de patriotisme pour faire cause commune avec les ennemis de l'empire. L'électeur de Saxe s'efforça de négocier la paix entre l'empereur et le roi de Danemark, mais il ne put conclure qu'un armistice. *Bataille de Dessau* et défaite de *Mansfeld* (l'an 1626); il se retira dans la Hongrie et alla mourir dans la Dalmatie, où il voulait s'embarquer pour l'Angleterre. Mort de *Christian de Brunswick* (l'an 1626). *Bataille de Lutter* et victoire de Tilly sur le roi de Danemark (l'an 1626), qui est expulsé de l'Allemagne. Conquête du Holstein, du Schleswig et du Jutland par Waldstein et Tilly (l'an 1625). Un décret de l'empereur destitua les ducs de Mecklenbourg, bien que leur procès n'eût pas été instruit régulièrement. La

l'exercice du culte protestant ne serait pas toléré, et qu'en général les *luthériens seuls* jouiraient de la liberté religieuse dans l'empire, à l'exclusion de toutes les autres sectes protestantes. Cet édit jeta l'Allemagne dans une violente agitation, qui allait au-devant des projets du roi de Suède, *Gustave-Adolphe*, et du cardinal de *Richelieu*.

PÉRIODE SUÉDOISE, JUSQU'A LA BATAILLE DE LUTZEN (1629-1632). — L'empereur convoqua alors les princes électeurs à *Ratisbonne* dans le but de faire reconnaître son fils *Ferdinand* pour son successeur au trône impérial. Mais les princes exigèrent, avant tout, la révocation de l'*édit de restitution* et la destitution de *Waldstein* : ce dernier s'était rendu odieux par la manière hautaine avec laquelle il traitait les princes de l'empire et en ne réprimant pas les excès que son armée commettait partout où elle se trouvait. L'empereur céda : Waldstein fut destitué et se retira dans son duché de Friedland en Bohême ; une grande partie de l'armée impériale fut licenciée, le reste passa sous le commandement de *Tilly*. Quant à l'*édit de restitution*, on en remit l'exécution jusqu'à ce que l'on pût s'entendre de nou-

---

part active qu'ils avaient prise à la guerre contre l'empereur fut la cause d'une mesure qui provoqua le mécontentement des princes de l'empire. Ce mécontentement augmenta encore lorsque l'empereur donna le duché de Mecklenbourg à *Waldstein*, qu'il créait ainsi prince de l'empire (l'an 1627). La ville de *Stralsund* refusa de se soumettre ; Waldstein la fit assiéger (l'an 1628), et le roi de Suède Gustave-Adolphe y envoya des troupes. *Paix de Lubeck* avec le roi de Danemark (l'an 1629) : le Schleswig, le Jutland et le Holstein furent rendus à Christiern IV, qui promit de ne plus se mêler des affaires de l'empire. — *Édit de restitution* (l'an 1629) ayant pour but de rendre aux catholiques les évêchés et abbayes, qui leur avaient été injustement enlevés par les protestants, contrairement à la *réserve ecclésiastique* adoptée et sanctionnée dans la paix de religion d'Augsbourg (voyez plus haut, page 152). Leo et Menzel ont complétement justifié cette mesure. « L'empereur, dit le premier de ces historiens, n'avait pas seulement le droit d'agir ainsi, *mais il y était même obligé*. » Peut-être le moment n'était-il pas bien choisi ; il s'agissait de la restitution de 2 archevêchés, de 13 évêchés et 6 abbayes. Les deux autres dispositions de l'édit avaient trait à des points que les protestants avaient également admis, savoir : 1° le droit pour les princes de l'empire de décider en dernière instance de la religion de leurs sujets (*jus reformandi*, voyez ibidem), et 2° la tolérance légale des *luthériens* qui professaient la *confession d'Augsbourg*, tolérance qui ne devait pas s'étendre aux

veau dans une diète générale qui devait être convoquée l'année suivante. La paix se trouvait ainsi rétablie dans l'empire; l'empereur venait de prouver suffisamment par sa conduite qu'il ne songeait nullement à opprimer les protestants. — Mais déjà un nouvel ennemi avait mis le pied sur le sol de l'empire : *Gustave-Adolphe*, après avoir conclu un traité avec la France, venait d'aborder avec une armée sur les côtes de l'Allemagne et de forcer le duc de *Poméranie* à lui livrer la ville de Stettin. Cependant les princes protestants refusèrent d'abord de faire cause commune avec lui contre l'empereur, et même ils conclurent à *Leipzig* une alliance offensive et défensive dans le double but de s'opposer à une invasion de la part du roi de Suède et à l'exécution de l'édit de restitution. Gustave-Adolphe dirigea alors ses armes contre son propre beau-frère, le prince-électeur de *Brandenbourg*, et s'empara de la forteresse de Spandau. Au lieu de secourir la ville de *Magdebourg*, assiégée par *Tilly*, il emporta d'assaut *Francfort-sur-l'Oder*. Cependant Magdebourg, après s'être défendue opiniâtrément, fut prise et saccagée par les soldats; pour arrêter le pillage, les habitants mirent eux-mêmes le feu à la ville

---

autres sectes protestantes. Ces mesures excitèrent des craintes et du mécontentement dans les Etats protestants de l'empire.

Troisième période de la guerre (1629-1632). *Gustave-Adolphe* avait formé le projet de s'emparer de tout le littoral allemand de la mer Baltique (voyez plus haut, page 145). Richelieu négocia un armistice entre ce prince et la Pologne (l'an 1629). Il lui promit des subsides pour la guerre contre l'empereur. Circonstances qui favorisaient les projets de Gustave-Adolphe : 1° la publication de l'edit de restitution, qui avait mécontenté les Etats protestants de l'empire; 2° la conduite hautaine de Waldstein et les violences commises par son armée; 3° la destitution de ce général réclamée et obtenue par les princes de l'empire (l'an 1630) : cette destitution diminuait considerablement les moyens de défense de l'empereur. Celui-ci en outre consentait à surseoir à l'exécution de l'*édit de restitution* et à convoquer, pour l'année suivante (l'an 1631), une diète générale à *Francfort*, dans laquelle cette affaire devait être de nouveau examinée; les ducs de Mecklenbourg furent autorisés à faire valoir leurs réclamations pour être rétablis dans la possession de leur duché, qui avait été donné à Waldstein. L'Allemagne se trouvait ainsi entièrement pacifiée (l'an 1630).

Arrivee de *Gustave-Adolphe* à la tête d'une armée aguerrie et bien disciplinée (l'an 1630); le duc protestant de Poméranie refuse de s'allier avec lui; le roi de Suède le force à lui livrer la ville de *Stettin*, sa capitale,

qui fut réduite en cendres malgré les efforts de Tilly pour la sauver. Le roi de Suède menaça de bombarder Berlin et força ainsi le prince-électeur de Brandenbourg de se joindre à lui ; il fit ensuite la conquête du *Mecklenbourg* qu'il rendit aux ducs de ce pays sous la condition qu'ils reconnaitraient son autorité. Le *prince-électeur de Saxe* avait rassemblé des troupes et voulait garder une neutralité armée ; sur son refus de livrer passage, Tilly pénétra de force dans la Saxe. Alors le prince-électeur appela Gustave-Adolphe et conclut avec lui un traité d'alliance. L'armée réunie des Suédois et des Saxons remporta près de *Leipzig* une victoire complète sur les troupes impériales ; Tilly lui-même fut blessé et son armée dispersée.

Après la bataille de Leipzig, Gustave-Adolphe traversa l'Allemagne en vainqueur. Il s'empara de la ville de Mayence, se fit prêter partout le serment de fidélité et manifesta ouvertemeut l'intention de monter sur le trône impérial. Ainsi, après la conquête du *Palatinat*, il se réserva plusieurs villes, où il plaça des garnisons suédoises, et ne rendit qu'une partie du pays au prince-électeur *Frédéric V*, avec obligation de reconnaitre sa suzerai-

---

et aoumet tout le pays par les armes. *Congrès* des Etats protestants du nord de l'Allemagne à *Leipzig* (l'an 1631); ils décident qu'ils ne feront pas alliance avec le roi de Suède, mais qu'ils réuniront une armée pour le repousser s'il venait les attaquer, et pour s'opposer en même temps à l'exécution de l'édit de restitution : ils prennent aussi une position hostile vis-à-vis de l'empereur, qui leur ordonne de cesser leurs armements. Gustave-Adolphe prend d'assaut la ville de *Francfort-sur-l'Oder* et force son beau-frère, le prince électeur *George-Guillaume de Brandenbourg*, à lui ouvrir la forteresse de *Spandau,* dont il a besoin, dit-il, pour pouvoir secourir *Magdebourg*, assiégée par *Tilly*. Cette ville avait résisté à l'empereur et avait conclu un traité d'alliance avec Gustave-Adolphe qui avait promis de la secourir. Mais Gustave-Adolphe n'osa pas se mesurer avec Tilly ; Magdebourg fut prise d'assaut et pillée par les soldats que la résistance vigoureuse des habitants avait exaspérés. C'est à tort qu'on a accusé Tilly d'avoir favorisé le pillage et d'avoir incendié la ville; le feu y fut mis par les habitants eux-mêmes Tilly fit les efforts les plus louables pour éteindre l'incendie. La critique moderne a mis ces faits hors de doute. Les protestants sont mécontents du roi de Suède qui n'a rien fait pour aecourir Magdebourg. Le *prince-électeur de Brandenbourg* réclame la restitution de Spandau : Gustave-Adolphe le force à lui livrer encore Custrin et lui payer un subside de guerre de 30,000 thalers par mois. Il fait la conquête du Mecklenbourg et rétablit les

neté. Du Palatinat le roi de Suède pénétra dans la Bavière, défit Tilly sur les bords du *Lech* et entra à Munich. *Tilly*, qui avait été blessé dans la bataille du Lech, alla mourir à *Ingolstadt*. — Cependant l'empereur se voyait menacé d'une attaque de la part des Saxons, qui venaient de se rendre maîtres de Prague, après avoir fait la conquête de la Bohême ; il s'adressa de nouveau à *Waldstein* et lui offrit le commandement des armées impériales avec un pouvoir illimité. En peu de mois Waldstein rassembla sous ses drapeaux une armée de quarante mille hommes avec laquelle il chassa les Saxons de la Bohême. Il avait d'abord refusé de marcher au secours du duc Maximilien de Bavière, son ennemi personnel ; mais cédant enfin aux sollicitations de ce prince, il se dirigea avec son armée sur *Nuremberg*, qui était tombée au pouvoir de Gustave-Adolphe. Il établit, près de cette ville, un camp retranché vis-à-vis du camp suédois et, par son attitude menaçante, obligea le roi de Suède, qui manquait de vivres, à se retirer dans la Bavière. Waldstein se tourna alors vers la Saxe pour punir la défection du prince-électeur. Gustave-Adolphe le suivit et lui livra, près de *Lutzen*, la célèbre bataille où il

---

ducs, mais à la condition de reconnaître la suzeraineté de la Suède. Plusieurs princes de l'empire, tels que le landgrave de Hesse-Cassel et le duc Bernard de Weimar, se joignent au roi de Suède. Politique de neutralité armée, adoptée par le prince-électeur de Saxe ; cette politique est favorable à Gustave-Adolphe, qui parvient à prendre une position forte dans le Brandenbourg, tandis qu'elle est nuisible aux intérêts de l'empereur. L'armée impériale, sous le commandement de Tilly, force l'entrée de la Saxe et s'empare de la ville de Leipzig. Le prince-électeur conclut une alliance avec le roi de Suède, qui marche contre Tilly. *Bataille de Leipzig* (l'an 1531).

Cette bataille eut de grandes conséquences : l'empereur se trouva sans armée ; Tilly se retira avec le reste de ses troupes dans la Bavière ; les princes protestants se joignirent à Gustave-Adolphe qui songea à faire la conquête de l'Allemagne. La défense de la religion protestante n'était plus qu'un prétexte pour continuer la guerre. Gustave-Adophe marche vers le Rhin, tandis que l'armée saxonne pénètre dans la Bohême et s'empare de Prague. Il occupe successivement les territoires ecclésiastiques de Mayence, Wurtzbourg, etc., et se fait prêter partout le serment de fidélité. Conquête du Palatinat sur les troupes espagnoles : Gustave-Adolphe refuse de céder tout le pays à l'électeur palatin Frédéric V, et même il exige de lui le serment de fidélité. *Bataille du Lech* et mort de *Tilly à Ingolstadt* (l'an 1632), à l'âge de 73 ans ; c'était un des plus grands capitaines du seizième

trouva la mort. La victoire resta indécise ; Waldstein ramena son armée en Bohême.

Période française, jusqu'à la paix de Westphalie (1632-1648). — La guerre changea entièrement de caractère à la mort de Gustave-Adolphe : elle continua sans que la religion fût encore invoquée comme prétexte par les ennemis de l'empereur Ferdinand II. Elle reçut une nouvelle impulsion par la participation active du cardinal de *Richelieu* et du régent de la Suède, le chancelier *Oxenstiern*. Oxenstiern voulait ajouter à la Suède une partie du nord de l'Allemagne, et Richelieu poursuivait son projet d'abaisser la maison de Habsbourg. La Suède et la France obtinrent l'alliance de la *Hollande* et de l'*Angleterre* et gagnèrent encore à leur cause quelques princes secondaires d'Allemagne, tels que *Bernard de Weimar* et *Georges de Lunebourg*, tandis que les princes-électeurs protestants de Saxe et de Brandenbourg les abandonnaient et se réconciliaient avec l'empereur. La guerre continua encore pendant seize ans, pour aboutir à la ruine totale de la prospérité de l'Allemagne.

Cependant *Waldstein* restait inactif avec son armée en

---

siècle; il avait gagné 36 batailles et unissait à la bravoure personnelle une piété sincère : on ne peut pas le rendre responsable des excès commis par les troupes mercenaires dont se composaient alors les armées. Gustave-Adolphe s'empare de la ville libre impériale d'*Augsbourg* et se fait prêter le serment de fidélité par les habitants. Son entrée à Munich. Il frappe la Bavière d'énormes contributions de guerre. Refroidissement entre *Richelieu* et le roi de Suède, dont la puissance devient dangereuse pour la France. Richelieu donne des subsides au duc *Maximilien de Bavière ;* celui-ci demande en même temps du secours à l'empereur, qui s'est de nouveau adressé à *Waldstein* et le nomme commandant en chef en lui accordant une autorité presque indépendante. La renommée militaire de Waldstein lui suffit pour rassembler en peu de temps une armee de 40,000 hommes, avec laquelle il marche sur *Nuremberg*, apres avoir expulsé les Saxons de la Bohême. Il se retranche dans un camp vis-à-vis du camp suédois et s'y tient en observation pendant près de deux mois; cette tactique lui réussit : les Suédois, aprés une vaine attaque contre le camp impérial, se retirent. Mais Waldstein s'étant replié sur la Saxe, Gustave-Adolphe le suit et lui livre la *bataille de Lutzen* dans laquelle il périt. Chacun des deux partis s'attribue la victoire.

Quatrième période. (1632-1648). Voyez : *Waldstein et la guerre de Trente-Ans* par J. Moeller, dans la Revue de Dublin, juillet, 1838. A partir de

Bohême et entretenait des relations mystérieuses avec Richelieu et Oxenstiern sans y être autorisé par l'empereur ; il tâchait en même temps de s'assurer le concours des officiers supérieurs de son armée. Cette conduite équivoque obligea Ferdinand II de recourir à une mesure énergique. Il donna ordre d'arrêter le général ; mais cet ordre fut outrepassé par ceux qui étaient chargés de l'exécuter : Waldstein fut tué à *Eger*. L'empereur nomma alors généralissime de l'armée, l'archiduc *Ferdinand*, son fils : le jeune prince fit sa jonction avec l'armée bavaroise commandée par *Jean de Werth* et remporta sur les ennemis la victoire décisive de *Nœrdlingen*. La *Paix de Prague*, qui intervint alors entre le prince-électeur de Saxe et l'empereur, et à laquelle adhérèrent aussi le prince-électeur de Brandenbourg, les ducs de Mecklenbourg, la plupart des princes allemands et un grand nombre de villes libres impériales, semblait être un acheminement vers la paix générale. — Mais Richelieu prit dès lors une part directe à la guerre, qui recommença avec le plus grand acharnement. L'armée suédoise, commandée successivement par *Horn*, *Baner*, *Torstenson*, *Wrangel* et *Kœnigsmark*,

---

la mort de Gustave-Adolphe la guerre se fit, d'un côté par deux puissances étrangères, la *Suède* et la *France* qui poursuivaient des buts et des intérêts divers, et de l'autre par la maison de Habsboug, qui continuait à défendre l'intégrité de l'empire. Le *cardinal de Richelieu* et le chancelier suédois *Axel Oxenstiern* (voy. p. 145) unirent leurs efforts pour continuer la guerre. *Ligue de Heilbron* conclue contre l'empereur par la Suède et les Etats protestants des cercles de Franconie, de Souabe et du Rhin (l'an 1633). *Bernard de Weimar* et le général suédois *Horn* prennent le commandement de l'armée et menacent à la fois la Silésie et la Bavière. Inaction de *Waldstein*. Il entame des négociations secrètes avec la France, la Suède et les princes de Saxe et de Brandenbourg, et agit d'une manière tout à fait indépendante de l'empereur. Ses véritables projets sont restés inconnus, mais il n'est plus douteux qu'il n'ait voulu acquérir soit en Allemagne, soit en Bohême, une souveraineté indépendante avec l'appui des ennemis de l'empereur. Sa proscription est donc pleinement justifiée, comme le prouvent Leo, Menzel et Barthold; mais le meurtre commis à Eger, ne fut pas ordonné par l'empereur. *Bataille de Nœrdlingen* et victoire complète de l'archiduc Ferdinand et de Gallas sur Bernard et Horn (1634). L'armée impériale occupe le Wurtemberg, Bade et le Palatinat : les protestants de ces contrées conservent la liberté religieuse. *Paix de Prague* entre l'empereur d'une part, et de l'autre la plupart des princes protestants de l'Allemagne (l'an 1635). *Richelieu*

généraux également distingués par leur bravoure et leurs talents militaires, et les armées françaises sous les ordres de *Turenne* et du grand *Condé* soutinrent avec avantage la lutte contre les généraux de l'empereur, *Gallas* et *Piccolomini*, et contre les deux généraux bavarois, *Mercy* et *Jean de Werth*. *Ferdinand III*, ayant succédé à son père Ferdinand II, travailla activement au rétablissement de la paix. Deux congrès se réunirent simultanément, l'un à *Osnabruck*, et l'autre à *Munster*. Mais les négociations traînèrent en longueur, et pendant cinq ans l'Allemagne fut cruellement ravagée par les armées ennemies. Lorsqu'enfin la paix fut conclue, la population du pays était diminuée d'un tiers, les villes les plus florissantes étaient ruinées, des provinces entières se trouvaient dépeuplées et désertes. Jusqu'à nos jours, les horreurs de cette guerre sont demeurées proverbiales chez le peuple; elles ont couvert le nom suédois d'une tache ineffaçable.

LE TRAITÉ DE WESTPHALIE (1641-1648). — *Ferdinand III*, quelques années après son avénement, fit les premières propositions de paix ; les préliminaires en furent signés à *Hambourg* par les envoyés de l'empereur, de la

---

déclare la guerre à l'empereur et à l'Espagne et pousse les hostilités avec beaucoup de vigueur; il envoie des subsides à *Bernard de Weimar* et aux Suédois, met sur pied plusieurs armées et fait envahir l'Alsace et la Belgique. Bernard auquel Richelieu promet la possession de l'Alsace, finit par entrer au service de la France. *Horn* est fait prisonnier dans la bataille de Nœrdlingen; il est remplacé par le général *Baner* (l'an 1635). Mort de l'empereur *Ferdinand II* (l'an 1637). Ce prince généreux et magnanime, d'une piété sincère et d'une fermeté inébranlable, sacrifia toujours ses propres intérêts à ceux de l'empire. Son fils *Ferdinand III* lui succède. Il donne le commandement de l'armée impériale à *Gallas:* l'armée bavaroise, ou de la Ligue, est commandée par deux généraux distingués, le Belge *Jean de Werth*, et le comte *Mercy*.

Victoire de *Rheinfelden* remportée par Jean de Werth (l'an 1637); Bernard fait la conquête de l'Alsace, tandis que les Suédois s'emparent de la Poméranie après la mort du duc Bogislav (l'an 1637). Refroidissement entre Bernard et Richelieu; ce dernier songe à réunir l'Alsace à la France. Mort subite de Bernard (l'an 1639); ses conquêtes passent à la France. Les Suédois, sous les ordres de *Baner*, occupent la Bohême (l'an 1639), qu'ils ruinent par leurs pillages. Ils en sont chassés (l'an 1640). Mort de *Baner* (l'an 1641); il est remplacé par *Tortenson*. Quoique maladif au point d'être obligé de se faire porter dans une litière, ce général se fait remarquer par

France et de la Suède. On choisit les deux villes de *Munster* et d'*Osnabruck* en Westphalie, pour y réunir deux congrès, qui en réalité devaient n'en former qu'un seul. Ils ne s'ouvrirent cependant que deux ans après, et les négociations traînèrent encore plus d'un an avant d'aboutir à un résultat. Le mérite de les avoir menées à bonne fin appartient à l'envoyé impérial comte *Maximilien de Trautmansdorf* dont l'habileté réussit à triompher de tous les obstacles. Ces négociations amenèrent enfin, mais seulement au bout de deux ans et demi, le *traité de Westphalie*, qui introduisit des changements très-importants dans l'état politique de l'Europe, et qui enleva définitivement à l'empire germanique la prépondérance qu'il avait exercée jusques-là. Voici les principales stipulations de ce traité :

1° La *Suède* obtint la plus grande partie de la *Poméranie*, ainsi que les principautés de *Brême* et de *Verden;* le roi de Suède devint ainsi membre des Etats de l'empire. On lui paya en outre une somme de cinq millions de thalers pour les frais de la guerre.

2° La *France* reçut en pleine et entière souveraineté la

---

ses projets hardis et son habileté militaire. Il remporte près de Leipzig une victoire sur *Piccolomini*, qui a succédé à Gallas (l'an 1642). Il pénètre dans la Bohême et la Moravie et menace Vienne (l'an 1643); mais il est rappelé dans le nord de l'Allemagne par la déclaration de guerre du *roi de Danemark*, qui venait de conclure une alliance avec l'empereur (l'an 1644). Il envahit le Jutland, et force ce prince à faire la paix, que Mazarin avait du reste déjà négociée (l'an 1645). Les princes de *Brandenbourg* et de *Saxe* concluent des armistices avec les Suédois et abandonnent la cause de l'empereur. *Victoire de Jankau* remportée par Tostenson sur l'armée impériale; le vainqueur s'avance jusqu'aux faubourgs de Vienne. *Turenne* et le *prince de Condé* commandent l'armée française sur le Rhin. Batailles de *Rocroy*, de *Fribourg* et d'*Allersheim*. (1644-1645) gagnées par les armées françaises. *Wrangel* succède à Tostenson et réunit son armée à celle de Turenne. Le *duc Maximilien de Bavière* est forcé de conclure un armistice (l'an 1647): il le rompt, surtout parce que Jean de Werth y est opposé. Turenne et Wrangel envahissent de nouveau la Bavière, tandis que le général suédois *Kœnigsmark* pénètre dans la Bohême et s'empare d'une partie de la ville de Prague. Ce fut là le dernier événement de la guerre (l'an 1648).

Diète de Ratisbonne (l'an 1640) convoquée par Ferdinand III: tous les Etats tant catholiques que protestants demandent le rétablissement de la paix; l'empereur adhère à ces réclamations. *Préliminaires* de la paix signés à *Ham-*

Lorraine et une grande partie de l'*Alsace* ; ces contrées furent définitivement séparées de l'empire.

3° La *république de Hollande*, qui avait conclu à Munster un traité séparé avec l'Espagne, devint indépendante de l'empire ; il en fut de même de la *Suisse*.

4° Des compensations territoriales furent accordées aux princes protestants de *Brandenbourg*, de *Hesse-Cassel*, de *Meclkembourg* et de *Brunswick*. On *sécularisa*, à cet effet, un certain nombre de territoires ecclésiastiques.

5° *Charles-Louis*, fils de Frédéric V, fut remis en possession d'une partie du *Palatinat* ; on créa pour lui un huitième électorat, le cinquième restant à la *Bavière* qui conservait également le haut Palatinat.

6° Tous les *Etats de l'empire* obtinrent la souveraineté dans leurs territoires et le droit de conclure des traités, même avec des puissances étrangères, pourvu que ce ne fût pas contre l'empereur et l'empire.

7° Quant à la religion, on mit sur la même ligne les *catholiques*, les *luthériens* et les *réformés* ou calvinistes, et l'on stipula que chacun resterait en possession des droits et propriétés dont il avait joui depuis l'année 1624, appelée

---

bourg (l'an 1641). Les négociations devaient commencer trois mois après, à *Osnabruck* entre l'empereur et la Suède, et à *Munster* entre l'empereur et la France ; ces deux villes avaient été déclarées territoires neutres. Les congrès ne s'ouvrirent cependant que dix-huit mois plus tard (l'an 1643) ; les plénipotentiaires français n'arrivèrent que l'année suivante (l'an 1644). Difficulté d'arriver à une entente à cause des prétentions exagérées de la Suède et de la France, ainsi que des princes protestants, alliés de ces deux puissances. Le *comte de Trautmansdorf* est envoyé comme plénipotentiaire impérial (l'an 1645). Il profite de la jalousie qui existait entre la *Suède* et la *France*, pour décider ces deux puissances à rabattre de leurs exigences. La paix est enfin conclue le 24 octobre 1648. Les conséquences du traité de Westphalie furent la *division religieuse* et le *morcellement politique* de l'Allemagne ; le commencement de la *sécularisation* des territoires ecclésiastiques, laquelle fut achevée au *congrès de Vienne* ; la séparation d'avec l'empire de contrées considérables, telles que la *Hollande*, la *Suisse*, la *Lorraine* et une partie de l'*Alsace*, qui étaient cédées à la France ; l'entrée d'une puissance étrangère, la *Suède*, dans les conseils de l'empire, comme membre des diètes générales ; enfin l'anéantissement de l'autorité impériale dans les territoires des Etats allemands : l'Allemagne devint une agrégation de principautés indépendantes et souveraines, et par conséquent sans unité politique.

à cause de cela *année normale :* la liberté religieuse fut garantie à tous les habitants de l'empire, et le droit que s'étaient arrogé les gouvernements protestants de ne tolérer que leur culte officiel fut aboli.

Telles étaient, en substance, les principales dispositions du traité de Westphalie, qui a servi de base au droit public moderne. Le pape *Innocent X* protesta contre ce traité, parce qu'il violait les droits les mieux établis de l'Eglise. Cette protestation demeura sans effet ; mais c'est à tort qu'on en a fait un grief au Pontife.

SECONDE PÉRIODE.

DEPUIS LE TRAITÉ DE WESTPHALIE JUSQU'A LA PREMIÈRE RÉVOLUTION FRANÇAISE. (1648-1789).

NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

La *paix de Westphalie* fait époque dans l'histoire moderne. Cet important traité, auquel prirent part presque toutes les puissances, ouvre pour l'Europe une nouvelle période. Il termina la longue série des guerres de religion, qui avaient duré un siècle entier et qui avaient bouleversé la plupart des Etats européens. Mais tout en rendant la paix au monde, il consomma et consacra, pour ainsi dire, la scission religieuse qui datait du 16ᵉ siècle. Les sectes protestantes, à partir de cette époque, furent placées sur la même ligne que l'Eglise, dont elles s'étaient séparées, et jouirent des mêmes droits politiques et religieux. Toutefois elles ne parvinrent pas à obtenir une organisation indépendante ; elles restèrent partout soumises à l'autorité civile, qui dès lors traita administrativement toutes les affaires religieuses. Dans les pays où la religion catholique dominait encore, les gouvernements ne tardèrent pas à s'arroger également le droit d'intervention dans les affaires religieuses et entravèrent ainsi la liberté de l'Eglise. Ces premiers empiétements de l'Etat avaient préparé la voie à l'absolutisme monarchique, qui finit par prévaloir dans tous les Etats de l'Europe et qui trouva sa plus haute expression en France dans le règne de Louis XIV.

La religion dès ce moment n'occupa plus le premier rang parmi les intérêts des peuples chrétiens ; elle fut

subordonnée aux affaires matérielles, à l'industrie et au commerce, auxquels la découverte de l'Amérique et l'établissement de fréquentes relations avec les Indes Orientales avaient donné un merveilleux essor. Cependant la nécessité de garantir l'existence des Etats de l'Europe et de sauvegarder leur indépendance individuelle, donna naissance à un nouveau système politique que l'on a désigné sous le nom d'*Equilibre européen*, parce qu'il avait pour but de conserver intacte la situation faite par le traité de Westphalie aux parties contractantes et d'empêcher une puissance de s'agrandir aux dépens des autres. C'est grâce à ce système et aux coalitions qui s'ensuivirent que l'Europe a échappé à la domination de Louis XIV. Ce prince ambitieux vit échouer tous ses projets d'agrandissement et ne put obtenir le trône d'Espagne pour son fils qu'à la condition de renoncer pour toujours à réunir l'Espagne et la France sous un même sceptre. Le système de l'*Equilibre* joua ainsi un grand rôle dans la *guerre de la Succession d'Autriche* et dans la *guerre de Sept-Ans*. Les principes qui avaient servi de base au système de l'Equilibre amenèrent le *partage de la Pologne*. Ébranlé par la révolution française et les conquêtes de Napoléon, il reçut une nouvelle consécration au *Congrès de Vienne*.

De grands événements ont signalé la seconde période de l'histoire moderne ; parmi les plus importants il faut signaler *le règne et les guerres de Louis XIV; — la grande guerre du Nord sous Charles XII; — la fondation de l'empire russe par Pierre-le-Grand; — la guerre de la succession d'Autriche; — la guerre de Sept-Ans;* — et *l'émancipation des Etats-Unis d'Amérique*; cette dernière précéda immédiatement la *révolution française* de 1789, par laquelle s'ouvre la troisième période de l'histoire moderne.

CHAPITRE VI.

LA FRANCE SOUS LOUIS XIV (1643-1715).

I. — MINORITÉ DE LOUIS XIV. — MINISTÈRE DE MAZARIN. (1643-1661)

LA RÉGENCE D'ANNE D'AUTRICHE ET LA FRONDE (1643-1653). — Louis XIII n'ayant laissé qu'un fils âgé de cinq ans, sa veuve *Anne d'Autriche* se fit nommer régente par le *parlement de Paris*. Elle plaça à la tête du conseil d'Etat le *cardinal de Mazarin*, qui était italien. Les hautes capacités de Mazarin l'avaient fait remarquer de Richelieu qui, avant de mourir, le recommanda au roi. Il resta fidèle à la politique de son prédécesseur, en poursuivant activement la guerre de Trente-Ans, et prit une grande part aux négociations du traité de Westphalie, dont il fut l'une des principales parties contractantes. Les frais de cette guerre et,

---

Développements. — *A consulter* : Gabourd, *Histoire de Louis XIV*. Bruzon de la Martinière, *Histoire de la vie et du règne de Louis XIV*. La Haye, 1740. Reboulet, *Histoire du règne de Louis XIV*. Avignon 1747. *Mémoires historiques et instructions de Louis XIV*, dans les *Œuvres de Louis XIV*. Paris 1806. *Memoires du duc de Saint-Simon*. Edition Chéruel. Paris, 1860. — Chéruel, *Saint-Simon considéré comme historien*. Paris, 1865. Schmidt, *Histoire de France* 4e vol.

1. RÉGENCE. — Avant de mourir (l'an 1643), Louis XIII avait institué une régence composée des princes du sang et du cardinal *Mazarin* pour gouverner le pays au nom de son fils. Opposition de la reine-veuve, *Anne d'Autriche*, qui recourt au *parlement de Paris*; cette assemblée s'arroge le droit d'annuler les dernières dispositions du roi et de conférer la régence à la reine-mère. Les princes du sang se soumettent à cette décision, et le prince de *Condé* réconcilie la reine avec *Mazarin*, qui est nommé président du conseil d'Etat. Inférieur à Richelieu par le génie, Mazarin avait un esprit fin et pénétrant; il unissait une grande énergie à des formes conciliantes. Richelieu l'avait fait entrer dans le conseil d'Etat et l'avait recommandé à Louis XIII. Divisions parmi la noblesse et les princes du sang: deux partis, celui de *Vendôme*, ou des *importants*, et celui de *Condé* se disputent l'influence à la cour. La reine, après avoir flotté entre les deux partis, finit par se rapprocher de *Condé* et exile les principaux membres du parti *Vendôme*. — Continuation de la guerre de Trente-Ans: campagnes de *Turenne* et du jeune prince *Louis II de Condé* (voyez p. 169). Richelieu avait eu pour but constant d'abaisser la maison d'Autriche (voyez plus haut, p. 124); Mazarin continua cette politique, et dicta la plupart des conditions du traité *de Westphalie*

d'un autre côté, les subsides considérables que la France payait à la Suède et aux princes protestants d'Allemagne, avaient épuisé le trésor; pour faire face aux dépenses, de nouveaux impôts devenaient nécessaires. Le *parlement de Paris*, dont la Régente avait elle-même augmenté l'influence en se faisant conférer le pouvoir par cette assemblée, commença alors à s'arroger un droit qui ne lui appartenait pas : il refusa d'enregistrer les édits financiers. Le peuple de Paris, irrité par l'augmentation des impôts, se déclara pour le parlement. Mazarin ayant fait arrêter les chefs de l'opposition, une émeute éclata et la ville se couvrit de barricades. *Paul de Gondi*, coadjuteur de l'archevêque de Paris, plus connu sous le nom de *cardinal de Retz*, homme intrigant et ambitieux, se mit à la tête des rebelles. Cette révolte, à laquelle on donna le nom de *Fronde*, prenant des proportions plus grandes, rallia un parti considérable de gentilshommes avec plusieurs princes de sang, entr'autres le prince de *Condé* et son frère le prince de

---

(l'an 1648). Embarras financiers et création d'une foule de nouveaux impôts. Mécontentement du peuple; le *parlement de Paris* refuse d'enregistrer les édits financiers de Mazarin.

Transformations du parlement de paris. — Institué par *S. Louis* comme simple cour de justice (voyez le 4e vol. p. 324), le parlement fonctionna comme tel jusqu'au règne de *François I*; son influence grandit à mesure que les *Etats-Généraux* du royaume furent plus rarement convoqués. Il commença à s'arroger le droit d'examiner les édits royaux qui lui étaient communiqués pour être enregistrés, c'est-à-dire pour être inscrits sur ses registres, et pour servir ensuite de base et de règle à ses décisions. L'an 1516, le parlement s'opposa pour la première fois à l'enregistrement d'un édit royal et proposa d'y introduire des changements. Une espèce de lutte s'établit ainsi entre l'autorité royale et le parlement; les rois, pour forcer cette assemblée à enregistrer leurs édits, se rendaient dans son sein et tenaient ce que l'on appelait *un lit de justice*. Pendant les *guerres de religion*, le parlement de Paris se transforma en véritable *assemblée politique* et intervint comme telle dans la lutte entre la Ligue et les rois Henri III et Henri IV. Après la mort de ce dernier prince (l'an 1610), la reine-mère Marie de Médicis se fit conférer par le parlement la régence du royaume et la tutelle de son fils Louis XIII, ce qui augmenta considérablement l'influence de cette assemblée. (Voyez p. 122). Richelieu réprima les empiétements politiques du parlement et fit enregistrer les édits royaux en tenant fréquemment des lits de justice. Nouvelle intervention du parlement de Paris dans les affaires publiques à la mort de Louis XIII; il confère la régence à Anne d'Autriche (l'an 1643). — Mazarin force le parlement à enregistrer ses

Conti. Le premier président du parlement, *Molé*, ouvrit des négociations avec la cour dans le but d'obtenir quelques concessions, mais sans succès, et la Régente quitta Paris. Ce fut dès lors une guerre ouverte, qui dura cinq ans. Entre temps *Louis XIV*, ayant atteint l'âge de quatorze ans, se fit proclamer majeur. *Turenne*, que Mazarin avait placé à la tête des troupes royales, vainquit les rebelles et se rendit maitre de Paris. On publia une amnistie, dont on n'exclut que les chefs de l'opposition dans le parlement, ainsi que le cardinal de Retz et le prince de *Condé*: ce dernier se rendit en Espagne et offrit ses services à Philippe IV contre la France.

La guerre contre l'Espagne jusqu'au traité des Pyrénées. Mort de Mazarin (1653-1661). — La paix de Westphalie n'avait pas mis fin à la guerre entre la France et l'Espagne : *Philippe IV* refusait en effet de céder les territoires que Mazarin réclamait en Belgique et dans la

---

édits financiers. Le parlement se met à délibérer sur une réforme radicale de l'Etat (l'an 1645). Mazarin et la reine s'opposent aux délibérations. Le peuple se prononce pour le parlement, qui arrête une union avec la *Chambre des comptes*, la *Cour des aides* et le *Grand Conseil de Paris*. La reine, intimidée par ce mouvement général, cède et autorise les délibérations, qui sont présidées par *Molé* (l'an 1647). Elaboration d'une constitution ou *loi fondamentale*, qui attribue au parlement de Paris les droits et prérogatives d'une assemblée politique. La reine interdit alors les délibérations ; arrestation de plusieurs conseillers, chefs de l'opposition (l'an 1648).

Guerre de la Fronde (1648-1653). — Emeute à Paris, fomentée par le *cardinal de Retz*, qui aspirait à jouer le rôle de Richelieu et que la reine avait repoussé. Des barricades couvrent les rues ; la reine effrayée charge le parlement de veiller à la sûreté de l'Etat. Elle se retire avec la cour à St.-Germain. Le prince de Condé s'entremet comme négociateur entre le parlement et la reine, qu'il décide enfin à signer la loi fondamentale (l'an 1648). Cependant le parlement continuant l'opposition contre la reine, Condé rassemble des troupes, et la cour se retire de nouveau à St.-Germain (l'an 1649). Le parti Vendôme et le prince de *Conti*, frère de Condé, se laissent gagner par le cardinal de Retz et se réunissent aux *Frondeurs* : on donnait ce nom aux rebelles par assimilation aux gamins de Paris qui se servaient de *frondes* dans leurs rixes. Siége de Paris par Condé. Scission dans la Fronde. Molé, chef d'un parti modéré, veut la paix, à laquelle s'opposent les exaltés et surtout les membres de la noblesse. La reine et Mazarin négocient avec la Fronde et concluent la paix (l'an 1649). Retour de la cour à Paris et mécontentement de Condé, qui devient le rival de Mazarin. Arrestation du prince de Condé, de son frère et de plusieurs seigneurs (l'an 1650). Le peuple y applaudit d'abord ; mais Mazarin, s'étant de nouveau brouillé avec le cardinal

Franche-Comté. Pendant les troubles de la *Fronde*, la France perdit presque toutes ses conquêtes en Belgique, dans la Lombardie et en Espagne, et lorsque le prince de Condé alla offrir ses services au roi d'Espagne, Mazarin se vit obligé de rechercher l'alliance de *Cromwell*, qui régnait alors en Angleterre avec le titre de protecteur : la ville de *Dunkerque* en fut le prix. L'alliance anglo-française, la mort de l'empereur Ferdinand III, qui avait secouru Philippe IV en Italie, et la *bataille des Dunes*, gagnée par Turenne sur Don Juan d'Autriche, gouverneur de la Belgique, forcèrent le roi d'Espagne à entrer en négociations. La *paix des Pyrénées* termina la guerre; elle fut très-avantageuse pour la France, qui obtint d'importants territoires dans l'Artois, la Flandre, le Hainaut et le Luxembourg; de son côté la France promit de ne plus appuyer les Portugais, qui avaient reconquis leur indépendance; elle s'engagea en outre à restituer au prince de Condé tous

---

de Retz et les chefs de la Fronde, est proscrit par le parlement et forcé de se retirer en Allemagne (l'an 1651). Les princes sont mis en liberté; Condé reprend son influence à la cour et dans le parlement. La reine parvient à le brouiller avec le cardinal de Retz et les chefs de la Fronde; il est obligé de quitter Paris. *Louis XIV*, âgé de quatorze ans, se fait proclamer majeur (l'an 1651). *Révolte de Condé* dans la Guienne : il rassemble une armée et marche sur Paris. Mazarin est rappelé et confie le commandement des troupes royales au maréchal de *Turenne*. Paris tombe au pouvoir de Condé (l'an 1652); Mazarin se retire à Sedan. Le peuple demande la paix; Condé s'y oppose, il est obligé de quitter Paris. Louis XIV y rentre et proclame une amnistie générale; il n'en exclut que les chefs de la Fronde, le cardinal de Retz et le prince de Condé. Rappel et triomphe de Mazarin (l'an 1653).

La guerre entre la France et l'Espagne remontait à celle de Trente-Ans, à laquelle le roi d'Espagne avait pris part comme allié de l'empereur Ferdinand II. Lors des négociations qui précédèrent le traité de Westphalie, Mazarin réclama pour la France la plus grande partie des Pays-Bas espagnols et de la Franche-Comté; Philippe IV ayant refusé, la guerre continua. Les troubles de la Fronde furent favorables aux Espagnols: l'archiduc Léopold-Guillaume, gouverneur de la Belgique, en profita pour expulser les Français de la Flandre (l'an 1650); l'année suivante, ils furent forcés d'évacuer aussi la Catalogne. Le *prince de Condé* se met au service de l'Espagne (l'an 1653); il est envoyé en Belgique : Mazarin lui oppose Turenne. Une armée française pénètre en Espagne sous le commandement de Conti. Mazarin fait alliance avec *Cromwell*, malgré la répugnance qu'inspirait à Louis XIV un homme qui avait renversé la monarchie en Angleterre. En même temps la guerre commence en Italie, où le *duc de Modène* s'est déclaré

ses biens et toutes ses dignités; il fut en effet réintégré dans le gouvernement de la Guienne. La stipulation la plus importante du traité des Pyrénées fut *le mariage de Louis XIV* avec *Marie-Thérèse*, fille de Philippe IV, à la condition cependant pour cette princesse de renoncer à toute prétention héréditaire sur les Etats de son père. La paix des Pyrénées fut la dernière œuvre de *Mazarin*; il mourut peu de temps après. Son ascendant sur Louis XIV était tel que le roi n'entreprenait jamais rien sans avoir demandé et obtenu l'assentiment de son ministre. La mort de Mazarin eut des conséquences importantes pour la France.

II. — RÈGNE DE LOUIS XIV JUSQU'A LA PAIX DE NIMÈGUE. (1661-1678).

LOUIS XIV JUSQU'A LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1661-1668). — Après la mort de Mazarin, Louis XIV déclara qu'il voulait se charger lui-même du gouvernement. Le jeune monarque révéla bientôt ce vaste génie qui le plaça à la tête de l'Europe et qui lui a valu l'admiration de la

---

pour la France. Siége de Pavie par l'armée française (l'an 1655). L'empereur *Ferdinand III* envoie des secours aux Espagnols, parce qu'il considérait l'attaque du duché de Milan, qui était un fief de l'empire, comme une violation du traité de Westphalie. Combats entre Condé et Turenne en Belgique; les succès se balancent, grâce aux talents militaires de ces deux grands généraux. Mort de l'empereur Ferdinand III (l'an 1657); son successeur *Léopold* renonce à l'alliance de l'Espagne et retire ses troupes de l'Italie (l'an 1658). *Bataille des Dunes:* l'archiduc Juan d'Autriche, gouverneur de Belgique, engage le combat contrairement à l'avis de Condé; victoire de Turenne (l'an 1658). Négociations entre la France et l'Espagne dans une île formée par la Bidassoa, au milieu des Pyrénées; elles sont conduites par Mazarin et le comte de Haro, ministre de Philippe IV. Conclusion de la *paix des Pyrénées* (l'an 1659) à des conditions très-avantageuses pour la France. Mariage de Louis XIV avec une princesse espagnole. Mort de Mazarin (l'an 1661); il avait amassé une immense fortune, qu'il laissa en grande partie à sa famille. Il avait fondé le *collége Mazarin*, appelé aussi *collége des Quatre-Nations*, et lui avait légué sa belle bibliothèque.

II. L'éducation et l'instruction de Louis XIV avaient été très-négligées : de plus il avait été sous l'entière dépendance de sa mère et de Mazarin; sa résolution de gouverner par lui-même étonna tout le monde; il la fit connaître à l'archevêque de Rouen, président du synode ecclésiastique réuni à Paris : celui-ci demandant, après la mort de Mazarin, à qui il devait doré-

postérité. Il aurait mérité à juste titre le surnom de *Grand*, s'il n'eût terni sa gloire par une ambition démesurée et par le dérèglement de ses mœurs. Il eut le bonheur de trouver, pour l'aider dans l'exécution de ses projets, deux hommes d'une grande habileté : *Colbert*, auquel il confia la gestion des finances de l'Etat, sur la recommandation de Mazarin, et *Louvois*, qui lui rendit un immense service par ses réformes militaires. Colbert donna, par ses mesures financières, un nouvel élan au commerce et à l'industrie, releva la prospérité intérieure du pays et créa ainsi des ressources qui mirent le roi en état de mener à bonne fin toutes ses entreprises. Cependant Louis XIV ne se laissa pas dominer par ses ministres; son règne est caractérisé par ce mot devenu célèbre : *l'Etat c'est moi*. — Louis XIV méditait depuis longtemps la réunion de la *Belgique* à la France. Pour réaliser ce projet, il conclut une alliance avec la ***république de Hollande*** et obtint du roi *Charles II d'Angleterre* la restitution de Dunkerque. Il ne prit aucune part à la guerre entre la Hollande et l'Angleterre, qui se termina par la

---

navsnt s'sdresser : *A moi*, répondit le jeune prince. C'était une révolution complète pour la France, qui pendant plus d'un demi-siècle svsit été gouvernée par les premiers ministres. Cependant Richelieu et Mazarin avaient préparé la monarchie absolue que fonda Louis XIV : le premier, en anéantissant la puissance de la noblesse; le second, en abaissant le psrlement de Paris à ls suite des troubles de la Fronde. Le peuple se soumit volontiers à l'autorité d'un prince qui s'occupait sctivement de tous les intérêts publics. Le règne de Louis XIV forme la période la plus brillante de l'histoire de la France, qui psrvint alors à son plus haut degré de puissance et de prospérité. Ce prince mérite cependant de graves reproches : plus d'une fois il a sacrifié la justice à ses vues ambitieuses et violé les lois de la morale. Sa conduite trouva de nombreux imitateurs dsns la noblesse et contribua à démoraliser les classes élevées de la société.

GOUVERNEMENT INTÉRIEUR. — Epuisement des finances, suite nsturelle des depenses fsites pendant la guerre de Trente-Ans et de l'sdministration ruineuse de Mazarin. Destitution du surintendsnt *Fouquet; Colbert*, un des meilleurs financiers de son temps, le remplaça. Il comprit, comme dit Montesquieu « que le secret de l'action de la force politique est dsns ls création des ressources. » Réformes introduites psr Colbert dsns le système des impôts; il supprima ceux qui nuisaient à ls prospérité publique, comme la taille et l'imposition sur le sel, et les remplaça par des impôts sur l'exportation et l'importation. Pour parer aux inconvénients qui devaient ré-

paix de Bréda; mais il en profita pour s'emparer de la Flandre et de la Franche-Comté, qu'il fit occuper militairement, sous prétexte d'*un droit de dévolution* acquis à la reine Marie-Thérèse par la mort de Philippe IV. Ces conquêtes rapides effrayèrent la Hollande. *Jean De Wit*, qui gouvernait alors la république, comprit le danger du voisinage immédiat de la France pour sa patrie. Il négocia et conclut avec l'Anglcterre et la Suède une *triple alliance* dont le but était de s'opposer aux conquêtes de Louis XIV. Ce prince se vit alors forcé de négocier et d'accepter la paix *d'Aix-la-Chapelle,* qui enleva à la France la Franche-Comté, mais la laissa en possession d'une partie de la Flandre et du Hainaut.

Guerre contre la Hollande jusqu'à la paix de Nimègue (1668-1678). — Louis XIV songeait à se venger de la Hollande qui avait fait échouer ses projets par la formation de la *Triple-Alliance.* Il conclut un traité secret avec le roi d'Angleterre *Charles II* et, deux années plus tard, avec la *Suède,* à laquelle il promit des subsides de guerre. Après s'être assuré encore de l'archevêque de

sulter de ces mesures pour le commerce, Colbert créa *trois compagnies commerciales* pour l'Amérique, pour les Indes et pour l'Afrique. ensute il fit construire le *canal du Languedoc.* — La législation fut en même temps réformée par une série d'*ordonnances royales,* concernant la procédure, le commerce, la marine, les eaux et forêts etc. — *Louvois* introduisit de grandes réformes dans l'organisation de l'armée : il donna des uniformes aux soldats, établit des magasins pour un approvisionnement régulier et releva la discipline. Caractère dur et impitoyable de Louvois, qni ne reculait devant aucun moyen pour parvenir à son but.

Mort de *Philippe IV,* roi d'Espagne (l'an 1665) : son fils *Charles II* lui succède. Louis XIV réclame une partie des provinces belges et de la Franche-Comté, en invoquant le *droit de dévolution* au profit de sa femme, fille de Philippe IV : ce droit n'était en vigueur que dans quelques contrées du Brabant, et d'ailleurs Marie-Thérése, en épousant le roi de France, avait renoncé à toute la succession de son père. Mais Louis XIV avait pour lui la raison du plus fort : il fit occuper la Flandre et le Hainaut par Turenne, et la Franche-Comté par Coudé (l'an 1667). *Triple alliance* conclue à la Haye, par les soins de *Jean De Wit*, entre la Hollande, l'Angleterre et la Suède, dans le but de s'opposer aux empiétements de la France. Louis XIV juge prudent d'entamer des négociations, qui aboutissent à la paix d'*Aix-la-Chapelle :* l'Espagne cède douze villes fortes dans la Flandre et le Hainaut, entre autres Douai, Tournay et Lille (l'an 1668).

Cologne et de l'évêque de *Munster*, il déclara la guerre à la *Hollande*. Une profonde scission divisait alors cette république : le parti ***républicain***, dont les *deux frères De Witt* et l'amiral *De Ruyter* étaient les chefs, luttaient contre le parti *orangiste*, qui voulait conférer le stathoudérat à vie à *Guillaume III d'Orange*. Grâce à ces divisions et à la mauvaise organisation de l'armée hollandaise, les Français commandés par Turenne purent s'emparer, presque sans coup férir, de toute la Hollande et arriver jusque sous les murs d'Amsterdam. Une émeute éclata alors à la Haye; le peuple tua les De Witt, qu'il accusait d'être la cause de tous ces revers, et nomma Guillaume III gouverneur à vie de la république. Ce prince, aussi actif que courageux, sauva Amsterdam en faisant percer les digues de la mer. Les Français furent forcés de se retirer pour ne pas périr sous les eaux. Guillaume conclut ensuite une alliance avec l'empereur *Léopold Ier*, le prince-électeur de *Brandenbourg*, Frédéric-Guillaume et le roi *d'Espagne*. Il prit lui-même le commandement de l'armée et contraignit Condé à quitter la Hollande. De son côté, l'amiral de

---

La *paix d'Aix-la-Chapelle* avait été, comme la Triple-Alliance, l'œuvre de Jean De Witt. Pour rompre cette alliance, Louis XIV entama des négociations avec Charles II d'Angleterre. Ce prince était hostile à la France, à cause de l'alliance qu'elle avait contractée avec Cromwell sous Mazarin. *Traité de Douvres* (1670). Louis s'empare des Etats du duc de *Lorraine*, Charles IV. Il fait alliance avec *la Suède* et avec deux princes allemands dont les territoires touchaient à la Hollande, savoir Maximilien-Henri, *électeur de Cologne* et *évêque de Liége* et *l'évêque de Munster*. La France et l'Angleterre déclarent la guerre à la république; les deux prélats rassemblent une armée et envahissent la Hollande. L'armée hollandaise est en mauvais état, parce qu'on l'a négligée pour soigner la flotte. Plusieurs places sont rapidement emportées et Condé marche sur Amsterdam. Bataille navale de *Solebay* livrée par de Ruyter à la flotte anglo-française (l'an 1672) : la victoire reste indécise. Guillaume III d'Orange est nommé *stathouder* (voyez plus loin page 200). Alliance de la Hollande avec l'empereur et le prince électeur de Brandenbourg. L'armée impériale commandée par Montécuculi s'avance vers le Rhin. Pour la repousser, Turenne quitte la Hollande. Percement des digues et inondation générale de la Hollande. Amsterdam est sauvée (l'an 1673). L'Espagne se joint à la Hollande contre la France (1673). Le prince d'Orange attaque Condé et l'oblige à évacuer la Hollande. *De Ruyter* et *Tromp* soutiennent glorieusement, dans trois combats maritimes différents, le choc des forces supérieures de la France et de l'Angleterre. *Paix de Westminster* entre la

Ruyter, qui s'était réconcilié avec lui, livra quatre batailles navales à la flotte anglo-française : il fut deux fois vainqueur et maintint dans les deux autres rencontres l'honneur du pavillon hollandais. L'Angleterre se détacha alors de la France et fit la paix avec la Hollande. — Cependant *Turenne* luttait avec succès sur les bords du Rhin contre les armées impériales; mais la cruauté avec laquelle les Français avaient ravagé une partie du Palatinat, décidèrent l'électeur de Cologne et l'évêque de Munster à rompre avec eux. D'autres événements encore, comme la victoire de *Fehrbellin*, remportée par l'électeur de Brandenbourg sur les Suédois, la *mort de Turenne*, tué à Sasbach au milieu de son triomphe, et l'épuisement des finances déterminèrent enfin Louis XIV à accepter la médiation de l'Angleterre et à ouvrir des négociations à Nimègue. La *paix de Nimègue* laissa à la France douze villes fortes de la Belgique, la ville de Fribourg en Brisgau et la Franche-Comté. La Hollande conserva toutes ses possessions et conclut avec la France un traité de commerce très-avantageux. Ce traité éleva encore la puissance de Louis XIV.

Hollande et l'Angleterre (l'an 1674). L'électeur de Cologne et l'évêque de Munster renoncent à l'alliance française. — Les Français quittent les Provinces-Unies, et n'y conservent que la ville de Maestricht. La guerre se fait en Belgique et sur le Rhin. Bataille indécise de *Senef* entre le prince d'Orange et Condé (l'an 1674). Succès de Turenne dans le Palatinat; dévastation de ce pays. Batailles d'*Ensisheim* et de *Mulhouse* gagnées par les Français (l'an 1674). Les Suédois envahissent le Brandenbourg; ils sont défaits à *Fehrbellin*. *Mort de Turenne*, tué dans une reconnaissance à *Sasbach* (l'an 1675). *Condé* se retire de l'armée pour cause de maladie. Ces deux grands généraux sont remplacés par *Créqui* et *Luxembourg*, formés à leur école. Bataille navale gagnée par de Ruyter sur la flotte française près d'*Agosta* en Sicile : l'amiral hollandais est tué pendant le combat (l'an 1676). Ouverture du *congrès de Nimègue* (l'an 1677). Louis XIV se met lui-même à la tête de l'armée en Belgique et fait la conquête du Hainaut et d'une partie de la Flandre. Nouvelle dévastation du Palatinat par les Français Colbert insiste sur la nécessité de conclure la paix et menace de donner sa démission. *Paix de Nimègue* (l'an 1678) entre la France et la Hollande; rétablissement du *statu quo ante bellum*. Paix entre la France et l'Espagne; cette dernière puissance cède à la France la Franche-Comté et douze villes de la Belgique avec leurs territoires, entre autres Valenciennes, Douai, Cambrai, Ypres. Paix entre la France et l'Empire (l'an 1679) : la France conserve Fribourg et ne restitue au duc de Lorraine qu'une partie de ses Etats. Paix conclue

III. — LOUIS XIV JUSQU'A LA PAIX DE RYSWICK. (1678-1697).

Puissance de louis xiv (1678-1686). — La paix de Nimègue, que Louis XIV avait en quelque sorte dictée à ses ennemis, l'avait placé si haut aux yeux de l'Europe qu'il n'hésita point à faire uue nouvelle tentative pour se rendre maître d'importants territoires en Belgique et en Alsace. Sous prétexte que la paix de Nimègue avait stipulé implicitement la cession de ces territoires, il fit occuper par une armée les villes de *Luxembourg*, *Ciney*, *Virton* et une partie de la *Flandre*, et réussit à s'emparer par un coup de main de la ville impériale de *Strasbourg* et de celle de *Casal* en *Lombardie*. En même temps une flotte française bombardait *Gênes* et forçait cette république à demander humblement la paix. L'Espagne, la Hollande et l'empereur Léopold finirent par se liguer pour repousser cette agression. Mais l'empereur était occupé alors à combattre les Turcs; d'un autre côté, les Etats de Hollande éprouvaient une vive répugnance à s'engager

---

par la France et la Suède avec le Brandenbourg à *St-Germain*, et avec le Danemark à *Fontainebleau* (l'an 1679).

III. Louvois conseilla à Louis XIV de profiter d'une clause de la paix de Nimègue pour se mettre en possession de plusieurs villes et territoires en Belgique, en Alsace et en Italie. Roland de Ravaux, conseiller au parlement de Metz, avait fait remarquer à Louvois que ce traité donnait à la France plusieurs contrées *avec leur dépendances*. Quatre commissions, appelées *chambres de réunion* et siégeant à Metz, à Tournai, à Brisach et à Besançon (l'an 1680), furent chargées de rechercher quelles étaient ces dépendances. En remontant jusqu'à l'origine de la monarchie française, ces commissions trouvèrent des prétentions à élever sur presque toute la rive gauche du Haut-Rhin, l'Alsace et une partie du Palatinat, sur le Luxembourg, une partie du Hainaut et le midi de la Flandre. Louis XIV confie à ses armées le soin d'exécuter ces décisions. Réunion définitive de l'*Alsace* et de la ville libre impériale de *Strasbourg* à la France (l'an 1681). L'Espagne déclare la guerre à la France; Guillaume d'Orange, de son côté, envoie des troupes en Belgique; mais il ne parvient pas à vaincre l'opposition des Etats-Généraux de Hollande, qui ne veulent pas de la guerre. — Guerre des *Turcs* contre l'Empereur; ils mettent le siège devant Vienne. — Louis XIV profite de ces circonstances pour conclure une trêve de vingt ans (l'an 1684). La France conserve presque toutes les contrées occupées par ses armées. — Des flottes françaises sont envoyées contre *Tripoli* (l'an 1681) et contre

dans une nouvelle guerre. C'est ce qui favorisa les vues de Louis XIV. Il conclut à *Augsbourg* une trève de vingt ans et conserva les contrées qu'il avait fait occuper par ses armées. — Ce succès l'affermit de plus en plus dans l'idée qu'il avait conçue de rendre son pouvoir absolu et de briser tout ce qui s'opposait à sa volonté. Il s'engagea dans de longs démêlés avec le Saint-Siége et ne céda que devant l'énergique résistance que lui opposèrent Innocent XI, Alexandre VIII et Innocent XII. Les évêques de France durent rétracter la déclaration des *quatre articles*, qui plaçait le clergé du royaume sous la dépendance du roi en le soustrayant à l'autorité du pape : l'asservissement du clergé était en réalité la conséquence des prétendues *libertés de l'église gallicane*, que cette déclaration avait pour but de maintenir.

Révocation de l'édit de Nantes (1685). guerre des Cévennes (1702-1704). — Louvois travaillait à étendre de plus en plus le système de centralisation en France. Ayant acquis, par la mort de Colbert, une plus grand influence encore, il décida Louis XIV à révoquer l'*Edit de Nantes*, retirant ainsi aux calvinistes la liberté du culte et les mettant dans la nécessité d'opter entre le retour à l'Eglise et

---

Alger (l'an 1682), pour délivrer les prisonniers français détenus dans ces villes et pour punir ces dernières de leurs pirateries sur la Méditerranée. — Louis XIV déclare la guerre à la *république de Gênes*; le véritable motif de cette agression, pour laquelle on prétexta que quelques galères avaient été construites dans le port de Gênes pour le compte de l'Espagne, était le désir d'humilier cette puissante république. Le doge, accompagné de quatre membres du grand conseil, fut obligé de se rendre à Paris pour obtenir la paix (l'an 1686).

Affaires religieuses. — Démêlés de Louis XIV avec le *St.-Siége*. Déclaration des quatre articles. (Voyez plus loin. chap. XIV, § 1). — La révocation de l'*Edit de Nantes* fut l'œuvre de Louvois (l'an 1685). Le clergé de France y fut complétement étranger. Bossuet lui-même ne la connut qu'après la publication de l'ordonnance royale. Louis XIV était en droit de révoquer l'Edit de Nantes, à cause des nombreuses transgressions dont les protestants s'étaient rendus coupables. Cette mesure fut toutefois plus nuisible qu'avantageuse à la religion. Un grand nombre de protestants s'étaient convertis, le protestantisme avait entièrement disparu dans plusieurs provinces, et presque toute la noblesse était rentrée dans le giron de l'Eglise. Les prédications et les travaux apostoliques de St.-François de

l'émigration. Cette mesure, à laquelle le clergé était complétement étranger, devint plus odieuse encore par la manière dont Louvois la fit exécuter. Il ordonna de contraindre militairement les protestants à assister aux cérémonies du culte catholique ; c'est ce qu'on nomma les *dragonnades*. Par là se trouvait paralysé le zèle de *Bossuet*, qui s'efforçait par la persuasion et l'instruction de ramener les dissidents à la vérité. Un grand nombre de calvinistes émigrèrent et se retirèrent en Hollande, en Angleterre, en Allemagne et en Suisse, où ils introduisirent les différentes branches de l'industrie française. — Quelques familles protestantes cherchèrent un refuge au milieu des montagnes des *Cévennes*, dans le Vivarais et le Languedoc. C'est là que *Duserre* fonda la secte fanatique des *Camisards*. Des jeunes gens, formés dans une école spécialement établie, jouaient le rôle de prophètes et excitaient le peuple des campagnes contre la religion catholique. Des hordes de fanatiques, sous le commandement d'un chef du nom de *Cavalier*, parcouraient le pays, dévastant les églises et les châteaux. Ils firent périr, dans les plus affreux tourments, un grand nombre de catholiques et surtout de prêtres. Le maréchal *Villars* fut envoyé

Sales, de St-Vincent-de-Paul, de Bossuet, de Fénelon et du clergé français en général, qui comptait un grand nombre d'hommes distingués par leur piété et leur savoir, avaient produit ces heureux changements. Emigration des calvinistes : plus de 70,000 personnes, appartenant principalement à la classe industrielle, quittèrent la France. Mesures violentes de Louvois : les *dragonnades*. Démarches du pape Innocent XI pour arrêter ces persécutions. Efforts de Bossuet et de Fénelon pour opérer des conversions sincères. Le premier fait distribuer plus de 50,000 exemplaires d'une traduction du Nouveau-Testament. Fénelon organise des missions qu'il préside lui-même. — Origine de la secte des *Camisards*, fondée par Duserre (l'an 1686). Ecole des prophètes, dans laquelle sont enrôlés des jeunes gens des deux sexes, qui vont ensuite prêcher dans les provinces : ils se donnent comme inspirés du Saint-Esprit et se livrent à de violentes convulsions. La secte se multiplia dans les *Cévennes* pendant la guerre de la succession d'Espagne (l'an 1702) ; elle se livra aux plus grandes violences contre la population catholique et surtout contre le clergé et la noblesse. Dans une seule année (l'an 1703), plus de 40 églises et châteaux furent détruits par ces furieux qui parcouraient le pays par bandes. Chaque bande était accompagnée d'un bourreau ou *exterminateur*, chargé de l'exécution des catholiques faits pri-

contre eux et les soumit plutôt par les négociations que par les armes; la guerre des Cévennes avait duré trois ans; une amnistie fut accordée aux rebelles.

NOUVELLE GUERRE JUSQU'A LA PAIX DE RYSWICK (1688-1697). — Guillaume III d'Orange, l'ennemi le plus perspicace et le plus persévérant de Louis XIV, comprit la nécessité de liguer toutes les puissances de l'Europe pour opposer une digue aux projets ambitieux de ce prince. Il réussit, par d'habiles négociations, à former une *grande ligue à Augsbourg*, dans laquelle il fit entrer la Hollande, l'Espagne, la Suède, l'Empereur et la plupart des princes allemands. Louis XIV ne se méprit pas sur la portée de cette alliance. Louvois profita du mécontentement que le roi en éprouvait pour le pousser à déclarer le guerre à l'Empereur et aux princes allemands, ainsi qu'à la Hollande. Cette guerre prit des proportions plus grandes, lorsque *Guillaume d'Orange* monta sur le trône d'Angleterre, après la déposition de son beau-père *Jacques II*. Le prince détrôné se réfugia auprès de Louis XIV, qui promit de l'aider à reconquérir sa couronne. La France eut à lutter de tous les côtés à la fois, sur le Rhin, en Belgiquo, en Italie, en Irlande et sur mer. Les armes de Louis XIV

---

sonniers. — La revocation de l'Edit de Nantes ne fit pas entièrement disparaître le protestantisme de la France; après la mort de Louis XIV, les protestants obtinrent de nouveau le libre exercice de leur culte.

La *troisième grande guerre* de Louis XIV contre l'Europe coalisée dura neuf ans (1688-1697); elle contribua puissamment à accroître la prépondérance de la France. *Ligue d'Augsbourg* (l'an 1686), œuvre de Guillaume III d'Orange, qui fit tous ses efforts pour maintenir le *systeme d'equilibre* menacé par les projets de conquête de Louis XIV. Louvois, qui craignait de perdre son ascendant sur le roi, lui persuade que la ligue est dirigée contre lui et le décide à déclarer d'abord la guerre à l'*empire allemand* et à la *république de Hollande* (l'an 1688). — *Révolution en Angleterre:* Jacques II est détrôné par son gendre Guillaume III d'Orange (l'an 1689) qui monte sur le trône (voyez plus loin). — Louis XIV venait de déclarer la guerre au Pape et à l'Espagne; l'Angleterre se joignit encore à tous ces ennemis, qui conclurent à Vienne (1689) une alliance dans laquelle entra également le duc de Savoie *Victor-Amédée II* (l'an 1691). La guerre devint ainsi generale. — Le Palatinat est converti en desert: l'horreur de cette exécution doit retomber sur Louvois (l'an 1689). — Aux Pays-Bas, campagne brillante du *maréchal de Luxembourg*, qui avait à combattre un adversaire habile et courageux, le

furent d'abord heureuses; *Luxembourg et Catinat*, qui commandaient les armées de terre, se montrèrent les dignes successeurs de Turenne et de Condé. Le premier remporta en Belgique les brillantes victoires de *Fleurus*, de *Steenkerke* et de *Nerwinde*, tandis que Catinat, après avoir défait le duc de Savoie à *Staffarde*, se rendit maître de la Savoie et d'une partie du Piémont. En même temps le vice-amiral Tourville battait la flotte anglaise à *Dieppe*. Tout le *Palatinat* tomba au pouvoir des Français. Ces belles contrées furent entièrement dévastées par ordre de Louvois; les villes et les châteaux furent incendiés et complétement détruits. — Mais pendant que les armées françaises remportaient sur le continent ces succès éclatants, l'expédition d'Irlande en faveur de Jacques II échouait, et la flotte anglaise gagnait la bataille navale de *la Hogue*. Sur ces entrefaites, Louvois et le maréchal de Luxembourg vinrent à mourir; d'un autre côté, les frais d'entretien des nombreuses armées qui étaient en campagne avaient épuisé le trésor public; Louis XIV prévoyait en outre les complications qui devaient résulter de la mort de *Charles II* pour la succession au trône d'Espagne. Il entama des négociations et réussit à détacher de ses ennemis le *duc de Savoie*,

---

roi d'Angleterre Guillaume III d'Orange. Il gagna la bataille de *Fleurus* (l'an 1690). Louis XIV prend Namur; victoire de *Steenkerke* (l'an 1692) et de *Neerwinde* (l'an 1693). — En Italie, *Catinat*, général aussi distingué par sa bravoure que par sa générosité et ses vertus, obtint de brillants succès. Victoire de *Staffarde* remportee sur le duc de Savoie (l'an 1690); conquête de la Savoie et d'une grande partie du Piémont (l'an 1691). Victoire de *la Marsaille* (l'an 1693). — Guerre maritime : victoire navale du vice-amiral *Tourville* pres de *Dieppe* (l'an 1690) Une armée française débarqua en Irlande où une insurrection avait eclate en faveur de Jacques II; mais Guillaume III vainquit ses ennemis sur les bords de la *Boyne* (l'an 1690). Victoire navale de la *Hogue*, remportée par la flotte anglaise sur Tourville (l'an 1692). — Guerre dans la Catalogne et prise de Barcelone (l'an 1692). — Motifs pour Louis XIV de songer à la paix : 1° l'épuisement des finances; 2° la mort de *Louvois* (l'an 1691) et de *Luxembourg* (l'an 1695); 3° la succession de la vaste monarchie espagnole qu'allait ouvrir la mort de Charles II. Négociations avec le duc de Savoie (l'an 1694) terminées par la *paix de Turin* (l'an 1696). Congrès de Ryswick (l'an 1697) sous la médiation de la Suede. *Paix de Ryswick* (l'an 1698). Cette paix consacra de nouveau en Europe le système de l'équilibre.

qui rentra en possession de tous ses États par la *paix de Turin*. Ce traité fut bientôt suivi de la *paix générale de Ryswick*. Louis XIV conserva l'Alsace, y compris la ville de Strasbourg; mais il dut restituer la Lorraine au duc Léopold et renoncer à toutes ses conquêtes en Espagne et dans les Pays-Bas. En outre, il reconnut Guillaume III comme roi d'Angleterre et abandonna la cause de Jacques II; la Hollande obtint, pour sa part, des conditions avantageuses pour son commerce. Le traité de Ryswick rendit la tranquillité à l'Europe; mais la paix fut de courte durée.

IV. — LA FRANCE JUSQU'À LA MORT DE LOUIS XIV. (1698-1715.)

GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE (1701-1713). CAUSES ET COMMENCEMENT DE LA GUERRE. — Cette guerre est l'événement le plus important du règne de Louis XIV; car le sort de l'Europe tout entière en dépendait. Le roi d'Espagne *Charles II* n'ayant pas d'enfants, toutes les puissances de l'Europe se préoccupaient de la question de sa vaste succession, qui comprenait l'Espagne, la Belgique, une grande partie de la Lombardie, le royaume de Naples, outre de

IV. Importance de la guerre de succession en Espagne. Louis XIV, pendant les douze années que dura cette guerre, eut à lutter contre toute l'Europe coalisée. Le principal résultat fut l'avénement d'une dynastie française au trône espagnol et la réunion de la Belgique et d'une grande partie de l'Italie aux États de la maison d'Autriche. Trois prétendants à cette succession: *Louis XIV*, l'empereur *Léopold I* et *Maximilien-Emmanuel*, prince-électeur de Bavière. 1° Louis XIV basait ses prétentions sur son mariage avec la fille aînée de Philippe IV, sœur du dernier roi; mais cette princesse, lors de son mariage, avait formellement renoncé à tous ses droits sur l'héritage de son père (voyez plus haut, page 178). 2° L'empereur Léopold I réclamait la succession d'abord du chef de sa mère, la princesse Marie, fille de Philippe III, et ensuite comme époux de Marguerite-Thérèse, seconde fille de Philippe IV. 3° Cette dernière princesse, en mourant, lui avait laissé une fille unique, Marie-Antoinette, qui avait épousé le prince Maximilien, électeur de Bavière. Maximilien n'avait eu de ce mariage qu'un fils, Joseph; c'est au nom de cet enfant qu'il revendiquait la succession de Charles II, qui lui appartenait véritablement en vertu du droit de succession dévolu aux femmes en Espagne. Partage de la monarchie espagnole proposé par Guillaume III (l'an 1698): le prince

nombreuses possessions en Amérique. Trois princes y prétendaient : Louis XIV, au nom de son fils issu de son mariage avec la sœur aînée de Charles II; l'empereur *Lépold Ier*, qui avait épousé une autre sœur de ce roi, Marguerite-Thérèse; et *l'électeur de Bavière*, gouverneur de la Belgique, pour son fils mineur Joseph, petit-fils de cette dernière princesse. Guillaume III d'Angleterre, dans le but de maintenir l'équilibre européen, proposa le partage de la monarchie entre les trois prétendants : Louis XIV et le prince de Bavière acceptèrent; mais l'empereur et le roi d'Espagne refusèrent leur consentement. De nouvelles négociations furent entamées à Madrid par le marquis d'Harcourt et conduites à bonne fin pour le roi de France par cet habile diplomate. Le prince Joseph de Bavière étant venu à mourir, Charles II légua toute la monarchie à *Philippe d'Anjou*, petit-fils de Louis XIV, et en cas de non-acceptation, à *Charles*, second fils de l'empereur Léopold Ier. Louis XIV accepta le testament. — A la mort de Charles II, Philippe se rendit en Espagne et y fut reconnu sans opposition. Mais l'empereur Léopold Ier protesta et rallia à sa cause Guillaume III. Ils conclurent à la Haye une ligue dans laquelle entrèrent l'Angleterre, la Hollande,

---

de Bavière devait hériter du trône d'Espagne avec les colonies, tandis que la France et l'Autriche se seraient partagé les possessions dans les Pays-Bas et en Italie. Opposition de l'empereur Léopold et de Charles II, qui institue pour son unique héritier le prince bavarois. Mort de ce dernier (l'an 1699). Nouveau traité de partage projeté par Louis XIV et Guillaume III. Ce traité adjugeait l'Espagne, la Belgique et les Indes à *Charles*, second fils de l'Empereur; le royaume de Naples et de Sicile, et Milan à *Philippe d'Anjou*, petit-fils de Louis XIV. Nouvelle opposition de l'empereur Léopold et de Charles II ; celui-ci destine toute sa succession au fils de l'empereur. Négociations de Louis XIV; le marquis d'Harcourt est envoyé à Madrid et réunit à paralyser l'influence du comte do Harrach, ambassadeur de l'empereur. Charles II maintient, par son testament, l'intégrité de la monarchie, qu'il lègue à *Philippe d'Anjou*. En cas de non-acceptation, une des clauses du testament substituo à ce prince l'archiduc Charles d'Autriche. Louis XIV se trouve forcé d'accepter ou de refuser tout. — Mort de Charles II (1700). Louis XIV accepte le testament. En congédiant Philippe d'Anjou pour l'Espagne, il lui adresse ces parolos devenues célèbres : « Il n'y a plus de Pyrénées. » Il conclut une alliance avec l'électeur de Bavière, *Maximilien*, qui était *gouverneur à vie de la Belgique* et avec son frère *Joseph-Clément*, élec-

la plupart des princes de l'Allemagne, le Portugal, la Suède et la Savoie. La guerre fut déclarée à Louis XIV, qui avait pour seuls alliés les électeurs de Bavière et de Cologne. Guillaume III mourut subitement au commencement de la guerre, mais sa belle-sœur Anne, qui lui succéda, resta fidèle à sa politique. Elle plaça à la tête de ses armées le *duc de Marlborough*, qui seconda activement *Heinsius*, le Grand-Pensionnaire de la Hollande. L'empereur trouva un général habile et dévoué dans le prince *Eugène de Savoie*, qui était venu lui offrir ses services, après avoir été repoussé par Louis XIV.

Première période de la guerre jusqu'à la bataille d'Audenarde (1701-1708). — L'Italie fut le premier théâtre de la guerre. Le prince *Eugène*, qui commandait les armées impériales, gagna d'abord deux batailles, fit prisonnier le maréchal *de Villeroi* et se rendit maître de la plus grande partie de la Lombardie. Mais l'empereur étant occupé alors de la guerre en Allemagne et ne pouvant lui envoyer des renforts, Eugène fut arrêté dans ses succès par le duc de Vendôme, qui venait d'arriver avec une nombreuse armée. Peu après on le rappela en Allemagne pour l'opposer au maréchal de *Villars*, qui venait de remporter deux vic-

---

Voici le tableau généalogique des prétendants :

	Philippe III.	
Anne-Marie, ép. Louis XIII, roi de France.	Philippe IV.	Marie Anne, ép. l'empereur Ferdinand III.
Louis XIV, ép. — Marie-Thérèse.	Charles II.	Marguerite Thérèse, ép. — Léopold I.
Le dauphin Louis.		Marie-Antoinette, ép. Maximilien, de Bavière.
Philippe d'Anjou, roi d'Espagne.		Joseph.

teur de Cologne et évêque de Liége. *Ligue de la Haye*, conclue d'abord par Guillaume III et l'empereur (l'an 1701) : presque tous les autres souverains de l'Europe y entrent. La campagne s'ouvre à la fois en Italie, en Belgique et sur le Rhin. Mort de Guillaume III (l'an 1702) : sa belle-sœur Anne lui succède. Plusieurs hommes très-remarquables figuraient dans la coalition, entre autres *Marlborough*, *Heinsius* et le prince *Eugène de Savoie*. Toute

toires sur le duc de Bade et occupait la Bavière, tandis que le prince-électeur, son allié, envahissait le *Tyrol*. Cette dernière tentative, il est vrai, échoua contre la résistance héroïque des habitants de ce pays ; mais l'Allemagne tout entière fut sur le point de tomber au pouvoir des Français après une nouvelle victoire du maréchal de Villars et surtout par suite d'une révolte en Hongrie. Elle ne dut son salut qu'à l'arrivée d'Eugène et de Marlborough, qui réunirent leurs forces et triomphèrent, dans la bataille de *Hœchstedt*, de la bravoure des Français. Marlborough retourna en Belgique, d'où il avait déjà expulsé presqu'entièrement les Français, et vainquit de nouveau le maréchal de Villeroi à *Ramillies*. La victoire de Hœchstedt avait livré la Bavière à l'empereur et forcé l'armée française de repasser le Rhin. — Le prince Eugène alla reprendre le commandement des armées impériales en Italie : il battit, sous les murs de *Turin*, le duc de la Feuillade et lui fit évacuer la Lombardie. Le vainqueur occupa le royaume de *Naples* sans coup férir. Les alliés étant complétement maîtres de la Belgique, de la Lombardie et du royaume de Naples, en prirent possession au nom du prince *Charles*, frère du nouvel empereur *Joseph Ier*. — Cependant le

---

l'habileté de Louis XIV, tous les talents et la bravoure de ses généraux vinrent échouer contre l'entente désintéressée et inébranlable de ces trois hommes. Le duc de Marlborough, aussi habile comme homme d'État que comme général, dominait alors le cabinet anglais. En Hollande le stathouderat était vacant par suite de la mort de Guillaume III, et Heinsius gouvernait les États-Généraux. Le *prince Eugène* de Savoie, que Louis XIV n'avait pas voulu recevoir dans son armée, à cause de sa petite taille et de sa figure chétive, devint l'un des généraux les plus distingués dans son temps. Il était l'idole de ses soldats, qui l'appelaient *le petit capucin*, parce qu'il portait ordinairement un manteau gris avec capuchon.

La guerre de la *succession d'Espagne* peut se diviser en deux périodes : la *première* jusqu'à la bataille d'Audenarde (1701-1708), et la *seconde* jusqu'à la paix d'Utrecht (1708-1713). Pendant la première période, la guerre se fit à la fois en *Italie*, en *Allemagne*, en *Belgique* et en *Espagne*. — 1° *Guerre en Italie* (1701-1707). Le maréchal *Catinat*, envoyé en Italie, occupe tous les défilés des Alpes du côté de l'Allemagne. Mais le prince *Eugène*, comme autrefois *Hannibal*, se fraie une nouvelle route et pénètre dans la Lombardie près de *Vérone*. Catinat vaincu à *Carpi* (l'an 1701) est rappelé. *Villeroi* le remplace et est battu à son tour à *Chiari* par le prince Eugène,

prince Charles était moins heureux en Espagne, où il s'était rendu en personne : il avait réussi d'abord à s'emparer de Madrid ; mais l'opposition qu'il rencontra dans cette ville le força de se retirer. Philippe V y rentra, et il n'y eut que Barcelone qui resta fidèle au prince Charles. Louis XIV fit les plus grands efforts pour réparer les revers qu'il avait essuyés. Une nombreuse armée fut envoyée en Belgique sous le commandement de *Vendôme*, qui en expulsa le duc de Marlborough. Mais le prince Eugène accourut d'Italie au secours de ce dernier, et les deux généraux remportèrent une victoire complète sur les Français près d'*Audenarde*. Cette sanglante défaite, la prise de Lille par les alliés, qui songeaient à marcher sur Paris et d'autre part l'état de ses finances, qui ne pouvaient plus suffire aux dépenses de la guerre, forcèrent Louis XIV à recourir aux négociations.

Seconde période de la guerre, jusqu'à la paix d'Utrecht (1708-1713). — Une terrible famine désolait la France et ajoutait encore aux embarras de Louis XIV. Il accepta toutes les conditions que les alliés lui proposèrent et consentit même à renoncer, pour son petit-fils, à toute la monarchie espagnole. Mais Marlborough, Eugène

---

qui le fait prisonnier à Vérone. Le duc de *Vendôme* arrive en Italie avec une nombreuse armée (l'an 1702). Le prince Eugène ne peut obtenir des renforts ; il livre à Vendôme la bataille de *Luzzara* (l'an 1702), qui reste indécise ; il quitte l'Italie pour se rendre en Allemagne, où il est appelé (1704). Conquête de la Savoie par Vendôme (l'an 1705). Il est envoyé en Belgique contre Marlborough (l'an 1706) ; le duc de la Feuillade qui le remplace, met le siège devant Turin. Le prince Eugène revient et s'avance hardiment jusque sous les murs de la ville assiégée. Il fait essuyer aux Français une telle défaite (l'an 1706) qu'ils sont obligés d'évacuer l'Italie. Occupation de *Naples* par l'armée impériale (l'an 1707). — 2° *Guerre en Allemagne* (1702-1706). Le maréchal de *Villars* passe le Rhin et défait, près de *Friedlingen* (l'an 1702) l'armée allemande commandée par le prince de Bade. Il opère sa jonction avec l'armée de Maximilien de Bavière, qui vient de défendre avec succès son pays contre l'empereur ; ils se séparent ; Maximilien se rend maître du Tyrol (l'an 1703). Insurrection des Tyroliens : ils anéantissent l'armée bavaroise dans les gorges de leurs montagnes, en l'écrasant sous des avalanches de pierres et d'arbres. Maximilien est obligé d'évacuer le Tyrol. Il rejoint de nouveau les Français et gagne avec eux la *première bataille d'Hœchstedt*, laquelle est suivie de la prise d'Augsbourg, de Brisach

et Heinsius crurent que le moment était venu d'humilier le monarque puissant qui avait un instant rêvé la domination sur l'Europe tout entière. On demanda donc à Louis XIV de joindre ses forces à celles des alliés pour chasser Philippe V de l'Espagne. A cette proposition humiliante, le roi répondit que, s'il fallait faire la guerre, il préférait la faire à ses ennemis qu'à ses enfants. Il rompit les négociations et fit un appel à son peuple qui, de son côté, se montra empressé à soutenir son roi. Deux armées furent rassemblées : l'une passa le Rhin et s'avança jusqu'au cœur de l'Allemagne; l'autre, conduite par Villars et Boufflers, envahit la Belgique. Mais la victoire décisive remportée par Eugène et Marlborough à *Malplaquet* força de nouveau Louis XIV à négocier. Il alla jusqu'à promettre des subsides pour faire la guerre à Philippe V. On rejeta cette offre et l'on exigea la coopération active de la France à la guerre contre l'Espagne. Le malheureux monarque refusa de nouveau de se soumettre à une pareille condition, et les hostilités recommencèrent. Eugène et Marlborough envahirent la France, pendant que Charles faisait son entrée solennelle à Madrid. — Tout paraissait perdu pour Louis XIV, lorsque deux événements imprévus chan-

---

et de Landau. Révolte en Hongrie; l'empereur est obligé d'y envoyer une armée. Marlbourough quitte la Belgique; il se dirige vers le Wurtemberg et réunit ses troupes à celles du prince Eugène. *Victoire décisive de Hœchstedt* sur les Français (l'an 1704). Mort de l'empereur *Léopold I* (l'an 1705); son fils aîné *Joseph I* lui succède. Occupation de la Bavière par l'armée impériale; le duc Maximilien est déclaré déchu de sa dignité et de son duché (l'an 1706). Les Français repassent le Rhin. — 3° *Guerre en Belgique* (1702-1708). Les Français étaient entrés en Belgique, grâce à l'alliance du gouverneur Maximilien (1701). Le duc de *Marlborough*, à la tête des armées réunies de l'Angleterre et de la Hollande, expulse les Français de la Belgique; il envahit ensuite les Etats de l'électeur Joseph-Clément et prend Liége et Cologne (l'an 1702). Prise de Tongres, Huy, Limbourg, Gueldre et Bonn (l'an 1703). Il est obligé de marcher au secours de l'empereur dans le Wurtemberg (l'an 1704). *Villeroi* profite de son départ et envahit de nouveau la Belgique. Retour de Marlborough; *bataille de Tirlemont* (l'an 1705); les Français se replient sur Louvain; de nombreux renforts leur arrivent; ils acceptent la bataille à *Ramillies* et sont complétement défaits (l'an 1706). Les alliés établissent en Belgique un gouvernement provisoire. Vendôme, qui remplace Villeroi, arrive avec une armée de 80,000 hommes.

gèrent entièrement la face des affaires. Le *parti wigh* ayant succombé en Angleterre, *le duc de Marlborough*, qui en était le chef, fut disgracié et rappelé. La reine *Anne* forma un nouveau ministère du *parti tory*. Celui-ci songea à terminer une guerre qui avait été très-nuisible au commerce de l'Angleterre et qui épuisait de plus en plus ses finances. L'Autriche perdit ainsi son principal allié. Ensuite la mort de l'empereur *Joseph Ier* et l'avénement de *Charles VI*, son frère, au trône impérial, changèrent les dispositions de toutes les puissances. Celles-ci avaient soutenu les prétentions de ce prince au trône d'Espagne; mais depuis qu'il était devenu empereur, elles craignaient de voir renaître la vaste monarchie de Charles-Quint. Des négociations furent entamées malgré les protestations de l'empereur, et elles aboutirent à la *paix d'Utrecht*, qui fut signée par la France et l'Espagne d'un côté, l'Angleterre, la Hollande, la Savoie, le Portugal et la Prusse de l'autre. On y stipula le partage de la monarchie espagnole. *Philippe V* fut reconnu roi d'Espagne et conserva les possessions d'outre-mer; mais il dut renoncer, pour lui et ses successeurs, à la couronne de France; la Belgique, la Lombardie et le royaume de Naples furent laissés à *Charles VI;* la Sicile

---

Marlborough est contraint de se retirer; les Français occupent le Brabant et mettent le siége devant Audenarde. Le prince Eugène arrive en Belgique à la tête d'une armée impériale et remporte sur les Français la victoire d'*Audenarde* (l'an 1708). Prise de Lille, les vainqueurs menacent Paris. — 4° *Guerre en Espagne* (1704-1707). *Philippe V* est d'abord reconnu sans opposition en Espagne; mais il mécontente une partie de la noblesse, qui se retire en Portugal et appelle l'archiduc *Charles d'Autriche*. Ce prince arrive à Lisbonne avec une flotte anglo-hollandaise (l'an 1704) et fait alliance avec le roi de Portugal. La Catalogne, l'Aragon et la Navarre se déclarent pour lui, tandis que la Castille reste fidèle à Philippe V. Prise de *Madrid* par l'armée de Charles (l'an 1705). Philippe songe à se retirer en Amérique. Violences commises par les troupes de Charles: mécontentement général de la population. Philippe V rentre à Madrid (l'an 1706); il gagne la bataille d'*Almanzar* (l'an 1707); Charles se réfugie à Barcelone.

Circonstances critiques dans lesquelles se trouva Louis XIV en 1708: après un hiver rigoureux, les récoltes avaient manqué et il s'en était suivi une disette générale. Epuisement des finances. Des négociations sont ouvertes à *Amsterdam* par le président du parlement, Rouillé, qui propose au nom du roi le partage de la monarchie espagnole: Philippe V ne se réservait

fut érigée en royaume indépendant et donnée au duc de *Savoie*, qui prit le titre de roi ; Gibraltar et l'île de Minorque furent abandonnées à l'*Angleterre;* et la *Hollande* obtint le droit d'entretenir des garnisons dans les forteresses de la Belgique qui formaient une barrière contre la France. Ces deux puissances firent en outre avec la France et l'Espagne un traité de commerce très-avantageux. L'empereur Charles VI continua seul la guerre contre Louis XIV; mais il se vit bientôt forcé de signer la paix de *Rastadt*, aux conditions stipulées à Utrecht. Louis XIV sortit ainsi avec avantage d'une guerre qui avait failli lui être désastreuse.

GLOIRE DU RÈGNE DE LOUIS XIV. MORT DU ROI (l'an 1715). — Le règne de Louis XIV, illustré par les guerres que ce prince avait soutenues avec tant de gloire et de succès contre l'Europe tout entière, n'est pas moins célèbre sous d'autres rapports. L'éclat qu'il a jeté dans le domaine des lettres, des sciences et des beaux-arts lui a valu le surnom de *grand siècle*. Toutes les branches de la littérature, la poésie, l'art oratoire, la philosophie, l'histoire et les langues anciennes, de même que les sciences exactes, furent cultivées avec un égal succès. *Bossuet*, aussi savant théo-

---

que le royaume de Naples et de Sicile ; Eugène et Marlborough repoussent ces propositions, et les négociations sont rompues. Les hostilités continuent, mais les revers essuyés par les armées de Louis XIV le forcent à recourir à de nouvelles négociations. Il consent alors à renoncer à toute la monarchie espagnole pour son petit-fils. Les alliés exigent le concours actif du roi dans la guerre contre Philippe V. Refus de Louis XIV, et appel au peuple français : enthousiasme général pour la guerre. Villars et Boufflers s'avancent vers la Belgique avec une armée de 110,000 hommes (l'an 1709). Siége et prise de *Tournay* par Eugène et Marlborough, qui gagnent encore la grande *bataille de Malplaquet* (l'an 1709) et s'emparent de Mons. Nouvelles négociations ouvertes à *Gertrudemberg :* Louis XIV offre de payer des subsides pour la guerre contre Philippe V. Les alliés rejettent ces offres, et la guerre continue. Prise de *Douai* par Eugène et Marlborough (l'an 1710). Revers de Philippe V en *Espagne*. Charles III rentre à Madrid (l'an 1709). — Situation critique de Louis XIV. Elle change subitement à la suite de la disgrâce du duc de Marlborough et de l'avénement d'un ministère tory en Angleterre (l'an 1710). Celui-ci penche pour la paix proposée secrètement par Louis XIV. Victoires du duc de Vendôme en Espagne, à *Brihuega* et à *Villa-Viciosa* (l'an 1710); rentrée de Philippe V à Madrid (l'an 1710). Mort de l'empereur

logien que profond philosophe, se place à la tête de cette phalange d'orateurs sacrés parmi lesquels brillent *Massillon*, *Bourdaloue*, *Fléchier* et *Fénelon*, qui réveilla la piété tant par sa parole que par ses écrits. *Descartes*, *Pascal* et *Malebranche* ouvrirent une nouvelle voie à la philosophie. *Petau*, *Ducange*, *Pagi*, *Mabillon* et *Baluze* explorèrent avec une rare érudition le vaste champ de l'histoire et des antiquités profanes et sacrées. A côté de ces savants de premier ordre, viennent se placer les grands poètes et auteurs dramatiques de ce siècle : *Corneille*, *Racine*, *Molière*, *Lafontaine*, *J.-B. Rousseau* et *Boileau;* ce dernier traça dans son art poétique les règles auxquelles devaient dorénavant s'assujettir les disciples du grand Homère. Les beaux-arts ne fleurirent pas moins que les lettres, grâce à la munificence du grand roi : *Le Sueur*, *Poussin* et *Le Brun* acquirent une renommée méritée dans la peinture; *Mansart* et *Claude Perrault* élevèrent ces palais somptueux où s'étalaient les splendeurs merveilleuses de la cour de Louis XIV; dans la musique, *Lulli* se distingua comme compositeur, et *Le Nôtre* dressa les plans de ces magnifiques jardins, où la nature était soumise aux règles de l'art.

Louis XIV, ramené à ses devoirs de chrétien par

Joseph I (l'an 1711), qui ne laisse pas d'enfants; son frère *Charles VI* lui succède. Le zèle des alliés de ce prince se refroidit, parce qu'ils craignent la réunion de toute la monarchie espagnole aux vastes Etats de la maison d'Autriche. Ouverture des négociations à Utrecht (l'an 1712), malgré l'opposition de l'empereur et de la Hollande. Le prince *Eugène* continue la guerre; il est abandonné par les Anglais et vaincu à Denain (l'an 1712) par le maréchal de Villars; il perd en même temps tous ses magasins. *Paix d'Utrecht* (l'an 1713) et partage de la monarchie espagnole. L'empereur refuse d'y accéder, et la guerre continue sur le Rhin sans incidents remarquables. Eugène et Villars préparent la conclusion de la paix, qui est enfin signée à *Rastadt* par l'empereur et à *Baden* par les princes de l'empire (l'an 1714), sur les bases du traité d'Utrecht. Les deux princes-électeurs de *Bavière* et de *Cologne* sont réintégrés dans leurs Etats. Louis XVI ne conserve de ses conquêtes en Allemagne que la forteresse de *Landau*. Confirmation des traités de Munster, de Ryswick et de Nimègue.

LITTÉRATURE FRANÇAISE. — C'est avec le règne de Henri IV que commence le *grand siècle* de la littérature française. Richelieu encouragea beaucoup le mouvement qui s'était emparé des esprits ; Mazarin marcha sur ses traces

madame de Maintenon, répara par une vie pieuse les égarements qui avaient terni une grande partie de son règne. De grands malheurs l'atteignirent dans sa famille : son fils unique, élève de Bossuet, son petit-fils que Fénelon avait lui-même formé, et le fils aîné de ce prince moururent dans l'espace de quelques années. Il ne lui resta comme héritier de sa couronne qu'un enfant de cinq ans. Louis XIV mourut en chrétien. Les dernières paroles qu'il prononça furent celles-ci : « O mon Dieu, venez à mon aide ; hâtez-vous de me secourir. » Il était âgé de soixante-dix-sept ans, et en avait régné soixante-douze. Si la France avait pu prévoir l'avenir, elle aurait pleuré amèrement la mort du grand roi.

CHAPITRE VII.

LA HOLLANDE ET L'ANGLETERRE JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. (1648-1800).

I. — LA HOLLANDE JUSQU'A LA CONQUÊTE FRANÇAISE. (1648-1795).

LA HOLLANDE JUSQU'AU RÉTABLISSEMENT DU STATHOUDÉRAT. (1648-1672). La paix de Munster avait définitivement

et donna une nouvelle impulsion à la culture des lettres et des sciences. L'établissement des *Bénédictins de St-Maur* (1604) et de l'*Oratoire* en France (1611), la constitution de l'*Académie française* par Richelieu (1635), les enseignements de *Port-Royal* (de 1638 à 1664) contribuèrent au progrès intellectuel. Le règne de Louis XIV marque l'apogée de la littérature française : le roi lui-même favorisa les lettres et les arts, en encourageant tous les talents et en fournissant aux artistes, par sa magnificence et son goût, l'occasion de se produire. Cependant les règles empruntées à l'antiquité et rigoureusement observées arrêtèrent quelquefois l'élan du génie. Elles fixèrent définitivement le genre classique, qui devint dominant en France. La littérature française rayonna aussi au dehors et exerça une influence marquée sur les autres littératures de l'Europe jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Développements. — *A consulter :* Van Kampen, *Histoire des Pays-Bas*. Hambourg, 1833, 2e vol. (en allemand). Leo, *histoire néerlandaise*. Halle. 1835. 2e vol. Wagenaar, *Histoire nationale* (en hollandais).

1. STATHOUDÉRAT DE GUILLAUME II (1647-1650) : il succède à son père Frédéric-Henri (voyez p. 141). Différends entre les États-Généraux et le stathouder,

garanti l'indépendance de la *Hollande*. Les vastes possessions de la jeune république dans les Indes Orientales et en Amérique lui assuraient une place importante parmi les grandes puissances de l'Europe. Le développement de sa marine la mit en état de lutter sur mer contre l'Angleterre et l'éleva bientôt au rang des premières puissances maritimes. A la mort de *Guillaume II* d'Orange, qui ne laissait qu'un fils posthume, le stathoudérat resta vacant; mais la république eut le bonheur de trouver un chef capable et énergique dans *Jean De Wit*, qui la gouverna pendant vingt ans sans prendre d'autre titre que celui de *grand-pensionnaire*. Secondé par son frère *Corneille*, et par *Tromp* et *De Ruyter*, deux amiraux aussi distingués par leurs talents militaires que par leur patriotisme désintéressé. Jean De Wit soutint, pendant deux ans, une lutte acharnée sur mer contre l'Angleterre. La *paix de Londres* fut avantageuse pour la Hollande. *Cromwell* exigeait que la *famille d'Orange* fût exclue à perpétuité du stathoudérat. Jean De Wit, ennemi de cette famille dont la puissance lui paraissait incompatible avec la constitution républicaine de son pays, souscrivit facilement à cette condition. — Une insurrection avait fait perdre aux Hollandais le *Brésil*, qui était retourné sous la domination

---

qui a en outre à lutter contre le parti républicain. — VACANCE DU STATHOUDÉRAT. — *Assemblée générale des délégués des provinces à la Haye* (l'an 1651); le stathoudérat est aboli et le pouvoir suprême passe aux *Etats-Généraux*. Commencement de la carrière politique de *Jean De Wit*, qui devient *grand-pensionnaire* de la province de Hollande. — *Première guerre contre l'Angleterre* (1652-1654): elle se fait presque exclusivement sur mer. Brillants exploits des deux amiraux hollandais, *Tromp* et *De Ruyter*: ils livrent aux Anglais sept batailles navales entre les côtes de l'Angleterre et de la Hollande; dans aucune ils ne sont entièrement défaits. *Bataille de Schéveningue*. *Tromp* est tué dans ce combat (l'an 1653). Le commerce hollandais souffre de la guerre: plus de 1600 navires sont capturés par les Anglais; à Amsterdam 3000 maisons restent inhabitées. *Paix de Londres* (l'an 1654). — *Perte du Brésil*, par suite des persécutions religieuses exercées par les Hollandais contre les catholiques de ce pays et des vexations commises par les gouverneurs: les Brésiliens se soumettent de nouveau au roi de Portugal (1645-1650). Etablissement d'une colonie hollandaise au *cap de Bonne-Espérance* (l'an 1651). Guerre entre les Hollandais et les Portugais dans les Indes Orientales. Les Hollandais s'emparent de *Coromandel*, de *Malabar*, de

portugaise. Mais ils conservèrent *Ceylan* et *Malabar*, dont ils s'étaient emparés pendant la guerre contre le Portugal, et fondèrent au *cap de Bonne-Espérance* une colonie qui leur fut d'une grande utilité pour le commerce avec les Indes Orientales, la Chine et le Japon. Ces avantages commerciaux et les succès obtenus par *De Ruyter* et le *fils de Tromp* dans deux expéditions contre les *Etats barbaresques d'Afrique*, excitèrent la jalousie de l'Angleterre. La guerre éclata de nouveau, et les deux amiraux hollandais remportèrent plusieurs victoires signalées sur les flottes anglaises. De Ruyter pénétra jusque dans la Tamise et brûla huit vaisseaux anglais à la vue de la capitale. La *paix de Bréda* termina la guerre, avec avantage pour la Hollande. — Jean De Wit parvint à conclure avec l'Angleterre et la Suède la *Triple-alliance*, qui força Louis XIV à signer la paix d'*Aix-la-Chapelle*. Peu de temps après, le roi de France, de concert avec l'Angleterre, déclara la guerre à la Hollande. Les armées françaises envahirent le territoire de la république, le conquirent et allèrent camper sous les murs d'Amsterdam. Ces circonstances favorisèrent les projets de *Guillaume III* d'Orange. Les De Wit, accusés d'être la cause de ces revers, furent jetés en prison et massacrés par le peuple de

---

Ceylan et de plusieurs autres îles dans l'archipel indien (1658-1661). Leurs relations commerciales avec la *Chine* et le *Japon*. — Pirateries exercées par les Etats barbaresques do *Tunis* et d'*Alger* : le commerce de la Méditerranée en souffre. La Hollande propose à l'Angleterre, à la France et à l'Espagne d'unir leurs forces aux siennes pour attaquer ces Etats (l'an 1664); cette proposition n'est pas acceptée. C'est alors que *De Ruyter* et *Corneille Tromp*, fils du grand amiral du même nom, forcent les beys de Tunis et d'Ager à respecter le pavillon hollandais.

Seconde guerre contre l'Angleterre (1665-1667). — Revers des Hollandais : un grand nombre de navires marchands sont capturés par les Anglais. Le parti orangiste demande que *Guillaume III* soit nommé stathouder : De Wit s'y oppose et conclut une alliance avec Louis XIV. *Grande bataille navale* qui dure quatre jours ; la victoire reste à la flotte hollandaise commandée par De Ruyter et Tromp (l'an 1666). De Ruyter pénètre dans la Tamise et s'empare d'une partie de la flotte anglaise. *Paix de Bréda* (l'an 1667). — Conclusion de la *Triple-Alliance*, et paix *d'Aix-la-Chapelle* (voyez plus haut, page 180). Guillaume III fait des démarches pour obtenir le stathoudérat ; il entre dans le *Conseil d'Etat* (l'an 1668). — *Guerre avec la*

la Haye. *Guillaume*, qui n'avait eu garde d'empêcher ce crime, fut alors proclamé lieutenant ou *stathouder* des Etats-Généraux.

Grandeur de la république et guerres contre la France jusqu'au traité de la barrière (1672-1715). — Avec le rétablissement du stathoudérat commença pour la Hollande une période de grandeur et de gloire que Jean De Wit avait préparée et qui dura plus de quarante ans. Dans la grande lutte provoquée par l'ambition de Louis XIV, la république parvint à se placer à la tête des Etats européens, grâce au génie et à l'activité de *Guillaume III*, qui fut l'âme de toutes les coalitions contre la France. La Hollande joua un rôle important dans les guerres de cette époque. Elle eut d'abord à combattre les forces réunies de la France et de l'Angleterre et sortit victorieuse de cette lutte. Lors de la *paix de Nimègue*, Louis XIV lui rendit tous les territoires dont il s'était emparé pendant la guerre. — Les nouveaux empiétements du roi de France engagèrent Guillaume III à négocier la *grande ligue d'Augsbourg* qui donna lieu à la seconde guerre contre la France. Guillaume se mit à la tête des puissances alliées après son avénement au trône d'Angleterre, et parvint à se faire reconnaître par Louis XIV à la *paix de Ryswick*. Guil-

---

France: conquête de la Hollande (voyez plus haut, page 181). Mécontentement du peuple; le parti orangiste en profite pour mettre en accusation les *De Wit*, Jean et Corneille, qui sont arrêtés et mis en prison. Conduite perfide du prince d'Orange. On excite la populace contre eux, tandis qu'aucune mesure n'est prise pour les protéger. Une émeute éclate : les portes de la prison sont forcées et les prisonniers sont massacrés par le peuple (l'an 1672) Guillaume III est nommé *stathouder à vie*, et plus tard même *héréditaire*.

Stathoudérat de Guillaume III (1672-1702) et grandeur de la Hollande. Guillaume fut le principal défenseur du système de l'*équilibre européen :* il parvint à le maintenir contre Louis XIV, dont il fut le plus constant et le plus habile adversaire. — *Première guerre contre la France* (1672-1678); *paix de Nimègue* (voyez plus haut, page 182). Gouvernement énergique et parfois arbitraire de Guillaume III en Hollande; opposition des Etats-Généraux : ils refusent de voter les subsides nécessaires pour la guerre contre Louis XIV. Guillaume se voit forcé d'accepter l'armistice de vingt ans proposé par ce monarque (voyez plus haut, page 183). Il négocie la *ligue d'Augsbourg* (l'an 1686). — *Seconde guerre contre la France* (1688-1697); *paix de Ryswik* (voyez plus haut, page 187). — *Révolution en Angleterre:*

laume ayant été obligé de transférer sa résidence dans son nouveau royaume, le parti républicain voulut profiter de cette circonstance pour ébranler son autorité en Hollande; mais la sage fermeté du grand-pensionnaire *Heinsius*, digne successeur de Jean De Wit, préserva ce pays des troubles qui étaient sur le point d'éclater. A la mort de Guillaume III, qui ne laissait pour héritier qu'un cousin encore en bas-âge, *Guillaume-le-Frison*, le stathoudérat ne fut pas rempli, et le gouvernement passa aux *Etats-Généraux*, dans lesquels dominait Heinsius. Fidèle à la politique de Guillaume III, le grand-pensionnaire prit une part active à la *guerre de la succession d'Espagne* et resta constamment l'allié de Marlboroug et du prince Eugène. La *paix d'Utrecht* assura à la Hollande de grands avantages commerciaux, et en outre le droit de mettre des garnisons dans plusieurs forteresses de la Belgique qui formaient une barrière contre la France. Ce droit fut confirmé dans le *traité de la Barrière* que la république conclut avec la France après la mort de Louis XIV.

La république jusqu'à la conquête française (1715-1795). les stathouders héréditaires. — Les guerres contre la France avaient épuisé les finances de la Hollande; la dette publique s'était tellement accrue que les

---

Jacques II est détrôné (voyez plus loin); Guillaume III, son gendre, monte sur le trône d'Angleterre (l'an 1689), tout en conservant en Hollande la dignité de stathouder. Opposition du parti républicain contre Guillaume; le grand-pensionnaire *Heinsius* réussit à maintenir l'autorité du stathouder. *Mort de Guillaume III* (l'an 1702). Sou cousin *Guillaume*, surnommé le *Frison*, âgé de dix ans, hérite de toute la fortune de la maison d'Orange. Le stathoudérat reste vacant.

Guerre de la succession d'Espagne (l'an 1702-1713) : la Hollande y joue un rôle importaut; *paix d'Utrecht* (voyez plus haut, page 196), *Traité de la Barrière* (l'an 1715): la Hollande obtient le droit de mettre des garnisons en Belgique dans les forteresses de Menin, Tournay, Mons, Namur, Venloo, St-Michel et Stevenswerth. L'Autriche s'engage à contribuer, pour les trois cinquièmes, aux frais d'entretien de ces garnisons Conséquence des longues guerres contre la France: la dette publique, qui s'était continuellement accrue, s'élevait à 350 millions de florins, somme énorme pour cette époque; pour en payer les intérêts, on dut augmenter les impôts; on diminua l'armée et l'on négligea d'entretenir la flotte sur un pied respectable. — Longue paix (1715-1740). Activité de *Simon van Slinge-*

intérêts absorbaient une grande partie des revenus de l'Etat. La république se trouva dans la nécessité de réduire considérablement les dépenses d'entretien de l'armée et de la flotte, et elle ne tarda pas à descendre du rang qu'elle avait occupé pendant le dix-septième siècle. Heureusement elle trouva dans le grand-pensionnaire *van Slingelandt*, digne successeur de Heinsius, un homme d'Etat aussi capable que désintéressé. Van Slingelandt entama des négociations avec l'empereur Charles VI et obtint la dissolution de la *Compagnie des Indes*, établie à Ostende, qui portait préjudice au commerce hollandais. C'est à ce prix que la Hollande reconnut la *Pragmatique-sanction*, par laquelle l'empereur avait institué sa fille unique, *Marie-Thérèse*, héritière universelle de ses Etats. Pendant la guerre de la succession d'Autriche, après la mort de Charles VI, elle resta l'alliée de *Marie-Thérèse*. Les événements de cette guerre amenèrent dans l'état intérieur de la république un changement important. Les Français ayant conquis la Belgique, menaçaient aussi la Hollande. Le parti orangiste profita de ces circonstances pour faire proclamer *Guillaume IV-le-Frison* stathouder héréditaire des Provinces-Unies. La *paix d'Aix-la-Chapelle*, qui termina la guerre, rendit à la république tout ce qu'elle avait

---

landt, grand-pensionnaire de Hollande (1727-1736). Traité conclu avec l'empereur *Charles VI* (l'an 1731), et suppression de la Compagnie des Indes, établie à Ostende. *Guerre de la succession d'Autriche.* Conquête de la Belgique par les Français; une armée hollandaise est envoyée au secours de Marie-Thérèse (l'an 1743). Les Français envahissent la Hollande.

Le stathoudérat héréditaire. Réforme de la constitution : *Guillaume IV* est proclamé *stathouder héréditaire* (1747-1751). Il conclut la paix d'Aix-la-Chapelle (l'an 1748); mais le traité de la Barrière n'est pas renouvelé; les Hollandais conservent cependant des garnisons dans quelques-unes des forteresses de la Belgique. — Mort de *Guillaume IV* (l'an 1751); il laisse un fils, *Guillaume V*, âgé de trois ans, sous la tutelle de sa veuve *Anne*, qui est reconnue en qualité de gouvernante de la république. Longue paix (1751-1780). Le commerce se relève. Grande renommée de l'université de *Leyde*. Guillaume V est déclaré majeur à l'âge de dix ans, et prend en mains le gouvernement de la république (l'an 1766); mais il manque d'activité et d'énergie. Décadence de la marine militaire. Les Etats-Généraux refusent les subsides nécessaires pour l'entretien de la flotte. Rivalité commerciale entre les Anglais et les Hollandais. Insurrection des colonies

perdu. Guillaume IV mourut après quatre ans de gouvernement; il laissait un fils mineur, *Guillaume V*, au nom duquel sa veuve Anne prit les rênes du gouvernement. Pendant la guerre de *Sept-Ans*, à laquelle elle ne prit aucune part, la Hollande fut tranquille à l'intérieur, et grâce à son commerce très-florissant, elle parvint à un haut degré de prospérité matérielle. Mais pendant cette longue paix, on négligea complétement l'entretien de l'armée et de la flotte. Il en résulta que, dans la guerre qui éclata avec l'*Angleterre* à l'occasion de l'insurrection des colonies anglaises en Amérique, les Hollandais perdirent plusieurs de leurs colonies dans les Indes. Ils ne purent protéger leur commerce, ni empêcher les Anglais de capturer un grand nombre de leurs vaisseaux marchands. Sur la demande de l'empereur *Joseph II*, ils consentirent à retirer leurs garnisons des forteresses de la Belgique. Ces revers et la faiblesse du gouvernement de Guillaume V provoquèrent dans le pays un mécontentement général. Le parti républicain suscita des troubles qui ne purent être calmés que par l'intervention du roi de Prusse, beau-frère du stathouder. Les idées révolutionnaires qui, de la France se répandaient dans toute l'Europe, pénétrèrent aussi en Hollande et furent accueillies avec empressement

---

anglaises en Amérique (l'an 1775). Les révoltés sont soutenus par les colons hollandais. Réclamations des Anglais, et hésitations de Guillaume V. *Guerre contre l'Angleterre* (1780-1784): les Anglais s'emparent des colonies hollandaises en Afrique et dans les Indes, et portent par là un coup mortel au commerce de la république (1781-1782). D'autre part, la perte des côtes de Guinée et de Coromandel et des factoreries de Bengale occasionne la ruine de la compagnie des Indes Orientales. Un grand nombre de navires hollandais sont capturés par les Anglais, qui dominent sur toutes les mers. La *paix* est conclue à *Londres* (l'an 1784): les Anglais conservent leurs conquêtes.— La Hollande renonce au *droit de barrière* (l'an 1781).— Commencement de la *révolution en Hollande* : le peuple est mécontent du gouvernement de Guillaume V; le *parti républicain* ou *patriote*, comme il s'appelle lui-même, suscite des troubles dans plusieurs provinces (l'an 1786). Guillaume V appelle à son secours le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, son beau-frère, qui rétablit la tranquillité (l'an 1787). La *révolution brabançonne* éclate en Belgique (Voyez plus loin, chap. X, § 3). *Révolution liégeoise:* le prince-évêque *Constantin* est forcé de s'enfuir et rentre avec l'appui des Impériaux (1791). La république française déclare la guerre à la Belgique et à la Hollande

par les républicains. La proclamation de la république à Paris et la révolution brabançonne en Belgique eurent un grand retentissement dans toute la Hollande. Guillaume V, abandonné par le parti républicain, se vit forcé de fuir devant l'invasion française et de chercher un asile en Angleterre : la Hollande fut organisée en ***république batave***.

II. L'ANGLETERRE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE LA MAISON DE HANOVRE. (1660-1714).

L'ANGLETERRE JUSQU'A LA CHUTE DES STUARTS (1660-1688). — Les excès commis pendant la république et les violences de Cromwell avaient mécontenté tout le monde. Aussi *Charles II* trouva-t-il, en montant sur le trône, une sympathie générale. Mais ses mœurs plus que légères, les folles dépenses de sa cour, qui lui créaient de continuels embarras financiers, ainsi que les revers éprouvés par ses armées dans la guerre contre la Hollande, changèrent bientôt l'opinion publique. D'un autre côté, son alliance avec Louis XIV contre la république hollandaise, la conversion au catholicisme de son frère, le duc *Jacques*

(1792-1795). Conquête de la Belgique. Mouvement révolutionnaire en Hollande : le parti républicain se déclare ouvertement pour les Français, qui occupent le pays sans résistance. Guillaume V se retire en Angleterre (l'an 1795).

II. *A consulter :* Macaulay, *Histoire de l'Angleterre depuis l'avénement de Jacques II*, traduit de l'anglais. Paris. Lingard, *Histoire d'Angleterre*, traduit par Roujoux.

Rois d'Angleterre : Charles II (1660-1685). — Jacques II (1685-1688). — Guillaume III (1688-1702). — Anne (1702-1714).

Etat de l'Angleterre à l'avénement de Charles II (voyez plus haut, pag. 109-111.) Il proclame une amnistie générale dont il n'excepte que ceux qui ont pris une part active à la condamnation et à l'exécution de Charles I. L'armée est licenciée à cause de son républicanisme. *L'église anglicane* est partout rétablie, et les *Presbytériens* en Ecosse, comme les catholiques en Irlande, sont de nouveau persécutés : 2000 ministres presbytériens en Ecosse renoncent à leurs places et sont remplacés par des ministres anglicans. Mœurs dissolues du roi : il épouse une princesse catholique, *Catherine*, sœur du roi de Portugal (l'an 1662). Guerre contre la *Hollande* et *paix de Bréda* (1665-1667). Conversion du duc d'York à la religion catholique (l'an

d'York, héritier présomptif de la couronne, et enfin son mariage avec la princesse catholique Catherine de Portugal alarmèrent le clergé anglican. Il forma alors un ministère qui lui était entièrement dévoué; mais il se vit obligé de ratifier l'*acte du Test* voté par le Parlement; cet acte exigeait de tout fonctionnaire public un serment qu'aucun catholique ne pouvait prêter. Le parti protestant songeait aussi à exclure du trône le duc d'York : il lui opposa deux prétendants, le *duc de Monmouth*, fils naturel de Charles II, et le *prince Guillaume III d'Orange*, qui épousa Marie, fille aînée du duc d'York. Une intrigue infâme devait achever de perdre le frère du roi. Un certain *Oates*, homme méprisable, qui avait plusieurs fois changé de religion, accusa sous serment un grand nombre de catholiques, entr'autres plusieurs membres de la Compagnie de Jésus, d'avoir ourdi une conspiration contre la vie du roi. Une persécution cruelle commença alors contre les catholiques. Beaucoup d'innocents furent sacrifiés à la haine fanatique des protestants. Le duc d'York fut obligé de quitter l'Angleterre. Le roi composa un nouveau ministère dans lequel il fit entrer plusieurs membres de l'opposition.

1668). Charles II se montra disposé à suivre l'exemple de son frère, mais purement par motifs politiques, parce qu'il négociait avec Louis XIV une alliance contre la Hollande (l'an 1670). Démission du comte de Clarendon, chancelier du royaume, et formation d'un nouveau ministère, qui se compose de Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale, tous dévoués au roi. On l'appela le *ministère Calval* (C. A. B. A. L. initiales des noms des cinq ministres) c'est-à-dire des intrigants. (Ce mot, en effet, dans le sens *d'intrigue*, se rencontre déjà avant cette époque dans la langue anglaise). Guerre contre la Hollande (voyez page 181) et édit de tolérance publié par le roi en faveur des sectes dissidentes. Le parlement adopte *l'acte du Test*, en vertu duquel il fallait, pour devenir fonctionnaire public, faire un serment qui renfermait la négation du dogme de la transsubstantiation dans le sens catholique (l'an 1673). Cet acte était surtout dirigé contre le duc d'York, qui venait d'épouser une princesse catholique, Marie d'Este. Négociations secrètes d'un parti anglican puissant avec le prince *Guillaume III d'Orange*, dont on propose le mariage avec *Marie*, fille aînée du duc d'York. Un autre parti veut ménager la succession au *duc de Monmouth*, fils naturel du roi; mais le roi s'y oppose fortement. *Titus Oates*, qui d'abord avait été ministre protestant, qui s'était ensuite fait catholique et qui ne cherchait qu'une occa-

Cependant la conduite de plus en plus insolente du *duc de Monmouth*, qui croyait sa succession au trône assurée, et d'autre part la crainte de voir se renouveler les horreurs d'une nouvelle révolution, portèrent une grande partie des propriétaires fonciers à se rallier autour du roi et à lui adresser des protestations de dévouement. On leur donna le nom de *Torys*, tandis que l'on désignait sous le nom de *Wighs* ceux qui avaient refusé de signer ces adresses. Telle fut l'origine des dénominations, qui ont été appliquées depuis lors en Angleterre, la première au parti conservateur, la seconde au parti des réformes. Charles II, fort de l'appui des Torys, rappela son frère à la cour et prononça la dissolution du parlement. Une *conspiration* tramée par les *Wighs* fut découverte; la punition sévère dont le roi frappa les coupables effraya l'opposition. Charles II, étant mort peu de temps après, son frère *Jacques II* lui succéda sans que personne osât contester ses droits à la couronne. — Le nouveau roi, tout en professant ouvertement la religion catholique, proclama la liberté entière de conscience et s'attacha ainsi les nombreuses sectes dissidentes, exposées jusqu'alors aux mêmes

sion de s'enrichir, dénonça une prétendue conspiration du duc d'York et des Jésuites pour assassiner le roi (l'an 1678). La fausseté de cette accusation est reconnue; mais les tribunaux protestants s'emparent de l'affaire et prononcent les condamnations les plus injustes. Le parlement force le roi à éloigner le duc d'York; les pairs catholiques sont exclus de la Chambre des Lords, et plusieurs membres de l'opposition font parti du nouveau ministère. L'acte d'*Habeas corpus* garantit de nouveau la liberté individuelle (l'an 1679).

Le duc de Monmouth, après avoir obtenu le commandement en chef de l'armée, brave tous les ordres du roi, et se voit forcé de se retirer en Hollande, d'où il revient peu de temps après; il est reçu à Londres avec de grandes démonstrations. L'opposition du parlement devient si forte, que le roi se décide à le dissoudre : une grande agitation se manifeste alors dans tout le pays; des pétitions sont adressées au roi pour réclamer la convocation d'un nouveau parlement. On commence à craindre une révolution : de nombreuses adresses de dévoûment sont envoyées au roi. Les *Torys*, signataires des adresses, et les *Wighs*, signataires des pétitions, forment deux partis puissants: le nom de *Tory* était d'abord donné en Irlande aux anciens propriétaires catholiques, qui avaient été spoliés au profit des protestants anglais. Le roi rappelle son frère *Jacques* à la cour (l'an 1680).

persécutions que les catholiques. Le *duc de Monmouth* recourut aux armes pour s'emparer du trône ; mais il échoua et fut exécuté avec ses principaux partisans. L'autorité de Jacques II se trouvait ainsi affermie. Mais le clergé anglican, mécontent de la liberté religieuse accordée aux catholiques, excita le peuple contre le roi, à l'occasion de la réception solennelle d'un nonce du Pape à la cour. Guillaume d'Orange profita de ces circonstances pour se mettre secrètement en relation avec les mécontents. La naissance d'un prince royal ayant privé sa femme Marie du droit de succession au trône d'Angleterre, il se rendit à l'invitation que lui avaient adressée les chefs du parti anglican et débarqua en Angleterre avec un petit corps de troupes. Jacques II, qui craignait d'avoir le sort de son père, hésita à marcher contre Guillaume et se réfugia en France. Le trône fut déclaré vacant par le parlement qui y éleva *Guillaume III d'Orange*. Celui-ci dut cependant le partager avec sa femme, la princesse *Marie*, fille de Jacques II.

GUILLAUME III ET ANNE (1689-1714). — En montant sur le trône d'Angleterre, *Guillaume d'Orange* se vit forcé de

---

Convocation du parlement; lutte des *Torys* et des *Wighs*. Les premiers prennent le parti du duc d'York, les seconds se déclarent pour le duc de Monmouth. Le roi donne toutes les places importantes aux Torys. *Conspiration des Wighs* (l'an 1683, : elle est découverte; le roi bannit Monmouth. *Mort de Charles II*, qui avant de mourir se convertit à la religion catholique (l'au 1685). — *Jacques II* lui succède (1685-1688) et se montre publiquement comme catholique; il proclame la liberté religieuse. Tentative de *Monmouth :* il est exécuté. Mécontentement du clergé anglican ; intrigues *de Guillaume III d'Orange* (l'an 1686). Un nonce du Pape est reçu à la cour ; le roi, après avoir révoqué l'*acte de Test*, donne aux catholiques des places importantes dans l'administration et dans l'armée. Opposition d'un grand nombre d'évêques anglicans à la liberté religieuse : ils sont traduits devant les tribunaux et acquittés. Naissance d'un prince royal (l'an 1688). Le parti anglican appelle le prince *Guillaume d'Orange*. Faiblesse du roi, qui fait, mais trop tard, des concessions aux anglicans. Ses principaux partisans l'abandonnent; il est obligé de se réfugier en France. Convocation du parlement (l'an 1689) : les *Torys* soutiennent les droits de la princesse *Marie ;* les *Wighs*, appuyés par Guillaume, déclarent le trône vacant et y élèvent ce prince avec sa femme Marie.

L'élévation de Guillaume III au trône par le parlement contrairement au

signer le célèbre *Bill des droits*, d'après lequel le roi ne pouvait plus lever des troupes, ni établir d'impôts sans le consentement du parlement. Les Ecossais reconnurent Guillaume, mais l'obligèrent à retirer son appui à *l'église anglicane*, qui fut remplacée en Ecosse par le *presbytérianisme*. En Irlande il rencontra une opposition plus forte. Les populations catholiques de ce pays appelèrent *Jacques II*, qui y aborda avec une flotte française et qui convoqua le parlement irlandais. Mais son armée fut défaite sur les bords de *la Boyne*. Guillaume ayant pris Limerick, reçut la soumission des Irlandais; il les traita très-durement et ordonna de nouvelles persécutions contre les catholiques. Jacques II retourna en France; mais Louis XIV, qui venait de reconnaître Guillaume III comme roi d'Angleterre par la *paix de Ryswick*, renonça à soutenir le monarque détrôné. La mort de la reine Marie ranima d'abord les espérances des partisans de Jacques II. Guillaume eut besoin de toute son habileté pour se maintenir. Il exploita surtout le fanatisme protestant des anglicans pour transmettre le trône, après sa mort, à sa belle-sœur *Anne*, seconde fille de Jacques II, qui avait épousé le prince Georges de Danemark. — L'événement le plus

---

droit de Jacques II, du fils de ce monarque et même de sa fille Marie, fut une atteinte portée à la royauté; elle eut pour conséquence d'accroître le pouvoir du parlement. Le *bill des droits*, qui fut voté alors et que Guillaume et Marie furent obligés de ratifier avant leur couronnement, restreignit considérablement l'autorité royale (1688). C'est de cette époque que date le pouvoir exercé par le parlement anglais. Le parlement d'*Ecosse* reconnaît Guillaume III, après avoir déclaré que Jacques II a forfait à son devoir. — *Insurrection en Irlande*: les Irlandais appelèrent Jacques II, parce qu'il avait réparé en partie les injustices commises à l'égard de la population catholique. Il débarque sur les côtes de l'Irlande (l'an 1689); mais il manque de moyens pour organiser une armée: il est défait sur la rivière, *la Boyne* (l'an 1690) et retourne en France. Prise de Limerick par Guillaume (l'an 1691), et soumission de l'Irlande, qui est traitée en pays conquis. — Etablissement définitif de l'*église presbytérienne* en Ecosse; le système épiscopal y est aboli. *Bill triennal* prescrivant la *réunion annuelle du parlement* et son renouvellement triennal (l'an 1694). *Mort de la reine Marie* (l'an 1695). Les partisans de Jacques II, appuyés par les Torys, relèvent la tête. Mais Louis XIV, qui l'a soutenu jusqu'alors, l'abandonne et reconnaît son compétiteur dans la *paix de Ryswick* (l'an 1697). *Guillaume* se maintient jus-

important du règne d'Anne fut la réunion politique de l'Écosse à l'*Angleterre*. A partir de cette époque, les deux pays prirent le nom du *royaume de la Grande-Bretagne* et n'eurent plus qu'un seul parlement. Anne plaça d'abord toute sa confiance dans le chef du parti wigh, le *duc de Marlborough*, qui joua un rôle si important dans la guerre de la succession d'Espagne. Mais ayant lieu d'être mécontente des Wighs, qui la tenaient sous leur dépendance, elle disgracia le duc de Marborough et forma un ministère tory, qui se hâta de conclure la paix avec Louis XIV. Anne, qui n'avait pas d'enfants, désirait laisser le trône à son frère *Jacques*, qui vivait retiré en France. Mais la haine que les protestants portaient à ce prince comme catholique fit échouer ce projet, et le parlement reconnut pour roi le prince électeur de Hanovre, *Georges Ier*, arrière-petit-fils de Jacques Ier. C'est ainsi que la maison de Hanovre monta sur le trône d'Angleterre.

III. — L'ANGLETERRE JUSQU'À L'INSURRECTION DES COLONIES AMÉRICAINES (1714-1774).

L'ANGLETERRE JUSQU'A LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1714-1748). — *Georges Ier*, qui était monté sur le trône malgré

qu'à sa mort (l'an 1702). — *Anne*, sœur de Marie, succède à Guillaume (1702-1714), à l'exclusion de son propre mari, le prince Georges de Danemark. Grande influence du *parti wigh*, à la tête duquel se place le *duc de Marlborough*. Guerre de la succession d'Espagne (voyez plus haut, page 188). Union politique de l'*Angleterre et de l'Écosse*: le premier parlement uni est convoqué en 1707. Chute du *parti wigh* (l'an 1710) et disgrâce du duc de Marlboroug. Anne meurt sans laisser d'enfants (l'an 1714). Avénement de la maison de Hanovre. Voici la généalogie des Stuarts d'Angleterre et leur parenté avec les princes de Hanovre :

Jacques I.

Charles I. — Élisabeth, ép. Frédéric V, prince électeur palatin.

Charles I.: *Charles II.* — *Jacques II.*

Jacques II.: *Marie* ép. Guillaume III d'Orange. — *Anne* — *Jacques Stuart.*

Jacques Stuart.: Charles-Édouard, mort en 1788. — Henri, cardinal, mort en 1807.

Élisabeth: Sophie, ép. Erneste-Auguste, prince électeur de Hanovre.

Sophie: *Georges I.*

l'opposition du *parti tory*, rendit aux *Wighs* l'influence dont ils avaient joui autrefois. Il eut le bonheur de trouver un ministre capable et actif dans *Robert Walpole*, qui resta à la tête du cabinet pendant vingt ans et qui contribua puissamment à l'affermissement de la nouvelle dynastie. La tentative que fit *Jacques Stuart* pour se faire proclamer roi en Ecosse ne réussit pas; elle eut pour résultat d'augmenter encore l'influence du parlement. Ce fut peu de temps après qu'il adopta une loi qui portait de trois ans à sept la durée du mandat des membres de la Chambre des Communes : cette loi donna plus de stabilité à ce corps politique. La création d'un *fonds d'amortissement* qui devait servir à éteindre la dette publique releva le crédit de l'Angleterre et améliora notablement l'état de ses finances. Cette mesure contribua encore à la prospérité du commerce, aussi bien que la longue paix dont le royaume jouit pendant tout le règne de *Georges Ier* et pendant les douze premières années de celui de son fils et successeur *Georges II*. Mais l'alliance que l'Angleterre conclut avec l'empereur Charles VI l'engagea dans la *guerre de la succession d'Autriche*. Les revers essuyés par les armées anglaises provoquèrent une irritation générale contre *Walpole*, qui fut obligé de donner sa démission. Jusqu'à la *paix d'Aix-*

III. Rois de la maison de Hanovre : *Georges I* (1714-1727). — *Georges II* (1727-1768). — *Georges III* (1760-1819).

Le *parti tory*, qui avait occupé le pouvoir à la fin du règne d'Anne, était favorable à Jacques Stuart, fils de Jacques II; mais les *Wighs*, soutenus par le clergé anglican et par les protestants en général, se rangèrent du côté de Georges I, prince-électeur de Hanovre, qui arriva en Angleterre (l'an 1715). Les Wighs rentrent au ministère; *Walpole* devient premier ministre. *Jacques Stuart* est proclamé roi eu Ecosse; mais ses partisans sont défaits avant son arrivée, et il est obligé de retourner en France (l'an 1716). *Ministères* de *Robert Walpole* qui se distingue par une grande loyauté; il travaille à faire échouer les projets du premier ministre d'Espagne, le cardinal *Alberoni* (voyez plus loin), et conclut avec la France et l'Autriche la *Quadruple-Alliance* (l'an 1718). *Bill de septennalité*. Création d'un *fonds d'amortissements* par la réduction des intérêts des fonds publics de 6 à 5 pour cent (l'an 1717), et de 5 à 4 pour cent (l'an 1727). Ce fonds, quoiqu'il n'atteignit pas son but, c'est-à-dire le remboursement intégral des emprunts, releva cependant le crédit public. — *Mort de Georges I* (l'an 1727); son fils *Georges II* lui succède sans opposition (1727-1760). Walpole

la-Chapelle, qui mit fin à la guerre, l'Angleterre s'assura une grande influence sur le continent par le moyen des subsides de guerre qu'elle payait à ses alliés. — C'est pendant cette guerre que *Charles Edouard*, fils de Jacques Stuart, fit une tentative pour remonter sur le trône d'Angleterre. Reçu avec enthousiasme en Ecosse, il fit son entrée à Edimbourg et passa ensuite en Angleterre. Déjà il avait taillé en pièces plusieurs armées anglaises, et il allait marcher sur Londres, lorsqu'il se décida à se replier vers le nord pour faire sa jonction avec un corps de troupes françaises qui venait à son secours. Ce mouvement mal combiné permit aux Anglais de réparer leurs pertes. Ils envoyèrent contre le prétendant une nouvelle armée qui le vainquit à *Culloden* et le força de se réfugier en France. Ce fut la dernière tentative des *Stuarts* pour reconquérir le trône d'Angleterre.

L'ANGLETERRE JUSQU'A L'INSURRECTION DES COLONIES EN AMÉRIQUE (1748-1774). — La paix d'Aix-la-Chapelle n'avait pas contenté la nation anglaise et on en rejetait la faute sur le cabinet qui avait remplacé celui de Walpole. William Pitt, qui avait le plus contribué à la chute de ce dernier, restait chef de l'opposition. Son éloquence et son désintéressement l'avaient rendu populaire; lorsque la guerre

---

conserve le ministère et maintient la paix de concert avec le *cardinal Fleury*, ministre de Louis XV. Alliance avec l'empereur Charles VI et acceptation de la *pragmatique sanction* par l'Angleterre. *Guerre de la succession d'Autriche* (voyez plus loin). Walpole est renversé (l'an 1742). *Paix d'Aix-la-Chapelle* (l'an 1748). — *Charles-Edouard* arrive en Ecosse, où le peuple se déclare en sa faveur (l'an 1745). Perth et Edimbourg lui ouvrent leurs portes. Victoires à *Preston* sur les Anglais. Il marche sur Londres; mais il manque d'argent et d'artillerie; et la France, qui doit lui fournir l'un et l'autre, ne lui envoie qu'un corps de 3000 hommes. L'armée anglaise est rappelée des Pays-Bas; le prétendant se retire en Ecosse. *Bataille de Culloden* (l'an 1746), et défaite de Charles-Edouard : il retourne en France; de là il se rend à Rome, où il meurt en 1788. Son frère *Henri*, qui devint cardinal, mourut en 1807. Avec lui s'éteignit la dynastie des Stuarts

Les changements introduits dans la constitution de l'Angleterre et le pouvoir exercé par le parlement avaient diminué l'autorité du roi, qui ne gouvernait plus que par ses ministres : c'était à ceux-ci que l'opinion publique s'en prenait lorsqu'une mesure quelconque prise par le gouvernement déplaisait. Ce fut là une des causes des nombreux changements de ministère

éclata avec la France, l'opinion publique força Georges II à mettre *Pitt*, qui devint plus tard *lord Chatam*, à la tête d'un nouveau ministère. Pitt n'avait qu'un but et il le poursuivait sans relâche : c'était d'abaisser la *maison de Bourbon*, qui régnait en France et en Espagne. Pour y parvenir, il conclut une alliance avec le roi de Prusse, Frédéric II, qui soutint alors avec autant de bravoure que de succès la grande *guerre de Sept-Ans* contre toutes les puissances continentales coalisées. La guerre fut poussée avec une extrême vigueur contre toutes les colonies françaises dans les *Indes Orientales* et en *Amérique*. Les Français furent complétement expulsés de l'Inde et perdirent en Amérique l'importante province de *Canada*. Ces revers amenèrent la conclusion du *pacte de famille*, entre les cours de France et d'Espagne ; en vertu de ce pacte, ces deux pays ne devaient former désormais qu'un seul Etat dans leurs relations extérieures. Pitt voulut alors déclarer la guerre à l'Espagne. Mais *Georges III*, qui venait de succéder à son grand'père Georges II et qui se trouvait sous l'influence de *lord Bute*, s'y opposa; Pitt donna sa démission. Lord Bute fut nommé premier ministre, et le pouvoir passa entre les mains des *Torys*. Les Anglais

---

qui eurent lieu en Angleterre. Les ministres, placés entre le roi et la nation, couvraient la royauté, dont l'inviolabilité devint une des bases du régime constitutionnel. Cet état de choses eut en outre pour conséquence de provoquer des luttes au sein du parlement, chaque fois qu'il s'agissait de renverser un ministère dont on était mécontent. *William Pitt*, fils d'un simple écuyer, s'est rendu célèbre par ses talents comme orateur et homme d'Etat. Il se fit remarquer d'abord dans l'opposition contre *Walpole*. Des différends ayant éclaté entre la France et l'Angleterre au sujet des possessions en Amérique, dont les limites n'avaient pas été bien déterminées dans la paix d'Aix-la-Chapelle, Pitt en prit occasion pour attaquer de nouveau le ministère (l'an 1754). — *Guerre contre la France* dans le Canada. Les Français s'emparent de l'*île de Minorque* dans la Méditerranée et remportent une victoire navale sur la flotte anglaise (l'an 1756). *Ministère de William Pitt* (lord Chatam), qui s'associe son rival Henri Fox (1757-1761). Alliance avec Frédéric II de Prusse (l'an 1757). Grands succès remportés par les Anglais dans les Indes, en Amérique et près des côtes de la France : bataille navale de Brest et destruction de la flotte française par l'amiral Hawke (l'an 1759). — Mort de Ferdinand VII d'Espagne; son fils Charles III lui succède (l'an 1759). Il se déclare pour la France et accepte le *pacte de famille* proposé par

triomphèrent des forces réunies de la France et de l'Espagne. Ils s'emparèrent des îles françaises la Martinique et Saint-Vincent en Amérique, et des possessions espagnoles la Havane et les Philippines; presque toutes ces conquêtes leur restèrent à la *paix de Paris*. L'Angleterre devint ainsi la première puissance maritime du monde; mais cette longue guerre avait considérablement augmenté la dette publique. Le parlement vota alors de nouveaux impôts qui devaient être payés par les colonies d'Amérique; cette mesure qui avait été vivement combattue par Pitt, donna le signal de la grande insurrection qui aboutit à la fondation de la république des *Etats-Unis d'Amérique*.

CHAPITRE VIII.

LES COLONIES DANS LES INDES ET EN AMÉRIQUE JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS. (1600-1789).

I. — LES COLONIES EUROPÉENNES DANS LES INDES. (1600-1789).

LES COLONIES PORTUGAISES ET HOLLANDAISES (1618-1780). — Les colonies fondées par les Portugais dans les *Indes*

Choiseul (l'an 1761). — Mort de *Georges II* et avénement de *Georges III* (l'an 1760). Pitt reste ministre malgré l'influence exercée sur le jeune roi par lord *Bute*. Démission de Pitt, et ministère tory (l'an 1761). Conquêtes des Anglais en Amérique et dans les Indes (l'an 1762). *Paix de Paris* (l'an 1763). Opposition de Pitt, et chute du ministère Bute; cependant lord Bute conserve un grand ascendant sur le roi (l'an 1766). Les Wighs reviennent au pouvoir. Embarras financiers: la dette publique s'élève à 146 millions de livres sterling. Impôts votés sur le commerce des colonies d'Amérique. Ministère de lord *North* (1770-1782). Insurrection des colonies (voyez p. 220). Premier ministère de *William Pitt* fils (1783-1801). — L'émancipation des colonies amena aussi une nouvelle ère pour l'Irlande (voyez p. 103). Les lois oppressives des Tudors furent abolies (1782). Une insurrection éclata, mais fut étouffée dans le sang (1798). Enfin le parlement d'Irlande vota lui-même sa réunion au parlement anglais et les trois royaumes forment depuis cette époque un seul Etat, sous le nom de *Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande* (1800).

Développements. — *A consulter* : Heeren, *Histoire du système politique et colonial de l'Europe*, (traduit de l'allemand). Roberston, *Histoire de l'Amérique*. 4 vol. (en anglais).

Orientales atteignirent un très-haut degré de prospérité dans le courant du seizième siècle ; mais dans la première moitié du dix-septième, après la réunion du Portugal à l'Espagne, elles tombèrent en pleine décadence et échappèrent presque toutes à la domination portugaise par suite de guerres avec les princes indigènes, qui firent cause commune avec la Hollande contre Philippe II. — La grande *Compagnie des Indes* donna une forte impulsion aux conquêtes des Hollandais dans les Indes ; la ville de *Batavia* devint le centre de leur possession, et une grande partie de l'archipel indien tomba successivement en leur pouvoir. Ils établirent de nombreux comptoirs sur les côtes des deux presqu'îles indiennes et étendirent leur commerce jusque dans la *Chine* et le *Japon*. Mais ils n'obtinrent accès dans ce dernier pays qu'à la condition de renier le christianisme, qui avait été persécuté et proscrit par les empereurs. L'établissement d'une colonie au *cap de Bonne-Espérance* fut d'un immense avantage pour leur commerce avec les Indes, comme station de relâche pour les vaisseaux pendant ce voyage lointain. En Europe ils conservèrent en quelque sorte le monopole du commerce des épices et des denrées coloniales, qui formaient les principaux produits des îles

1. Les *colonies portugaises* : leur prospérité et leur décadence (voyez plus haut, pages 91-92). Elles tombèrent, par la réunion du Portugal à l'Espagne, sous le sceptre de *Philippe II* (l'an 1581). Ce prince interdit aux *Hollandais*, qui s'étaient rendus indépendants, tout commerce avec les Indes. Première expédition hollandaise dans les Indes, entreprise par *Corneille Houtman* (l'an 1595). La prospérité du commerce de la Hollande contribue à favoriser ces entreprises (voyez plus haut, page 140). Création de la compagnie des Indes (l'an 1600), et guerre contre les Portugais. Les Hollandais s'établissent dans les îles indiennes (l'an 1607). et à *Java* (l'an 1618). Fondation de *Batavia* (l'an 1619). Ils enlèvent aux Portugais leurs possessions sur la côte de *Coromandel* (l'an 1615) et y fondent la colonie de Negapatam. Ils s'établissent ensuite à *Ceylan* (l'an 1638), dans la presqu'île de *Malaca* (l'an 1640) et sur la côte de *Malabar*, où ils prennent Calicut (l'an 1656). Commencement de leur commerce dans l'empire du *Japon* (l'an 1639), où une violente persécution avait eu lieu et avait presque anéanti la religion chrétienne (l'an 1637). Les Hollandais en profitèrent pour y obtenir le monopole du commerce, mais à la condition de renier le christianisme. Les territoires que possédait la Compagnie dans les Indes furent divisés en cinq gouvernements : *Java, Amboine, Ternate, Ceylan* et *Macassar*. Fondation

indiennes. La prospérité des colonies hollandaises commença à décliner vers le milieu du dix-huitième siècle. La mauvaise administration de la Compagnie, le changement fréquent des gouverneurs généraux, et surtout la rivalité commerciale des *Anglais*, qui se rendirent maitres d'une grande partie des Indes Orientales, furent les principales causes de cette décadence. La Hollande conserva cependant *Java* avec plusieurs autres iles, ce qui lui assura un commerce important avec les Indes; mais la dissolution de la *Compagnie des Indes*, qu'on remplaça par une commission du gouvernement, et la révolution française portèrent un coup funeste à ces colonies.

Les colonies françaises (1664-1769). — Les Français n'avaient pas d'abord établi directement des relations avec les Indes. Ce fut *Colbert*, l'habile ministre des finances sous Louis XIV qui créa une *compagnie des Indes;* celle-ci entreprit plusieurs expéditions dans ce pays et établit des comptoirs à *Madagascar*, sur la côte de *Malabar* et à *Pondichéry*. Cette dernière ville devint le centre des établissements français dans ces contrées; mais la jalousie des Hollandais et des Anglais ne permit pas à la France d'étendre ses possessions. Cependant la domination française

---

de la colonie du *Cap de Bonne-Espérance*, d'après le conseil du chirurgien *Van Riebeck* (l'an 1653). Etablissement de nombreux comptoirs sur les cotes du Bengale Les colonies hollandaises jouissent, pendant près d'un siècle (1660-1740), d'une grande prospérité. Commencement de leur décadence. 1° Les finances sont mal administrées : les revenus de la *Compagnie* qui, sur une recette de 340 millions de florins, donnaient d'abord un bénéfice net de 40 millions, ne suffisent plus pour couvrir les dépenses, et le déficit augmente d'année en année. 2° Changement fréquent des gouverneurs généraux : il y en eut onze dans l'espace de trente-sept ans (1704-1741). 3° Les Anglais se rendent maitres du commerce dans les Indes. Guerres entre l'Angleterre et la Hollande (voyez le chap. précédent). Le commerce hollandais en souffre. La Hollande incorporée à la république française.

Création de la *Compagnie des Indes* par Colbert (l'an 1664); elle obtient le monopole du commerce pour cinquante ans, avec un capital de quinze millions de francs. *Carron* s'établit dans l'île de *Madagascar* (l'an 1665); comptoirs à *Surate*, dans l'île de Malabar (l'an 1675). Fondation de *Pondichéry* sur la côte de Coromandel (l'an 1679). Les Français prennent possession des îles *de France* (l'an 1690) et *Bourbon* (l'an 1720) abandonnées par les Hollandais. Décadence de la Compagnie des Indes, parce qu'elle ne

fut affermie par les traités que *Dumas*, gouverneur de Pondichéry, conclut avec le Grand-Mogol des Indes. Dumas s'empara en outre de plusieurs îles dans l'archipel indien, telle que l'*île de France*, et l'*île de Bourbon*, qui acquirent une assez grande importance commerciale. *Dupleix*, successeur de Dumas, se rendit maître d'une partie du Bengale ; mais il excita par là la jalousie des Anglais et la guerre éclata entre les deux puissances rivales. Les différends qui surgirent entre *Dupleix* et de *Labourdonnais*, gouverneur des îles de France et Bourbon, devinrent funestes aux armes françaises. Les deux gouverneurs furent rappelés ; mais cette mesure n'arrêta pas les conquêtes des Anglais, qui s'emparèrent de la plus grande partie des possessions françaises. Au *traité de Paris*, les Anglais rendirent Pondichéry et quelques îles ; mais un coup mortel avait été porté à la prospérité des colonies françaises dans l'Inde.

Les colonies anglaises (1600-1784). — Les premières expéditions des Anglais dans les Indes Orientales remontent à la fin du seizième siècle. La *compagnie des Indes* fut créée sous le règne d'Elisabeth. Les Anglais établirent d'abord quelqucs factoreries dans les îles indiennes d'où ils

---

trouve pas dans les productions des colonies de quoi alimenter son commerce. *Système de Law*, qui fond en une seule les Compagnies des Indes et d'Amérique (l'an 1717) et obtient de grands priviléges pour cette nouvelle société. Nécessité pour la France d'étendre ses possessions territoriales dans les Indes. *Dumas* est nommé gouverneur de Pondichéry (1735-1742) et *Labourdonnais*, des îles de France et Bourbon (1736-1746). Dumas conclut une alliance avec le Grand-Mogol, dont l'autorité était ébranlée par des insurrections; il prend une part active aux guerres contre les rebelles et inspire par sa bravoure une grande estime aux Indiens. *Dupleix* devient gouverneur de Pondichéry (1742-1757). Grands projets des conquêtes des Français; jalousie des *Anglais*. Commencement de la guerre (l'an 1744). *Labourdonnais* attaque et prend Madras (l'an 1746). Mécontentement de Dupleix, qui le fait rappeler en France (l'an 1746). Siége de *Pondichéry* par les Anglais (l'an 1748). Dupleix les repousse et résiste avec succès, bien qu'il se trouve presque dans un abandon complet et qu'il ne reçoive pas les renforts dont il a besoin. Les revenus de la Compagnie ne suffisant pas pour couvrir les dépenses de la guerre, il en résulte un déficit dans les finances; c'est ce qui engage les actionnaires à demander le rappel de Dupleix (l'an 1757). L'Irlandais *Lally* est envoyé pour le remplacer (l'an 1758). *Prise de*

furent ensuite chassés par les Hollandais. Ils allèrent alors se fixer sur la côte de Coromandel et y acquirent la ville et le territoire de *Madras*. Mais leurs progrès dans les Indes furent ralentis par la révolution qui bouleversa l'Angleterre vers le milieu du dix-septième siècle. Charles II augmenta les priviléges de la *compagnie des Indes*, qui parvint à se mettre en possession de l'*île de Saint-Hélène*, ainsi que de *Bombay*. L'acquisition du district de *Calcutta* et l'établissement du *fort William* achevèrent de consolider les possessions anglaises. C'est vers cette époque qu'eut lieu la création d'une *seconde Compagnie des Indes*. Une rivalité dangereuse pour les conquêtes des Anglais ne pouvait manquer de s'élever entre les deux Compagnies, si l'on n'était parvenu à les fondre en une seule. Le capital de la nouvelle Compagnie fut ainsi doublé. — La dissolution de *l'empire des Mogols* dans les Indes fournit aux Anglais l'occasion d'étendre leur domination. Mais la guerre contre les Français retarda d'abord leurs conquêtes. Ce ne fut qu'après avoir pris *Pondichéry* aux Français et s'être fait céder le *Bengale* par le Grand-Mogol, que la Compagnie régna sans contestation dans les Indes. L'*empire britannique* ainsi fondé dans ces contrées fut

---

Pondichéry par les Anglais (l'an 1760), qui démolissent les fortifications de cette ville. Rappel et condamnation de Lally. Pondichéry, Chandernagor et quelques comptoirs sont rendus aux Français par le *traité de Paris* (l'an 1763), mais à la condition que les fortifications ne seront pas relevées.

Première expédition anglaise dans les Indes (l'an 1591). Création de la *Compagnie des Indes;* ello obtient le monopole du commerce dans ce pays, (l'an 1600) et y établit quelques comptoirs ou factorories (l'an 1612). La jalousie des Hollandais force les Anglais à quitter les îles Moluques (l'an 1623) après l'assassinat de tous les Anglais installés à Amboino. Ils s'établissent à *Madras*, où ils bâtissent le fort St-Georges (l'an 1640). *Charles II* étend les priviléges de la Compagnie (l'an 1661). Occupation de *l'île Ste-Hélène*, très-importante comme lieu de relâche pour les navires qui reviennent des Indes. Acquisition de *Bombay* (l'an 1662) : cette ville est fortifiée et devient le chef-lieu des possessions anglaises dans l'Inde (l'an 1685). Comptoir à Calcutta (l'an 1687). Achat du district de Calcutta et fondation du fort *William* (l'an 1699), Mécontentement des fabricants et des commerçants anglais, qui se plaignent des faveurs accordées à la *Compagnie des Indes* (l'an 1692). Celle-ci achète le renouvellement de ses priviléges (l'an 1693). Création d'une *seconde Compagnie* des Indes (l'an 1698); elle obtient de

divisé en quatre provinces. Chacune d'elles était administrée par un gouverneur ; celui du *Bengale* occupait le premier rang et portait le titre de *gouverneur-général :* ce dernier dépendait lui-même des *directeurs de la Compagnie*, qui résidaient à Londres et qui exerçaient l'autorité suprême, sauf la ratification du secrétaire d'État pour les mesures qu'ils arrêtaient. Le gouvernement cruel et despotique de la Compagnie, qui ne visait qu'à augmenter ses revenus, provoqua de nombreuses guerres entre les Anglais et les princes et peuples indépendants de l'Inde. *Hyder-Ali*, sultan de Mysore, et les *Marattes* luttèrent avec succès contre les Anglais et les forcèrent à rendre une partie de leurs conquêtes. Ces guerres épuisèrent les finances de la Compagnie, qui ne se trouva plus en état de remplir ses obligations envers le gouvernement anglais. *Pitt* régla, par son *bill des Indes*, les rapports entre l'État et les directeurs de la Compagnie, qui furent dans la suite soumis à une *commission du gouvernement*, chargée d'examiner

---

grands priviléges, grâce à l'appui du parti *wigh*. Les Torys soutiennent l'ancienne Compagnie. Fusion des deux Compagnies (l'an 1702), qui mettent leurs fonds en commun. Grand essor du commerce et nouvelles plaintes des fabricants anglais contre les priviléges de la Compagnie (l'an 1721), qui sont renouvelés pour trente-sept ans par un acte du parlement (l'an 1733).

Histoire de l'empire Mongol dans les Indes. *Baber*, descendant de *Timour*, et fondateur de cet empire au commencement du seizième siècle (voyez le 4e vol. chap. 14e, § 2), remplit les Indes du bruit de ses conquêtes. Après sa mort (l'an 1530), ses descendants prirent le titre de *Grand-Mogol* et étendirent leur domination sur presque toute l'Inde. La dissolution de cet empire date du dix-septième siècle. Les gouverneurs des provinces, qui portaient le titre de *Mabobs*, se rendirent de plus en plus indépendants ; d'autre part plusieurs peuples indiens, entre autres les *Marattes* et les *Sicks*, refusèrent le tribut qui leur avait été imposé. Guerres intestines après la mort du Grand-Mogol *Aureng-Zeb* (l'an 1707). Les Français et les Anglais interviennent, et bientôt des hostilités éclatent entre eux (voyez page 216). Les Anglais ont d'abord le dessous et perdent la ville de Madras (l'an 1746 : *Calcutta* et le *fort William* tombent au pouvoir des Indiens (l'an 1756). Lord Clive rétablit la fortune des armes anglaises. Il reprend Calcutta (l'an 1757) et s'empare de *Pondichéry* (l'an 1761), dont les fortifications sont démolies. — Traité avec le *Grand-Mogol*, qui cède à la Compagnie le Bengale, où il a perdu toute autorité (l'an 1765). Organisation définitive du pays (l'an 1773). *Warren Hastings* devient premier *gouverneur-général* (1774-1785). Les Indiens sont en butte à toutes sortes d'exactions de la part des agents de la Compagnie. Première guerre de *Hyder-Ali*, sultan de Mysore, qui s'avance jus-

toutes les mesures politiques, militaires et financières, avant qu'elles fussent mises à exécution. Cette organisation donna plus de stabilité aux possessions anglaises, qui s'accrurent de plus en plus et finirent par embrasser la plus grande partie des Indes Orientales.

II. — LES COLONIES EUROPÉENNES EN AMÉRIQUE JUSQU'A L'INSURRECTION DES COLONIES ANGLAISES. (1548-1774).

LES COLONIES PORTUGAISES AU BRÉSIL (1525-1777).— Les *Portugais*, qui s'étaient fixés sur les côtes du Brésil, s'avancèrent dans l'intérieur de ce pays et le soumirent peu à peu à leur domination. Le christianisme y fit d'abord des progrès rapides, grâce au zèle apostolique des Jésuites. Malheureusement la cupidité des colons européens, qui voulaient réduire les naturels en esclavage, paralysa les efforts des missionnaires. La réunion du Portugal à l'Espagne sous le sceptre de Philippe II eut des conséquences funes-

---

qu'aux portes de Madras (1767-1769). On conclut la paix : les conquêtes sont rendues de part et d'autre. Premières incursions des *Marattes* dans les possessions de la Compagnie (1774-1776). Alliance des Marattes et de Hyder-Ali; nouvelle guerre (l'an 1779). La France fournit des secours aux alliés; mais les Anglais parviennent à les diviser et font la paix avec les Marattes (l'an 1782). Mort de Hyder-Ali l'an 1782); *Tippo-Saib*, son fils et successeur, conclut la paix (l'an 1784). Un *bill* réorganise la Compagnie des Indes et règle ses relations avec le gouvernement (l'an 1784).

La *Chine* subit également à cette époque une grande révolution. La *dynastie des Mings*, qui avait succédé à la dynastie étrangère des Mongols (l'an 1368), régnait depuis deux siècles et demi, lorsque l'empire fut envahi par de nouveaux barbares (1616). Les *Tartares Mandchoux* firent la conquête de la Chine, de la Mongolie et du Thibet. La dynastie tartare des *Tai-Tsing*, qui monta sur le trône (l'an 1644), est la 22me. Arrivée en Chine de savants jésuites, parmi lesquels se distingue le belge *Verbiest* (1660); conversions, qu'ils opèrent. Le christianisme est de nouveau proscrit (1724). — L'*Australie* fut découverte par un Hollandais (1604) et reçut le nom de *Nouvelle-Hollande* (1643). Voyages du capitaine Cook (1768-1780). L'Angleterre y fonde une colonie pénitentiaire (1788).

II. Premier établissement des Portugais au Brésil (voy plus haut,page 95). Le roi Jean III accorde de vastes possessions à titre de fiefs aux nobles familles portugaises (l'an 1525). Commencement de la colonisation du pays et fondation de plusieurs villes, telles que St-Vincent, Maranham, Pernambucco, et surtout *St-Salvador* dans l'Etat de Bahia. Nomination d'un gouverneur-général (l'an 1549). Les *Jésuites* fondent leurs premières missions;

tes pour le Brésil: les Hollandais attaquèrent ce pays et en conquirent la plus grande partie. Mais les persécutions qu'ils exercèrent contre la religion catholique provoquèrent une insurrection générale. *Don Juan de Vieïra* les expulsa et reconnut l'autorité de *Jean de Bragance*, qui venait de rétablir l'indépendance du Portugal. La découverte des riches *mines d'or et de diamants*, que les Portugais commencèrent à exploiter et qui devinrent pour eux une grande source de richesses, donna bientôt une grande importance au Brésil. Il est vrai que cette exploitation leur fit négliger la colonisation du pays et la civilisation du peuple. Le mérite d'avoir porté le christianisme parmi les peuplades sauvages de l'intérieur revient aux *Jésuites* seuls, qui organisèrent des missions florissantes sur les bords de *Maragnon*. Le commerce devint très-actif entre le Brésil et le Portugal; on exploita surtout la canne à sucre et le coton. De nombreuses villes s'élevèrent de tous côtés: *Rio-Janeïro*, par le mouvement commercial dont elle devint le centre, se plaça au premier rang. *Pombal*

---

ils ont à lutter contre les mœurs barbares des indigènes et l'avarice des colons européens. — Réunion du Brésil aux possessions espagnoles en Amérique (l'an 1580). Les Anglais et les Hollandais attaquent le Brésil pendant la guerre contre Philippe II et ses successeurs. Création de la *Compagnie des Indes Occidentales* en Hollande (l'an 1621). Conquête de la côte de Pernambucco par les Hollandais (l'an 1630). *Maurice de Nassau* est envoyé au Brésil comme gouverneur-général (l'an 1636); il fait la conquête d'une grande partie du pays; il est repoussé de St-Salvador : on le rappelle en Hollande (l'an 1643). Insurrection des Brésiliens (l'an 1645). Séparation du Portugal et de l'Espagne : *Jean de Bragance* (l'an 1648) envoie une flotte au Brésil. Les Hollandais sont expulsés par Don Juan de Vieïra (l'an 1654). Ils signent un traité de paix (l'an 1669) et renoncent à toutes leurs prétentions sur ce pays. — Découverte de riches mines d'or près de *Villa Ricca* (l'an 1696) par des espèces de brigands auxquels on donnait le nom de *Paulistes*; c'était un ramassis de gens appartenant à toutes les nations, qui s'étaient réunis sur les confins du Pérou dans le district de St-Paul, dépendant de la couronne d'Espagne. Ils sont soumis par le gouvernement portugais, qui tire un immense profit des mines. Environ 25 millions de francs, le cinquième du produit annuel, sont versés dans le trésor public. Grande prospérité du Brésil; culture de la canne à sucre et du coton; le commerce avec l'Europe prend un grand essor. Découverte des mines de *diamants* (l'an 1728). Ministère de *Pombal*: ses innovations violentes (voyez plus loin). Elles sont funestes à la prospérité du Brésil (l'an 1750). Ce pays est divisé en neuf provinces, dont les gouverneurs sont nommés directement par le

ruina par ses mesures violentes la prospérité, jusque là toujours croissante du Brésil en détruisant les missions des Jésuites et en confisquant au profit de la couronne les possessions de la noblesse portugaise. Ce fut là le signal de la décadence du Brésil et ce qui prépara sa séparation d'avec le Portugal.

Les colonies espagnoles en Amérique (1550-1777). — L'Espagne avait d'immenses possessions en Amérique. Elles étaient divisées en deux parties : le *Mexique* avec la *Californie* et les *îles* formaient la vice-royauté du nord; le *Pérou* avec le *Chili*, la vice-royauté du sud. Les mines d'argent du Mexique et du Pérou constituaient un des principaux revenus de la couronne d'Espagne, qui en avait abandonné l'exploitation à l'industrie particulière, se réservant seulement une part du produit. Les colonies espagnoles jouissaient d'une grande liberté; des lois sages protégeaient les *indigènes* de ces pays contre les violences de la *population européenne*. Malheureusement ces lois n'étaient pas toujours observées, et l'opposition naturelle qui

---

ministre. Destruction des missions des Jésuites (l'an 1757) : confiscation des propriétés appartenant aux familles nobles du Portugal. Le commerce, qui avait été libre jusque là pour tous les Portugais, devint le monopole de *deux Compagnies*, auxquelles on accorda de grands privilèges (l'an 1759) : ce fut la cause de sa décadence.

Grande étendue et prospérité des *colonies espagnoles en Amérique* à la fin du seizième siècle et au commencement du dix-septième (Voyez plus haut, p. 92-95). *Richesses métalliques* du Mexique et du Pérou. Les mines d'argent de Zacotecas dans le Mexique et de Potosi dans le Pérou étaient exploitées au moyen d'esclaves nègres amenés d'Afrique. C'est ce qu'on appelait la *traite des noirs*. Elle était réglée par un contrat, désigné sous le nom d'*Assiento*, que le gouvernement espagnol concluait avec des étrangers, parce qu'il ne voulait pas faire lui-même ce commerce ; en vertu de ce contrat, 4,000 esclaves nègres étaient amenés annuellement dans les possessions espagnoles. Opposition entre la population européenne et les indigènes. Ces derniers sont protégés par le gouvernement espagnol : « Les lois en faveur des Indiens, dit le protestant Heeren, remplissent presque tout un livre dans la collection des lois espagnoles. Aucun autre gouvernement n'a fait autant pour les indigènes que le gouvernement de l'Espagne : malheureusement ces lois ne furent pas toujours observées. » La réunion du Brésil aux colonies espagnoles du midi de l'Amérique (l'an 1781) leur fut nuisible ; elles se relevèrent après leur séparation d'avec ce pays. Le commerce avec les colonies est restreint au seul port de *Séville :* deux flottes sont envoyées annuellement, l'une à Portobello dans le Pérou, l'autre à

existait entre les deux races empêchait leur fusion. Les esclaves nègres, qui y étaient annuellement transportés d'Afrique, formaient une troisième race distincte des deux autres. Il ne se forma pas de nouvelle nation ni dans le Mexique ni au Pérou, malgré la grande prospérité commerciale et agricole de ces deux pays. Le *christianisme* s'y répandit rapidement, grâce à l'activité du clergé catholique et surtout des *Jésuites*, qui firent de nombreuses conversions parmi les indigènes de l'intérieur; les *réductions du Paraguay* parvinrent à un haut degré de prospérité. L'Espagne ajouta encore le *Brésil* à ses possessions, après la réunion du Portugal, mais son commerce souffrit beaucoup des guerres qu'elle eut à soutenir contre les Hollandais. Le retour du Brésil sous la domination portugaise fut avantageux pour les possessions espagnoles. Elles jouirent d'une longue et heureuse paix, malgré les guerres dans lesquelles la mère-patrie se trouvait engagée contre la France et contre l'Angleterre. — Cette tranquillité fut troublée après l'avénement de *Philippe d'Anjou* au trône

---

Vera-Cruz dans le Mexique; ces deux villes acquièrent une grande importance. Prospérité du christianisme et surtout des réductions des Jésuites dans le *Paraguay*. « C'est à tort, dit Heeren, que l'on a reproché aux Jésuites d'avoir voulu fonder un Etat indépendant dans le Paraguay; comment des missions aussi étendues que les leurs pouvaient-elles être organisées autrement qu'elles ne le furent? » La tranquillité dont jouissaient les colonies pendant le dix-septième siècle fut troublée au commencement du dix-huitième pendant la guerre de la succession d'Espagne (voyez plus haut, page 193). Attaques des Anglais contre le Pérou et prise de Porto-bello (l'an 1739). *Philippe V* et ses successeurs ne s'occupèrent presque pas des colonies américaines, si ce n'est pour augmenter les droits de douane qui entravaient le développement des relations commerciales. Dans le but de faciliter les communications maritimes, on transféra le commerce de Séville à *Cadix*. Gouvernement tyrannique des Espagnols dans l'île de St-Domingue. Des flibustiers français s'étaient établis sur les côtes de cette île (l'an 1630) et avaient fondé un Etat indépendant qui s'étendit de plus en plus et qui se mit sous la protection de la France (l'an 1664): l'île tout entière tombe sous la domination française; dans la paix de Paris (l'an 1763) l'Espagne cède cette île à la France et reçoit en échange la Louisiane. — Les *Jésuites* sont persécutés et expulsés de l'Espagne et de ses colonies (l'an 1767). Décadence rapide des *missions du Paraguay*. Commencement de la décadence morale et religieuse des colonies espagnoles. La liberté commerciale pour tous les ports de l'Espagne et toutes les colonies donne une grande impulsion au commerce. Nouvelle organisation politique (l'an 1777);

d'Espagne. Les Anglais, dont la puissance maritime s'étendait de plus en plus, attaquèrent alors les colonies espagnoles et causèrent un tort considérable à leur commerce. Les *Français* s'emparèrent aussi de l'*île de Saint-Domingue*, mais par le traité de Paris ils rendirent en échange la *Louisiane*. L'expulsion des *Jésuites* de toutes les colonies espagnoles eut les conséquences les plus funestes : non-seulement elle arrêta la propagation du christianisme parmi les indigènes, mais elle prépara les révolutions qui finirent par amener la séparation des colonies d'Amérique d'avec leur mère-patrie. Une nouvelle division de ces colonies en quatre vice-royautés, celles du *Mexique*, du *Pérou*, de la *Nouvelle-Grenade* et de *Buénos-Ayres*, ainsi que la liberté du commerce accordée par Charles III, retarda pendant quelque temps leur décadence matérielle, tandis que leur déchéance morale et religieuse faisait de rapides progrès.

Les colonies françaises en Amérique (1600-1763). — Les Français établirent des relations commerciales avec

---

outre les quatre vice-royautés on établit huit *capitaineries générales*, savoir le Nouveau Mexique, Guatémala, Chili, Caraccas, Cuba avec la Havane, Portorico, la Louisiane, la Floride. Ces mesures devaient avoir pour conséquence une augmentation considérable de fonctionnaires publics.

Premières expéditions des Français dans le *Canada* (l'an 1523) ; ils commencèrent par acheter aux indigènes, qui étaient encore antropophages et qui avaient les mœurs les plus sauvages, les peaux des animaux dont étaient peuplées les forêts du Nouveau-Monde. Un peu plus tard, des pêcheurs bretons se mirent à exploiter la pêche si abondante de la morue sur les côtes de *Terre-Neuve*. Fondation du petit village de *Québec* (l'an 1608) par des marchands de la Bretagne. Etablissement de *Cayenne* dans la Guyane (l'an 1604) : son climat pernicieux força à différentes reprises les Européens de l'abandonner. Des colons français se fixent à la *Guadeloupe* et à la *Martinique* (l'an 1635). Ils font dans ces îles des plantations de sucre, qui acquièrent en peu de temps une grande importance. Toutes ces colonies n'étaient d'abord que l'œuvre de simples particuliers, auxquels le gouvernement français ne prêtait aucun appui. — Colbert (l'an 1664) acquiert pour le compte de l'Etat les colonies des *Antilles*, du *Canada* et de *St-Domingue*, et crée la *Compagnie des Indes Occidentales*, qui est dissoute dix ans plus tard (l'an 1674). Soumission du *Canada* et de l'*Acadie* ; contestations avec les Anglais au sujet de ce dernier pays, qui reste définitivement à la France (l'an 1667). Exploration du *Mississippi* et tentative infructueuse de colonisation dans la *Louisiane* (l'an 1680) ; plus tard cette contrée est annexée au Canada. Les guerres de Louis XIV portèrent un coup fu-

l'Amérique dans la seconde moitié du seizième siècle, mais ce fut seulement dans les premières années du dix-septième qu'ils y fondèrent quelques colonies. Ils se fixèrent d'abord à *Cayenne*, puis à *Québec* dans le Canada, et un peu plus tard à la *Guadeloupe* et à la *Martinique*. Ces premiers établissements eurent peu d'importance comme colonies; ils servaient uniquement d'entrepôts pour le commerce. *Colbert* fut le fondateur des colonies françaises en Amérique; il acheta à des particuliers leurs établissements dans les *Antilles* et prit sous sa protection les flibustiers de *Saint-Domingue*. Il créa ensuite une *compagnie des Indes Occidentales* qu'il dota de larges priviléges commerciaux. La domination française ne tarda pas à s'étendre sur une grande partie du *Canada*, et la *Lousiane* se couvrit de nouvelles colonies. La culture du sucre et du café prit une grande extension dans les îles, et le commerce français reçut une forte impulsion par la liberté d'importation dans tous les pays. Le voisinage des Anglais devait cependant nuire au développement des colonies françaises. A la *paix*

---

neste à la prospérité des colonies françaises : cession de la *Nouvelle-Ecosse* et de *Terre-Neuve* aux Anglais par la paix d'Utrecht (l'an 1713). Colonisation de la *Louisiane*. Prospérité des établissements français dans les Antilles et surtout à la *Martinique* et à *St-Domingue*. — Contestations entre la France et l'Angleterre touchant les limites de leurs colonies dans le nord de l'Amériquo : les Français, dans le but de mettre le Canada et la Louisiane en communication directe, bâtissent des forts le long du Mississippi (l'an 1751). Commencement des hostilités, les Anglais sont partout repoussés (1753-1756). Pitt devient ministre (voyez plus haut, page 212) et pousse la guerre avec beaucoup de vigueur. Expédition contre le Canada sous le commandement du général anglais, *Wolf*. Les Français, ayant à leur tête le général *Montcalm*, défendent le pays avec énergie. Prise de *Quebec* par les Anglais; le *Canada* est enlevé à la France (l'an 1758) avec la plupart des colonies françaises dans les Antilles. *Paix de Paris* (l'an 1763) : cession définitive du Canada à l'Angleterre, et de la Louisiane à l'Espagne. Les îles sont rendues à la France, qui ne conserve comme principales colonies que les établissements de *St-Domingue* et de *Cayenne*. Une tentative est faite pour coloniser ce dernier pays sur une grande échelle, mais elle échoue par suite du mauvais climat et du manque de vivres, après avoir coûté la vie à près de 12,000 hommes. Prospérité des plantations à St-Domingue, dont les revenus s'élèvent annuellement à la somme de 170 millions de francs. Bordeaux et Nantes deviennent les deux grands marchés pour la vente des denrées importées de cette colonie.

Premières expéditions des Anglais dans le Nouveau-Monde, allant à la

d'Utrecht Louis XIV céda aux Anglais la *Nouvelle-Écosse* et l'île de *Terre-Neuve*. Les progrès que la France fit à *Saint-Domingue* la dédommagèrent largement de ces pertes, mais elle perdit le *Canada* dans la guerre qu'elle eut à soutenir peu de temps après contre l'Angleterre. Ensuite elle céda la *Lousiane* à l'Espagne, qui, de son côté, abandonna à la France le reste de ses possessions de *Saint-Domingue*. C'était la seule île de l'Amérique qui restât encore au pouvoir des Français avec la colonie de *Cayenne*, lorsqu'éclata l'insurrection des colonies anglaises, à laquelle la France prit une part très-active.

Les colonies anglaises en Amérique (1600-1774). — Les premiers essais de colonisation faits par les Anglais en Amérique datent du règne d'*Élisabeth*. Cependant ce ne fut que sous *Jacques I* qu'ils établirent une colonie sur les côtes de la *Virginie;* plusieurs *Compagnies* se formèrent alors en Angleterre pour exploiter l'Amérique et obtinrent de grands priviléges. Une seconde colonie s'établit à cette époque dans le pays situé au nord de la Virginie, et qui prit

---

recherche de l'or et de l'argent (l'an 1578). *Walther Raleigh* explore quelques contrées maritimes auxquelles il donne le nom de *Virginie* en l'honneur de la reine Elisabeth (l'an 1587). *Jacques I* concède certains priviléges à deux sociétés de commerce établies, l'une à *Londres*, et l'autre à *Plymouth* (l'an 1606). Fondation de *Jamestown* (ville de Jacques) dans la Virginie (l'an 1607) par la compagnie de Londres; celle de Plymouth essaie de faire des établissements dans la Nouvelle-Angleterre (l'an 1614). — Emigration d'une secte puritaine, désignée sous le nom de *Brownistes;* ils s'étaient d'abord réfugiés en Hollande, d'où ils se rendirent en Amérique (l'an 1620, et se fixèrent dans la Nouvelle-Angleterre. — Une autre colonie de *Puritains* s'établit dans la baie de *Massachusets*, et y fonda la ville de *Salem*. Fondation de *Boston* (l'an 1630) par de nouveaux colons, qui étaient venus d'Angleterre et n'avaient pas trouvé de place à Salem. — L'intolérance des Puritains de Massachusets fit émigrer une partie de ces sectaires, qui se rendirent à *Rhode-Island* (l'an 1634). — Fondation de *Baltimore* dans le *Maryland* par deux cents nobles catholiques émigrés d'Angleterre, qui s'y établissent sous la conduite de Calvert, frère de lord Baltimore (l'an 1632). Les Anglais professant la religion catholique vont chercher un asile dans cette contrée; mais les Puritains exilés de la *Virginie* y arrivent et s'y rendent maîtres (l'an 1660). Pendant le gouvernement de Cromwell, un grand nombre de royalistes et surtout de familles nobles quittent l'Angleterre pour se rendre dans la Virginie (1649-1658). L'assemblée générale, composée de deux députés de chaque ville, est réorganisée par le gouverneur *Berkeley;* elle fait opposition à Cromwell, qui en décrète la dissolution (l'an 1650),

le nom de *Nouvelle-Angleterre*. Des *puritains*, pour se soustraire aux persécutions de Jacques I et de Charles I, émigrèrent dans le Nouveau-Monde et fondèrent la ville de *Boston* dans l'État de *Massachusets*. Des dissensions religieuses ayant éclaté entr'eux, une partie des sectaires alla se fixer à *Rhode-Island*. Vers la même époque une colonie, composée presque exclusivement de catholiques, quitta l'Angleterre pour échapper aux persécutions ; elle se rendit dans les contrées que le roi Charles I avait données à lord *Baltimore*, dont le frère se trouvait à la tête des émigrants ; ils appelèrent le pays *Maryland* (pays de Marie) et donnèrent à la ville qu'ils y bâtirent le nom de *Baltimore*. La population de la Virginie fut accrue par l'émigration des *royalistes* anglais qui n'avaient pas voulu reconnaître *Cromwell*. La culture du *tabac* fournit à ce pays un article important pour le commerce. *Charles II* donna au duc d'*York* certaines contrées occupées déjà par les Hollandais, et qui avaient pour chef-lieu la *Nouvelle-Amsterdam*. Les Anglais s'emparèrent de cette ville,

---

mais elle se maintient; les Puritains sont obligés de quitter la Virginie. — La *Nouvelle-Belgique*, colonisée par les Hollandais (l'an 1621), est conquise par les Anglais, qui y fondèrent l'Etat de *New-York*, ainsi appelé du nom qu'ils donnèrent au chef-lieu (l'an 1664). La paix de Bréda (l'an 1667) leur assura la possession de cette contrée (voyez plus haut, page 199). — Berkeley fonda l'Etat de *New-Jersey* dans les contrées qui lui furent cédées par le duc d'York (l'an 1665). — Lord *Clarendon* obtient du roi Charles II le pays arrosé par le fleuve S. Mathieu et y établit l'Etat de *Caroline*. Grandes concessions faites aux colons : ils obtiennent chacun 100 acres de terre, à la condition de les cultiver. Le sol était d'une grande fertilité; on y fit d'immenses plantations de riz, que l'on faisait cultiver par des esclaves nègres (l'an 1702). Sur la demande des chefs de la colonie, le philosophe *Loce* rédigea une constitution (l'an 1668); mais elle était impraticable. Plus tard la Caroline fut divisée en deux Etats, *nord* et *sud*. — Guillaume *Penn*, fondateur de la secte des *Quakers*, n'ayant pu obtenir la tolérance religieuse en Angleterre, accepta du roi Charles II, en paiement des sommes qu'il lui avait prêtées, les contrées riveraines du Delawarre, auxquelles il donna le nom de *Pennsylvanie*. *Philadelphie* (la ville des frères) en devint la capitale (l'an 1682).

Position indépendante des colonies anglaises en Amérique : chaque Etat avait un *parlement*, qui portait le nom de *cour générale*. Ce parlement était composé des députés des villes et des districts et partageait l'autorité avec le gouvernement. Il exerçait ordinairement le pouvoir législatif. Voisinage des colonies françaises dans le *Canada* au nord, et dans la *Louisiane* au sud. Les Français construisent des forts le long du Mississippi ; des contestations

ainsi que de tout le pays, et lui donnèrent le nom de *New-York*. Ils enlevèrent également aux Hollandais une contrée limitrophe, qu'ils appelèrent *New-Jersey*. Lord *Clarendon* fonda vers la même époque l'État de *Caroline*, ainsi nommé en l'honneur du roi Charles II. Il y a introduisit la culture du riz, qui ne tarda pas à devenir le principal article d'exportation. Quelques années plus tard, *Guillaume Penn* obtint un territoire étendu, la *Pennsylvanie*, où il établit une colonie de *Quakers*; la ville de *Philadelphie* en devint le chef-lieu.

Vers la fin du dix-septième siècle, des colonies anglaises couvraient toute la côte orientale de l'Amérique, depuis les confins du *Canada* au nord jusqu'aux frontières de la *Floride* au sud. L'agriculture et le commerce étaient pour ces colonies les principaux éléments de prospérité. Elles jouissaient d'une grande indépendance: chaque Etat avait un gouvernement à part dans lequel l'Angleterre n'intervenait que pour régler leur commerce avec la mère-patrie et pour protéger leurs relations avec les colonies françaises.

---

s'élèvent entre eux et les Anglais au sujet de la pêche de la morue sur les côtes de l'*Acadie* et de l'île de *Terre-Neuve*. Ces deux pays sont abandonnés aux Anglais par la *paix d'Utrecht* (voyez plus haut, page 196). L'Acadie reçoit dès lors le nom de *Nouvelle-Écosse*. — Fondation de l'Etat de *Géorgie* (l'an 1732); elle donne lieu à des différends assez graves avec les Espagnols qui réclament cette contrée comme faisant partie de la Floride. — Le nombre des Etats est ainsi porté à treize, savoir: la *Virginie*, *New-Hampshire*, *Connecticut*, *Massachusets*, *Rhode-Island*, *Maryland*, *New-York*, *New-Jersey*, la *Pennsylvanie*, le *Delaware*, la *Caroline du nord*, la *Caroline du sud*, la *Géorgie*. — De nouvelles contestations s'élevèrent entre la France et l'Angleterre. Elles avaient pour cause la délimitation de la *Nouvelle-Ecosse* et l'occupation de plusieurs îles neutres du groupe des Antilles par les Français (l'an 1754) Une autre cause encore, c'est que les Français prétendaient avoir le droit d'élever des forts sur les bords de l'Ohio, tandis que les Anglais le leur contestaient. Les Anglais, sans déclaration préalable, commencent les hostilités en capturant des navires français (l'an 1755). Succès des Français; ils repoussent une attaque contre le Canada, s'emparent, en Europe, de Port-Mahon et de l'île de Minorque (l'an 1758). Avénement de William Pitt au ministère; sa politique énergique (voyez plus haut, page 224). Conquête de l'île du cap Breton par les Anglais (l'an 1758). Victoire du général Wolf sur Montcalm et *prise de Québec* (l'an 1759); les Anglais font la conquête du Canada, et peu après, de la *Guadeloupe* (l'an 1761) et des autres îles françaises dans les Antilles. Paix de Paris (l'an 1763): le *Canada* et la *Floride* sont réunis aux possessions anglaises. — Il n'existait qu'un faible lien entre

La *Nouvelle-Écosse* et *Terre-Neuve* furent laissées aux Anglais par la paix d'Utrecht; ils obtinrent ainsi une part dans la pêche de la morue, qui avait déjà pris une grande extension. La fondation d'une nouvelle colonie dans la Géorgie, au sud de la Caroline, porta à treize le nombre des provinces anglaises en Amérique. La guerre avec la France, à laquelle les colonies américaines prirent une part active, valut encore à l'Angleterre la possession du *Canada* et de la *Floride*, qui avait appartenu à l'Espagne, et elle étendit ainsi sa domination sur la plus grande partie du nord de l'Amérique. Mais cette guerre fit naître chez les Américains l'esprit d'indépendance, et lorsque le parlement anglais, dans le but de relever les finances du royaume, voulut établir des impôts dans les colonies, il y rencontra une très-vive résistance. Les députés de neuf États se réunirent en congrès à *New-York* et protestèrent contre la décision de parlement, qui fut obligé de retirer l'*impôt du timbre*. Il le remplaça par des impôts indirects sur l'importation du thé et de différentes autres marchandises en Amérique. Ces impôts provoquèrent une nouvelle opposi-

---

l'Angleterre et ses colonies d'Amérique; celles-ci avaient pour la plupart des gouvernements très-indépendants et formaient des espèces de républiques. Le gouvernement de la mère-patrie s'était borné jusqu'alors à régler les relations commerciales; mais ses embarras financiers lui inspirèrent l'idée d'imposer ces colonies prospères. Le parlement, sur la proposition de lord Granville, vota l'*impôt du timbre*, qui devait être prélevé sur tous les actes soumis aux tribunaux (l'an 1765). Cette mesure provoqua un vif mécontentement dans toutes les colonies d'Amérique. Les députés des Etats de New-York, Massachusets, Rhode-Island, Connecticut, New-Jersey, Pennsylvanie, Delaware, Maryland et Caroline du sud se réunirent en *congrès à New-York* et protestèrent contre le droit que s'arrogeait le parlement anglais d'imposer les colonies, attendu qu'elles n'étaient pas représentées dans cette assemblée. On y prit la résolution de ne plus acheter de marchandises anglaises. Le parlement abolit l'*impôt du timbre*, mais il déclara en même temps qu'il avait le droit d'imposer les colonies (l'an 1766). Etablissement d'impôts indirects sur l'importation du thé, du papier, du verre et des couleurs (l'an 1767). Nouvelle agitation dans les colonies, qui protestent contre ces impôts. Lord *North* propose de les supprimer, à l'exception de celui qui est perçu sur le thé (l'an 1770). Les colonies sont décidées à ne pas acheter du thé importé d'Angleterre. *Emeute à Boston* (l'an 1773): le peuple jette à la mer la cargaison de thé d'un navire anglais. Le gouvernement anglais fait fermer le port de cette ville et met une garnison dans la citadelle. Insurrection des colonies.

tion : une assemblée, composée des députés de plus de quatre-vingt-seize villes, se réunit à *Boston* et déclara que le parlement anglais n'avait aucun droit d'imposer les colonies américaines. Le parlement vit dans cette conduite une atteinte à son autorité, et sur la proposition du ministre lord *North*, il maintint l'impôt sur le thé. Les colonies refusèrent alors d'en acheter. Un navire anglais chargé de thé étant entré dans le port de Boston, le peuple de la ville s'ameuta et jeta toute la cargaison à la mer. Le gouvernement anglais ordonna la fermeture de ce port et prit des mesures pour faire respecter ses ordres par la force des armes. Ce fut là le signal de l'insurrection générale des colonies.

III. — LA GUERRE ENTRE L'ANGLETERRE ET LES COLONIES JUSQU'A LA CONSTITUTION DÉFINITIVE DES ÉTATS-UNIS (1774-1783).

COMMENCEMENT DE LA GUERRE JUSQU'A L'INTERVENTION DE LA FRANCE (1774-1778). — La nouvelle des événements de Boston se répandit rapidement dans toutes les

---

III. Conflit entre le général *Gage*, gouverneur anglais de Boston, et le parlement de Massachusets. Ce dernier envoya cinq députés au *congrès général* de toutes les colonies et prohiba par un décret l'entrée du thé et de toutes les marchandises venant d'Angleterre. Réunion du premier *congrès général* des colonies anglaises d'Amérique (l'an 1774). Dans cette assemblée, dont Randolphe fut nommé président, chaque Etat ne disposait que d'une voix, quel que fût le nombre de ses députés. Le congrès protesta par un *manifeste* contre la fermeture du port de Boston et contre le droit que s'arrogeait le parlement anglais d'imposer les colonies, ou d'y entretenir des troupes en temps de paix. Il y revendiquait en outre pour les Anglais établis dans les colonies les mêmes droits qui leur étaient accordés dans leur patrie. Le parlement de Massachusets décrète un enrôlement de troupes et fait préparer des magasins pour 12,000 hommes. Le parlement anglais, malgré les représentations de William Pitt, qui a pris chaudement la défense des colonies, déclare Massachusets en état de rébellion et augmente l'armée anglaise d'Amérique. Commencement des hostilités : *combat de Lexington* entre les troupes anglaises et les milices américaines (l'an 1775). Une armée de 30,000 hommes se réunit sous le commandement du général américain Ward ; mais elle est mal disciplinée, manquant d'armes et de munitions. Des renforts arrivent aux Anglais ; le général Gage répand une proclamation par laquelle il exige la soumission des colonies. *Bataille de Breedshill.* Les Anglais restent vainqueurs, mais non sans éprouver des pertes sensibles (l'an 1775). — Réunion d'un *second congrès* à Philadelphie. *Washington* est

colonies. On s'entendit alors pour réunir *Philadelphie à* un *congrès*, auquel tous les États devaient envoyer des députés. Le congrès publia un manifesté où il exposait les droits des Américains et revendiquait pour eux les garanties dont les Anglais jouissaient dans leur propre pays. On organisa partout une milice nationale. Des magasins ayant été établis à quatre lieues de Boston, le général *Gage*, commandant de cette ville, envoya des troupes pour les détruire, et la guerre se trouva déclarée. Les Américains eurent le dessus dans le *combat de Lexington:* ce succès excita parmi eux un enthousiasme général. Une armée de trente mille hommes fut mise sur pied, mais elle était mal disciplinée et manquait de tout; aussi fut-elle défaite dans la *bataille de Breedshill.* — Un *second congrès* se réunit et nomma *Washington* général en chef de l'armée américaine. La prudence, l'énergie et les talents militaires de ce grand homme sauvèrent sa patrie; c'est à lui que revient la gloire d'avoir fondé l'indépendance des *États-Unis* d'Amérique. Il marcha sur *Boston* et força les Anglais à l'évacuer; mais tandis qu'il obtenait ces avantages si importants, l'expédition du Canada échouait complétement contre *Québec.* — Le congrès proclama alors solennellement l'*indépendance des treize États américains* et

---

nommé général en chef de l'armée, mais avec des pouvoirs très-restreints. Son armée se compose de milices non exercées, s'élevant à peine à 15,000 hommes et manquant de tout. Il marche sur *Boston*, qui est défendu par une garnison de 12,000 hommes. Une armée américaine envoyée contre le *Canada* prend *Montréal*; mais elle échoue devant *Québec* (l'an 1775). Le général *Howe*, successeur de Gage, quitte Boston avec ses troupes, et la ville est occupée par les Américains (l'an 1776). Le congrès déclare les *treize États-Unis* d'Amérique indépendants (l'an 1776), et se charge du gouvernement général. Succès des *Anglais* sous le général Howe : ils prennent successivement *New-York*, *New-Jersey*, *Rhode-Island*. Washington, dont l'armée est complètement désorganisée, a encore à lutter contre les méfiances du congrès, qui d'abord s'est réservé le droit de nommer les officiers de l'armée. — Mission de *Franklin* en France, où la guerre contre l'Angleterre excite un enthousiasme général. Arrivée de *Lafayette* en Amérique (l'an 1777). Les Anglais défont encore les Américains sur le *Brandynine* et prennent *Philadelphie* (l'an 1777), mais ils sont tout à coup arrêtés au milieu de leurs succès par les désastres du corps d'armée commandé par le général *Bourgoyne*, qui est obligé de capituler avec le reste de ses troupes à *Sara-*

établit entr'eux un lien fédéral, tout en leur laissant une complète indépendance pour le gouvernement intérieur de chaque État. Sur ces entrefaites une nouvelle armée anglaise, sous le commandement du général *Howe*, arriva en Amérique et se rendit maitresse de New-York, de Rhode-Island et de New-Jersey; d'autre part, l'armée de Washington était entièrement désorganisée. Ce fut dans ces circonstances que le congrès envoya à Paris le célèbre Franklin, qui s'était déjà montré à Londres le défenseur zélé des intérêts américains. Plusieurs jeunes Français se rendirent en Amérique pour prendre part à la guerre d'indépendance; parmi eux se distinguait surtout le marquis de *Lafayette*, qui devint aide-de-camp de Washington. Les insurgés n'avaient pu empêcher Howe de s'emparer de *Philadelphie;* mais la défaite du général anglais *Bourgoyne*, qui fut obligé de capituler à *Saratoga*, ranima leur courage. Ils conclurent, peu de temps après, un traité d'alliance avec la France, et la guerre entra dans une nouvelle phase.

SECONDE PÉRIODE DE LA GUERRE JUSQU'A LA PAIX DE VERSAILLES (1778-1783). — L'intervention active de la France dans la guerre obligea les Anglais à redoubler d'efforts et à diviser leurs forces. Le général Howe, qui

---

toga, après deux combats malheureux (l'an 1777). Traité d'alliance entre la France et les Américains (l'an 1778).

L'intervention de la France fit prendre à la guerre de plus grandes proportions; en outre elle exerça une grande influence morale sur les Américains. L'armée américaine manquait cependant toujours de discipline et d'approvisionnements. Démission du général anglais *Howe* (l'an 1778). *Clinton* lui succède; évacuation de *Philadelphie* par les Anglais. *Bataille navale d'Ouessant* entre les flottes anglaise et française (l'an 1778); la victoire reste indécise. La flotte française arrive en Amérique, mais elle n'y apporte qu'un faible secours. Clinton reprend l'offensive, et *Washington* est réduit à défendre les bords de l'Hudson. Guerre dans *l'Inde* entre les Français et les Anglais (voyez plus haut, page 227). — Alliance de l'*Espagne* avec la France, et guerre sur la Méditerranée (l'an 1779). Siége de *Gibraltar* (1779-1782). L'Angleterre déclare la guerre à la Hollande qui appuyait les Américains (voyez plus haut, page 203). Brillants succès de la flotte anglaise, qui avait à lutter contre toutes les forces maritimes de l'Europe. Conquête de la *Géorgie* (l'an 1779) et de la *Caroline* (l'an 1780) par Clinton : le général Cornwallis occupe ces pays avec une armée anglaise. L'armée de Was-

était resté inactif à Philadelphie, donna sa démission. Son successeur, *Clinton*, évacua cette ville et ramena l'armée à New-York. Une *flotte française* arriva au secours des insurgés; mais elle avait beaucoup souffert dans une bataille livrée aux Anglais près de l'île d'*Ouessant*, et Washington fut réduit à se tenir sur la défensive, pendant que les Anglais faisaient la conquête de la *Caroline* et de la *Géorgie*. — Ce fut alors que l'Espagne et la Hollande s'allièrent avec la France et les Américains contre l'Angleterre, et qu'éclata cette grande guerre maritime dont les côtes de l'Amérique, la Méditerranée et les Indes Orientales furent à la fois le théâtre. Les Anglais montrèrent, il est vrai, leur supériorité sur mer ; ils vainquirent les flottes de l'Espagne et de la France, et *Elliot* défendit *Gibraltar* avec succès pendant deux ans contre les forces réunies de ces deux puissances. Mais Washington remporta des avantages dans la Caroline et força le général anglais Cornwallis à capituler et à déposer les armes. En Angleterre le ministère fut changé et confié à des hommes qui étaient partisans de l'indépendance des colonies, tels que *Fox* et *Burke*. Ces événements amenèrent la paix : elle fut signée à *Versailles* entre l'Angleterre d'une part, les Etats américains, la France, l'Espagne et la Hollande de l'autre. L'Angleterre y reconnut l'*indépendance des Etats-Unis*, qui obtinrent en outre les vastes

---

hington se joint aux troupes françaises commandées par Rochembeau (l'an 1781). Expédition dans la Caroline; le général *Cornwalis* est forcé de capituler avec son armée à *Yorsktown* (l'an 1781). Conquête de Minorque par les Français (l'an 1782). Changement de ministère en Angleterre (l'an 1782) · avénement du *ministère Whig*, qui est appuyé par *Charles Fox* et *Burke*. Négociation et conclusion du *traité de Versailles*, par lequel l'Angleterre reconnaît l'*indépendance des Etats-Unis* et fait en même temps la paix avec la France, l'Espagne et la Hollande (l'an 1783). — La constitution fédérale des Etats-Unis est définitivement réglée, et *Washington* est nommé président de la république. Le gouvernement central, composé du *président*, du *sénat* et de la *chambre des représentants*, est établi dans la ville de *Washington*, qui forme, avec son territoire, un Etat à part sous l'autorité immédiate du président et du pouvoir central. Accroissement rapide de la prospérité et de la puissance des *Etats-Unis* (l'an 1789).

contrées de l'ouest et prirent ainsi une grande extension. *Washington* fut le premier président du nouvel Etat fédératif, qui s'était donné une constitution définitive : on institua un *Sénat* et une *Chambre des représentants*, qui devaient partager avec le Président le pouvoir législatif. A dater de là, les Etats-Unis s'élevèrent au rang des grandes puissances maritimes et commerçantes.

CHAPITRE IX.

LES ÉTATS DU NORD, LE DANEMARK, LA SUÈDE, LA POLOGNE ET LA RUSSIE JUSQU'A LA MORT DE PIERRE-LE-GRAND. (1648-1725.)

I. — LES ÉTATS DU NORD JUSQU'A LA GRANDE GUERRE DU NORD. (1648-1699).

LE DANEMARK JUSQU'A LA MORT DE CHRISTIERN V (1648-1699). — Le traité de Wesphalie avait affermi la prépondérance de la Suède dans le nord de l'Europe et réveillé l'ancienne rivalité entre cette puissance et le Danemark. Les projets de conquête du roi de Suède, Charles X, menaçaient l'indépendance du Danemark. *Frédéric III*, qui avait succédé dans ce dernier pays à son père Chris-

Développements. — *A consulter* : Les ouvrages de *Schœll*, et *Cantu*. De Lamberty, *Mémoires pour servir à l'histoire du dix-huitième siècle* (1700-1718) A la Haye. 1724. 14 vol. Heermann, *Histoire de Russie*, vol. 3-4. Carlson, *Histoire de Suède*, vol. 4 (dans la collection Heeren et Ukert.

Rois de Danemark : Frédéric III (1648-1670). Christiern V (1670-1699). Frédéric IV (1699-1730).

I. Etat du Danemark sous le règne de *Christiern IV* (voyez plus haut, page 142). Grande puissance de la *Suède* après le traité de Westphalie (voyez page 241). Ambition du chancelier *Ulfeld*, qui avait déjà joui de toute la confiance de Christiern IV et qui tenait *Frédéric III* sous une véritable tutelle. Il est destitué et s'enfuit en Suède (l'an 1651) auprès du roi *Charles X*, qu'il pousse à la guerre contre le Danemark. Ce prince tourne d'abord ses armes contre la Pologne. La Hollande et le Danemark se

tiern IV, fit alliance avec la Hollande contre Charles X. Mais il fut attaqué à l'improviste par ce prince guerrier, qui vint mettre le siége devant Copenhague, après avoir passé la mer sur la glace pendant un hiver rigoureux. Il se vit forcé de lui céder, dans la *paix de Rœskild*, plusieurs iles de la Baltique et une partie de la Norwége. Le peu de résistance que Charles X avait rencontré décida ce prince à reprendre la guerre; il se porta de nouveau avec une armée sous les murs de Copenhague. Mais cette fois les habitants de la ville résistèrent vaillamment. L'arrivée d'une flotte hollandaise et la mort subite du roi de Suède sauvèrent le Danemark, qui conclut la *paix de Copenhague* sur les mêmes bases que celles de Rœskild. — Cette longue guerre avait ruiné les finances du royaume; pour les relever, le roi convoqua une diète générale des Etats à Copenhague et proposa d'établir un impôt sur la propriété foncière. La proposition fut adoptée par le clergé et la bourgeoisie, mais elle rencontra une vive opposition chez la noblesse, qui invoqua ses anciens priviléges. Les deux premiers Ordres, jaloux des prérogatives de la noblesse, offrirent alors au roi la souveraineté absolue et héréditaire sur tout le Danemark. Cet acte fut imposé de

---

liguent contre la Suède et lui déclarent la guerre (l'an 1657). Victoires rapides de Charles X; il s'empare du Jutland, traverse sur la glace le petit et le grand Belt et marche sur Copenhague (l'an 1658). *Paix de Rœskild*: la Scanie, Blekingue, Drontheim et l'île de Bornholm sont cédées à la Suède, et le *duc de Holstein* est reconnu en qualité de prince souverain. Cinq mois après, Charles X recommence la guerre et court assiéger *Copenhague*. Belle défense des habitants sous le commandement du roi en personne (1658-1660). Une flotte hollandaise arrive dans le Sund; elle remporte une victoire sur la flotte suédoise et ravitaille Copenhague. Insurrection en Norwége et dans l'île de Bornholm contre les Suédois. Mort subide de Charles X; *paix de Copenhague* (l'an 1660): Bornholm et Drontheim sont rendus au Danemark. — Epuisement des finances; les Etats-Généraux, qui n'avaient pas été assemblés depuis plus d'un siècle, furent convoqués à Copenhague (l'an 1539); ils étaient composés des trois Ordres du royaume, le clergé, la noblesse et la bourgeoisie (voyez 4e vol., page 399). Grande puissance de la noblesse depuis l'introduction du protestantisme en Danemark (voyez plus haut, page 142); à leur avénement, les rois étaient tenus de signer un acte, appelé *capitulation électorale*, par lequel ils confirmaient tous les priviléges de la noblesse. Dans la diète de Copenhague les nobles

force à la noblesse, et changea la constitution aristocratique du royaume en monarchie absolue. La *loi royale* sanctionna définitivement ce changement, et la Norwége dut également s'y soumettre. La trop grande puissance de la noblesse, qui s'était enrichie par la confiscation des anciens biens ecclésiastiques, arrêtait le développement de la prospérité du pays; l'abolition de ces priviléges fut donc un bonheur pour le Danemark.

Christiern V, qui succéda à son père Frédéric III, conclut une alliance avec la Hollande pour reconquérir les pays, cédés à Charles X par la paix de Copenhague. Victorieux d'abord, il dut cependant renoncer à ses conquêtes dans la *paix de Lund*, et laisser la Suède en possession des contrées qu'il avait voulu lui enlever de nouveau. Christiern tenta aussi de s'emparer de la ville de Hambourg, mais il échoua; il ne fut pas plus heureux dans ses différends avec le duc de Holstein concernant le *duché de Sleswig*. Une alliance secrète, qu'il avait conclue avec la Pologne et la Russie, entraina son fils et successeur *Frédéric IV* dans une guerre contre Charles XII, roi de Suède.

La pologne jusqu'au règne d'Auguste II de Saxe (1648-

refusèrent de soumettre leurs propriétés à un impôt; le clergé et la bourgeoisie se prononcèrent contre eux et offrirent au roi l'hérédité de la couronne avec un pouvoir absolu. La noblesse voulut quitter la ville; mais on ferma les portes et on la retint de force. Elle signa l'acte du clergé et de la bourgeoisie (l'an 1660). Le même acte fut publié en *Norwége* (l'an 1661). *Loi royale*, contenant la nouvelle constitution, rédigée en 1665 et publiée en 1670 : on y déclare le roi souverain absolu, supérieur à toutes les lois humaines; le royaume est indivisible, et la couronne strictement héréditaire; les femmes ne sont admises à succéder qu'à défaut de descendance mâle; la majorité du roi est fixée à l'âge de treize ans; la confession d'Augsbourg est déclarée religion de l'Etat. — *Christiern V* (1670-1699) recommence la guerre contre la Suède, (1675-1677) et remporte deux grandes victoires navales; la première près d'Œland (l'an 1676), la seconde dans la baie de Kiœgue (l'an 1677). *Paix de Lund* (l'an 1679). Christiern enlève le Sleswig au duc de Holstein (l'an 1684); mais il échoue dans sa tentative pour soumettre *Hambourg* (l'an 1686). Il conclut une alliance secrète avec la Pologne et la Russie (l'an 1689). — *Frédéric IV* (1699-1730). Commencement de la grande *guerre du Nord*.

Rois de Pologne: Jean Casimir (1648-1668). — Michel (1668-1673). —

1699). — La Pologne était arrivée à un haut degré de puissance sous les premiers rois de la dynastie de Wasa. Les troubles intérieurs causés par la trop grande indépendance de la noblesse, ainsi que les guerres contre la Suède, la Russie et les Turcs affaiblirent ce royaume. L'anarchie qui le désolait prépara sa chute et son morcellement, en facilitant l'intervention des puissances étrangères. — *Jean Casimir*, frère et successeur de Wladislav IV, fut obligé de reconnaitre le droit de *veto*, en vertu duquel la voix d'un seul député suffisait pour empêcher l'exécution des mesures arrêtées dans les diètes générales de la nation. L'insurrection des *Cosaques de l'Ukraine* entraîna la Pologne dans une longue guerre contre les Russes. Le *roi de Suède*, *Charles X*, prince guerrier et entreprenant, en profita pour envahir ce pays et l'assujettir entièrement à sa domination, après une bataille meurtrière livrée aux Polonais sous les murs de Varsovie. Mais ses projets ambitieux provoquèrent contre lui une grande coalition entre l'empereur Léopold, le Danemark, la Russie et le Brandenbourg; elle sauva la Pologne. Cependant Jean Casimir renonça à la souveraineté sur la *Prusse* en faveur de l'électeur de Brandenbourg. Dans la *paix d'Oliva*,

---

Jean Sobleski (1674-1696). — Auguste II de Saxe (1696-1733). — *Auteurs à consulter*. Salvandy, *Histoire de Sobieski et de la Pologne*, 2 vol. Paris 1829. Abbé Coyer, *Histoire de Jean Sobieski*. Paris 1761.

La Pologne sous les premiers rois de la *maison de Wasa* (voyez plus haut, page 147); l'avénement de cette dynastie au trône fut la cause des longues guerres que la Pologne eut à soutenir contre la *Suède*. Ces guerres contribuèrent pour beaucoup à la décadence de ce royaume; d'autre part, la position indépendante de la noblesse et l'affaiblissement du pouvoir royal le plongèrent dans une anarchie déplorable, qui finit par le livrer à la merci de ses ennemis. — *Jean Casimir* (1648-1668) ne manquait pas d'énergie; mais l'opposition de la noblesse paralysait l'activité de ce prince. Etablissement du *liberum veto* dans les diètes générales (l'an 1652): par ce *veto* une seule voix pouvait arrêter les délibérations de l'assemblée. Guerre contre les Cosaques de l'Ukraine (1654-1656); intervention des Russes, qui s'emparent de Smolensk. Abdication de la reine *Christine de Suède* en faveur de *Charles X* (voyez page 242). Jean Casimir réclame la *Livonie*. Guerre contre la Suède (1655-1660). Conquêtes de la Pologne par Charles X, *bataille de Varsovie*: les Polonais sont défaits après un combat de trois jours (l'an 1655). Alliance entre l'empereur Léopold, le Danemark, le

conclue avec Charles X, il abandonna ses prétentions sur le trône de Suède, et céda à ce prince la Livonie, l'Esthonie et l'île d'Oesel. La guerre qui avait recommencé contre les Russes, se termina par la perte de vastes territoires et de tout le pays des Cosaques, situé au-delà du Dniéper. — Jean Casimir n'avait pas d'enfants; il abdiqua dans l'espoir de faire élire pour son successeur le *prince de Condé*, parent de sa femme. Mais la noblesse éleva sur le trône *Michel*, descendant de l'ancienne dynastie des Jagellons. Ce prince faible ne sut pas faire respecter son autorité par la noblesse; il aurait succombé dans une guerre contre les Turcs, sans la bravoure de *Jean Sobieski*, qui gagna sur les ennemis la grande bataille de *Choczim*. Cette victoire valut à Sobieski les suffrages de la noblesse, qui le nomma roi après la mort de Michel.

Jean Sobieski se distinguait autant par sa piété que par son héroïsme; sous son règne, la Pologne jeta son dernier éclat. Il fut d'abord contraint de conclure la paix avec les Turcs; mais il la rompit de nouveau, lorsqu'ils attaquèrent Vienne. Il accourut au secours de cette ville, força les assiégeants à se retirer et les poursuivit jusqu'en Hongrie, où il leur fit essuyer une terrible défaite. La noblesse,

---

prince-électeur de Brandenbourg et Jean Casimir (l'an 1657) : la *Prusse*, qui était un fief de la couronne de Pologne, passe sous la souveraineté du prince-électeur de Brandenbourg. *Paix d'Oliva* (l'an 1660). Guerre contre les Russes (1654-1667). Jean Casimir remporte plusieurs grandes victoires sur les Russes, il les chasse de Wilna et de Mohilew et les poursuit jusqu'au delà du Dniéper. La paix est signée à *Andrussow :* le Dniéper est fixé comme limite entre les deux pays. Abdication de Jean-Casimir, qui se retire en France (l'an 1668). — Election tumultueuse de *Michel Wiesnowiecki*, qui n'a d'autres titres que sa descendance d'un frère de Jagellon (1668-1673). La haute noblesse le méprise, mais il est soutenu par la noblesse de second ordre. Insurrection des *Cosaques*, qui appellent les Turcs à leur secours. *Sobieski* est nommé général en chef; malheureusement, il ne parvient pas à réunir une armée suffisante, à cause de l'opposition des nobles. Michel conclut une paix honteuse (l'an 1672); la diète refuse de la ratifier et la guerre continue. Victoire de Choczim, remportée sur l'armée turque par Sobieski, le jour même de la mort de Michel (l'an 1673). — *Jean Sobieski*, qui avait lui-même proposé le prince de Condé, fut élu. Il était digne du trône par sa bravoure et ses vertus. La guerre contre les Turcs continue; mais le roi, mal secondé par la noblesse, est obligé de demander la paix et l'obtient en

ayant refusé de faire des sacrifices pour continuer la guerre, il se vit obligé de contracter une alliance avec les Russes en leur cédant toute la petite Russie, ainsi que les vastes contrées arrosées par le Dniéper. Il mourut avant d'avoir pu terminer la guerre contre les Turcs. Le prince-électeur de Saxe, *Auguste II*, se fit nommer par les électeurs, en leur distribuant de fortes sommes d'argent. Une partie de la noblesse s'était d'abord prononcée contre cette élection, qui augmenta encore ses priviléges et qui précipita la Pologne dans de grands malheurs, en l'entraînant dans une guerre contre Charles XII de Suède.

LA RUSSIE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE PIERRE-LE-GRAND (1613-1689). — Une nouvelle ère commença pour la Russie avec la *dynastie de Romanof*. *Michel Ier* mit fin à l'anarchie qui désolait ce pays depuis plus de vingt ans. Attaqué à la fois par *Gustave-Adolphe*, roi de Suède, et par *Sigismond III*, roi de Pologne, qui avait pris le titre de czar de Russie, il fut défait et ne put obtenir la paix qu'en abandonnant à la Suède les provinces baignées par la Baltique, et à la Pologne celle de Smolensk. La cession de cette dernière province fit éclater, dans la suite, de nombreuses guerres entre les Polonais et les Russes; une ten-

---

cédant l'Ukraine et la Podolie (l'an 1676). Il conclut une alliance avec l'empereur *Léopold* (l'an 1683). Siége de Vienne par les Turcs: cette ville est sauvée par Sobieski (voyez chap. X). Nouvelle guerre contre les Turcs (1684-1699). Désunion dans la noblesse polonaise; elle refuse de faire des sacrifices pour la guerre, et Sobieski est forcé de rechercher l'alliance de la Russie (l'an 1686): Smolensk, Tcherningov, la petite Russie et la ville de Kiev, en sont le prix. Sobieski reconquiert la Podolie, mais il meurt avant d'avoir terminé la guerre (l'an 1696). La noblesse ne donne pas le trône à son fils *Jacques*, mais elle le vend à prix d'argent au prince-électeur de Saxe *Auguste II*. Un parti, à la tête duquel se trouve le primat, élit le prince de *Conti*. Auguste II parvient cependant à se faire reconnaître par la généralité des Polonais; mais son autorité sur la noblesse est nulle, et l'anarchie va en augmentant. Il signe la *paix de Carlowitz* avec les Turcs (l'an 1699). Une alliance contractée avec *Pierre-le-Grand* et le *Danemark* implique Auguste II dans la guerre contre *Charles XII*, roi de Suède.

Czars de Russie : Michel I (1613-1645). — Alexis (1645-1676). — Féodor III (1676-1682). — Iwan V et Pierre-le-Grand, sous la régence de Sophie, sœur de ces princes (1682-1689). — Pierre-le-Grand (1689-1725).

Fin des guerres intestines en Russie, et avénement de la dynastie *Roma-*

tative faite par Michel Ier pour la conquérir, échoua complétement. Ce prince travailla alors à relever la prospérité intérieure de la Russie. Dans ce but, il conclut un traité de commerce avec la *Perse*. L'état des finances réclamait aussi ses soins. Pour les relever, il fut obligé d'augmenter les impôts; mais cette mesure provoqua des révoltes à Moscou et dans plusieurs grandes villes de la Russie. — *Alexis* parvint à rétablir la tranquillité. Il profita d'une insurrection des *Cosaques* de l'Ukraine contre le roi de Pologne, Jean Casimir, pour faire la conquête de *Smolensk* et étendre sa domination sur les Cosaques, reculant ainsi les frontières de son empire jusqu'au Dniéper. Il fut moins heureux dans une guerre contre la Suède et ne put conserver la *Livonie*, qu'il avait conquise. — Une guerre contre les Turcs remplit tout le règne de *Féodor III*, fils et successeur d'Alexis, qui maintint cependant sa domination sur l'Ukraine ou la *Petite-Russie*. Ce prince eut encore le mérite de restreindre considérablement les priviléges de la noblesse. N'ayant pas eu d'enfants, il destinait le trône à son frère *Pierre;* mais sa sœur *Sophie*, femme ambitieuse, profita de la minorité du jeune prince pour faire proclamer son frère *Iwan IV*, dont la faiblesse

---

nof au trône (voyez plus haut, page 151). Michel I eut de la peine à se maintenir. Il lui fallut soutenir de longues guerres contre les rois de *Suède* et de *Pologne*, qui élevaient des prétentions sur la couronne de Russie (voyez plus haut, pag. 144 et 147). Guerre contre *Gustave-Adolphe* de Suède (1612-1617): elle se termina par la grande victoire de *Pskow*, gagnée par les Suédois et suivie de la paix de *Stolbowa*, par laquelle Michel renonça à la Carélie, à l'Ingrie et à la Livonie. Guerre contre le roi de Pologne Wladislav IV, fils de Sigismond III (1612-1617). Wladislav finit par renoncer au titre de czar de Russie, mais il obtint en compensation les vastes provinces de Smolensk', de Tchernigov et la Sévérie. Ambassades envoyées en Perse (1618-1622). Nouvelle guerre contre la *Pologne* et siége de *Smolensk* (1632-1634). Michel est repoussé et conclut la paix avec Wladislav. — *Alexis* (1645-1676), qui n'avait que seize ans à la mort de son père, abandonna le gouvernement à son favori *Morosof*. Mécontentement du peuple à cause des impôts; des troubles éclatent à Moscou, à Novgorod et dans d'autres villes. Le Czar abolit plusieurs impôts, après avoir congédié Morosof, et la tranquillité se rétablit (l'an 1652). Guerres contre la Pologne (1654-1667). Les *Cosaques* de l'Ukraine se placent sous la protection du Czar, qui profite de cette occasion pour s'emparer de *Smolensk* (l'an

d'esprit lui permettait de s'emparer du gouvernement en s'appuyant sur la garde impériale, qui portait le nom de *Strélitz* et qui se composait en grande partie de nobles. Lorsque *Pierre* eut atteint sa majorité, il réclama le trône. Sophie, qui avait formé le projet de le faire assassiner avec l'aide des Strélitz, fut enfermée dans un couvent, et *Pierre-le-Grand* prit les rênes du gouvernement. Une ère nouvelle commença alors pour la Russie.

La suède jusqu'a l'avénement de charles xii (1648-1697). — Le traité de Westphalie avait élevé la *Suède* au premier rang parmi les Etats du nord de l'Europe et lui avait valu en outre une grande influence en Allemagne. Mais la guerre de Trente-Ans avait épuisé ses finances, et la reine *Christine*, qui avait succédé à son père Gustave-Adolphe, aimait trop les lettres et les beaux-arts pour songer à faire des économies. Sa cour brillante fut le rendez-vous des savants et des artistes de tous les pays de l'Europe. Ils y trouvèrent un accueil généreux et furent comblés d'honneurs et de bienfaits. Son esprit pénétrant, ses études sérieuses et ses rapports avec plusieurs savants catholiques, entre autres avec le philosophe *Descartes*, qui séjourna longtemps en Suède, ayant convaincu la reine Christine de la fausseté du protestantisme, elle résolut de

---

1654) : la guerre dure treize ans et se termine par la *paix d'Andrussow*, qui laisse les Russes en possession de l'Ukraine (voyez page 237). *Guerre contre la Suède* (1656-1661). Conquête de la Carélie, de l'Ingrie et prise de Dorpat par les Russes, qui échouent devant *Riga* (l'an 1657). En faisant la paix, Alexis dut renoncer à ses prétentions sur les provinces baltiques. — Alexis, en mourant, laissait trois fils, *Féodor, Iwan* et *Pierre*. L'aîné, *Féodor III*, lui succéda (1676-1682). Guerre contre les Turcs, qui s'étaient emparés de l'Ukraine (1676-1681). Les Russes les en expulsèrent et gardèrent définitivement une partie de ce pays. Un des principaux priviléges de la noblesse russe était appelé *Mestnitschestwo*. Voici en quoi il consistait : lorsqu'un noble russe avait occupé un emploi public, ses descendants ne pouvaient être nommés à des fonctions dans l'exercice desquelles ils auraient été soumis à quelqu'un dont les ancêtres avaient rempli une charge moins élevée d'un degré. Ce privilége avait occasionné de nombreuses contestations et avait eu de funestes conséquences. Le Czar l'abolit dans une assemblée générale des Grands, tenue à Moscou (l'an 1682). Féodor désigna son frère *Pierre*, âgé de dix ans, pour lui succéder. Intrigues de sa sœur *Sophie*, qui fit proclamer son frère *Iwan IV*, après avoir gagné les

rentrer dans le sein de l'Eglise catholique. Mais elle rencontra une si vive opposition chez la noblesse et chez le clergé protestant, qu'elle se décida à abdiquer en faveur de son cousin, *Charles-Gustave*, prince de *Deux-Ponts*. Ce fut en Allemagne qu'elle abjura le protestantisme; de là elle se rendit à Rome, où elle vécut encore trente-cinq ans, s'occupant presque exclusivement d'étude et de beaux-arts.

Charles X, premier roi de *la maison de Deux-Ponts* en Suède, prit pour modèle Gustave-Adolphe; comme ce prince, il ne songea qu'à faire des conquêtes et déclara tour à tour la guerre à la *Pologne*, à la *Russie* et au *Danemark*. Après avoir conquis la Pologne sur Jean-Casimir, il tourna ses armes contre le roi de Danemark, Frédéric III, auquel il dicta la paix de Rœskild. Alexis, czar de Russie, avait profité de ces guerres pour attaquer les provinces baltiques; mais il dut rendre les conquêtes qu'il avait faites en Livonie. Le peu de résistance que Charles X avait rencontrée dans le *Danemark*, le porta à recommencer la guerre contre cette puissance. Il finit par mettre le siége devant Copenhague; mais les habitants se défendirent avec succès. Ce prince belliqueux mourut pendant la guerre, laissant le trône à son fils *Charles XI*

Strélitz, et qui s'empara du pouvoir au nom de ces deux princes (1682-1689). Elle gouverna avec énergie et conclut une alliance avec le roi de Pologne, *Sobieski* (l'an 1686), qui renonça définitivement aux provinces cédées autrefois à la Russie (voyez page 238). Majorité de Pierre. Une conspiration est tramée contre sa vie, mais elle est découverte, et les conjurés sont punis. *Pierre-le-Grand* monte sur le trône de Russie (l'an 1689).

Souverains de Suède : Christine (1632-1654). — Charles X (1654-1660). — Charles XI (1660-1697).

La Suede après la paix de Westphalie (voyez plus haut, page 145). Christine joignait à un esprit distingué une éducation soignée. Elle connaissait les langues et les littératures tant anciennes que modernes; elle aimait les beaux arts et se plaisait surtout dans la société des savants, qui de tous les pays de l'Europe, se rendaient à sa cour de Stockholm. Mais son goût pour les lettres et les beaux arts l'entraîna dans de grandes dépenses, qui épuisèrent les finances de l'Etat. Le mécontentement augmenta encore à cause de la préférence marquée qu'elle témoignait pour la haute noblesse. Elle distribua à cette dernière une partie des domaines de la couronne et lui confia presque exclusivement tous les emplois importants. Christine, dé-

âgé seulement de cinq ans. La mère du jeune roi prit les rênes du gouvernement : elle conclut avec le Danemark la *paix de Copenhague* sur les bases de celle de Rœskild, et avec la Pologne la paix d'*Oliva*, qui laissa la Suède en possession de toute la Livonie ; enfin elle signa avec la Russie la *paix de Cardis*, qui confirma les traités antérieurs. La Suède conserva ainsi sa prépondérance dans le nord et prit une part active aux guerres allumées par l'ambition de Louis XIV. Charles XI accepta l'alliance que lui offrait ce monarque et s'engagea dans une guerre contre le prince-électeur de Brandenbourg, la Hollande et le Danemark. La Suède perdit une partie de la Poméranie, mais elle conserva dans la *paix de Lund*, conclue avec le Danemark, toutes les contrées qui lui avaient été cédées par la *paix de Rœskild*. L'opposition de la noblesse de second ordre, jointe aux deux autres Etats du royaume d'une part, contre la haute noblesse de l'autre, amena un changement important dans la constitution du royaume. Les Etats conférèrent au roi un pouvoir absolu ; il en usa pour se mettre en possession des biens de la couronne qui avaient été aliénés. La puissance de la haute noblesse fut

---

goûtée des affaires et de plus convaincue de la vérité de la religion catholique, se décida à abdiquer (l'an 1654), après avoir fait reconnaître pour son successeur son cousin *Charles-Gustave de Deux-Ponts*. Elle fit son abjuration publique à Inspruck ; puis elle alla se fixer à Rome, où elle mourut à l'âge de soixante-trois ans (l'an 1689). — *Charles X* (1654-1660), prince belliqueux, ne déposa guère les armes pendant son règne. Alliance avec le prince-électeur de Brandenbourg *Frédéric-Guillaume*. Guerre contre la *Pologne* (1655-1558) et conquête de ce pays (voyez plus haut, page 236). Charles X cède au prince-électeur de Brandenbourg la souveraineté du *duché de Prusse*. La Pologne reprend son indépendance, et Jean-Casimir ratifie la cession de la Prusse au prince-électeur de Brandenbourg, qui abandonne l'alliance de la Suede (l'an 1657). Guerre contre la *Russie* (1656-1658) : conquêtes des Russes ; la paix est renouvelée (voyez plus haut, page 240). *Premiere guerre contre le Danemark* (1657-1658) ; conquête des Iles danoises et *paix de Rœskild* (l'an 1658). Seconde guerre contre le *Danemark* (1658-1660) et guerre contre la Hollande, la Pologne et la Russie. Siége de *Copenhague* et mort subite de Charles X (l'an 1660). — Minorité de Charles XI (1660-1672). La paix est conclue avec le Danemark, la Pologne et la Russie. La Suede joua un rôle important dans les guerres contre la France pendant le règne de Louis XIV (voyez plus haut, page 180), d'abord comme membre de la *Triple-Alliance* (l'an 1668), et peu à près comme alliée de la France

ainsi brisée, et Charles XI put laisser à son fils *Charles XII* un riche trésor, avec une armée bien organisée.

II. — CHARLES XII ET LA GRANDE GUERRE DU NORD. (1697-1718.)

LES PREMIÈRES GUERRES DE CHARLES XII (1697-1708). — *Charles XII*, devenu roi à l'âge de quinze ans, était un de ces hommes extraordinaires qui ne reculent devant aucun obstacle; brave jusqu'à la témérité et doué de toutes les qualités d'un grand général; il ne lui manquait que la prudence pour mériter d'être placé au rang des plus grands conquérants du monde. L'occasion de montrer ses talents militaires se présenta bientôt : les anciennes inimitiés du Danemark, de la Pologne et de la Russie à l'égard de la Suède n'étaient pas éteintes; ces puissances formèrent contre Charles XII une coalition formidable. ***Auguste II de Pologne*** envahit la Livonie, ***Frédéric IV de Danemark*** attaqua le duché de Sleswig, et *Pierre-le-Grand* mit le siége devant Narva. Mais Charles XII débarqua avec une armée dans l'île de Seeland et dicta au roi de Danemark la *paix de Travendahl*, sous les

dans la guerre contre la Hollande (1672-1669). Guerre contre le prince électeur de Brandenbourg; *bataille de Ferhbellin*, dans laquelle les Suédois essuyèrent une défaite complète (l'an 1675). Quelque temps après, ils se virent enlever la plupart de leurs possessions en Allemagne (1676-1678). Victoires des flottes réunies du Danemark et de la Hollande sur les Suédois. Mais Louis XIV, par la paix de *St-Germain en Laye* (l'an 1679), força le prince-électeur de Brandenbourg à rendre ses conquêtes à l'exception de la Poméranie orientale, qui fut réunie à la Prusse. *Paix de Lund* avec le Danemark sur les bases de celles de Rœskild et de Copenhague (l'an 1679). Changement de la constitution du royaume. Le roi obtient un pouvoir absolu, et la puissance de la haute noblesse est brisée par l'effet des résolutions prises dans plusieurs diètes (l'an 1693). Amélioration des finances, prospérité industrielle et commerciale de la Suède; organisation d'une forte armée et d'une marine militaire considérable. Charles XI ne prit qu'une part indirecte à la nouvelle guerre contre Louis XIV; ce fut cependant par sa médiation que la *paix de Ryswick* fut conclue (voyez plus haut, page 187).

II. A consulter : Adlerfeld, *Histoire militaire de Charles XII*, traduit du suédois. Amsterdam, 1740, 4 vol. — Frédéric II, *Réflexions sur les talents militaires et le caractère de Charles XII*, Berlin, 1786.

Charles XII fut déclaré majeur à la mort de son père, quoiqu'il ne fût âgé

murs mêmes de Copenhague. A la tête de huit mille hommes seulement, il défit et dispersa, à la *bataille de Narva*, une armée russe forte de quatre-vingt mille hommes et entra ensuite en Pologne. La prise de Varsovie et la victoire de *Clissow* lui livrèrent tout le pays ; il y éleva sur le trône *Stanislas Lesczinski;* mais cet acte mécontenta une partie de la noblesse polonaise et l'entraîna dans une longue guerre contre Auguste II de Saxe : il finit cependant par forcer ce dernier à renoncer à la couronne de Pologne et à reconnaitre Lesczinski. *Pierre-le-Grand* avait profité de ces circonstances pour s'emparer de l'Ingrie, de l'Esthonie et de la Livonie et pour jetér les fondements de la ville de *Pétersbourg* à l'embouchure de la Néva. Les Russes avaient encore envahi la Lithuanie ; Charles XII les en expulsa et marcha à la tête d'une armée considérable contre le czar, dont il rejeta toutes les propositions de paix, ne voulant négocier, disait-il, qu'à Moscou.

Revers de Charles XII. Sa mort (1707-1718). — Les succès qui jusqu'alors avaient couronné toutes les entreprises de Charles XII lui inspirèrent une telle confiance dans ses forces qu'il n'hésita point à s'engager dans une

que de 15 ans (l'an 1697). Ses brillantes qualités se manifestèrent aussitôt qu'il fut parvenu au trône. Les trois puissances ennemies de la Suède, le *Danemark*, la *Pologne* et la *Russie*, s'unirent pour attaquer le jeune prince (l'an 1699). Frédéric IV de Danemark désirait rompre la paix de Copenhague, le roi de Pologne, Auguste II, voulait reconquérir la Livonie, et Pierre-le-Grand cherchait à obtenir un port de mer sur les côtes de la Baltique, pour ouvrir à la Russie le commerce sur cette mer. Une armée polonaise est envoyée dans la *Livonie* sans déclaration de guerre (l'an 1700) ; le roi de Danemark attaque le *duc de Holstein*, beau-frère de Charles XII, et Pierre-le-Grand marche contre *Narva*. Activité de Charles XII, qui expédie des secours à son beau-frère et attaque Copenhague avec une telle vigueur que, six semaines après, le roi de Danemark est contraint d'accepter la *paix de Travendahl* (l'an 1700). Il s'embarque pour l'Ingrie et remporte sur les Russes la brillante *victoire de Narva*, dans laquelle 30,000 Russes sont faits prisonniers par 8000 Suédois. — Guerre contre la Pologne (1701-1706). Victoire de *Riga* sur Auguste II (l'an 1701), qui demande la paix. Charles XII envahit la Pologne; prise de *Varsovie* et victoire de *Clissov* (l'an 1702) ; prise de Cracovie et de Thorn ; victoire *de Pultuck* et conquête de la *Prusse* (l'an 1703). Charles XII prononce la déchéance d'Auguste II du trône de

lutte inégale, où il devait finir par succomber. Sa témérité et l'obstination qu'il mettait à poursuivre son plan malgré des difficultés insurmontables, furent les causes de ses désastres. Après avoir défait les Russes sur le Dniéper, il marchait sur Smolensk avec le projet d'aller attaquer Moscou, lorsque l'invitation de *Mazeppa*, chef des *Cosaques* de l'*Ukraine*, le décida à se rendre dans ce dernier pays. Il perdit une grande partie de son armée dans sa marche à travers des contrées désertes et dévastées par les Russes, qui étaient parvenus à soulever contre Mazeppa les Cosaques eux-mêmes. Charles XII attaqua cependant la ville de *Pultawa* avec les débris de son armée; mais Pierre-le-Grand vint lui livrer bataille sous les murs de cette ville avec une armée nombreuse, et lui fit essuyer une terrible défaite. Le roi de Suède n'échappa qu'avec peine, après des prodiges de valeur; il se réfugia sur le territoire turc, dans la ville de *Bender*.

Trop fier pour retourner en fugitif et sans armée dans ses Etats, il resta pendant cinq ans dans sa retraite, négociant sans cesse auprès du sultan pour tâcher d'armer la Turquie contre les Russes. Il y réussit enfin : une armée turque envahit la Moldavie et rencontra le czar sur les

---

Pologne et force la noblesse d'élire le comte *Stanislas Lesczinski*, gouverneur de Posen (l'an 1704). Mécontentement d'un grand nombre de nobles polonais, qui soutiennent Auguste II et le mettent en état de continuer la guerre. Charles XII chasse enfin les Saxons de la Pologne, envahit la Saxe et oblige Auguste II, sous les murs de Dresde, à signer la *paix d'Altranstedt* (l'an 1706). — Conquêtes de *Pierre-le-Grand :* Il se rend maître de l'Ingrie et commence la construction de *Pétersbourg* (l'an 1703). Les Russes pénètrent ensuite dans la *Courlande* (l'an 1705) et occupent définitivement les provinces de la Baltique. Ils envahissent la *Lithuanie*, mais Charles XII les force à se retirer (l'an 1707). Grands armements pour la guerre contre les Russes. Pierre-le-Grand négocie : tel était le prestige qui entourait le roi de Suède, que le czar, malgré la supériorité de ses forces, n'osait s'engager dans une guerre contre lui. Charles XII repousse les négociations.

Campagne de Charles XII en *Russie* (1708-1709): Il est détourné de sa marche sur Smolensk, d'abord par les dévastations des Russes et ensuite par les propositions de *Mazeppa*, hetman des Cosaques de l'Ukraine, qui lui promet de se joindre à lui avec 30,000 hommes. Il se dirige à marches forcées vers l'Ukraine. Revers du général *Lœwenhaupt*, qui devait rejoindre le roi à Smolensk avec une armée et des provisions : il perd la bataille de

bords du Pruth; mais le grand-visir se laissa gagner par des présents et conclut la paix. Charles XII persista encore dans ses projets et continua de négocier jusqu'à ce qu'enfin le sultan lui enjoignit de quitter la Turquie. Il refusa d'obéir à cet ordre et fut expulsé de force. Sa longue absence de la Suède avait servi les desseins de ses ennemis, et l'alliance entre la Russie, le Danemark et Auguste II de Saxe avait été renouvelée; le *roi de Prusse Frédéric-Guillaume Ier* y était aussi entré. Auguste II avait fait la conquête de la Pologne, d'où il avait expulsé Stanislas Lesczinski, et Pierre-le-Grand s'était rendu maître de toute la Livonie, de l'Esthonie et d'une partie de la Finlande. Il est vrai qu'une attaque du roi de Danemark contre la Scanie avait été repoussée; mais le roi de Prusse s'était emparé de la plus grande partie de la Poméranie et assiégeait Stralsund, lorsque Charles XII arriva dans cette ville, accompagné d'un seul aide-de-camp. Incapable de lutter contre tous ses ennemis à la fois, il négocia la paix avec *Pierre-le-Grand*, auquel il laissa toutes ses conquêtes. Libre de ce côté, il tourna ses armes contre le Danemark et la Prusse et pénétra dans la *Norwége* pour

---

Liesna, avec toutes ses provisions, et n'amène à Charles XII que les débris de son armée. Les Russes gagnent les Cosaques de l'Ukraine et dévastent les contrées par où doit passer le roi de Suède. Charles XII perd la moitié de son armée par le froid, la faim et les maladies. Il arrive devant *Pultawa*, qu'il assiége. Arrivée de Pierre-le-Grand à la tête d'une nombreuse armée; *bataille meurtrière de Pultawa* (l'an 1709): défaite des Suédois; 14,000 hommes sont faits prisonniers par les Russes. Charles XII se sauve avec quelques cavaliers et se réfugie sur le territoire turc, à Bender. Son séjour en *Turquie* (1709-1714). Il négocie à Constantinople, où il envoie le général *Poniatowski*, pour décider le sultan Ahmet III à déclarer la guerre aux Russes. Une armée turque envahit la Moldavie (l'an 1711) sous le commandement du Grand-Vizir; déjà elle cernait le czar et l'armée russe sur les bords du Psuth, lorsque l'impératrice Catherine donna le conseil de gagner le Grand-Vizir, en lui envoyant tous les joyaux qu'elle avait apportés avec elle. Ce moyen réussit; les Turcs conclurent la paix à la condition qu'on leur abandonnât la ville d'Asow. Le sultan ordonne au roi de Suède de quitter ses Etats. Charles XII s'obstine à rester encore trois ans; il ne cède qu'à la force et après avoir défendu, les armes à la main, contre tout un corps d'armée turc la maison qu'il habitait (l'an 1714). La Suède perd presque toutes ses possessions en Allemagne et sur les bords de la Baltique. La Prusse, l'Angleterre et le Hanovre se joignent aux ennemis de Charles XII. Siége

en faire la conquête. Mais le terme de cette vie si agitée était arrivé. Pendant qu'il assiégeait la ville de *Frédérikshall*, il périt, victime peut-être de la haine que lui portait une partie considérable de la noblesse. La Suède dut alors conclure la paix à des conditions très-dures et descendit du rang où le traité de Westphalie l'avait élevée.

III. — LA RUSSIE SOUS PIERRE-LE-GRAND. (1683-1725).

Pierre-le-grand jusqu'au commencement de la guerre du nord (1689-1700). — Pierre-le-Grand joignait à un esprit vif et pénétrant une activité infatigable et une énergie de caractère qui parfois dégénérait en cruauté; en outre son éducation avait été peu soignée et se ressentait de l'état encore barbare du peuple russe. Il a l'incontestable mérite d'avoir élevé la Russie au rang des puissances européennes, en transformant complétement ses institutions, qui avaient été marquées jusque là du caractère asiatique. La Russie, à peine sortie de la barbarie, devint rapidement un Etat florissant et civilisé, grâce au génie de Pierre-le-Grand. — Le Génevois *Lefort*, qui était

---

de Stralsund par le roi de Prusse (l'an 1714). Charles XII arrive dans cette ville, mais ne peut la sauver. Projets de conquête de *Pierre-le-Grand* sur l'Allemagne: mécontentement de ses alliés. Charles XII, qui avait échoué dans une expédition contre la Norwége (l'an 1716), saisit cette circonstance, sur le conseil du *baron de Gœrz*, auquel il avait donné toute sa confiance, pour entrer en négociation avec le czar (l'an 1718). Il fait une nouvelle invasion dans la Norwége et assiége *Frédérickshall*; il est tué dans les tranchées devant cette ville (l'an 1718). Les circonstances de sa mort sont inconnues; des soupçons planèrent cependant sur la noblesse de Suède, qui était mécontente de lui. Le baron de Gœrz devint à son tour victime de la haine des nobles : accusé d'avoir trahi les intérêts de la Suède, il fut condamné à mort et exécuté. Abaissement de la Suède; elle obtint la paix d'Auguste II de Saxe, de la Prusse, du Danemark, du Hanovre et de la Russie, à la condition de renoncer aux provinces qu'elle possédait en Allemagne et sur la Baltique, à l'exception de la Finlande. La prépondérance dans le Nord passa de la Suède à la *Russie*, qui prit rang parmi les grandes puissances de l'Europe, grâce aux talents et à l'activité de Pierre-le-Grand.

III. A consulter : *Histoire de Pierre I, surnommé le Grand*. Amsterdam, 1742. Harlem. *Histoire de Pierre-le-Grand*. Munster, 1805, 3 vol. (en allemand). De Ségur, *Histoire de Russie et de Pierre-le-Grand*. Paris, 1829.

L'aventurier *François Lefort*, étant parvenu au grade de capitaine dans

entré au service de la Russie, captiva la confiance du jeune prince. Il lui fit comprendre les avantages que le commerce et l'industrie, avec une flotte militaire et une armée bien organisée, procuraient aux principaux Etats de l'Europe. Monté sur le trône, Pierre-le-Grand songea avant tout à créer une marine et à introduire dans son armée la tactique européenne. Il s'appliqua ensuite tout entier à la réalisation d'un projet qui devait assurer à la Russie sa future grandeur; c'était la conquête des côtes de la *mer Noire* et de la *mer Baltique.* La prise d'*Azow* sur les Turcs et l'occupation de l'*isthme de Pérécop*, conquis sur les Tartares de la Crimée, ouvrirent aux Russes le commerce de la mer Noire et de la mer d'Azow. — Voulant connaître par lui-même les ressources des grandes puissances maritimes et surtout de la *Hollande*, Pierre-le-Grand entreprit un voyage dans ce dernier pays. Pendant plusieurs mois, il travailla comme simple charpentier dans les chantiers du petit village de *Zaandam.* Il enrôla en Hollande et en Angleterre, où il se rendit également, un grand nombre d'ouvriers et de marins qu'il envoya en Russie pour organiser une marine militaire;

---

l'armée russe sous le règne du czar Alexis, s'était attaché de bonne heure à Pierre-le-Grand, et avait captivé ce jeune prince en lui racontant les merveilles de la civilisation occidentale, fort peu connue jusqu'alors en Russie. Avant de monter sur le trône, Pierre se fit instruire avec un certain nombre de jeunes gens de sa suite dans la tactique européenne. Un Hollandais lui construisit un petit canot. Monté sur le trône, il travailla activement à l'organisation de l'armée et à la création d'une marine militaire. La Russie alors ne touchait d'aucun côté à la mer, et n'était qu'une puissance continentale. Pierre-le-Grand songea à se rapprocher de la *Baltique* au nord et de la *mer-Noire* au sud. Le littoral de la Baltique était au pouvoir de la Suède et de la Pologne; les Turcs et les Tartares de la Crimée étaient maîtres des côtes de la mer-Noire. Les projets de Pierre-le-Grand le jetèrent dans une longue série de guerres; il en sortit victorieux et fonda ainsi la grandeur de la Russie. Construction d'une flotte sur le Don (l'an 1693). Guerres contre les Turcs (1695-1699). Siége et prise d'*Azow* (l'an 1696). Fondation de la ville et du port de *Taganrok.* Prise de *Pérécop* sur les Tartares de la Crimée (l'an 1698). Nouvelle conspiration des Strélitz contre la vie de Pierre-le-Grand (l'an 1697) : elle est découverte, les principaux coupables sont mis à mort; ce corps est ensuite envoyé en grande partie sur les frontières de la Pologne. Estime de Pierre-le-Grand pour les Hollandais, surtout à cause de leur habileté dans la construction des navires. Il

de l'Angleterre il se proposait de retourner dans ses Etats par l'Allemagne et l'Italie; mais arrivé à Vienne, il apprit que les *Strélitz* avaient de nouveau ourdi une conspiration contre lui. Cette nouvelle lui fit hâter son retour. Il châtia les Strélitz d'une manière terrible; plus de deux mille d'entre eux périrent dans les plus affreux tourments. Ce corps puissant, qui était le principal obstacle à l'introduction des réformes, fut entièrement détruit.

GUERRES ET CONQUÊTES DE PIERRE-LE-GRAND (1700-1725). — Après avoir conclu une alliance avec la Pologne et le Danemark, Pierre-le-Grand commença contre Charles XII de Suède cette lutte mémorable qui contribua le plus à la grandeur de la Russie. Malgré les désastres que ses armées éprouvèrent dans les premières années de la guerre, il en sortit victorieux, grâce à l'obstination et aux folles entreprises du roi de Suède. La conquête des importantes provinces de la Baltique, l'Ingrie, l'Esthonie, la Livonie et la Courlande, ainsi que la fondation de *Pétersbourg* à l'embouchure de la Néva, tels furent les immenses résultats de cette guerre, qui assura en outre à la Russie la prépondérance dans le nord de l'Europe et lui assigna une place

envoie en Hollande, en Allemagne et en Italie un grand nombre de jeunes nobles russes, et nomme des officiers étrangers dans les régiments nouvellement organisés. Lefort est investi de la charge de commandant en chef de toutes les forces de mer et de terre de la Russie. Voyage de Pierre-le-Grand en Hollande, en Angleterre et en Allemagne (1697-1698). Son séjour à *Zaandam* : Il travaille dans les chantiers sous le nom de « maître Pierre » (*Peeterbaas*), et refuse tous les honneurs qu'on veut lui rendre. Il prend des leçons d'anatomie, de mathématiques et de physique; il fait des excursions en mer sur un yacht qu'il a construit lui-même. Son voyage en *Angleterre*; Il va séjourner à Londres et passe tout son temps à l'amirauté. De là il se rend à *Vienne*, où il négocie un traité d'alliance avec l'empereur Léopold I contre les Turcs. Il se proposait de visiter aussi *Venise* et l'Italie, lorsqu'il fut rappelé par la nouvelle d'une *conspiration des Strélitz*, fomentée par la princesse *Sophie*. 10,000 Strélitz marchent sur Moscou ; ils sont défaits par le général *Gordon*, Écossais de naissance et commandant de la ville. Retour de Pierre qui tira une vengeance terrible des conjurés. Il ordonna de nombreuses exécutions, auxquelles il prit lui-même part en tuant de ses propres mains plusieurs chefs de la conspiration. Le corps des Strélitz fut supprimé; un grand nombre d'entre eux furent envoyés en Sibérie avec leurs familles.

Guerres contre Charles XII (voyez page 244). Conquête successive de

importante parmi les puissances occidentales. Par la *paix de Nystadt*, conclue avec Ulrique-Eléonore, qui avait succédé à son frère Charles XII, il obtint la renonciation de la Suède à toutes les contrées qu'elle avait conquises. Pierre-le-Grand prit alors le titre d'*empereur de toutes les Russies*. Une expédition dans le Caucase étendit encore sa domination sur les pays situés au sud de la mer Caspienne; en même temps il intervenait en *Pologne* où Auguste II de Saxe rencontrait une forte résistance de la part de la noblesse.

Les réformes de pierre-le-grand. — Pendant un second voyage qu'il fit en Allemagne, en Hollande et en France, Pierre-le-Grand étudia l'organisation de ces divers Etats. De retour dans son empire, il introduisit des réformes importantes dans l'administration militaire, civile et financière, releva le commerce et l'industrie, réglementa les affaires ecclésiastiques, et même la vie privée et les mœurs de ses sujets. Il fit construire deux flottes, l'une sur la Baltique et l'autre sur la mer Noire. Les milices, qui jusques là n'étaient réunies que pendant la guerre, furent remplacées par une armée permanente; tous les nobles devaient en faire partie, et elle se complétait par

---

tous les pays situés sur la mer Baltique (1702-1710). Fondation de *Pétersbourg* (l'an 1703), qui devint la résidence impériale. Guerres contre les *Turcs* et *traité d'Andrinople* (1711-1713). Négociation avec Charles XII et mort de ce prince (l'an 1718). *Paix de Nystadt* conclue avec la Suède, qui cède à la Russie, moyennant la somme de deux millions d'écus, la Livonie avec les îles d'Œsel et de Dago, l'Esthonie, l'Ingrie, la Carélie et le district de Wyborg en Finlande. — Pierre-le-Grand se fait conférer par le sénat et le Saint-Synode le titre *d'empereur de toutes les Russies*. Guerres contre la *Perse* (1722-1723), qui abandonne à la Russie les pays de Daghestan, Schirvan, Ghilan et Asterabad avec les villes de Bakou et de Derbend.

Les réformes que Pierre-le-Grand introduisit dans son empire eurent les conséquences les plus importantes; mais les mesures qu'il prit pour les réaliser portent l'empreinte de son caractère barbare. En abolissant violemment toutes les anciennes institutions, il brisa entièrement avec le passé et imposa au peuple russe les dehors d'une civilisation étrangère qui était en contradiction avec les mœurs de la nation et qui n'opéra pas la transformation désirée. — Organisation d'une *armée régulière* (l'an 1704) à laquelle l'empereur donne un règlement militaire composé en grande partie par lui-même (l'an 1716); la noblesse y est incorporée et perd ainsi l'indépen-

des recrutements réguliers; des officiers, venus de Hollande, d'Angleterre et d'Allemagne, y introduisirent la tactique européenne. L'administration civile fut réglée d'après le système de centralisation : des *colléges* se partageaient les différentes branches des affaires publiques; ils dépendaient d'un *sénat*, qui était composé des présidents des colléges et d'un certain nombre de membres nommés directement par l'empereur. Celui-ci se réservait le *pouvoir suprême absolu*, législatif, administratif et judiciaire; mais, comme il ne pouvait pas tout faire par lui-même, il ouvrit la porte à tous les abus d'une bureaucratie nombreuse et qui finit par devenir toute-puissante. La création d'un système régulier d'impôts directs et indirects et l'augmentation des richesses, suite du développement de *l'industrie* et du *commerce*, relevèrent les finances de l'Etat. Des étrangers attirés en Russie par l'empereur y élevèrent de nombreuses fabriques, et le commerce russe prit un grand essor lorsque les ports de la Baltique et de la mer Noire lui furent ouverts. — Pierre-le-Grand, qui avait complétement transformé l'administration intérieure de son empire, ne respecta pas non plus l'ancienne organisation de l'*Eglise russe;* il dépouilla

---

dance dont elle a joui jusqu'alors; l'armée forme, à partir de ce moment, la principale force de la Russie. — L'*administration civile*, réglée d'après les mêmes principes que l'organisation de l'armée, laissait beaucoup à désirer; elle était entachée de tous les defauts d'un régime bureaucratique, dans lequel tout se fait d'après des règles prescrites sans égard pour les vrais besoins du peuple. — L'*église russe* perdit tout ce qui lui restait encore d'indépendance et de vie propre, et l'administration ecclésiastique fut assimilée à l'administration civile et militaire. Abolition de la dignité de *patriarche*, après la mort d'Adrien (l'an 1700); institution du *Saint-Synode* (l'an 1721), qui est composé de prélats et de membres laïcs, tous nommés par l'empereur et entièrement dépendants de lui. L'empereur conserve la direction suprême de toutes les affaires ecclésiastiques, ainsi que l'administration de tous les biens appartenant aux couvents. — Pierre-le-Grand s'attribua un *pouvoir suprême absolu :* Il anéantit l'influence exercée jusqu'alors par les boïars sur la succession au trône, qu'il mit pour la suite à la disposition du souverain. Révolte de son fils Alexis, qui quitta la Russie et se rendit à Naples. Il revint sur la promesse d'une amnistie; mais il fut traduit, par ordre de l'empereur, devant un tribunal, déclaré coupable du crime de haute trahison, et eut la tête tranchée dans la citadelle de Pétersbourg. Mort de

le patriarche de Moscou de son autorité suprême et la confia au *Saint-Synode*, dont il nommait lui-même les membres et qui dépendait entièrement de lui. Son fils *Alexis* s'étant montré ouvertement hostile à toutes ces innovations, il le fit condamner à mort et exécuter. Il porta alors une loi qui attribuait à l'empereur le droit de régler la succession au trône; mais il mourut sans avoir rien déterminé à cet égard, laissant trois filles et un petit-fils encore mineur du nom de Pierre. Sa veuve *Catherine* lui succéda.

CHAPITRE X.

L'AUTRICHE, LA PRUSSE, LA POLOGNE ET LA RUSSIE JUSQU'A LA MORT DE LEOPOLD II. (1648-1792).

I. — L'EMPIRE GERMANIQUE JUSQU'A LA MORT DE CHARLES VI. (1648-1740).

L'ALLEMAGNE APRÈS LA GUERRE DE TRENTE-ANS. — La guerre de Trente-Ans avait complètement ruiné l'Allemagne : des contrées entières étaient dépeuplées; les villes libres impériales étaient déchues de leur ancienne prospérité, et même la plupart d'entr'elles se trouvaient réduites

---

Pierre-le-Grand (l'an 1725) : il laissait trois filles, *Anne, Elisabeth* et *Natalie* et un petit-fils encore mineur, *Pierre*, fils du prince Alexis. Son frère Iwan V avait aussi laissé trois filles : *Catherine, Anne* et *Praskowijah*.

Développements. — *A consulter* : Les ouvrages de *Menzel* et *Leo* (en allemand). Schœll. *Cours d'histoire moderne*. Cantu, *Histoire universelle*. Mailath, *Histoire de l'Autriche*, vol. 4-5. Stenzel, *Histoire de la Prusse*, vol. 2-5. Heermann, *Histoire de la Russie*, vol. 5-6 (dans la collection Heeren et Ukert).

I. *Empereurs* : Ferdinand III (1637-1657). Léopold I (1657-1705) Joseph I (1705-1711). Charles VI (1711-1740).

Etat malheureux de l'Allemagne après la guerre de Trente-Ans. La population était réduite de plus de moitié; une grande partie du pays, au nord, était changée en un véritable désert. Des bois et des bruyères couvraient d'immenses étendues de terrains autrefois cultivées. Des villes et des villages avaient entièrement disparu, ou bien ne se composaient plus que

à la plus affreuse misère. La dissolution de la ligue hanséatique entraîna la décadence du commerce et de l'industrie, qui passèrent entre les mains des Hollandais, des Anglais et des Suédois. Le traité de Westphalie, d'autre part, avait rompu définitivement *l'unité politique* de l'Allemagne. L'empire n'existait plus que de nom; de fait il ne formait qu'un Etat fédératif composé d'un grand nombre de principautés souveraines et complétement indépendantes. Chaque empereur, lors de son élection devait promettre de ne pas attenter à leurs droits et priviléges, lesquels étaient consignés dans un document appelé *capitulation perpétuelle*. Une *diète permanente* fut établie à *Ratisbonne*. Elle avait pour fonction de veiller aux intérêts communs de l'Allemagne; mais, la plupart du temps, ses décisions restaient sans effet, parce qu'elle n'avait pas les moyens de les faire respecter. En outre trois maisons princières d'Allemagne obtinrent des couronnes royales: *Auguste II*, prince-électeur de *Saxe*, fut élu *roi de Pologne*; *Georges Ier*, prince-électeur de *Hanovre*, hérita du trône d'*Angleterre* après la mort de la reine Anne, et *Frédéric*, prince-électeur de *Brandenbourg*, prit le titre de *roi de Prusse* du consentement de l'empereur Léopold Ier. La rivalité entre la Prusse et l'*Autriche* ne tarda pas à se manifester, la première de ces puissances était protestante, tandis que l'Autriche avait conservé un

---

d'un petit nombre de misérables cabanes. Leurs habitants avaient à combattre presque continuellement contre les loups et autres bêtes féroces qui s'étaient prodigieusement multipliés pendant et depuis la guerre. — Décadence du commerce et de l'industrie; dissolution définitive de la *ligue hanséatique*. Grande puissance commerciale de l'*Angleterre* et de la *Hollande* (voyez plus haut, chap. VII). Dissolution politique de l'empire d'Allemagne; anéantissement du pouvoir impérial par l'adoption de la *capitulation perpétuelle* et par l'institution de la *diète permanente*, composée de 240 membres; le nombre des Etats de l'empire s'élevait à 370. En vertu de la capitulation, il était défendu de procéder du vivant d'un empereur à l'élection de son successeur; en outre tous les différends entre l'Empereur et l'un des Etats de l'Empire devaient être soumis à la diète. L'élévation des trois maisons princières de *Saxe*, de *Hanovre* et de *Brandenbourg* à la dignité royale contribua encore à diminuer l'autorité de l'*empereur*, qui eut désormais un rival dangereux dans le *roi de Prusse*, devenu le chef de l'Allemagne pro-

attachement inébranlable à la foi catholique. C'est ce qui acheva la division religieuse et politique de l'Allemagne. *La guerre de Sept-ans* la rendit définitive, en élevant la Prusse presqu'au rang de sa puissante rivale, qui avait déjà été affaiblie par la longue *guerre de succession* après la mort de l'empereur *Charles VI.* L'empire allemand cessa ainsi de figurer parmi les grandes puissances européennes. A côté de l'Autriche et de la Prusse se plaçaient encore la *Saxe* et la *Bavière*, mais seulement comme Etats de second ordre. Les autres princes laïcs ou ecclésiastiques, et les villes, qui en très-petit nombre avaient pu conserver leur indépendance, perdirent pour la plupart jusqu'au sentiment de nationalité, à tel point qu'ils n'hésitèrent pas à faire cause commune avec Louis XIV contre l'Autriche.

L'AUTRICHE ET L'EMPIRE JUSQU'A LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE (1648-1701). — L'empereur *Ferdinand III* avait immensément mérité de l'Allemagne en lui rendant la paix. Il mourut neuf ans après la conclusion du traité de Westphalie. Son fils *Léopold I*er lui succéda et occupa le trône pendant près d'un demi-siècle. Ce prince

---

testante. Affaiblissement de la nationalité allemande. L'empire cesse d'être compté comme tel au nombre des grandes puissances occidentales, parmi lesquelles l'Autriche et la Prusse prennent rang.

Ferdinand III (1637-1657), qui dans la guerre de Trente-Ans avait fait preuve de bravoure et d'énergie, fut le principal auteur du traité de Westphalie (voyez plus haut, page 169) : son caractère conciliant lui avait attiré l'estime de tous les princes allemands. Il mit toute sa sollicitude à réparer les maux que la guerre de Trente-Ans avait causés à l'Allemagne. Sa mort (l'an 1657). — Intrigues de Mazarin pour faire élire Louis XIV empereur: *Léopold I* fut élu à l'unanimité. Le nouvel empereur était bon, loyal et pieux, mais incapable de lutter contre un rival tel que Louis XIV, qui avait encore gagné le comte de Lobkowitz, ministre et favori de Léopold. Guerres de *Louis XIV* contre l'Allemagne (voyez plus haut, pag. 180-191). Pendant que les Français enlèvent à l'empire plusieurs de ses plus belles provinces occidentales et détruisent sur le Rhin les grandes villes qui formaient comme un boulevard contre la France, les *Suédois* et les *Turcs* en envahissent le nord et l'est. Une *armée suédoise* envahit et ravage le Brandebourg (l'an 1674), pendant que le prince-électeur se trouve occupé avec son armée à combattre les Français sur les bords du Rhin. L'électeur revient à l'improviste et gagne la *bataille de Fehrbellin* (l'an 1675) : presque toute la Promé-

n'avait pas assez d'énergie et d'habileté pour défendre avec succès les intérêts de l'empire contre les vues ambitieuses de *Louis XIV*, qui réunit la *Lorraine* et l'*Alsace* à la France et qui affaiblit encore l'Allemagne par l'horrible dévastation du *Palatinat*. Les *Suédois* et les *Turcs*, alliés du roi de France, attaquèrent en même temps l'empire. Les Suédois furent énergiquement repoussés par le prince-électeur de Brandenbourg, *Frédéric-Guillaume*, qui les défit dans la bataille de *Fehrbellin* et leur enleva presque toute la Poméranie. Les *Turcs*, commandés par le grand-vizir Kara Mustapha, ravagèrent la Hongrie et vinrent assiéger *Vienne;* l'empereur s'était enfui, abandonnant la défense de la ville au vaillant comte de Stahremberg. Déjà elle était réduite à la dernière extrémité, lorsqu'arrivèrent le roi de Pologne, *Jean Sobieski*, le duc *Charles de Lorraine* et le prince-électeur *Georges de Saxe*, qui la délivrèrent : les Turcs furent complétement défaits et perdirent tout leur butin. L'empereur confia le commandement de ses armées à *Louis de Baden* et au prince *Eugène de Savoie*; ces deux grands généraux expulsèrent les Turcs de la Hongrie et de la Transilvanie, après avoir taillé

---

ranie, qui avait été cédée à la Suède dans la paix de Westphalie, tombe au pouvoir du vainqueur. — Troubles en Hongrie. Les rebelles, à la tête desquels se trouve le *comte de Tœkœli*, reçoivent des secours de *Louis XIV* (l'an 1675), qui négocie une alliance avec les *Turcs*. Alliance de l'empereur et du roi de Pologne Jean Sobieski. Les Turcs traversent rapidement la Hongrie et arrivent sous les murs de Vienne (l'an 1683). Siége de la ville par le grand-vizir *Kara Mustapha*, avec une armée de 200,000 hommes. Plus de 60,000 habitants quittent la capitale avec la cour impériale. Vaillante défense de la ville; arrivée de l'armée allemande et polonaise. Piété et bravoure de Jean Sobieski, qui sert lui-même la messe avant d'engager la bataille. Il remporte une brillante victoire sur les ennemis. La guerre contre les Turcs dura encore seize ans (1683-1699) : elle se termina heureusement pour l'empereur, grâce aux talents militaires des généraux *Charles de Lorraine*, *Louis de Baden* et du prince *Eugène de Savoie*. Prise de *Bude*, capitale de la Hongrie qui avait été au pouvoir des Turcs pendant un siècle et demi (l'an 1686). Victoire de *Mohacz* (l'an 1687), et couronnement de Joseph, fils de l'empereur, comme roi héréditaire de Hongrie Victoire de *Salankemen* (l'an 1691) remportée par Louis de Baden. La *Transilvanie*, délivrée de la suzeraineté des Turcs, qui jusqu'alors donnaient l'investiture aux grands-ducs de cette province, est réunie à l'Autriche (l'an 1696). Le

leur armée en pièces dans la grande bataille de *Mohacz*. Le sultan renonça par la *paix de Carlovitz* à toutes ses prétentions sur la Hongrie, la Transilvanie et l'Esclavonie, qui furent définitivement réunies à l'Autriche. Dès lors les incursions des Turcs dans ces contrées cessèrent pour toujours. — La création d'un neuvième *électorat*, celui de *Hanovre*, l'avénement du prince-électeur de Saxe, *Auguste II* au trône de Pologne et la fondation du *royaume de Prusse*, par le prince-électeur de Brandenbourg, *Frédéric Ier*, qui prit le titre de roi de Prusse avec l'assentiment de l'empereur, marquèrent les dernières années du règne de Léopold. Il ne vit que le commencement de la grande guerre pour la *succession d'Espagne*.

L'AUTRICHE ET L'EMPIRE JUSQU'A LA MORT DE CHARLES VI (1701-1740). — Les dernières années du règne de l'empereur *Léopold Ier*, qui réclamait pour son fils Charles l'immense héritage de Charles II, furent occupées par la *guerre de la succession d'Espagne*. Son fils aîné *Joseph Ier* qui lui succéda sur le trône impérial, continua la guerre dans le même but. Il était sur le point de voir ses efforts couronnés d'un plein succès, lorsque la mort l'enleva tout à coup.

---

prince Eugène gagne la victoire de la *Zentha* (l'an 1697) et chasse les Turcs de toute la Hongrie, à l'exception de la ville de Belgrade. *Paix de Carlowitz* (l'an 1699): elle assura à l'Autriche la possession de la Hongrie, de la Transilvanie et de l'Esclavonie. La Pologne et la république de Venise signèrent également la paix avec les Turcs. A partir de cette époque les incursions de ces derniers en Hongrie cessèrent presque entièrement. La guerre contre les Turcs n'empêcha pas l'empire d'Allemagne de prendre une part active à la lutte contre *Louis XIV*, laquelle se termina par la *paix de Ryswick* (voyez plus haut, pag. 187). — Création d'un *neuvième électorat*, en faveur d'Ernest-Auguste, prince de *Hanovre* (l'an 1692). L'empereur Léopold I récompensa par là l'attachement que ce prince lui avait toujours montré; mais les princes de l'empire protestèrent contre cette nomination et n'y souscrivirent définitivement que seize ans plus tard. — Election d'*Auguste II de Saxe* au trône de Pologne (l'an 1697); il se convertit à la religion catholique. — Agrandissement de la maison de Brandenbourg. *Jean Sigismond* réunit le duché de Prusse sous son sceptre, après la mort du fils de l'ancien grand maître de l'Ordre teutonique Albert II, qui était mort sans enfants (l'an 1618). *Frédéric-Guillaume*, fils et successeur de Jean Sigismond, affranchit le duché de Prusse de la suzeraineté des rois de Pologne (l'an 1657) et acquit par héritage le duché de Clèves. On lui donna le

Comme il ne laissait pas de fils, son frère *Charles VI* fut élu empereur et réunit d'abord sous son sceptre toute la monarchie de Charles-Quint. Mais la crainte que sa puissance inspirait à l'Angleterre et à la Hollande ses alliées, ainsi que la chute de Marlborough favorisèrent les projets de Louis XIV. La *paix d'Utrecht*, qui fut confirmée à *Rastadt* et à *Baden*, ne laissa à Charles VI que la *Belgique*, les duchés de *Milan* et de *Mantoue*, la *Sardaigne* qu'il échangea plus tard contre la *Sicile*, et le royaume de *Naples*. A la suite d'une nouvelle guerre contre la France et l'Espagne, il perdit encore le *royaume de Naples et de Sicile*, qui passa au prince espagnol *Don Carlos*, moyennant la cession des duchés de Parme et de Plaisance. Le prince *Eugène*, qui s'était illustré dans la guerre de la succession d'Espagne, ne fut pas moins heureux contre les Turcs. Il leur imposa la paix de *Passarovitz*, qui valut à l'empereur la Servie, la Bosnie et la Valachie. Mais après la mort du prince Eugène, les Turcs reprirent la Valachie, ainsi que l'importante ville de *Belgrade*, qui était le boulevard de la Hongrie contre la Turquie. Ces guerres avaient élevé l'Autriche au rang des premières

---

surnom de *grand-électeur*, parce qu'il fonda la puissance de la maison de Brandenbourg. Son fils *Frédéric III* (1688-1713) demanda et obtint de l'empereur Léopold I le titre de *roi de Prusse* (l'an 1701), à la seule condition de prendre l'engagement, tant pour lui que pour ses successeurs, de ne jamais choisir un empereur en dehors de la maison d'Autriche.

Guerre de la succession d'Espagne (voyez plus haut, page 188). Mort de *Léopold I* (l'an 1705), qui laisse deux fils, *Joseph* et *Charles*. Le premier est élu empereur et soutient avec la plus grande énergie les prétentions de son frère sur la monarchie espagnole. L'alliance de la Prusse et l'affaiblissement de la Bavière, qui avait fait cause commune avec la France dans la guerre de succession, donnèrent à l'Autriche une grande influence en Allemagne. Mort de *Joseph I*, à l'âge de 33 ans. Ce prince s'était distingué par son activité et l'énergie de son caractère. Son frère *Charles VI* lui succède (1711-1740) : revirement dans la politique de ses alliés (voyez plus haut, page 191). *Paix d'Utrecht* (l'an 1713) et paix de *Rastadt* et de *Baden* (l'an 1714). La maison d'Autriche étend considérablement sa puissance, en ajoutant à ses Etats la Belgique et une grande partie de l'Italie. Le prince-électeur *Georges de Hanovre* monte sur le trône d'Angleterre (l'an 1714) sans perdre pour cela de son dévouement à l'empereur. Projets de conquête de la reine d'Espagne *Elisabeth* et de son ministre *Alberoni*, qui s'emparent de

puissances de l'Europe. Elle n'aurait pas eu à craindre la rivalité de la France, ni celle de la Prusse, si Charles VI avait eu un fils. Malheureusement il n'avait pour héritière que sa fille *Marie-Thérèse*. Pendant les dernières années de son règne, il ne travailla qu'à lui assurer sa succession et à faire reconnaître par les principales puissances de l'Europe la *pragmatique sanction*, qui instituait Marie-Thérèse héritière de toute sa monarchie.

II. — MARIE-THÉRÈSE ET FRÉDÉRIC II. LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE ET LA GUERRE DE SEPT-ANS. (1740-1763.)

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE (1740-1748). — La *pragmatique sanction*, à laquelle l'empereur Charles VI avait consacré vingt ans de sollicitude et de peines, fut annulée immédiatement après sa mort. Le *prince électeur de Bavière* éleva des prétentions sur toute la succession d'Autriche; d'autre part, le jeune *roi de Prusse, Frédéric II*, qui brûlait du désir d'agrandir sa monarchie, s'empara de la Silésie et vainquit les Autrichiens dans la

la Sardaigne et de la Sicile (l'an 1717). Intervention de l'Angleterre. La Sardaigne est donnée à la maison de Savoie, et la Sicile à l'Autriche; Don Carlos obtient les duchés de Parme et de Plaisance (l'an 1720). Nouvelle guerre entre l'Autriche d'une part, la France, l'Espagne et le Piémont de l'autre, au sujet du trône de Pologne (1733). Par la *paix de Vienne*, l'Autriche abandonne à Don Carlos le royaume de Naples et de Sicile, et à le Piémont une partie du Milanais. François, duc de Lorraine, reçoit la Toscane en échange de son duché, qui passe à la France. L'Autriche obtient les duchés de Parme et de Plaisance (l'an 1738). — Guerres contre les *Turcs: première guerre* (1716-1718); grands succès du prince *Eugène*, et conquête des pays slaves baignés par le Danube; *paix de Passarowitz* (l'an 1718). Activité du prince Eugène pour consolider l'autorité de l'empereur dans ces contrées; sa mort (l'an 1736). *Seconde guerre* (1736-1739). Défaites des armées autrichiennes: prise de Belgrade par les Turcs, qui conservent cette ville pendant la paix. — Efforts de Charles VI pour faire garantir par les principales puissances de l'Europe la succession de ses Etats à sa fille *Marie-Thérèse*. Il réussit à obtenir l'adhésion générale à la *pragmatique sanction*. Marie-Thérèse épouse *François de Lorraine*, duc de Toscane (l'an 1736). Mort de Charles VI (l'an 1740), qui avait employé les vingt dernières années de son règne à relever la prospérité intérieure de ses vastes Etats.

II. Le prince Eugène avait prévu ce qui arriva après la mort de Charles VI, lorsqu'il lui disait qu'une forte armée serait la meilleure garantie de la prag-

bataille de Molwitz. La *France*, l'*Espagne*, le *Piémont* et la *Saxe* firent cause commune avec les ennemis de *Marie-Thérèse*. Le prince-électeur *Charles de Bavière*, soutenu par une armée française, envahit l'Autriche, pénétra de là en Bohême et se rendit maître de Prague, où il se fit couronner roi de Bohême. Marie-Thérèse s'enfuit dans la Hongrie, qui se leva en masse pour elle. Elle rassembla une armée, qui chassa les ennemis de l'Autriche et prit *la ville de Munich*, pendant que le prince-électeur se faisait élire *empereur d'Allemagne* à Francfort sous le nom de *Charles VII*. Marie-Thérèse fut moins heureuse dans la guerre contre le roi de Prusse, auquel elle dut céder la Silésie par la *paix de Breslau*. Peu de temps après, la Saxe, la Hollande et le *Piémont* signèrent également la paix avec l'Autriche. Le prince Charles de Lorraine qui commandait l'armée autrichienne, força les Bavarois à quitter la Bohême, tandis que les Anglais rejetaient l'armée française au delà du Rhin. Ces succès inattendus effrayèrent Frédéric II au point qu'il recommença la guerre sous prétexte de secourir l'empereur Charles VII.

---

matique sanction. Le prince-électeur de Bavière basait ses prétentions sur sa descendance de la fille aînée de l'empereur Ferdinand. Il agit surtout à l'instigation de la France, qui reprit alors le projet d'abaisser la maison d'Autriche. *Frédéric II* de Prusse saisit aussi cette occasion pour agrandir sa monarchie et envahit la *Silésie*, en prétextant d'anciens droits de sa maison sur quelques principautés qui y étaient situées. Il ne rencontre presque pas de résistance et fait la conquête de toute cette province (l'an 1740). Le maréchal Neiperg est envoyé contre lui, mais il est défait dans la ***bataille de Molwitz*** (l'an 1741). Coalition contre Marie-Thérèse, organisée par le cardinal Fleury et le maréchal Belle-Isle : l'Espagne, la Bavière, la Saxe et la Prusse y entrent. Deux armées françaises passent le Rhin. La première force le roi d'Angleterre George II, prince-électeur de Hanovre, à renoncer à l'alliance autrichienne ; la seconde se joint aux Bavarois et fait avec eux la conquête d'une partie du duché d'Autriche ; conquête de la Bohême et prise de Prague (l'an 1741). Marie-Thérèse se rend en Hongrie où la noblesse se lève pour elle et met une armée sur pied. Le comte Mailath (dans son *Histoire de l'Autriche*, tom. 5, page 11), a prouvé la fausseté du récit généralement admis, qui fait entrer Marie-Thérèse dans la salle de la diète hongroise, portant dans ses bras son fils Joseph, et la représente accueillie avec enthousiasme au cri de : « *Moriamur pro rege nostro Maria-Theresia.* » Election du prince-électeur *Charles Albert de Bavière* comme empereur à Francfort (l'an 1742). La France et la Prusse lui promettent

Il envahit la Bohême et s'empara de Prague; mais le prince Charles de Lorraine le contraignit de quitter ce pays. Après la mort de Charles VII, Marie-Thérèse réussit à faire élire son mari, *François Ier*, empereur d'Allemagne. Elle voulut aussi reprendre la Silésie, mais elle échoua. Frédéric II la vainquit dans trois batailles successives et la força d'accepter la *paix de Dresde*, qui confirma celle de Breslau. La guerre contre la *France* continue encore pendant trois ans. Elle se termina par la *paix d'Aix-la-Chapelle*, dans laquelle la France reconnut à son tour Marie-Thérèse comme héritière de son père. C'est ainsi que la maison d'Autriche sortit victorieuse de la guerre de succession, qui ne lui avait coûté que la Silésie.

Le royaume de Prusse jusqu'à la guerre de Sept-ans (1701-1756). — Au commencement du dix-septième siècle, le *duché de Prusse* avait été réuni aux Etats des princes-électeurs de Brandenbourg. Lors de la *paix de Wélau*, le roi de Pologne avait renoncé à sa suzeraineté

---

leur appui. Les Bavarois sont chassés de l'Autriche, et l'empereur est obligé d'établir sa résidence à Francfort (l'an 1742). *Bataille de Czaslau*, livrée par le prince Charles de Lorraine à Frédéric II, qui reste maître du champ de bataille, sans avoir cependant remporté une victoire complète. *Paix de Breslau* entre Marie-Thérèse et le roi de Prusse (l'an 1742) : elle est confirmée à Berlin. Siége et prise de Prague par le prince de Lorraine (l'an 1742). Campagne des Anglais contre les Français et *bataille de Dettingen*, dans laquelle ces derniers sont entièrement défaits (l'an 1743). — *Seconde guerre de Silésie* (1744-1745). Frédéric II craignait que cette province ne lui fût enlevée. Il envahit la Bohême et prend la ville de Prague; mais le prince Charles le force à quitter ce pays. Mort subite de l'*empereur Charles VII*. *Paix de Fussen*, par laquelle Maximilien de Bavière, fils de Charles VII, renonce à toutes ses prétentions sur l'Autriche. Le prince Charles envahit la Silésie et perd la *bataille de Hohenfriedberg* (l'an 1744). L'année suivante, Frédéric II remporte encore les deux victoires de *Sor* et de *Kesselsdorf* et s'empare de Dresde. François I de Toscane est élu empereur, malgré les protestations de Frédéric II (l'an 1745). La Silésie est définitivement cédée à la Prusse par la *paix de Dresde* (l'an 1745). *Guerre contre la France* en Belgique, en Hollande et en Italie. Victoires du maréchal de Saxe à *Fontenoi* (l'an 1745) et à *Raucourt* (l'an 1746). Prise de Tournai, Bruxelles, Anvers, Mons, Charleroi et Namur par le maréchal, qui gagne encore la bataille de *Lawfeld* sur les Hollandais. Prise de Berg-op-Zoom et siége de Maestricht par les Français (l'an 1748). *Paix d'Aix-la-Chapelle* (l'an 1748). Marie-Thérèse cède les duchés de Parme et de Plaisance à Philippe, prince d'Espagne.

sur ce pays, qui appartint dès lors en toute souveraineté à *Frédéric-Guillaume*. Ce prince prépara la grandeur future de sa maison et mérita le surnom de *Grand-Electeur* par ses victoires sur les Suédois et par les bonnes mesures qu'il prit pour développer la prospérité de ses Etats. Frédéric, son fils et successeur, qui aimait le faste et l'éclat extérieur, voyant l'élévation de Guillaume d'Orange et du prince-électeur, Auguste de Saxe, aux trônes d'Angleterre et de Pologne, demanda pour lui-même et obtint de l'empereur Léopold Ier le titre de *roi de Prusse*, et se fit solennellement couronner à Kœnigsberg. Frédéric Ier, trop occupé d'organiser sa cour sur le modèle de celle de Louis XIV, épuisa les ressources de son royaume par des dépenses exagérées et aussi par les frais que lui occasionna la part prise à la guerre de la succession d'Espagne. — Il laissa le trône à son fils *Frédéric-Guillaume*, prince d'un esprit étroit et tyrannique, qui gouverna d'une manière absolue. Ce prince eut cependant le mérite de créer une armée bien organisée et de relever les finances de l'Etat

---

Rois de Prusse : Frédéric I (1791-1713). Frédéric-Guillaume I (1713-1740). Frédéric II (1740-1786).

La *Prusse*, qui avait d'abord appartenu à *l'Ordre Teutonique*, était devenue un duché héréditaire par l'apostasie du grand-maître de l'Ordre, *Albert de Brandenbourg* (l'an 1525) (voy. plus haut, page 44). Cet acte ne porta pas bonheur à l'apostat. Son fils et successeur Albert II (1568-1518) perdit la raison et fut placé sous la tutelle de la maison de Brandenbourg. A sa mort, comme il n'avait pas d'enfants, la Prusse échut en héritage à *Jean Sigismond*, prince-électeur de Brandenbourg (1618-1640). Toutefois le duché demeura fief de la couronne da Pologne. *Frédéric-Guillaume*, surnommé le grand-électeur (1640-1688), profita de la guerre que la Pologne avait à soutenir contre le roi Charles X de Suède (voyez plus haut page 237) pour rompre ce lien de féodalité. Lors de la *paix de Welau* (l'an 1657) le roi Jean-Casimir renonça à son droit de suzeraineté sur la Prusse, à condition qu'elle serait réunie à la Pologne, si la descendance mâle de la maison de Brandenbourg venait à s'éteindre. Frédéric-Guillaume hérita encore des pays de *Clèves* et de *Mark* sur le Rhin. Pendant tout son règne, il travailla activement à développer la prospérité de ses Etats. Guerre contre les *Suédois* et *bataille de Fehrbellin* (voyez plus haut, page 243) : une partie de la Poméranie orientale est réunie à la Prusse. — *Frédéric III*, son fils, lui succède (1688-1713) : il marche sur les traces de son père en agrandissant ses Etats par l'acquisition des comtés de Mœrs, de Tocklenbourg et de Neufchâtel. — Avènement de Guillaume d'Orange à la couronne d'Angleterre (voyez plus haut, page 207) et élection d'*Auguste de Saxe* au trône de Polo-

par des économies très-sévères, souvent même excessives. Il réunit à son royaume une partie du pays de Gueldre et de la Poméranie, et prépara à son fils les moyens de faire des conquêtes. — *Frédéric II* était doué de toutes les qualités qui distinguent l'homme d'Etat et le général. Il éleva la Prusse au rang des grandes puissances européennes, de sorte qu'elle partagea dès lors avec l'Autriche le protectorat de l'Allemagne, qui perdit toute importance comme empire. La conquête de la *Silésie* et la part prise à la guerre de la *succession d'Autriche* attirèrent sur le jeune roi de Prusse les regards de toute l'Europe. Il s'acquit une plus grande gloire encore dans la guerre célèbre connue sous le nom de *guerre de Sept-Ans*.

La guerre de sept-ans (1756-1763). — *La guerre de Sept-Ans*, une des plus mémorables des temps modernes, fit briller du plus vif éclat le génie militaire de Frédéric II, qui résista presque seul à toute l'Europe coalisée contre lui. Marie-Thérèse, dans l'intention de reprendre la Silésie, ayant fait alliance avec la France, Frédéric s'en

---

gne (voyez plus haut, page 238). — Le désir d'occuper un rang aussi élevé que ces deux princes, les instigations de Louis XIV, qui désirait créer en Allemagne une puissance rivale de l'Autriche, enfin la vanité personnelle de Frédéric III l'engagèrent à demander le consentement de l'empereur Léopold I pour prendre la couronne royale. L'empereur y consentit, mais à deux conditions : la première, que la voix de Brandenbourg resterait toujours acquise à la maison d'Autriche dans les élections pour la couronne impériale, la seconde, que la Prusse fournirait 10,000 hommes pour la guerre de la succession d'Espagne. Le prince *Eugène* blâme vivement la condescendance de Léopold I : « l'empereur, dit-il, aurait dû faire pendre les ministres qui lui ont conseillé de consentir à cette demande. » Couronnement de *Frédéric I* à Kœnisberg (l'an 1701); il se pose lui-même la couronne sur la tête. Ses folles dépenses pour organiser sa cour. La nouvelle royauté est reconnue à la *paix d'Utrecht* par les puissances européennes (l'an 1713). — *Frédéric-Guillaume I* (1713-1740) consolide l'œuvre de son père, en organisant une armée et en restaurant les finances ; mais sa parcimonie, son gouvernement arbitraire et souvent tyrannique le rendent odieux. Sa manie d'enrôler dans son armée des soldats de grande taille, qu'il fait recruter par la force ou par la ruse dans tous les pays de l'Europe, lui suscita de nombreuses difficultés avec les autres Etats. Sa sévérité excessive envers son fils Frédéric poussa celui-ci à se soustraire par la fuite à ses mauvais traitements (l'an 1730). Il le fit arrêter et voulut même le faire condamner à mort : ce fut avec peine qu'il se décida à lui faire grâce. Agrandissement de la Prusse. — *Frédéric II*, qui hérita de son père une armée de 80,000

alarma et commença les hostilités avant d'avoir été provoqué. Il sortit victorieux de la lutte, sans avoir perdu même un seul hameau, tandis que l'Allemagne se trouva affaiblie et épuisée par les ravages cruels qu'y avaient exercés les nombreuses armées étrangères.

VICTOIRES DE FRÉDÉRIC II (1756-1759). — Aussitôt que Frédéric II apprit qu'un traité d'alliance avait été conclu entre l'Autriche, la France et la Pologne, il pénétra avec une armée dans la Saxe, occupa Dresde et força l'armée saxonne à se rendre à discrétion. Les Autrichiens, qui étaient venus au secours des Saxons, furent taillés en pièces dans la *bataille de Lowositz* et durent se retirer en Bohême. Frédéric alla les y attaquer l'année suivante; il les vainquit d'abord dans une sanglante bataille sous les murs de *Prague*. Mais pendant qu'il assiégeait cette ville, une armée française entra en Allemagne, et soixante mille hommes envoyés par Elisabeth de Russie arrivèrent au secours de Marie-Thérèse. Frédéric II, assailli par cette masse d'ennemis, ne put conserver tous ses avantages et

---

hommes et un riche trésor, fut un des princes les plus remarquables des temps modernes. Grand homme d'Etat, il fut aussi le premier capitaine de son époque. Avec des connaissances extrêmement vastes, il aimait l'étude, recherchait la société des hommes d'esprit. Malheureusement il s'éprit d'une folle admiration pour Voltaire et ses partisans, dont il partagea les idées anti-chrétiennes. La religion n'était pour lui qu'un moyen de gouverner et de contenir les passions du peuple. La *guerre de la succession d'Autriche* (voyez page 258) lui fournit l'occasion de faire la conquête de la Silésie et d'élever la Prusse au rang des grandes puissances de l'Europe.

La guerre de Sept-Ans eut d'importants résultats pour l'Allemagne et fait époque dans l'histoire de ce pays. D'abord elle amena de graves changements dans les rapports entre les puissances européennes, et notamment elle produisit l'alliance entre la France et l'Autriche, dont la rivalité remontait à plusieurs siecles. Ensuite elle assura définitivement à la Prusse une place parmi les grandes puissances continentales. — Cette guerre, dans laquelle le génie de Frédéric II se montra dans tout son éclat, se divise en *deux périodes* : la *première* embrasse les trois premières années (1756-1759), pendant lesquelles Frédéric II fut presque toujours vainqueur ; la *seconde* se termine à la *paix de Hubertsbourg*, qui mit fin à la lutte (1759-1763). Cette seconde période est marquée par les revers du roi de Prusse, qui aurait succombé sous le nombre de ses ennemis si la mort de l'impératrice Elisabeth de Russie n'etait veuue le sauver.

La PREMIÈRE PÉRIODE (1756-1759) se divise en trois campagnes, signalées chacune par de nombreuses batailles. 1° CAMPAGNE DE SAXE (l'an 1756).

éprouva quelques revers. Le feld-maréchal *Daun* le défit près de *Kollin* et l'obligea à se retirer dans la Saxe. Le roi de Prusse perdit encore l'appui des Anglais, qui conclurent l'*armistice de Kloster-Zeven* après avoir été vaincus à *Hastenberg* par les Français. En même temps l'armée française, commandée par *Soubise*, se dirigea vers la Saxe, pendant que *Daun* envahissait la Silésie et qu'une armée russe occupait le duché de Prusse. Frédéric II, abattu pour un moment par ces revers, se ranima et déploya toutes les ressources de ses talents militaires. Il marcha contre les Français et leur fit essuyer une défaite complète près de *Rosbach*. En Silésie les Autrichiens s'étant emparés de *Breslau*, après avoir battu le corps d'armée qui défendait la ville, Frédéric les contraignit, par la brillante victoire de *Leuthen*, d'évacuer cette province. Pendant ce temps, le roi d'Angleterre, qui avait refusé de ratifier l'armistice conclu avec les Français, envoya en Allemagne une nouvelle armée sous le commandement du prince Ferdinand de Brunswick; elle rejeta

---

Frédéric II, ayant eu connaissance des négociations secrètes entre Marie-Thérèse, la cour de France, l'impératrice Elisabeth de Russie et Auguste III de Saxe, roi de Pologne, (ces négociations n'avaient pas pour objet d'attaquer le roi de Prusse, mais de résister aux envahissements de ce prince, toutefois un article stipulait qu'en cas d'une attaque de Frédéric II contre la Saxe ou la Russie, Marie Thérèse se mettrait de nouveau en possession de la Silésie. Voyez Menzel. *Histoire moderne des Allemands*, tom, XI, pag. 227) commença la guerre sans déclaration préalable, en se jetant sur la *Saxe* et en s'emparant de *Dresde*. Il traita la Saxe en pays conquis et alla assiéger le camp fortifié de *Pirna*. L'armée saxonne, qui s'y était retirée, se défendit vaillamment. L'Autriche et l'empire déclarent la guerre au roi de Prusse. Une armée autrichienne est envoyée au secours des Saxons. On en vient aux mains à *Lowositz*. Frédéric reste maître du champ de bataille, sans avoir remporté cependant une victoire complète. Les Autrichiens se retirent dans leur pays et l'armée saxonne est obligée de se rendre au roi de Prusse, qui en incorpore les soldats dans ses régiments. — 2° CAMPAGNE DE BOHÊME, de *Saxe* et de *Silésie* (l'an 1757). Alliance de Frédéric II avec Georges II, prince-électeur de Hanovre et roi d'Angleterre. La guerre qui avait éclaté entre l'Angleterre et la France au sujet des colonies américaines, engagea Georges II à contracter cette alliance (voyez plus haut, page 212). Activité de Frédéric II qui envahit la Bohême et marche sur *Prague*. *Brillante victoire* sur les Autrichiens commandés par le prince Charles de Lorraine; 50,000 hommes se jettent dans la ville de Prague, qui se défend heureusement contre le roi de Prusse. Le général *Daun* est chargé du commandement

les Français au delà du Rhin et les défit près de *Crefeld*. De son côté, Frédéric II ayant aussi repris l'offensive, ravagea la Moravie et mit le siége devant *Olmultz*. La ville se défendit avec beaucoup d'énergie jusqu'à ce que le maréchal *Daun* vînt la délivrer. Le roi de Prusse se jeta alors sur les Russes, qu'il vainquit dans la *bataille de Zorndorf*. Après cette grande victoire, Frédéric n'éprouva plus que des revers. Il voulut encore tenir tête aux Autrichiens dans la Lusace; mais ses succès l'avaient enorgueilli ; il était devenu trop confiant en lui-même et plein de mépris pour ses ennemis. Daun le surprit dans une position désavantageuse, le défit près de *Hochkirch* et le força à se retirer dans la Silésie.

REVERS DE FRÉDÉRIC II. PAIX DE PARIS ET DE HUBERTSBOURG (1759-1763). — Les revers de Frédéric II pendant les quatre dernières années de la guerre furent la conséquence de l'épuisement de la Prusse par suite des énormes sacrifices que nécessitait la lutte contre tant d'ennemis à la fois. Ses armées ne se composaient que de troupes merce-

d'une nouvelle armée autrichienne, qui s'assemble dans la Moravie et va au secours de Prague. Elle prend une forte position près de *Kollin*. Frédéric II l'attaque, mais il perd la bataille et est obligé de lever le siége de Prague pour se retirer dans la Saxe. Succès des *Français*, qui remportent une victoire sur l'armée anglo-allemande près de *Hastenbeck*. Convention de *Kloster-Zeven*, par laquelle les Anglais s'engagent à abandonner l'alliance prussienne. Le maréchal de Soubise marche contre la Saxe, mais les Autrichiens, au lieu de seconder ce mouvement, envahissent la Silésie. Prise de Mémel par les Russes. Frédéric II attaque les Français à l'improviste et les défait complétement près de *Rosbach*. Prise de *Breslau* par les Autrichiens. Frédéric II se dirige à marches forcées vers la Silésie, où il remporte la belle *victoire de Leuthen* sur près de 70,000 Autrichiens, avec une armée de 30,000 hommes seulement. L'armée autrichienne, commandée par le prince *Charles de Lorraine* est presque totalement anéantie, et le reste est chassé de la Silésie. Le prince Charles est dépouillé du commandement et nommé *gouverneur de la Belgique*; le feld-maréchal *Daun* le remplace. — 3° CAMPAGNE DE BRANDENBOURG et de *Saxe* (l'an 1758). L'Angleterre rejeta la convention de *Kloster-Zeven*; une nouvelle armée se rassembla dans le Hanovre sous le commandement du prince Ferdinand de Brunswick qui força les Français à repasser le Rhin. *Bataille de Crefeld* et prise de Dusseldorf. Le vainqueur envahit la Belgique. Frédéric II en Moravie : siége d'Olmutz et défense héroïque de la ville par ses habitants. Manœuvres habiles de Daun qui contraint le roi de Prusse à quitter la Moravie. Horrible dévastation du Brandenbourg par les *Russes*, qui prennent et brûlent la ville de Kustrin. Frédéric II marche contre eux et

naires recrutées dans toutes les parties de l'Allemagne; les ressources financières diminuaient de plus en plus; bien des fois le roi éprouva des difficultés presque insurmontables. D'un autre côté, ses ennemis déployaient une grande activité. La monarchie prussienne était près de succomber sous les efforts réunis de l'Autriche, de la Russie et de la France. Mais elle fut sauvée par l'infatigable énergie de Frédéric II, les talents de ses généraux et la mort de l'impératrice Elisabeth de Russie. — Après la victoire de Hochkirch, les Autrichiens firent leur jonction avec les Russes qui avaient défait, près de *Kay*, un corps prussien envoyé contre eux. L'armée alliée se retrancha à *Kunnersdorf* en Silésie dans une forte position. *Frédéric II* l'attaqua et fut complétement défait. Mais les Russes, jaloux des Autrichiens auxquels revenait sur tout la gloire de cette journée*, refusèrent d'aller plus loin. Cependant la ville de *Dresde* tomba au pouvoir du maréchal Daun et un corps de quinze mille Prussiens, envoyé au secours de cette ville, fut obligé de se rendre.

---

gagne la sanglante *bataille de Zorndorf*, malgré la supériorité numérique des ennemis (37,000 Prussiens contre 70,000 Russes). Daun avait profité de cette diversion pour s'établir dans la Lusace. Frédéric l'y suivit pour le combattre, mais trop confiant dans ses forces, il prit une position désavantageuse près de *Hochkirch*. C'est là que Daun l'attaqua et le défit complétement. Belle retraite de Frédéric en Silésie.

Frédéric II éprouva de grandes difficultés pour combler les vides qu'avaient faits dans son armée les nombreuses batailles livrées pendant la guerre. Il fut obligé d'enrôler de très-jeunes soldats et surtout des troupes mercenaires. Mais cette armée ne connaissait pas le patriotisme et servait pour la solde, qui manqua plus d'une fois, parce que la guerre avait épuisé les finances et ruiné le pays. La France, où le duc de Choiseul remplissait alors les fonctions de premier ministre, la Russsie et l'Autriche poussèrent la guerre avec une grande vigueur. L'Autriche eut le bonheur de trouver dans le général *Laudon* un capitaine très-habile, capable de lutter contre Frédéric II, qui fut secondé par son frère *Henri* et par le duc *Ferdinand de Brunswick*, deux généraux d'un grand mérite. — La seconde période de la guerre de Sept-Ans (1759-1762) se divise en quatre campagnes :

1° Campagne sur le Rhin, en *Silésie et en Saxe* (l'an 1759). Une armée russe entre en Silésie. Frédéric, pour empêcher sa jonction avec les Autrichiens, la fait attaquer à *Kay;* mais le corps d'armée chargé de cette opération est taillé en pièces. Laudon rejoint les Russes et prend une position forte sur les hauteurs de *Kunnersdorf*. Frédéric II ne craint pas d'engager le combat avec cette armée, d'ailleurs très-supérieure en nombre. Il

Le prince *Ferdinand de Brunswick* avait été plus heureux contre l'armée française, qu'il avait forcée à repasser le Rhin. — Le théâtre de la guerre fut de nouveau transporté dans la Silésie, où *Laudon*, un des généraux les plus distingués de l'Autriche, prit la forteresse de *Glatz* et attaqua Breslau. Frédéric II, ayant rassemblé une nouvelle armée, arriva au secours de cette ville et contraignit les Autrichiens à en lever le siége, après les avoir battus à *Liegnitz*. Mais il ne put empêcher l'occupation de Berlin par un corps d'armée russe et autrichien, qui n'y resta cependant que huit jours. Dans la sanglante *bataille de Torgau*, que Frédéric II livra au feld-maréchal Daun, la victoire resta indécise, et les Autrichiens continuèrent à occuper Dresde pendant tout l'hiver. L'année suivante, Frédéric, qui s'était retiré dans un camp fortifié, résista avec cinquante mille hommes aux forces réunies des Russes et des Autrichiens au nombre de cent trente mille; mais il ne put défendre ni la Silésie contre les Autrichiens, ni la Poméranie contre les Russes. Il aurait bientôt succombé,

---

essuie une défaite complète. « Tout est perdu, écrivait-il alors à son ministre Finkenstein, je ne survivrai pas à la chute de la patrie. Adieu pour toujours. » Le général russe Soltikow refuse de marcher sur Berlin. Le prince Henri parvient à arrêter l'armée autrichienne dans la Lusace. Prise de *Dresde* par Daun; un corps de 15,000 Prussiens est fait prisonnier par les Autrichiens près de *Maxen*. Campagne du prince *Ferdinand de Brunswick* contre les Français commandés par le maréchal de *Contades*, qui remporte la victoire de *Bergen* près de Francfort et s'avance jusqu'à *Minden*. Mais là ce maréchal est défait par le prince de Brunswick, qui le contraint de se replier vers le Rhin. — 2e CAMPAGNE DE SILÉSIE ET DE SAXE (l'an 1760). Nouveaux revers de Frédéric II. Laudon attaque la forteresse de Glatz et force un corps de 8000 hommes, envoyé au secours de la ville, à se rendre près de *Landshut*. Frédéric marche sur *Dresde* et bombarde la ville; mais le maréchal Daun le force à se retirer. *Prise de Glatz* par Laudon, qui se porte sur Breslau. Frédéric entre en Silésie; Daun l'y suit et fait sa jonction avec Laudon. *Bataille de Liegnitz :* le corps de Laudon est défait par le roi de Prusse, et Daun se retire. Occupation de Berlin par les Autrichiens et les Russes sous les ordres du général Tottleben, qui empêche le pillage de la ville et la quitte à l'approche de Frédéric II. *Bataille de Torgau* en Saxe : les pertes sont égales des deux côtés; mais le roi de Prusse reste maître du champ de bataille, tandis que Daun se retire à *Dresde*. — 3e CAMPAGNE DE SAXE, *de Silésie et de Poméranie* (l'an 1761). Jonction des Russes et des Autrichiens. Ils assiégèrent Frédéric II pendant vingt jours dans son camp fortifié de *Bunzelwitz*, et ils l'auraient forcé à se rendre, si le général russe

sans la mort de l'impératrice de Russie, qui fut remplacée sur le trône par son neveu *Pierre III*. Admirateur enthousiaste de Frédéric, le nouveau czar conclut immédiatement une alliance avec lui et fit passer toute l'armée russe de son côté. Il fut assassiné six mois après; sa veuve *Catherine II*, qui lui succéda, ratifia la paix avec la Prusse. La Suède ayant suivi l'exemple de la Russie, Frédéric put de nouveau enlever la Silésie aux Autrichiens, après s'être emparé de la ville de *Schweidnitz*. Fatiguées de cette guerre si désastreuse pour la prospérité de l'Europe, les puissances belligérantes résolurent enfin de conclure la paix. Elle fut signée à *Paris* et à *Hubertsbourg*. La *paix de Paris* laissa aux Anglais la plupart des colonies françaises qu'ils avaient conquises en Amérique; par la *paix de Hubertsbourg*, Marie-Thérèse et Frédéric II recouvrèrent les contrées qu'ils avaient perdues pendant la guerre.

III. — LA POLOGNE, LA RUSSIE, LA PRUSSE ET L'AUTRICHE JUSQU'A LA MORT DE LÉOPOLD II (1763-1792).

LA POLOGNE JUSQU'A LA MORT D'AUGUSTE III (1696-1763). — La décadence de la Pologne commença avec le règne

---

Buturlin avait voulu suivre les conseils de Laudon. Le manque de vivres les obligea de se separer et sauva le roi de Prusse. *Prise de Schweidnitz* par Laudon, qui se rend maître de la plus grande partie de la Silésie. Les Russes s'emparent de *Colberg*, ville de la Poméranie, où ils prennent leurs quartiers d'hiver. — 4° CAMPAGNE DE SAXE ET DE SILÉSIE (l'an 1762). Mort de l'impératrice *Elisabeth de Russie :* son neveu *Pierre III*, qui lui succéda, conclut la paix et fit même alliance avec la Prusse. Il mit toute son armée à la disposition de Frédéric II, qui se trouva alors en état d'envahir la Silésie et d'attaquer les positions fortes de Daun près de *Burkersdorf*. *Paix de Hambourg* entre la Suède et la Prusse. Pierre III meurt assassiné par ordre de sa femme *Catherine II*, qui rompt l'alliance avec Frédéric II *Bataille de Reichenbach*; grâce à la présence des troupes russes qui ne prirent cependant aucune part au combat, les Prussiens remportèrent la victoire. La paix que Pierre III avait conclue avec la Prusse fut ratifiée par Catherine II. Frédéric assiégea et prit *Schweidnitz*. Dans la Saxe, le prince Henri lutta avantageusement contre les Autrichiens, auxquels il fit essuyer une rude défaite près de *Freiberg*. Pendant les dernières années de la guerre, les armées françaises attaquèrent la Westphalie et le Hanovre; bien qu'elles eussent la supériorité du nombre, le prince *Ferdinand de Brunswick* leur résista avec succès. Cette longue guerre avait épuisé toutes les puissances;

d'*Auguste II*, prince-électeur de Saxe. Dans les relations avec les autres puissances de l'Europe, les vrais intérêts du pays furent sacrifiés à la politique étrangère. A l'intérieur, l'autorité royale était presque anéantie par les droits et les priviléges de la noblesse, qui donnèrent lieu à une longue série de troubles et de désordres. La Russie et la Prusse, qui tendaient sans cesse à s'agrandir et qui convoitaient les provinces de la Pologne avoisinant leurs frontières, exploitèrent ces troubles pour l'affaiblir de plus en plus. *Auguste II*, par son alliance avec Pierre-le-Grand, se trouva entraîné dans une guerre contre *Charles XII*, qui fit la conquête de la Pologne et donna la couronne à *Stanislas Lesczynski* : il remonta sur le trône après la bataille de Pultawa ; mais il ne put faire respecter son autorité par la noblesse. A différentes reprises, il convoqua des diètes, qui furent troublées par les plus graves désordres et qui n'aboutirent à aucun résultat heureux pour le pays. A la mort d'Auguste II, *Stanislas Lesczynski* fut élu par une partie de la noblesse. Avec l'aide du roi de France Louis XV, son beau-père, il se mit d'abord en possession du trône ; mais il fut obligé de

---

d'autre part le ministère anglais, dont lord Bute était le chef, désirait la cessation des hostilités. Ce furent les principales causes qui décidèrent de la paix. Elle fut signée à *Paris* entre la France et l'Angleterre, et à *Hubertsbourg* entre Marie-Thérèse et Frédéric II, qui conserva la Silésie.

III. *Rois de Pologne :* Auguste II (1696–1733). *Stanislas I Lesczynski* (1705–1709). Auguste III (1734–1763). Stanislas II Poniatowski (1764–1795). *Premier partage* (l'an 1772). *Deuxième partage* (l'an 1793). *Dernier partage* (l'an 1795).

Avénement de la maison de Saxe au trône de Pologne (voyez plus haut, page 238). *Auguste II* (1696–1733) fit des tentatives pour diminuer les droits et priviléges de la noblesse en s'appuyant sur une armée de 20,000 Saxons. qu'il avait fait venir en Pologne à l'occasion de la guerre contre les Turcs. Mais la noblesse le força à renvoyer ces troupes, après la conclusion de la paix de Carlowitz (l'an 1699). Guerre contre Charles XII (1702–1709). Les divisions qui éclatèrent parmi la noblesse furent cause que la Pologne succomba dans la lutte (voyez plus haut, page 245). Dans les diètes aucune décision ne pouvait être prise, parce qu'en vertu du *liberum veto* chaque député pouvait empêcher l'adoption de toutes les propositions soumises à ces assemblées (voyez p. 236). Tous les efforts pour changer cette constitution échouèrent, en sorte que la Pologne se trouva livrée à une véritable anar-

le céder au fils du roi défunt, que l'Autriche soutenait. *Auguste III* cependant ne put obtenir aucun secours de la noblesse polonaise, ni pendant la guerre de la Succession d'Autriche, ni pendant la guerre de Sept-Ans. Il ne prit aucune part à la coalition contre le roi de Prusse, qui put d'autant plus facilement consolider sa monarchie. Frédéric II n'en devint pas moins le plus grand ennemi de la Pologne.

PARTAGES ET DESTRUCTION DU ROYAUME DE POLOGNE (1763-1795). — Auguste III ne laissa en mourant, qu'un fils âgé de treize ans. C'est alors que commencèrent les malheurs de la Pologne. L'ambition de plusieurs grandes familles, qui aspiraient au trône, causa des troubles, et l'impératrice de Russie *Catherine II* en profita pour faire élire un de ses favoris le prince *Stanislas Poniatowski.* C'était un homme d'Etat habile et très-instruit, mais manquant d'énergie et entièrement dominé par sa puissante protectrice. A l'instigation de Catherine II, le nouveau roi accorda tous les droits politiques aux dissidents grecs et aux protestants établis en Pologne. Cet acte occasionna de nouveaux troubles. La noblesse catholique conclut la célèbre *confédération de Bar* pour la défense de la reli-

---

chie. — Troubles à la mort d'Auguste II (l'an 1733). Son fils *Auguste III* est reconnu (1734-1763). Les désordres augmentent encore par suite des divisions religieuses: lutte et opposition entre le parti catholique dans la noblesse et le *parti des dissidents*. Ce dernier comprenait les grecs schismatiques, les luthériens et les réformés : la Russie le soutenait secrètement. Violences exercées par les *dissidents* contre les catholiques : à Thorn, les autorités non-seulement mirent des entraves au culte catholique, mais encore laissèrent la populace détruire impunément le collége des Jésuites. Les catholiques furent obligés de prendre des mesures pour sauvegarder les intérêts de la religion. Les droits des dissidents, qui recouraient déjà ouvertement à l'appui de la Prusse et de la Russie, furent restreints dans plusieurs diètes. Une foule d'écrits en leur faveur furent publiés à Berlin et à St-Pétersbourg; de là on les introduisit en Pologne dans le but de jeter l'agitation dans ce pays. A la mort d'Auguste III (l'an 1763), le pays se trouva livré aux troubles et à l'anarchie par suite de l'ambition des grandes familles nobles, des Czartoriski, Radzivil, Lubomirski, Branizki. L'impératrice Catherine II, après s'être concertée avec la France, l'Autriche et la Prusse, envoya une armée en Pologne et fit élire, à la diète de Varsovie, son favori *Stanislas Poniatowski* (l'an 1764). Les dissidents, appuyés par l'Impé-

gion : le *comte de Pac* fut élu maréchal. Les confédérés, incapables par eux-mêmes de résister à la Russie, parvinrent, avec l'appui de la France, à décider les Turcs à lui déclarer la guerre. Mais les Turcs furent battus sur mer et sur terre et conclurent la *paix de Kainardgy*. — Frédéric II avait formé le projet d'enlever à la Pologne les provinces limitrophes de la Prusse et de la Russie. Catherine II, irritée contre les Polonais, accueillit favorablement les propositions qu'il lui fit à ce sujet. Marie-Thérèse, menacée d'une guerre par les deux puissances alliées, consentit, après de longues hésitations, à participer à ce premier partage. La Pologne perdit par là environ cinq millions d'habitants. Les puissances copartageantes renoncèrent formellement pour l'avenir à toute prétention sur la Pologne. En même temps elles garantirent la constitution du royaume, qui maintenait la monarchie élective, en excluant du trône tout prince étranger, et exigeait l'unanimité des votes pour les décisions à prendre dans les diètes générales. Cette constitution fut une source continuelle de troubles, et l'on songea à la modifier. Une diète extraordinaire fut convoquée à Varsovie. Elle décréta l'hérédité de la couronne dans la maison électorale de

---

ratrice Catherine II, suscitent de nouveaux troubles et organisent une confédération. Une armée russe envahit la Pologne et occupe Varsovie; une diète est convoquée dans cette ville (l'an 1767). Courageuse franchise de l'évêque de Cracovie et de plusieurs députés catholiques : ils sont arrêtés et emmenés en Russie. La diète accorde l'égalité politique aux dissidents; asservissement de la Pologne à la Russie. Grand mouvement national et *confédération de Bar* (l'an 1768): le *comte de Pac* est élu maréchal; les confédérés prennent pour devise : *vaincre ou mourir ;* ils portent sur leurs drapeaux l'image de la Ste Vierge. La Pologne, soutenue seulement par la France, est attaquée par des armées russes. Négociations à Constantinople, et conclusion d'une alliance avec les *Turcs*, qui déclarent la guerre à la *Russie* (1768-1774). Ils sont battus et acceptent la *paix de Kaynardgy*. — *Frédéric II* de Prusse convoite les provinces polonaises comprises entre le Brandenbourg et le duché de Prusse. Il négocie à cet effet avec Catherine II et conclut à Pétersbourg un *traité de partage* (l'an 1772). Marie-Thérèse, invitée à y accéder, s'y refuse d'abord; mais elle cède devant les menaces de guerre de la Russie et de la Prusse. PREMIER PARTAGE : les alliés enlèvent à la Pologne environ 1500 lieues carrées et 5,000,000 d'âmes. Les puissances alliées s'arrogent le droit de régler les affaires intérieures de la Pologne. —

Saxe et abolit la disposition concernant l'unanimité des votes dans les diètes. Elle institua ensuite deux Chambres législatives, le Sénat et la Chambre des Députés. — La nouvelle constitution aurait assuré à la Pologne une nouvelle ère de prospérité; mais elle déplut à l'impératrice Catherine II, qui engagea ses partisans parmi la noblesse polonaise à s'unir par la *confédération de Targowice.* Catherine fit envahir la Pologne par une armée russe et exigea du roi l'abolition de la constitution et la cession de vastes provinces qui devaient être partagées entre la Russie et la Prusse. Stanislas eut la faiblesse de céder. Ce nouveau démembrement provoqua une *insurrection générale*, à la tête de laquelle se plaça le brave Kosciusko. La garnison russe de Varsovie succomba, et l'on prit partout les armes pour la patrie. Malheureusement les idées révolutionnaires qui venaient de triompher en France pénétrèrent en Pologne et jetèrent la division dans la nation. Un parti nombreux parmi la noblesse refusa de prêter son concours à l'insurrection, et l'impératrice Catherine réussit à gagner la Prusse et l'Autriche. Les Polonais perdirent la sanglante *bataille de Macéjowice;* Kosciusko tomba entre les mains des vainqueurs. *Praga*, un des faubourgs

---

Un parti patriotique se forme et demande la convocation d'une *diète à Varsovie* (l'an 1788). La nouvelle diète, aussitôt après sa réunion, se transforme en *confédération*, afin d'empêcher le *liberum veto.* Une nouvelle constitution est élaborée, ayant pour base l'hérédité de la couronne; deux chambres sont instituées : la *chambre législative,* formée de députés élus pour deux ans; et le *sénat*, composé de membres inamovibles et présidé par le roi, avec le droit de sanctionner ou de rejeter les lois adoptées par l'autre chambre. Cette constitution est votée (l'an 1791); intrigues de l'impératrice Catherine pour la faire abolir. *Confédération de Targowice* (l'an 1792) formée par les partisans de la Russie. La Pologne est envahie par une armée russe; elle se voit abandonnée par le *roi de Prusse,* sur l'alliance duquel elle comptait. Divisions et revers des Polonais. Le roi *Stanislas* souscrit aux exigences de Catherine II et consent à l'abolition de la constitution. — SECOND PARTAGE de la Pologne (l'an 1793): la Russie et la Prusse lui enlèvent une grande partie du duché de Posen et la moitié de la Lithuanie. Grande insurrection des Polonais : *Kosciusko* est nommé général en chef, et investi d'un pouvoir dictatorial (l'an 1794); la garnison prussienne est chassée de Cracovie et les troupes russes succombent à Varsovie après un combat meurtrier contre le peuple. Malheureusement de nouvelles divisions

de Varsovie, fut pris d'assaut par le farouche *Souwarow*, qui en fit massacrer les habitants ; la ville de Varsovio s'étant rendue, les trois puissances alliées arrêtèrent lo dernier partage de la Pologne. La plus grande partie de ce malheureux pays fut incorporée à l'empire russe ; Stanislas Poniatowski abdiqua et alla mourir en Russie.

La russie jusqu'a l'avénement de catherine ii (1725-1762). — A partir du règne de *Pierre-le-Grand*, la Russie s'agrandit sans cesse aux dépens des Etats voisins, la Turquie, la Suède et la Pologne. Elle s'affermit de plus en plus dans sa position do grande puissance; plus d'une fois son intervention décida des affaires de l'Europe. Cependant son développement intérieur ne marchait pas de pair avec sa grandeur extérieure. Les dispositions arrêtées par Pierre-le-Grand touchant la succession au trône causèrent souvent des troubles à la mort du souverain, et l'intrigue fut le moyen ordinaire pour parvenir à la couronne. Les plus graves abus s'introduisirent dans l'administration, où Pierre-le-Grand avait fait prévaloir le régime de la centralisation. La noblesse devint française, adoptant le luxe, les mœurs légères et l'indifférence religieuse qui régnaient à la cour de France sous le règne de Louis XV. Quant à

éclatèrent ; d'un côté, le rol Stanislas était sous la dépendance de la Russie ; de l'autre, une partie de la noblesse refusait son concours à l'insurrection, à cause des idées révolutionnaires françaises qui avalent pénétré en Pologne et qui menaçaient le pays d'un bouleversement général. L'*Autriche*, qui d'abord était demeurée dans la neutralité, fit alliance avec la Russie et la Prusse. Les insurgés succombèrent, malgré des prodiges de bravoure. *Bataille de Macejowice;* captivité de Kosciusko. Prise de *Praga* et massacre des habitants par ordre de *Souwarow* : reddition de Varsovie; fuite de Stanislas Poniatowsky. Dernier partage et fin du royaume de Pologne (l'an 1795).

Souverains de Russie : Catherine I (1725-1727). Pierre II (1727-1730). Anne (1730-1740). Iwan VI (1740-1741). Elisabeth (1741-1762). Pierre III (1762). Catherino II (1762-1796).

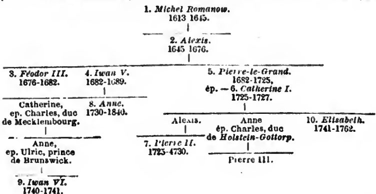
Etat de la Russie à la mort de Pierre-le-Grand (voy. plus haut. page 252). Co prince mourut sans avoir réglé sa succession. Sa veuve *Catherine I*, qui avait été couronnée avec lui, fut proclamée par l'influence du prince Mentchikow, auquel Pierre-le-Grand avait accordé toute sa confiance. Fille d'un paysan et veuve d'un sergent de l'armée russe, puis épouse de Pierre-le-Grand, Catherine se montra digne du trône par la sagesse et la modération dont elle fit preuve dans toutes les occasions. Elle déclara vouloir

la masse de la nation, elle resta plongée dans l'ignorance et la barbarie. Ce fut là le résultat de l'inactivité du clergé schismatique, qui depuis la séparation de l'église grecque avait perdu son indépendance, surtout après l'institution du *Saint-Synode* par Pierre-le-Grand, institution qui avait porté une profonde atteinte à la hiérarchie ecclésiastique.

A la mort de Pierre-le-Grand, sa veuve *Catherine Ire* se fit proclamer impératrice avec l'appui du prince *Mentchikow*. Elle marcha dans la voie que son mari lui avait tracée, et conclut une alliance avec l'Autriche. Elle mourut après avoir régné deux ans et avoir désigné pour successeur son petit-fils *Pierre II*, âgé de douze ans; le prince Mentchikow devait gouverner l'empire pendant la minorité du jeune empereur, auquel il fiança sa fille. Mais le prince *Dolgorouki* parvint à le renverser et l'exila en Sibérie. Il songeait à faire épouser sa sœur à Pierre II, lorsque celui-ci mourut. La noblesse offrit la couronne à la princesse *Anne*, nièce de Pierre-le-Grand, qui abandonna le gouvernement à son favori le *duc de Biron*. Homme énergique et cruel, Biron retira toute influence à la famille Dolgorouki et fit mourir sur l'échafaud plus de douze mille personnes. Les Russes entreprirent contre les

---

conserver la couronne à *Pierre II*, fils d'Alexis (voici le tableau généalogique des empereurs de Russie de la maison de *Romanow*). — *Pierre II* (1727-1730). Menschikow, qui lui avait fiancé sa fille, fut renversé par



Turcs une guerre qui tourna à leur avantage, grâce aux talents militaires des généraux *Munnich* et *Lascy*. L'impératrice Anne, avant de mourir, désigna pour son successeur *Iwan VI*, petit-fils de sa sœur Catherine, âgé d'un an, et laissa la régence au duc de Biron. Mais *Elisabeth*, la plus jeune des filles de Pierre-le-Grand, s'empara de la couronne et fit jeter *Iwan* en prison, où il mourut après vingt-quatre années de captivité. Pendant son règne, Elisabeth éleva sur le trône de Suède le duc de Holstein, Frédéric-Adolphe, qui lui céda le reste de la Finlande. Dans la guerre de la succession d'Autriche, elle soutint *Marie-Thérèse*; plus tard, elle prit une part active à la *guerre de Sept-Ans* contre Frédéric II. Mais elle se laissa gouverner par ses favoris; tous les étrangers furent éloignés des emplois publics, et les priviléges de la noblesse furent encore augmentés. L'administration de l'empire fut entièrement abandonnée à la noblesse; il en résulta de grands abus, qui rendirent Elisabeth odieuse. Elle mourut subitement; son neveu *Pierre III* lui succéda. Après un règne de six mois, il fut détrôné et tué dans une révolution que sa femme *Catherine II* avait fomentée et qui l'éleva elle-même sur le trône.

---

le prince *Dolgorouki* et envoyé en exil à Beresow. *Ostermann*, allemand d'origine, chancelier de l'empire, partage le pouvoir avec Dolgorouki. Mort de Pierre II, à l'âge de quinze ans. — Grâce à l'appui d'Ostermann, *Anne* (1730-1740), nièce de Pierre-le-Grand, fut élevée sur le trône par la noblesse, qui la força cependant à signer un acte par lequel elle accordait aux nobles de grandes prérogatives et renonçait au pouvoir absolu. Mais la famille Dolgorouki, qui s'était emparée du pouvoir, se rendit tellement odieuse que la noblesse conféra de nouveau à l'impératrice une autorité illimitée. Anne donna alors toute sa confiance au *duc de Biron*, qui gouverna avec une grande dureté. Exil de Dolgorouki; plus de 20,000 personnes sont envoyées en Sibérie. Ostermann reste à la tête de l'administration; un allemand *Munnich* et *de Lascy* commandent les armées russes dans la guerre contre les Turcs (1735-1739). Prise d'Azow et d'Oczakow; conquête de la Moldavie. A la fin de la guerre, les Turcs, qui avaient contraint l'Autriche à signer la paix de Belgrade, rentrèrent en possession de tout ce qu'ils avaient perdu. Mort d'Anne (l'an 1740); elle avait désigné pour son successeur *Iwan VI*, sous la tutelle du duc de Biron. La mère du jeune empereur, Anne de Mecklembourg, renverse le duc de Biron et s'empare du pouvoir. — Elle est renversée à son tour par *Elisabeth*, qui

Règne de Catherine II (1762-1796). — Le règne de l'impératrice *Catherine II* fait époque dans l'histoire de la Russie. Cette princesse, marchant sur les traces de Pierre-le-Grand, éleva l'empire russe à un haut degré de prospérité et de puissance et lui conquit le rang important qu'il a conservé depuis lors parmi les puissances européennes. Peu scrupuleuse dans le choix des moyens, Catherine II suivit une politique astucieuse qui a été flétrie avec raison, mais qui malheureusement était celle de la plupart des cabinets d'alors. Les territoires qui furent réunis à la Russie sous son règne sont aussi importants par leur étendue que par leur situation. En plaçant sur le trône de Pologne son favori Stanislas Poniatowski, Catherine mit ce pays sous sa dépendance, et en prépara le démembrement. Dans les trois partages qui en furent faits, la plus grande partie du *royaume de Pologne* fut incorporée à la Russie, qui recula ainsi ses frontières occidentales jusqu'aux confins de l'Allemagne. Un traité conclu avec le duc de *Courlande* assura à la Russie, avec la possession de cette province, une forte position sur le littoral de la mer Baltique. La *paix de Kaynardgy*, qui termina une première guerre heureuse contre les Turcs, lui valut

---

la fait jeter en prison avec son fils et se fait proclamer à l'instigation de son médecin, le français *Lestocq* (1741-1762). Ostermann et Munnich sont envoyés en Sibérie. *Guerres* heureuses sous Elisabeth : 1° contre la *Suède* (1741-1743), qui se termina par la *paix d'Albo* et valut à la Russie une partie de la Finlande ; — 2° intervention dans la *guerre de la succession d'Autriche* (1746-1748) ; — 3° *guerre de Sept-Ans* (1756-1762). — Faiblesse du gouvernement d'Elisabeth à l'intérieur. Elle abandonna entièrement l'administration de l'empire à ses favoris et éloigna des emplois publics tous les étrangers, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre d'Allemands ; elle les remplaça par des Russes, souvent peu instruits. Elle accorda ensuite de grandes prérogatives à la noblesse et exclut par une loi ceux qui n'étaient pas nobles de toutes les premières charges. L'armée seule fut maintenue sur un pied respectable ; mais aussi les finances s'épuisèrent par suite de la décadence de l'industrie et du commerce. Elisabeth adopta son neveu *Pierre*, fils du duc de *Holstein-Gottorp*, qui succéda ainsi à la maison de Romanow. — *Pierre III* (l'au 1762) ne répondit pas aux espérances que l'on avait conçues de lui. Violent et passionné, il gouverna tyranniquement et mécontenta les Russes par son penchant pour le protestantisme, dans lequel il avait été élevé. Sa femme, *Catherine*, fille du prince d'Anhalt, conspira

encore de vastes contrées sur le littoral de la mer Noire et prépara l'incorporation de la *Crimée;* le dernier khan tartare de cette presqu'île la céda à Catherine II. Les Turcs reprirent les armes pour s'opposer aux agrandissements de la Russie; ils furent défaits et durent acheter la *paix de Galatz*, en cédant la ville d'Oczakow et d'importants territoires à l'embouchure du Dniéper. La prépondérance de la Russie sur la mer Noire fut ainsi affermie. Ces conquêtes exigèrent d'immenses sacrifices en hommes et en argent : *Potemkin*, favori de l'impératrice, et le général *Souwarow*, qui commandait ses armées, firent la guerre de la manière la plus cruelle. — Sous le rapport de l'administration intérieure, le règne de Catherine II n'est pas moins remarquable ; dans le but de peupler les immenses steppes traversées par le Wolga, elle favorisa l'établissement de colons étrangers dans ces contrées et y fonda plus de deux cents villes. L'acquisition de la Courlande sur la Baltique, de la Crimée et d'un littoral très-étendu sur la mer Noire, et les traités de commerce conclus avec l'Angleterre, la Turquie et la Perse contribuèrent à relever le commerce. Dans l'intérêt de l'administration, elle divisa l'empire en provinces appelées *gouvernements*, subdivisés

---

contre lui, le fit arrêter et mettre à mort; ensuite elle se fit proclamer impératrice.

Catherine II fut pour la Russie ce que Frédéric II avait été pour la Prusse; c'est à cette princesse que la Russie doit le rang important qu'elle a conservé jusqu'à nos jours parmi les Etats de l'Europe. Son histoire se divise en deux parties : 1° ses guerres et ses agrandissements territoriaux ; 2° son gouvernement intérieur. — Intervention de Catherine II en *Pologne* (voyez page 270), et réunion de la plus grande partie de ce royaume à la Russie. Le démembrement de la Pologne plaça l'empire russe à la tête de tous les peuples slaves, dont les deux puissances allemandes, l'Autriche et la Prusse, menaçaient la nationalité ; de plus la barrière qui séparait la Russie de l'Allemagne fut ainsi renversée. — Guerres de Catherine II *contre les Turcs; première guerre* (1768-1774), terminée par la *paix de Kaynardgy.* Par cette paix les contrées entre le Bug et le Dniéper, ainsi que l'isthme de Pérécop, qui unit la Crimée au continent, furent cédées à la Russie ; celle-ci obtint en outre la libre navigation sur la mer-Noire. Réunion de la *Crimée* à la Russie (l'an 1783) par suite d'un traité avec le dernier khan tartare Sahin-Ghéraï, qui abdiqua. *Seconde guerre contre les Turcs* (1787-1791). Cette guerre, à laquelle l'Autriche prit part, se termina par la *paix de*

en cercles, et sépara entièrement l'administration de la justice des fonctions administratives. Catherine II érigea de nombreux établissements d'instruction, elle fonda des écoles pour le peuple et donna un nouvel élan à la culture des lettres et des sciences, en prenant sous sa protection toutes les publications littéraires en langue russe. Si elle maintint l'Eglise russe dans sa dépendance de gouvernement civil, elle se montra tolérante envers ceux qui professaient une autre religion, et prit sous sa protection l'Ordre des Jésuites, persécuté dans tous les autres pays de l'Europe. La tentative qu'elle fit pour doter la Russie d'une législation uniforme ne réussit pas. La commission nommée à cet effet et composée de délégués de toutes les populations soumises à son sceptre, ne put rédiger un nouveau code de lois. Catherine II, qui avait terni sa gloire par des mœurs dissolues, mourut au moment où l'Europe était ébranlée jusque dans ses fondements par la révolution française.

LA PRUSSE APRÈS LA GUERRE DE SEPT-ANS JUSQU'A LA

Galatz et valut à la Russie de vastes contrées sur les bords de la mer-Noire. — Lutte dans le duché de Courlande entre la noblesse et le duc. Ce duché était sous la dépendance de la Russie depuis l'an 1730. La noblesse, craignant de se voir enlever ses prérogatives par la bourgeoisie, qui gagnait beaucoup d'influence dans les villes, résolut de se soumettre à Catherine II (l'an 1795). Le dernier duc, Ernest Jean, n'ayant pas d'enfants, y consentit au prix d'une pension annuelle. — *Gouvernement intérieur :* Catherine II ne fut pas très-heureuse dans le soin qu'elle prit d'attirer des colons étrangers dans l'empire, parce que la plupart d'entre eux étaient des gens sans aveu et qui ne pouvaient pas s'habituer à un travail régulier. Elle réussit mieux à fonder de nouvelles villes. Pour y attirer des habitants, elle accorda certains avantages à ceux qui voudraient s'y établir, sans toutefois les émanciper entièrement de la servitude, ni en former une véritable bourgeoisie. Changements importants dans l'administration : ils avaient pour but de remédier aux abus, qui d'une part, étaient résultés de la trop grande étendue des contrées confiées à un seul fonctionnaire, et de l'autre, de la réunion des fonctions administratives et judiciaires dans les mêmes mains. Catherine voulut réformer les lois et donner une législation uniforme à son empire. La commission qu'elle nomma à cet effet (l'an 1767) se composait d'hommes appartenant aux diverses nations soumises à son sceptre. Mais elle n'élabora rien. Elle resta cependant réunie jusqu'au règne d'Alexandre I, qui la congédia (l'an 1801). Efforts de Catherine II pour relever la littérature russe : elle favorisa surtout la traduction d'ouvrages étrangers en langue russe. Fondation d'une académie à St-Petersbourg; établissement d'un grand nombre d'é-

RÉVOLUTION FRANÇAISE (1763-1789). — Frédéric II s'était montré grand général pendant la guerre de Sept-Ans et avait fait l'admiration de toute l'Europe; lorsque la paix fut conclue, il déploya les talents qui distinguent l'homme d'Etat. Il mit tous ses soins à guérir les plaies que ces longues guerres avaient faites à son royaume. Les finances de l'Etat se relevèrent, grâce à la sévère économie qu'il introduisit dans toutes les branches de l'administration, et qui lui permit de consacrer des sommes considérables pour aider les habitants des provinces à rebâtir leurs demeures et à cultiver leurs champs. L'agriculture, le commerce et l'industrie prirent un nouvel essor; de nombreux colons, venus de toutes les parties de l'Allemagne, s'établirent en Prusse. Frédéric II leur accorda des secours efficaces; dans la seule province de Silésie, il réussit à fonder plus de deux cents villages. L'armée fut maintenue sur un pied respectable, et dès lors elle se compléta par un système régulier de recrutement. C'était le seul moyen d'assurer à la Prusse l'influence politique que les victoires de Fré-

---

coles. Commerce actif de la Russie sur la mer Baltique et la mer-Noire; augmentation considérable de la marine.

État déplorable des provinces prussiennes à la fin de la guerre de Sept-Ans : la ruine du commerce et de l'industrie d'un côté, et de l'autre les contributions de guerre imposées par le gouvernement lui-même et par les ennemis, avaient complétement anéanti la prospérité d'un grand nombre de villes; faute de bras, des contrées entières restaient incultes et désertes. L'armée se composait en grande partie de troupes mercenaires; l'esprit de corps et de discipline lui manquait. Talents administratifs et activité de Frédéric II. « Ma position, écrivait-il à un ami, exige du travail et de l'activité; mon esprit et mon corps plient sous le devoir. Il n'est pas nécessaire que je vive, mais bien que je sois actif. Je me suis toujours bien trouvé en agissant ainsi. » Grandes économies de Frédéric II qui, pour lui et sa cour, ne dépensait pas plus de 800,000 fr. par an. Il prenait sur sa cassette particulière les secours qu'il accordait aux habitants des provinces ruinées par la guerre : plus de 100 millions de francs furent ainsi distribués par la libéralité du roi, qui fit rebâtir, comme il le dit lui-même dans une lettre à d'Alembert, plus de 14,000 maisons. Une banque commerciale, à laquelle il avança 30 millions de francs, fut fondée à Berlin. Des étrangers et surtout des Français, qui vinrent s'établir en Prusse, y élevèrent un grand nombre de fabriques. Frédéric voulait s'assurer par lui-même des besoins des provinces et dans ce but il les parcourait souvent. L'armée fut portée à 160,000 hommes et réorganisée par un système régulier de recrutement. Le corps des officiers fut exclusivement composé de nobles. Frédéric établit plusieurs

déric II lui avaient acquise parmi les grandes puissances européennes. Aussi intervint-il énergiquement dans la guerre de la *succession de Bavière* après la mort de *Maximilien-Joseph*, en qui la famille ducale s'était éteinte. L'empereur Joseph II voulut s'emparer de ce pays qu'il fit occuper en partie par ses troupes ; mais il fut obligé de renoncer à ses prétentions dans la *paix de Teschen*, et le comte palatin *Charles-Théodore*, parent de la maison de Bavière, fut mis en possession du duché. Après la mort de Marie-Thérèse, Joseph II renouvela ses tentatives pour se rendre maître de la Bavière ; il offrit en échange au prince-électeur les provinces belges ; mais Frédéric II fit échouer ce projet, en concluant avec un grand nombre de princes allemands une ligue qui avait pour but de maintenir l'état politique de l'Allemagne. — Frédéric fut le principal auteur du *démembrement de la Pologne* ; ce fut lui qui en proposa le premier partage à l'impératrice Catherine de Russie : c'est là une tache ineffaçable dans la vie de ce prince. Il eut encore le tort de professer

---

écoles militaires dans lesquelles on ne recevait que des jeunes gens de familles nobles. — *Guerre de la succession de Bavière* (voyez page 282). Frédéric organise la *ligue des princes d'Allemagne* pour s'opposer aux projets d'agrandissement de *Joseph II* (l'an 1785). — *Partage de la Pologne* (voyez plus haut). — Prédilection de Frédéric II pour la littérature française, son admiration pour Voltaire, d'Alembert et les philosophes incrédules de la France ; il manquait de tout sentiment religieux et ne considérait la religion que comme un moyen d'imposer un frein aux passions populaires. Ce fut le motif qui le décida à prendre sous sa protection l'*Ordre des Jésuites* et à laisser subsister leurs collèges en Prusse. — Parmi les œuvres de Frédéric II on distingue surtout ses *mémoires*, qui renferment son histoire jusqu'à l'an 1779. Il était animé d'un profond sentiment de justice : cependant il se laissait aller quelquefois à des actes violents et arbitraires, contraires à toutes les lois en vigueur. Vers la fin de son règne, il fit commencer une révision de la législation de son royaume ; mais ce travail ne put être achevé avant sa mort. Frédéric II n'ayant pas eu d'enfants, ce fut *Frédéric-Guillaume II*, fils de son frère *Auguste-Guillaume*, qui hérita de sa monarchie ; elle avait gagné un tiers en étendue et comptait six millions d'habitants.

Le morcellement politique de l'empire germanique détruisit bientôt toute l'importance qu'il avait parmi les grandes puissances européennes. Les délibérations de la *diète permanente de Ratisbonne*, qui était investie de l'autorité suprême, restaient sans effet ; à cause de la jalousie des nombreux États indépendants qui y étaient représentés, cette diète ne pouvait prendre aucune mesure efficace. L'influence de l'Autriche grandit de plus en plus ;

un profond mépris pour la *littérature allemande* et d'admirer aveuglément les productions impies de l'école antichrétienne qui dominait en France. Pendant plusieurs années, il accorda son amitié à Voltaire; il finit cependant par se brouiller avec lui et l'expulser de ses Etats. Frédéric était lui-même auteur; ses œuvres écrites en langue française témoignent de son génie et en même temps de ses connaissances militaires et administratives. Mais sa prédilection pour la littérature française lui fit négliger de favoriser dans son royaume le développement intellectuel, qui resta en arrière de la prospérité matérielle. Actif jusqu'au dernier moment de sa vie, il mourut sans enfants, à l'âge de soixante-quatorze ans, laissant une monarchie puissante à son neveu *Frédéric-Guillaume II.* C'est pendant le règne de ce prince qu'éclata la révolution française.

L'AUTRICHE JUSQU'À LA MORT DE MARIE-THÉRÈSE (1763-1780). — La grande guerre de la succession et la guerre de Sept-Ans avait puissamment contribué à consolider la

---

cependant la Prusse, que Frédéric II avait rendue si puissante, lui disputa la prépondérance. La rivalité de ces deux Etats paralysa souvent l'action de l'Allemagne au dehors et l'empêcha de reprendre en Europe la direction de la politique, qui avait échappé à la France depuis la mort de Louis XIV. — Transformation de l'Autriche en monarchie absolue. Marie-Thérèse en voulant introduire les réformes qu'exigeaient les circonstances, rencontra souvent de l'opposition dans les Etats de Hongrie, d'Autriche et des autres pays soumis à son sceptre. Par suite de cette opposition, les diètes ne furent que rarement convoquées et le système de centralisation fut introduit dans l'administration. On s'efforça dès lors de tout soumettre à l'administration civile et l'on apporta des restrictions à la liberté et à l'indépendance de l'*Eglise*. Le *fébronianisme*, qui attaquait l'autorité du Saint-Siége et qui avait pour but de détacher l'épiscopat du Souverain-Pontife, pénétra en Autriche et fut enseigné à l'université de Vienne par plusieurs théologiens. Une ordonnance de Marie-Thérèse prescrivit de recourir à l'entremise du ministre des affaires étrangères pour toutes les communications avec Rome; par une autre, elle défendit de publier une bulle ou un bref du Pape avant qu'ils fussent revêtus du *placetum regium*. — Persécution des *Jésuites* en Espagne, en Portugal, à Naples et en France. Marie-Thérèse prit leur défense et résista longtemps aux instances de son fils l'empereur Joseph II, et de son ministre le prince de Kaunitz, tous deux ennemis de l'Ordre. Elle ne consentit qu'à regret à les expulser de ses Etats, à cause des services qu'ils rendaient par l'éducation de la jeunesse. Elle leur avait confié la direction du *collége thérésien* qu'elle avait fondé à Vienne pour les fils de familles

monarchie autrichienne, qui, malgré la perte de la Silésie, devait désormais remplacer l'*empire d'Allemagne* : celui-ci, morcelé en une foule d'Etats indépendants, avait perdu toute importance politique. *Marie-Thérèse* avait sauvé la monarchie par sa fermeté; elle s'appliqua ensuite à réparer les calamités causées par les dernières guerres. Tout en respectant les institutions des divers peuples réunis sous son sceptre, elle donna cependant une extension de plus en plus grande au *principe monarchique*, qui avait prévalu alors en Europe, au préjudice des droits politiques exercés par les Etats, c'est-à-dire par le clergé, la noblesse et la bourgeoisie. Les Etats ne furent presque plus convoqués; on ne les consulta que rarement, lors même qu'il s'agissait de mesures importantes concernant l'organisation intérieure des divers pays de la monarchie. Marie-Thérèse prépara ainsi, sans le vouloir, la voie aux innovations arbitraires et violentes qui signalèrent le règne de son fils Joseph II. Le système gouvernemental qu'elle inaugura, influa également sur les rapports entre l'Etat et

---

nobles peu fortunées. Marie-Thérèse participa au *premier partage de la Pologne* (voy. plus haut, page 271), cependant ce ne fut qu'à son corps défendant et en déplorant cet acte, comme elle le dit dans une lettre adressée à Kaunitz. Elle donna son consentement en ces termes : « *Placet*, parce que tant d'hommes distingués et savants le veulent; mais après ma mort, on apprendra quelles seront les suites de cette violation de tout ce qui était sacré et juste. »

Relations avec la *Turquie*. Marie-Thérèse fut obligée de prendre la défense de la Turquie, ennemie séculaire de l'Autriche, pour s'opposer aux envahissements continuels de la Russie; la conservation de l'empire turc devenait une garantie contre l'accroissement de plus en plus formidable de cette dernière puissance. Intervention de Marie-Thérèse dans la guerre qui éclata entre ces deux puissances et qui se termina par la paix de *Kaynardgy* (voyez plus haut, page 277). Acquisition de la *Bukowine*; établissements de la *frontière militaire*, qui s'étendait depuis la Croatie jusqu'à la Transylvanie et qui formait une ligne complète de défense contre les Turcs. Mort de *François I* (l'an 1765). Marie-Thérèse ne déposa plus le deuil le reste de ses jours. *Joseph II* est élu empereur; l'impératrice mère n'en continue pas moins à gouverner ses Etats. — *Guerre de la succession de Bavière* (1777-1779). Extinction de la maison ducale de Bavière par la mort de *Maximilien Joseph*; il ne laissait pour seul héritier que le prince-électeur palatin *Charles-Théodore*, dont la parenté avec la maison de Bavière remontait à la fin du treizième siècle. Ce dernier n'avait pas non plus de descendants, et son héritier présomptif était un parent éloigné, le duc de Deux-Ponts. Charles-

l'Eglise ; de nombreuses entraves paralysèrent l'action du clergé, auquel toute communication directe avec le Saint-Siége était interdite. Lorsqu'éclata la grande persécution contre l'*Ordre des Jésuites*, Marie-Thérèse résista longtemps aux instances des cours de France et de Naples, et ne consentit qu'à regret à la suppression de l'Ordre dans ses Etats. La Prusse et la Russie la forcèrent aussi en quelque sorte à prendre part au *premier partage de la Pologne*. La paix avec la *Turquie*, cette ancienne ennemie de l'Autriche, ne fut pas troublée pendant le règne de Marie-Thérèse, qui établit sur les frontières de la Turquie une ligne de colonies militaires. Après la mort de son mari *François Ier*, elle fit couronner empereur *Joseph II*, son fils ; mais elle continua à gouverner et ne lui laissa qu'une faible autorité. Cependant ce fut à l'instigation de l'empereur qu'elle éleva des prétentions sur une partie de la *Bavière* après la mort du prince-électeur Maximilien-Joseph. La guerre qui éclata alors se termina par la *paix de Teschen*, que l'impératrice accepta, mal-

---

Théodore céda à Marie-Thérèse la moitié de la Bavière, qu'elle réclamait en vertu d'anciens droits féodaux datant de l'empereur Sigismond. Le roi de Prusse, Frédéric II, qui voulait empêcher l'Autriche de s'agrandir, se déclara contre cet arrangement et gagna à son parti le prince-électeur de Saxe. La guerre éclata, mais des deux côtés elle se fit avec peu de vigueur. Médiation de la France et de la Russie, et conclusion de la *paix de Teschen* (l'an 1779). L'Autriche se contente d'une portion peu importante de territoire sur la rive droite de l'Inn. — Grandes vertus privées de Marie-Thérèse, qui était et avec raison, l'idole de ses peuples, au bien-être desquels elle sacrifiait tout. Son activité infatigable ne l'abandonna qu'avec la vie. Elle mourut en 1780.

Joseph II avait puisé dans l'enseignement des Jésuites un attachement sincère aux dogmes de l'Eglise catholique ; mais il était partisan des idées *fébroniennes* concernant la hiérarchie de l'Eglise et la suprématie du Saint-Siége. En outre, cette suprématie lui paraissait incompatible avec les principes de gouvernement absolu et centralisé que lui avait inculqués *Bartenstein*, le vieux secrétaire d'Etat de l'empereur Charles VI. D'après ces principes, le souverain devait travailler au développement des forces matérielles de l'Etat, en prenant pour base l'armée et les finances, sans aucun égard pour les intérêts et le bien-être individuel de ses sujets. Joseph II avait aussi embrassé la plupart des idées antireligieuses et économiques exposées par les *encyclopédistes français*, et qui ne tendaient à rien moins qu'au bouleversement total, religieux et politique, de la société. — *Réformes religieuses de Joseph II :* Il donna un édit de tolérance en faveur

gré l'opposition de son fils. Par ce traité elle renonça à ses prétentions et se contenta d'un territoire peu important qui lui fut cédé. Marie-Thérèse était aimée de tous ses sujets et respectée de tous les souverains de l'Europe; sa mort laissa des regrets universels.

JOSEPH II (1780-1790). — Les qualités du cœur et de l'esprit ne manquaient pas à l'empereur *Joseph II*, mais il était imbu d'idées fausses et de préjugés, avec un caractère vaniteux et violent; il manquait de connaissances solides comme aussi de sentiments religieux. De plus il accordait une confiance illimitée au *prince de Kaunitz*, partisan du système de gouvernement ayant pour base l'omnipotence de l'Etat. Il se proposait d'arriver à cette omnipotence d'abord au moyen d'une bureaucratie fortement organisée, ensuite en introduisant dans tous ses Etats une complète uniformité d'administration et de législation. Pour y parvenir, il ne tint aucun compte ni de l'indépendance de l'Eglise, ni des institutions politiques les mieux établies, ni de la nationalité des peuples soumis à son sceptre.

---

des protestants et des calvinistes, leur accorda la liberté du culte, autorisa les mariages mixtes et établit que les fils seraient élevés dans la religion de leur père. Mesures violentes à l'égard des catholiques: les séminaires épiscopaux furent supprimés et remplacés par des séminaires généraux sous la direction du gouvernement. Il fut défendu de publier les bulles papales et les mandements des évêques sans le *placetum regium*; il fut également défendu aux évêques de communiquer avec le Saint-Siége et aux Ordres religieux de correspondre avec leurs généraux siégeant à Rome. Plus de 700 couvents furent supprimés par la force, leurs biens confisqués et plus de 36,000 religieux et religieuses réduits à la plus affreuse misère. Les vases sacrés des églises, les châsses des reliques furent vendus aux juifs ; on profana les tombeaux des morts dont on vendit les cercueils. Voyage du pape *Pie VI* à Vienne (l'an 1783). Il fut reçu avec de grandes démonstrations, mais gardé au palais impérial comme un prisonnier. Toute communication avec les évêques d'Autriche lui était interdite. Il ne put faire renoncer l'empereur aux mesures de violence. Les ordonnances concernant les mariages mixtes furent sur le point d'amener une rupture ouverte entre le Saint-Siége et l'Autriche. L'Empereur se rendit à Rome (l'an 1785) et dans un entretien avec l'ambassadeur d'Espagne *Azara*, il fit connaître son intention de détacher entièrement du Saint-Siége l'Eglise dans son empire. Azara parvint à lui faire abandonner ce projet, en insistant sur le danger de provoquer une révolte chez le peuple, qui était très-attaché à la religion catholique. A partir de ce moment l'empereur traita le Saint-Siége avec plus de ménagements. — La *centralisation* est étendue à tout l'empire; établisse-

Tolérant envers les protestants et les juifs, au point de les favoriser aux dépens de ses sujets catholiques, il persécuta l'Eglise et l'assujettit à une telle dépendance qu'il déterminait lui-même le nombre de cierges que l'on pouvait allumer sur les autels. Il supprima les couvents et confisqua leurs biens, tandis qu'il laissa les loges maçonniques s'établir dans tout le pays sans aucune entrave. D'un côté il accorda à la presse une très-grande liberté et permit la réimpression des ouvrages littéraires dans lesquels la religion catholique était violemment attaquée; de l'autre, au contraire, il défendit la publication des bulles ou brefs du Pape et des mandements des évêques sans une autorisation préalable du gouvernement. Le Pape *Pie VI* se rendit à Vienne pour déterminer l'empereur à changer de conduite, mais ce fut sans succès; Joseph II conçut même le projet de faire schisme dans ses Etats avec le Saint-Siége. Ce projet ne fut pas exécuté, mais l'Eglise resta asservie en Autriche pendant plus d'un demi-siècle. Joseph II bouleversa de même l'administration, l'ordre

---

ment d'une forte *bureaucratie*, à laquelle on inculque les principes de l'omnipotence de l'Etat. Bouleversement de l'ancienne organisation des pays qui formaient la monarchie autrichienne; abolition des institutions provinciales: les provinces sont divisées en *cercles* et *districts*. Etablissements de nouveaux impôts, principalement sur la propriété foncière. La législation fut également changée; la peine de mort fut abolie et remplacée par des peines infamantes. Des galériens trainant de longues chaînes et des boulets furent employés aux travaux publics. La censure pour tous les écrits politiques fut abolie et la contrefaçon autorisée. Décadence de la littérature nationale en Autriche. Engouement de Joseph II pour le théâtre, pour lequel il dépensa de fortes sommes, tandis qu'il ne faisait rien pour encourager les beaux-arts. Les œuvres d'art, recueillies par l'empereur Rodolphe II dans sa résidence de Prague, furent dispersées, et les chefs-d'œuvre anciens et modernes vendus à vil prix. — Les Hongrois manifestèrent leur mécontentement de ce que l'empereur ne convoquait plus la diète; il divisa alors ce pays en dix cercles, refusa de se faire couronner et voulut imposer la langue allemande à la Hongrie. Mais le peuple ne se soumit pas à ces ordonnances, qui ne furent pas exécutées.

Révolution Brabançonne. — Une ère de tranquillité et de prospérité s'ouvrit pour les *provinces belges* après la *paix d'Aix-la-Chapelle* (l'an 1748), sous le règne de Marie-Thérèse et le gouvernement du prince *Charles de Lorraine*, son beau frère, et dura jusqu'à leur mort (l'an 1780). Joseph II confirma le prince *Albert de Saxe-Teschen*, époux de sa sœur *Marie-Christine*, dans le gouvernement de la Belgique. Pendant son voyage dans ce pays, Joseph II fit

judiciaire et l'organisation intérieure des divers pays de sa vaste monarchie. Il provoqua ainsi un mécontentement général, qu'il fut obligé de comprimer par des mesures violentes. Cependant il ne réussit pas partout : les *Hongrois* lui opposèrent une résistance énergique et le forcèrent à revenir sur ses pas ; en *Belgique* il fit éclater la *révolution brabançonne.*

La révolution brabançonne (1787-1790). mort de Joseph II. l'empereur Léopold II (1790-1792). — Les institutions nationales qui existaient depuis des siècles dans les *provinces belges* et qui étaient chères au peuple, n'échappèrent pas aux tentatives d'innovation de Joseph II. Après avoir bouleversé l'organisation ecclésiastique, supprimé une foule de couvents et soumis le clergé au régime de la bureaucratie civile, il fit fermer les séminaires épiscopaux et les remplaça par un séminaire général établi à Louvain. Ensuite il changea l'administration civile et judiciaire du pays. Les anciennes provinces formèrent neuf cercles gouvernés par des intendants et divisés en districts; elles per-

---

pressentir ses mesures arbitraires. Il fit évacuer les *places de la barrière* par les garnisons hollandaises, mais il ne réussit pas à faire lever la fermeture de l'Escaut. Application en Belgique de toutes les mesures violentes contre l'Eglise (voyez page 283). Etablissement d'un *séminaire général à Louvain* et d'un séminaire succursal à *Luxembourg ;* défense d'enseigner la théologie dans les séminaires diocésains. Institution d'un *conseil général de gouvernement*, et abolition des Etats provinciaux. Division de la Belgique en *neuf cercles,* subdivisés en *districts.* Suppression de tous les tribunaux et cours de justice, qui furent remplacés par trois catégories de tribunaux : 1° ceux de *première instance;* 2° les *cours d'appel* au nombre de deux, l'une à Bruxelles et l'autre à Luxembourg ; 3° le tribunal de *révision,* ou conseil souverain de justice, siégeant à Bruxelles. — Les *Etats de Brabant* s'opposent à ces innovations et refusent les impôts. Les autres provinces suivent cet exemple, et l'exécution de ces mesures demeure suspendue. L'Empereur appelle à Vienne le gouverneur, ainsi qu'une députation des Etats de toutes les provinces; il persiste néanmoins dans ses projets et veut surtout maintenir le *séminaire général de Louvain*. Fermeté du *cardinal de Frankenberg*, archevêque de Malines. Le comte *Traumansdorf,* homme de conciliation, est envoyé en Belgique avec le général d'*Alton,* homme d'un caractère dur et altier (l'an 1787). Les *professeurs de Louvain* sont dispersés, et les facultés de droit, de médecine et des arts transférées à Bruxelles ; fermeture des séminaires. Commencement des troubles ; tous ceux qui ont été compromis et qui n'ont pas émigré sont arrêtés. Les Etats de Brabant refusent de renoncer au droit de voter les impôts et de sanctionner les nouvelles

dirent ainsi tous leurs droits et priviléges. Les tribunaux et les cours de justice furent supprimés et remplacés par trois instances qui devaient juger tous les procès. Ces mesures provoquèrent un mécontentement universel. La révolte éclata ouvertement lorsque le général d'*Alton*, nommé capitaine-général de la Belgique, voulut faire exécuter par la violence les ordres de l'empereur, qui avait décrété la dissolution de l'Université de Louvain et annulé la constitution du Brabant et du Hainaut. Les deux avocats *Vandernoot* et *Vonck* se mirent à la tête des patriotes. Pendant que Vandernoot se rendait en Hollande, en Angleterre et en Prusse pour y demander du secours, une armée se réunissait sous le commandement de *Vonck* et de *Vandermersch*. La révolution ne tarda pas à gagner toutes les villes, et les troupes autrichiennes furent forcées d'évacuer la Belgique, qui se constitua en *Etat fédératif* sous le gouvernement d'un *côngrès souverain*, composé des députés de toutes les provinces. La mort de l'empereur *Joseph II*, auquel succéda son frère

lois. Ils sont dissous, et la constitution du Brabant est abrogée. La révolution éclate (l'an 1789). *Vandernoot* et *Vonck* sont à la tête des mécontents. Manifeste du peuple brabançon prononçant la déchéance de Joseph II. L'armée patriote, sous le commandement du colonel Vandermersch, remporte à Turnhout une victoire sur les troupes impériales; la désertion se met dans les rangs de celles-ci. Les Autrichiens sont obligés d'évacuer la Flandre, qui est en pleine révolution. Ils quittent Bruxelles et peu après toute la Belgique, pour se retirer à Luxembourg. Les députés de toutes les provinces se réunissent en *Etats-Généraux* à Bruxelles (l'an 1790) et constituent la Belgique en *Etats-Belgiques-Unis*, gouvernés par un *Congrès permanent*. Chaque province se réserve tous ses droits de souveraineté; l'union est déclarée perpétuelle. Division parmi les patriotes : les *Vonckistes* étaient opposés au Congrès et voulaient une constitution toute nouvelle pour la Belgique; ils désignaient par le nom de *Statiste* le parti des *Etats*, qui était au pouvoir. Mort de *Joseph II* (l'an 1790). Son successeur *Léopold II* promet de tout remettre sur l'ancien pied, mais le Congrès repousse ses propositions. Désorganisation de l'armée : *Vandermersch*, accusé de Vonckisme, est destitué. Le général prussien *Schœnfeld* le remplace. L'Angleterre, la Hollande et la Prusse s'engagent à rétablir la domination autrichienne en Belgique. Vandernoot ordonne une levée en masse et réunit une nombreuse armée de patriotes. Mais elle manque de discipline militaire, et dans toutes les rencontres elle est battue par les Autrichiens sous le commandement du général *Bender*, qui marche sur Bruxelles. Alors les Etats-Généraux offrent la couronne à l'*archiduc Charles*, troisième fils de l'empereur Léopold, avec le titre de

Léopold II, grand-duc de Toscane, prince conciliant et généreux, et la division qui éclata parmi les patriotes, divisés en *Vonkistes* et en *Statistes*, amenèrent la chute de la nouvelle république. Le congrès ayant refusé de reconnaître Léopold, qui offrait de rétablir l'ancien état des choses en Belgique, le général *Bender* envahit le pays à la tête d'une armée nombreuse. Les troupes indisciplinées du congrès ne purent résister longtemps; après la prise de Bruxelles, tout le pays se soumit à l'empereur. Léopold II révoqua toutes les mesures de Joseph II et rendit à la Belgique ses anciennes institutions. Mais ces dernières devaient crouler peu après sous les coups des révolutionnaires français.

CHAPITRE XI.

LE PORTUGAL, L'ESPAGNE ET LE ROYAUME DE NAPLES JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III (1648-1788).

I. — LE PORTUGAL SOUS LA MAISON DE BRAGANCE JUSQU'A LA MORT DE JOSEPH Ier (1640-1717).

LA RÉVOLUTION. LES PREMIERS SOUVERAINS DE LA MAISON DE BRAGANCE (1640-1706). — Le royaume de Portugal, réuni à l'Espagne sous *Philippe II*, n'avait pas tardé à déchoir rapidement du haut degré de prospérité où l'avait élevé le règne d'Emmanuel-le-Grand. Le commerce por-

grand-duc héréditaire de Belgique. Malgré cela, le général Bender continue ses opérations; après avoir pris Bruxelles presque sans coup férir, il reçoit la soumission de tout le pays. L'empereur Léopold II révoque tous les édits de Joseph II, et rétablit la constitution des provinces belges (l'an 1791). Sa mort (l'an 1792).

Développements. — *A consulter:* Les ouvrages de *Schœll*, *Cantu*; *Leo*, Histoire universelle, t. IV (en allemand) Schaefer, *Histoire du Portugal*, vol. 4 et 5.

I. *Rois de Portugal:* Jean IV (1640-1656). Alphonse VI (1656-1667). Pédro II (1667-1706). Jean V (1706-1750). Joseph I (1750-1777).

tugais, ainsi que le commerce espagnol, avait été presque partout ruiné, par les Hollandais, surtout après la perte du Brésil. L'administration intérieure avait été négligée; les impôts prélevés par l'Espagne avaient épuisé les ressources de la nation. La domination espagnole durait depuis soixante ans, lorsqu'éclata la révolution qui éleva sur le trône *Jean IV de la maison de Bragance*, descendant d'Emmanuel-le-Grand par sa grand'mère *Catherine*. Jean IV fut reconnu dans toutes les colonies portugaises et gagna l'affection du peuple par la clémence dont il usa envers ceux qui avaient trempé dans une conspiration pour rétablir la domination espagnole. Une insurrection contre les Hollandais rendit le Brésil aux Portugais; ceux-ci perdirent cependant dans les Indes Orientales l'importante île de Ceylan, dont les Hollandais s'emparèrent. Jean IV avait défendu avec succès son trône contre les Espagnols; il le laissa à son fils *Alphonse VI*.

Ce prince, malgré son jeune âge, était corrompu et cruel. Il n'aurait pu résister à l'Espagne, sans le secours que lui prêta la France; la guerre dura douze ans et assura l'indépendance du Portugal, qui fut reconnue par le roi d'Espagne Charles II et par la régente Marie-Anne, sa mère. La paix fut conclue par le frère d'Alphonse VI, *Pédro II*; Alphonse alla terminer sa vie dans un couvent après avoir été précipité du trône à cause de ses crimes. Le Portugal se releva sous le règne de *Pédro II*, prince actif, sobre et consciencieux, qui parvint à se maintenir dans la neutralité au milieu des graves complications pro-

---

Voici leur parenté avec l'ancienne dynastie :

Emmanuel-le-Grand.

Jean III.	Isabelle, ép. Charles-Quint.	*Henri*, cardinal.	Edouard.
Jean. — *Sébastien.* / Marie ép. *Philippe II* d'Espagne.	Philippe II.		Catherine, ép. Jean de Bragance.
			Theodore.
			Jean IV, 1er roi de la maison de Bragance.

voquées par l'ambition de Louis XIV. Bien que d'abord il se fût déclaré pour la politique française, il n'hésita cependant pas à abandonner Louis XIV, lorsque celui-ci eut accepté la couronne d'Espagne pour son petit-fils Philippe. Pédro II entra dans la grande alliance contre la France et conclut avec l'Angleterre le célèbre *traité Méthuen*, qui ouvrait aux manufactures anglaises les marchés du Portugal et statuait en retour une réduction sur les droits d'importation des vins portugais en Angleterre. Ce traité exerça une fâcheuse influence sur l'industrie et l'agriculture en Portugal. Les Anglais prétendirent dans la suite, mais à tort, que ce traité leur assurait le monopole du commerce avec ce pays. Les conséquences du traité Méthuen se firent surtout sentir sous le règne de *Jean V*, qui monta sur le trône à la mort de son père Pédro II.

Situation déplorable du Portugal pendant sa *réunion à l'Espagne* (1580-1640). Traité en pays conquis, il eut à subir les vexations des gouverneurs espagnols; de même qu'en Espagne et pour les mêmes causes, son industrie et son commerce tombèrent en décadence. Mécontentement du peuple; puissance de la *famille de Bragance*, qui était parente de l'ancienne dynastie royale (voy. le tableau généalogique ci-dessus) et qui possédait presque le tiers de tout le royaume. Jean de Bragance manquait d'énergie et de courage pour se mettre à la tête des mécontents. De nouveaux impôts ayant été établis, et le ministre d'Espagne Olivarez ayant voulu lever des troupes, les troubles éclatèrent (voyez page 131). Conspiration de la noblesse, qui proclame Jean IV (l'an 1640). Dans le court espace de huit jours les Espagnols sont chassés du Portugal, et Jean IV est reconnu dans toutes les anciennes colonies portugaises, à l'exception de *Ceuta* en Afrique. Réunion des Cortès, qui sanctionnent tout ce qui a été fait (l'an 1641). Les partisans de l'Espagne trament une *conspiration contre Jean IV;* mais ils sont découverts, et quelques-uns de leurs chefs sont punis de mort; les autres conjurés sont graciés. L'Espagne, qui était engagée dans la guerre de Trente-Ans, ne put songer à soumettre le Portugal par les armes. La domination portugaise dans le Brésil est rétablie, à la suite d'une insurrection contre les Hollandais (voyez plus haut, page 220). Jean IV conclut des traités avec la France et l'Angleterre, ainsi qu'avec la Hollande, à laquelle il cède l'île de Ceylan. Guerre contre l'Espagne (1643-1646): les Portugais remportent la *victoire de Téléna* (l'an 1646); les hostilités cessent, sans qu'un traité ait été conclu. — Alphonse VI (1656-1667); pendant sa minorité il resta sous la tutelle de sa mère (1656-1662). Son éducation avait été négligée; il s'abandonna à tous les penchants de sa nature corrompue et se jeta dans les plus grands excès. Sa cruauté et ses actes arbitraires le rendirent odieux; tous les soins du gouvernement furent

Le portugal jusqu'a la mort de joseph Ier (1706-1777). pombal. — *Jean V* fut le digne successeur de son père. Actif et animé d'un profond sentiment de justice, il se laissa néanmoins entrainer par la tendance de son époque a rendre le pouvoir royal de plus en plus absolu ; il ne convoqua plus les Cortès et régla les impôts et toutes les autres affaires intérieures du royaume par voie administrative. Cependant Jean V n'abusa point de cette autorité : il s'entoura d'hommes probes et capables, auxquels il confia les charges les plus importantes de l'Etat. Il employa les grandes richesses en or et en diamants que le Brésil envoyait tous les ans au Portugal, à encourager le commerce, les lettres, et les beaux-arts. On pourrait lui reprocher d'avoir poussé jusqu'à la prodigalité les dépenses qu'il fit pour des constructions à Lisbonne et la générosité avec laquelle il traita tous ceux qui le servaient. Sa piété

---

laissés au comte de *Castello-Mellor*, son favori. Guerre contre l'Espagne (1657-1668) : le Portugal est soutenu par Mazarin jusqu'à la conclusion de la *paix des Pyrénées* (l'an 1659) par laquelle la France s'engage à abandonner l'alliance des Portugais. Victoire d'*Elvas* remportée sur les Espagnols (l'an 1660). Le *maréchal de Schomberg* conduit à Lisbonne un corps de 4,000 hommes recrutés en France : on lui confie le commandement de l'armée (l'an 1661). Ses victoires sur les Espagnols. Une princesse portugsise épouse *Charles II d'Angleterre*, qui envoie du secours en Portugal. Victoires de *Canal* (l'an 1663) et de *Villa-Viciosa* (l'an 1665) remportées sur les Espagnols. Conspiration contre le roi Alphonse VI : il est forcé d'abdiquer et de céder le trône à son frère Pédro II (1667-1706). Celui-ci prend le titre de régent qu'il conserve jusqu'à la mort d'Alphonse VI (l'an 1683). C'est à tort que plusieurs auteurs modernes attribuent cet événement à l'influence des Jésuites. — *Paix conclue avec l'Espagne* (l'an 1668) ; l'indépendance du Portugal est reconnue. Activité de Pédro II pour relever l'état intérieur de son royaume, en réorganisant l'administration et en maintenant la neutralité du Portugal au milieu des graves complications suscitées par l'ambition de Louis XIV. L'influence de la reine, qui était française et fille du duc de Némours, fit d'abord prévaloir l'alliance avec la France. Après sa mort, l'Autriche réussit à rompre cette alliance ; dans la grande question de la *succession d'Espagne*, *Pédro II* s'associa aux autres puissances européennes contre Louis XIV. Influence heureuse exercée par le célèbre *Vieira*, de la Compagnie de Jésus, confesseur du roi et prédicateur distingué. Cependant ses efforts et ceux des PP. Jésuites en général pour faire abolir le *tribunal de l'inquisition* qui avait été établi en Portugal sur le même pied qu'en Espagne, et qui sévissait souvent avec une grande rigueur, échouèrent contre la résistance du peuple et de la noblesse. — *Traité de Méthuen*, ainsi nommé du négociateur anglais qui réussit à le conclure (l'an 1703) ; il accor-

sincère et son zèle pour la religion lui valurent le titre de *Roi très-fidèle*, que lui accorda le Pape Benoît XIV. Le règne de Jean V fut paisible ; ce prince ne prit qu'une part indirecte à la guerre de la succession d'Espagne et tâcha de conserver la neutralité au milieu des grandes complications européennes. Il mourut regretté de son peuple, laissant le trône à son fils *Joseph Ier*. — Faible de caractère et adonné aux plaisirs, ce prince abandonna le gouvernement à ses ministres, parmi lesquels le *marquis de Pombal* ne tarda pas à accaparer l'autorité suprême. Cet homme impie, violent et vindicatif, poursuivit d'une haine implacable l'ancienne noblesse portugaise et la Compagnie de Jésus. Un terrible tremblement de terre détruisit Lisbonne de fond en comble ; un attentat contre la vie du roi, attentat dont on ne parvint jamais à découvrir l'auteur, fournit à Pombal un prétexte pour faire condamner

---

dait aux Anglais la libre entrée en Portugal pour tous les produits de leurs manufactures et dégrevait les vins portugais d'une partie des droits à leur entrée en Angleterre. Ce traite ruina entièrement l'industrie portugaise, qui ne put pas lutter contre celle de l'Angleterre; d'un autre côté, il fit un grand tort à l'agriculture, à cause de la grande extension donnée à la culture de la vigne. Les Anglais l'invoquèrent dans la suite pour revendiquer le monopole du commerce en Portugal. *Mort de Pédro II* (l'an 1706).

Jean V (1706-1750) régna 44 ans. Le Portugal jouit d'une paix heureuse sous ce prince pieux et actif, qui a mérité l'affection de son peuple, mais qui a été indignement calomnié par tous les auteurs incrédules du dix-huitième siècle. Elève des Jésuites, il avait reçu une instruction variée et solide ; il se montra toujours le protecteur éclairé des lettres et des beaux-arts. Il aimait surtout les mathématiques. On lui doit la fondation d'une académie à Lisbonne, qu'il chargea de rechercher et de publier tout ce qui avait rapport à l'histoire du Portugal. Ses efforts pour relever l'agriculture, l'industrie et le commerce furent entravés par le *traité de Méthuen*. C'est à cette époque qu'on fit au Brésil la découverte des mines d'or et des diamants. Les richesses qu'on en tira furent importées en Portugal et contribuèrent également à faire négliger le commerce et l'industrie. La générosité de Jean V dégénéra parfois en prodigalité ; toutefois c'est à tort qu'on lui a reproché d'avoir dépensé des sommes trop considérables dans un but exclusivement religieux, ainsi pour l'établissement du patriarcat de Lisbonne, pour la construction du couvent de Mafra et de la chapelle de St-Roch. *L'hôpital des Caldas* et *l'Aqueduc d'Alcantara*, qui furent construits dans un but d'utilité publique, absorbèrent aussi beaucoup d'argent. On a accusé Jean V d'avoir laissé trop d'influence au clergé, et d'avoir été l'instrument des Jésuites, mais c'est à tort. On peut lui reprocher avec plus de justice de s'être arrogé un pouvoir absolu et d'avoir préparé par là le gouvernement de Pombal. A l'extérieur

aux plus horribles tortures et à la mort un certain nombre de membres des principales familles nobles. En même temps il expulsa du Portugal l'Ordre des Jésuites qu'il accusait de complicité avec les conspirateurs. Les biens des condamnés et ceux des Jésuites furent confisqués; une partie fut employée à couvrir les folles dépenses du roi qui bâtit plusieurs magnifiques salles de spectacle, et l'autre servit à enrichir le ministre, détestable auteur de tous ces crimes. Sous prétexte de réformer les anciens abus, Pombal bouleversa toute l'organisation intérieure du Portugal et ne laissa après lui que des ruines. La mort de Joseph Ier, qui fut suivie de la démission du ministre omnipotent, ouvrit les prisons à plus de dix mille personnes, victimes de la vengeance de cet homme sanguinaire, qu'une haine aveugle contre l'Eglise a seule pu représenter comme le bienfaiteur de sa patrie. Pombal

---

sa politique fut celle de la *neutralité*. C'était la seule qui pût convenir au Portugal, vu d'ailleurs sa position géographique. — JOSEPH I (1750-1777), qui a été loué outre mesure par les philosophes du dix-huitième siècle, avait un caractère faible et indolent; il aimait avec passion la chasse, la musique et le théâtre, et dépensait pour ses plaisirs des sommes beaucoup plus considérables que son père n'en avait employé à des constructions religieuses et utiles. Grande autorité de *Sébastien de Carvalho*, plus connu sous le nom de *marquis de Pombal*. Cet homme habile et rusé appartenait à la noblesse de second ordre et se trouvait par là même en opposition avec les grandes familles du pays. Un séjour prolongé à Londres et à Vienne lui avait fait embrasser une foule d'idées nouvelles, politiques et administratives, qu'il voulut appliquer en Portugal, lorsqu'il fut devenu premier ministre de Joseph I (l'an 1753); son but était de fonder l'omnipotence de l'Etat, en abolissant les droits de la noblesse et du clergé, en anéantissant l'indépendance de l'Eglise et en plaçant sous une surveillance tracassière le commerce et l'industrie : il força ainsi les propriétaires de vignobles d'abandonner la culture de la vigne et de la remplacer par celle du blé. *Tremblement de terre et destruction de Lisbonne* (l'an 1755) : 25 à 30,000 personnes périrent, les unes écrasées par la chute des bâtiments, les autres englouties dans les eaux débordées du Tage, ou étouffées dans les flammes d'un incendie qui dura six jours. Pombal expoita cet événement pour rendre les *Jésuites* odieux à la cour, parce qu'ils considéraient ce malheur comme une punition du ciel et qu'ils exhortaient le peuple à faire pénitence. Attentat contre la vie du roi (l'an 1758); les vrais auteurs ne furent jamais découverts; Pombal fit accuser de ce crime les principaux membres des puissantes familles de *Tavora* et d'*Aveiro*, ainsi que les *Jésuites*, et, bien qu'il n'existât pas la moindre preuve contre eux, ils furent condamnés et exécutés de la manière la plus cruelle. Parmi ceux qui furent mis à mort, se trouvait la vieille marquise de

avait préparé l'anarchie qui désola le Portugal pendant un demi-siècle. Elle fut cause de la perte du Brésil, la plus belle des possessions portugaises en Amérique, qui se constitua en empire indépendant.

II. — L'ESPAGNE JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III. (1648-1788).

L'ESPAGNE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE LA DYNASTIE DES BOURBONS (1648-1700). — La guerre de Trente-Ans, à laquelle l'Espagne prit une part active, la révolution portugaise et la guerre qui en fut la conséquence, ainsi que la lutte qu'elle eut à soutenir contre la France par suite des prétentions de Mazarin sur une partie de la Belgique, avaient épuisé cet Etat. La *paix des Pyrénées* avait mis fin à la guerre avec la France et décidé de l'avenir de l'Espagne en stipulant le mariage de Louis XIV, avec Marie-Thérèse, fille de Philippe IV. — Philippe IV ne parvint pas à relever les finances délabrées de son royaume. *Charles II*, enfant de quatre ans, lui succéda sous la tutelle de sa mère Marie-Anne d'Autriche. Les tentatives faites par Louis XIV pour conquérir les riches provinces belges et

---

Tavora. On intenta un procès aux Jésuites, qui furent expulsés du Portugal (voyez le chap. suivant). Tyrannie de Pombal : il sévissait contre tous ceux qui lui étaient suspects. Mort du roi (l'an 1777) et démission de Pombal : le ministre fut poursuivi en justice (l'an 1781) et reconnu coupable des crimes qu'il avait commis ; mais à cause de son grand âge, il fut gracié. Les familles de Tavora et d'Aveiro furent rétablies dans leurs biens et honneurs. « De toutes les innovations, dit un auteur protestant, que Pombal a introduites avec autant de précipitation que de sévérité, et souvent même avec une cruauté inouïe, presqu'aucune n'était en harmonie avec l'esprit et les besoins de la nation portugaise. Il n'en resta qu'une confusion épouvantable d'idées, une dissolution profonde dans les classes supérieures de la société et la ruine de toute espèce d'éducation parmi le peuple, qui fut dès lors hors d'état de résister aux influences étrangères. » (Olfers, cité par Leo, *Hist. univ.* t. IV, p. 468).

II. Philippe IV (1621-1665). Charles II (1665-1700). — Philippe V (1700-1746). — Ferdinand VI (1746-1758). — Charles III (1758-1788).

Causes de la decadence de l'Espagne (voyez plus haut, page 131). Philippe IV, apres la conclusion du traité de Munster (l'an 1648), avait encore à lutter à la fois contre la *France* (page 177), contre le *Portugal*, où Jean de Bragance avait été proclamé roi (page 290) et contre les *Catalans*, qui s'étaient révoltés (page 131). *Paix des Pyrénées ;* mariage de Louis XIV

la Franche-Comté et les intrigues de Don Juan d'Autriche, frère naturel de Charles II, remplirent les dix années que dura la régence de la reine-mère. Proclamé majeur à l'âge de quatorze ans, Charles II se chargea lui-même de gouverner; mais tout aussi faible de caractère que de corps, il abandonna d'abord le gouvernement à Don Juan d'Autriche, et après la mort de ce prince, il laissa sa mère ressaisir toute l'autorité. Elle soutint trois guerres malheureuses contre Louis XIV, et elle fut obligée dans les traités de paix d'*Aix-la-Chapelle* et de *Nimègue* de céder à la France d'importants territoires en Belgique. Les victoires que Louis XIV remporta pendant la dernière guerre menacèrent même sérieusemeut l'existence de la monarchie espagnole; mais lors de la *paix de Ryswick*, ce monarque renonça à toutes ses conquêtes dans le but de ménager à un prince de sa famille la succession au trône d'Espagne après la mort de Charles II, qui n'avait pas d'enfants. La dynastie de Charles-Quint s'éteignit avec ce dernier prince.

LES PREMIERS SOUVERAINS DE LA MAISON DE BOURBON (1700-1758). — La guerre de succession avait placé *Phi-*

---

avec Marie-Thérèse, l'aînée des filles de Philippe IV (page 177): Marguerite-Thérèse, seconde fille de Philippe IV, avait épouse l'empereur Léopold I. Epuisement de l'Espagne: d'un côté les richesses métalliques qu'on rapportait tous les ans des colonies américaines, avaient fait négliger l'agriculture et l'industrie; de l'autre, la marine avait été anéantie pendant les longues guerres avec l'Angleterre, la France et la Hollande, et enfin le commerce était passé en grande partie entre les mains des Anglais et des Hollandais. *Mort de Philippe IV* (l'an 1665): son fils *Charles II*, âgé seulement de quatre ans, lui succède. — Régence de *Marie-Anne* d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand III (1665-1675). Cette princesse, qui avait donné toute sa confiance au savant jésuite *Nithard*, éprouva de l'opposition de la part de la noblesse espagnole. Ambition de *Juan d'Autriche*, fils naturel de Philippe IV; il était appuyé par les nobles. Le mécontentement éclata à la suite de la *paix d'Aix-la-Chapelle* avec Louis XIV (l'an 1668) et de la *paix avec le Portugal*, qui, signée peu de temps après, reconnaissait l'indépendance de ce pays. Don Juan, à la tête d'une armée, força la reine à renvoyer le P. Nithard, sur lequel on rejetait, mais à tort, la faute de ces deux traités si désavantageux pour l'Espagne (l'an 1669). Nouvelle guerre contre la France et première alliance de l'Espagne avec la Hollande (l'an 1673). *Charles II* prend lui-même les rênes du gouvernement (l'an 1675): la noblesse donne la régence à *Don Juan d'Autriche*. La guerre

lippe V, petit-fils de Louis XIV, sur le trône d'Espagne. Mais cette longue guerre avait augmenté les embarras financiers du royaume, et le nouveau souverain n'avait pas assez d'énergie pour le tirer de cet état d'abaissement. D'un autre côté, le commerce passa en grande partie entre les mains des Français. Philippe V se laissa d'abord gouverner par une des dames d'honneur de la reine, la *princesse Orsini* (des Ursins). La reine étant morte, il épousa en secondes noces *Elisabeth de Parme;* le cardinal *Alberoni*, homme d'Etat habile et énergique, qui avait été le principal auteur de ce mariage, se saisit alors du pouvoir. Il songea à reprendre les anciennes possessions de l'Espagne en Italie, et fit la conquête de la *Sardaigne* et de la *Sicile*. Toutefois la conclusion de la quadruple-alliance entre l'empereur Charles VI, la France, l'Angleterre et la Hollande, et la chute d'Alberoni amenèrent la paix de la Haye, par laquelle l'Espagne renonça à ses conquêtes. Cependant la guerre qui éclata plus tard entre la France et l'empereur Charles VI fournit à Philippe V, allié de la première de ces puissances, l'occasion de faire la conquête de la Sicile et du royaume de Naples, dont il donna la couronne à son

---

avec Louis XIV se termine par la paix de Nimègue (1678), qui enlève de nouveau plusieurs provinces à la monarchie espagnole (voyez plus haut, page 182). *Mort de Don Juan* (l'an 1679). La reine *Marie-Anne* reprend le gouvernement et le confie au duc de *Medina-Cœli,* homme sans talents. Quatrième guerre contre la France (1688-1697); elle se termine par la *paix de Ryswick* (voyez plus haut, page 187). Mort de Charles II, dernier roi de la dynastie de Habsbourg en Espagne (l'an 1700).

Guerre de succession et avénement de *Philippe V* au trône d'Espagne (voyez plus haut, page 188). La maison de Bourbon succède ainsi à celle de Habsbourg. Caractère faible de Philippe V: il se laisse gouverner par la reine et la *princesse Orsini* venue en Espagne avec elle. Le cardinal *Alberoni;* italien de naissance, fils d'un jardinier de Plaisance, devenu ambassadeur du duc de Parme à la cour de Madrid, gagne la confiance de la princesse Orsini et lui propose, après la mort de la reine (l'an 1714), de faire épouser au roi *Elisabeth Farnèse*, nièce du duc de Parme (l'an 1715): celle-ci fait exiler la princesse Orsini et nomme Alberoni premier ministre (1715-1719). Alberoni déploie la plus grande activité pour relever l'Espagne à l'intérieur et à l'extérieur. — *Première guerre en Italie.* Il recherche en vain l'alliance anglaise: Quadruple-Alliance conclue contre l'Espagne (l'an 1718). Chute d'Alberoni par l'effet des intrigues du cardinal Dubois, ministre tout-puissant du Régent, duc d'Orléans : il est exilé et se retire à Rome (l'an 1719). La paix

second fils *Charles*. Dans la paix d'*Aix-la-Chapelle*, qui termina la guerre de la succession d'Autriche, Marie-Thérèse céda aux Bourbons le duché de Parme et de Plaisance. — Ces conquêtes avaient relevé la puissance extérieure de l'Espagne ; *Ferdinand VI*, fils et successeur de Philippe V, s'occupa avec une grande sollicitude de relever la prospérité intérieure de son royaume. L'agriculture et le commerce prirent un nouvel essor ; une stricte économie fut introduite dans les dépenses publiques ; les finances s'améliorèrent au point que le roi put laisser un trésor assez rempli à son frère *Charles III*, roi de Naples et de Sicile, qui lui succéda sur le trône d'Espagne.

RÈGNE DE CHARLES III. MINISTÈRE D'ARANDA. (1758-1788). — Charles III, prince d'un caractère impérieux, entêté et soupçonneux, avait conçu une grande prédilection pour les Italiens par suite de son séjour à Naples, où il s'était imbu de toutes les idées qui tendaient alors à transformer les institutions existantes. Le Napolitain *Squillace*, qu'il avait amené comme premier ministre, se rendit odieux par ses mesures violentes ; en interdisant

---

de la Haye (l'an 1720). Des négociations sont entamées à Vienne pour conclure le mariage du fils aîné de Philippe V avec *Marie-Thérèse*, seule héritière de Charles VI ; mais elles échouent (l'an 1725). — *Deuxième guerre en Italie*. Alliance de l'Espagne et de la France contre l'Empereur ; conquête du *royaume de Naples et de Sicile*, dont Charles III, second fils de Philippe V, obtient la couronne (l'an 1735). Paix de Vienne. — Mort de Philippe V, qui était tombé dans une mélancolie approchant de la folie (l'an 1746). — *Ferdinand VI*, son fils aîné, lui succéda en Espagne (1746-1758). Prospérité matérielle de l'Espagne sous le règne de ce prince, qui régla les contributions, favorisa l'agriculture et le commerce par la construction de routes et de canaux, et fonda une académie des beaux-arts à Madrid. Conclusion d'un traité de commerce avec l'Angleterre. Ferdinand VI finit par tomber en démence, et se retire dans un couvent (l'an 1758). Son frère *Charles III*, roi de Naples et de Sicile, lui succède

Fausse appréciation du caractère et du règne de Charles III par la plupart des auteurs modernes, qui donnent des éloges exagérés à ce prince. Tout en admettant les bonnes intentions de Charles III, on doit reconnaître qu'il a agi souvent avec précipitation et violence, et que dans plus d'une occasion il s'est montré injuste et entêté. Sa prédilection pour l'Italie et les Italiens fut pour lui une autre cause de graves embarras. Il régnait depuis vingt-quatre ans à Naples, lorsque la mort de son frère l'appela au trône d'Espagne. Deux Italiens, *Squillace* et *Grimaldi*, qui jouissaient de la faveur du

l'ancien costume national, il provoqua à Madrid une révolte qui força le roi de le congédier. Il fut remplacé par le comte *d'Aranda*, ami du duc de Choiseul et entièrement dévoué à la France. Charles III avait conclu avec la cour du roi de France le célèbre *pacte de famille*, qui avait pour but d'unir intimement toutes les cours bourboniennes. A l'instigation de Choiseul, Aranda, qui alliait au goût des innovations un caractère impérieux et des tendances arbitraires, détruisit l'*Ordre des Jésuites* en Espagne, ainsi que dans les colonies espagnoles de l'Amérique. Cette mesure aussi injuste que violente eut de funestes conséquences pour l'état religieux et intellectuel de l'Espagne. La part active que Charles III prit à la guerre de l'indépendance des colonies anglaises en Amérique, ruina ses finances. Gibraltar fut défendu par Elliot pendant trois ans et demi contre les attaques des Espagnols, et resta au pouvoir des Anglais. *Aranda*, dont les tendances allaient de plus en plus à s'emparer du pouvoir au préjudice de l'autorité du roi, finit par tomber en disgrâce. Il fut remplacé par *Florida Blanca* et *Campomanès*. Mais ces deux hommes d'Etat marchèrent sur les

---

roi, furent nommés, le premier, ministre, et le second, ambassadeur à la cour de France. Conclusion du *pacte de famille* (l'an 1761), qui plaça l'Espagne sous la dépendance de la France. Les réformes proposées par Squillace étaient opposées aux libertés et aux coutumes du peuple : mécontentement des Espagnols. Une émeute éclate à Madrid (l'an 1766); le ministre est congédié. *Aranda* le remplace (1766-1778); mais il poursuit le même système d'innovations, et de plus, il est l'instrument du duc de *Choiseul*. L'Ordre des Jésuites est persécuté et expulsé (l'an 1767) de l'Espagne et de toutes les possessions espagnoles en Amérique (voyez le chap. suivant). Après avoir violé les droits de l'Eglise, de la noblesse et des provinces, Aranda s'appliqua à rendre le pouvoir du roi absolu. Il poussa l'ambition jusqu'à vouloir s'emparer lui-même de toute l'autorité; mais une opposition se déclara contre lui. Charles III l'envoya alors comme ambassadeur à Paris (l'an 1778) et le remplaça par *Florida Blanca* et *Campomanès*, tous les deux imbus des idées philosophiques qui régnaient en France. Ils continuèrent de travailler à la destruction de toutes les anciennes institutions et contribuèrent ainsi à l'affaiblissement de la nationalité espagnole. Alliance avec les *Américains* contre l'Angleterre et guerre maritime (voyez plus haut, page 231) : la guerre dura quatre ans (1779-1783). *Siége de Gibraltar*, et défense de la ville par le général *Elliot*. Mort de Charles III, un an avant la révolution française (l'an 1788). *Charles IV* (1788-1808).

traces de leur prédécesseur; ils bouleversèrent totalement les anciennes institutions de l'Espagne, et introduisirent des changements brusques qui heurtaient tous les intérêts de la nation. L'Espagne tomba ainsi dans un état d'abaissement dont elle ne sortit que lorsqu'elle eut à défendre sa nationalité contre Napoléon Ier.

III. — L'ITALIE ET LE ROYAUME DE NAPLES ET DE SICILE JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. (1556-1789.)

L'ITALIE SEPTENTRIONALE.—Les empereurs d'Allemagne, à partir de Rodolphe de Habsbourg, avaient perdu toute autorité en Italie. Le morcellement politique avait jeté ce pays dans une profonde anarchie, dont les rois de France profitèrent pour s'emparer de territoires importants. Il fallut toute la puissance de Charles-Quint pour les empêcher de se fixer définitivement dans la Lombardie. Les guerres de religion, qui désolèrent pendant un siècle presque tous les pays de l'Europe centrale et qui se terminèrent enfin par la paix de Westphalie, détournèrent de l'Italie l'attention des rois d'Allemagne. Aussi l'Italie subit-elle une transformation

---

III. LE DUCHÉ DE SAVOIE ET LE ROYAUME DE SARDAIGNE. — Le *comté de Savoie*, qui avait anciennement fait partie du royaume de Bourgogne fut élevé au rang de *duché* par l'empereur *Sigismond* (l'an 1416). Les ducs de Savoie réussirent, par une politique habile et en s'assurant l'appui des rois de France, à étendre leur domination sur une grande partie du *Piémont*. Ils furent forcés de prendre part aux guerres de Charles-Quint et de François I en Italie : ces deux princes se partagèrent le duché de Savoie (l'an 1538). La paix le rétablit (l'an 1559); le duc *Emmanuel-Philibert* (1559-1580) l'agrandit considérablement. Son fils *Charles-Emmanuel* I (1580-1630) s'engage imprudemment dans une guerre contre Louis XIII. Le duché de Savoie tomba alors sous la dépendance des rois de France, qui traitèrent les ducs en vassaux. *Victor Amédée II* (1675-1730) entra dans la grande coalition des puissances européennes contre Louis XIV (l'an 1690), et contribua, pour une grande part, aux revers que les Français éprouvèrent en Italie (voyez plus haut, pag. 186 et 192). *Paix d'Utrecht* (l'an 1713); le duc de Savoie prend le *titre de roi*, et obtient la *Sicile* qu'il échange ensuite contre la *Sardaigne* (l'an 1720). C'est ainsi que se forma le *royaume de Sardaigne*. Règne heureux de *Charles-Emmanuel III* (1730-1773); puissance croissante du royaume de Sardaigne, qui joua un rôle important dans la guerre de la *succession d'Autriche*. Il était dans un état florissant, lorsqu'éclata la guerre avec la République française, sous le règne de *Victor-Amédée III* (1773-1796).

complète dans le courant du dix-septième siècle. Les petites principautés, qui s'étaient formées dans le nord par suite de la lutte des Guelfes et des Gibelins, disparurent peu à peu et furent absorbées par des États plus étendus, parmi lesquels on doit remarquer surtout le *royaume de Sardaigne*, comprenant la Savoie et le Piémont; le *duché de Milan*, qui embrassait la plus grande partie de la Lombardie; la *république de Venise* et le *grand-duché de Toscane*.

LE PIÉMONT ET LA SARDAIGNE (1675-1792). — A une époque assez reculée, les *ducs de Savoie* avaient acquis une grande influence dans le nord de l'Italie, grâce à la situation géographique de leur pays sur les confins de la France et de la Suisse. Ils profitèrent, pour étendre leur domination, des guerres que se faisaient les Guelfes et les Gibelins dans la Lombardie et enlevèrent une bonne partie du *Piémont* à la *république de Gênes*; les guerres entre les rois de France et les empereurs d'Allemagne, dont l'Italie était le théâtre, leur fournirent une nouvelle occasion d'agrandir leurs États. *Victor-Amédée II* put déjà prendre une part active aux guerres allumées par l'ambition de *Louis XIV*. Dans la paix d'Utrecht il obtint, avec le *titre de roi*, la *Sicile* et une partie du *Milanais*. Quelque temps après, il échangea la Sicile contre la *Sardaigne* et devint ainsi le

DUCHÉ DE MILAN. — Guerres des Guelfes et des Gibelins, et formation du duché de Milan (voyez le 4e vol. chap. XXII, § 2). Guerre entre les rois de France et l'empereur Maximilien (voyez ib. § 3), puis entre Charles-Quint et François I (voyez plus haut, pag. 57-67). Charles-Quint investit son fils Philippe II du *duché de Milan* (l'an 1540). Dès lors les rois d'Espagne tinrent ce duché de la couronne impériale d'Allemagne à titre de fief, et le conservèrent pendant plus d'un siècle et demi (1540-1700). L'empereur *Charles VI* obtint le duché de Milan après la guerre de la succession d'Espagne dans la paix d'Utrecht; il y joignit le *duché de Mantoue*. C'est de cette époque que date la *domination autrichienne* dans la Lombardie. Agrandissement successif du duché de Milan, qui resta à l'Autriche jusqu'aux guerres de la République française (l'an 1797). — La formation du duché ou margraviat de MODÈNE date de la fin du treizième siècle (l'an 1290): elle se fit par la réunion des trois territoires de Modène, de Ferrare et de Reggio sous le sceptre de la *maison d'Este*. Toutefois ce duché demeura fief impérial; les ducs furent les alliés fidèles de la maison d'Autriche et combattirent pour

fondateur du royaume de Sardaigne, qu'il laissa, après un règne de cinquante-cinq ans, à son fils *Charles-Emmanuel III*. Ce prince régna quarante-trois ans et consolida sa monarchie par une bonne administration civile et financière, et aussi par une alliance étroite avec *Marie-Thérèse*. Ce fut pour défendre les droits de cette princesse à la succession de Charles VI, qu'il lutta, et avec succès, contre les forces réunies de la France et de l'Espagne. La prospérité toujours croissante du royaume de Piémont fut brusquement arrêtée par l'invasion des armées républicaines de la France, qui forcèrent le roi *Victor-Amédée III* à s'enfuir. Le Piémont et la Savoie furent incorporés à la *République française*.

LA LOMBARDIE ET LA TOSCANE (1556-1797). — La formation du *duché de Milan* remonte à la fin du quatorzième siècle; il avait été donné à titre de fief de l'Empire à la famille des *Visconti* d'abord, et ensuite à celle des *Sforze*. Les tentatives des rois de France pour s'emparer de ce duché le firent passer sous la domination de *Charles-Quint* qui l'enleva à *François I* et en donna l'investiture à son propre fils *Philippe II*. Le duché de Milan fit depuis lors partie de la monarchie espagnole jusqu'à l'extinction de la dynastie de Habsbourg, par la mort de Charles II; après la guerre de la succession d'Espagne, il échut à

Marie-Thérèse dans la guerre de la succession après la mort de Charles VI. — PARME ET PLAISANCE, qui pendant longtemps avaient fait partie du duché de Milan, furent érigées en duché indépendant vers le milieu du seizième siècle (l'an 1545). La famille *Farnèse* en fut investie et le conserva pendant un siècle. *Don Carlos* succéda aux Farnèse (1731-1738). Son frère *Philippe* devint le fondateur d'une dynastie espagnole (l'an 1748), qui gouverna le duché de Parme et de Plaisance jusqu'à l'invasion française (l'an 1801).

LE DUCHÉ DE TOSCANE. — La république de *Florence*, qui avait jeté un si vif éclat sous la famille des *Médicis* (voyez le 4e vol. chap. XXII, § 2), avait été bouleversée par une révolution à la fin du quinzième siècle (l'an 1494). La famille régnante avait été chassée de Florence; mais elle rentra, à la faveur de l'anarchie qui désola la république pendant dix-huit ans (1494-1512). Deux membres de cette famille, après avoir gouverné la république, montèrent sur le trône pontifical : ce furent *Léon X et Clément VII*. De nouveaux troubles ayant éclaté à Florence, *Charles-Quint* nomma *duc héréditaire de Florence Alexandre de Médicis*, auquel il donna en mariage sa fille naturelle

l'empereur *Charles VI.* C'est ainsi qu'une partie de la *Lombardie* tomba au pouvoir de l'Autriche, qui étendit successivement ses possessions en Italie, en réunissant d'autres territoires au duché de Milan par des traités de succession et par des guerres. L'acquisition la plus importante fut celle du *duché de Mantoue*, qui pendant près de quatre siècles avait appartenu à la *maison de Gonzague.* — A côté de la Lombardie autrichienne subsistèrent quelques États de second ordre, sous la souveraineté de familles princières indépendantes. Tels étaient le *duché de Modène*, sous la famille d'*Este* qui le gouvernait depuis la fin du treizième siècle; le *duché de Parme et de Plaisance,* sous le gouvernement d'*Octave Farnèse* qui avait épousé *Marguerite,* fille naturelle de Charles-Quint. Ce duché passa par héritage à *Don Carlos*, fils d'Elisabeth de Parme et de Philippe V d'Espagne; la dynastie *des Bourbons* le conserva jusqu'à la révolution française. — La *république de Florence* était parvenue à un haut degré de prospérité et de puissance sous le gouvernement de la *famille de Médicis;* au commencement du seizième siècle, elle tomba au pouvoir de Charles-Quint, qui fit proclamer son gendre Alexandre de Médicis *duc héréditaire de Florence. Côme I,* qui succéda à Alexandre, réunit encore sous son sceptre la ville de Sienne et laissa à son fils *François-Marie* un État puis-

---

Marguerite (l'an 1531). Côme I (1537-1574) fit l'acquisition de Sienne et de l'île d'Elbe, et aspira même au titre de roi; le Pape *Pie IV* lui accorda celui de *grand duc de Toscane,* titre que l'empereur *Maximilien II* confirma (l'an 1575). Le règne des Médicis dura un siècle et demi, jusqu'au commencement du dix-huitième siècle. Lorsque cette famille s'éteignit dans sa descendance mâle (l'an 1737), le grand-duché de Toscane fut donné à *François-Etienne*, duc de Lorraine, qui épousa Marie-Thérèse et fut nommé empereur après la mort de Charles VII de Bavière. Son fils *Léopold* lui succéda (1765-1791); en montant sur le trône impérial, il laissa la Toscane à son second fils *Joseph.* Bouleversement de l'Italie (l'an 1799).

La RÉPUBLIQUE DE VENISE. — Grande puissance de la république de Venise à la fin du quinzième siècle (voyez le 4e vol. chap. XXII, § 2). Pendant les guerres entre les empereurs d'Allemagne et les rois de France, la politique de Venise consistait à soutenir alternativement ces deux puissances rivales dans le but de les affaiblir toutes deux et de maintenir sa propre prépondérance en Italie. Ces guerres se terminèrent vers le milieu du seizième siècle par la *paix de Crépy* entre Charles-Quint et François I (voyez plus haut,

sant sous le nom de ***grand-duché de Toscane.*** La dynastie ducale de Médicis agrandit considérablement ses possessions. Lorsqu'elle s'éteignit au commencement du dix-huitième siècle, on donna la Toscane au duc ***François de Lorraine*** qui avait dû céder son propre duché à ***Stanislas Lesczinski.*** François, nommé empereur d'Allemagne après son mariage avec Marie-Thérèse, laissa la couronne ducale à son second fils ***Léopold.*** Sous le gouvernement de ce prince, la Toscane s'éleva à un haut degré de prospérité. Peu de temps après la mort de Léopold, qui avait succédé à son frère Joseph II sur le trône impérial, les armées républicaines de la France bouleversèrent l'Italie et mirent fin à l'indépendance de la Toscane.

La république de Venise (1494-1797). — A la fin du quinzième siècle, la ***république de Venise,*** arrivée au faîte de sa grandeur, comptait au nombre des grandes puissances européennes. Elle prit une part active aux guerres qui eurent lieu alors en Italie entre les rois de France, les empereurs d'Allemagne et les Souverains-Pontifes. Plus d'une fois son appui décida de l'issue de ces luttes, qui contribuèrent encore à affermir davantage la grandeur de la république. Cependant elle tomba bientôt en décadence. Plusieurs circonstances y contribuèrent : la découverte de l'Amérique et la nouvelle voie maritime ouverte vers les

---

page 67). Alors commença la décadence du commerce vénitien ; en voici les principales causes ; 1° les relations commerciales qui s'établirent entre l'Europe et l'Amérique ; 2° la découverte d'une nouvelle voie vers les Indes-Orientales par le tour de l'Afrique ; 3° les entraves que les Turcs-Ottomans apportèrent au commerce avec l'Egypte, la Syrie et l'Asie-Mineure ; 4° les attaques des Turcs contre les possessions des Vénitiens dans la Grèce et les îles grecques. — *Barberousse,* souverain de Tunis, leur enleve dans l'archipel 14 îles (l'an 1539) et les force, dans la paix qu'il conclut avec eux, à lui en faire l'abandon. Le sultan de Constantinople Sélim II s'empare de l'île de *Chypre* (l'an 1570) et conserve cette île, malgré la brillante victoire que Don Juan à la tête de la flotte espagnole remporte sur les Turcs à *Lépante* (voyez plus haut, page 84). Longue paix entre la république et les Turcs (1571-1645). La guerre recommence par l'attaque de l'*île de Candie,* dont les Turcs se rendent maîtres après une guerre de 24 ans (1645-1669). Venise entre dans la grande ligue conclue par la Russie, l'Autriche et la Pologne contre les Turcs (l'an 1684). Conquête de la *Morée* et de la *Livadie,* qui sont cédées aux Vénitiens dans la *paix de Carlowitz* (l'an 1699). Mais ces

Indes Orientales, les conquêtes des Portugais dans ce dernier pays et en Afrique, donnèrent une nouvelle direction au commerce européen et privèrent les Vénitiens de la principale source de leurs richesses. D'autre part, les longues guerres qu'ils eurent à soutenir contre les Turcs épuisèrent leurs finances et leur firent perdre les îles de Chypre, de Candie et la plupart de leurs possessions en Grèce. Au commencement du dix-huitième siècle, *Venise* était réduite au rang d'une puissance de second ordre; alors commença sa longue agonie, qui dura un siècle entier. Elle demeura étrangère à tous les événements qui s'accomplissaient en Italie, affectant une neutralité sous laquelle se déguisait mal sa faiblesse réelle. A l'intérieur, une aristocratie toute-puissante faisait peser un joug de fer sur le peuple; elle ne respectait pas non plus les droits de l'Eglise. Une longue lutte s'engagea entre le sénat de Venise et le Saint-Siége. Les mesures tracassières prises par le sénat ne tendaient à rien moins qu'à enlever toute liberté d'action au clergé et à annuler l'autorité des Souverains-Pontifes. L'expulsion des Jésuites, la suppression d'un grand nombre de couvents et la confiscation de leurs biens, la défense de publier les bulles papales sans l'autorisation du sénat et une foule de mesures analogues furent les seuls signes de vie donnés par cette république déchue,

---

pays furent mal administrés; les nobles vénitiens qui y furent envoyés se rendirent odieux par leurs exactions. Les Turcs s'en rendirent de nouveau maîtres, avec le secours de la population grecque (l'an 1714), et les conservèrent après la *paix de Passarowitz* (l'an 1718). La république de Venise perdit toute influence politique à partir de cette époque. Son commerce déclina, et avec le commerce disparurent les principales ressources de la république. Embarras financiers; le sénat voulut y remédier en mettant la main sur les biens ecclésiastiques et en violant les droits et priviléges de l'Eglise. Le moine *Paul Sarpi* attaqua dans ses écrits la suprématie du Pape et publia une histoire entièrement falsifiée du concile de Trente. Le Pape *Paul V* prit énergiquement la défense des droits de l'Eglise et prononça l'interdit contre Venise (l'an 1606). Les Ordres religieux furent chassés de la ville, et le sénat exerça un gouvernement tyrannique. La paix fut conclue par la médiation de *Henri IV* (l'an 1609). L'exil des Jésuites dura un demi-siècle (jusqu'en 1757). Nouvelles mesures violentes contre l'Eglise: le sénat défendit la publication des bulles ou brefs du Pape sans autorisation préalable (l'an 1754), ainsi que tout appel à Rome (l'an 1767). Suppression d'un grand

que sa situation au milieu des eaux préservait uniquement d'une ruine entière. Elle ne fit pas la moindre résistance aux armes de Bonaparte. Les bassesses par lesquelles le sénat voulut gagner le général français ne sauvèrent pas la république.

LE ROYAUME DE NAPLES ET DE SICILE (1556-1798). — La tranquillité intérieure du *royaume de Naples et de Sicile* ne fut pas gravement troublée pendant le règne de Philippe II et de ses descendants, qui firent gouverner ces pays par des vice-rois espagnols. Le prélèvement des impôts et les disettes, qui désolaient de loin en loin ces contrées et dont le peuple rendait le gouvernement responsable, donnèrent cependant lieu à des émeutes sanglantes dans les rues de Naples et de Palerme. La plus fameuse fut celle qui éclata à Naples, vers le milieu du dix-septième siècle; les insurgés avaient à leur tête le pêcheur *Masaniello*. Une flotte espagnole bombarda la ville et rétablit la tranquillité. Cependant ces mouvements populaires ne changèrent rien à la situation intérieure du royaume de Naples et de Sicile jusqu'à la mort de Charles II. — Après *la guerre de la succession d'Espagne*, ce royaume fut réuni aux États de l'empereur *Charles VI*. Mais cette réunion ne fut pas de longue durée. La *cour d'Espagne*, qui, sur le conseil de son premier ministre *Albéroni*, avait

---

nombre de couvents et confiscation de leurs biens. Gouvernement tyrannique de la noblesse vénitienne. Mécontentement du peuple, qui souffrait beaucoup par suite de la décadence du commerce. Affaiblissement intérieur et extérieur, et chute de la *république de Venise;* l'Autriche, la France et la république cisalpine s'en partagent le territoire dans la paix de Campo-Formio (l'an 1797).

Charles-Quint céda à son fils *Philippe II* le royaume de Naples et de Sicile, lors du mariage de ce prince avec la reine d'Angleterre *Marie* (l'an 1554). Pendant une longue période de paix, que troublèrent seulement quelques descentes des Musulmans d'Afrique, de Tunis et d'Alger sur les côtes, le royaume jouit d'une grande prospérité. Le gouvernement espagnol respectait la nationalité italienne; les impôts, qui n'étaient toutefois pas excessifs, étaient le seul sujet de plainte. Le peuple attribuait en outre au gouvernement, mais à tort, les disettes qui survenaient de temps en temps et dont il voulait trouver la cause dans l'exportation des blés pour l'Espagne. Émeute du peuple à Naples (l'an 1585) : Philippe II ne voulut pas qu'il fût donné suite aux mesures sévères prises contre les coupables par le vice-

déjà fait une tentative pour conquérir la Sicile, parvint à s'en emparer pendant la guerre entreprise par Louis XV pour l'élection au trône de Pologne. Dans la paix qui intervint alors, l'empereur Charles VI céda le royaume de Naples et de Sicile au prince *Don Carlos*, qui devint ainsi le fondateur d'une nouvelle dynastie espagnole. Appelé à succéder en Espagne à son frère Ferdinand VII, Charles III laissa le trône de Naples et de Sicile à son troisième fils *Ferdinand IV*, âgé seulement de neuf ans; ce dernier l'occupa jusqu'à l'invasion française. *Napoléon* donna le royaume de Naples à son propre frère *Joseph*, qu'il remplaça peu de temps après par *Murat*.

CHAPITRE XII.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE JUSQU'AU PONTIFICAT DE PIE VII. (1563-1789.)

I. — LE SAINT-SIÉGE JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. (1563-1789).

Le *concile de Trente*, en définissant de nouveau les dogmes fondamentaux du christianisme, en abolissant une

roi, le duc d'Ossuna. Nouvelle révolution à Naples (l'an 1647) : elle prit de plus grandes proportions; le vice-roi, le duc d'Arcos, se vit forcé de négocier avec les révoltés et leur chef, *Thomas Anielle*, appelé *Masaniello* par le peuple. Celui-ci ayant péri trois jours après, le peuple le remplaça par *Jennaro Annèse*. La ville de Naples est bombardée par une flotte espagnole sous les ordres de *Juan d'Autriche*. Arrivée du *duc de Guise* : il partage l'autorité avec Annèse, qui le livre aux Espagnols. Naples se soumet. *Mort de Charles II* (l'an 1700). Guerre de succession. Philippe V est proclamé roi de Naples; mais une armée impériale, commandée par le feld-maréchal Daun, soumet tout le pays (l'an 1707). Les Espagnols font une tentative pour reconquérir la Sicile (voyez plus haut, page 296). Guerre entre la France et l'Autriche; le royaume de Naples et de Sicile est cédé à l'Espagne par la paix de Vienne (voy. p. 258). Dynastie espagnole des Bourbons (1735-1807). *Charles III* (1735-1759). *Ferdinand IV* (1759-1825). Guerre des Français en Italie. Joseph Bonaparte est proclamé roi de Naples (l'an 1806).

Développements. — *A consulter* : Rohrbacher, *Histoire de l'Église*. Alzog, *Histoire universelle de l'Église*, Tournay, 1851.

I. Pie IV (1559-1565) confirma et publia les décrets du concile de Trente

foule d'abus, en relevant la discipline ecclésiastique et en rendant au clergé la dignité et le zèle dont il avait besoin pour combattre le protestantisme, avait eu les plus heureuses conséquences pour le bien de l'Eglise. Cependant les décisions disciplinaires prises par le concile rencontrèrent une assez forte résistance dans plusieurs pays catholiques, notamment en France, où le pouvoir royal s'efforçait de plus en plus à s'étendre et à devenir absolu. Cette tendance devait nécessairement aboutir à restreindre les droits et les libertés de l'Eglise et à la mettre sous la dépendance de l'Etat. Malheureusement le clergé et surtout les évêques, au lieu de lutter contre les empiétements de l'Etat, les favorisèrent, cherchant ainsi à gagner une position plus indépendante du Saint-Siége. — Le *traité de Westphalie* contribua encore à affaiblir l'autorité des Souverains-Pontifes, en reconnaissant l'indépendance religieuse des protestants et en accordant aux princes un droit de surveillance sur les diverses sectes religieuses qui se trouvaient dans leurs Etats. Les princes se crurent par là en droit de s'attribuer, du moins en partie, la juridiction ecclésiastique. Ces prétentions étaient incompatibles avec les droits de l'Eglise catholique, parce qu'elles constituaient un empiètement sur son organisation extérieure et

---

(voyez plus haut page 55) et institua une congrégation qui devait veiller à leur exécution. — S. Pie V (1566-1572) fut un des pontifes les plus distingués par sa piété et son zèle pour la religion. Opposition de plusieurs gouvernements aux mesures disciplinaires prises par le concile de Trente Guerre contre les Turcs, qui aspirent à la domination sur la Méditerranée. *Bataille de Lépante* (l'an 1571). Charité de S. Pie V pour les pauvres et les malades : il est canonisé par le pape Clément XI. Voyez de Falloux, *Histoire de S. Pie V*. Paris, 2 vol. — Grégoire XIII (1572-1583), un des plus célèbres jurisconsultes de son temps, fit faire une nouvelle rédaction du droit canon (*corpus juris canonici*). Fondation de six colleges à Rome. *Calendrier grégorien* en usage dès 1582 : les protestants et les Grecs schismatiques refusent de l'admettre. — Sixte-Quint (1585-1590) avait été gardien de porcs ; il prit l'habit des Franciscains, devint général de l'Ordre et cardinal. Monté sur le trône pontifical, il se distingua par l'énergie avec laquelle il sévit contre ceux qui troublaient l'ordre public à Rome et dans les Etats de l'Église. Administrateur habile, il abolit les abus qui s'étaient introduits dans l'administration judiciaire et civile. La ville de Rome doit à ce pontife une foule d'institutions d'utilité et d'agrément. Les quinze grandes congré-

sur sa hiérarchie divinement instituée. Il n'en fallait pas davantage pour justifier la protestation du pape *Innocent X* contre les stipulations du traité de Westphalie. — Cette politique des princes d'un côté, et de l'autre les tendances anti-romaines d'une partie de l'épiscopat favorisèrent les doctrines séparatistes qui agitèrent l'Eglise dans le dix-septième et le dix-huitième siècle, et dont les plus importantes furent le *gallicanisme*, le *jansénisme* et le *fébronianisme*. Mais une série de pontifes distingués par leurs vertus, leur savoir et leur activité gouvernait alors l'Eglise; les Ordres religieux, anciens et nouveaux, la défendirent avec courage, et elle résista, comme toujours, aux attaques dirigées contre elle. C'est ainsi qu'elle se prépara à subir les persécutions de la révolution française, pour sortir plus glorieuse que jamais de ce baptême de sang.

Le saint-siége jusqu'a la paix de Westphalie (1563-1648). — *Pie IV*, qui avait vu terminer sous son pontificat les importants travaux du *concile de Trente*, fut remplacé par *Pie V* sur la chaire de Saint-Pierre. Ce dernier pontife prit une part active à la guerre contre les Turcs, que termina la grande *victoire de Lépante*. Il travailla avec un zèle infatigable à faire exécuter les décisions du

gations, la bibliothèque du Vatican, la construction d'un aqueduc, etc., ont rendu célèbre le nom de Sixte-Quint. — Les principes consacrés par la paix de Westphalie au détriment des droits de l'Eglise étaient déjà la règle de conduite des gouvernements dans un grand nombre d'Etats catholiques. La *république de Venise* les mit en pratique pendant le pontificat de Paul V (1605-1621). Vexations exercées par le sénat vénitien contre le clergé (voyez page 304). *Paul Sarpi*, moine servite, attaque le St. Siége et surtout l'Ordre des Jésuites. « Rien n'est plus important, écrit-il dans une lettre (l'an 1611), que de renverser l'influence des Jésuites, car par là même on détruit l'autorité du St.-Siége: et lorsque celle-ci sera anéantie, la religion se réformera d'elle-même. » Paroles dignes du moine de Wittemberg. Sarpi publia une histoire entièrement fausse du concile de Trente, histoire qui fut réfutée par le cardinal Pallavicini, Jésuite, dans un livre savant consacré à l'histoire de ce célèbre concile. — Urbain VIII (1623-1644). Commencement de la *lutte du Jansénisme* (voyez plus loin). Innocent X (1644-1655). Paix de Westphalie (l'an 1648), et protestation du nonce *Chigi*, confirmée par le pape.

Alexandre VII (1655-1667), qui avait été nonce au congrès de West-

concile de Trente relatives à la discipline ecclésiastique. L'éclat de ses vertus le fit plus tard vénérer comme saint. — Ses deux successeurs illustrèrent leur règne par leur activité et par des institutions importantes qui ont depuis fait bénir leur mémoire. *Grégoire XIII* fonda à Rome six colléges pour les études théologiques, entr'autres le collége *irlandais*, le collége *germanique* et le collége *romain*. Il rendit un service éminent par la réforme du *Calendrier*, en fixant ainsi définitivement la chronologie moderne. *Sixte-Quint*, qui de simple pâtre était devenu pape, réforma l'administration des Etats Romains; il dota Rome d'une foule de monuments, qui de nos jours encore le rappellent à chaque pas. L'organisation des *Congrégations de cardinaux*, qu'il chargea de l'expédition des affaires ecclésiastiques de l'univers catholique, et la fondation de la grande *bibliothèque du Vatican* sont encore pour ce pontife deux beaux titres de gloire. Clément VIII entreprit de donner une nouvelle édition de la *Vulgate*, dont Sixte-Quint avait déjà commencé la révision. — Avec le dix-septième siècle et le pontificat de *Clément VIII*, commença pour le Saint-Siége un temps d'épreuves et de malheurs. *Paul V* eut à soutenir une longue lutte contre la *république de Venise*, qui foulait aux pieds les droits les

---

phalie, eut à souffrir des insolences de l'ambassadeur français, le *duc de Créqui*, à la suite d'une querelle qui avait éclaté entre les gens de la suite du duc et la garde corse du pape. Louis XIV fit occuper Avignon et le Venaissin, força le pape à licencier sa garde et l'obligea à envoyer son nonce à Paris pour lui présenter ses excuses. — INNOCENT XI (1676-1789). Louis XIV étend à tous les évêchés de France *le droit de régale*, exercé par ses prédécesseurs sur un certain nombre de siéges épiscopaux (l'an 1675). Les évêques d'Alet et de Pamiers réclament contre cette ordonnance et en appellent au pape Innocent XI l'an 1678), qui exhorte le roi à ne pas attenter aux droits de l'Eglise. Réunion à Paris d'un synode d'évêques et de députés du clergé (l'an 1682), et déclaration des *quatre articles* (voyez plus loin). De graves abus étaient résultés du droit d'asile, dont les ambassadeurs étrangers jouissaient à Rome; ce droit ayant été étendu aux rues avoisinant leurs hôtels, empêchait la justice de sévir contre les criminels et les malfaiteurs. Innocent XI voulut l'abroger, mais Louis XIV y mit opposition. L'ambassadeur français, marquis de Lavardin, enrôle un corps de 800 hommes et commet les plus grands excès à Rome même (l'an 1687). Il est frappé d'excommunication. Louis XIV fait arrêter le nonce du pape à Paris

mieux établis de l'Eglise. Ces droits furent défendus par les écrits des deux célèbres cardinaux *Bellarmin* et *Baronius*, tandis qu'ils étaient attaqués par le moine vénitien *Paul Sarpi;* ce dernier renouvela contre le Saint-Siége les attaques injurieuses de Luther et, tout en bravant l'autorité du Pape, il flatta bassement le sénat de Venise. C'est sous *Urbain VIII* que commença la grande lutte du *Jansénisme*, après la condamnation des erreurs de Jansénius. *Innocent X* fit examiner par une Congrégation de cardinaux et de théologiens distingués les doctrines incriminées et renouvela la condamnation. Les efforts du Pape pour mettre fin à la guerre de Trente-Ans par la réconciliation de l'empereur Ferdinand III et de la cour de France furent couronnés d'un plein succès. Le *traité de Westphalie* fut conclu, mais comme il ne respectait pas les droits de l'Eglise, Innocent X se vit obligé de protester énergiquement contre les stipulations de ce traité.

LES SOUVERAINS-PONTIFES ET LOUIS XIV. LES QUATRE ARTICLES (1648-1700). — Le traité de Westphalie eut pour la plupart des gouvernements catholiques une fâcheuse influence sur leur politique à l'égard du Saint-Siége. On commença par contester à l'Eglise les droits dont elle avait joui jusqu'alors dans tous les pays et l'on refusa au clergé

---

et occupe militairement Avignon et le Venaissin. Il en appelle du pape à un concile général (l'an 1688.) — La lutte continua sous ALEXANDRE VIII (1689-1691), qui condamna par une bulle les quatre articles, et sous INNOCENT XII (1691-1700), qui proscrivit définitivement le *Népotisme*, c'est-à-dire l'usage que plusieurs pontifes avaient fait des biens de l'Eglise pour accorder des faveurs aux membres de leurs familles. Il combattit énergiquement le *Gallicanisme* et força enfin Louis XIV à renoncer au droit d'asile et au droit de régale, et à révoquer l'édit qui avait donné force de loi à la déclaration des quatre articles (l'an 1693). Les évêques français qui avaient fait partie du synode de Paris écrivirent des lettres de soumission au pape.

« Depuis le commencement du dix-huitième siècle, dit un savant auteur moderne (*Dœllinger*), il semblait que les cours de l'Europe eussent pris à tâche de remplacer l'antique respect pour les Souverains-Pontifes par la plus inconvenante hauteur et l'arbitraire le plus inique. » CLEMENT XI (1700-1721). Guerre de la succession d'Espagne, dans laquelle le St.-Siége fut impliqué à cause de ces droits de souveraineté sur le royaume de Naples. L'empereur Joseph I envoya une armée en Italie contre le pape, qui refusait

l'indépendance qui lui est nécessaire pour exercer efficacement son saint ministère. En même temps on s'efforça de rompre le lien qui unit si intimement l'épiscopat au siége de Rome, centre de l'unité, en cherchant à remplacer l'esprit d'universalité de l'Eglise catholique par un étroit esprit de nationalité. Les premiers démêlés surgirent entre la cour de France et le Saint-Siége. Louis XIV, qui avait déjà traité le pape *Alexandre VII* avec peu de ménagement, s'arrogea le droit de disposer des revenus de tous les évêchés vacants en France et de nommer, pendant la vacance du siége, à toutes les dignités ecclésiastiques qui étaient à la collation de l'évêque. Le pape *Innocent XI*, sur la demande de plusieurs évêques, prit la défense des droits de l'Eglise. Alors le roi de France convoqua à Paris un synode de prélats qui lui étaient entièrement dévoués. Cette assemblée publia une déclaration contenant les fameux *quatre articles*, où étaient consignés les principes des prétendues *libertés de l'église gallicane*. Innocent XI les condamna et la lutte continua jusqu'au pontificat d'*Innocent XII*. Elle se termina par la révocation de l'édit royal qui renfermait les quatre articles. Le *droit d'asile* pour les criminels, dont jouissaient les hôtels des ambassadeurs étrangers à Rome, fit éclater un autre différend

---

de reconnaître son frère Charles pour roi d'Espagne. Clément XI, forcé de céder, s'attira l'inimitié de Philippe d'Anjou, qui menaça de rompre toute relation avec le St-Siége. Différend avec le roi de Piémont, Victor-Amédée II : ce prince s'arrogeait l'exercice des droits ecclésiastiques dans l'île de Sicile qui lui avait été cédée par la paix d'Utrecht. L'interdit est prononcé contre la Sicile; plus de 3000 prêtres sont chassés de cette île par le gouvernement et sont obligés de chercher un asile à Rome (l'an 1717). — INNOCENT XIII (1721-1724), en investissant l'empereur Charles VI du royaume de Naples, révoqua l'ancienne stipulation qui portait défense de réunir la couronne de ce pays avec le diadème impérial. Ce pontife envoya du secours aux Vénitiens et à l'Ordre de Malte, qui soutenaient une guerre contre les Turcs. — BENOIT XIII (1724-1730), moine dominicain, n'accepta le pontificat que sur l'ordre de son général. Il donna l'exemple de hautes vertus et travailla avec zèle au maintien de la discipline parmi le clergé. Il étendit à toute l'Eglise l'office de *St. Grégoire VII*, mais cette mesure rencontra de l'opposition à la cour d'Autriche et dans les parlements français, parce que cet office renfermait l'histoire de l'excommunication et de la déposition de l'empereur Henri IV. Dispositions hostiles du roi de Portugal envers le pape. — CLÉ-

entre le roi de France et le Saint-Siége. Ce droit avait donné lieu à une foule d'abus; Innocent XI le retira du consentement de tous les princes, à l'exception de Louis XIV, qui voulait le maintenir par la force des armes. Irrité de la fermeté du Pape, le monarque français fit occuper le *comtat d'Avignon* et le *Venaissin*, qui appartenaient au Saint-Siége, et en appela du Pape à un concile général. Mais enfin Innocent XII parvint à rétablir la bonne entente.

Le saint-siége jusqu'a Pie vi (1700-1775). — La guerre de la succession d'Espagne éclata pendant le pontificat de *Clément XI*. Elle jeta le Saint-Siége dans des complications politiques qui lui devinrent funestes. Les prétendants Philippe d'Anjou et Charles d'Autriche demandèrent chacun au Pape l'investiture du royaume de Naples; l'empereur Joseph Ier força Clément XI à reconnaître son frère comme roi d'Espagne; Philippe d'Anjou en fut irrité, et étant monté sur le trône disputé, il renvoya de Madrid le nonce du pape. La paix d'Utrecht mit fin à ce différend : *Innocent XIII* donna à l'empereur Charles VI l'investiture du royaume de Naples, ce qui n'empêcha pas ce prince de donner le duché de Parme et de Plaisance au prince espagnol don Carlos, sans égard pour les droits

---

ment XII (1730-1740) rétablit la bonne entente avec le Portugal : mais d'autre part la cour d'Espagne n'hésita pas, et cela sans motifs, à faire sortir le nonce du pape de Madrid et du royaume de Naples. Fondation do la congrégation du Très-Saint Rédempteur par St. Alphonse de Liguori. — Benoit XIV (1740-1758) fut un des papes les plus savants, comme le prouvent ses nombreux ouvrages théologiques. Il rétablit la bonne intelligence entre le St.-Siége et les cours catholiques, auxquelles il fit de grandes concessions. Ainsi il accorda au roi de Piémont le droit de nommer à tous les évêchés dans son royaume. Il concéda la même faveur à Jean V de Portugal et lui donna en outre le titre de *roi très-fidèle*. Concordat conclu avec le roi d'Espagne Ferdinand VI, auquel le pape abandonna la nomination à presque toutes les dignités ecclésiastiques. Sur la demande de l'impératrice Marie-Thérèse et du roi Charles de Naples, il réduisit le nombre des fêtes d'obligation. Les persécutions contre l'Ordre des Jésuites dans le royaume de Portugal commencèrent déjà sous son pontificat. Clément XIII (1758-1769). Pendant son règne, il n'y eut que des persécutions et des attaques injustes contre le St-Siége de la part des Etats catholiques. Les Jésuites sont expulsés de presque tous les pays, la France envahit Avignon et le Venaissin,

de suzeraineté que le Saint-Siége possédait sur ce duché. *Benoit XIII*, qui continuait après son élévation au trône pontifical à suivre la règle de Saint-Dominique, convoqua à Rome un synode d'évêques italiens auxquels il proposa des mesures pour le maintien de la discipline ecclésiastique Mais malgré tout ce qu'il fit pour contenter les princes catholiques, il ne put empêcher les différends que lui attira le refus de satisfaire toutes leurs exigences. C'est ainsi que la cour de Lisbonne rompit toute relation avec le Saint-Siége parce que le Pape ne voulait pas acquiescer à la demande du roi de Portugal qui sollicitait le cardinalat pour le nonce Bicchi. *Clément XII*, qui confirma la règle de la *Congrégation du Très-Saint Rédempteur* fondée par saint Alphonse de Liguori, et son successeur *Benoit XIV* eurent encore à souffrir des exigences des rois d'Espagne et de Sardaigne et de la république de Venise. Benoit XIV était aussi distingué par ses vastes connaissances que par son esprit de conciliation; il a laissé un grand nombre d'ouvrages de théologie et de droit canon. Il conclut plusieurs concordats dans le but de sauvegarder les droits de l'Eglise; il ne parvint pas cependant à conjurer l'orage qui s'amoncelait de tous côtés contre l'Eglise et qui éclata sous le pontificat de *Clément XIII*. La *Com-*

tandis que le roi de Naples occupe Bénévent; les cours de Lisbonne, de Madrid, de Naples et de France rompent ouvertement avec Rome. Clément XIII fit preuve d'une noble fermeté dans toutes ces difficultés. — CLÉMENT XIV (1769-1774). On a accusé le cardinal Ganganelli d'avoir en quelque sorte acheté le pontificat par la promesse qu'il aurait faite avant son élection de supprimer l'Ordre des Jésuites, promesse qui lui aurait concilié l'appui des cours de France, d'Espagne, de Portugal et de Naples; cette accusation est complétement fausse Clément XIV résista pendant quatre ans aux obsessions des cours catholiques, et ce ne fut qu'en 1773 qu'il consentit à la suppression de l'Ordre des Jésuites. Il mourut l'année suivante, de mort naturelle, et non pas par le poison, comme on l'a soutenu. La mémoire de ce pape a été attaquée par Crétineau Joly, *Clément XIV et les Jésuites*, Paris, 1847 et défendue par J. Moeller, *dans la Revue catholique*, Louvain, 1847, et le P. Theiner, *Histoire du pontificat de Clément XIV*, 1853. Un des meilleurs ouvrages modernes est celui du P. de Ravignan : *Clément XIII et Clément XIV*. Paris, 1854. — PIE VI (1775-1799). Son pontificat fut un des plus agités; dans tous les pays les droits de l'Eglise étaient méconnus; la persécution éclata ouvertement en Allemagne d'abord, sous

pagnie de Jésus en fut la première victime. Elle fut violemment persécutée en Portugal, en Espagne, en France et dans le royaume de Naples. Les protestations énergiques du Pape ne purent atténuer le mal. Enfin *Clément XIV*, dans l'intérêt de l'Eglise et dans le but de prévenir une véritable défection religieuse, crut nécessaire de prononcer la suppression de la Compagnie. Malheureusement cette mesure n'eut pas l'effet que le Souverain-Pontife s'en était promis. *Pie VI* eut à souffrir des persécutions de l'empereur Joseph II et des violences de Tanucci, ministre à Naples, en même temps qu'il dut s'opposer aux innovations du grand-duc de Toscane Léopold et aux mesures arbitraires de la république de Venise. Mais de plus grands malheurs étaient réservés à l'Eglise pendant la révolution française qui allait bientôt éclater.

II. LE JANSÉNISME, LE GALLICANISME ET LE FÉBRONIANISME.

Tandis que les gouvernements catholiques, par leur tendance à restreindre les droits de l'Eglise, portaient une grave atteinte à l'autorité du Saint-Siége, des doctrines et des opinions qui devaient avoir pour résultat de favoriser les

Joseph II, et en France ensuite, d'une manière plus terrible par la révolution de 89.

II. *Corneille Jansénius*, hollandais de naissance, devint professeur à l'Université de Louvain (l'an 1630) et plus tard évêque d'Ypres (l'an 1635), où il mourut (l'an 1638). Son ouvrage fut publié après sa mort (l'an 1640). Dans l'introduction il déclare vouloir le soumettre au jugement du St.-Siége. Duvergier de Hauranne, abbé de St.-Cyran, ami de Jansénius, le répandit en France. Le pape *Urbain VIII* le condamna (l'an 1642) parce qu'il renfermait des doctrines erronées. Scission dans la Sorbonne : le syndic *Cornet* signala *cinq propositions* comme hérétiques ; mais soixante docteurs de la Sorbonne recoururent au Parlement, qui défendit à la faculté de prendre une décision. Quatre-vingt-huit évêques soumirent les cinq propositions au pape *Innocent X* (l'an 1650), qui, les ayant fait examiner par une congrégation de cardinaux et de théologiens, les condamna comme hérétiques (l'an 1653). Les évêques français, la Sorbonne et l'Université de Louvain se soumirent à la bulle papale. Distinction *du fait et du droit* établie par les Jansénistes, qui reconnurent les cinq propositions comme hérétiques, mais soutinrent qu'elles n'étaient pas renfermées dans le livre de Jansénius. Ils attaquèrent l'infaillibilité du pape et de l'Eglise quant au fait, et prétendirent que l'on

empiétements des princes et de troubler la paix religieuse surgissaient au sein du clergé catholique. Elles acquirent une grande importance par suite de l'opposition faite aux Souverains-Pontifes par une fraction du clergé et de l'épiscopat, et qui dégénéra parfois en un véritable schisme.

Le jansénisme. — La première de ces doctrines eut pour auteur *Corneille Jansénius*, d'abord professeur à Louvain et plus tard évêque d'Ypres. Son ouvrage, intitulé *Augustinus*, qui renfermait des opinions erronées sur la grâce, ne parut qu'après sa mort. Il se répandit surtout en France et y trouva de nombreux partisans. Déféré à Rome, l'ouvrage fut condamné : sur la demande d'un grand nombre d'évêques français, le pape Innocent X réprouva comme hérétiques *cinq propositions* contenues dans le livre de Jansénius. Les Jansénistes, qui avaient pour chefs principaux *Arnauld*, *Nicole* et *Pascal*, soutinrent alors que Rome s'était trompée et que les cinq propositions ne se trouvaient pas dans l'ouvrage de Jansénius. Le pape Alexandre VII condamna également cette opinion, à la demande de plusieurs synodes des évêques français et sur les instances de Louis XIV qui désirait rétablir la paix religieuse. Les Jansénistes, parmi lesquels se distinguaient

---

ne devait à la décision du pape sur ces propositions qu'un *silence respectueux*. *Arnauld*, professeur à la Sorbonne, écrivit en faveur de cette opinion et fut exclu de la faculté (l'an 1655). Un synode d'évêques français, appuyé par Louis XIV, demanda alors une nouvelle déclaration du pape *Alexandre VII* (l'an 1665), qui ordonna que tout le clergé séculier et régulier souscrivît la condamnation des cinq propositions. Résistance des religieuses de l'abbaye de *Port-Royal des Champs*, qui avaient pour abbesse la *sœur d'Arnauld*. *Nicole*, *Pascal* et plusieurs hommes distingués par leur savoir se déclarent pour les Jansénistes et les défendent dans leurs écrits. Zèle de l'*Ordre des Jésuites* pour la défense de l'Eglise contre les Jansénistes. Mort d'*Arnauld* (l'an 1694). *Quesnel*, membre de l'Oratoire, devient chef des Jansénistes. Son livre intitulé : *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, est approuvé par le *cardinal de Noailles*, évêque de Châlons et plus tard archevêque de Paris (l'an 1703). Expulsion des religieuses de Port-Royal, parce qu'elles refusaient de se soumettre aux décisions de leurs supérieurs ecclésiastiques (l'an 1709). La bulle *Unigenitus*, publiée par Clément XI, condamne 101 propositions tirées de l'ouvrage de Quesnel (l'an 1713). Le cardinal de Noailles et presque tous les évêques français, ainsi que la Sorbonne, se soumettent à la bulle. Après la mort de Louis XIV (l'an 1714), les Jansé-

surtout les religieuses de l'abbaye de *Port-Royal*, au lieu de se soumettre, se contentèrent de se renfermer dans un *silence respectueux*, qu'ils n'observèrent cependant pas très-scrupuleusement. Après la mort d'Arnauld, un père de l'Oratoire, *Quesnel*, devint le chef des Jansénistes. Il publia des *réflexions morales* sur le Nouveau Testament, qui renfermaient les opinions erronées de Jansénius. Le pape Clément XI condamna ce livre; mais un grand nombre de docteurs de la Sorbonne, plusieurs évêques et le cardinal-archevêque de Paris, *de Noailles*, refusèrent de souscrire à cette condamnation. Ce dernier finit cependant par se soumettre, mais sans pouvoir décider la *secte janséniste* à suivre son exemple. Cette secte se distingua d'abord par une morale sévère, mais elle ne tarda pas à tomber dans les excès les plus graves; c'est ainsi que ses partisans, se prétendant inspirés, tâchaient de tromper le peuple par de faux miracles. Combattu énergiquement par l'*Ordre des Jésuites*, mais soutenu par le *parlement de Paris*, le Jansénisme ne s'éteignit pas entièrement en France, malgré une nouvelle condamnation dont il fut frappé par le pape *Benoît XIV*. En *Hollande*, où Quesnel s'était retiré, le Jansénisme donna lieu au *schisme*

---

nistes relevèrent la tête et en appelèrent à un concile général; on les désigna pas le nom de *parti des appelants* (l'an 1717). Clément XI prit contre eux des mesures énergiques et prononça leur exclusion de l'Eglise (l'an 1718). Le parlement de Paris s'arrogea le droit d'intervenir; il infligea des peines aux prêtres qui refusaient les sacrements aux Jansénistes et fit brûler les circulaires que plusieurs évêques avaient publiées en faveur des décisions du St. Siége. Activité et zèle des Jésuites pour combattre les doctrines jansénistes, qui étaient surtout dangereuses à cause de leur excessive rigueur. On répandit le bruit de prétendus miracles opérés sur la tombe d'un diacre nommé *Pâris* (l'an 1727). Des désordres ayant eu lieu dans le cimetière de St. Médard, où il avait été enterré, le gouvernement se vit obligé de fermer ce cimetière. Puis les plus graves excès signalèrent les réunions des Jansénistes. Nouvelle intervention du parlement de Paris, qui se mit en opposition ouverte avec le gouvernement (l'an 1750). Le roi fit déclarer la bulle *Unigenitus* loi de l'Etat (l'an 1752); mais il eut la faiblesse de ne pas s'opposer aux mesures violentes décrétées par le parlement, qui exila plusieurs évêques de leurs diocèses et qui commença une véritable persécution contre l'Eglise. Intervention de Benoît XIV (l'an 1756), et déclaration du roi cassant les décisions du Parlement. La lutte continue jus-

d'Utrecht. Favorisés par le gouvernement hollandais, et aidés par un évêque français, *Varlet*, qui avait été suspendu de ses fonctions, les Jansénistes se donnèrent trois évêques, à *Utrecht*, *Haarlem* et *Deventer*, et s'approprièrent en grande partie les biens ecclésiastiques catholiques. Le schisme n'est pas encore entièrement éteint aujourd'hui.

LE GALLICANISME ET LES QUATRE ARTICLES. — Pendant que le Jansénisme attaquait l'autorité du Saint-Siége en matière de foi, une autre lutte surgissait en France contre les droits que les Souverains-Pontifes avaient exercé jusqu'alors sur le clergé dans tous les pays catholiques; on travaillait en même temps à bouleverser les rapports qui existaient entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil. Au commencement du dix-septième siècle, *Richer*, syndic de la Sorbonne, avait déjà attaqué dans un écrit le pouvoir du Saint-Siége, ainsi que l'autorité royale, et soutenu la légitimité du régicide dans le cas où le prince violerait les lois constitutives du pays. Cet écrit fut condamné par le clergé de France et par le pape. Un peu plus tard le parlement de Paris fit brûler par le bourreau le livre du Jésuite italien *Santarelli*, qui prétendait que

qu'à la révolution française. En *Hollande* la hiérarchie épiscopale avait été détruite par les protestants, la juridiction était confiée à un vicaire apostolique (l'an 1583). Cet état de choses avait affaibli le lien qui dans ce pays unissait le clergé catholique obligé de vivre au milieu de populations protestantes. Le Jansénisme se répand en Hollande, et le vicaire apostolique *Neercassel* se met en relation avec les chefs du parti en France. Son successeur *Pierre Codde* (l'an 1688) se déclare ouvertement pour le Jansénisme. Il est suspendu de ses fonctions par le pape Clément XI (l'an 1702); mais le clergé d'Utrecht refuse de se soumettre à son successeur, *Pierre de Kock*. Arrivée de *Quesnel* à Amsterdam (l'an 1703). Un certain nombre de curés portant encore le titre de *chanoines d'Utrecht* choisissent pour archevêque d'Utrecht *Corneille Steenhoven*, qu'ils font sacrer (l'an 1723) par *Dominique Varlet*, évêque de Babylone, suspendu de ses fonctions à cause de ses opinions jansénistes. Quelque temps après, l'archevêque janséniste *Meindarts* rétablit les évêchés de *Haarlem* et de *Deventer* (l'an 1742) et constitue ainsi l'église janséniste de Hollande.

Edmond Richer, partisan de la Ligue, avait pris la défense de Jacques *Clément*, assassin de Henri III (l'an 1591), parce que ce prince avait violé les promesses faites à l'Etat. Il publia plus tard (l'an 1611) un livre intitulé:

le Pape avait le droit dans certaines circonstances de délier les sujets du serment de fidélité prêté à leur prince. La contestation sur le droit de régale qui s'éleva entre Louis XIV et le Saint-Siége fut l'occasion de la célèbre déclaration des *quatre articles*, à laquelle adhéra le clergé de France réuni en synode à Paris. Cette déclaration déniait aux Souverains-Pontifes le droit qu'ils avaient exercé au moyen âge sur les souverains catholiques, soutenait que l'autorité des papes était soumise à celle d'un concile général et que leurs décisions n'obligeaient le clergé de France qu'autant que celui-ci y avait donné son consentement. On appela ces articles *les libertés de l'église gallicane*. Plusieurs papes protestèrent énergiquement; enfin *Innocent XII* obtint de Louis XIV la révocation de l'édit royal qui sanctionnait les quatre articles. Mais après la mort de ce prince, le parlement de Paris agit constamment comme si la déclaration gallicane était devenue une des lois fondamentales du royaume; aussi Fénelon avait bien raison de dire « que le roi était en réalité plus le maître de l'église gallicane que le Pape; que l'autorité du roi sur l'Eglise avait passé aux mains des juges séculiers, et que les laïcs dominaient les évêques. » Par là l'autorité

Du pouvoir ecclésiastique et du pouvoir politique, où il contesta à l'Eglise toute action sur la société civile. Une vive discussion fut soulevée en France par l'ouvrage de Santarelli: *De hæresi et schismate*, touchant le droit du pape à l'égard des souverains qui devenaient hérétiques ou schismatiques. Le cardinal de *Richelieu* se déclara contre l'ouvrage, et le parlement le fit brûler (l'an 1626). Contestation sur le droit de régale (voyez plus haut, page 309), assemblée du clergé français (l'an 1681). Déclaration des *quatre articles* (l'an 1682), dont voici le sens: 1° les rois ne sont soumis, dans les choses temporelles, à aucune puissance ecclésiastique, ils ne peuvent pas être déposés, et leurs sujets ne peuvent être déliés du serment de fidélité qu'ils leur ont prêté; — 2° l'église gallicane reconnaît la validité des décrets du concile de Constance concernant le pouvoir des Souverains-Pontifes; — 3° l'exercice de l'autorité apostolique doit être réglé par les canons; les règles, les coutumes et les constitutions de l'église gallicane doivent être observées invariablement; — 4° le pape a la principale part dans les questions de foi; néanmoins son jugement n'est pas irréformable, à moins que le consentement de l'Eglise n'intervienne. *Bossuet*, auteur des quatre articles, écrivit une défense des principes qu'ils renfermaient. — Un édit royal confirma cette déclaration. Protestation d'*Innocent XI*: sans condamner comme

religieuse fut de plus en plus ébranlée en France, et ainsi se prépara le grand bouleversement qui devait entraîner le trône et l'autel dans une ruine commune.

Le fébronianisme. Joseph II. Le congrès d'Ems. — La même tendance d'opposition contre le Saint-Siége, qui en France avait provoqué la déclaration des quatre articles, se manifesta en Allemagne à l'occasion d'un ouvrage publié par *Nicolas de Honthein*, évêque suffragant de Trèves, sous le pseudonyme de *Fébronius*. Dans cet ouvrage l'auteur attaquait l'institution divine de la primauté du Saint-Siége; il soutenait que le pape n'avait pas de juridiction sur les autres églises, que par rapport aux évêques il n'était que le président d'un parlement et que ses décisions n'avaient force obligatoire qu'après le consentement unanime de l'épiscopat catholique. Il conseillait aux princes de convoquer des conciles nationaux, et dans le cas où le pape refuserait de sanctionner leurs résolutions, de constituer une église nationale avec un chef temporaire. Les opinions de Fébronius trouvèrent de l'écho en Allemagne; l'empereur *Joseph II* voulut les mettre en pratique, en même temps qu'il tenta d'introduire dans tout son empire d'autres innovations religieuses qui

hérétiques les quatre articles, il refusa l'institution canonique à plusieurs membres de l'assemblée du clergé, promus à des siéges épiscopaux par le roi. *Alexandre VIII* cassa les décisions de l'assemblée de Paris par une bulle (l'an 1691). Un accord intervint entre Innocent XII et Louis XIV (l'an 1793), et l'édit royal concernant les quatre articles fut retiré. Le Gallicanisme fut soutenu par les parlements de Paris après la mort de Louis XIV.

Tentatives des princes ecclésiastiques en Allemagne, et notamment des trois archevêques-électeurs de Cologne, Mayence et Trèves, pour se rendre de plus en plus indépendants du Saint-Siége, en étendant leurs prérogatives aux dépens des droits pontificaux. Leurs prétentions sont formulées dans l'ouvrage qui parut (l'an 1763) sous le nom de *Justinus Fébronius*. De là le nom de *Fébronianisme*, qui désigna l'ensemble de ces principes, opposés à la discipline constante de l'Eglise. Mais Fébronius alla plus loin que les Gallicans, en niant l'institution divine de la primauté du Saint-Siége et en soutenant que le droit de poser un acte de juridiction ou de rendre une décision dogmatique n'appartenait pas aux Souverains-Pontifes, mais uniquement à l'Eglise réunie et représentée par l'épiscopat dans un concile général. A la fin de son ouvrage, Fébronius faisait un appel aux évêques et aux princes pour les engager à rompre avec le Saint-Siége et à constituer partout des églises

causèrent les désordres les plus graves. Le prince-électeur *Maximilien*, archevêque de Cologne, frère de l'empereur, d'accord avec ses collègues, les archevêques de *Mayence* et de *Trèves*, et avec l'archevêque de *Salzbourg*, qui tous étaient mécontents de la juridiction exercée par les nonces du pape en Allemagne, conçut le projet de restreindre les droits du Saint-Siége. Les envoyés de ces quatre prélats se réunirent en *congrès à Ems*, où ils rédigèrent le document connu sous le nom de *ponctation d'Ems*. Ce document, qui reçut la haute approbation de l'empereur Joseph II, tendait à rendre les évêques et les archevêques indépendants du Saint-Siége et à soumettre tous les Brefs et toutes les Bulles papales à leur acceptation. *Pie VI*, par l'organe du cardinal *Pacca*, envoyé en qualité de nonce à Cologne, protesta énergiquement contre les prétentions des prélats allemands, qui rencontraient d'ailleurs une forte opposition chez un grand nombre d'évêques de leur pays. Les quatre archevêques écrivirent alors au pape et lui exprimèrent le désir de voir terminer ces différends. Pie VI leur répondit, en exposant dans un écrit profond les bases mêmes des droits que le Saint-Siége n'avait jamais cessé d'exercer en Allemagne. La révolution française et ensuite les guerres de Napoléon, qui amenè-

---

nationales. Ce livre, qui n'était qu'une compilation mal faite de plusieurs ouvrages protestants et des écrits du moine vénitien Paul Sarpi, fut condamné par le pape Clément XIII (l'an 1764). L'auteur Hontheim publia une rétractation l'an 1778); mais peu de temps après (l'an 1781), il composa un commentaire dans lequel il maintenait plusieurs des principes condamnés. C'est dans ce livre que l'empereur Joseph II puisa l'idée des innovations qu'il tenta de mettre en pratique dans son empire (voyez, page 283). Opposition des princes-électeurs ecclésiastiques de l'Allemagne contre la juridiction exercée dans ce pays par les *nonces du pape* qui résidaient à *Cologne*. L'établissement d'une nouvelle nonciature à *Munich* (l'an 1785), sur la demande du prince-électeur Charles Théodore de Bavière, augmenta le mécontentement des archevêques de Salzbourg qui perdaient ainsi leur juridiction sur les évêques de la Bavière. *Congrès et ponctation d'Ems* (l'an 1786); ce fut le commencement d'un véritable schisme en Allemagne. Opposition de la plupart des évêques allemands contre les archevêques. Activité du nonce *Pacca*, qui adresse à tout le clergé inférieur une circulaire, dans laquelle il déclare illégales les résolutions prises à Ems (l'an 1787). Les archevêques se rétractent et se soumettent au pape (l'an 1789).

rent la chute de l'empire, et la sécularisation de toutes les principautés ecclésiastiques firent bientôt disparaître ces tendances vers le schisme en Allemagne.

III. — LES NOUVEAUX ORDRES RELIGIEUX. LA COMPAGNIE DE JÉSUS JUSQU'A SA SUPPRESSION.

L'Eglise, attaquée dans ses dogmes par le protestantisme, dans ses droits par les princes et dans sa discipline par le Gallicanisme et le Fébronianisme, ne cessa de manifester son inépuisable fécondité en enfantant un grand nombre d'institutions destinées à satisfaire à tous les besoins de la société. Une foule d'*Ordres religieux* et de *Congrégations* prirent naissance à partir du seizième siècle et se développèrent rapidement dans tous les pays catholiques de l'Europe. Les sciences théologiques et historiques furent cultivées par la *Congrégation de Saint-Maur*, issue de l'Ordre de Saint-Benoit et par les Pères de l'*Oratoire*, lequel fut établi en Italie par *Saint Philippe de Néri*, et en France par le cardinal *Pierre de Bérulle*. — L'enseignement à tous les degrés et pour toutes les classes de la société, fut donné par les *Pères des écoles pies* établies à Rome par *Saint Joseph de Calasanze*, par les *Pères de la*

III. « La multiplicité et la diversité des Ordres religieux offraient de grands avantages : car d'abord elles produisaient entre les divers Ordres une émulation et quelquefois même une rivalité qui les empêchaient de dégénérer; puis elles convenaient bien aux inclinations et aux goûts si différents des hommes, et enfin, elles répondaient à tous les besoins de la société. » (Doellinger).On peut distinguer cinq catégories de Congrégations ou d'Ordres religieux. 1ère CATÉGORIE : Ordres, qui avaient pour but la science : c'étaient les *deux Oratoires*, en Italie (l'an 1564) et en France (l'an 1611), et la *Congrégation de St.-Maur*. Les deux Oratoires ne formaient que des congrégations, dont les membres faisaient seulement des vœux simples. Des savants célèbres, tels que *Baronius* et *Raynaldi* appartiennent à l'Oratoire italien ; *Malebranche, Thomassin* et *Massillon*, à l'Oratoire français. *Didier de la Cour*, prieur de l'abbaye des Bénédictins de *S.-Vannes* en Lorraine, réforma son couvent (l'an 1604). Un grand nombre d'abbayes en France suivirent son exemple, et comme elles prirent pour patron S. Maur, l'un des premiers disciples de S. Benoît, elles reçurent le nom de *Congrégation de S.-Maur*. Les membres de cette congrégation rendirent par leurs travaux de grands services à la science chrétienne. — 2me CATÉGORIE : Ordres qui se

doctrine chrétienne qui se constituèrent en France, et surtout par les *Frères des écoles chrétiennes*, qui eurent pour fondateur le chanoine *de la Salle* de Rheims et se répandirent rapidement, pour instruire les enfants du peuple, dans un grand nombre de villes en France. Les *Ursulines* et les *Sœurs des écoles de l'enfant Jésus* se vouèrent à l'éducation et à l'instruction des filles et prirent également une grande extension en France. — Le besoin de ranimer de temps en temps par des *missions* ou *exercices extraordinaires* la piété et le zèle, tant du clergé que du peuple, fit naître de nombreux Ordres religieux, parmi lesquels se distinguèrent surtout les *Capucins*, appartenant à l'Ordre de Saint-François, les *prêtres des missions* ou *Lazaristes* qui eurent pour fondateur *Saint Vincent de Paul*, et la *Congrégation du Très-Saint Rédempteur* fondée par *Saint Alphonse de Liguori*, évêque de Sainte-Agathe des Goths dans le royaume de Naples. Le but primitif de ces nouveaux Ordres était le saint ministère à exercer en Europe; mais ils ne tardèrent pas à s'occuper des missions étrangères en Asie, en Afrique et en Amérique. — Parmi les Ordres qui se dévouaient au service des malades et des hôpitaux, il en

---

vouaient à l'exercice du saint ministère et aux missions Leur nombre était considérable; en voici les principaux : les *Capucins*, dont le fondateur fut *Matthieu Baschi* (l'an 1526); c'était une branche de l'Ordre des Franciscains. Ils restèrent d'abord soumis au général des Conventuels, jusqu'à ce que le pape Paul V leur permit de se choisir un général (l'an 1619). Ils devinrent très-nombreux; au commencement du dix-huitième siècle ils comptaient 1600 couvents et 25,000 moines. Ils entreprirent les missions les plus difficiles en Asie et en Afrique, et se distinguèrent par leur zèle et par un dévouement sans bornes. Les *Théatins* (l'an 1524) : leur premier général *Caraffa* devint pape sous le nom de Paul IV. Leur but était de travailler à épurer les mœurs du clergé séculier et de relever les cérémonies du culte. Les *Barnabites*, formant une congrégation de prêtres séculiers (l'an 1530), devinrent un Ordre religieux (l'an 1535); ils devaient travailler dans le saint ministère, à la demande des évêques. Les *prêtres des missions* ou *Lazaristes* (l'an 1632) eurent pour fondateur *S. Vincent de Paul*, et pour but de donner des missions au peuple et des exercices religieux ou retraites au clergé. Les *Rédemptoristes*, dont le fondateur *S. Alphonse-Marie de Liguori* était évêque de Ste-Agathe des Goths dans le royaume de Naples (l'an 1732). L'imitation fidèle de la vie du Très-Saint Rédempteur, les mis-

est deux surtout qui prirent un très-grand développement: les *Frères de la charité chrétienne*, qui eurent pour fondateur *Saint Jean de Dieu* et qui prirent naissance en Portugal, et les *Sœurs de la charité* de *Saint-Vincent de Paul*. Enfin il se forma des asiles pour ceux qui désiraient se retirer du monde afin de consacrer leur vie à la prière et à la mortification, entre autres les *Carmélites* réformées par *Sainte Thérèse* et les *Carmes* réformés par *Saint Jean de la Croix*, l'*Ordre de la Visitation* établi par *Saint François de Sales* et *Sainte Chantal*, et les *Trappistes* ramenés à une règle austère par l'abbé *de Rancé*. Appuyée sur de tels auxiliaires, l'Eglise se prépara à subir la sanglante persécution que la révolution française allait déchainer contre elle.

La compagnie de Jésus. sa suppression. — L'Ordre des Jésuites se fit toujours remarquer par son activité dans tous les pays de l'Europe, par son dévouement sans bornes au Saint-Siége, par son zèle à combattre les doctrines hérétiques, par ses succès dans la culture des sciences et des lettres, et dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse. Ce sont là les principales causes qui valurent à cet Ordre célèbre la haine implacable de toutes les

---

sions et les retraites ecclésiastiques, voilà dans quel but cette Congrégation fut instituée. — 3me catégorie: Ordres *enseignants*: les *Piaristes* ou Pères des écoles pies, fondés par *S. Joseph de Calasanze* à Rome (l'an 1690), se répandirent surtout en Italie, en Allemagne, en Hongrie et en Pologne, où ils établirent de nombreux colléges. Les *Pères de la doctrine chrétienne*, institués en France par *César de Bus* (l'an 1592), s'occupaient d'instruire les enfants pauvres et les habitants de la campagne. La congrégation des *Frères des écoles chrétiennes*, érigée par *Jean-Baptiste de la Salle* (l'an 1651) et confirmée par le pape Clément XIII. Les *Ursulines* et les *Sœurs de l'Enfant Jésus* se vouèrent à l'éducation des filles et établirent des pensionnats et des écoles. — 4me catégorie: les *Ordres hospitaliers*, parmi lesquels se firent surtout remarquer les *Sœurs de la Charité* ou de S. Vincent de Paul qui ont pris dans la suite une si grande extension. — 5me catégorie: Ordres *contemplatifs*: les *Trappistes* (l'an 1662), qui se distinguaient par leur austérité et leur succès dans le défrichement des terres incultes; les *Sœurs de la Visitation* (l'an 1618), qui unirent la vie contemplative à l'enseignement; les *Carmélites* et les *Carmes*, réformés par *Ste Thérèse* et *S. Jean de la Croix* (l'an 1562), qui rétablirent dans ces Ordres la première règle des Carmes.

Les Jésuites commencèrent de bonne heure à être persécutés par tous les

sectes protestantes, des incrédules, des Jansénistes et des parlements en France, en un mot de tous les ennemis de la religion, de l'Eglise et du Saint-Siége. Aussi la guerre contre la Compagnie de Jésus commença-t-elle déjà peu de temps après sa fondation. Banni à diverses reprises de la France, de la Hollande, de la Hongrie, de la Bohême, de Venise, l'Ordre fut cependant toujours rappelé dans ces pays à cause des grands services qu'il rendait partout. C'est particulièrement en France que les Jésuites trouvèrent des ennemis puissants dans le parti des *Jansénistes*, qu'ils n'avaient cessé de combattre depuis l'origine, mais qui trouvaient leur appui dans les parlements. De plus, les philosophes incrédules, *Voltaire*, d'*Alembert* et les *Encyclopédistes*, avaient voué une haine implacable aux Jésuites, parce qu'ils les considéraient comme le principal boulevard de l'Eglise, contre laquelle ils avaient entrepris une guerre à mort. Sans doute des fautes avaient été commises par des membres de l'Ordre; il ne pouvait en être autrement dans une société aussi nombreuse et aussi répandue; mais rien de plus injuste que de les imputer à l'Ordre tout entier, comme aussi rien de plus faux que représenter cet Ordre comme étant en pleine décadence lorsque la persécution éclata contre lui.

---

ennemis de l'Eglise. « Quant aux Jésuites, qui nous sont si fortement opposés, écrivait Calvin, il faut les tuer, ou, si cela ne peut se faire, les chasser, ou, dans tous les cas, les écraser au moyen de mensonges et de calomnies » Le parlement de Paris et les huguenots travaillèrent sans relâche à les faire exiler de la France, en les représentant comme un parti favorable à l'étranger à cause de leur origine espagnole. Henri IV les protégea contre le parlement de Paris et força cette assemblée à enregistrer l'édit porté en leur faveur (l'an 1603). La Compagnie grandit au milieu des persécutions qui éclataient contre elle dans presque tous les pays; au milieu du dix-huitième siècle, elle comptait plus de 22,000 membres et plus de 13,000 maisons. Haine des Jansénistes contre les Jésuites : *Pascal*, dans ses *Lettres provinciales*, accumule contre eux une foule de calomnies et d'accusations non fondées : « Il suffit qu'un Jésuite avance une erreur sur un sujet quelconque, pour que Pascal l'accuse d'immoralité, sans s'inquiéter de ce que, en face de l'opinion erronée de tel ou tel Jésuite, il y a dix ou vingt théologiens du même Ordre qui soutiennent le contraire (*Dœllinger*). » Les protestants se montrèrent partout les ennemis implacables des Jésuites; ils les expulsèrent de la *Transylvanie* à différentes reprises (l'an 1588 et l'an 1606), du canton

Cette persécution commença en *Portugal*; Pombal en fut le principal auteur. Elle avait pour prétextes, d'un côté, le refus fait par les Indiens du *Paraguay* de reconnaître le gouvernement portugais, auquel la couronne d'Espagne avait cédé ces contrées, et de l'autre, la complicité supposée des Jésuites dans l'attentat contre la vie du roi. Bien que ces deux accusations n'eussent pas le moindre fondement, Pombal fit décréter par un édit royal l'expulsion des Jésuites de tous les Etats portugais; un grand nombre de Pères de la Compagnie furent jetés en prison et y moururent; plusieurs même furent exécutés comme régicides. — En France, la persécution contre les Jésuites fut l'œuvre du *duc de Choiseul*, de la marquise de *Pompadour* et du *parlement de Paris*. On profita du procès du jésuite *La Valette* de la Martinique pour faire retomber sur l'Ordre tout entier les fautes commises par ce membre de la Compagnie. En vain une assemblée de cinquante évêques intercéda auprès du roi; le parlement, par un arrêt, supprima l'Ordre en France; et Louis XV eut la faiblesse de ratifier par un édit cet acte inique. Le roi permettait cependant aux membres de la Compagnie de vivre en simples particuliers dans le royaume. — Le duc de Choiseul, non content d'avoir détruit l'Ordre des

des *Grisons* (l'an 1612), de la *Bohême* (l'an 1618) et de la *Hollande* (l'an 1622). Haine des philosophes incrédules de France contre les Jésuites. « Une fois que nous aurons détruit les Jésuites, écrivait Voltaire à Helvétius, nous aurons beau jeu contre l'infâme (*la religion catholique*). »

La grande persécution contre la Compagnie de Jésus commença vers le milieu du dix-huitième siècle. Les reproches qu'on articulait contre elle ne concernaient que certains membres de l'Ordre, et nullement l'Ordre comme tel. Le plus souvent encore ces reproches n'étaient pas fondés, ou bien les fautes commises ne pouvaient être attribuées qu'à l'imprudence ou à un zèle mal placé. De plus les accusations formulées contre les Jésuites se contredisaient. Ainsi, tandis qu'en Portugal on leur reprochait de ne pas observer leur règle, en France on condamnait cette règle elle-même comme étant en opposition avec les lois de l'Etat. — En *Portugal* la suppression de la Compagnie fut l'œuvre de *Pombal* (voyez page 293). Les Jésuites sont bannis du Portugal (l'an 1759) et transportés en Italie, sans procès ni condamnation. — En *France*, d'Alembert publia contre eux un écrit intitulé: *De la destruction des Jésuites*; ce fut lui qui donna le signal de la persécution. La haine du *duc de Choiseul* et de la *marquise de Pompadour*, à laquelle les

Jésuites en France, leur suscita une terrible persécution en Espagne : *Aranda*, ministre de *Charles III*, consentit à lui servir d'instrument. Il montra à son maître des lettres fausses, que l'on disait émanées du général des Jésuites, Ricci, et renfermant les imputations les plus injurieuses contre le roi. Tous les Jésuites d'Espagne furent arrêtés le même jour, embarqués et jetés sur les côtes des Etats pontificaux. *Ferdinand IV* de Naples, fils de Charles III, suivit l'exemple de son père, à l'instigation de son ministre *Tanucci*. Le *duc de Parme et de Plaisance*, frère du roi d'Espagne, expulsa également les Jésuites de son duché. Le pape *Clément XIII* prit la défense des persécutés et publia un bref énergique contre le duc de Parme. Alors les Français occupèrent militairement Avignon et le Venaissin, et les Napolitains s'emparèrent de Bénévent. *Clément XIV*, qui monta sur le trône pontifical au milieu de cette effervescence, crut alors devoir, dans l'intérêt de l'Eglise, supprimer la Compagnie de Jésus; il le fit par un bref adressé à tous les évêques catholiques. Il espérait par là réconcilier avec le Saint-Siége les cours de France, d'Espagne, de Portugal et de Naples, et mettre un terme à l'esprit de haine contre l'Eglise, qui devenait de jour en jour plus menaçant. Il fut trompé dans son

---

Jésuites avaient refusé un confesseur, causa leur perte. L'Ordre tout entier fut impliqué dans le procès de *La Valette*, quoique l'on connût la défense signifiée à ce Jésuite par ses supérieurs de continuer ses spéculations commerciales; ce procès ne fut qu'une occasion dont le parlement de Paris profita pour faire supprimer l'Ordre comme société dangereuse pour l'Etat (l'an 1762). Une assemblée de cinquante évêques réunie à Paris donna cependant un avis favorable, auquel adhérèrent soixante-dix autres prélats. Les parlements de Rennes, de Rouen, de Toulouse, de Perpignan, d'Aix et de Bordeaux se prononcent contre les Jésuites, mais à une très-faible majorité. Les cours royales de Franche-Comté, d'Alsace, d'Artois et de Flandre prennent leur défense. Le roi, qui d'abord les avait pris sous sa protection, les abandonna ensuite et ratifia l'arrêt du parlement de Paris (l'an 1764). — Suppression de l'Ordre en *Espagne*, par suite des intrigues du duc de Choiseul, qui trouva un instrument docile dans Aranda (voyez page 298). Les Jésuites sont exilés de l'Espagne et transportés en Italie (l'an 1767). Ils éprouvent le même sort à Naples (l'an 1767) et dans le duché de Parme (l'an 1768). Bref de *Clément XIII* en faveur des Jésuites (l'an 1767). Irritation des cours de France, de Naples, d'Espagne et de Por-

espoir : la plus terrible persécution religieuse éclata sous le pontificat de son successeur *Pie VI*. Le bref de Clément XIV ne fut pas exécuté partout. Les Jésuites, protégés par le roi Frédéric II et l'impératrice Catherine II, subsistèrent en Prusse et en Russie jusqu'au jour où Pie VII rétablit la Compagnie de Jésus.

CHAPITRE XIII.

LA FRANCE DEPUIS LA MORT DE LOUIS XIV JUSQU'A LA CONVOCATION DES ÉTATS-GÉNÉRAUX (1715-1789).

I. — LA RÉGENCE. (1715-1723).

Quelque brillant qu'eût été le règne de Louis XIV, il avait cependant préparé la période malheureuse que la France devait encore traverser, avant que la grande révolution vînt la couvrir de sang et de ruines. Les guerres presque continuelles, les grandes constructions, les folles dépenses de la cour, le faste et la magnificence que le roi étalait partout avaient épuisé le pays, au point que la dette publique s'élevait à plus de deux milliards et qu'il était

---

tugal contre le St.-Siége; confiscation des territoires appartenant au St.-Siége en France et dans le royaume de Naples. Les cours bourbonniennes menacent le St.-Siége d'une rupture ouverte. *Clément XIV* résiste pendant quatre ans aux sollicitations qu'on lui adresse pour obtenir la suppression de la Compagnie de Jésus. Il se décide enfin à prendre cette mesure qu'il croit être dans l'intérêt de l'Eglise (l'an 1773). Le roi de Prusse Frédéric II et l'Impératrice Catherine II maintiennent les Jésuites dans leurs Etats avec la permission de Pie VI. Pie VII rétablit l'Ordre (l'an 1814).

Développements. — *A consulter* : Laurentie, *Histoire des ducs d'Orléans*. Le même, *Histoire de France*, t. VIII. Lacretelle, *Histoire du dix-huitième siècle*. Schœll, *Cours d'histoire moderne*.

I. La France à la mort de Louis XIV (voyez plus haut, page 197). Réaction contre le gouvernement absolu, et mécontentement causé par les impôts élevés qu'on prélevait pour couvrir les intérêts de la dette nationale contractée pendant les guerres. Plaintes contre le luxe et les grandes dépenses de la cour. *Testament de Louis XIV* instituant un *conseil de régence* composé de tous les princes du sang âgés de vingt-quatre ans au moins, de cinq maréchaux et de plusieurs fonctionnaires civils supérieurs. Mais le *duc*

impossible d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses annuelles. Le dérèglement des mœurs, dont le roi et la cour avaient donné si longtemps le triste exemple, finit par gagner la noblesse française : attachée à la personne du souverain, elle était portée à imiter sa conduite et à lui sacrifier jusqu'à son propre honneur et son indépendance. Cette contagion infecta également la bourgeoisie; elle envahit même les classes inférieures à Paris et dans la plupart des grandes villes de la France. La *Régence* et le règne de Louis XV aggravèrent le mal et creusèrent l'abîme où devait bientôt périr l'ancienne société.

Le régent. mesures financières. système de law (1715-1720). — Louis XIV avait stipulé dans son testament que pendant la minorité de Louis XV, son arrière-petit-fils, âgé seulement de cinq ans, le pouvoir serait exercé par un *conseil de régence*. Mais *Philippe, duc d'Orléans*, son neveu, se fit nommer *régent* par le parlement, qu'il établit ainsi juge dans une affaire purement politique et dont il accrut de nouveau l'influence, amoindrie sous le règne de Louis XIV. *Philippe d'Orléans*, corrompu par des flatteurs et surtout par l'infâme Dubois, afficha publiquement son mépris pour les lois de la morale

---

d'Orléans, désigné pour en être le président, s'adresse au *parlement de Paris*, qui saisit avec empressement cette occasion pour jouer un rôle politique et qui proclame *Philippe régent du royaume* pendant la minorité de Louis XV. Homme d'esprit et de talent, d'un caractère doux et généreux, Philippe d'Orléans avait été éloigné des affaires publiques par Louis XIV qui ne l'aimait pas. Malheureusement il était tombé dans la compagnie de jeunes gens corrompus, et s'était abandonné aux plus grands débordements. Il avait donné toute sa confiance à *l'abbé Dubois*, adulateur vil, mais adroit, qui aspirait à jouer le rôle de Richelieu et de Mazarin. — Mesures financières prises par le Régent, pour faire face aux dépenses et pour rembourser la dette publique : il repousse la proposition du duc de St-Simon qui lui conseillait de déclarer une banqueroute de l'Etat. Réduction d'une partie des rentes sur l'Etat, de 8 à 4 pour cent; refonte des monnaies d'or et d'argent, dont on augmente la valeur nominale (le louis-d'or est porté de 16 livres à 20). — Les assignations sur l'Etat furent revisées et l'on en annula pour plus de 400 millions; une chambre de justice fut établie avec charge de rechercher ceux qui s'étaient injustement enrichis par des fournitures faites à l'Etat : 4,470 personnes dont la fortune était évaluée à 713 millions furent dénoncées. On leur réclama une somme de 220 millions, mais on ne

et de la bienséance, et s'entoura d'une société toute composée d'hommes dépravés qu'il appelait ses *roués*. Dans le double but de rendre le Régent populaire et de couvrir une partie de la dette publique, on exigea de tous ceux qui s'étaient injustement enrichis sous le règne précédent, la restitution d'une somme qui devait s'élever à deux cent vingt millions. Cette mesure ne réussit pas : elle mécontenta ceux qu'elle frappait ; d'un autre côté, les restitutions versées dans le trésor public furent insignifiantes, parce qu'un grand nombre de coupables y échappèrent en corrompant l'entourage du Régent. D'autres mesures prises dans le but de relever les finances de l'Etat restèrent sans effet, et l'on se trouva dans l'impossibilité de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Ce fut alors qu'un aventurier écossais, *Jean Law*, proposa au Régent un vaste système financier, qui aurait pu produire d'heureux fruits s'il avait été sagement mis en pratique, mais qui aboutit à la ruine d'un grand nombre de fortunes, parce qu'il devint l'occasion des spéculations les plus folles et les plus extravagantes. Law avait fondé, avec l'autorisation du Régent, une banque qui prospéra merveilleusement et qui gagna la confiance générale ; il la fit déclarer banque publique. Il

---

parvint à récupérer qu'une somme minime, à cause de la protection qu'un grand nombre d'accusés trouvèrent parmi les amis du Régent. — *Jean Law* proposa d'établir une banque par actions autorisée à émettre du papier-monnaie et à employer l'argent à des entreprises commerciales. Il avait déjà soumis ce projet à Louis XIV (l'an 1714) qui ne l'avait pas agréé. Le Régent l'autorisa à établir une banque privée avec un capital de 6 millions (l'an 1716) : Law fit de bonnes affaires et obtint du gouvernement la permission de fonder la *Compagnie d'Occident* ou du *Mississipi* ayant le monopole du commerce avec la *Louisiane* (l'an 1717). La propriété de cette contrée fut donnée à la Compagnie, qui émit des actions pour une valeur de 100 millions. Le chancelier d'*Aguesseau*, s'étant montré opposé à ces innovations, fut destitué et remplacé par d'Argenson, qui avait toute confiance en Law (l'an 1718). Engouement du public pour les spéculations financières. La banque de Law est transformée en banque publique et émet pour 110 millions de papier-monnaie. La Compagnie d'Occident reçoit encore le monopole du commerce dans le Sénégal, dans les Indes Orientales et dans la Chine. Etablissement de colonies dans la Louisiane. Les actions montent de 500 livres, valeur nominale, à 5000 livres, à cause des forts dividendes payés par la Compagnie. De nouvelles émissions d'actions en portent le nombre à

émit petit à petit du papier monnaie pour une somme énorme, garantie par les futurs bénéfices d'une *Compagnie d'Occident* qu'il créa. Cette compagnie obtint le monopole du commerce dans la Louisiane, et plus tard, de tout le commerce maritime de la France, et en outre le monopole de la perception des impôts. Les actions de la banque, dont la valeur nominale était de cinq cents livres chacune, furent élevées par la spéculation à une valeur fictive de vingt mille livres. Mais la Compagnie ne réalisa pas les bénéfices espérés; d'autre part, le papier-monnaie fabriqué dépassait quatre-vingts fois la somme de tout le numéraire qui existait en France. Une crise était inévitable. Elle éclata dès que le public, qui avait perdu confiance dans les opérations de la banque et qui ne pouvait plus obtenir le paiement des intérêts, réclama le remboursement des billets en circulation. Comme ce remboursement était impossible, les actions et le papier-monnaie perdirent toute leur valeur. L'Etat ne put se libérer qu'au moyen d'une banqueroute générale; Law s'enfuit à Venise où il mourut.

Les guerres de la Régence. Le ministère du cardinal Dubois (1717-1723). — Le cardinal *Alberoni*, ministre du roi d'Espagne Philippe V, avait conçu le projet de renver-

---

600,000, ce qui élève à plus de 640 millions la somme représentée par le papier-monnaie en circulation. L'engouement continue, et les actions montent à 20,000 livres. Law est nommé contrôleur général des impôts (l'an 1720); il fixe le dividende à 40 pour cent, ce qui ne donne qu'un pour cent pour les actions achetées aux taux de 20,000 livres. Ce fut alors que des spéculateurs prévoyants exportèrent pour plus de 500 millions de livres de monnaie d'or et d'argent. Les actions tombent de 20,000 livres à 12,000 et peu après à 9,000. Pour soutenir le cours du papier-monnaie, on eut recours à des ordonnances arbitraires : les monnaies d'or furent supprimées, et il fut défendu de détenir aucune espèce de numéraire. Augmentation du papier-monnaie jusqu'à concurrence de 2,700 millions de livres. La colonisation de la Louisane échoue; la banque est forcée de suspendre ses paiements, et l'on propose une liquidation. Law est obligé de s'enfuir. Le papier-monnaie, qui représente une somme de 2,222 millions de livres, est réduit au tiers de sa valeur nominale, il est remboursé par des rentes à deux pour cent. Ce fut la ruine de beaucoup de gens.

Projets d'*Alberoni* (voyez, page 296); crainte du Régent au sujet des prétentions que le roi Philippe V pourrait élever sur le trône de France si le jeune Louis XV venait à mourir. ***Dubois***, gagné par Stanhope, ministre du

ser le Régent et de le remplacer par son propre souverain. Il échoua; mais cette tentative amena un traité d'alliance entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Une flotte espagnole s'étant emparée de la Sardaigne et de la Sicile, l'empereur Charles VI entra aussi dans la coalition, qui reçut le nom de *Quadruple Alliance*. Une armée française passa les Pyrénées, et Alberoni fut renversé. Alors la cour de Madrid conclut la paix et renonça à ses conquêtes. L'empereur céda la Sardaigne au duc de Savoie et reçut en échange la Sicile. — Dans toutes ces négociations, le Régent s'était surtout servi de l'abbé *Dubois*, qui avait fait preuve d'une grande habileté et d'un dévouement absolu. Aussi l'ambition de Dubois s'était-elle accrue; pour prix de ses services, il demanda et obtint l'*archevêché de Cambrai*. Mais il n'était pas encore satisfait; il lui fallait le chapeau de cardinal et le titre de premier ministre. Appuyé par le roi d'Angleterre et par le Régent, cet homme corrompu parvint, à force d'intrigues, au but de ses désirs : il obtint du pape Innocent XIII la dignité de cardinal, et du Régent le titre de premier ministre. Le terme de ces scandales approchait cependant. Louis XV ayant atteint l'âge de quatorze ans fut déclaré majeur ; Dubois et le

---

roi d'Angleterre Georges I, travaille à un rapprochement entre la France et l'Angleterre dans le but de les unir contre l'Espagne. *Triple-alliance* conclue à la Haye entre la France, l'Angleterre et la Hollande (l'an 1717). Alberoni, sans aucune déclaration de guerre, s'empare de la *Sardaigne*, qui appartenait à l'Empereur (l'an 1717), et l'année suivante, de la *Sicile* (l'an 1718). *Quadruple-alliance* conclue à Londres entre l'Angleterre, la France, l'empereur Charles VI et la Hollande. *Ministère de Dubois* (1718-1723). Guerre contre l'Espagne et chute d'Alberoni (l'an 1719). L'alliance entre la France et l'Espagne est rétablie. — Intrigues de Dubois pour obtenir l'archevêché de Cambrai, que le Régent lui accorde (l'an 1720). Il aspire au chapeau de cardinal, qu'il obtient enfin du pape Innocent XIII (l'an 1722), tandis que le Régent lui accorde le titre de premier ministre, qui n'avait plus été donné depuis Mazarin. Majorité de Louis XV (l'an 1723). Mort de Dubois et du Régent. Voici comment un auteur moderne caractérise la régence : « Le vice était au comble. Les exemples du régent et ceux de son ministre avaient donné à la cour un aspect de liberté inconnue. Les vertus incertaines étaient entraînées; la religion n'existait plus que comme un jeu. Les corrompus que Louis XIV avait comprimés étaient passés de l'hypocrisie au dévergondage; il ne restait plus même dans les rapports de la vie

Régent, qui étaient restés dans le conseil des ministres, moururent dans la même année. Leur mort fut digne de leur vie : le duc d'Orléans fut frappé d'un coup d'apoplexie au milieu de ses désordres ; Dubois, après avoir refusé les secours de la religion, expira, dit-on, en blasphémant

II. RÈGNE DE LOUIS XV. (1723-1774).

LOUIS XV. COMMENCEMENT DE SON RÈGNE JUSQU'A LA PAIX DE VIENNE (1723-1735). — Louis XV était d'un caractère doux et généreux et ne manquait pas d'esprit; mais on lui avait inspiré, dès son bas âge, des goûts frivoles. Le maréchal Villeroy s'était borné à lui donner des airs de grandeur, sans songer à former son caractère et sa volonté; Fleury, évêque de Fréjus, avait tâché de lui inspirer une piété sincère, mais il avait négligé de cultiver son intelligence par des études sérieuses. Le jeune roi n'apprit pas à agir par lui-même et devint le jouet de ceux qui l'entouraient. Le *duc de Bourbon* fut nommé premier ministre; il fit épouser au roi *Marie Lesczynska*, fille de l'ancien roi de Pologne Stanislas Lesczinski, princesse vertueuse, mais d'un caractère timide. Le renvoi de l'in-

---

ces semblants de réserve qui suppléent à la vertu par la politesse; des opinions nouvelles étaient nées avec de nouvelles mœurs. Tout était foulé aux pieds, les croyances comme les coutumes, et ce fut une gloire de franchir toutes les bornes dans la débauche comme dans l'impiété. » (*Laurentie*).

II. L'éducation de Louis XV, confiée au maréchal de Villeroy et à Fleury, fut mal dirigée : « Louis XV, dit Laurentie, n'avait point été élevé pour les grandes choses de la royauté. On l'avait dès son bas âge accoutumé à des goûts frivoles. On lui avait fait des plaisirs communs, avec un raffinement de luxe qui les lui avait rendus aimables. Il faisait son potage dans sa chambre. Il avait une laiterie à la Muette qui faisait ses délices. Son grand-père, le roi de Sardaigne, lui avait envoyé une pioche et des petits chiens destinés à la recherche des truffes. Ou bien lorsqu'on voulait l'élever au-dessus de ces élégantes puérilités, on lui faisait jouer un rôle de royauté sévère et magnifique qui contrastait avec la débilité de ses idées et la mollesse de ses habitudes. » — *Ministère du duc de Bourbon* (1723-1726) : frivole et hautain, il n'était pas moins corrompu que le Régent. Il ne tarda pas à se rendre odieux en diminuant la valeur du numéraire et en forçant le commerce à se soumettre à cette mesure. Il rompit le mariage projeté entre le roi et l'infante d'Espagne, qui était déjà venue à Paris, mais qui était trop jeune. Ma-

fante d'Espagne, fiancée à Louis XV, faillit amener une rupture entre les deux cours. Mais *Fleury*, qui remplaça le duc de Bourbon comme premier ministre, parvint à rétablir la bonne entente. Ce vieillard respectable, qui obtint le chapeau de cardinal, rendit à la cour la décence que l'exemple du jeune roi avait déjà imposée, du moins extérieurement, à tout son entourage. Il prit de bonnes mesures pour rétablir l'ordre dans les finances; il retrancha les dépenses inutiles et augmenta les recettes par une administration régulière. Il intervint énergiquement dans les querelles des Jansénistes et réprima les troubles suscités par cette secte remuante, qui se sentait forte de l'appui du parlement de Paris. — Une guerre pour le trône de Pologne éclata à la mort du roi *Auguste II*. *Auguste III* s'empara de la couronne avec le secours de la Russie et de l'empereur Charles VI et força *Lesczynki*, qui avait été réélu par une partie de la noblesse, à renoncer à ses prétentions. Louis XV, ayant conclu une alliance avec l'Angleterre et l'Espagne, déclara la guerre à l'Empereur et fit envahir par ses armées l'Allemagne et l'Italie. Les succès des Français au-delà des Alpes, la conquête du royaume de Naples et de Sicile par les Espagnols, mais

---

riage de Louis XV avec *Marie Lesczinska* (l'an 1725) Le duc de Bourbon conçoit de la jalousie à cause de l'affection du roi pour Fleury : il tente de l'effacer, secondé par la reine; mais le roi se prononce pour son ancien précepteur Exil du duc de Bourbon (l'an 1726). *Fleury* le remplace comme premier ministre. — *Ministère du Cardinal Fleury* (1726-1743) : ses mesures financières; il porte les revenus annuels de 100 à 140 millions de francs, en réformant le bail du fermage des recettes publiques. Rétablissement de la bonne entente entre la France et l'Espagne (l'an 1728). Troubles suscités par les *Jansénistes* (voyez plus haut, page 316). Guerre pour le trône de Pologne entre Auguste III et *Stanislas Lesczinski*; guerre entre la France et l'empereur Charles VII (voyez plus haut, page 258). *Paix de Vienne* (l'an 1738); la Lorraine est cédée à Stanislas Lesczynski, à la condition d'être réunie à la France après la mort de ce prince (1766). Un nombreux parti de nobles corrompus fait opposition au cardinal Fleury : ils songent à reprendre leur influence et profitent de la faiblesse de caractère et des goûts frivoles de Louis XV pour l'entraîner dans tous les désordres. Toutefois il ne tomba que par degrés dans l'état d'abjection qui a fait de son règne une des pages les plus honteuses de l'histoire de France. — Après la mort de Fleury, la *marquise de Pompadour* devint toute puissante

surtout la crainte de voir ses États échapper à sa fille Marie-Thérèse, amenèrent l'Empereur à conclure la *paix de Vienne*, par laquelle il céda la Lorraine à la France, et le royaume de Naples et de Sicile à l'Espagne. Le résultat avantageux de cette guerre et le rétablissement des finances par Fleury malgré un surcroît de dépenses promettaient un heureux avenir à la France, lorsque la corruption fit de nouveau invasion à la cour et qu'on vit se renouveler les désordres et les scandales de la Régence.

La France jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle (1738-1748). — L'exemple du roi et les soins du cardinal Fleury refrénèrent d'abord la corruption qui avait régné à la cour pendant la Régence et qui avait gagné une grande partie de la noblesse. Mais les courtisans, pour reprendre leur influence, cherchèrent à entraîner le jeune roi dans les plus graves désordres et réussirent à le faire tomber dans l'oubli de ses devoirs les plus sacrés. Fleury eut la faiblesse de n'y pas mettre obstacle, et la cour fut de nouveau le théâtre de tous les excès de la Régence. Louis XV ne tarda pas à devenir le jouet de la marquise de *Pompadour*, femme aussi corrompue qu'intrigante, qui gouverna véritablement la France pendant plus de vingt ans, disposant de

---

(1745-1764) ; le roi lui abandonna, avec le gouvernement, l'armée, la politique et le trésor. L'exemple du roi entraîna toute la noblesse. « Les héritiers de cette antique noblesse ne craignaient pas de déshonorer les glorieux écussons de leurs ancêtres. Le lien conjugal fut profané, les droits de la famille méconnus, les satisfactions des sens uniquement recherchées. Au-dessous de cette aristocratie, qui foulait aux pieds tout frein et tout principe, se trouvait un peuple habitué jusqu'alors à recevoir d'autres enseignements, et la corruption descendait d'en haut dans les masses, en attendant le jour où elle devait remonter jusqu'à la hauteur de l'échafaud. » (*Gabourd*). — *Guerre de la succession d'Autriche* (voyez, page 260). La France se joint aux ennemis de Marie-Thérèse (1740-1748); mais comme le cardinal Fleury est opposé à la guerre, on se borne à appuyer le prince-électeur de Bavière, qui se fait proclamer empereur sous le nom de *Charles VII*. Mort de Fleury (l'an 1743). Le roi se met lui-même à la tête de l'armée. Il tombe malade à Metz; la nouvelle de sa maladie répand la consternation à Paris; la joie éclate partout, lorsqu'on apprend son rétablissement; on lui donne le surnom de *Bien-Aimé* (l'an 1744). Le comte *Maurice de Saxe*, fils naturel du roi Auguste II de Pologne, entre au service de la France et devient *maréchal*. *Bataille de Fontenoy*, bravoure du roi (l'an 1745). Brillantes campagnes du

tous les emplois civils et militaires, nommant les ministres et les congédiant à son gré, réglant les alliances politiques, décidant de la paix et de la guerre. La France prit une part active à la guerre de la *succession d'Autriche;* ses armées commandées par le *maréchal de Saxe* et par le roi en personne se couvrirent de gloire à *Fontenoy* et à *Raucourt.* La *paix d'Aix-la-Chapelle* mit fin à la lutte. La France rendit toutes ses conquêtes en Belgique et en Hollande. Cette guerre lui fut fatale parce qu'elle y perdit toute sa marine militaire, qui avait été négligée par Fleury et qui succomba sous les coups des flottes bien supérieures de l'Angleterre.

Guerre de sept-ans. Revers des Français jusqu'à la paix de Paris (1748-1763). — Le gouvernement de la marquise de Pompadour, sous lequel la France se courbait honteusement, consomma la ruine financière, politique et militaire du royaume. Des hommes incapables et de vils flatteurs furent promus aux emplois les plus importants; malgré l'accroissement des impôts, les revenus publics mal administrés furent insuffisants pour couvrir les folles dépenses de la cour; les provinces commencèrent à se dépeupler, et les richesses du pays diminuèrent avec la

---

maréchal de Saxe en Belgique et en Hollande (1745-1748). *Paix d'Aix-la-Chapelle.*

Embarras financiers causés par cette guerre; ils sont encore augmentés par la prodigalité et le luxe excessif de la cour. La dette publique s'élève à 1200 millions de livres. Misère dans les provinces, où l'on trouve des districts entièrements dépeuplés. Les impôts de toute espèce sont doublés; on en établit même de nouveaux, entr'autres sur les revenus, l'impot d'un dixième du revenu annuel. Résistance des parlements (1756). Contestations et guerre entre la France et l'Angleterre au sujet de leurs colonies en Amérique (p. 224). *Guerre de Sept-Ans* (1756-1763). Marie-Thérèse gagne la marquise de Pampadour, en lui écrivant un billet dans lequel elle l'appelle « *son amie.* » Alliance avec l'Autriche; une armée sous le commandement du maréchal Soubise est envoyée contre Frédéric II (l'an 1757). *Bataille de Rosbach.* Défaites de *Minden* et de *Créfeld:* le prince Ferdinand de Brunswick avec 30,000 hommes repousse une armée française de 80,000 hommes et la force d'évacuer l'Allemagne (page 265). — *Ministère de l'abbé de Bernis* (1757): il conseille de conclure la paix: il est destitué 1758). *Ministère du duc de Choiseul* (1758-1770). Conclusion du *pacte de famille* entre les Bourbons de France, d'Espagne, de Naples et de Parme (l'an 1761). La France perd presque

ruine d'un grand nombre de familles. La misère s'accrut encore par suite de la guerre qui éclata avec l'*Angleterre* et qui coûta à la France presque toutes ses colonies américaines, entr'autres les importantes provinces de Canada, de Louisiane et de Floride. La vanité de la marquise de Pompadour, qui se laissa circonvenir par les flatteries de Marie-Thérèse, entraîna la France dans la *guerre de Sept-Ans*, pendant laquelle les armées françaises essuyèrent la honteuse défaite de *Rosbach*. De Bernis, qui était ministre, voulait négocier la paix ; la marquise de Pompadour s'y opposa, éloigna le ministre et mit à sa place une de ses propres créatures, le *duc de Choiseul*. Celui-ci conclut un traité d'alliance avec les cours de Madrid et de Naples. Ce traité, connu sous le nom de *pacte de famille* parce qu'il unissait les quatre cours bourbonniennes, n'eut pas de résultats avantageux pour la France et fournit à l'Angleterre l'occasion de s'emparer des colonies espagnoles. Les Français éprouvèrent revers sur revers, jusqu'à ce que Louis XV se vit obligé de conclure la *paix de Paris*. Par ce traité, la France perdit presque toutes ses colonies américaines et la plupart de ses possessions dans l'Inde. Elle descendit ainsi du rang élevé qu'elle avait occupé jusqu'alors parmi les États de l'Europe.

---

toutes ses possessions dans les Indes Orientales et en Amérique (p. 224). *Paix de Paris* entre la France et l'Angleterre, et de *Hubertsbourg* entre Marie-Thérèse et Frédéric II (l'an 1763).

Guerre des Jansénistes et des parlements contre la Compagnie de Jésus, qui enfin est supprimée en France (p 325). Conflits entre les parlements et la royauté : les parlements, surtout celui de Paris, s'arrogeaient un véritable pouvoir politique, en refusant d'enregistrer les édits royaux concernant les impôts ; ces édits, il est vrai, consacraient plus d'une fois de véritables injustices, parce qu'ils avaient pour but de couvrir les déficits causés par le gaspillage des deniers publics. Après la disgrâce de Choiseul, le chancelier Maupeou fit un véritable coup d'Etat en décrétant la dissolution des parlements : il prit cette mesure, lorsque les parlements dans les diverses provinces eurent tenté de se constituer en un grand corps politique. Institution des conseils souverains, appelés *parlement Maupeou* (1771). *Ministere du duc d'Aiguillon* (1771-1774). — Une guerre générale est commencée contre le christianisme par les philosophes, à la tête desquels se placent par leurs talents et leur influence *Voltaire* et *Rousseau*. Engouement de toute la haute société pour cette littérature impie et immorale. « Alors se

Fin du règne de Louis XV. Les philosophes et l'impiété. (1760-1774). — Tandis qu'en Allemagne, en Amérique et dans l'Inde les armées françaises éprouvaient échecs sur échecs, le *Jansénisme*, secondé par la philosophie et appuyé par les parlements, continuait la lutte qu'il avait commencée contre les *Jésuites* et qui aboutit à l'expulsion de l'Ordre. Peu après, les *parlements* eux-mêmes furent dissous. Les tentatives qu'ils avaient faites à diverses reprises pour se constituer en un seul corps politique et leur résistance à l'autorité royale avaient fréquemment amené des conflits. Le chancelier *Maupeou* et madame *du Barry*, qui avait remplacé la marquise de Pompadour, déterminèrent le roi à prononcer la dissolution de tous les parlements. Ils furent remplacés par dix *conseils souverains* sans attributions politiques, ayant pour seule charge de rendre la justice. Cette mesure provoqua un vif mécontentement, surtout parmi les nombreuses familles, alliées ou amies des magistrats destitués. Elle servit à ébranler encore davantage l'autorité royale, dont le prestige était déjà détruit par les désordres et les scandales de la cour.

A la corruption des mœurs, devenue générale en France, vint se joindre une guerre formidable contre l'Eglise, contre le christianisme et contre Dieu lui-même. Elle était

---

développait dans sa marche l'*Encyclopédie*, d'abord timide, puis téméraire. L'impiété pratique avait commencé par la licence des mœurs, l'impiété théorique avait commencé par la hardiesse des livres. Le gouvernement s'étonna. La débauche n'avait point été effrayante, tant qu'elle avait été un scandale; elle fit peur quand elle devint un système. La répression ne pouvait être qu'un péril de plus. Les magistrats se mirent à sévir contre les livres; mais tandis que le bourreau les brûlait, la cour les lisait comme un délassement ou une excitation à ses débauches. Les lois étaient sévères et les mœurs infâmes. Et par là même la sévérité devint odieuse. L'impiété publique finit par avoir sa protection comme la licence. Les philosophes furent les maîtres de l'opinion; ils dominèrent les ministres et les grands; les femmes les recherchèrent; Mme de Pompadour les caressa; on les fêtait, on les flattait, on les exaltait; c'était plus que de la gloire, c'était un culte; et aujourd'hui encore nous trouvons çà et là dans les vieux manoirs de l'aristocratie antique des traces de cet enthousiasme; là où passait un philosophe, on érigeait un monument. Rousseau eut ses temples; Voltaire eut ses prêtres; religion intolérante et farouche, qui frappa d'anathème quiconque refusait d'adorer ses dieux. » (Laurentie). Louis XV mourut de la

dirigée par un grand nombre d'écrivains orgueilleux et impies, mais aussi doués de talents supérieurs. *Voltaire* et ses amis *Diderot* et d'*Alembert* érigèrent l'athéisme en système, traitèrent de superstition toute espèce de culte et proclamèrent hautement leur intention d'exterminer la religion chrétienne, qu'ils ne désignaient plus autrement que par le nom d'*Infâme*. *Jean Jacques Rousseau*, de son côté, attaqua tous les principes sur lesquels reposent la famille et la société. Toute une phalange d'écrivains se groupa autour de ces chefs. Alors parut la grande *Encyclopédie*, dans laquelle les nouvelles idées furent appliquées à toutes les sciences, et à tous les arts et métiers. La morale chrétienne ne fut pas plus respectée que les dogmes; les productions les plus licencieuses et les plus infâmes inondèrent la France. Ce fut en vain que les tribunaux sévirent contre cette littérature dévergondée, tandis qu'elle faisait les délices de la cour et de toute la haute société. Louis XV tomba dans une abjection de plus en plus profonde; ni l'abaissement de la France, ni le partage de la Pologne ne purent le réveiller de sa torpeur. Il mourut à l'âge de soixante-quatre ans, après en avoir régné cinquante-neuf. Bientôt allait éclater la grande catastrophe qui devait bouleverser la France et avec elle toute l'Europe.

III. LA FRANCE JUSQU'A LA CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX. (1774-1789).

LOUIS XVI. SES MESURES RÉFORMATRICES (1774-1781). — *Louis XVI* n'était âgé que de vingt ans lorsqu'il suc-

---

petite vérole (l'an 1774). On se hâta de transporter à S.-Denis son cadavre infect; nulle pitié, nulle douleur, nul hommage ne le suivirent dans la tombe.

III. Louis XVI était d'un caractère doux et généreux, mais il n'était pas à la hauteur des circonstances difficiles dans lesquelles la France se trouvait alors. Il manquait de la fermeté et de l'énergie nécessaires pour retenir le pays sur les bords de l'abîme où il allait tomber. Ses vertus et celles de la reine *Marie-Antoinette*, fille de Marie-Thérèse, étaient en opposition avec la dépravation profonde de toute la haute société française. Influence exer-

céda à son aïeul. Il avait une piété sincère, mais un caractère timide et irrésolu; ses mœurs étaient restées pures au milieu de l'effrayante corruption de la cour. Son plus grand désir était de réparer les maux sans nombre qui affligeaient la France, et avant tout il songeait à combler le gouffre que les dilapidations des règnes précédents avaient creusé dans les finances de l'État. Mais il lui manqua des hommes pour l'aider dans l'accomplissement de l'œuvre qu'il entreprit avec un noble courage. Le comte de *Maurepas* était vieux et incapable; *Turgot* était imbu des idées fausses de l'école des économistes, hommes à vues étroites et prêts à bouleverser tout ce qui existait; quant à *Malesherbes*, magistrat-philosophe, il ne songeait qu'à des réformes de toute espèce sans même en examiner la portée. Un des premiers actes du roi fut le rétablissement des *parlements* avec tous leurs priviléges. Le parlement refusa d'enregistrer les édits financiers de Turgot, qui fut obligé de donner sa démission; Maurepas le remplaça par le banquier genévois Necker. Celui-ci, pour couvrir le déficit du trésor et pour créer de nouvelles ressources, recourut aux emprunts. Cette mesure était insuffisante à cause des dépenses considérables qu'entraînait la guerre américaine. Necher proposa alors d'abolir les priviléges et immunités du clergé et de la noblesse : cette proposition, qui avait déjà amené la chute de Turgot, causa aussi celle de Necker. Le roi le remplaça par *Calonne*. Mais le déficit augmentait sans cesse, et il fallait des moyens plus énergiques pour arriver à le combler.

La guerre en Amérique (1778-1787). — La nouvelle de

---

cée sur le roi par Marie-Antoinette : elle n'échappa pas aux intrigues de la cour, dont elle brava l'étiquette par des habitudes plus familières, donnant ainsi à ses ennemis un prétexte pour la calomnier et la décrier. Les premiers actes de Louis XVI étaient de nature à lui acquérir une grande popularité. Il renvoya Maupeou et fit entrer au ministère Mauperas, Turgot et Malesherbes. — *Ministère de Maurepas* (1774-1780) : Turgot, chargé des finances, était le plus capable de tous les ministres ; mais il était imbu des idées étroites des économistes qui ne voyaient dans le gouvernement que des intérêts matériels, auxquels tout devait être subordonné. Les réformes qu'il

l'insurrection des colonies anglaises en Amérique excita en France un grand enthousiasme parmi tous les partisans des idées révolutionnaires et républicaines. Le manifeste d'indépendance publié par les colonies insurgées renfermait les principes d'égalité et des droits de l'homme que professait en France toute l'école philosophique. Le *marquis de Lafayette* arma un navire à ses frais, enrôla des volontaires et s'embarqua pour l'Amérique. Le gouvernement, qui s'était d'abord opposé à cette expédition, céda cependant à l'opinion publique, lorsque *Franklin* arriva à Paris pour solliciter le secours de la France : Louis XVI consentit à un traité d'alliance avec les insurgés et déclara ainsi la guerre à l'Angleterre. Le secours de la France fut pour une large part dans le succès de l'insurrection. L'Angleterre céda et reconnut dans la *paix de Versailles* l'indépendance des *Etats-Unis*. L'honneur de ce résultat revenait presque entièrement à la France. Mais les frais de la guerre avaient absorbé des sommes énormes. *Calonne*, esprit léger et hardi, ne trouvant plus de moyen pour couvrir le déficit, indiqua alors au roi comme seul remède à un état aussi désespéré la convocation d'une *assemblée des notables* du pays, choisis par le roi lui-même, de telle façon que la nation tout entière y fût représentée. Cette idée

---

proposa avaient pour but, d'un côté, des économies sérieuses dans les dépenses publiques, de l'autre, l'abolition de tous les priviléges dont jouissaient encore le clergé et la noblesse. Rétablissement du *parlement de Paris* (l'an 1775) : il refuse d'enregistrer les édits de Turgot et prend la défense des priviléges. Le roi les fait enregistrer dans un lit de justice; mais il abandonne Turgot, qui est forcé de donner sa démission (l'an 1776). Il est remplacé par *Necker*, républicain genévois et protestant, ami de l'école philosophique. Le système financier adopté par Necker consistait à remplacer les impôts par des emprunts pour couvrir le déficit annuel dans les revenus de l'Etat; mais il ne pouvait, en définitive, qu'empirer la situation financière, parce que les intérêts des emprunts venaient s'ajouter aux dépenses annuelles. Malgré cela, on applaudit d'abord à son système, et Necker acquit une grande popularité. Part prise par la France à la guerre des colonies américaines contre l'Angleterre (l'an 1778). Necker est obligé de revenir au système des impôts et propose d'abolir tout privilége d'exemption. La cour s'y oppose; Necker est disgracié (l'an 1781).

Guerre d'indépendance des Etats-Unis contre l'Angleterre (1778-1783). La France y intervint activement (voyez page 231); les idées révolution-

plut par sa nouveauté et fut accueillie partout avec enthousiasme.

L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES. LES ÉTATS-GÉNÉRAUX (1787-1789). — L'assemblée des *Notables* se composait des princes du sang et d'évêques, de membres de la haute noblesse, des parlements, de la cour des aides et de la chambre des comptes, et enfin de magistrats des principales villes; elle comptait en tout cent quarante-quatre membres. Elle rejeta les projets financiers de Calonne parce qu'ils tendaient à abolir tous les priviléges des divers états qu'elle représentait. Calonne fut renvoyé; mais les Notables ne parvinrent pas à s'entendre sur les moyens à prendre pour relever les finances de l'Etat. *De Brienne*, archevêque de Toulouse, fut nommé ministre, et l'on eut recours à un nouvel emprunt. Le parlement, qui commençait à faire une opposition factieuse au roi et dans lequel le *duc d'Orléans*, digne petit-fils du Régent, ne tarda pas à jouer un rôle important, protesta contre l'enregistrement de l'édit royal qui consacrait l'emprunt. La convocation des *Etats-Généraux*, tel fut le cri général; proféré d'abord par le parlement, il fut bientôt répété dans toute la France. Les symptômes de la révolution qui allait éclater se manifestaient clairement. Il y eut des émeutes sur plusieurs points de la France, et

naires et républicaines, qui déjà fermentaient dans toutes les têtes en France, y trouvèrent un nouvel aliment. Le manifeste de l'Indépendance des Etats-Unis renfermait les principes soutenus en France par les philosophes; ainsi on y proclamait « que tous les hommes ont été créés égaux; qu'ils ont reçu du Créateur certains droits inaliénables; que parmi ces droits on doit placer au premier rang la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient destructive des fins pour lesquelles elle a été etablie, le peuple a le droit de la changer et de l'abolir, et d'instituer un nouveau gouvernement. » Cette déclaration devint comme le symbole politique dont on réclamait la réalisation et qui ne tendait à rien moins qu'à un bouleversement complet de la monarchie en France. — *Ministère de Calonne* (1783-1787) : embarras financiers et convocation des *Notables* (l'an 1787), qui rejettent les projets financiers de *Calonne* et forcent le roi à le congédier. — *Ministère du cardinal de Brienne* (1787) : c'était un prélat hautain, de mœurs plus que légères, d'une grande suffisance, mais qui avait une certaine facilité naturelle. Il proposa plusieurs mesures financières; le parlement les combattit avec tant de violence que le roi songea de nouveau à le dissoudre. Ce projet transpira, et *de Brienne*

dans les rues de Paris des collisions sanglantes entre les troupes et la population. Le duc d'Orléans se mit à la tête de ceux qui rêvaient un bouleversement général. Il entretint à ses frais une vraie bande de malfaiteurs qui jetaient le trouble dans la capitale. Le palais-royal leur servait de refuge. *De Brienne* fut obligé de quitter le ministère; en se retirant, il conseilla au roi de rappeler *Necker*, qui devint une seconde fois ministre, en mettant pour condition à son acceptation la convocation des *États-Généraux.* Une seconde assemblée des Notables devait régler le mode de convocation; mais elle refusa d'accorder au *tiers-état* autant de représentants que le clergé et la noblesse réunis devaient en avoir. Necker la renvoya, et le roi publia l'édit de convocation des *États-Généraux.* Cet édit portait qu'ils seraient composés de trois cents représentants de la noblesse, trois cents du clergé et six cents du tiers-état. La réunion de cette assemblée fut le point de départ de la grande *révolution française.*

---

tomba. — *Second ministère de Necker* (1787-1789). Trames perverses du duc d'Orléans : une bande de voleurs et de malfaiteurs se forma sous ses auspices, elle déposait au palais-royal les fruits de ses crimes. C'est là aussi que se forma une société secrète qu'on appela *le club des enragés.* Elle exploita les conspirateurs, fit des harangues pour le peuple de Paris et excita à la révolte ouverte contre le roi, après l'avoir voué au mépris public. — Necker demande la convocation des *Etats-Généraux*, qui n'avaient plus été réunis depuis la minorité de Louis XIII (voyez p. 122). Importance exagérée accordée au *tiers-état* que l'on oppose en quelque sorte au clergé et à la noblesse. *Seconde assemblée des Notables* (l'an 1788): elle ne produit aucun résultat. Convocation des *Etats-Généraux.* Cette assemblée était composée de 12,000 membres et divisée en trois Ordres, le clergé, la noblesse et le tiers-état (l'an 1789).

TROISIÈME PÉRIODE.

DEPUIS LA PREMIÈRE RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'EN 1830.

CHAPITRE XIV.

L'EUROPE JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE (1789-1815).

I. — LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'À LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE. (1789-1792).

LES CAUSES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. — Le grand bouleversement qui ébranla la France, et par suite l'Europe entière, à la fin du dix-huitième siècle, marque le commencement d'une nouvelle période dans l'histoire moderne. Il fut le résultat de causes diverses qui remontaient jusqu'au temps de Louis XIV. Le règne de ce grand prince avait été le triomphe de l'absolutisme monarchique inauguré par le système politique du cardinal Richelieu. Toutes les anciennes institutions et franchises politiques, qui avaient fait la force de la monarchie française, avaient

---

Développements. — *A consulter :* de Barante, *Histoire de la convention*, 6 vol. *Histoire du directoire*, 3 vol. Gabourd, *Histoire de la révolution française et de l'empire*. Paris, 10 vol. in-8. Thiers, *Histoire de la révolution française*. Du même, *Histoire du consulat et de l'empire*. Leo, *Manuel de l'histoire universelle*. Tom. v et vi. Wachsmuth, *Histoire de la France pendant l'époque révolutionnaire*. 4 vol. Bulau, *Histoire de l'Allemagne de 1806 à 1830*. (dans la collection Heeren et Ukert). *Histoire de la transformation politique de la France sous Louis XVI*. Leipzig. 1833. 6 vol. in-8, (en allemand). Alison, *Histoire de l'Europe depuis 1789*, (traduit de l'anglais).

I. CAUSES MORALES. On a dit et répété que la révolution française avait été provoquée uniquement par la tyrannie et par les abus d'un gouvernement aristocratique, et on l'a représentée comme une simple aspiration vers la liberté, qu'elle aurait conquise et pratiquée la première. Cette opinion su-

disparu pour faire place au gouvernement omnipotent du roi et de ses conseillers. Les parlements, derniers vestiges du concours de la nation à l'administration des affaires publiques, avaient été supprimés par Louis XV; rétablis par son successeur, ils ne faisaient qu'entraver l'exécution des réformes proposées par le roi. Les folles dépenses de la cour de Louis XIV, du Régent et de Louis XV, les guerres presque continuelles du premier de ces princes et le système défectueux des impôts publics avaient jeté la France dans des embarras financiers dont elle ne pouvait sortir que par des sacrifices inouïs et par un changement radical des bases sur lesquelles reposaient les revenus de l'Etat. — A ces causes politiques et matérielles vinrent se joindre des faits beaucoup plus graves, accomplis dans le domaine religieux et moral. Une philosophie impie attaquait depuis longtemps ouvertement la religion, en même temps qu'elle travaillait à saper dans leurs bases l'autorité et la morale, ébranlées déjà par le débordement des mœurs, dont la cour donnait le triste exemple. Ce dévergondage avait gagné les deux classes les plus influentes de la société, la noblesse et la bourgeoisie, et avait ainsi affaibli les forces vives de la nation. Enfin la dépravation

---

perficielle n'a plus besoin d'être réfutée. Il y avait sans doute des abus, inséparables de toutes les institutions humaines; mais il n'en existe pas moins dans l'état de choses amené par cette révolution; elle n'a pas plus ajouté aux libertés politiques que le protestantisme n'avait fait pour la liberté religieuse (voyez le 1er chapitre de ce vol.). La première cause de la révolution française remonte à la révolution religieuse du XVIe siècle, qui a été décorée du beau nom de réforme. En détruisant le principe d'autorité en matière de religion et en le remplaçant par celui de la raison individuelle, les protestants avaient ébranlé les fondements de la société, qui ne peut exister sans le respect pour l'autorité; or ceux qui pensaient avoir le droit de décider en dernière instance les dogmes de la foi, se croyaient aussi autorisés à intervenir directement dans les affaires politiques et à les changer à leur gré. La force devint ainsi le seul appui de l'autorité, et par suite le protestantisme engendra nécessairement l'absolutisme et le gouvernement de la force brutale. Ce mépris de l'autorité tant religieuse que politique devint encore plus grand, lorsque les philosophes incrédules, par leurs railleries et leurs attaques de tout genre, eurent jeté le ridicule sur toutes les vérités de la foi et de la morale, et sapé les bases mêmes de la société; niant l'origine divine de l'ordre social et son développement historique, ils

n'avait pas tardé à descendre d'en haut dans les masses et à y étouffer tout respect pour l'autorité et pour les lois de la morale. Aussi la corruption du peuple était-elle excessive à Paris surtout et dans quelques grandes villes, où la populace, tout en devant sa subsistance au luxe et aux vices des grands, leur enviait des richesses qui leur procuraient les plaisirs et les moyens de satisfaire leurs passions. La religion avait perdu tout empire sur une partie de la nation. Le clergé et la noblesse étaient confondus dans le même mépris et dans la même haine : et quand la lutte s'engagea entre ces deux ordres et les classes moyennes, désignées par le nom de *tiers-état*, le bas peuple se rangea du côté de ces dernières, qui flattaient sa convoitise en lui promettant le partage des biens et excitaient sa haine en représentant les nobles et les prêtres comme des tyrans sanguinaires. La royauté, avilie par la régence et par le règne de Louis XV, fut comprise dans la même exécration.

Tout était donc prêt pour une terrible conflagration. Il ne fallait qu'une étincelle pour allumer l'incendie qui couvait sous la cendre depuis un siècle.

LES ÉTATS-GÉNÉRAUX A VERSAILLES. — L'assemblée convoquée et réunie à Versailles se composait de trois états :

---

soutenaient que l'organisation de la société n'était que le résultat d'une convention, appelé *contrat social*, librement intervenu entre des hommes, et que ceux-ci conservaient par conséquent le droit de rompre ce contrat ou de le changer à volonté. — CAUSES POLITIQUES : 1° le délabrement des finances de la France, suite des guerres de Louis XIV, des folles dépenses de la cour de ce prince, du Régent et de Louis XV, ainsi que la mauvaise répartition des impôts ; 2° le mécontentement provoqué par les abus que la centralisation et le gouvernement absolu avaient introduits dans toutes les branches de l'administration ; 3° l'exclusion, pour la nation, de toute participation aux affaires publiques : on ne convoquait plus depuis longtemps ni Etats généraux, ni Etats provinciaux ; tout se réglait par ordonnance royale.

L'ASSEMBLÉE DES ETATS-GÉNÉRAUX (5 mai-17 juin 1789). — L'élection des députés du tiers-état s'était généralement faite dans un sens révolutionnaire. Les 600 membres de cet ordre appartenaient, presque sans exception, à cette classe de gens qui voulaient le bouleversement complet de toutes les institutions existantes. Ils se trouvèrent par suite, dès le principe, en opposition avec les deux autres Ordres, le clergé et la noblesse ; toutefois les idées révolutionnaires comptaient un certain nombre de partisans dans ces deux derniers. Les Etats-Généraux, convoqués pour aider le roi à remédier

la *noblesse*, le *clergé* et le *tiers-état*; mais ce dernier comptait autant de membres que les deux autres états ensemble, de plus il se considérait comme le seul et véritable représentant de la nation. Dans le discours d'ouverture, le roi exposa le principal but de la réunion, puis il invita les états à se rendre dans leurs salles respectives, pour procéder d'abord à la vérification des pouvoirs. Le tiers-état réclama contre la division de l'assemblée en trois ordres et demanda que les deux autres états se réunissent à lui et qu'on votât par tête. La noblesse presque tout entière repoussa cette demande; mais une partie du clergé se rangea à l'avis du tiers-état. Le roi ayant fait défendre la réunion des trois états et ayant fait fermer le local des séances du tiers, celui-ci se rendit dans la salle du *jeu de paume*, où tous les membres, à l'exception d'un seul, prêtèrent serment de ne pas se séparer avant d'avoir donné à la France une nouvelle constitution. Après plusieurs tentatives pour maintenir l'ancien régime des Etats-Généraux, le roi finit par céder et donna ordre à la noblesse de se réunir aux deux autres états; mais une partie des nobles préférèrent se retirer de l'assemblée. Celle-ci prit le nom d'*Assemblée nationale* et reçut celui

---

aux embarras financiers, poursuivirent un tout autre but, celui de donner à la France une nouvelle constitution. C'était là l'idée dominante de la presque totalité des membres du tiers-état. Mais elle rencontrait un grand obstacle dans la division des Etats-Généraux en trois Ordres, délibérant et votant à part. De là l'opposition du tiers-état à leur séparation. Il triompha, grâce aux partisans qu'il comptait dans la noblesse et le clergé, et à la faiblesse du roi, mal conseillé et mal soutenu par Necker. Après le *serment du jeu de Paume* et la constitution des Etats en *assemblée nationale*, le principal obstacle à la réalisation des projets du parti révolutionnaire se trouvait écarté. Aussi, au lieu d'introduire des changements et des améliorations dans les institutions de la monarchie, on les renversa de fond en comble et on fit de la France une table rase prête à recevoir une constitution, à laquelle celle des Etats-Unis d'Amérique devait servir de modèle. — L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE jusqu'à sa translation (17 juin-6 octobre). La noblesse et le clergé renoncent, au milieu de l'enthousiasme général, à leurs privilèges séculaires (nuit du 4 août). Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Bases de la nouvelle constitution: une représentation nationale permanente, composée d'une seule chambre, rééligible tous les deux ans, est investie du pouvoir suprême; le roi ne conserve qu'un *veto* suspensif de quatre ans; passé ce

de *Constituante* à cause de la nature de ses travaux. Au lieu de délibérer sur les propositions royales, elle entreprit d'élaborer une nouvelle constitution. Elle commença par abolir toutes les anciennes institutions et proclamer *les droits de l'homme et du citoyen*, à l'exemple des républicains des Etats-Unis. Ensuite il fut décrété que le pouvoir suprême appartiendrait à l'Assemblée nationale, qu'elle siégerait désormais sans interruption, que l'élection de ses membres aurait lieu tous les deux ans par le suffrage direct de tous les citoyens français; le roi ne devait avoir, à l'égard des décrets de l'assemblée, qu'un *veto* suspensif pour quatre ans. Après quelques hésitations, Louis XVI approuva toutes ces résolutions et abdiqua ainsi son pouvoir entre les mains d'une assemblée révolutionnaire. Cependant de graves événements s'étaient accomplis à Paris et devaient hâter la chute de la monarchie.

TROUBLES A PARIS. PRISE DE LA BASTILLE. RETOUR DU ROI A PARIS. — Le roi avait compris que pour maintenir son autorité vis-à-vis de l'Assemblée constituante, et surtout en présence des excitations à la révolte fomentées par le duc d'Orléans et ses partisans, il avait besoin de s'appuyer sur l'armée. Trente-cinq mille hommes furent donc con-

---

terme, les décisions de l'assemblée obtiennent de droit force de loi. La royauté perdait ainsi tout véritable pouvoir, et le roi se trouvait n'être plus en réalité que le premier magistrat d'une république.

TROUBLES A PARIS ET DANS LE ROYAUME. La révolution était fomentée à Paris, au moyen de distributions d'argent, par Philippe-Joseph, duc d'Orléans, appelé depuis *Philippe-Egalité*, et par les agents de ce prince, qui répandaient les bruits les plus alarmants parmi la populace de la capitale pour l'irriter contre le Roi. De plus les *électeurs* de Paris, divisés en sections, continuaient à tenir des réunions. Enfin il s'était formé des *clubs*, qui discutaient sur les affaires politiques et secondaient le mouvement révolutionnaire. La concentration d'un corps d'armée autour de Versailles et la destitution de Necker furent le prétexte d'une révolte qui ensanglanta Paris. Prise de la *Bastille* (14 juillet). Organisation de la *garde nationale*. Installation d'une nouvelle municipalité. Bailly nommé *maire* de Paris. — Cette révolte dans la capitale fut suivie de désordres dans un grand nombre de provinces; dans beaucoup d'endroits la populace prit les armes et commit d'horribles cruautés, des familles entières de la noblesse furent massacrées, les châteaux pillés et brûlés. — Les idées révolutionnaires ayant également gagné l'armée, la discipline militaire reçut une grave atteinte : les soldats

centrés à Versailles et dans les environs de Paris, et placés sous le commandement du duc de Broglie. Malheureusement ils avaient reçu l'ordre formel de ne pas verser de sang, et cet ordre était connu du peuple. Une révolte éclata alors à Paris. La populace, soulevée par des orateurs, parmi lesquels se distinguait le fougueux Camille Desmoulins, se porta sur *la Bastille*, qui fut prise et détruite. Cette victoire de l'insurrection fut suivie d'horribles massacres, dans lesquels périrent une foule de personnes innocentes et inoffensives. Les milices bourgeoises furent alors organisées, sous le nom de *garde nationale*: le commandement en fut donné à *Lafayette*. — Le roi, effrayé par la nouvelle de ces troubles, licencia les troupes, rappela Necker, qu'il avait renvoyé du ministère, et consentit même à se rendre à Paris pour ratifier tout ce qui avait été fait. Il dut prendre la cocarde tricolore et se montrer au balcon de l'hôtel de ville, où il fut accueilli par les acclamations de la foule. — A la suite de ces événements, la haute noblesse, ne se croyant plus en sûreté en France, commença à émigrer. Le comte d'Artois, frère du roi, fut un des premiers à donner l'exemple de cet exil volontaire. — Cependant dans beaucoup de villes de pro-

chassèrent leurs officiers et vidèrent les caisses des régiments. — TRANSLATION DE LA CONSTITUANTE A PARIS. Dans un voyage qu'il fit à Paris, Louis XVI dut accepter la cocarde tricolore et abdiquer ainsi son autorité devant les révolutionnaires. Commencement de l'émigration. Disette et cherté des subsistances à Paris, par suite de l'anarchie qui régnait dans le pays, de la stagnation du commerce et de l'industrie, et du désœuvrement de la populace, qui s'habituait déjà à vivre du pillage et des largesses du parti révolutionnaire. — Banquet donné par les gardes-du-corps aux officiers du régiment *de Flandre* nouvellement arrivé à Versailles (1 octobre). L'enthousiasme provoqué parmi ces officiers par l'apparition du roi, de la reine et du Dauphin, vers la fin de la fête, fut exploité par la presse du parti révolutionnaire, et servit de prétexte à la révolte du 5 octobre. Bandes d'insurgés marchant sur Versailles. Faiblesse de Lafayette, qui aurait pu empêcher le départ de ces bandes, comme aussi les horreurs commises contre la garde noble et la famille royale. La reine, à laquelle s'attaquait surtout la fureur des révolutionnaires, parce qu'elle tâchait de donner au roi la fermeté qui lui manquait, échappa avec peine aux mains de ces forcenés; ils percèrent de coups de poignard le lit qu'elle venait de quitter. Retour de la famille royale à Paris, accompagnée de la populace, qui portait sur des piques les

vince le peuple suivait l'exemple donné par la capitale. Des bandes de brigands parcouraient le pays, commettant toutes sortes de désordres, s'attaquant aux biens de la noblesse et du clergé, brûlant les châteaux et les couvents, et ne respectant rien. A la suite de ces troubles, la misère devint bientôt très-grande, surtout à Paris. Le parti révolutionnaire en profita pour exciter le peuple contre le gouvernement, sur lequel on rejetait la faute de ces calamités. Sur ces entrefaites, on apprit à Paris que les officiers de la garde royale venaient de donner un banquet aux officiers d'un régiment nouvellement arrivé à Versailles, et que, vers la fin du repas, le roi et la reine avaient paru devant cette assemblée, qui les avaient acclamés chaleureusement. Cette circonstance, exploitée par les révolutionnaires de Paris comme indiquant des projets réactionnaires contre la liberté, produisit dans la capitale une grande fermentation. Une troupe de 8000 personnes, composée de la plus vile populace et dans laquelle les femmes étaient en majorité, marcha sur Versailles, suivie de la garde nationale sous les ordres de Lafayette. Le palais fut pris d'assaut et la garde noble massacrée en partie, sans que Lafayette eût rien fait pour

têtes des gardes-du-corps égorgés à Versailles. Le maire Bailly reçut le roi aux portes de la ville et, en lui présentant les clefs, il s'écria : « Paris a reconquis son roi. » A partir de ce jour, Louis XVI était prisonnier. L'assemblée nationale se transporta également à Paris, où elle ne tarda pas à être dominée par les clubs.

Travaux de la constituante a Paris (15 octobre 1789—30 septembre 1791). — L'assemblée nationale avait dans son sein un parti républicain, peu nombreux dans le principe, mais actif et énergique, dont les principaux chefs étaient *Robespierre*, jeune avocat d'Arras, *Barnave*, député de Grenoble, *Péthion* et l'abbé *Sieyès*. La majorité de l'assemblée voulait le maintien de la monarchie ; mais elle prépara la république en votant des lois qui changeaient totalement l'ancienne organisation du royaume. La mesure qui porta le coup le plus décisif aux institutions fut la suppression des provinces et la nouvelle division de la France en départements, en conscriptions territoriales d'une étendue à peu près égale, auxquelles on donna des noms tirés des montagnes, des fleuves et rivières, ou de la situation géographique. Elle servit à introduire en France le régime de centralisation et mit entre les mains de la révolution un pouvoir immense, qui fut employé avec une grande activité pour répandre dans le pays les principes subversifs de tout

empêcher ce crime. La famille royale fut ramenée de force à Paris, escortée par les émeutiers, qui ne cessaient d'insulter la reine, principal point de mire de la haine des révolutionnaires. L'*Assemblée nationale* transféra également son siége à Paris; mais plus de trois cents membres s'en étaient déja retirés.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE A PARIS. LES JACOBINS. MIRABEAU. — L'œuvre de la démolition de toutes les anciennes institutions sociales et politiques de la France marcha rapidement dans l'assemblée constituante. La confiscation des biens ecclésiastiques et des domaines de la couronne, qui furent déclarés *biens nationaux* et dont une partie fut vendue pour diminuer les embarras financiers; la nouvelle division administrative de la France en départements, districts ou arrondissements et cantons, et par suite la suppression de toutes les institutions et franchises provinciales; l'abolition des Ordres religieux; la constitution civile du clergé, dont les membres furent assimilés aux fonctionnaires de l'Etat avec une entière indépendance vis-à-vis du Saint-Siége; enfin l'abolition de tous les titres de noblesse : voilà les principales innovations introduites dans l'organisation du royaume. Le roi eut la faiblesse de

---

ordre social. — Le bouleversement complet de l'état politique et administratif du royaume fut suivi d'une perturbation tout aussi entière dans l'état religieux et ecclésiastique. L'Eglise et le clergé avalent joui jusqu'alors d'une très-grande liberté et d'importants privilégea. Soua prétexte d'abolir ces derniers, on détruisit toute liberté religieuse, en soumettant l'Eglise à l'Etat et en séparant le clergé françals du centre de l'unité, du Saint-Siége. Ainsi on changea arbitrairement la circonscription des diocèses; on décréta que les évêques et les curés seraient élus par les fidèles, en dehors de toute intervention du Souverain Pontife; on supprima les couvents et les vœux monastiques; et l'on ordonna la confiscation de tous les biens ecclésiastiques, qui furent déclarés *biens nationaux* et vendus au profit de l'Etat. Le clergé se trouvait assimilé aux fonctionnaires publics et placé dans une dépendance absolue vis-à-vis de l'Etat. On devait enfin intimer à tous les prêtres de prêter serment à cette *constitution civile du clergé*. — La noblesse, de son côté, ne put échapper aux coups démolisseurs de l'assemblée nationale: tous ses privilèges et titres furent abolis. — Le roi hésita quelque temps à sanctionner les lois qui concernaient l'Eglise. Il finit pourtant par céder, sauf pour le décret qui imposait au clergé le serment à la constitution civile. Il se prêta encore à l'ignoble comédie de la fête nationale du

les approuver. Il prêta même solennellement serment à la nouvelle constitution pendant une grande fête nationale au Champ de Mars. Cependant l'Assemblée nationale alla encore plus loin dans la voie de l'oppression, en imposant au clergé le serment civil, qui devait achever de l'asservir à l'Etat. Mais le clergé en masse refusa le serment, et le roi, de son côté, refusa sa sanction.

La Constituante finit par tomber de plus en plus sous l'influence du *club des Jacobins*, qui comptait dans son sein les révolutionnaires les plus violents et qui s'appuyait sur la plus vile populace de Paris. Dans toutes les villes de la France il se forma des clubs de Jacobins qui se mirent en relation avec celui de Paris et fomentèrent partout la révolution. Le Jacobinisme ne tarda pas à gagner toutes les classes de la société, même l'armée, et à miner les fondements de tout ordre social et politique. — A la tête du parti jacobin se trouvait *Mirabeau*, gentilhomme provençal, qui avait dissipé sa fortune et qui s'était fait élire par le tiers-état. Son éloquence entraînante, son énergie et son activité lui donnèrent un grand empire sur les masses, comme sur la Constituante, dont il devint le véritable chef. Il fut l'auteur de la plupart des

---

champ de Mars, organisée par le parti révolutionnaire dans le but de réunir à Paris les partisans de la révolution et de répandre par eux les idées nouvelles dans les provinces. L'indigne évêque d'Autun, *Talleyrand*, y officia comme pontife et inaugura ainsi la triste carrière qu'il devait parcourir plus tard. — Le pouvoir suprême était dorénavant devolu à l'assemblée nationale. Le roi n'était plus que le chef d'une république, n'ayant qu'un *veto* suspensif pour quatre ans contre les décisions de l'assemblée. On lui avait pourtant laissé encore le droit de déclarer la guerre ; mais il en avait coûté beaucoup de peine à Mirabeau pour arracher cette concession à la Constituante.

LES JACOBINS. MIRABEAU. — Les Jacobins commençaient à exercer une grande influence sur l'assemblée nationale. Ce club avait eu pour origine une réunion d'une quarantaine de députés bretons, auxquels étaient venus s'adjoindre d'autres députés. Comme il tenait ses séances dans un ancien couvent de religieux jacobins, il en avait reçu le nom. Robespierre en était un des membres les plus fougueux. Mais il fut d'abord éclipsé par le *comte de Mirabeau*, qui unissait de violentes passions à des talents remarquables et à une activité extraordinaire. L'éloquence de Mirabeau et ses vues politiques lui valurent un grand ascendant sur l'assemblée constituante, com-

mesures révolutionnaires votées par cette assemblée. Cependant les excès des Jacobins, qui tendaient ouvertement à renverser la monarchie et à la remplacer par la république, le rapprochèrent du roi, qui le tira généreusement de ses embarras financiers. Mirabeau se fit alors le défenseur de la monarchie constitutionnelle, et, malgré la haine des Jacobins déchainée contre lui, il parvint à dominer l'assemblée nationale et à sauver une des dernières prérogatives de la royauté, savoir le droit de déclarer la guerre. Il travailla en même temps à changer l'opinion publique en faveur du roi et à détacher des Jacobins le peuple de Paris. Mais la mort vint l'enlever au milieu de sa carrière et ses restes furent déposés au Panthéon, ancienne église de Sainte-Geneviève, qui avait été détournée de sa destination et profanée pour recevoir la dépouille des grands hommes.

L'ÉMIGRATION. FUITE DU ROI. FIN DE LA CONSTITUANTE. — La noblesse, se trouvant en butte à la haine et aux violences du parti révolutionnaire dans presque toute la France, se mit à émigrer en masse. Elle était d'autant plus excusable de le faire, que la faiblesse du roi ne promettait pas une protection efficace contre les passions

me sur le club des jacobins, dont il s'efforçait de modérer les tendances révolutionnaires. Il était partisan sincère de la monarchie constitutionnelle, qu'il voulait substituer à la royauté absolue. Il répudia les idées avancées du parti jacobin et se tourna du côté du roi, par conviction politique et peut-être aussi par intérêt; car il avait reçu des sommes considérables pour prix des services rendus à la royauté. Il finit par perdre son influence sur le club des Jacobins; mais il continua à dominer l'assemblée constituante par son eloquence et par son énergie. Il tenta même de changer l'opinion publique en faveur du roi et de gagner les masses par des largesses; mais il échoua. Il fut enlevé par une mort presque subite, suite de ses excès. Ses mœurs avaient été dépravées et même cyniques; sa mort fut digne de sa vie. On lui fit de magnifiques funérailles.

L'ÉMIGRATION. — C'est à tort que certains historiens ont incriminé l'émigration et rejeté sur elle la faute de l'irritation du peuple en France et des excès qu'il a commis. Les nobles étaient suffisamment excusables de se soustraire par la fuite aux menaces et aux violences contre leurs propriétés et leurs personnes, eu égard à l'absence de toute protection efficace et à la faiblesse du roi. Ils furent partout bien accueillis, parce que les événements accomplis en France avaient mis en émoi tous les princes de

populaires sans cesse surexcitées par les Jacobins. Les émigrés se réunirent à Coblentz, ayant à leur tête les deux frères du roi, le comte d'Artois et le comte de Provence, et se crurent en droit de faire un appel aux puissances européennes en faveur de l'infortuné Louis XVI. — Cependant le roi, à qui il ne restait plus, vis-à-vis de la Constituante, ni autorité, ni liberté, résolut enfin de reprendre son indépendance en s'éloignant de Paris. Mais il ne pouvait le faire ostensiblement : car lorsqu'il avait voulu se rendre à Saint-Cloud, la populace excitée par les Jacobins s'y était opposée, malgré les efforts qu'avait faits Lafayette, à la tête de la garde nationale, pour lui assurer la liberté. Il se vit donc obligé de partir secrètement; mais, reconnu par un Jacobin, il fut arrêté à Varennes et ramené comme prisonnier à Paris. L'assemblée constituante le suspendit d'abord de ses fonctions, pour lui rendre, quelque temps après, l'ombre de pouvoir que lui avait laissée la nouvelle constitution. — Quand le travail de la constitution fut achevé, le roi prêta serment à cette œuvre, qui renfermait de bonnes dispositions, mais qui était inexécutable dans son ensemble, parce qu'elle n'avait tenu compte ni des anciennes institutions du pays, ni des

---

l'Europe. L'empereur Léopold II, le roi de Prusse, l'impératrice Catherine de Russie, Gustave III, roi de Suède, et le chef du ministère anglais, Pitt, entrerent en négociations pour arriver à une entente générale dans le but de combattre la revolution et de porter secours à Louis XVI. Les émigrés, de leur côté, établirent leur quartier général à *Coblentz*, d'où ils se proposaient de tenter une contre-revolution et de rentrer en France.

Fin de la constituante. — Louis XVI, sans s'associer d'abord à ces projets, sentit à la fin la nécessité de reprendre l'indépendance qu'il avait perdue depuis qu'il était revenu à Paris. Il voulut se rendre à Saint-Cloud. Mais le peuple, excité par les Jacobins, s'opposa à son départ. Lafayette, de son côte, ne réussit pas à le favoriser, parce que, mal secondé par la garde nationale, il n'osa pas employer la force contre le peuple. Louis XVI se mit alors en rapport avec le general *de Bouillé*, qui commandait, dans le département du Nord, un corps d'armée resté fidèle au roi. Il pensait se retirer dans la ville forte de Montmedy, où il se serait entouré de tous ceux qui etaient attachés à la royaute et d'où il aurait établi des relations avec les émigrés et les cours étrangeres. Le projet eut d'abord un heureux commencement d'execution : le roi, la reine, le dauphin et les autres membres de la famille royale réussirent à sortir de Paris pendant la nuit. Mais les lenteurs

véritables besoins du peuple, et qu'au lieu d'établir la vraie liberté, elle imposait à la France le joug intolérable de la bureaucratie moderne. *L'assemblée constituante* décida finalement qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de l'*assemblée législative*, qui devait se réunir pour élaborer de nouvelles lois en harmonie avec les principes renfermés dans la constitution. Son rôle étant fini, elle se sépara. Elle avait déchaîné les passions populaires, désorganisé la monarchie et, en faisant de la liberté l'instrument de la tyrannie, elle avait ouvert en France cette ère révolutionnaire qui devait être signalée par des flots de sang répandus.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. ÉMEUTES ET MASSACRES. CAPTIVITÉ DE LOUIS XVI (1791-1792). — La nouvelle assemblée était animée d'un esprit beaucoup plus révolutionnaire que la Constituante. Au lieu de s'occuper de l'œuvre législative, elle s'engagea dans une lutte contre l'autorité royale et sévit à la fois contre le clergé resté fidèle à l'Eglise et contre les émigrés. Une fraction importante de l'assemblée voulut, il est vrai, maintenir la monarchie constitutionnelle; mais elle trouva des adversaires décidés et actifs dans le parti *girondin*, ainsi nommé parce que ses princi-

du voyage, suite de l'indécision du roi, firent échouer les mesures prises par de Bouillé : les postes placés sur la route se retirèrent. A Sainte-Menehould, le maître de poste Drouot, qui était jacobin, reconnut le roi et envoya à Varennes ameuter le peuple contre lui. Un détachement de cavalerie voulut sauver le roi en employant la force des armes. Louis XVI s'y opposa et se livra ainsi à ses ennemis. L'assemblée nationale envoya alors trois de ses membres pour ramener le roi à Paris : c'étaient *Barnave, Péthion* et *Latour Maubourg*. Le premier se laissa toucher par la résignation héroïque de la famille royale; il l'entoura de ses respects, et se rendit par là odieux à ses collègues et au parti jacobin. Le voyage de Varennes à Paris dura trois jours et se fit au milieu des outrages d'une populace en délire, mise en émoi par les Jacobins. De retour à Paris, Louis XVI fut d'abord traité en prisonnier et suspendu des fonctions royales. — Scission dans l'assemblée nationale : Barnave fit reconnaître l'inviolabilité de la personne du roi. Tentative des Jacobins pour renverser la royauté par une émeute au champ de Mars. Lafayette et la garde nationale dispersèrent les émeutiers par les armes. Irritation des Jacobins contre lui et contre Barnave. Fondation du *club des feuillants*, dans lequel entrèrent tous les membres du club des Jacobins qui voulaient le maintien de la monarchie constitutionnelle, telle qu'elle avait été

paux membres étaient des députés du département de la Gironde. Les Girondins, se trouvant d'abord en minorité dans l'assemblée, s'appuyèrent sur le parti jacobin et sur les nombreux clubs de Jacobins répandus dans toute la France. Ils parvinrent à faire adopter par l'assemblée deux décrets, dont le premier prononçait la déportation contre tous les prêtres non assermentés, et le second frappait de mort les émigrés qui ne seraient pas rentrés en France dans un délai fixé. Le roi opposa son *veto* à ces décrets; mais il fut forcé de renvoyer son ministère, composé de constitutionnels, et d'en prendre un autre parmi les Girondins. Le club des *Jacobins* avait déjà dispersé par la force celui des *Feuillants*, qui était sorti de son sein, mais qui voulait le maintien de la monarchie constitutionnelle. — De ce moment la cause de la royauté était perdue. Les émeutes, fomentées par les Jacobins, se succédèrent à Paris et hâtèrent la chute du trône. La lie du peuple des faubourgs que l'on appelait déjà alors *sans-culottes*, conduite par le boucher Santerre, assaillit les Tuileries et fit essuyer à Louis XVI les plus grandes avanies, sans pouvoir toutefois ébranler son calme héroïque. Malheureusement, le roi ne sut pas se décider à agir avec fer-

établie par l'assemblée nationale. Le parti républicain fut vaincu pour un moment, et le roi, auquel on avait rendu un simulacre de liberté, sanctionna l'œuvre de l'assemblée nationale, la *constitution de 1791* (3 septembre). Séparation de l'assemblée constituante.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1 oct. 1791 — 21 sept. 1792) se composait de 747 députés. Elle se divisa en deux fractions : la *droite*, qui comptait environ 260 membres, de constitutionnels, appelés aussi feuillants; et la *gauche*, 200 membres, de Jacobins; le reste formait le centre, qui flottait entre les deux partis extrêmes et qui votait souvent sous l'influence de la peur. Les Girondins comptaient dans leurs rangs des hommes de talent, qui valurent à leur parti un grand ascendant sur l'assemblée; les principaux étaient Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet et Isnard; l'ex-député Péthion, maire de Paris, se ralliait à ce parti. Le *bonnet rouge* était le signe distinctif des Jacobins. Tous ceux qui osaient se montrer modérés ou amis de l'ordre étaient appelés *Aristocrates* et signalés à la vengeance de la populace, qui subissait l'impulsion du parti révolutionnaire. La misère générale, suite des embarras financiers et de l'état anarchique dans lequel se trouvait le pays, fut exploitée par ce parti contre ce qu'il appelait l'aristocratie. Les assignats, qui avaient été portés à 412 millions et qui avaient perdu toute valeur,

meté. Il repoussa les offres que lui faisait le parti constitutionnel; Lafayette même, qui commandait un corps d'armée, venait d'arriver à Paris pour demander à l'assemblée la punition des émeutiers. Mais il ne put rien obtenir, et après son départ le parti constitutionnel perdit définitivement toute influence. Les Jacobins préparèrent alors un coup décisif; ils firent venir de toutes les parties de la France leurs partisans les plus fougueux, qui prirent le nom de fédérés et reçurent des armes. Vers le même temps, les troupes de ligne furent renvoyées de Paris, et les compagnies de la garde nationale, qui étaient dévouées à la monarchie, furent licenciées. Le maire de Paris, Péthion, fauteur des Jacobins, se trouva investi d'un pouvoir presque illimité. Alors éclata une formidable émeute, préparée de longue main : la garde suisse fut massacrée aux Tuileries; le roi et la famille royale durent se réfugier dans la salle de l'assemblée législative. Celle-ci suspendit le pouvoir royal et décréta qu'une convention nationale serait convoquée pour donner à la France une nouvelle constitution. Le roi, avec sa famille, fut livré à la municipalité de Paris et enfermé dans la tour du *Tem-*

---

jetaient la perturbation dans toutes les transactions commerciales. Décrets de l'assemblée législative contre les émigrés et contre les prêtres qui refusaient le serment civil. *Veto* du roi. Le parti jacobin en profita pour exciter contre lui les passions populaires. *Marat* rédigea un journal, appelé l'*Ami du peuple*, dans lequel il faisait ouvertement appel à l'assassinat et au pillage. Dispersion violente du club des Feuillants, sans que le maire de Paris Péthion se mît en devoir de protéger le droit d'association dont jouissaient tous les citoyens. Louis XVI fut forcé de renvoyer le ministère constitutionnel et de le remplacer par un ministère girondin : Servan, Roland et Dumouriez en furent les principaux membres. — CAMPAGNE DE 1792. Alliance des puissances, surtout de l'Autriche et de la Prusse, contre la France. Louis XVI fut contraint de déclarer la guerre à l'Empereur. Trois armées envoyées contre les alliés furent défaites à Quiévrain et à Tournai, et obligées de repasser en France. Ces revers furent exploités par les Jacobins, parmi lesquels se faisaient remarquer Danton, Marat, Robespierre, et l'ex-capucin Chabot. Toutefois le roi destitua le ministère girondin dans lequel des dissensions avaient éclaté; il choisit de nouveau un ministère constitutionnel; malheureusement il ne le composa que d'hommes sans talents et sans énergie.

ÉMEUTES ET MASSACRES. — Le changement de ministère et une lettre menaçante écrite à l'assemblée par Lafayette au nom de l'armée poussèrent les

ple, d'où il ne devait sortir que pour monter sur l'échafaud. Lafayette quitta alors l'armée pour se réfugier en Amérique; il tomba entre les mains des Autrichiens et fut longtemps retenu prisonnier. — Cependant l'on apprit à Paris les revers essuyés par les armées françaises, et la prise de Longwy et de Verdun par les alliés. Cette nouvelle fut le signal d'un abominable massacre. La populace se porta sur les prisons pour égorger tous ceux qui s'y trouvaient, sous prétexte qu'ils étaient les ennemis de la patrie. Plus de 6,000 personnes, prêtres, nobles, femmes et enfants, périrent sous les coups des assassins commandés par le farouche *Danton*. Les massacres de Paris eurent un sanglant retentissement dans les provinces. C'est dans ces conjonctures que l'*assemblée législative* se sépara. Les élections pour la *Convention* eurent lieu sous l'impression de la terreur et assurèrent le triomphe du parti jacobin. Dans sa première séance, la Convention décréta l'abolition de la royauté et proclama la *république*.

Jacobins à recourir à l'émeute pour obtenir leur but. Premier assaut des Tuilleries le 20 juin 1792 : le roi resta calme au milieu des émeutiers et se coiffa même du bonnet rouge pour sauver sa vie; mais il recula devant toute mesure énergique qui aurait pu mettre fin aux troubles et qui aurait été appuyée par tout le parti constitutionnel. Formation d'un comité insurrectionnel à Paris : arrivée de bandes révolutionnaires venant de toutes les parties de la France. Un manifeste des alliés menaçant Paris de la destruction si l'on attentait à la personne du roi, et la demande formulée par Lafayette dans le but de faire punir les émeutiers du 20 juin, hâtèrent le fatal dénouement. Succès des alliés. Prise de Longwy et de Verdun, et siége de Thionville, malgré les efforts de Dumouriez, qui avait pris le commandement en chef de l'armée française. Deuxième assaut des Tuileries (10 août 1792) et massacre de la garde suisse. Le roi se retire avec sa famille dans la salle de l'assemblée législative : il est enfermé dans une petite chambre derrière le fauteuil du président. Décrets révolutionnaires de l'assemblée : suspension du pouvoir royal; convocation d'une *Convention nationale* pour délibérer sur une nouvelle constitution à donner à la France. Massacres à Paris pendant quatre jours (2-6 sept.); massacres dans les provinces. La Convention se réunit le 21 septembre sous la présidence de Péthion et décrète, sur la proposition de Collot d'Herbois, l'abolition de la royauté. Proclamation de la république.

II. LA RÉPUBLIQUE SOUS LA CONVENTION NATIONALE. RÈGNE DE LA TERREUR. (1792-1795).

LA CONVENTION. GUERRES EXTÉRIEURES. PROCÈS ET EXÉCUTION DE LOUIS XVI (1792-1793). La Convention nationale se composait de sept cent soixante membres. Elle comptait dans son sein trois partis distincts : le parti jacobin pur, qui s'intitulait *la montagne* parce qu'il occupait les gradins les plus élevés de la salle, et qui comptait parmi ses chefs Robespierre, Danton et Marat ; la *Gironde*, dans laquelle se faisaient surtout remarquer Vergniaud, Brissot et Roland, et le centre, appelé aussi *le marais* ou *la plaine*, qui était le plus nombreux et dans lequel siégeaient entr'autres le poète Chénier, l'abbé Sieyès et Grégoire. Ce dernier parti était dominé tantôt par la Montagne, qui avait surtout recours à l'insolence et à l'intimidation, tantôt par la Gironde, qui devait sa puissance aux talents oratoires de ses membres. Les succès remportés par les armées françaises sur les alliés vinrent enhardir la Convention. La bataille de Valmy, gagnée sur les Prussiens par le général Kellermann, et la victoire de Jemmapes furent

---

II. LA CONVENTION JUSQU'À LA MORT DE LOUIS XVI. (21 *sept.* 1792-21 *janv.* 1793). — Le parti jacobin dominait l'assemblée dès son début par la violence de la *Montagne*. La royauté abolie et la république proclamée, on ne se crut pas en sûreté tant que le roi vivait : on résolut en conséquence de lui faire son procès et de le condamner à mort. — Grandes victoires et succès remportés par les armées françaises sur les alliés dans la Champagne, dans le nord de l'Italie et sur le Rhin. Bataille de *Jemmapes* : la Belgique conquise et organisée en république. — PROCÈS DE LOUIS XVI. Le Roi avait choisi plusieurs défenseurs parmi lesquels se trouvait Target ; celui-ci n'osa pas accepter et fut remplacé par Malesherbes, vieillard septuagénaire, qui s'offrit de lui-même. Interrogatoire du Roi : on lui reprochait d'avoir versé le sang du peuple et d'avoir conspiré contre la France. Louis XVI se défendit avec calme et dignité. Eloquent plaidoyer de de Sèze, qui s'écria en terminant : « Je cherche parmi vous des juges et je ne trouve que des accusateurs ! citoyens, je n'achève pas ! Je m'arrête devant l'histoire ; songez qu'elle jugera votre jugement et que le sien sera celui des siècles. » L'appel nominal commença le 15 janvier et dura trente-six heures, parce que chaque membre devait monter à la tribune pour donner son vote et que la plupart le motivaient par un discours : 361 membres

suivies de l'occupation de la Belgique par Dumouriez. L'armée du Rhin se signala par la prise de Mayence. En Italie, Nice fut enlevée et la Savoie conquise. — Pour en finir avec la royauté, la Convention avait résolu de faire le procès au roi. Louis XVI prit pour défenseurs le vieux Malesherbes, ancien ministre, Tronchet et le jeune de Sèze. Ce dernier, dans un brillant plaidoyer, mit à néant toute l'accusation. Néanmoins le royal accusé fut déclaré coupable de haute trahison et condamné à la peine de mort, mais seulement avec une majorité d'une voix; le duc d'Orléans avait voté pour la mort. Ce jugement fut exécuté le 21 janvier 1793, sur la place Louis XV appelée place de la Révolution. L'infortuné monarque se prépara à la mort avec la résignation d'un saint, et monta sur l'échafaud assisté par un pieux prêtre irlandais, l'abbé Edgeworth.

INSURRECTION DE LA VENDÉE. REVERS DES ARMÉES FRANÇAISES. CHUTE DE LA GIRONDE (1793). Le régicide fut le signal d'une recrudescence dans la guerre contre la France, en même temps que d'insurrections dans plusieurs provinces, surtout de l'ouest. Toutes les puissances européennes rompirent leurs relations avec la république. Il se forma une grande coalition dans le but de venger la mort du roi.

---

votèrent pour l'exécution immédiate, 360 votèrent contre ou pour la mort avec sursis (ces derniers au nombre de 46). Malgré la loi en vertu de laquelle il fallait les deux tiers des suffrages pour une condamnation à mort, la Convention décréta la peine capitale contre le Roi, en le déclarant coupable de haute trahison. Louis XVI voulut interjeter appel de ce jugement à la nation française consultée dans les assemblées primaires, et il fut appuyé dans sa demande par les Girondins. Mais il échoua contre l'opposition de la Montagne, appuyée par la populace qui encombrait les tribunes de l'assemblée. Il écouta la sentence avec la résignation d'un saint et la dignité d'un roi. Dernière entrevue de Louis XVI avec sa famille. Il se prépara alors à la mort, assisté d'un saint prêtre, et dormit tranquille la nuit qui précéda l'exécution. Le trajet du Temple à la place Louis XV dura une heure; pendant ce temps, le Roi, qui avait communié le matin, priait avec l'abbé Edgeworth. Au pied de l'échafaud, il reçut la dernière bénédiction de son confesseur, qui lui dit ces belles paroles : « Fils de saint Louis, montez au ciel. » Arrivé sur l'échafaud, il parvint à obtenir assez de silence pour s'écrier : « Français, je meurs innocent; je pardonne à mes ennemis et je souhaite que mon sang ne retombe pas sur la France ».... Le roulement du tambour vint couvrir sa voix, et la grande iniquité fut consommée.

Pour se trouver en mesure de lui résister, la Convention ordonna une levée en masse de 300,000 hommes. La Vendée et la Bretagne se soulevèrent alors contre les oppresseurs de la religion et de la France. *Cathelineau* se mit à la tête du mouvement; il fut secondé par Charette, d'Elbée, Larochejaquelain, Lescure et d'autres chefs. Les insurgés eurent d'abord un plein succès et défirent les armées républicaines dans plusieurs rencontres. Malheureusement la division se mit parmi leurs chefs après la mort de Chatelineau, et ils furent écrasés sous le nombre supérieur de leurs ennemis. La Vendée fut ravagée par le feu et le fer, et cette héroïque insurrection fut étouffée dans des flots de sang. — Les puissances coalisées contre la France, sous la direction du premier ministre d'Angleterre Pitt, poussèrent la guerre avec beaucoup de vigueur. Après plusieurs défaites partielles, Dumouriez perdit la bataille décisive de *Neerwinden* et se vit dans la nécessité d'évacuer la Belgique, tandis qu'une autre armée française était bloquée dans Mayence par les Prussiens. Accusé devant la Convention de trahir la république, Dumouriez se déclara hautement contre cette assemblée; mais se voyant abandonné par son armée, il s'enfuit à l'étranger, suivi du duc de Chartres,

---

Lutte des partis, jusqu'à la chute des Girondins (21 *janv.*–2 *juin* 1793).— Les ministres de France sont congédiés par les cours d'Angleterre, d'Espagne et de Hollande. La Convention déclare la guerre à ces puissances. Elle ordonne une levée en masse de 300,000 hommes. Insurrection de la *Vendée* et de la *Bretagne*. Succès et victoires des insurgés, qui battent presque partout les armées républicaines envoyées contre eux. Cathelineau, simple voiturier du Poitou, est élu généralissime. Prise d'Angers et jonction des Vendéens avec les insurgés de la Bretagne, qui sont appelés *Chouans*, parce qu'ils sont commandés par les quatre frères Chouan. Mort de Cathelineau devant Nantes. Division parmi les chefs, qui refusent de reconnaître *D'Elbée* comme général en chef. — Campagne de 1793. Revers des armées françaises Bataille d'Aldenhoven gagnée par les Autrichiens. Défaite de Dumouriez à *Neerwinden* : les Français sont expulsés de la Belgique. Blocus de *Mayence* par les Prussiens. Dumouriez, étant l'ennemi des Jacobins, est accusé par eux devant la Convention d'avoir trahi les intérêts de la république Cinq commissaires sont envoyés dans son camp par la Convention. Dumouriez les fait prisonniers et songe à conduire son armée contre Paris; mais abandonné par ses soldats, il s'enfuit, avec le duc de Chartres, dans le camp des Autrichiens et se rend delà en Angleterre. Hésitations des alliés; ils finissent

fils du duc d'Orléans. Les alliés auraient pu profiter de leurs avantages pour marcher sur Paris; mais ils ne s'y décidèrent pas et laissèrent ainsi à la France le temps de faire de nouveaux armements. — Cependant la Convention institua un *tribunal révolutionnaire*, chargé de condamner à mort ceux qu'on appelait les ennemis de la république, et un *comité de salut public*, composé des plus fougueux montagnards et ayant sous ses ordres le tribunal révolutionnaire. La lutte vint à éclater ouvertement dans le sein de l'assemblée entre la *Montagne* et les *Girondins*. Ces derniers s'efforçaient en vain d'en finir avec les désordres et les massacres qui plongeaient la France dans le deuil. Ils mirent en accusation *Marat* et *Hébert*, rédacteur de l'infâme journal *le père-Duchesne*. Mais le tribunal révolutionnaire acquitta Marat, et la populace exigea de la Convention l'élargissement d'Hébert. Enfin les Jacobins prirent leur revanche. Une émeute terrible, organisée par eux, força la Convention à décréter la mise en accusation des membres de la Gironde, dont une partie se sauva par la fuite, et les autres furent jetés en prison. La chute de la Gironde inaugura le règne de la *terreur*, qui inonda la France de sang et acheva de couvrir le pays de ruines.

---

par renoncer à marcher sur Paris pour y renverser le gouvernement révolutionnaire. — *Comité de salut public* (6 octobre). Lutte dans la Convention entre la Montagne et la Gironde. Férocité sanguinaire de *Marat*, qui demande, dans son journal, de sacrifier 400,000 aristocrates à la république. La Gironde obtient sa mise en accusation. Il est déféré au tribunal révolutionnaire; acquitté à l'unanimité, il rentre dans la Convention couronne de roses. *Hébert* est arrêté par ordre du Comité des Douze, composé de Girondins. La populace ameutée obtient sa mise en liberté. La Montagne excite de nouvelles émeutes et Robespierre porte à la tribune une accusation contre les Girondins. La Convention est en permanence; elle veut sortir des Tuileries pour s'affranchir de la pression des émeutiers; mais ceux-ci lui barrent le chemin et la forcent à décréter l'arrestation des Girondins : plusieurs de ces derniers se sauvent; 22 sont jetés en prison. La Montagne triomphe.

LA TERREUR. DICTATURE ET CHUTE DE ROBESPIERRE (2 *juin* 1793-28 *juillet* 1794). — La Convention achève la constitution républicaine, dite *constitution de* 1793 (24 juin); mais elle en ajourne indéfiniment la mise à exécution. — Succès de l'Angleterre sur mer : victoire navale d'*Ouessant*; soumission de la Corse et d'un grand nombre de colonies françaises (1794). — CAMPAGNE

LA TERREUR (1793-1794). MORT DE MARIE-ANTOINETTE. ROBESPIERRE. — De formidables insurrections éclatèrent dans le nord et dans le midi de la France; elles étaient provoquées en partie par les partisans de la Gironde. Caen, Bordeaux, Marseille, Lyon se soulevèrent, et une flotte anglaise s'empara de Toulon. La Convention, dont la politique se résumait dans le mot célèbre de Danton : *de l'audace, de l'audace, et encore de l'audace*, tint tête à tous ses adversaires intérieurs et extérieurs. Les ennemis de la France furent partout vaincus par des armées composées de troupes inexpérimentées, qui manquaient souvent de chaussures, de vivres et même d'armes, mais qui étaient animées d'un enthousiasme presque féroce et marchaient au combat en chantant *la Marseillaise*. La Belgique fut reconquise par Jourdan, et la Hollande occupée par Pichegru; les armées espagnoles furent rejetées au delà des Pyrénées; Lyon, Bordeaux et Marseille, prises d'assaut, expièrent leurs révoltes par des flots de sang. La

---

DE 1794-95. Plus d'un million de soldats furent appelés sous les armes et divisés en quatorze corps d'armée; ils manquaient souvent du nécessaire; mais ils étaient animés d'un vrai fanatisme et dominés par la terreur que le gouvernement des Jacobins inspirait à tout le monde. *Carnot*, qui dirigeait le département de la guerre, introduisit la tactique de vaincre par des attaques en masse et de ne jamais épargner les soldats. Un membre de la Convention accompagnait chaque armée et y exerçait un pouvoir absolu auquel n'échappait pas même le général en chef. Victoire de *Fleurus* et conquête de la Belgique par Jourdan. Pichegru envahit la Hollande pendant un hiver rigoureux; la cavalerie française prit la flotte hollandaise en passant sur la glace (janvier 1795). La Hollande fut transformée en république batave quelque temps après. Succès de Hoche et de Pichegru sur le Rhin. *Paix de Bâle* (mai 1795) : la Prusse abandonne à la France la rive gauche du Rhin. L'Espagne cède la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue; *Godoy*, le ministre de l'Espagne, reçoit le titre de *prince de la paix*. Annexion de la Belgique à la France (1 oct. 1795). — La lutte violente de la Montagne et de la Gironde au sein de la Convention et l'arrestation des Girondins avaient provoqué des troubles et des insurrections dans plusieurs grandes villes. A Lyon les royalistes et les Girondins avaient fait cause commune contre les Jacobins. Siége de *Lyon* par une armée de 60,000 hommes : la ville fut prise après une héroïque défense et détruite en grande partie, après qu'on eut fait périr des milliers de ses habitants. Bordeaux et Marseille éprouvent le même sort; la population de ces villes est décimée. Siége et prise de Toulon, qui était défendu par une flotte anglaise. — Guerre faite à la religion et aux prêtres : le culte catholique est interdit partout et les églises sont

Vendée fut écrasée par les armées républicaines, qui se conduisirent comme des hordes barbares et commirent les plus horribles cruautés. Toulon fut repris sur les Anglais, grâce aux talents d'un jeune officier d'artillerie, le Corse *Napoléon Bonaparte*. Enfin la Prusse et l'Espagne cédèrent à la république des territoires importants, dans la *paix de Bâle*. A l'intérieur, le culte catholique fut proscrit; les églises, changées en temples de la Raison, furent profanées par les plus infâmes orgies, auxquelles la Convention nationale ne rougissait pas d'assister en corps. Un nouveau calendrier remplaça l'ancien, et à la place du dimanche on établit le *décadi*. — L'assassinat de *Marat* par *Charlotte Corday* devint le signal de nouveaux massacres. La *loi des suspects*, décrétée par la Convention, exposait à la mort tous ceux qui étaient soupçonnés de ne pas être dévoués à la république ou qui avaient simplement un ennemi parmi les Jacobins. Des royalistes et des républicains, des catholiques et des athées périrent sur le même

---

profanées par des hordes de brigands. Etablissement du *culte de la Raison*. — *Calendrier républicain* de douze mois d'une durée égale, c'est-à-dire de 30 jours, divisés chacun en trois décades. Voici les noms des mois : pour l'automne, vendémiaire, brumaire, frimaire; pour l'hiver, nivôse, pluviôse, ventôse; pour le printemps, germinal, floréal, prairial; pour l'été, messidor, thermidor, fructidor; le 22 septembre 1792, jour de la fondation de la république, fut regardé comme le 1er jour de l'an I de la république. — Le fanatisme républicain poussa une jeune fille de Caen, *Charlotte Corday*, à l'assassinat de Marat qu'elle considérait comme le plus grand ennemi de la république : elle le tua pendant qu'il prenait un bain; elle fut condamnée à mort et marcha au supplice avec un calme stoïque et des sentiments plus dignes d'une païenne que d'une chrétienne. Nombreuses exécutions à Paris et dans les provinces en vertu de la *loi des suspects*, qui frappait indistinctement les innocents et les coupables. Procès et condamnation de la reine Marie-Antoinette : à l'exemple de Louis XVI, elle se prépara à la mort en parfaite chrétienne et mourut comme une sainte (16 octobre 1793) Son fils, l'infortuné dauphin, qui avait été reconnu par les puissances de l'Europe sous le nom de Louis XVII à la mort de son père, fut peu après livré à un misérable jacobin et mourut par suite des mauvais traitements qu'il eut à subir. Exécution de madame *Roland*, accusée d'avoir favorisé les Girondins, qui avaient tenu leurs réunions chez elle. Procès des *Girondins*; danger d'une émeute populaire en leur faveur : on empêcha les accusés de se défendre; les jurés révolutionnaires, se déclarant suffisamment éclairés, les condamnèrent à mort. Les Girondins se préparèrent à leur supplice par une dernière orgie et y allèrent en chantant la Marseillaise (31 oct. 1793). L'infâme *duc*

échafaud. L'infortunée reine *Marie-Antoinette*, après avoir enduré toute sorte d'outrages et de privations pendant sa captivité, fut enfin retirée de la prison et déclarée coupable de haute trahison : elle mourut avec le plus grand calme, en priant pour ses ennemis et pour ses bourreaux. Vint ensuite le tour des Girondins. Après un procès illusoire, ils furent condamnés à mort et exécutés. Le duc *d'Orléans*, qui avait été arrêté à Marseille, et transporté à Paris, eut le même sort. On vit alors s'accomplir la prophétie de Vergniaud : « la révolution, comme Saturne, dévorera ses enfants ». *Danton*, *Hébert*, *Camille Desmoulins* et tous leurs partisans furent successivement condamnés et moururent sur l'échafaud. — *Robespierre*, qui avait été le principal instigateur de ces exécutions, devint ainsi de fait dictateur de la république. Soit fol orgueil, soit conviction que sans croyance il n'y a pas d'ordre social possible, il fit décréter par la Convention : que le peuple français reconnaissait l'existence d'un Etre Suprême et l'immortalité de l'âme. Ensuite il fit célébrer au Champ de Mars une fête en l'honneur de l'Etre Suprême et y remplit lui-même le rôle de grand-pontife. Cependant les exécutions

---

d'Orléans fut, à son tour, frappé de la vengeance divine et mourut dans l'impénitence (6 nov. 1793). *Bailly*, qui avait été maire de Paris au commencement de la révolution et l'un des plus fougueux républicains, eut le même sort. Exécutions en masse des royalistes et des Girondins à Toulon, à Marseille, à Bordeaux, à Arras et à Nantes. Dans cette dernière ville, Carrier inventa les *noyades:* des vaisseaux remplis de condamnés et garnis de soupapes descendaient la Loire; à l'entrée de la mer les soupapes s'ouvraient et les victimes étaient englouties par les flots. — Scission parmi les membres de la Montagne. Le parti de Robespierre l'emporta : ses adversaires furent condamnés à mort par le Comité du salut public ; c'est alors que périrent Hébert, Danton, Camille Desmoulins, Fabre d'Eglantine et une foule d'autres qui avaient pris une part active à toutes les horreurs de la révolution. *Robespierre*, devenu ainsi le maître suprême de la république, se propose d'établir un nouvel ordre social au moyen de la Terreur. Il fait décréter par la Convention l'existence de l'Etre Suprême et l'immortalité de l'âme. Fête de l'Etre Suprême. Robespierre veut faire périr tous ceux de la Convention qui lui portent ombrage; mais ces derniers conspirent contre lui et l'accusent dans la Convention. *Coup d'Etat de Thermidor* (juillet 1794). Séance orageuse (26 juil.) : arrestation de Robespierre; la populace, excitée par Henriot, chef de la Commune, le délivre et le porte en triomphe à l'hôtel de ville. La Convention le met hors la loi avec ses

continuaient sur tous les points de la France. Enfin le dictateur, craignant encore l'opposition d'une partie de la Convention, dressa une nouvelle liste de proscription. Tallien et Collot d'Herbois, qui se trouvaient à la tête des proscrits, obtinrent alors de la Convention la mise en accusation de Robespierre lui-même. Il fut condamné à mort et guillotiné avec vingt-deux de ses partisans, malgré l'appui que lui prêta d'abord la Commune de Paris.

FIN DE LA CONVENTION. LA RÉACTION. (1794-1795). — Après la chute de Robespierre, le parti modéré eut le dessus dans la Convention et reçut le nom de *Thermidoriens*. On fit alors périr les plus cruels des conventionnels, et l'on ouvrit les prisons à tous ceux qui y avaient été enfermés comme suspects. Le tribunal révolutionnaire fut suspendu de ses fonctions, et le club des Jacobins fut fermé. On rapporta l'édit de proscription des Girondins, et on pacifia la Vendée et la Bretagne en rendant à ces contrées l'exercice du culte catholique. Plusieurs émeutes éclatèrent pourtant encore contre la Convention. La première, excitée par les Jacobins, échoua, grâce à la fermeté de l'assemblée et de son président Boissy-d'Anglas. La seconde

complices; les troupes se prononcent pour elle. Prise de l'hôtel de ville. Robespierre tente de se suicider, mais il n'est que blessé; il est de nouveau arrêté par ordre de la Convention et guillotiné avec 22 de ses partisans (28 juillet). Fin du règne de la Terreur.

LES DERNIERS TEMPS DE LA CONVENTION (28 *juillet* 1794 — 27 *octobre* 1795). — Formation d'un parti modéré appelé les *Thermidoriens*, parce qu'ils étaient les auteurs du coup d'Etat de Thermidor. Après l'exécution de Tallien, de Carrier, de Lebon et des plus cruels conventionnels, ce parti eut le dessus. Mise en liberté d'un grand nombre de *suspects* qui encombraient les prisons. Dispersion du club des Jacobins et rappel des proscrits. La Convention s'occupa ensuite d'élaborer une nouvelle constitution, celle de 1793 ne pouvant fonctionner puisqu'elle livrait le pays à l'anarchie. Opposition du parti jacobin et des royalistes. Le premier essaya de nouveau de triompher en ameutant la populace contre la majorité de la Convention; il était appuyé par la faction de montagnards qui était restée dans l'assemblée. Deux émeutes, la première le 20 mars 1795, et la seconde le 1er avril, furent comprimées par les hommes modérés avec le concours de la jeunesse royaliste, à laquelle on donnait le surnom de *jeunesse dorée*. Plusieurs des membres les plus violents de la Montagne furent exécutés, et d'autres condamnés à la déportation. Une troisième émeute éclata le 20 mai et fut plus dangereuse, à cause de la famine causée par la cherté des vivres. La populace des faubourgs

fut l'œuvre du parti royaliste, qui croyait le moment venu pour rétablir la monarchie; mais elle fut vaincue par Barras, secondé par le jeune *Bonaparte*, nommé alors lieutenant-général, qui écrasa les royalistes dans les rues de Paris. La Convention s'était occupée d'élaborer une nouvelle constitution pour la France : le pouvoir exécutif et administratif fut confié à un *directoire* composé de cinq membres renouvelés chaque année par cinquième; le pouvoir législatif à deux assemblées, savoir le conseil des *Cinq-Cents*, chargé de rédiger et de proposer les lois, et le conseil des *Anciens*, dont les membres devaient avoir au moins quarante ans, et qui devait ratifier ou rejeter les projets de lois; les deux conseils étaient élus pour trois ans et devaient se renouveler par tiers chaque année. Cette constitution ayant été acceptée par le peuple convoqué en assemblées primaires, la Convention résigna ses pouvoirs.

III. — LE DIRECTOIRE. LES GUERRES JUSQU'À LA PAIX DE CAMPO-FORMIO. EXPÉDITION EN ÉGYPTE. (1795-1799)

LA FRANCE SOUS LE DIRECTOIRE (1795-1799). La constitution dont la Convention avait doté la France manquait

---

assaillit le local de la Convention en criant « du pain et la constitution de 1793. » La fermeté du président de l'assemblée, *Boissy d'Anglas*, et l'arrivée de la garde nationale sauvèrent la Convention. Les insurgés furent repoussés et les derniers montagnards condamnés à mort et exécutés. La populace des faubourgs fut désarmée, et la tranquillité se trouva rétablie à Paris. — Une émeute d'une autre nature et qu'on pourrait appeler une véritable contre-révolution fut organisée par le parti royaliste. La Convention venait d'achever son œuvre, la *constitution de l'an III* (22 août 1795). Mais avant de se retirer, elle décida que les deux tiers des deux nouveaux *Conseils*, qui devaient lui succéder, seraient choisis parmi ses propres membres; le parti royaliste fit crier à la tyrannie et ameuta le peuple. Une armée de 40.000 hommes s'organisa et marcha contre la Convention, qui n'avait que peu de forces à lui opposer. *Barras*, chargé de comprimer l'insurrection, prit pour lieutenant-général le jeune *Bonaparte*, qui employa l'artillerie contre l'armée royaliste et la dispersa (5 octobre). Quelques jours après, la Convention se retira et fit place au *Directoire* et aux deux conseils des *Anciens* et des *Cinq-Cents*. Création de l'*Institut national*.

III. LE DIRECTOIRE (27 *oct.* 1795. — 15 *déc.* 1799). — Les membres du Directoire étaient *Larévellière-Lépaux, Le Tourneur, Rewbell, Barras et*

d'unité et devait nécessairement aboutir à l'établissement d'une dictature militaire. Les crises terribles qui avaient anéanti successivement à peu près tous les partis politiques, l'abolition du culte et de toutes les marques extérieures d'une croyance religieuse quelconque, la proscription et la mort qui avaient décimé la population et surtout les classes intelligentes de la société : telles étaient les causes de l'affaiblissement moral dans lequel la France se traîna pendant le gouvernement du Directoire. Les moyens auxquels celui-ci avait recours étaient l'intrigue et la corruption, parce qu'il ne renfermait que des médiocrités, à l'exception de Carnot, homme énergique et doué de grandes capacités militaires. Aussi la France n'était-elle plus en France, mais dans les camps de ces armées héroïques qui étonnaient le monde par leurs exploits.

Le Directoire avait à lutter contre de graves difficultés; le désordre et l'anarchie, suite du gouvernement arbitraire de la Convention, régnaient dans l'administration civile et judiciaire; les finances étaient dans un désarroi complet: car les assignats n'avaient plus de valeur; les impôts étaient mal payés, et les armées dépourvues de tout. Le Directoire se trouvait en présence de deux partis politiques, le *parti*

Carnot. Embarras financiers: les *assignats*, qui avaient été augmentés jusqu'à la somme énorme de vingt-sept milliards, n'avaient plus de crédit; on créa alors, pour une valeur de 2,400 millions, des *mandats territoriaux*, espèce de billets hypothéqués sur les biens nationaux, mais qui ne tardèrent pas d'avoir le sort des assignats. Opposition dans les deux conseils contre le Directoire: le *parti jacobin*, au sein duquel se forma une secte de *socialistes* qui voulaient abolir la propriété et dont le chef s'appelait *Gracchus-Babœuf*, et les *royalistes*, qui travaillaient au retablissement de la monarchie. Conspiration des Jacobins et des royalistes; elle est découverte, et les chefs sont punis. Les élections de 1796 renforcent le parti royaliste dans les deux conseils. *Barthélemy* est nommé directeur à la place de Le Tourneur; il se rallie à *Carnot*, et tous deux s'appuient sur le parti royaliste. *Coup d'Etat du 18 fructidor* (4 septembre 1797) contre ce parti: les membres royalistes des deux conseils et un grand nombre de journalistes sont déportés à la Guyane, où ils périssent misérablement; Carnot et Barthélemy prennent la fuite. Mesures violentes adoptées par le Directoire. Nouvelles divisions dans les conseils et lutte entre le parti exalté et les républicains modérés. Le Directoire, composé de *Barras*, *Roger-Ducos*, *Sieyès, Moulins et Gohier*, perd toute considération et ne se soutient que par

jacobin, qui regrettait d'avoir perdu la prépondérance, et les *royalistes* qui travaillaient au rétablissement de la monarchie. Le premier voulut recourir à son moyen ordinaire, c'est-à-dire à l'émeute. Mais ses menées coupables furent découvertes : *Babœuf*, le chef du mouvement, fut condamné à mort et se suicida ; les plus dangereux parmi ses partisans furent les uns exécutés, d'autres condamnés à la déportation ou à la prison. L'opposition du parti royaliste était plus dangereuse pour la république, surtout depuis que, par suite du renouvellement successif des deux conseils, un nombre considérable de royalistes étaient entrés dans ces deux assemblées. Le Directoire lui-même était divisé : Carnot et Barthélémy, sans être d'accord avec le parti royaliste, voulaient rester dans la légalité, tandis que Baras, Rewbell et Larévellière-Lépaux songeaient à abattre leurs adversaires par la violence. Ces derniers firent envahir par les troupes les deux conseils et condamnèrent à la déportation tous les membres royalistes, ainsi que les rédacteurs des journaux qui soutenaient ce parti. Le Directoire parvint ainsi à exercer un pouvoir dictatorial. Il en usa contre le parti jacobin, qui avait triomphé dans les nouvelles élections ; celles-ci furent annulées en grande

---

le prestige des brillants succès remportés en Italie par les armées françaises sous le commandement de Bonaparte. — Fin de la guerre dans la *Vendée* et la *Bretagne*, grâce aux talents militaires et à la modération du général *Hoche*, qui s'efforçait de gagner la population des campagnes par la douceur et combattait les insurgés par des colonnes mobiles *Stofflet* et *Charette* sont faits prisonniers : ce dernier est exécuté à Nantes (le 27 mars 1796).

GUERRE CONTRE L'AUTRICHE (1796 et 1797). *Guerre en Allemagne*. Jourdan et Moreau sont d'abord victorieux ; ils forcent le duc de Bade, le Wurtemberg et la Bavière à conclure des traités avec la France. Victoires de l'archiduc *Charles* d'Autriche à Amberg et à Wurzbourg sur Jourdan, qui se retire au delà du Rhin. Moreau, attaqué par le vainqueur, exécute une belle retraite jusqu'à Huningue. Rejoint par Hoche, il repasse le Rhin à Strasbourg pour reprendre l'offensive (l'an 1797). L'armistice conclu par Bonaparte avec l'Autriche vient mettre fin à la campagne. — *Guerre en Italie*. Etat misérable de l'armée d'Italie à l'arrivée de Bonaparte : elle se composait de 36,000 hommes, sans argent, sans pain, sans souliers. Bonaparte relève le moral des soldats, en leur promettant la victoire. Il avait à combattre contre deux armées supérieures quant au nombre, mais mal commandées. L'armée autrichienne, sous le commandement du général *Beau-*

partie. On renouvela en même temps la proscription contre les nobles et contre les prêtres qui refusaient le serment civil. Après la défaite du parti royaliste, les deux conseils ne se composaient plus que de républicains, qui ne tardèrent pas à se diviser : les uns, les *exaltés*, voulaient le rétablissement de la constitution de 1793, tandis que les modérés travaillaient à introduire des réformes dans l'organisation de la république : l'abbé *Sieyès* était l'âme de ce dernier parti. Cette lutte intestime déconsidéra le pouvoir et prépara la chute du Directoire.

LES GUERRES PENDANT LE DIRECTOIRE, JUSQU'A LA PAIX DE CAMPO-FORMIO (1795-1797). — L'établissement de la république batave en Hollande, la paix de Bâle conclue entre la Prusse et la France, ainsi que la reconnaissance de la république française par l'Espagne et la Toscane, avaient diminué les embarras extérieurs de la république : l'Angleterre, l'Autriche et le Piémont étaient les seuls ennemis sérieux que la France eut encore à combattre. Après avoir terminé la guerre dans la Vendée et pacifié la Bretagne, le Directoire envoya trois armées contre l'Autriche, deux en Allemagne sous les ordres de *Jourdan* et de *Moreau*, et la troisième en Italie sous le commande-

---

lieu, vieillard de 72 ans, est vaincue dans plusieurs rencontres et obligée de se replier derrière le Pô. Bataille de *Mondovi*. La France conclut avec le Piémont le *traité de Paris* (15 mai 1696). Bonaparte poursuit les Autrichiens, passe le Pô et l'Adda près de *Lodi*, où a lieu une brillante action, et il fait la conquête de la Lombardie. Il force les princes italiens, ainsi que le pape, à payer des contributions de guerre, et occupe les légations de Ferrare et de Bologne. *Siége de Mantoue*. Arrivée d'une armée autrichienne de 60,000 hommes sous les ordres du général Wurmser. Bonaparte est obligé de lever le siége de Mantoue, mais il gagne la bataille de *Castiglione* et force les ennemis à se replier sur l'Adige. Ils reprennent l'offensive, mais ils sont défaits à *Roveredo* et à *Bassano*. Wurmser se jette avec le reste de ses troupes dans Mantoue. Arrivée d'une troisième armée autrichienne commandée par Alvinzi. Victoire de Bonaparte au pont d'*Arcole*. Une quatrième armée autrichienne est anéantie à *Rivoli*. Mantoue capitule. L'archiduc Charles arrive avec une nouvelle armée; mais il est rejeté dans la Styrie. Armistice de *Léoben* (18 avril); les négociations aboutissent à la paix de *Campo-Formio* (17 octobre, 1797). Fin de la république de Venise; organisation des *républiques cisalpines* et *liguriennes*. Congrès de Rastadt.

EXPÉDITION EN ÉGYPTE (19 mai 1798. — 9 oct. 1799). — Projet de guerre

ment de *Bonaparte*. Les deux premières armées s'avancèrent jusqu'aux frontières de la Bohême; mais là, elles éprouvèrent plusieurs défaites et furent forcées par le jeune archiduc Charles, frère de l'empereur François II, de se replier sur le Rhin. La campagne d'Italie fut plus glorieuse pour les armes françaises. A la tête d'une armée qui manquait du nécessaire, Bonaparte battit les Autrichiens dans une série de brillants combats et força le roi de Piémont, battu à *Mondovi*, à acheter la paix par la cession de la Savoie et du comté de Nice, et à recevoir des garnisons françaises dans la plupart des forteresses de son royaume. Ensuite il força le passage de l'Adda près de *Lodi* et entra à Milan : les princes italiens de Parme, de Modène, de Naples, ainsi que le pape, obtinrent la paix en payant des contributions de guerre ou en cédant des parties de leurs territoires. Bonaparte attaqua alors *Mantoue*, centre des possessions autrichiennes en Italie. Quatre armées envoyées successivement au secours de cette importante place d'armes furent défaites par Bonaparte, qui fit des prodiges de valeur et qui, à la tête de ses grenadiers, passa *le pont d'Arcole* au milieu de la mitraille des ennemis : Mantoue fut forcée de capituler, et Bonaparte

contre l'Angleterre, parce que Pitt se montrait l'ennemi déclaré et constant de la révolution française. Bonaparte propose au Directoire d'attaquer les possessions anglaises dans l'Inde et, pour y arriver, de s'emparer de l'Egypte. Pour cacher cette expedition, on fait des armements dans les ports du nord et de l'ouest de la France en vue d'une descente en Angleterre et en Irlande. Départ de Bonaparte avec 35,000 hommes; il se fait accompagner de son frère Louis, des généraux Kléber et Desaix, et d'un certain nombre de savants et d'artistes. Il échappe aux Anglais et arrive devant *Malte*, possession de l'Ordre des Hospitaliers (depuis l'an 1527 : voyez page 82). La ville se rendit aux Français à la première sommation, quoiqu'elle fût assez forte pour soutenir un long siége : ce fut le coup de mort pour cet Ordre célèbre, le plus ancien des Ordres militaires, fondé pendant la première croisade (voyez 4e vol. chap. X. § 2). Arrivée en Egypte et prise d'Alexandrie. Immenses difficultés du climat et de la route pour arriver au Caire. Grande armée des Mameluks, commandée par Mourad-Bey et composée surtout de cavalerie. *Bataille des pyramides* : proclamation de Bonaparte : « Soldats, du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent. » Il forme son armée en carrés, contre lesquels vient se briser la cavalerie ennemie. Prise du Caire; Desaix pénètre jusqu'à Syène et achève

pénétra enfin dans la Styrie, d'où il menaça Vienne. Mais apprenant que l'empereur venait d'appeler aux armes les populations du Tyrol, de la Bohême et de la Hongrie, et craignant d'ailleurs une attaque du côté de la Vénétie, il se décida à conclure les préliminaires de *Léoben* et ensuite la *paix de Campo-Formio*. L'Autriche céda à la France la Belgique et la Lombardie jusqu'à l'Adige : ce dernier pays réuni au duché de Modène et aux Légations fut organisé en *république cisalpine*; l'Autriche obtint en dédommagement le territoire de Venise, qui cessa ainsi d'exister comme république. La république de Gênes fut transformée en *république ligurienne*. Un congrès devait se réunir à Rastadt pour le règlement d'un traité de paix entre la France et l'empire d'Allemagne.

Expédition en Égypte (1798-1799). — La république avait triomphé de ses ennemis sur le continent; mais il lui restait un ennemi puissant et dangereux, l'Angleterre, où le ministre Pitt dirigeait les affaires d'une main énergique. Une armée fut réunie dans le nord de la France, en vue de débarquer en Irlande et de soulever cette île contre le gouvernement anglais. Cependant Bonaparte avait conçu un projet hardi, celui d'anéantir le commerce des Anglais, en

---

la conquête de l'Egypte. *Bataille navale d'Aboukir*: les vaisseaux français sont ou brûlés ou pris par les Anglais. Bonaparte cherche à gagner la population musulmane en flattant ses préjugés religieux et en paraissant respecter Mahomet et le Coran. Création de l'*Institut d'Egypte*, qui avait pour mission d'explorer les antiquités historiques et artistiques du pays : c'est sous ses auspices que fut publiée la grande *description de l'Egypte*, un des ouvrages les plus importants sur ce pays. *Emeute au Caire*, provoquée par les exactions des fonctionnaires français; elle est reprimée avec beaucoup de sévérité. Déclaration de guerre de la Turquie, expédition de Bonaparte en *Syrie* (fév. 1799). *Bataille du Mont-Thabor* gagnée sur les Arabes. Siége de Saint-Jean-d'Acre : les Français montent huit fois à l'assaut. La peste se met dans l'armée et force Bonaparte à retourner en Egypte. *Victoire d'Aboukir* sur les Turcs. Les événements d'Europe décident Bonaparte à retourner en France: il laisse le commandement des restes de l'armée (10,000 hommes) à Kléber qui défait près d'Héliopolis une armée turque de 80,000 hommes. Ce général est assassiné quelque temps après. Départ de Desaix; l'Egypte retombe sous la domination turque.

Guerres en Italie, en Allemagne et en Suisse (1799). — La paix de Campo-Formio ne fut pas de longue durée. Le Directoire avait besoin de la guerre

ruinant leur domination dans l'Inde. Il s'embarqua avec une armée d'élite à Toulon, enleva Malte aux chevaliers de Saint-Jean et arriva en Egypte, sans avoir rencontré la flotte anglaise qui croisait dans la Méditerranée. Alexandrie fut prise d'assaut, et après une brillante bataille gagnée sur les Mamelucks *près des pyramides*, le vainqueur entra au Caire; ses généraux s'avancèrent jusqu'aux limites méridionales de l'Egypte. Bonaparte s'occupait d'organiser l'administration intérieure du pays, lorsqu'il apprit la destruction de sa flotte par l'amiral anglais *Nelson* dans la *bataille d'Aboukir*. Une déclaration de guerre de la Turquie et la réunion d'une armée turque dans la Syrie l'obligèrent de marcher contre ce dernier pays. Il prit Gaza, Jaffa et plusieurs autres villes, et vainquit les Arabes dans la bataille du *mont Thabor*. Mais Saint-Jean d'Acre, que défendait le général anglais Sidney Smith, repoussa victorieusement tous les assauts de l'armée française. La peste s'étant mise dans l'armée, Bonaparte dut retourner en Egypte, où il anéantit l'armée turque dans une *bataille près du village d'Aboukir*. Les nouvelles qu'il recevait d'Europe le rappelèrent alors en France.

Chute du directoire. — Le Directoire avait provoqué une nouvelle coalition des puissances contre la France, par suite des mesures violentes qu'il avait adoptées et qui ten-

---

pour se maintenir au pouvoir: il la provoqua en bouleversant l'état politique de Rome et de la Suisse. Organisation de la *république romaine*, placée sous le gouvernement de six consuls, d'un sénat et d'un tribunat. La confédération helvétique est transformée en *république helvétique;* et le canton de Genève est incorporé à la France sur une prétendue demande des habitants. Nouvelle *coalition* contre la France. Le Directoire envoie quatre armées contre les puissances alliées: sur le Rhin sous le commandement de Bernadotte; sur le Danube sous celui de Jourdan; en Italie sous les ordres de Joubert, puis de Moreau; et en Suisse sous ceux de Masséna. Le roi de Naples, appuyé par le général autrichien Mack, envahit la république romaine, mais il est défait et se réfugie en Sicile: le royaume de Naples est transformé en *république parthénopéenne*. Les Français occupent la Toscane et chassent le roi de Piémont. Une armée *austro-russe*, sous le commandement de *Souwarow*, vieillard de 70 ans, fait la conquête de la Lombardie et du Piémont, et défait l'armée française dans une bataille sur *la Trébie;* cette bataille dura trois jours. Naples, Rome et la Toscane rétablissent leurs

daient à bouleverser tous les Etats. Une émeute à Rome, dans laquelle le général français Duphot avait été tué, fournit un prétexte pour renverser le gouvernement temporel du Souverain-Pontife, dont les Etats furent constitués en *république romaine:* Pie VI fut emmené prisonnier à Valence, où il mourut peu de temps après. La Suisse fut transformée en *république helvétique*, et Genève fut incorporée dans la république française; le roi de Sardaigne dut céder le Piémont. L'Angleterre, la Russie, l'Autriche, Naples et la Turquie firent partie de la nouvelle coalition, et les armées alliées commandées par Souwarow et Mélas chassèrent les Français de l'Italie, rétablirent le gouvernement pontifical à Rome et aidèrent le roi de Naples à reconquérir ses Etats, qui avaient été également organisés en république. L'archiduc Charles expulsa les Français de l'Allemagne, mais il ne parvint pas à les chasser entièrement de la Suisse. — Ces revers avaient ébranlé l'autorité du Directoire, et les amis de Bonaparte en avaient profité pour en préparer la chute. De retour de l'Egypte, Bonaparte dispersa par la force le conseil des Cinq-Cents et fit remplacer le Directoire par *trois consuls*, qui furent, outre lui-même, *Roger-Ducos* et *Sieyès*. Cette révolution s'appelle le coup d'Etat du 18 brumaire.

---

anciens gouvernements. Les Français perdent toute l'Italie, excepté le territoire de Gênes. — Victoires des alliés en *Allemagne*. L'archiduc Charles gagne deux batailles et force Jourdan à repasser le Rhin. Il pénètre dans la *Suisse;* il y trouve un adversaire habile dans Masséna et se rend en Belgique. Souwarow prend sa place; mais il est forcé de battre en retraite et ne tarde pas à être rappelé en Russie. — CHUTE DU DIRECTOIRE (9 nov. 1799). Le pouvoir du Directoire est ébranlé par ces échecs. Retour de Bonaparte. Il s'entend avec Sieyès et Roger-Ducos, deux membres du Directoire. Barras abdique, les deux autres directeurs sont arrêtés. Translation des deux conseils à Saint-Cloud : le conseil des *Anciens* est favorable à Bonaparte. Séance orageuse au conseil des *Cinq-cents*: le parti républicain propose de le déclarer hors la loi. Mais Bonaparte disperse le conseil par ses soldats et fait nommer deux commissions composées de ses partisans. La constitution directoriale est abolie, et le pouvoir suprême confié à trois consuls : Bonaparte, Sieyès, et Roger-Ducos. Les deux derniers sont remplacés un mois après par Cambacérès et Lebrun. Bonaparte est premier consul.

IV. — LE CONSULAT. (1799-1804).

NOUVELLE ORGANISATION DE LA FRANCE. LE CONCORDAT. LE CONSULAT A VIE. — Bonaparte résolut de donner à la France une nouvelle constitution. Sieyès, chargé de ce travail, ne produisit qu'une œuvre informe, dans laquelle l'élément démocratique était allié au pouvoir monarchique et qui fut rejetée. Bonaparte la remplaça par une constitution plus centralisée, qui concentrait le pouvoir entre les mains du premier consul. Il institua trois corps dans l'Etat: un sénat, un corps législatif et un conseil d'Etat. Le tribunat, qu'il y ajouta d'abord, fut ensuite supprimé, à cause des principes d'indépendance qu'il manifesta. Le premier consul nommait à vie les membres du *Sénat*, et choisissait ceux du *Corps-Législatif* sur une triple liste de candidats nommés par les électeurs. Ces deux corps ne jouissaient que d'attributions très-restreintes : ils avaient le droit d'approuver ou de rejeter les propositions du gouvernement, mais non celui de les discuter ou de les amender; de plus, leurs séances n'étant pas publiques, ils ne pouvaient faire connaître leur opinion au pays. Le *Conseil d'Etat*, dont le

---

IV. LE CONSULAT (9 nov. 1799. — 18 mai 1804). — Les vices dont le *gouvernement directorial* était essentiellement entaché nécessitaient un changement radical de la constitution. Sièyes, quoique républicain, se laissa gagner au parti de Bonaparte et se chargea de ce travail. Mais la constitution élaborée par lui était trop compliquée et rendait l'exercice du pouvoir impossible par l'intervention qu'elle attribuait au peuple; de sorte qu'il ne fut pas difficile à Bonaparte de la faire rejeter par le comité constituant. — *Constitution de l'an VIII* (13 déc. 1799), concentrant le pouvoir entre les mains du premier consul, dont les deux collègues n'avaient que voix consultative: c'était lui qui nommait les membres du *Sénat* et choisissait les 300 députés du *Corps-Législatif* parmi les 900 désignés par les électeurs; un troisième corps, le *Tribunat*, était directement nommé par le suffrage; mais il ne tarda pas, à cause de son indépendance, à être modifié et ensuite supprimé. Les travaux législatifs appartenaient au *Conseil-d'Etat*, présidé par le premier consul, qui en nommait les membres. Commencement de la rédaction du code civil, appelé aussi code Napoléon, un des plus remarquables monuments de législation, malgré ses défauts. — Centralisation de l'administration. L'ordre judiciaire seul obtint une position indépendante; les membres des tribunaux de première instance, des cours d'appel et de la

premier consul nommait aussi les membres, était présidé par lui et chargé d'élaborer les lois : il s'occupa d'une révision complète de la législation, et le résultat de ses travaux fut le *code civil;* Bonaparte lui-même y eut une grande part. — Le même système de centralisation fut introduit dans l'administration : à la tête de chaque département fut placé un préfet, à la tête de chaque arrondissement un sous-préfet, à la tête de chaque commune un maire. Ces fonctionnaires étaient nommés et révocables par le premier consul. Tous les ressorts administratifs se trouvaient ainsi concentrés entre les mains du chef de l'Etat : rien ne pouvait se faire, sans son consentement, dans la dernière des communes. La presse et les théâtres furent soumis à la censure. Aucune voix ne s'éleva pour protester contre l'absolutisme sous lequel la France venait de tomber ; car le pays, fatigué de douze ans de révolutions et d'anarchie, avait besoin d'ordre et de tranquillité. Bonaparte abolit tous les décrets portés contre les émigrés, leur permit de rentrer en France et leur fit rendre ceux de leurs biens qui n'avaient pas été aliénés. L'institution de la *légion d'honneur*, qui eut lieu un peu plus tard, devint pour Bonaparte un puissant moyen pour attacher à sa personne et au nou-

---

cour de cassation étaient inamovibles ; ces cours judiciaires n'avaient pas d'attributions politiques L'établissement d'une cour des comptes, chargée de surveiller les recettes et les dépenses publiques, fut d'une grande utilité pour le règlement des finances. — Abolition des lois portées contre les émigrés, qui rentrèrent en France au nombre de plus de 100,000 : les membres de la famille royale et les principaux chefs royalistes furent exceptés de cette faveur. — Triste état de la religion en France, par suite de la persécution contre les prêtres qui n'avaient pas voulu prêter le serment civil et des décrets qui avaient proscrit le culte et qui étaient encore en vigueur. Conclusion du *Concordat* (l'an 1801). Nouvelle division ecclésiastique de la France en 60 évêchés. Tous les anciens évêques, ainsi que les évêques constitutionnels, donnèrent ou reçurent leur démission. Le Pape ratifia la vente des biens de l'Eglise à la condition que l'Etat se chargerait de rétribuer le clergé. Bonaparte publia ensuite des *articles organiques* qui plaçaient le clergé dans une trop grande dépendance vis-à-vis du gouvernement, et il les maintint malgré la protestation du Saint-Siége. — Institution par Bonaparte de *l'Ordre de la Légion d'Honneur* dans le but d'attacher à sa personne et à son gouvernement les hommes marquants et surtout l'armée. Bonaparte ne craignit pas de froisser les sentiments républicains

vel ordre de choses, d'abord l'armée, puis les hommes marquants dans toutes les classes de la société, et fut un acheminement à la création d'une nouvelle noblesse. — Le plus grand mérite du premier consul est d'avoir rétabli le culte catholique en France, en vertu d'un *concordat* conclu avec le pape Pie VII, successeur de Pie VI. — Bonaparte demanda ensuite que le consulat lui fût laissé à vie : les grands corps de l'Etat y donnèrent leur consentement, et le peuple manifesta son adhésion par trois millions et demi de suffrages. La constitution fut alors modifiée : le sénat vit étendre son pouvoir et ses attributions, en restant toutefois sous l'entière dépendance du premier consul.

Les guerres pendant le consulat (1799-1804). — Immédiatement après avoir renversé le Directoire, Bonaparte se rendit en Italie à la tête d'une armée et envoya une autre armée, sous le commandement de Moreau, en Allemagne. Il commença par décréter à Milan le rétablissement de la république cisalpine, et, par la victoire décisive de *Marengo*, il rejeta les Autrichiens derrière le Mincio. Moreau, de son côté, ayant défait l'archiduc Jean à *Hohenlinden* et s'étant avancé jusqu'au cœur de l'Autriche, l'empereur se décida à conclure la *paix de Lunéville :* la

---

et prépara la transformation politique de la France en se faisant conférer le *consulat à vie Sénatus-consulte organique de l'an X* (4 août 1802), qui modifie la constitution dans ce sens.

Guerre en Italie. (1800-1801). — L'armée française en Italie, commandée par *Masséna*, est assiégée et forcée de capituler avant l'arrivée de Bonaparte, qui passe les Alpes par plusieurs routes pour pénétrer dans la Lombardie et s'empare de Milan. Le general autrichien *Mélas* abandonne Gênes, s'avance vers la Lombardie et perd la *bataille de Marengo*: la victoire est surtout décidée par les attaques de Desaix et de Kellerman contre les lignes autrichiennes déjà victorieuses. Melas évacue le Piémont et la Lombardie et se retire derriere de Mincio. — Guerre en Allemagne. Une autre armée française, sous le commandement de Moreau, entra en même temps en Allemagne et s'avança jusque sur les bords de l'Inn. Victoires de *Stockach* et de *Hohenlinden ;* Moreau envahit l'Autriche et menace Vienne. Négociations et *paix de Lunéville*. Principales conditions : la France conserve la Belgique et la rive gauche du Rhin, l'Allemagne subit une transformation totale par la sécularisation de tous les territoires ecclésiastiques et la confiscation de la plupart des villes libres de l'empire pour indemniser la Prusse, la Bavière, la Hesse, Bade et le Wurtemberg, des pertes faites

France obtint de nouveau la Belgique et la frontière du Rhin ; l'Autriche renonça à la Lombardie, et l'empire d'Allemagne fut complétement bouleversé : tous les territoires ecclésiastiques et presque toutes les villes impériales, au nombre de quarante-deux, furent donnés à un petit nombre de princes qui avaient perdu des possessions en Italie et sur la rive gauche du Rhin. Le duc de Parme céda son pays à la France et reçut en échange la Toscane avec le titre de *roi d'Etrurie;* la république cisalpine fut remplacée par la *république italienne.* La paix fut encore signée à *Paris* avec la Russie et à *Amiens* avec l'Angleterre, et termina ainsi les premières guerres du consulat; l'Angleterre renonçait à toutes les conquêtes faites dans les colonies et promettait de rendre l'île de Malte à l'Ordre de Saint-Jean. Cette dernière promesse n'étant pas exécutée. la guerre recommença entre la France et l'Angleterre. Bonaparte fit occuper le Hanovre et fermer le Wéser et l'Elbe aux navires anglais, et interdit l'entrée en France à toutes les marchandises ou productions de l'Angleterre et de ses colonies. Une nouvelle coalition ne tarda pas à se former contre la France.

PRÉPARATION ET ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE (1804). —

---

par la cession de la rive gauche du Rhin. Six villes libres conservent leur indépendance, savoir Hambourg, Lubeck, Brême, Francfort, Nuremberg et Augsbourg; l'archevêque de Mayence, en sa qualité de chancelier de l'empire, demeure seul prince ecclésiastique souverain. L'empire d'Allemagne disparut ainsi de fait et fut remplacé par une agrégation d'Etats et de princes souverains (9 fév. 180[illegible]). — Mort de l'empereur de Russie *Paul I*; son fils et successeur *Alexandre I* conclut avec la France la *paix de Paris* (8 oct. 1801). — Sortie de *Pitt* du ministère anglais et *paix d'Amiens* (l'an 1802). La guerre éclate de nouveau (l'an 1803). Occupation du Hanovre par la France et commencement du *blocus continental* dans le but de ruiner le commerce anglais (l'an 1803).

PRÉPARATION ET ÉTABLISSEMENT DE L'EMPIRE (1804). — Le projet conçu par Bonaparte d'établir en France un gouvernement monarchique, qui existait d'ailleurs de fait depuis le consulat, provoqua de nombreuses conspirations contre sa personne; celles-ci lui fournirent l'occasion d'anéantir les deux partis hostiles au nouvel ordre des choses en France, les *républicains* et les *royalistes.* Bonaparte craignait surtout les premiers et il profita du complot de la *machine infernale* (l'an 1800) pour faire condamner à la déportation plus de 130 Jacobins. Nouvelle conspiration royaliste, dont les chefs *Piche-*

Les tendances monarchiques de Bonaparte rencontraient une sympathie générale chez le peuple en France; mais elles trouvaient des adversaires décidés dans l'ancien parti jacobin et républicain, comme parmi tous les partisans de l'ancienne dynastie. Un premier complot fut tramé contre la vie du premier consul : une *machine infernale*, placée dans une rue par où il devait passer pour se rendre au théâtre, fit explosion et tua cinquante personnes; Bonaparte eut le bonheur d'y échapper. De nombreux républicains, sans avoir eu part à l'attentat, furent jugés et condamnés à l'exil. Une seconde conspiration, se rattachant à la première, fut celle de *Pichegru* et du chouan *Cadoudal*, qui étaient revenus secrètement d'Angleterre. Elle fut découverte, et les conjurés furent exécutés. Le général Moreau, accusé de complicité, fut exilé et passa en Amérique. Bonaparte commit alors un acte que rien ne peut excuser. Il fit arrêter, sur le territoire de Bade, le *duc d'Enghien*, dernier prince de la famille de Condé : le prisonnier, accusé, mais sans preuves, de conspiration, fut jugé par une commission militaire et fusillé dans le fossé de Vincennes. — Après avoir tout préparé, Bonaparte se fit proclamer par le sénat *empereur des Français*. Il ne se rencontra qu'un seul opposant au renversement de la république, ce fut Carnot. Le pape Pie VII se rendit à Paris et donna l'onction impériale à *Napoléon*, qui posa lui-même

---

gru, Georges Cadoudal et 40 autres étaient venus d'Angleterre. Découverte et condamnation des conjurés : Pichegru se suicide dans la prison; Cadoudal est exécuté avec 11 de ses complices. Moreau est exilé. Bonaparte viole le droit des gens, en faisant arrêter le *duc d'Enghien* sur un territoire étranger. Le prince est condamné par une cour martiale, sans aucune preuve de complicité de sa part dans le complot de Cadoudal, et fusillé dans le fossé du château de Vincennes. — *Sénatus-consulte de l'an XII* (18 mai 1804) : le moment favorable étant venu, le sénat, à l'instigation du premier consul, lui déféra le pouvoir impérial héréditaire sous le nom de Napoléon I. Ce sénatus-consulte fut ratifié par les comices populaires qui donnèrent trois millions et demi de suffrages. La nouvelle constitution de l'empire accordait à Napoléon un pouvoir absolu et illimité, tel qu'aucun souverain ne l'avait jamais exercé. La révolution et l'anarchie avaient ainsi abouti à l'absolutisme monarchique. *Sacre de Napoléon* par le pape Pie VII (2 déc. 1804).

la couronne impériale sur sa tête, puis sur celle de l'impératrice Joséphine. Dès lors, la révolution française était définitivement terminée, et une nouvelle ère ouverte à la France.

V. — L'EMPIRE (1804-1814).

LA PREMIÈRE COALITION CONTRE L'EMPIRE FRANÇAIS ET LA DISSOLUTION DE L'EMPIRE GERMANIQUE (1804-1806). — Napoléon, après s'être formé une cour brillante, se rendit à Milan, plaça sur sa tête la *couronne lombarde* et nomma son beau-fils, Eugène Beauharnais, *vice-roi* d'Italie. Il réunit ensuite à l'empire la république ligurienne. Ce nouvel accroissement de la puissance de Napoléon provoqua la troisième grande coalition contre la France. Pitt, qui était rentré au ministère anglais, en fut le promoteur et y fit entrer l'Autriche, la Russie et la Suède ; la Prusse observa d'abord la neutralité et ne se joignit que plus tard aux autres puissances. Les princes-électeurs de Bade, Wurtemberg et Bavière, au contraire, firent alliance avec la France. Napoléon prévint la réunion des armées alliées. Il passa le Rhin avec deux cent mille hommes, força le général Mack à capituler dans Ulm et chassa les Autrichiens de la Bavière. La conquête du Tyrol par Ney fit rappeler de l'Italie l'archiduc Charles. Néanmoins l'armée française entra à Vienne, d'où l'empereur François II

V. *A consulter :* Brialmont, *Histoire du duc de Wellington*. Bruxelles, 1857, 3 vol.

CAMPAGNE D'AUTRICHE. — François II empereur héréditaire d'Autriche (1805). La première guerre contre l'empire fut provoquée par la rentrée de Pitt au ministère (voyez p. 377). Second *ministère de Pitt* (1804-1806) : ce ministre, l'ennemi le plus constant et le plus actif de la France, négocie une alliance avec l'Autriche, la Russie et la Suède dans le but de combattre la prépondérance de Napoléon, qui venait d'ajouter le *royaume d'Italie* à l'empire et faisait des préparatifs pour opérer une descente en Angleterre. Dans la crainte de voir reparaître Napoléon en Italie, l'Autriche y envoie sa meilleure armée. Une autre armée autrichienne envahit la Bavière et le Wurtemberg, dont les princes se sont déclarés pour la France. Marche rapide de Napoléon. Capitulation du général Mack à Ulm avec une armée de 30,000 hommes. Napoléon pénètre en Autriche avant l'arrivée de l'armée

s'était retiré vers la Moravie pour faire sa jonction avec l'empereur Alexandre. Napoléon alla les chercher et détruisit les deux armées dans la sanglante ***bataille d'Austerlitz***. Cette victoire termina la guerre. L'Autriche conclut la ***paix de Presbourg*** : elle céda la Vénétie à la France et le Tyrol à la Bavière; ses possessions dans la Souabe furent données au Wurtemberg et à Bade. La Prusse perdit Clèves et Neuchâtel, qui furent acquis à la France, et reçut en échange le Hanovre enlevé à l'Angleterre. Napoléon donna le trône de ***Naples*** à son frère Joseph et nomma son frère Louis roi de *Hollande;* Murat devint duc de Clèves-et-Berg, et Berthier duc de Neuchâtel. L'année suivante, Napoléon organisa la ***confédération du Rhin***, dont il se constitua le protecteur, après que l'empire d'Allemagne eût été déclaré dissous. ***François II*** abdiqua le titre d'empereur d'Allemagne pour prendre celui ***d'empereur héréditaire d'Autriche***. Un grand nombre de princes allemands furent médiatisés et perdirent leur souveraineté au profit des Etats de la confédération du Rhin. — Les armes de la France avaient été malheureuses sur mer; la flotte franco-espagnole avait été anéantie dans la ***bataille***

---

russe. Conquête du Tyrol par le maréchal Ney. Vainqueur dans toutes les rencontres avec les Autrichiens, Napoléon entre à Vienne, six semaines après son départ de Strasbourg (27 sept. — 13 nov. 1805). L'armée autrichienne s'était retirée dans la Moravie pour faire sa jonction avec l'armée russe. *Bataille d'Austerlitz* (2 déc. 1805) nommée la bataille des trois empereurs, ceux d'Autriche et de Russie s'y trouvant avec leurs armées. L'empereur *François II* alla trouver Napoléon et négocia la *paix*, qui fut conclue à *Presbourg* (26 déc.). Cette paix, qui introduisait des changements importants dans l'état politique de l'Europe, acheva la transformation politique de l'Allemagne, commencée déjà à la paix de Lunéville : tous les Etats qui ne furent pas absorbés par des voisins plus puissants furent déclarés souverains. Les duchés de Bavière et de Wurtemberg furent érigés en royaume. Deux faits suivirent la paix de Presbourg et mirent définitivement fin à l'empire d'Allemagne. Ce fut d'abord l'organisation de la *confédération du Rhin* sous le protectorat de Napoléon (12 juill. 1806) : quatre princes-électeurs, savoir ceux de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et le chancelier archevêque de Mayence, et douze autres princes rompirent toute relation avec l'empire et s'engagèrent à fournir à la France des contingents en troupes dans toutes les guerres que cette puissance entreprendrait. A la suite de ces défections, *François II* se déclara délié de ses obligations envers l'empire d'Allemagne : la diète de Ratisbonne se sépara et les deux

de Trafalgar, dans laquelle *Nelson* avait trouvé la mort. Cette défaite força Napoléon de renoncer au projet de tenter une descente en Angleterre.

La seconde guerre jusqu'à la paix de Tilsit (1806-1807). La mort de Pitt, suivie de l'entrée au ministère de son adversaire politique Fox, eut pour résultat un rapprochement entre l'Angleterre et la France. Des négociations s'ouvrirent à cet effet, et Napoléon offrit de rendre le Hanovre aux Anglais. Cette offre était de nature à froisser la Prusse et à augmenter l'ardeur guerrière qui animait un parti nombreux à la cour de Berlin. Aussi la mort de Fox étant venue rompre les négociations entre la France et l'Angleterre, il se forma une nouvelle coalition entre ce dernier pays, la Prusse et la Russie. Aussitôt Napoléon passa le Rhin, envahit les duchés de Saxe et gagna sur les Prussiens les deux batailles *d'Iéna* et *d'Auerstedt*. La plupart des forteresses prussiennes capitulèrent presque sans résistance; Napoléon entra à Berlin. Là il décréta le fameux *blocus continental*, par lequel il déclarait tous les ports du continent fermés au commerce anglais. Il marcha ensuite sur Varsovie, et y fut reçu à bras ouverts par les

---

cours impériales de Wetzlar et de Vienne furent supprimées; elles avaient été établies par l'empereur Maximilien. Telle fut la fin de l'*empire germanique* fondé par Othon-le-Grand au milieu du dixième siècle : il avait duré huit siècles et demi (962-1806) et avait joué un rôle important au moyen-âge. (Voyez 4e vol. p. 172). — Guerre contre l'Angleterre. Alliance entre la France et l'Espagne, et réunion de leurs flottes dans la baie de Cadix. L'amiral Nelson commença par bloquer ce port; puis il simula une retraite pour attirer les deux flottes à sa poursuite et les détruisit complétement près de *Trafalgar* (21 oct. 1805), il fut blessé pendant la bataille et mourut le lendemain.

Guerre contre la Prusse et la Russie (1806-1807). — La Prusse avait joué un rôle équivoque pendant la dernière guerre : elle n'était entrée que très-tard dans l'alliance contre la France et n'avait pris aucune part active à la guerre; toutefois elle avait été forcée par la paix de Presbourg de céder plusieurs territoires en échange du Hanovre et de fermer aux Anglais tous les ports du nord de l'Allemagne. Mort du ministre anglais Pitt; son adversaire politique Fox entre au ministère et se rapproche de Napoléon : l'Empereur fait espérer à l'Angleterre de recouvrer le Hanovre. Mécontentement de la Prusse, dont l'armée désire depuis longtemps une guerre contre la France. La reine Louise est à la tête du parti de la guerre; hésitation du roi; il finit par consentir à une alliance avec la Russie et avec

Polonais, qui espéraient de lui le rétablissement de leur nationalité. Il livra aux Russes la sanglante *bataille d'Eylau,* qui resta indécise, et remporta sur eux la grande *victoire de Friedland*, qui fut bientôt suivie de la *paix de Tilsit:* la Russie et la Prusse perdirent leurs provinces polonaises, qui furent cédées à la Saxe sous le nom de *duché de Varsovie;* les contrées entre le Rhin et l'Elbe, érigées en *royaume de Westphalie*, furent données à Jérôme Bonaparte, frère de Napoléon. La Russie et la Prusse accédèrent au blocus continental, et cette dernière puissance paya en outre une forte indemnité de guerre. Tous les Etats de l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche et de la Prusse, entrèrent dans la confédération du Rhin. — L'Angleterre s'arrogea un étrange droit vis-à-vis du Danemark. Pour s'assurer la neutralité de cette puissance, elle lui demanda la remise de sa flotte, et sur le refus du roi, une flotte anglaise bombarda Copenhague, s'empara de la flotte danoise et l'emmena en Angleterre.

La guerre de Portugal et d'Espagne (1808-1814). — Napoléon, se croyant assez fort pour dicter la loi à tous les Etats du continent, n'hésita pas à s'engager dans une

---

l'Angleterre; la Saxe est le seul allié de la Prusse en Allemagne. Napoléon commence la campagne avec 200,000 hommes, la Prusse ne peut lui en opposer que 150,000, divisés en deux armées. Le prince de Hohenlohe est battu par Napoléon à *Iéna*, et le roi de Prusse par Davoust à *Auerstedt* (14 oct. 1806). Conquête rapide de la Prusse : Napoléon n'y trouve presque pas de résistance. Entrée à Berlin (27 oct.) et proclamation du *blocus continental.* Le duché de Saxe est érigé en royaume par le *traité de Posen* (11 déc.). — Guerre contre la Russie, qui est en même temps occupée d'une guerre contre les Turcs, alliés avec Napoléon. *Bataille d'Eylau* (7 et 8 fév. 1807): les pertes étaient égales des deux côtés; les hostilités restèrent forcément interrompues pendant quatre mois. *A Friedland* (14 juin 1807) Napoléon remporta une victoire complete. Entrevue de Napoléon et d'Alexandre : *paix de Tilsit* (7 juill. 1807), à laquelle la Prusse accéda. Cette dernière puissance dut renoncer à tout ce qu'elle possedait entre l'Elbe et le Rhin, ainsi qu'à ses provinces polonaises. Création du *duché de Varsovie*, cédé au roi de Saxe, et du *royaume de Westphalie*, donné à Jérôme Bonaparte. Napoléon affermit ainsi sa prépondérance sur l'Allemagne. Le Danemark entra dans l'alliance française, par suite du bombardement de Copenhague par les Anglais, et de la confiscation de la flotte danoise.

Guerre en Portugal et en Espagne. — Regne de *Marie-Françoise* (1777-

guerre contre l'Espagne où sa tactique et sa puissance échouèrent contre le sentiment national d'un peuple qui paraissait déchu de son ancienne gloire. Il commença par le Portugal, qui avait refusé de souscrire au blocus continental, et fit occuper ce pays par une armée, qui força la famille royale de se réfugier au Brésil. Il envoya ensuite en *Espagne* cent mille hommes, sous prétexte de renforcer l'armée de Portugal contre les Anglais et de protéger en même temps l'Espagne contre ces derniers. Une révolte étant venue à éclater contre Godoy, le ministre tout-puissant du faible Charles IV, et celui-ci ayant abdiqué en faveur de son fils Ferdinand VII, puis protesté contre son abdication, Napoléon invita les deux princes à se rendre à Bayonne. Là il força Ferdinand VII d'abdiquer à son tour et donna la couronne d'Espagne à son propre frère *Joseph*, qu'il remplaça sur le trône de Naples par *Murat*. L'Espagne tout entière se souleva contre cette trahison. Napoléon, après avoir consolidé son alliance avec la Russie au *congrès d'Erfurt*, réussit d'abord à comprimer l'insurrection et conduisit lui-même son frère Joseph à Madrid. Mais l'intervention des Anglais, qui

---

1816) en Portugal. Dépendance du *Portugal* vis-à-vis de l'Angleterre sous le rapport commercial (voyez p. 291). L'injonction faite par Napoléon au gouvernement portugais de reconnaître le blocus continental, ayant été repoussée, une armée française sous les ordres du maréchal Junot occupa le pays : la famille royale s'embarqua pour le Brésil, et Junot, crée duc d'Abrantès, gouverna le Portugal au nom de Napoléon (l'an 1807). — Charles IV, roi d'Espagne, avait pris part à cette guerre contre le Portugal, et l'armée française, en traversant l'Espagne, s'était emparée de plusieurs points fortifiés dans ce pays. Le comte Godoy, favori de Charles IV, était tout dévoué aux intérêts de la France, mais détesté du peuple espagnol et du prince royal Ferdinand. Ce dernier est accusé, mais sans preuves, d'avoir trempé dans un complot contre la vie de son père (l'an 1807) : il est emprisonné, puis remis en liberté. Le mécontentement augmente. Révolution à Madrid ; Godoy est jeté en prison ; Charles IV abdique en faveur de son fils ; il révoque cette abdication à l'approche d'une armée française commandée par Murat. Napoléon se rend à Bayonne et invite la famille royale d'Espagne à s'y rendre également. *Traité de Bayonne* (5 mai 1808) par lequel Charles IV abdique de nouveau ; Ferdinand cède aux menaces et renonce à ses droits. Napoléon déclare le trône vacant et le donne à son frère *Joseph*. Insurrection à Madrid et dans les provinces. Insurrection en Portugal; une armée anglaise force Junot à capituler dans Lisbonne; Joseph

venaient d'expulser les Français du Portugal, et la *guerre contre l'Autriche*, qui rappela Napoléon de l'Espagne, firent de nouveau éclater l'insurrection. Une junte centrale convoqua les *Cortès* du royaume à *Cadix*, où ils proclamèrent une nouvelle constitution. Malgré les victoires réitérées de Soult et de Marmont, les Français ne parvinrent pas à se rendre maîtres du pays. De nombreuses bandes de *guerrillas*, en se maintenant dans les montagnes, leur faisaient avec succès une guerre de partisans dans laquelle elles prenaient la revanche de leurs propres défaites. Le duc de Wellington, qui commandait l'armée anglaise, seconda les efforts des insurgés et battit les Français dans plusieurs rencontres; après le départ de Soult, que Napoléon venait de rappeler vers la fin de la campagne de Russie, il remporta sur Jourdan la grande victoire de Vittoria, qui fit évacuer l'Espagne par les Français. Wellington acheva la délivrance du pays par la bataille de Toulouse qu'il livra au maréchal Soult et qui rendit à Ferdinand VII le trône d'Espagne.

La troisième guerre contre l'Autriche jusqu'à la paix de Vienne (1809). — L'Autriche n'avait pris aucune

est obligé de quitter Madrid; une *junte centrale* se réunit à Aranjuez et se constitue en gouvernement provisoire (25 sept. 1808). Avant de se rendre lui-même en Espagne, Napoléon demande une entrevue à l'empereur de Russie, dans le but d'empêcher une nouvelle coalition européenne contre la France. *Congrès d'Erfurt*, auquel assistent tous les princes de la Confédération du Rhin; la Prusse et l'Autriche ne s'y font pas représenter. Propositions de paix faites à l'Angleterre : elle refuse d'y accéder, parce que Napoléon ne veut admettre aucune intervention en faveur de l'Espagne. Départ de Napoléon pour l'Espagne : défaite des insurgés espagnols dans toutes les rencontres. Il quitte l'Espagne pour la guerre contre l'Autriche. Prise de *Saragosse* héroïquement défendue par ses habitants (l'an 1809). Victoire de *Talavera* remportée par *Wellington* sur le roi Joseph. Après la paix de Vienne, plusieurs armées françaises sont envoyées en Espagne sous les ordres de Mortier, Soult et Marmont. La Junte centrale se retire de Séville à Cadix : une régence de cinq membres est nommée et convoque les Cortès à Cadix (l'an 1810). Mortier bloque cette ville. Campagne victorieuse de Wellington en Portugal (1810-1811). Il entre en Espagne, prend Badajoz et Salamanque et force les Français à lever le siége de Cadix (l'an 1812); Joseph quitte Madrid; Wellington y entre; il est nommé généralissime de toutes les armées espagnoles. Toutefois il est obligé d'abandonner Madrid, qui est réoccupée par les Français. Rappel du maré-

part à la guerre de Napoléon contre la Prusse et la Russie; mais elle avait fait de grands armements. Quand elle vit l'empereur des Français occupé en Espagne, elle crut le moment favorable pour lui déclarer la guerre. Elle appela donc aux armes les peuples et les princes de l'Allemagne; mais cet appel ne trouva de l'écho que chez le vaillant peuple du Tyrol, mécontent du gouvernement bavarois. Une formidable insurrection y éclata et eut pour chef un simple laboureur, *André Hofer*, qui força les Bavarois d'évacuer le pays. En même temps la grande armée autrichienne, commandée par l'archiduc Charles, envahit la Bavière. Cependant Napoléon, qui avait réuni à son armée les contingents des princes de la confédération du Rhin, vainquit les Autrichiens dans cinq rencontres, prit Landshut et Ratisbonne et entra à Vienne. L'archiduc Charles gagna, il est vrai, la sanglante bataille d'*Aspern;* mais les pertes qu'il y avait éprouvées l'empêchèrent de tirer avantage de sa victoire. Napoléon, dont l'armée venait d'être renforcée par l'armée italienne, commandée par Beauharnais, défit de nouveau les Autrichiens dans la *bataille de Wagram*, une des plus grandes qu'il eût encore livrées. L'em-

---

chal Soult et d'une grande partie de l'armée française après la campagne de Russie (l'an 1813). *Bataille de Vittoria*; Joseph quitte l'Espagne. Napoléon conclut avec Ferdinand le *traité de Valençay* et lui rend la liberté (8 déc. 1813). Les Cortès rejettent le traité parce que le roi n'était pas libre et réclament de celui-ci la reconnaissance de la *constitution de Cadix de* 1812.

CAMPAGNE DE 1809 CONTRE L'AUTRICHE. — L'Autriche, craignant pour elle-même le sort qui avait été fait à la Prusse après la paix de Tilsit, fit un armement général en établissant la *landwehr*. Napoléon réclama à Vienne et demanda le désarmement. L'Autriche refusa et déclara la guerre à la France (15 avril 1809). Elle comptait sur l'irritation provoquée en Allemagne par les derniers actes de Napoléon; mais l'appel adressé au peuple allemand n'eut pas d'effet, parce que les gouvernements de tous les États de l'Allemagne etaient rivés à la politique française. L'Autriche restait donc isolée dans cette nouvelle guerre. « Quelle qu'en ait été l'issue, dit l'historien protestant *Heeren*, l'Autriche a l'incontestable mérite d'avoir soutenu le combat pour la liberté avec plus de persévérance que toutes les autres puissances continentales. » Révolte des Tyroliens contre le gouvernement bavarois: les chefs de l'insurrection étaient *Hofer*, cultivateur et hôtelier à Passeyer, *Speckbacher* et le marquis de *Chasteler*, qui alla se joindre aux insurgés avec un corps de troupes régulières Les Bavarois et les Français

pereur d'Autriche dut alors acheter la paix par d'immenses sacrifices ; elle fut signée à *Vienne :* l'Autriche perdit le pays de Salzbourg, toute la côte orientale de l'Illyrie, ainsi que le Tyrol, où l'insurrection avait été écrasée par une armée de cinquante mille hommes. André Hofer, fait prisonnier, fut fusillé à Mantoue. L'Autriche paya en outre quatre-vingt cinq millions de francs comme indemnité de guerre.

GRANDEUR ET APOGÉE DE L'EMPIRE (1810-1812). — Les succès et la gloire, qui éblouissent si facilement les esprits médiocres, entrainent souvent même les âmes les plus fortement trempées. Napoléon arrivé au faite de sa grandeur ne sut pas résister à cette puissante séduction et prépara sa propre perte en s'exagérant outre mesure sa puissance. Après avoir enlevé au Saint-Siége une grande partie de ses provinces, il décréta à Vienne la suppression du pouvoir temporel du Pape et la réunion des Etats-Romains à l'empire, parce que *Pie VII* s'était refusé à fermer aux Anglais les ports de ses Etats. Le pontife fut fait prisonnier à Rome par ordre de l'empereur, conduit comme tel à Savone et transféré plus tard à Fontainebleau.

---

attaqués dans les gorges et les vallées étroites par les braves paysans, sont obligés d'évacuer le Tyrol. Les troupes autrichiennes sont rappelées (19 mai 1809). Défense héroïque du pays par les insurgés pendant cinq mois : ils sont écrasés sous le nombre après la bataille de Wagram. Hofer est fait prisonnier et mis à mort malgré l'amnistie promise aux insurgés (5 fév. 1819). — Cependant trois armées autrichiennes avaient été mises sur pied : la première, sous le commandement de l'archiduc *Charles*, envahit la Bavière ; la seconde, sous les ordres de l'archiduc *Jean*, entra en Italie ; la troisième, commandée par l'archiduc *Ferdinand*, marcha sur Varsovie. Marche rapide de Napoléon, à la tête d'une armée composée en grande partie de troupes allemandes. Combats de *Landshut* et d'*Abensberg ;* bataille d'*Eckmühl* et retraite de l'archiduc Charles en Bohême. Prise de Ratisbonne et de Linz. Rencontre à *Ebersberg* et entrée de Napoléon à *Vienne*. L'archiduc Jean se retire d'Italie en Hongrie. L'Archiduc Ferdinand abandonne Varsovie. Bataille d'*Aspern*, et d'*Essling* (22 et 23 mai 1809) : les Autrichiens restent maîtres du champ de bataille. Napoléon, dont l'armée est renforcée par l'armée italienne, gagne la bataille meurtrière de *Wagram* (5 et 6 juill.) : retraite des Autrichiens sur Znaym. Armistice et, trois mois plus tard, conclusion de la *paix de Vienne* (14 oct. 1809). Enormes sacrifices imposés à l'Autriche, qui perd trois millions et demi d'habitants.

ABOLITION DE LA SOUVERAINETÉ TEMPORELLE DU SAINT-SIÈGE. — Empiètements

Rien ne put ébranler le noble vieillard, qui avait lancé l'excommunication contre les ennemis de l'Eglise. Napoléon essaya de substituer l'institution canonique des évêques par les métropolitains à celle qui doit être donnée par le Saint-Siége. Il convoqua, à cet effet, les cardinaux et évêques de France à un concile à Paris; mais il ne réussit pas à les plier à ses volontés. Plus tard, après la campagne de Russie, il voulut faire passer un nouveau concordat, contre lequel le pape dut protester. — Napoléon froissa en même temps les sentiments nationaux de la France, et éloigna de lui une partie de ses partisans, en faisant prononcer son divorce avec Joséphine et en épousant Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Son frère *Louis*, roi de Hollande, ne voulant pas sacrifier les intérêts commerciaux de son royaume en rompant entièrement avec l'Angleterre, abdiqua en faveur de son fils. Napoléon annula cette disposition et réunit la Hollande à l'empire. Quelques mois après, il y incorpora également tout le nord de l'Allemagne jusqu'aux bouches de l'Elbe. L'empire français s'étendait alors depuis la Baltique jusqu'aux frontières de Naples; l'Europe presque tout entière était aux

---

de Napoléon sur les droits du Saint-Siége, en vertu des articles organiques ajoutés arbitrairement au Concordat. Pie VII résiste et refuse d'exécuter les ordres de l'empereur relativement à sa politique contre l'Angleterre. Occupation militaire de la ville de Rome par le général Miollis (l'an 1808). Napoléon veut imposer au Pape la reconnaissance du blocus continental. Pie VII s'y refuse comme à un acte incompatible avec les devoirs que lui impose sa dignité de chef de l'Eglise. Les provinces d'Ancône, de Macerata et d'Urbino sont incorporées à l'empire. Nouvelles violences de l'empereur, emprisonnement des cardinaux, désarmement des troupes pontificales. Fermeté du Pape. Décret de Vienne, par lequel la souveraineté temporelle du Saint-Siége est abolie (l'an 1809). Bref d'excommunication contre tous ceux qui ont pris part à cet acte; l'empereur n'y est pas désigné nominalement. Arrestation du Pape: il est conduit à *Savone*, où il vit d'aumônes pendant trois ans. Il refuse d'accorder aux métropolitains, sur la demande de l'empereur, le droit d'instituer canoniquement les évêques: cette concession aurait rompu le lien qui unit hiérarchiquement l'épiscopat au Saint-Siége. L'empereur convoque à Paris un concile national des cardinaux et évêques de France, sous la présidence du cardinal Fesch, archevêque de Lyon et oncle de l'empereur (l'an 1811). Le concile proteste de son obéissance au Pape et se refuse à toute résolution contraire à l'autorité pontificale. Après avoir vainement essayé les menaces et les promesses pour

pieds du puissant empereur, dont les frères et parents régnaient en Espagne, en Westphalie, à Naples et en Suède; dans ce dernier pays le roi Charles XIII avait adopté le maréchal *Bernadotte*, beau-frère du roi d'Espagne Joseph, et l'avait déclaré héritier du trône. L'Angleterre seule soutenait la lutte contre Napoléon et prêtait le secours de son argent et de ses troupes au peuple espagnol, qui défendait vaillamment sa nationalité contre l'occupation française.

Campagne de russie (1812). — Cependant le moment de la chute du grand colosse approchait. Le commerce de la Russie souffrait beaucoup du blocus continental; d'autre part, l'agrandissement du duché de Varsovie faisait craindre au czar le rétablissement du royaume de Pologne; en outre Napoléon venait de réunir à l'empire le duché d'Oldenbourg, dont le souverain était proche parent de la maison impériale de Russie. C'étaient là autant de griefs pour l'empereur Alexandre contre Napoléon. La guerre éclata lorsque la Russie eut rouvert ses ports à l'Angleterre. Napoléon entra en campagne avec une formidable armée, qui s'élevait à cinq cent mille hommes en y com-

---

fléchir la résistance des prélats, l'empereur dissout l'assemblée. Le Pape est transporté malade et presque mourant de Savone à *Fontainebleau* (l'an 1812). L'empereur négocie alors directement avec lui. Ils arrêtent ensemble onze articles préliminaires à un nouveau concordat. Napoléon les fait publier sous le nom de *Concordat de Fontainebleau* (l'an 1813), malgré la promesse formelle qu'il a faite d'en attendre la conclusion définitive. Protestation du Pape, qui révoque les articles préliminaires. « Celui qui avait tout vaincu ne pouvait vaincre ce vieillard; car l'Eglise aussi devait avoir son martyr; et qui en était plus digne que son chef! » (Heeren). — Divorce de Napoléon avec *Joséphine* et son mariage avec *Marie-Louise* (l'an 1810): le désir d'avoir un héritier pour sa couronne et de s'allier avec une des plus anciennes dynasties de l'Europe en furent les principaux motifs. Naissance d'un prince, qui reçoit le titre de *roi de Rome* (l'an 1811). — Différends de Napoléon avec son frère *Louis*, roi de Hollande, qui abdique en faveur de son fils. Incorporation de la Hollande à l'empire. Le roi Louis se réfugie en Autriche; *Lucien*, son frère, se retire en Angleterre. Incorporation de tout le nord de l'Allemagne dans l'empire, qui prend une immense étendue et compte 130 départements. Perte des colonies françaises et hollandaises en Amérique et dans l'Inde: elles sont conquises par les Anglais. Domination de l'Angleterre sur mer; anéantissement du commerce maritime de la France et de tout le continent européen.

prenant les contingents de l'Autriche et de la Prusse. Il séjourna quelques semaines en Pologne; mais il mécontenta cette nation, en différant le rétablissement du royaume. Ensuite il pénétra dans la Russie et marcha sur Moscou, sans rencontrer d'abord aucune résistance, ni d'autres difficultés que celles du manque de vivres, de routes impraticables, et les maladies, suite des fatigues de la marche. Les deux grandes victoires de ***Smolensk*** et de la ***Moscova***, qu'il dut acheter par d'énormes sacrifices, lui ouvrirent les portes de ***Moscou;*** mais il trouva la ville déserte. Un effroyable incendie, allumé peut-être par les Russes eux-mêmes, et qui dura six jours, la consuma presque entièrement. Après avoir perdu cinq semaines en négociations avec l'empereur de Russie, Napoléon se décida à la retraite. Elle fut désastreuse, l'armée ayant à traverser, au milieu d'un hiver rigoureux des contrées dépeuplées et désertes. Des cent mille hommes qu'il comptait encore en quittant Moscou, trente mille seulement arrivèrent jusqu'à la ***Bérézina***, et presque tous périrent au passage de ce fleuve. La grande armée était détruite; le retour de ses faibles débris fut devancé par Napoléon, qui arriva seul à Paris.

CAMPAGNE DE RUSSIE (1812). — Irritation générale contre la prépondérance française. Elle éclate d'abord en Russie. Parmi les griefs de l'empereur Alexandre on peut ranger la *guerre de la Turquie contre la Russie* (1809-1812), la première de ces puissances était secrètement excitée par Napoléon. *Paix de Bucharest*, qui rétablit les anciennes relations entre la Turquie et la Russie, et fixe le Danube comme limite des deux empires. Avant d'entreprendre la guerre contre la Russie, Napoléon conclut des alliances défensives et offensives avec l'Autriche et la Prusse (l'an 1812), qui s'engagent à fournir des contingents et à approvisionner l'armée. Alliance de la Russie avec l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal. Immense armée de Napoléon. Séjour en Pologne. *Passage du Niémen* (25 juin 1812) et prise de *Wilna*. Système défensif des Russes: ils évitent de livrer des batailles rangées et se contentent de harceler l'armée française. Prise et destruction de *Smolensk* après un combat meurtrier. Kutusow reçoit le commandement en chef de l'armée russe et livre la grande bataille *sur la Moscova* près de Borodino (7 sept. 1812). Retraite de l'armée russe derrière Moscou; entrée de Napoléon dans cette ville (15 sept.). Il la trouve déserte et prend le Kremlin pour résidence. *Incendie de Moscou*, probablement ordonné par l'ancien gouverneur Rostopschin. Négociations : Napoléon offre un armistice qui est refusé par Kutusow. Commencement de la retraite (19 octobre). Arrivée à Smolensk. Froid horrible et manque de vivres. Poursuites et attaques con-

La dernière guerre. chute de l'empire (1813-1814). — La domination française pesait lourdement sur l'Allemagne et provoquait chez le peuple un mécontentement général. Le sentiment national se ranima partout à la nouvelle de l'immense désastre de la campagne de Russie. Aussi l'appel aux armes adressé par le roi de Prusse au peuple trouva-t-il un écho sympathique; toute la jeunesse alla se ranger sous les drapeaux de l'indépendance. La Prusse entra dès lors dans la coalition de la Russie et de l'Angleterre contre la France; la Suède vint également s'y joindre. Les alliés mirent sur pied deux armées : l'une, sous le commandement de *Blucher*, s'avança de la Silésie dans la Saxe; la seconde, commandée par le général russe *Wittgenstein*, prit position près de Berlin. Napoléon, ayant levé une nouvelle armée, arriva à Leipzig et battit les alliés près de *Lutzen*. Puis il réunit ses troupes à celles du roi de Saxe et remporta une seconde victoire à *Bautzen*. Un armistice fut conclu, et un congrès se réunit à *Prague*, mais sans aboutir à un résultat. L'Autriche s'étant enfin déclarée pour les ennemis de la France, les alliés marchèrent sur Dresde, où ils furent défaits par Napoléon.

---

tinuelles des Russes. Héroïque résistance de l'arrière-garde commandée par le maréchal *Ney*. Passage de la Bérézina. Napoléon quitte l'armée et retourne à Paris.

Campagne de 1813 en allemagne. — Grande impression produite en Allemagne par la nouvelle de la destruction de l'armé française en Russie. L'armée russe, sous le commandement de Kutusow, accompagné de l'empereur Alexandre, entre sur le territoire prussien : le général York, commandant du contingent prussien de l'armée française, passe du côté des Russes. Ceux-ci entrent à Berlin (11 mars 1813). Proclamation du roi de Prusse, datée de Breslau et appelant le peuple aux armes (17 mars). Il réunit une armée de 100,000 hommes. Nouvelle coalition contre la France : l'Angleterre promet des subsides. Grands armements de Napoléon ; il lève une armée de 250,000 hommes, composée presque exclusivement de jeunes soldats n'ayant pas encore servi. Il arrive rapidement en Saxe. *Bataille de Lutzen* (2 mai); entrée de Napoléon à *Dresde* : il force le roi de Saxe à conclure une alliance étroite avec lui. *Bataille de Bautzen* (20 mai). Les alliés se replient vers la Silésie. Conclusion d'un armistice (5 juin-10 août). Négociations de Napoléon avec l'*Autriche*, qui finit par l'abandonner et par entrer dans la coalition. Armements des alliés : ils mettent sous les armes 600,000 hommes, divisés en trois armées : la grande armée, sous le commandement de *Schwarzenberg*, en Bohême ; celle de Silésie, sous les ordres



Cependant cette victoire ne fut pas décisive; les défaites d'Oudinot à *Grosbeeren*, de Macdonald à *Wahsltadt* en Silésie, et de Vandamme à *Culm* en Bohême, forcèrent Napoléon à concentrer son armée près de *Leipzig*, pour empêcher les alliés de lui couper la retraite. Là fut livrée une grande bataille qui dura trois jours : le contingent saxon décida de l'issue en faveur des alliés, en passant de leur côté. L'armée française se replia vers le Rhin et le repassa, après avoir défait, près de Hanau, l'armée bavaroise, qui avait également fait défection. La bataille de Leipzig fut suivie de la dissolution de la Confédération du Rhin et de la suppression du royaume de Westphalie. La Hollande reprit son indépendance sous la dynastie héréditaire de la famille d'Orange. Murat lui-même entra dans la coalition contre la France. La Suède profita de ces circonstances pour forcer le Danemark à lui céder la Norwége. — Les alliés envahirent alors la France par tous les côtés à la fois. *Schwarzenberg*, à la tête de l'armée principale, entra par Bâle; *Blucher* passa le Rhin près de Coblentz, et *Bulow* se porta de la Hollande en Belgique; pendant que Wellington passait les Pyrénées et marchait

---

de *Blucher*, et l'armée du Nord, sous ceux de *Bernadotte* Napoléon avait à peine 400,000 hommes à leur opposer. Dernière grande victoire de Napoléon en Allemagne sous les murs de *Dresde* (27 août); mort de Moreau, qui était revenu d'Amérique et qui se trouvait dans le camp des alliés. Défaite des corps d'armée français dans diverses rencontres. Pour ne pas se voir couper la retraite, Napoléon est obligé de livrer la *bataille de Leipzig* (16, 18 et 19 oct. 1813). Retraite de Napoléon; *bataille de Hanau* contre l'armée bavaroise, qui essaie de barrer la route aux Français. Napoléon ramène en France 70,000 hommes. Grande coalition européenne contre Napoléon. Murat lui-même y entre pour conserver le trône de Naples. Soulèvement de toute l'Allemagne pour la guerre de l'indépendance. La Hollande se soulève également à l'approche des alliés : une insurrection éclate à Amsterdam et ouvre les portes de la ville à une armée prussienne commandée par Bulow (15 nov. 1813). *Le prince d'Orange* est rappelé et proclamé roi de Hollande (1er déc.). Evacuation de la Hollande par les Français. Progrès de Wellington en *Espagne* : il force le maréchal Soult à quitter le pays; les Français ne conservent que la ville de Barcelone.

Campagne de 1814. *Invasion de la France par les alliés. Chute de Napoléon.* — Nouveaux armements de la France. Le Sénat accorde une levée de 300,000 hommes, opposition du Corps-Législatif, qui est dissous par Napoléon. Invasion de la France par les alliés, de quatre côtés à la fois : la grande armée,

sur Bordeaux. Le génie militaire de Napoléon se montra alors dans toute sa force. Il fit d'abord face à tous ses ennemis, attaqua tour à tour Schwarzenberg et Blucher, qu'il força plus d'une fois à reculer après des combats meurtriers. Cependant toute résistance finit par devenir inutile. Après les batailles de *Laon* et d'*Arcis-sur-Aube*, les deux armées de Schwarzenberg et de Blucher firent leur jonction et marchèrent sur Paris. Napoléon se porta sur leurs derrières pour leur couper la retraite, espérant arrêter ainsi leur marche. Mais les alliés, qui savaient qu'à Paris un parti puissant était hostile à Napoléon, ne se laissèrent pas détourner de leur projet. Ils battirent Marmont et Mortier à la Fère-Champenoise, prirent d'assaut les hauteurs de Montmartre et entrèrent dans Paris. Le *sénat* présidé par Talleyrand prononça la déchéance de Napoléon et de sa famille. L'empereur abdiqua alors à Fontainebleau et reçut comme principauté l'*île d'Elbe*, dont la possession lui fut garantie par les alliés. *Louis XVIII* remonta sur le trône de ses ancêtres et rétablit la royauté sur les ruines de l'empire.

---

commandée par *Schwarzenberg*, entre par l'Alsace : *Blucher* passe le Rhin à Coblentz; Bulow pénètre dans la Belgique, et *Wellington* s'avance jusqu'à la Garonne. Efforts désespérés de Napoléon. Il attaque Blucher et le défait à *Saint-Dizier* et à *Brienne*. Victoire de Blucher à *La Rothière* (1er fév. 1814); il marche sur Paris en longeant la Marne. Victoire de Napoléon à *Montmirail* (11 fév.). *Congrès de Chatillon* : les alliés offrent la paix à Napoléon, en lui laissant la France avec les frontières du Rhin, des Alpes et des Pyrénées; il rejette cette offre. Conclusion de la Quadruple-Alliance, à *Chaumont*, pour vingt ans entre l'Autriche, la Prusse, la Russie et l'Angleterre (1er mai). Victoire de Blucher à *Laon* (10 mars) et jonction de son armée avec celle de Schwarzenberg. Bataille d'*Arcis-sur-l'Aube* (23 mars). Les alliés marchent sur Paris. Napoléon conçoit le plan hardi d'opérer une diversion en soulevant le peuple des campagnes et en coupant la retraite aux ennemis : il espère les voir renoncer au projet de marcher sur la capitale. Mais son appel aux armes ne trouve pas d'écho dans les populations, qui ont trop souffert de la guerre; les alliés, de leur côté, ne se laissent pas arrêter. Combat sous les murs de Paris et prise de Montmartre. La ville se rend par capitulation : entrée des alliés (31 mars) ayant à leur tête l'empereur de Russie, le roi de Prusse et Schwarzenberg. Napoléon abdique en faveur de son fils; mais le Sénat prononce sa déchéance et celle de sa famille : on lui laisse l'île d'Elbe en pleine souveraineté avec une pension annuelle de deux millions (11 avril). *Louis XVIII* revient de l'Angleterre

VI. — LE CONGRÈS DE VIENNE ET LES CENT-JOURS. (1814-1815)

La première paix de Paris. — Louis XVIII conclut avec les alliés la paix à des conditions favorables : la France fut renfermée dans les limites qu'elle avait eues en 1792 ; on lui laissa toutefois Avignon et le Venaissin, une partie de la Savoie et plusieurs districts du côté du Rhin et de la Belgique ; l'Angleterre restitua les colonies françaises, et les alliés renoncèrent à toute indemnité pour les frais de la guerre. Louis XVIII remplaça le gouvernement absolu de l'empire par une constitution libérale, modelée sur celle de l'Angleterre et attribuant à la nation une large part d'influence dans les affaires publiques. La chute de Napoléon rendit à Pie VII son trône. Le vénérable pontife avait été reconduit à Savone après le retour de Napoléon de la campagne de Russie, et il y était resté jusqu'à l'abdication de l'empereur. Rendu alors à la liberté, il retourna à Rome et y fut reçu en triomphe. — Vers la même époque, *Ferdinand VII* rentra à Madrid, et *Victor-*

---

et fait son entrée à Paris (4 mai). Fin de l'empire, qui avait duré dix ans (1804-1814), et rétablissement de la dynastie des Bourbons sur le trône de France : l'exil de cette dynastie avait duré vingt-trois ans.

VI. Première paix de Paris (30 mai 1814). — En voici les principales stipulations : 1° La France conserve en général, avec un agrandissement à l'est, ses frontières telles qu'elles étaient le 1 Janv. 1792. 2° Elle reconnait l'indépendance du royaume des Pays-Bas et de tous les Etats de l'Allemagne, lesquels seront réunis en confédération. 3° La France rentre en possession de toutes ses colonies, excepté Tabago, Sainte-Lucie et l'Ile de France, à la condition de ne pas fortifier les villes qu'elle possède dans l'Inde. 4° Le Portugal restitue la Guyane française. 5° L'Angleterre conserve Malte. 6° Les alliés renoncent à tout ce qu'ils auraient à réclamer pour les fournitures et les sommes payées à la France pendant la guerre. 7° La France promet d'abolir, dans l'espace de cinq ans, la traite des Noirs. — Louis XVIII rejeta la constitution élaborée à la hâte par le gouvernement provisoire et la remplaça par une autre, instituant *deux Chambres* : celle des *Pairs* et celle des *Députés*, qui devaient partager avec le roi le pouvoir législatif ; l'administration était confiée à un ministère responsable. — Rétablissement du trône pontifical à Rome. Pie VII avait été renvoyé de Fontainebleau à Savone, et après l'invasion des alliés en France. Napoléon avait donné ordre de le mettre en liberté (l'an 1814). Après l'abdication de l'empereur, il retourna à Rome et y fit son entrée solennelle (24 mai 1814). Le Congrès de Vienne

Emmanuel I à Turin. Partout les peuples retournèrent avec joie sous le sceptre de leurs anciens souverains, après avoir subi le joug d'un gouvernement étranger; aussi il y avait partout des ruines à relever, et la prospérité de la plupart des États se trouvait détruite pour longtemps.

Le congrès de Vienne. (1er novembre 1814 — 9 juin 1815). — Les guerres de Napoléon avaient bouleversé toute l'Europe et profondément altéré l'équilibre général. Après la chute de l'empire, les diverses puissances se réunirent au *Congrès de Vienne* pour arrêter la nouvelle organisation politique du monde. Jamais assemblée de ce genre n'avait eu une mission plus importante et plus difficile à remplir; car c'était d'elle que dépendaient le maintien de la paix européenne et en partie le sort de la civilisation moderne. Malheureusement les intérêts dynastiques y eurent la prépondérance, et on leur sacrifia en bien des points les intérêts des peuples, ainsi que les droits les mieux établis : la sécularisation de tous les anciens territoires ecclésiastiques, le maintien du partage de la Pologne, le démembrement du royaume de Saxe, dont la moitié fut incorporée à la Prusse, la réunion de la Belgique à la

---

le remit en possession de tous ses Etats. — Captivité de *Ferdinand VII* à Valençay (1808-1814); il est mis en liberté pendant les dernières luttes de Napoleon contre les alliés (13 mars 1814). Il rentre à Madrid (14 mai). Il refuse de sanctionner la *constitution de Cadix*, élaborée par les Cortès. Ce refus occasionna plus tard une nouvelle révolution en Espagne. — Le roi de *Piémont*, *Victor-Emmanuel* (1802-1821), s'était retiré dans l'île de Sardaigne depuis l'incorporation du Piémont à la France (voyez p. 372) : il rentre à Turin (mai 1814).

Le congrès de Vienne est un des faits les plus marquants de l'histoire, *d'abord* parce que toutes les puissances européennes s'y trouvaient représentées, *ensuite* parce que cette assemblée etait appelée à réorganiser l'état politique de l'Europe, *enfin* parce que les résolutions prises à Vienne ont inauguré le droit public qui est resté en vigueur jusqu'aux temps les plus récents. Il y avait d'immenses difficultés à vaincre parce que l'etat politique de l'Europe avait été complètement bouleversé par les guerres et les conquêtes de Napoléon, de sorte qu'il n'était guère possible de le reconstituer tel qu'il avait été auparavant. Mais on commit la faute grave de ne pas tenir compte du principe des nationalités, qui furent sacrifiés à un équilibre factice basé sur le nombre des habitants et sur l'étendue géographique, réclamés par les principales parties contractantes. C'était consacrer le principe révolutionnaire, qui repose sur la force brutale et arbitraire en

Hollande sous le sceptre du roi Guillaume; voilà quelques-uns des nombreux actes du Congrès de Vienne qui méritent d'être sévèrement blâmés, parce qu'ils donnaient lieu, pour la suite, à de graves complications politiques. — Voici comment le Congrès divisa l'Europe entre les différents Etats. La Russie eut la plus grande partie du duché de Varsovie constitué en royaume de Pologne; elle conserva en outre la Finlande, conquise sur la Suède pendant les guerres. La Prusse obtint le duché de Posen avec la ville de Dantzig, et toute la partie suédoise de la Poméranie, en outre la province de Saxe, formée de la moitié du royaume de Saxe, la Westphalie et les provinces rhénanes, enfin la principauté de Neuchâtel qui continua pourtant à faire partie de la confédération helvétique. L'*Autriche* céda la Belgique, qui fut réunie à la Hollande pour former le nouveau *royaume des Pays-Bas;* elle obtint en compensation la Lombardie et la Vénétie; la Bavière lui rendit en outre le Tyrol et le pays de Salzbourg. L'*Angleterre* conserva Malte, Helgoland, une partie des colonies qu'elle avait conquises, le royaume de Hanovre et le protectorat sur la république des îles Ioniennes. Le *Danemark* céda à la

---

opposition avec l'ordre naturel des choses, né des circonstances et consacré par le temps. Ainsi on sépara des populations qui avaient formé une seule nation, et on réunit sous un même sceptre et sous un même gouvernement des nations opposées entre elles par le caractère, les mœurs et les intérêts. Le Congrès de Vienne ne respecta pas non plus les droits de l'Eglise et ne tint pas compte des convictions religieuses des peuples; il ratifia la sécularisation de tous les Etats ecclésiastiques et soumit des populations entièrement catholiques à des gouvernements protestants, sans même stipuler des garanties en faveur de leur liberté religieuse. La protestation du cardinal *Consalvi*, délégué du Pape à Vienne, contre les décisions du Congrès, était donc parfaitement motivée. — Le Congrès de Vienne se composait de cinq grandes puissances: l'*Angleterre*, la *France*, la *Russie*, l'*Autriche* et la *Prusse*, et de trois puissances de second ordre: l'*Espagne*, le *Portugal* et la *Suède*. Ces huit Etats étaient les parties contractantes du traité; les autres n'eurent qu'une voix secondaire et furent obligés de ratifier les décisions prises. — La jalousie de l'Autriche et de la Prusse, et la souveraineté dont avaient joui un grand nombre de petits Etats en Allemagne depuis l'établissement de la confédération du Rhin, furent cause que l'*empire d'Allemagne* ne fut pas reconstitué, mais remplacé par la *Confédération germanique*. Celle-ci fut composée de trente-neuf Etats souverains, qui étaient d'abord l'Autriche et la Prusse, ensuite les quatre royaumes de Bavière, Saxe, Ha-

Suède la Norwége, qui reçut une constitution libérale et une administration à part, et il obtint les duchés de Holstein et de Lauenbourg. L'*Allemagne* fut constituée en une *confédération* de trente-neuf Etats souverains, représentés dans une diète permanente qui devait siéger à Francfort. Le nombre des cantons de la *Suisse* fut porté à vingt-deux, et elle reprit son ancienne constitution fédérale. En Italie, les dynasties détrônées par Napoléon rentrèrent dans leurs Etats : le *duché de Parme* fut donné à l'impératrice Marie-Louise, et la république de *Gênes* incorporée dans le royaume de Piémont. — Les travaux paisibles du Congrès de Vienne furent subitement interrompus par la nouvelle du retour de Napoléon en France.

Les cent-jours (20 mars — 22 juin 1815). La nation française et surtout l'armée avaient été humiliées par l'invasion étrangère. Il en était résulté contre Louis XVIII un mécontentement qu'il augmenta encore par les faveurs qu'il dut accorder aux émigrés rentrés en France avec lui. Napoléon, de son côté, put facilement entretenir des relations avec ses nombreux partisans, qui ne s'étaient ralliés qu'à contre-cœur à la dynastie des Bourbons. Son retour

---

novre et Wurtemberg, plusieurs grands duchés et principautés, enfin les quatre villes libres de Francfort, Hambourg, Lubeck et Brême. Le siége de la diète fédérale était fixé à *Francfort*. Elle ne comptait toutefois que dix-sept voix, parce que plusieurs petits Etats n'avaient qu'une voix collective. Les attributions de la diète étaient très-restreintes par égard pour la souveraineté des Etats. L'Autriche avait la présidence. L'Allemagne cessa ainsi de compter au nombre des grandes puissances européennes. — La *Saxe* et le *Danemark*, qui étaient restés le plus longtemps fideles à l'alliance française, subirent les pertes les plus sensibles : la plus grande moitie de la Saxe fut incorporée à la Prusse ; le Danemark perdit la *Norwége*, qui fut donnée à la Suede ; toutefois la résistance que cette décision rencontra en Norwége valut à ce pays une constitution libérale. Le duché de Holstein, cédé au Danemark, qui devint par là membre de la confédération germanique, n'était qu'une bien faible compensation pour la perte de la Norwége La *Prusse* obtint de vastes provinces, mais leur situation géographique et la divergence de mœurs, de traditions et de religion qui existait entre elles, diminuaient l'importance de ces acquisitions territoriales et constituaient un obstacle à la consolidation de ce royaume. L'*Autriche* reçut, en échange de la Belgique, la Lombardie et le territoire de l'ancienne republique de Venise ; mais ces acquisitions devaient entraîner cette puissance dans toutes les complications italiennes, tandis que, d'un autre côté,

étant préparé, il aborda subitement à *Cannes* dans le département du Var, avec un millier de ses vétérans, et se dirigea sur Paris. Toutes les troupes qu'il rencontra sur sa route se rallièrent à lui. *Ney* lui-même, envoyé contre lui à la tête d'une armée, céda à son attachement pour son ancien maître et se rangea sous ses drapeaux. A son approche, Louis XVIII s'enfuit de Paris et se retira à Gand. Entré en triomphe dans la capitale, Napoléon se mit à négocier avec l'Autriche et la Russie; mais ses avances furent repoussées. Une déclaration du Congrès de Vienne le mit au ban des nations, et toutes les puissances s'engagèrent à agir d'un commun accord contre lui. Il ne lui restait donc d'autre parti que la guerre. Il résolut d'attaquer les armées anglaise et prussienne, qui étaient encore cantonnées en Belgique. Il partit à la tête d'une armée réunie à la hâte. Il vainquit les Prussiens à *Ligny* et força Blucher à se replier sur Wavre, pendant que le maréchal Ney livrait aux Anglais le combat indécis de *Quatre-Bras*. Puis il alla attaquer Wellington, qui avait pris position à *Waterloo*. Cette bataille décida du sort de Napoléon et du monde. Au moment où les lignes anglaises,

---

la possession de la Galicie lui préparait d'inévitables difficultés, suite du partage de la Pologne. Les guerres contre Napoléon avaient occasionné d'énormes sacrifices pécuniaires à l'*Angleterre;* mais cette puissance en avait retiré des avantages considérables: la marine anglaise dominait seule sur toutes les mers et le grand commerce maritime était devenu le monopole de l'Angleterre. La *France*, épuisée par la révolution et par les guerres, ne pouvait lutter contre la prépondérance politique de sa rivale; il fallait toute l'activité de la nation française pour guérir les plaies profondes que la révolution avait faites au pays. La *Russie* n'obtint pas d'agrandissement territorial au Congrès de Vienne, mais la part qu'elle avait prise à la guerre et la gloire d'avoir brisé la puissance de Napoléon, lui assurèrent une grande influence dans les affaires politiques de l'Europe. Rétablissement de l'ancienne *confédération helvétique:* trois nouveaux cantons furent ajoutés aux dix-neuf anciens. Chaque canton était souverain; l'*assemblée fédérale* se réunissait tour à tour dans une des trois villes de Zurich, Lucerne et Berne, et s'occupait des affaires communes de la confédération; en cas de guerre, chaque canton était tenu de fournir un contingent en troupes et en argent. — Telles étaient les principales stipulations du congrès de Vienne.

Retour de Napoléon de l'île d'Elbe : les cent jours. — Les regrets que l'empire avait laissés en France et surtout dans l'armée, l'attachement d'un

malgré une résistance héroïque, allaient être écrasées par l'attaque impétueuse des Français, Blucher arriva sur le champ de bataille avec l'armée prussienne. Rompue par l'attaque des Prussiens, l'armée française se débanda, à l'exception de la vieille garde, qui refusa de se rendre et préféra la mort à une fuite honteuse. Napoléon retourna à Paris et abdiqua en faveur de son fils. Pour ne pas tomber entre les mains des alliés qui approchaient et qui entrèrent une seconde fois dans Paris, il se rendit à Rochefort et voulut s'embarquer pour l'Amérique. Mais trouvant le port bloqué par les Anglais, il déclara qu'il voulait se confier à l'hospitalité anglaise. Il fut transporté à l'île de *Sainte-Hélène*. C'est sur ce rocher solitaire que l'ancien maître du monde termina ses jours après une captivité de six ans. Toutefois, avant de mourir, il chercha dans les consolations de la religion la force et le courage de paraître devant le redoutable tribunal de Dieu dont il avait accompli, sans le savoir, les impénétrables desseins. — Louis XVIII revint à Paris après le départ de Napoléon. La *seconde paix de Paris* conclue avec les alliés, priva la France des avantages que lui avait accordés la *première* et lui imposa des conditions onéreuses.

---

grand nombre de hauts fonctionnaires à la personne de l'Empereur, les faveurs accordées par Louis XVIII aux émigrés ; telles sont les principales causes qui favorisèrent le projet de Napoléon. Il trompe la vigilance du consul anglais chargé de surveiller ses démarches et s'embarque avec quelques vétérans sur deux petits navires (26 février 1815). Il débarque à *Cannes* (1 mars) et marche sur Paris, en adressant des proclamations au peuple français. Son entrée à Grenoble et à Lyon ; il est partout accueilli comme empereur. Le maréchal *Ney* est envoyé contre lui ; mais il donne l'exemple de la défection à son armée, qui acclame l'Empereur. Louis XVIII est obligé de quitter Paris; Napoléon y entre (20 mars) au milieu de l'enthousiasme général du peuple. Manifeste du Congres de Vienne par lequel Napoléon est mis hors la loi (13 mars) : l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse concluent une nouvelle alliance et s'engagent à se refuser à toute négociation avec lui (25 mars). Napoléon ordonne une levée en masse et se fait prêter par l'armée et le peuple réunis au Champ-de-Mars le serment de fidélité : on appela cette cérémonie le *Champ-de-Mai* (1 juin). Il parvient à mettre sur pied une armée de 170,000 hommes, et entre en Belgique (15 juin) avant que l'armée prussienne, sous les ordres de Blucher, ait fait sa jonction avec l'armée anglaise commandée par

CHAPITRE XV.

L'EUROPE JUSQU'EN 1830.

I. — L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE. (1815-1830).

La sainte-alliance et le congrès d'Aix-la-Chapelle (1818). — Dans le but d'asseoir sur des bases solides le nouvel ordre de choses créé par le Congrès de Vienne, les trois souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse se réunirent et conclurent la *sainte-alliance*, par laquelle ils s'engageaient à gouverner d'après des principes chrétiens et à se prêter mutuellement secours et assistance, tant contre les agressions étrangères que contre les révoltes intérieures. Ils invitèrent tous les Etats chrétiens à y entrer. Mais les principes qui devaient en former la base n'étaient que vaguement énoncés, et d'ailleurs les parties contractantes n'avaient stipulé aucune garantie en faveur de l'indépendance de l'Eglise ; aussi aucune autre puissance n'adhéra à ce traité, qui demeura une convention purement personnelle entre les trois monarques signataires. —

Wellington. Batailles de *Ligny* et de *Quatre-Bras* (16 et 17 juin). Bataille de *Waterloo* ou de *Belle-Alliance* (18 juin). Seconde abdication de Napoléon (22 juin) : il se livre aux Anglais ; il est conduit à Salute-Hélène où il arrive le 18 octobre. Sa mort chrétienne (5 mai 1821). Rentrée de Louis XVIII à Paris (9 juillet 1815) et *seconde paix de Paris* (20 novembre) : 1° On retranche à la France l'agrandissement accordé par le premier traité (voyez p. 393). 2° Les alliés laissent pour cinq ans en France une armée de 150,000 hommes, qui doit être entretenue à ses frais et occuper les principales places fortes. 3° La France doit payer en outre 700 millions pour les frais de la guerre et rendre les chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture enlevés par Napoléon dans les divers pays.

Développements. — *A consulter* : Les ouvrages cités page 343, surtout ceux de Léo et de Wachsmuth. Pauli, *Histoire de l'Angleterre depuis les traités de Vienne* (en allemand) Leipzig, 1864. Doellinger, l'*Eglise et les églises* (traduit de l'allemand). Tournai, 1862. De Gerlache, *Histoire des Pays-Bas depuis 1814 jusqu'en 1830*. Bruxelles, 3 vol. in-8. Nettement, *Histoire de la Restauration*. Cantu, *Histoire universelle*.

1. La *Sainte-Alliance* fut la conséquence des relations personnelles qui s'étaient établies entre les souverains d'Autriche, de Prusse et de Russie

Un acte bien plus important sortit du *Congrès d'Aix-la-Chapelle*. Louis XVIII désirait vivement faire cesser l'occupation de la France par les armées alliées : ces réclamations et la nécessité de consacrer par une déclaration solennelle et unanime le système politique de l'Europe créé par le Congrès de Vienne et confirmé par la seconde paix de Paris, décidèrent la réunion de ce nouveau congrès, auquel prirent part les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Prusse, de l'Angleterre et de la Russie : le roi de Prusse et les empereurs d'Autriche et de Russie y assistèrent en personne. Après avoir décidé l'évacuation de la France par les troupes alliées et la remise du reste des contributions de guerre fixées dans la seconde paix de Paris, les cinq grandes puissances s'engagèrent à observer strictement le droit des gens, à veiller au maintien des dispositions politiques et des divisions territoriales arrêtées au congrès de Vienne ainsi que de la paix générale en Europe, et à décider toutes les grandes questions politiques, d'un commun accord, dans des congrès convoqués à cet effet. L'Europe fut ainsi placée sous la sauvegarde des cinq grandes puissances, et le principe d'*intervention* fut de nouveau reconnu comme la base

---

pendant la guerre contre Napoléon : les intentions de ces princes étaient sans doute bonnes, mais la divergence de religion chez eux ne permit pas d'arriver à un résultat plua précis, ni à un rapprochement plus étroit ; aussi l'Angleterre et le pape Pie VII réfusèrent-ils d'entrer dans cette ligue : la première puissance craignait d'être obligée de sacrifier sa politique mercantile ; et le Souverain-Pontife ne trouvait pas assez de garanties pour l'indépendance de l'Eglise. Du reste la *Sainte-Alliance* se transforma en une ligue politique entre les cinq grandes puissances européennes, au *Congrès d'Aix-la-Chapelle* (l'an 1818). Voici les principaux passages de la déclaration publiée par ce congrèa : « L'étroite union dès monarques, qui, guidés par leurs principes et par l'intérêt de leurs peuples, ont sanctionné le système politique formulé par le congrès de Vienne et le second traité de Paris, offre à l'Europe une garantie sacrée de paix et de tranquillité. — Le but de cette union est simple, utile et grand, car elle ne tend ni à opérer les changements politiques, ni à troubler les relations des puissances sanctionnées par les traitéa existants. Elle veut le maintien de la paix et des traités qui l'ont établie et sanctionnée. — Les souverains reconnaissent comme base de leur alliance la résolution inébranlable de ne jamais s'écarter des principes du droit des gens, ni dans les affaires qui les concernent réciproque-

de l'ordre politique européen : ce principe resta en vigueur jusqu'à la révolution de 1830, qui inaugura une politique nouvelle.

LES MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES EN ALLEMAGNE. LA CONFÉRENCE DE VIENNE. PREMIERS ESSAIS DE NOUVELLES CONSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES (1818-1830). — Les idées révolutionnaires qui avaient bouleversé la France s'étaient également répandues en Allemagne et avaient trouvé de nombreux adhérents dans la jeunesse des universités. Le désir de voir rétablir l'unité politique de l'Allemagne et l'inexécution des promesses faites par la plupart des princes allemands d'accorder au peuple des institutions libérales jetèrent de l'agitation dans le pays. Des sociétés secrètes se formèrent partout dans le but de travailler au rétablissement de l'empire d'Allemagne; dans les pays protestants et surtout en Prusse, on voulait l'unité religieuse par le protestantisme. Le littérateur allemand de *Kotzebue* ayant été assassiné par un étudiant, comme agent du despotisme, les gouvernements crurent devoir en finir avec ces mouvements révolutionnaires. Une commission fut instituée à *Mayence* pour juger et punir ceux qui se rendaient coupables de menées démagogiques. En outre,

---

ment, ni dans les relations avec d'autres puissances, parce que l'application de ces principes est la seule garantie efficace de l'indépendance de chaque Etat et du maintien de toute la ligue. — Les souverains reconnaissent solennellement qu'il est de leur devoir envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent de donner, autant qu'il est en eux, au monde l'exemple de la justice, de la concorde et de la modération ; ils seront heureux de diriger dorénavant tous leurs soins vers le maintien de la paix, de faire accroître le bien-être intérieur de leurs Etats et de faire revivre l'esprit religieux et moral, ébranlé profondément par le malheur des temps. » Les signataires de cet acte étaient : pour l'Autriche, *Metternich* ; pour la Prusse. *Hardenberg* et *Bernstorf*; pour la Russie, *Nesselrode* et *Capo d'Istria*; pour la France, *Richelieu*. et pour l'Angleterre, *Wellington* et *Castelreagh*. Les stipulations du congrès d'Aix-la-Chapelle servirent de base au droit public de l'Europe; de là, dans la suite, les congrès dans lesquels se réunirent les grandes puissances dans le but de prendre en commun des mesures pour régler les affaires politiques qui surgissaient dans les divers Etats.

ALLEMAGNE. — La jeunesse allemande, qui avait pris avec enthousiasme les armes contre Napoléon, s'était flattée de voir renaître l'empire d'Allemagne avec des institutions libérales : car, tout en combattant la domination

le prince de Metternich, ministre d'Autriche, invita les ministres des divers Etats à tenir une conférence à *Vienne* pour prendre des mesures dans le but d'assurer la tranquillité intérieure de l'Allemagne. L'organisation donnée à la *Confédération germanique* par le congrès de Vienne fut de nouveau confirmée, et la souveraineté des divers Etats reconnue; afin de pourvoir à la défense commune de la Confédération, on porta l'armée fédérale à 300,000 hommes, le nombre total des habitants de l'Allemagne étant de 30 millions. — Plusieurs Etats de second ordre avaient cependant cédé aux réclamations populaires et avaient accordé des constitutions représentatives : ainsi dans les royaumes de *Wurtemberg*, de *Bavière* et de *Hanovre* et dans le grand duché de *Bade*, une représentation nationale composée de deux Chambres avait été organisée d'après le modèle de la constitution anglaise, déjà introduite en France par Louis XVIII. Ces nouvelles constitutions remplacèrent les assemblées des Etats qui avaient existé partout, mais qui avaient été dissoutes par suite des guerres de Napoléon et du bouleversement politique de l'Allemagne. La *monarchie de Prusse,* qui avait reçu de grands accroissements territoriaux en Westphalie et sur

étrangère, cette jeunesse avait embrassé les principes de liberté et d'égalité, proclamés en France par la révolution de 89. Ces espérances ayant été déçues par l'acte du congrès de Vienne, il se forma en Allemagne une vaste association dans laquelle entra une grande partie des étudiants qui fréquentaient les universités; des exercices gymnastiques furent institués partout dans le but d'aguerrir la jeunesse et de servir en même temps de foyer aux idées libérales. Le *troisième Jubilé de la Réforme*, célébré en 1817 avec beaucoup d'éclat au château de la *Wartbourg,* au milieu d'un immense concours de protestants de toutes les parties de l'Allemagne, excita encore davantage les esprits et donna au mouvement unitaire un caractère religieux. Plusieurs des petits Etats protestants de l'Allemagne avaient favorisé ces idées libérales, et en Prusse, même des hommes haut placés dans l'administration s'y étaient associés. De *Kotzebue* était au service de la Russie, comme conseiller d'Etat, lorsqu'il fut assassiné à Manheim par l'étudiant *Sand* (l'an 1819); ce crime donna l'éveil aux gouvernements et leur inspira des craintes sur les suites dangereuses d'un pareil état de choses. La *conférence des ministres* à Vienne, convoquée sur la proposition du prince de Metternich (1819-1820), prit des mesures pour arrêter les mouvements révolutionnaires et pour resserrer les liens qui unissaient

les bords du Rhin par suite de la confiscation et de la sécularisation des territoires ecclésiastiques de Cologne, Trèves et Munster, et d'une foule d'abbayes, se composait d'éléments très-divers et se trouvait d'abord soumise à un gouvernement bureaucratique. Dans la suite, les états provinciaux furent organisés avec des attributions restreintes aux intérêts de chaque province, tandis que la législation et les impôts continuaient à être réglés par ordonnances royales. Ce n'est qu'en 1847 que la Prusse reçut une constitution générale, qui fut encore modifiée par suite de la révolution de 1848.

La monarchie d'Autriche (1814-1830). — François II, ayant pris le titre d'empereur d'Autriche après la dissolution de l'empire d'Allemagne, était toujours demeuré l'un des plus constants et des plus redoutables adversaires de la France, et, malgré le mariage de sa fille avec Napoléon, il n'avait pas hésité à rentrer dans la coalition des puissances européennes pour briser la domination française. Aussi la capitale de l'Autriche fut-elle désignée d'un commun accord, par toutes les puissances, comme siége du grand congrès européen. Mais depuis que François II avait renoncé à la couronne impériale d'Allemagne, la situation

---

les Etats de la *Confédération germanique*. — La chute de l'empire d'Allemagne avait fait disparaître toutes les institutions libres et vraiment constitutionnelles : les principautés ecclésiastiques, les villes libres et un grand nombre de petits Etats avaient été incorporés dans quelques grands Etats. Le congrès de Vienne avait ratifié ce fait accompli; mais il avait en même temps promis que des institutions représentatives seraient introduites dans les nouveaux Etats. Cependant l'exécution de cette mesure avait été abandonnée à chaque souverain. Plusieurs princes allemands remplirent cette prescription du congrès de Vienne. Ainsi le roi de *Wurtemberg* soumit (en 1815) un projet de constitution aux états; mais cette constitution ne commença à être en vigueur que sous son successeur (en 1819). Le *roi de Bavière* Maximilien I donna à son royaume une constitution (en 1818), qui fut confirmée par son fils et successeur Louis I (en 1825). Le *grand duché de Bade* reçut une constitution du duc Charles (en 1818); mais elle ne fut point ratifiée par son fils Louis; ce fut le duc Léopold qui la mit à exécution (en 1830). Le roi d'Angleterre Georges IV accorda au *royaume de Hanovre* (en 1819) une constitution modelée sur la constitution anglaise. — Le royaume de Prusse avait reçu de grands accroissements de territoire au congres de Vienne. Il fut divisé en dix provinces, dont sept font partie

politique de sa monarchie était singulièrement changée. Sa population comprenait les divers peuples réunis successivement sous le sceptre des Habsbourg et dont le quart seulement était de race allemande. Le Congrès de Vienne, tout en donnant à l'Autriche la présidence de la Confédération germanique, lui avait rendu en même temps tous les pays qu'elle avait possédés avant les dernières guerres contre Napoléon. Cette monarchie était ainsi un ensemble de divers Etats, ayant chacun une organisation propre et une constitution différente. Toutefois la centralisation administrative que l'empereur Joseph II avait introduite dans la plupart de ses Etats opposait un obstacle insurmontable au libre développement des institutions provinciales, et entravait en même temps l'action de l'Eglise, qui se trouvait sous le coup d'une législation étroite et tracassière. L'Autriche avait donc à surmonter de grandes difficultés à l'intérieur, et elle n'en rencontrait pas de moins graves dans lès provinces italiennes dont la possession lui avait été attribuée par le Congrès de Vienne. La république de Venise et la Lombardie, réunies en sa faveur, avaient été érigées en *royaume lombard-vénitien*; des dynasties autrichiennes étaient en outre

de la confédération germanique, savoir : le Brandenbourg, la Poméranie, la Saxe, la Silésie, la Westphalie et les deux provinces rhénanes; les trois autres, la Prusse occidentale, la Prusse orientale, et le duché de Posen en furent exclues. Le gouvernement resta purement monarchique. *Frédéric-Guillaume III* (1797-1840), au milieu de ses revers, avait fondé l'*université de Berlin* (l'an 1810), qui devint le centre intellectuel de l'Allemagne protestante. Il donna ensuite tous ses soins à l'union religieuse qu'il voulait établir entre les deux sectes protestantes, le Luthéranisme et le Calvinisme ; il décréta cette union par un ordre de cabinet (l'an 1817) et devint ainsi le fondateur de l'*église évangélique* dans laquelle il comprit les deux confessions ou sectes et à laquelle il donna une nouvelle *liturgie*, composée par lui-même et renfermant plusieurs cérémonies catholiques. Il établit enfin les *Etats-provinciaux* (l'an 1823). La Prusse ne reçut une constitution et une représentation nationale qu'en 1847, sous le règne de son fils *Frédéric-Guillaume IV* (1840-1861).

L'Autriche sous François I (1804-1835). Ce prince avait d'abord régné comme empereur d'Allemagne, sous le titre de François II (1792-1804). En renonçant à la dignité impériale allemande et en prenant le titre d'*Empereur d'Autriche* (voyez page 379), François I fit perdre à sa monarchie le ca-

montées sur les trônes de *Toscane*, de *Modène* et de *Parme*. Ainsi l'Autriche, ayant d'une part en Allemagne une puissante rivale dans la Prusse, devait encore intervenir dans les affaires et les mouvements politiques qui allaient éclater en Italie. Heureusement elle avait dans la personne du chancelier d'Etat prince de Metternich un homme qui possédait une grande habileté et une connaissance approfondie de la politique européenne.

LES RÉVOLUTIONS EN ITALIE. (1820-1821). LE CONGRÈS DE TROPPAU ET DE LAYBACH. — L'Italie, bouleversée par les guerres de la république et de l'empire, avait subi une série de transformations politiques : les républiques *ligurienne*, *cisalpine*, *romaine*, *parthénopéenne* avaient fait place aux royaumes d'*Italie* sous le gouvernement d'Eugène Beauharnais et de *Naples* sous celui de Murat; plus tard Napoléon avait réuni la plus grande partie de l'Italie à l'empire français, après avoir détruit les deux anciennes républiques de Venise et de Gênes. Enfin le Congrès de Vienne avait rétabli le royaume de *Naples* et de *Sicile* sous l'ancienne dynastie des Bourbons, les *Etats pontificaux*, le royaume de *Piémont* agrandi du territoire de la république de Gênes, les duchés de *Toscane*, de *Modène* et

---

ractère allemand; celle-ci ne forma plus qu'une agrégation d'Etats réunis sous le même sceptre, mais différant entre eux par la nationalité de leurs habitants. La population de l'empire se partage en effet en quatre races distinctes : la race *allemande* (qui comptait environ 7 millions), la race *slave* (14 millions), la race *magyare* ou *hongroise* (4 millions), et la race *romane* (7 millions). Voici les Etats dont se composait l'empire d'Autriche : 1° les *deux duchés d'Autriche*; 2° la *Styrie*; 3° le royaume d'*Illyrie*, comprenant la *Carinthie*; 4° le pays de *Salzbourg*; 5° le *Tyrol*; ces pays ont une population presqu'exclusivement *allemande*; ils font partie de la confédération germanique, ainsi que 6° le royaume de *Bohême* et 7° la *Moravie*, dont la population est un mélange de races slave et allemande; — 8° la *Galicie*; 9° la *Croatie*; 10° l'*Esclavonie* et 11° la *Dalmatie* avec une population presque exclusivement *slave*; — 12° le royaume de *Hongrie*, peuplé en grande partie de Slaves, mais où les Magyares ou Hongrois dominent; — 13° la *Transylvanie*, avec une population très-mélangée, mais où dominent les Valaques; 14° le royaume *lombard-vénitien* avec une population italienne. Tous ces pays avaient été placés sous le sceptre de la dynastie d'Autriche par suite de mariages, de traités, ou de guerres, et la possession en avait été garantie en dernier lieu par le congrès de Vienne. La plupart de ces

de *Parme*, et avait donné à l'Autriche le royaume *lombard-vénitien*. Mais une société secrète, celle des *Carbonari*, qui n'était qu'une ramification de la franc-maçonnerie, s'était formée dans le but de travailler à l'unité politique de l'Italie et par conséquent au renversement de tous les princes italiens; de plus les carbonari étaient animés d'une véritable haine contre la religion catholique et voulaient détruire le pouvoir temporel du Saint-Siége, afin de faire tomber l'Eglise elle-même. Cette société comptait de nombreux affiliés dans les classes moyennes et surtout dans les rangs des officiers de l'armée. Des mouvements révolutionnaires éclatèrent presque simultanément à *Naples* et à *Turin*. Les troupes, auxquelles se rallièrent les étudiants et presque toute la jeunesse, proclamèrent la constitution, élaborée par les Cortès espagnols de Cadix. Le roi de Naples *Ferdinand I*, n'osant pas résister au mouvement, accepta la constitution et convoqua un parlement qui la ratifia. *Victor-Emmanuel*, roi de Piémont, préféra abdiquer et nomma régent du royaume le prince de Carignan, qui prêta serment à la constitution; mais le frère du roi, *Charles-Félix*, prince de Gênes, ayant protesté contre cet acte de faiblesse, le duc de Carignan se

---

Etats avaient conservé une espèce de représentation provinciale, les diètes étaient convoquées de temps en temps, mais ces assemblées n'avaient à s'occuper que des affaires de la province et ne votaient ni les lois, ni les impôts. De grands obstacles s'opposaient en Autriche à l'introduction d'une constitution générale et commune à toute la monarchie. Le congrès de Vienne avait donné à l'Autriche une influence prépondérante en Italie et lui avait préparé par là des difficultés qui devaient plus tard mettre en péril l'existence de l'empire.

Le royaume de Naples et de Sicile (ou les Deux-Siciles). — Ferdinand IV, chassé de Naples (voyez page 380), avait continué à régner en Sicile, sous le nom de *Ferdinand I* (1806-1825), jusqu'à la chute de Murat (mai 1815). Rentré à Naples, non-seulement il y conserva l'organisation française; mais il y soumit encore la Sicile. — Les *mouvements révolutionnaires qui éclatèrent en Italie* furent l'œuvre de la *société secrète des Carbonari* : cette société avait pris naissance dans les *charbonnières* de la Calabre et se servait du langage des charbonniers pour cacher ses projets à ceux qui n'étaient pas initiés aux secrets de la secte. En 1820 elle comptait plus de 500,000 membres, appartenant à toutes les classes de la société et surtout à la classe moyenne des villes. Elle était intimement liée à la franc-maçonnerie; les

démit de la régence. Cependant sur la proposition de l'Autriche, les plénipotentiaires des cinq grandes puissances se réunirent en congrès à *Troppau* en Silésie, d'où ils se transportèrent plus tard à *Laybach* : ils invitèrent le roi Ferdinand de Naples à s'y rendre et lui firent révoquer les concessions que lui avait arrachées la révolution. Le congrès se prononça contre le nouvel ordre de choses établi à Naples et dans le Piémont, et chargea l'Autriche de prêter main forte aux deux princes. Du reste l'insurrection, n'ayant aucune racine dans le peuple, ne put tenir contre les armes de l'Autriche. Le général Frimont, qui commandait les troupes autrichiennes, défit l'armée napolitaine sous les ordres de Pépé et entra ensuite à Naples sans coup férir ; la Sicile se soumit également. Ferdinand rétablit l'ancienne constitution et conserva pendant trois ans un corps d'occupation autrichien. En *Piémont* la révolution avait rencontré encore moins de sympathie : une grande partie de l'armée, restée fidèle au roi, se réunit aux troupes autrichiennes, battit l'armée révolutionnaire à Novare et entra à Turin, où *Charles-Félix* fut proclamé roi de Sardaigne; ce prince fit occuper pour deux ans quelques-unes des grandes villes de son royaume

---

loges étaient appelées *venditas* ou *ventes*. Les *Carbonari* cherchaient surtout à attirer dans leur société les officiers, qui devaient à leur tour enrôler les sous-officiers, afin de pouvoir compter sur l'appui des armées. La société avait des ramifications en Espagne et en Portugal ; aussi des révolutions militaires éclatèrent-elles en même temps dans ces deux pays qu'à Naples et en Piémont. C'était la constitution espagnole de 1812 qui devait servir de modèle à toutes celles que les carbonari voulaient proclamer. *Congrès de Troppau* (octobre 1820), transféré à *Laybach* (janvier 1821). C'était la première application du système politique européen adopté au *congrès d'Aix-la-Chapelle*. Les puissances se prononcent contre la révolution de Naples ; l'Autriche est chargée de l'exécution des mesures arrêtées. Cette révolution ne rencontrait aucune sympathie dans le peuple, qui n'y prit point part. L'ancien ordre de choses fut rétabli avec le secours de l'Autriche et presque sans effusion de sang. Cependant les carbonari ne renoncèrent pas à leurs plans et travaillèrent en secret à en préparer l'exécution pour plus tard. — Ferdinand laissa le trône à son fils François I (1825-1830).

LE PIÉMONT. — *Victor-Emmanuel I* (1802-1821) rentré dans ses Etats, (voyez page 394) s'appuie sur l'Autriche : révolution militaire et intervention de cette puissance (mars 1821). — *Charles-Félix* (1821-1831) succède

par des garnisons autrichiennes. Des événements analogues, mais d'une nature plus grave, avaient eu lieu presqu'en même temps en Espagne et en Portugal.

II. — L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL. (1812-1830).

L'ESPAGNE ET LA RÉVOLUTION DE CADIX (1812-1830). LE CONGRÈS DE VÉRONE. — Pendant que le peuple espagnol avait soutenu une lutte héroïque pour défendre son indépendance contre Napoléon, le parti révolutionnaire, qui dominait dans la *Junte centrale*, avait proclamé une *constitution* en vertu de laquelle le roi se trouvait réduit à n'être plus que le simple président d'une république. Cette constitution était en opposition avec les anciennes institutions de l'Espagne, démolies en grande partie déjà sous le règne de Charles III. Après son retour en Espagne, *Ferdinand VII* refusa de souscrire à cette constitution; mais il promit d'en donner une autre, conformément au vœu d'une grande partie de la nation. Mais au lieu d'accomplir cette promesse, le roi, qui était d'un caractère faible et irrésolu, rétablit le gouvernement bureaucratique de Charles III. Le parti révolutionnaire, fortement organisé

à son frère Comme il meurt sans enfants, la couronne passe à la branche de Carignan, qui fait son avénement avec Charles-Albert (1831).

II. L'ESPAGNE SOUS FERDINAND VII (1814-1833). — La constitution espagnole de 1812, telle qu'elle avait été élaborée par la junte centrale, annulait entièrement l'autorité du roi En voici les principales stipulations : 1° Les Cortès sont complétement indépendantes du roi ; 2° elles ne forment qu'une seule chambre ; 3° elles ont l'initiative des lois ; 4° le roi ne peut que les proposer et n'a qu'un véto suspensif ; 5° les Cortès arrêtent annuellement le contingent des armées de terre et de mer ; 6° elles ratifient les traités d'alliance et de commerce ; 7° elles proposent les candidats pour le conseil d'Etat ; 8° le roi ne peut, sous peine de perdre la couronne, se marier ou sortir du royaume sans le consentement des Cortès. — Ferdinand VII rentré en Espagne (voyez page 394), abolit la constitution, avec la promesse d'en donner une autre (l'an 1814). La franc-maçonnerie, introduite secrètement en Espagne, avait pris un grand développement sous le règne de Charles III, grâce à la faveur dont elle jouissait auprès du ministre Aranda. Pendant l'occupation française, les loges s'étaient accrues d'un grand nombre de membres, qui formèrent le noyau d'un parti révolutionnaire et antireligieux. Plusieurs conspirations militaires furent découvertes,

dans les nombreuses loges maçonniques qui couvraient le pays, mit à profit le mécontentement du peuple, augmenté encore par la misère qu'avait produite la longue guerre contre les Français. Une révolte éclata à Cadix, dans l'armée qui devait aller soumettre les colonies espagnoles en Amérique : le maréchal *Quiroga* et le colonel *Riégo* se mirent à la tête des rebelles et forcèrent le roi de prêter serment à la constitution de 1812. Cependant cette constitution ne contentait pas la nation. Une contre-révolution éclata à Madrid : elle fut réprimée, et le roi tomba entièrement sous la dépendance des Cortès. Une armée royaliste se forma alors dans les provinces du nord, et un gouvernement provisoire se constitua à Urgel, dans le but de marcher au secours du roi. Ces troubles décidèrent les cinq grandes puissances à se réunir en congrès à *Vérone*. La France fut chargée de rétablir la paix en Espagne. Une armée française, sous le commandement du *duc d'Angoulême*, passa les Pyrénées et entra à Madrid, que les Cortès venaient de quitter pour se retirer à Cadix, emmenant le roi prisonnier. Le peuple ne prit aucune part à cette guerre, et une partie de l'armée se déclara contre les Cortès. Cadix fut prise d'assaut : le roi reprit alors son

---

ceux qui y étaient impliqués furent sévèrement punis. Projet de reconquérir les colonies d'Amérique qui s'étaient déclarées indépendantes de la couronne d'Espagne (l'an 1811). Une armée est réunie à Cadix (l'an 1819), pour y être embarquée. Révolution de Cadix (1 janvier 1820) : la garde royale de Madrid se prononce en faveur de la révolution et force le roi de prêter serment à la constitution. Persécution religieuse : expulsion des jésuites et suppression d'un grand nombre de couvents. Désordre dans les finances, et mécontentement du peuple, qui ne voulait pas de la nouvelle constitution. Contre-révolution à Madrid (l'an 1822); elle échoue, et elle est suivie de nombreuses exécutions. Une junte royaliste se forme à *Urgel* (15 août 1822). — *Congrès de Vérone*, où les grandes puissances renouvellent les déclarations faites au congrès de Laybach. Expédition française en Espagne ; elle ne rencontre que peu de résistance. L'armée révolutionnaire, commandée par les généraux *Mina* et *Régio*, se retire dans Cadix. Assaut et prise du *Trocadero*, un des forts de Cadix. Faible défense de la ville dont les habitants sont opposés à la révolution (l'an 1823). Abolition de la constitution et rétablissement de la monarchie absolue. Ferdinand VII épouse *Marie-Christine*, princesse napolitaine, qui acquiert un grand ascendant sur le roi. Naissance de la princesse *Isabelle* : la loi salique, introduite

pouvoir : la constitution fut abolie, et ceux qui avaient pris part à la révolution furent sévèrement punis. Ferdinand VII ne parvint pas à relever la prospérité de son royaume. Il le jeta au contraire dans une nouvelle et sanglante guerre civile, en abolissant la *loi salique* en faveur de sa fille *Isabelle II*. — Cette dernière monta sur le trône sous la tutelle de sa mère Christine. *Don Carlos*, frère de Ferdinand, se fit proclamer roi dans les provinces basques et lutta pendant sept ans pour le trône. L'Espagne, qui avait déjà perdu toutes ses vastes possessions en Amérique, sortit très-affaiblie de cette guerre intestine.

LE PORTUGAL. LA RÉVOLUTION D'OPORTO. DOM MIGUEL. (1815-1830). — La part prise par l'Angleterre à la guerre contre les Français en Portugal avait encore augmenté l'influence anglaise dans ce pays. La famille royale de Portugal, qui s'était réfugiée au Brésil lors de l'invasion française, y était restée après l'expulsion des Français, et le roi Jean VI avait abandonné le gouvernement du royaume au maréchal anglais *Béresford*, qui avait commandé l'armée anglo-portugaise dans les dernières années de la guerre. Mais ce gouvernement étranger ne tarda pas à devenir odieux au peuple portugais. La révolution d'Es-

---

en Espagne lors de l'avénement de la dynastie des Bourbons, est abolie par une *pragmatique-sanction* (l'an 1830). Deux partis en Espagne : le parti *libéral*, qui appuie la reine ; et le parti *royaliste*, qui se rallie à *Don Carlos*, frère du roi. — Mort de Ferdinand VII (l'an 1833) et guerre civile surtout dans les provinces basques ; elle dura sept ans (1833-1840) et se termina par le triomphe de la reine. Don Carlos quitta l'Espagne et renonça plus tard à ses droits sur la couronne en faveur de son fils (l'an 1845). *Isabelle II* règne depuis 1833.

LE PORTUGAL était entièrement tombé sous la dépendance de l'Angleterre, surtout depuis le départ de la famille royale pour le Bresil lors de l'invasion française. C'était grâce à l'intervention d'une armée anglaise que le pays avait été délivré des Français (l'an 1808). L'armée portugaise, incorporée dans l'armée anglaise, avait ensuite pris une part active à la guerre contre Napoléon en Espagne. Après cette guerre (l'an 1815), le Portugal, les Algarves et le Bresil furent réunis en un seul royaume. — *Jean VI* (1816-1826) prit le titre de roi, à la mort de sa mère *Marie I*, pendant la démence de laquelle il avait déjà gouverné en qualité de Régent. Mécontentement du peuple sous l'administration de *Béresford* ; conspiration contre ce dernier. Elle fut découverte, et ceux qui y étaient impliqués furent

pagne eut son contre-coup en Portugal : la garnison d'*Oporto* se prononça contre les Anglais, et Béresford dut s'embarquer pour le Brésil. Lisbonne s'associa au mouvement : les Cortès se réunirent et proclamèrent la *constitution espagnole* de 1812. Le roi *Jean VI* revint alors du Brésil, où il laissa son fils *Pédro* en qualité de *Régent*, et prêta serment à la constitution. Cependant un parti puissant, à la tête duquel se trouvaient la reine et l'infant *dom Miguel*, second fils du roi, ainsi qu'une partie de l'armée qui se déclara pour l'infant, se prononcèrent contre la constitution et la firent abolir. Dom Miguel, accusé d'avoir voulu détrôner son père, fut obligé de quitter le Portugal et se retira à Vienne. — A peine le roi Jean VI eut quitté le Brésil, qu'une révolution éclata dans ce pays ; dom Pédro fut proclamé *empereur constitutionnel* et la séparation du nouvel empire d'avec le Portugal fut prononcée. Pédro renonça par là à ses droits sur le trône de ce dernier royaume. Néanmoins, après la mort de son père, il fit reconnaître sa fille *Maria da Gloria* comme reine du Portugal sous la régence de sa sœur l'infante Isabelle-Marie, et donna une nouvelle constitution modelée sur celle de 1812. Le parti royaliste refusa de reconnaître ces

---

punis de mort (l'an 1817). Mais la noblesse s'éleva de plus en plus contre le gouvernement anglais, et lorsque la révolution éclata en Espagne, Beresford fut obligé de quitter le Portugal (l'an 1820). *Révolution militaire d'Oporto ;* les chefs étaient les colonels *Sepulveda* et *Cabréra*. Une nouvelle constitution, modelée sur celle de l'Espagne, fut élaborée et les Cortes furent convoquées. Le roi Jean VI, en présence des mouvements révolutionnaires parmi les troupes portugaises au Brésil, se vit obligé de ratifier tout ce qui avait été fait en Portugal. Quelque temps après (l'an 1821), il revint en Portugal et approuva la nouvelle constitution ; mais celle-ci avait rencontré une forte opposition chez une grande partie de la nation portugaise, qui réclamait le retablissement des anciennes institutions nationales Soutenu par la reine et le second fils du roi, *Don Miguel*, et appuyé par l'Autriche et par la Russie, le parti royaliste parvint à gagner l'armée et obtint l'abolition de la nouvelle constitution (l'an 1823). Le roi promit de faire élaborer une loi fondamentale et éloigna *Don Miguel*, pour calmer l'effervescence que ces événements avaient provoquée (l'an 1814). Révolution au Brésil : les Cortès convoquées par Don Pédro prononcèrent la séparation de ce pays d'avec le Portugal, l'érigerent en empire constitutionnel et élevèrent Don Pédro sur le trône (l'an 1822). Mort de Jean VI (l'an 1826), avant qu'une nouvelle

dispositions et proclama roi dom Miguel. Pédro triompha de cette révolution avec le secours d'une armée anglaise; mais il nomma son frère Miguel, déjà fiancé à Maria da Gloria, régent du royaume. Celui-ci revint alors en Portugal, et, cédant aux réclamations du parti royaliste, il convoqua les anciennes *Cortès de Lamégo*, qui lui déférèrent la couronne du Portugal à l'exclusion de son frere Pédro. Il s'ensuivit une guerre dans laquelle Pédro, soutenu par l'Angleterre, remporta la victoire. — A sa mort, sa fille *Donna Maria*, au nom de laquelle il avait gouverné, lui succéda. Elle épousa le prince *Ferdinand de Cobourg*. Dom Miguel s'était retiré à l'étranger.

III. — L'ANGLETERRE. LES ÉTATS SCANDINAVES (1815-1850).

L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE VICTORIA (1815-1837). — L'Angleterre avait joué un rôle important dans les grandes guerres contre Napoléon et

---

constitution eût été proclamée. Il avait nommé sa fille *Isabelle-Marie* régente du royaume au nom de Don Pédro. — *Pierre IV* (1826-1834) fit proclamer reine sa fille *Maria da Gloria*, âgée de sept ans, à la condition qu'elle épouserait son oncle, le prince Don Miguel. Il fit en même temps proclamer en Portugal la constitution du Brésil. Opposition d'un parti nombreux, à la tête duquel se trouve la reine-mère. Don Miguel est proclamé roi. Une armée anglaise de 15,000 hommes arrive en Portugal et fait exécuter les décrets de Don Pédro, qui nomme son frère Don Miguel régent du royaume. Celui-ci arrive en Portugal (l'an 1828), après avoir promis, mais sous la réserve de l'approbation de la nation, de maintenir la charte de Don Pédro. Forte opposition de la part du peuple contre cette charte; convocation des *Cortès* d'après l'ancienne constitution du pays. Don Miguel est proclamé roi de Portugal. Les partisans de Don Pédro se retirent dans l'île de *Terceire*, une des Açores et entretiennent de là des relations avec le parti révolutionnaire en Portugal; l'Angleterre prête son appui à ce parti et reconnaît la régence établie à Terceire au nom de Maria da Gloria (l'an 1831). — Don Pédro, qui n'avait pu consolider son trône au Brésil, y renonça en faveur de son fils encore en bas âge et s'embarqua pour Terceire. Soutenu par une flotte anglaise, il s'empara d'Oporto (l'an 1832) et prit Lisbonne (l'an 1833). Don Miguel fut obligé de quitter le Portugal et se retira à Rome. Mort de Don Pédro (l'an 1834). Sa fille, déclarée majeure, monte sur le trône, sous le nom de *Marie II* (1833-1853). Elle épouse le prince de *Leuchtenberg* (l'an 1835), et, après sa mort, *Ferdinand de Saxe-Cobourg* (l'an 1836). Elle est forcée d'accepter la constitution de 1828, qui est modifiée plus tard dans un sens monarchique avec le concours des Cortès.

avait fait d'immenses sacrifices d'argent et de troupes. Mais aussi elle en avait retiré de grands avantages ; elle avait acquis la domination sur toutes les mers et dans les colonies en Amérique, en Afrique et dans l'Inde. Londres était devenue la capitale commerciale du monde entier, surtout depuis que les colonies espagnoles et portugaises en Amérique s'étaient déclarées indépendantes de leurs métropoles et avaient ouvert leurs ports aux navires anglais. L'occupation de *Malte* et des *îles Ioniennes* assurait aux Anglais la prépondérance sur la Méditerranée : l'acquisition de l'importante colonie du *cap de Bonne-Espérance* la rendait maîtresse de la grande voie vers l'*Inde;* et les importantes conquêtes dans ce dernier pays donnèrent à l'industrie anglaise des débouchés considérables. La colonisation de l'*Australie* ouvrit en outre aux Anglais un vaste champ dans l'Océan Pacifique. — Toute une lignée d'hommes d'Etat distingués s'étaient formés à l'école du grand *Pitt :* il suffit de nommer les lords *Liverpool* et

---

III. ANGLETERRE.— Voici le tableau généalogique des souverains d'Angleterre (maison de Hanovre) :

Georges III
1760-1820.

			ROIS DE HANOVRE.
Georges IV régent 1811-1820 roi 1820-1830.	*Guillaume IV* 1830-1837	Edouard duc de Kent (mort en 1820).	*Ernest-Auguste* duc de Cumberland 1837-1851.
Charlotte morte en 1817 ép. Léopold de Saxe-Cobourg.		*Victoria* reine depuis 1837 ép. Albert de Saxe-Cobourg.	*Georges V* depuis 1851.

Après la chute de l'empire français, l'Angleterre se trouva à la tête des puissances Occidentales : le projet de Napoléon d'établir en Europe une seule grande monarchie avait échoué, grâce à la fermeté et à la persévérance du gouvernement anglais et surtout du célèbre ministre *Pitt* (voy. p. 379). Grande influence de la politique anglaise au congrès de Vienne : le rétablissement de la monarchie française dans son intégrité et l'organisation du royaume des Pays-Bas par la réunion de la Hollande et de la Belgique sous la dynastie de Nassau étaient l'œuvre de la diplomatie anglaise. Le commerce anglais surtout avait profité des guerres contre la France et avait accaparé le monopole sur les grandes mers et dans les colonies du monde entier. La constitution anglaise servit de modele à toutes les constitutions du continent; celle que Louis XVIII donna à la France fut calquée en grande partie sur celle d'Angleterre; il y a pourtant une différence essentielle entre la constitution anglaise et celles qui furent modelées sur elle : cette différence consiste dans l'immense influence dont jouit l'aristocratie anglaise dans les affaires politiques du royaume, et dans l'autonomie (selfgovernment) des comtés, des bourgs et cités, et des paroisses. — GEORGES IV (1811-1830).

Castelreagh*, *Canning et ***Robert Peel***, qui, quoique appartenant à différents partis politiques, travaillèrent tous au même but, savoir à maintenir leur patrie à la hauteur qu'elle avait atteinte et à lui conserver son influence prépondérante dans les affaires européennes. L'Angleterre prit une part active à tous les événements qui s'accomplirent en Europe, notamment à l'établissement de l'indépendance de la Grèce, qui fut cependant surtout l'œuvre de la France. — A l'intérieur, l'Angleterre fut agitée par une grande crise industrielle, suite de l'introduction de machines à vapeur dans la plupart des fabriques et de la misère qui en résultait d'abord pour la classe ouvrière. Cependant les exportations ayant augmenté rapidement, cette crise se trouva conjurée. Un grand acte réparateur s'accomplit sous le ministère de *Wellington* et de *Robert Peel :* ce fut l'*émancipation des catholiques*, par suite de l'abolition du Test et du serment de suprématie qui les excluaient de toutes les fonctions. Cet acte fut dû surtout à l'énergie et au courage de l'irlandais *Daniel O'Connell*, un des plus grands orateurs populaires. Elu en Irlande membre du parlement, O'Connell fut d'abord repoussé parce qu'il ne voulait pas prêter le serment de suprématie. Mais le minis-

---

Georges III ayant perdu la raison, son fils aîné, Georges IV fut nommé par le parlement *prince regent;* il maintint les Tories au pouvoir. ***Ministère Liverpool*** (1812-1827) : les affaires extérieures furent d'abord dirigées par Castelreagh; formés à l'école de Pitt, ces hommes d'État restèrent fidèles à la politique de leur maître, politique qui prévalut au congrès de Vienne (l'an 1815). A l'intérieur, la crise industrielle, augmentée par la grande famine de l'année 1816, agita profondément l'Angleterre. Pour apaiser les troubles, on eut recours à des mesures exceptionnelles; on suspendit l'*acte d'Habeas corpus* (voyez p. 206). Plusieurs conspirations furent découvertes, et ceux qui y avaient pris part furent sévèrement punis. Mort de *Georges III* (l'an 1820). — *Georges IV* se fit couronner; mais, n'étant pas aimé, il se retira presqu'entièrement des affaires. Suicide de Castelreagh (l'an 1822) et entrée au ministère de *Georges Canning*, qui s'écarta de la politique conservatrice et encouragea partout les tendances révolutionnaires : ainsi il reconnut l'indépendance des colonies espagnoles et portugaises en Amérique, envoya du secours au parti révolutionnaire en Portugal et proposa à la France et à la Russie le traité de 1827 en faveur de l'indépendance de la Grèce. Opposition du parti aristocratique en Angleterre contre Canning. Après sa mort (l'an 1827), lord *Wellington* et sir *Robert Peel* entrèrent au ministère et revinrent

tère, reculant devant les mesures extrêmes, proposa et fit adopter par les chambres une modification du serment, qui permit aux catholiques d'entrer au parlement : la population catholique de la Grande-Bretagne sortit ainsi de l'ilotisme dans lequel elle se trouvait depuis le règne d'Elisabeth. *Georges IV*, qui n'avait jamais été populaire en Angleterre, eut pour successeur son frère *Guillaume IV*, sa fille unique *Charlotte*, qui avait épousé le prince *Léopold* de Saxe-Cobourg, étant morte avant lui. Sous le règne de Guillaume IV, le *bill de réforme parlementaire*, après une longue lutte dans les chambres et dans le pays, fut enfin adopté et prépara la transformation de la constitution anglaise dans un sens démocratique. — A la mort de Guillaume IV, qui n'avait pas d'enfants, ce fut la fille de son frère défunt, duc de Kent, Victoria, qui hérita de la couronne d'Angleterre, tandis que le *duc de Cumberland*, quatrième frère de Georges IV, monta sur le trône de Hanovre, dont les femmes sont exclues : ce royaume fut ainsi séparé de l'Angleterre.

LE DANEMARK (1815-1830). — Le royaume de Danemark avait éprouvé de grands revers pendant les guerres de l'empire. Les Anglais, craignant que la flotte danoise

---

à l'ancien système politique, en retirant leur appui aux insurgés grecs, qui seraient retombés sous le joug turc sans l'intervention de la France. *Ministère Wellington* (1827-1830). L'abolition du *Test* (voyez p. 205) fut le prélude de l'émancipation des catholiques (l'an 1828). Le *bill* d'émancipation, renouvelé dans chaque session (depuis 1808) et appuyé par les Whigs, était toujours écarté par les Tories, grâce à la majorité dont ils disposaient à la chambre des lords. — L'IRLANDE depuis l'union de 1800 (voyez p. 213) : infériorité sociale et politique des catholiques, qui forment les 5/7 de la population. L'agitation révolutionnaire ne fait qu'empirer leur condition. Une *association catholique* est fondée à Dublin (l'an 1809), pour poursuivre la réparation par les voies légales. Sous la présidence d'*O'Connell*, elle s'organise d'une manière formidable et finit par embrasser toute l'Irlande (l'an 1822). Dissoute par le gouvernement, elle se reconstitue sous une autre forme (l'an 1825). Enfin grâce à son appui, O'Connell, quoique catholique, est élu député pour Clare (l'an 1828). Ce fait inouï jette le trouble dans le gouvernement : Wellington et Robert Peel prennent alors l'initiative d'une réforme, à laquelle ils s'étaient opposés jusque là et font accepter par le roi et les deux chambres le *bill d'émancipation* (l'an 1829). — GUILLAUME IV (1830-1837). Mouvement du *parti réformiste*, qui réclamait des changements radicaux dans la loi sur la

ne tombât entre les mains de Napoléon, l'avaient enlevée dans le port de Copenhague et l'avaient conduite à Londres. Irrité de ce procédé inouï, le roi de Danemark avait conclu une alliance avec la France et refusé de la rompre, lorsque l'Europe tout entière s'était coalisée contre Napoléon après la campagne de Russie. Le prince royal de Suède, *Bernadotte*, d'accord avec l'Angleterre, entra avec une armée dans le duché de Holstein et força le Danemark à lui céder, dans la *paix de Kiel*, la *Norwége*, en échange de la Poméranie suédoise. Toutefois le congrès de Vienne donna ce dernier pays à la Prusse, et le Danemark dut se contenter du petit duché de *Lauenbourg*, et encore ce duché, ainsi que le *Holstein*, fut-il incorporé dans la *Confédération germanique* et détaché de l'unité politique de la monarchie danoise. La perte de la Norwége et de la flotte militaire du Danemark, une des plus belles de l'Europe, porta un coup sensible à la prospérité commerciale et à la puissance de ce pays. La constitution du royaume, qui donnait au roi un pouvoir absolu, fut modifiée par Frédéric VII. Ce monarque institua des *Etats provinciaux* et leur accorda voix consultative. Les Etats ayant réclamé l'incorporation des duchés dans la monarchie,

---

représentation parlementaire: la nomination du plus grand nombre des députés (dans la seconde Chambre) dépendait des grands propriétaires, parce que ces derniers étaient maîtres des élections dans les campagnes, tandis que plusieurs grandes villes n'étaient pas représentées. Résistance de Wellington et des Tories. Le ministère dut se retirer et les Whigs arrivèrent au pouvoir. *Ministère Grey* (1830-1834): adoption du *bill de réforme* (l'an 1833); formation d'un parti démocratique dans la seconde Chambre. *O'Connell* réclame pour sa patrie l'abolition des lois oppressives: lutte dans le parlement entre les Whigs, qui se montrent favorables aux demandes d'O'Connell, et les Tories, qui s'opposent à toute concession en faveur des Irlandais. Changements fréquents de ministere et conflits entre la chambre des communes et la chambre des Lords. Mort de Guillaume IV et séparation du royaume de Hanovre d'avec la couronne d'Angleterre (l'an 1837).

LE DANEMARK. — Après la *paix de Tilsitt*, Napoléon résolut de ruiner l'Angleterre et convia toutes les puissances continentales à une guerre contre ce pays (voyez plus haut, page 382). Le Danemark avait une des plus belles flottes militaires, qui constituait sa principale force et qui excitait la jalousie de l'Angleterre. Malgré le refus du roi de Danemark d'adhérer au blocus continental, le gouvernement anglais lui réclama la remise de sa

une insurrection éclata dans le Holstein et dans la partie allemande du Schleswig. Le roi *Frédéric VII* en triompha, il est vrai, mais il promit de faire droit aux réclamations des pays allemands. Cependant cette promesse ne fut pas exécutée, et il en résulta des complications politiques pour le Danemark.

LA SUÈDE ET LA NORWÈGE (1815-1830). — La presqu'île scandinave avait subi d'importantes transformations pendant les guerres de Napoléon. *Gustave IV*, roi de Suède, un des princes qui s'étaient prononcés le plus fortement contre la révolution française, resta l'adversaire constant de Napoléon et l'allié fidèle de l'Angleterre. Malheureusement il manquait de talents militaires, et son énergie dégénérait souvent en entêtement. Il s'engagea dans une guerre contre la Russie et le Danemark : les Russes firent la conquête de la *Finlande*, et une armée française commandée par *Bernadotte* menaça la Suède d'une invasion. Une conspiration militaire fut tramée en même temps à Stokholm, et le roi fut arrêté, forcé d'abdiquer et de s'exiler avec sa famille. Son oncle le duc *Charles* monta sur le trône. Dans la paix conclue à Frédériksham avec la Russie, et à Paris avec la France, la Suède céda à la Russie la Finlande et

---

flotte, sous prétexte d'empêcher qu'elle ne tombât entre les mains de Napoléon. Résistance du Danemark: bombardement de Copenhague par une flotte anglaise et enlèvement de la flotte danoise (l'an 1807). Alliance du Danemark avec la France. Elle est renouvelée à Dresde (l'an 1813), à cause de la promesse faite par l'Angleterre et la Russie à la Suède de lui donner la Norwége, à la condition d'entrer dans la coalition contre Napoléon. Ces puissances déclarent la guerre au Danemark; *paix de Kiel* (l'an 1814). Les Anglais conservent l'*île d'Helgoland* à l'embouchure de l'Elbe. Le congrès de Vienne confirme la réunion de la Norwége à la Suède, et donne le *duché de Lauenbourg* au Danemark, tout en incorporant ce duché et le Holstein dans la confédération germanique. Tranquillité intérieure sous le long règne de *Frédéric VI* (1808-1839), qui modifia la constitution du royaume en organisant des Etats provinciaux ; toutefois il ne leur accorda que voix consultative (l'an 1833). — Sous son successeur *Christiern VIII* (1839-1848), il se forma dans les Etats un puissant parti danois qui voulait la réunion complete des duchés allemands avec la monarchie : cette tendance se manifesta à la diète de *Rœskild* (en 1844). Opposition dans les duchés, qui réclament une administration séparée. Une insurrection éclate et un grand nombre de volontaires allemands renforcent l'armée des insurgés (l'an 1848). *Frédéric*

s'associa au blocus continental. Le maréchal français *Bernadotte*, qui était parvenu à se faire un parti en Suède, fut proclamé par les Etats prince héritier de *Charles XIII*, qui n'avait pas d'enfants. Il se rendit à Stokholm et prit en main le gouvernement de la Suède. C'était à l'époque de la guerre de Napoléon contre la Russie. Bernadotte refusa de prendre une part active à cette guerre et se rapprocha de la Russie qui, dans un traité conclu à Pétersbourg, garantit à la Suède la possession de la Norwége. En même temps il renoua les relations commerciales avec l'Angleterre et, après les désastres de l'armée française en Russie, il entra dans la coalition européenne contre Napoléon. La *Norwége*, qui avait été le prix de cette alliance, fut définitivement cédée à la Suède par le *traité de Kiel*. Cependant ce pays se déclara indépendant et proclama le prince danois Christiern, qui en était gouverneur, *roi constitutionnel de la Norwége*. Mais les Norwégiens ne purent résister à une armée suédoise appuyée par une flotte anglaise. Le prince Christiern renonça à la couronne et quitta le pays. Toute-

---

VII (1848-1863) triomphe de l'insurrection et promet aux duchés un ministère à part. La non-exécution de cette promesse amène l'intervention de la diète de Francfort.

La Suède : rois de Suède de la maison de *Holstein-Gottorp* : Adolphe-Frédéric (1751-1771). Gustave III (1771-1792). Gustave IV (1792-1809). Charles XIII (1809-1818). — Après la paix de Tilsitt, la Russie voulait que la Suède renonçât à l'alliance anglaise. Refus de la Suède, qui conclut un nouveau traité avec l'Angleterre (l'an 1808) ; le roi fait arrêter l'ambassadeur russe à Stockholm. Déclaration de guerre de la Russie ; entrée d'une armée russe en Finlande avec l'intention hautement avouée d'incorporer ce pays dans l'empire russe. Le *Danemark*, par suite de son alliance avec la France, déclare également la guerre à la Suède ; une armée française sous le commandement de *Bernadotte* entre en Danemark. Arrivée d'un corps d'armée anglais en Suède ; mais il se rembarque par suite de differends avec le roi de Suède. Conquête de la *Finlande* par les Russes (1808-1809). Mécontentement du peuple et de l'armée en Suède ; conspiration militaire : le roi est arrêté à Stockholm ; il abdique et est exilé avec toute sa famille. *Charles XIII* est proclamé roi et adopte le prince *Christian-Auguste d'Augustenbourg* pour son héritier présomptif. Paix conclue avec la Russie à *Frédériksham* (l'an 1809, et cession de la Finlande à cette puissance ; paix avec le Danemark et avec la France (l'an 1810). Mort du prince héréditaire : le maréchal *Bernadotte* est appelé à le remplacer et se rend en Suède (l'an 1810). La Suède commence à se détacher de la politique française : Napoléon se plaint de la non-exécution du blocus continental, et la Suède refuse de prendre part à la

fois la Norwége obtint une constitution indépendante, ainsi qu'une administration distincte de la Suède. Les deux pays forment deux royaumes entièrement indépendants l'un de l'autre, mais soumis au sceptre d'un même roi. Bernadotte, qui monta sur le trône sous le nom de *Charles XIV*, consolida son pouvoir pendant un règne de vingt-cinq ans et laissa à son fils *Oscar I* un royaume prospère.

IV. — L'EMPIRE RUSSE ET L'EMPIRE OTTOMAN. (1815-1830.)

LA RUSSIE ET LA POLOGNE (1815-1830). — La Russie, contre laquelle s'était brisée la puissance de Napoléon, retira de grands avantages de la chute de l'empire français. *Alexandre I*, prince doux, clément et généreux, avait exercé une grande influence au congrès de Vienne, et il l'avait employée dans un esprit de conciliation : grâce à lui, la France avait conservé une partie des provinces allemandes, la Lorraine et l'Alsace, que les puissances songeaient sérieusement à lui enlever. Ce fut lui encore

---

guerre contre la Russie (l'an 1812). Alliance de la Suède avec la Russie; cette dernière puissance lui promet la Norwége. L'alliance avec l'Angleterre est renouvelée. La Suède envoie une armée de 30.000 hommes aux puissances coalisées contre Napoléon; l'Angleterre déclare ne pas s'opposer à la réunion de la Norwége à la Suède (l'an 1813). Guerre contre le Danemark et victoires de Bernadotte sur l'armée franco-danoise. *Paix de Kiel* (l'an 1814): le Danemark renonce à la Norwége. — Insurrection dans la *Norwége* : le gouverneur *Christiern Frédéric* de Danemark proclame l'indépendance du pays et est élu roi constitutionnel (l'an 1814). Opposition des alliés, et blocus des ports de la Norwége par une flotte anglaise. Une armée suédoise envahit le pays : le prince danois abdique et le Storthing de Christiania reconnaît le roi de Suède comme roi de Norwége, mais à la condition de conserver une entière indépendance administrative. Charles XIII est proclamé roi de Norwége, et le pays obtient une *constitution libre* : le Storthing exerce le pouvoir législatif, et le roi n'a qu'un véto suspensif pour trois ans. — La Suède conserva son ancienne constitution ; les États se divisent en *quatre ordres distincts* : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie et les paysans. Prospérité de la Suède et de la Norwége réunies sous la dynastie de Bernadotte : *Charles XIV.* — *Jean* (1818-1844). *Oscar I* (1844-1859). Charles XV règne depuis 1859).

IV. LA RUSSIE. — *Paul I* (1796-1801) fut assassiné par une conjuration de nobles. Il eut pour successeur l'aîné de ses quatre fils, *Alexandre I* (1801-1825). Le caractère conciliant et généreux de ce prince augmenta l'influence morale que la Russie avait acquise dans la guerre contre Napoléon. Un de

qui rétablit le *royaume de Pologne;* ce royaume resta uni à la Russie, mais il obtint une constitution à part avec une diète composée de deux chambres, le sénat et la chambre des députés, ayant des attributions législatives et s'occupant de tous les intérêts du royaume; de plus l'armée polonaise exclusivement recrutée dans le royaume ne devait pas être incorporée dans l'armée russe, mais tenir garnison dans le pays. La *Finlande*, la *Bessarabie* et une partie de la *Moldavie* furent définitivement réunies à l'empire russe. — Alexandre mérita ainsi l'estime de l'Europe et l'amour de son peuple, au bonheur duquel il consacra toute sa sollicitude. Malheureusement il rencontra une assez forte opposition chez la noblesse russe et de graves obstacles dans le régime bureaucratique; cette opposition fit plus d'une fois échouer les réformes qu'il voulait introduire dans son empire. Il prépara toutefois l'abolition du servage et entreprit de longs voyages à travers ses vastes provinces pour en connaître les besoins par lui-même. Il mourut subitement à *Taganrog*, sur les confins de l'Asie. Des soupçons de mort violente ont plané sur son entourage et n'ont jamais été entièrement dissipés. Son frère aîné *Constantin* ayant renoncé au trône, son

---

ses plus beaux titres de gloire fut le rétablissement du ROYAUME DE POLOGNE, auquel il donna une constitution (le 25 mai 1815). L'empereur, comme roi de Pologne, partageait le pouvoir avec la diète; il avait le pouvoir exécutif, qu'il faisait exercer par un vice-roi ou gouverneur; la *diète* se composait de deux chambres, le *sénat* et la *chambre des députés;* le premier contenait trente membres, parmi lesquels dix évêques, nommés sénateurs à vie par le roi; la chambre des deputés comptait 60 membres, âgés au moins de quarante ans et élus pour neuf ans par les Etats provinciaux; les élections se faisaient par tiers tous les trois ans; la diète se réunissait tous les deux ans et délibérait sur les projets de lois soumis par le vice-roi au nom du czar. L'armée polonaise, recrutée dans le pays, formait un corps séparé de l'armée russe et devait stationner dans le pays. Réformes importantes dans l'administration, préparées par Alexandre, qui favorisa l'industrie et le commerce, fonda de nouvelles universités, à Kasan, à Dorpat, à Varsovie et à Pétersbourg; mais il heurta par là la noblesse et la bureaucratie, très-puissantes en Russie. Peut-être ni l'une ni l'autre ne furent-elles étrangères à la mort subite de l'empereur, laquelle est restée entourée d'un certain mystère (le 1 décembre 1825). Son frère *Constantin*, qui avait contracté un mariage morganatique, avait renoncé à la succession, qui échut

second frère *Nicolas* fut proclamé empereur. Une révolution militaire éclata à S.-Pétersbourg ; mais elle fut étouffée par l'énergie du nouveau prince. — Cependant Nicolas I abandonna la ligne politique suivie par son frère et travailla à réaliser un double but : établir à l'intérieur l'unité politique et religieuse de son empire et étendre sa domination sur l'Orient. Cette dernière tendance l'impliqua dans deux guerres contre la *Perse* et contre la *Turquie*. Le général *Paskewitsch* enleva aux Perses une partie de l'*Arménie* et rendit la Russie maîtresse de la mer Caspienne. La guerre contre la Turquie, dans laquelle se distingua le général *Diebitsch*, se termina par la *paix d'Andrinople*, qui fixa le Pruth comme limite des deux empires et qui plaça la Servie, la Valachie et la Moldavie sous le protectorat de la Russie. — La persécution des *catholiques* et surtout des *Grecs-Unis*, que l'empereur voulait réunir de force à l'église grecque schismatique, et les vexations des employés russes et du grand duc Constantin, gouverneur de la Pologne, finirent par provoquer une insurrection générale dans ce dernier pays. Les Polonais réclamèrent le redressement de leurs griefs ; mais l'empereur exigea une soumission sans condition. La Pologne proclama alors son indépen-

---

ainsi au troisième frère, *Nicolas I* (1825-1855) : celui-ci l'offrit néanmoins à Constantin, qui persista dans sa résolution et fit proclamer lui-même son frère. Les mécontents, qui étaient surtout nombreux dans la jeune noblesse, parvinrent à gagner une partie des soldats en garnison à Pétersbourg et fomentèrent une révolte. Energie de Nicolas; il se rend au milieu des émeutiers, à la tête d'un petit détachement de troupes fidèles, et fait arrêter les chefs des conjurés : l'exil en Sibérie fut la punition des coupables. — Changement de la politique russe : elle devient de nouveau agressive et poursuit les projets de l'impératrice Catherine II. De là les guerres contre la Perse et la Turquie, et enfin avec la France et l'Angleterre. De là aussi les persécutions religieuses, l'*insurrection de la Pologne*, et la transformation de ce royaume en province russe. — *Alexandre II* règne depuis 1855.

LA TURQUIE. — *A consulter :* Zinkeisen, *Histoire de l'Empire ottoman*, vol. 5-7. Etat de l'empire turc au milieu du dix-septième siècle (voyez plus haut, page 82). Les revers des Turcs, dans les guerres qu'ils avaient eu à soutenir, provenaient en grande partie des progrès que la tactique militaire avait faits chez les puissances occidentales, tandis que les Turcs étaient restés stationnaires. La dernière grande expédition remarquable

dance, et il s'ensuivit une guerre sanglante. Malgré l'héroïque résistance du peuple et les talents militaires des chefs, entr'autres de Skrzynecki, les Polonais succombèrent sous la supériorité numérique de leurs ennemis. L'empereur Nicolas punit cruellement tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection et incorpora la Pologne comme province dans son empire. Les persécutions contre les catholiques et les Grecs-Unis recommencèrent avec une nouvelle violence. — L'empereur ayant repris ses projets de conquête en Orient, la France et l'Angleterre intervinrent, et la guerre se fit dans la *Crimée*. Nicolas mourut pendant cette guerre, et son fils *Alexandre II* conclut la paix, qui fut signée à Paris. Une nouvelle ère s'est ouverte pour la Russie avec le règne de ce prince, qui parait avoir pris pour modèle son oncle Alexandre I.

La turquie (1648-1830). — L'Empire turc était en pleine décadence depuis le milieu du dix-septième siècle. Les guerres que les Turcs avaient eu à soutenir contre la Russie, l'Autriche, la Pologne et la république de Venise s'étaient presque toujours terminées à leur désavantage, et, dans les traités conclus avec ces diverses puissances, ils avaient été obligés de leur céder d'importantes provinces et de se soumettre souvent à des conditions humiliantes. C'est ainsi que dans la *paix de Carlovitz* ils avaient dû renoncer à la plus grande partie de la Hongrie, à la Transylvanie et à l'Esclavonie, pays qu'ils avaient possédés

---

des Turcs avait été leur attaque contre Vienne (l'an 1683), où ils avaient été vaincus par Sobieski, roi de Pologne. La guerre s'était terminée par la paix de *Carlowitz* (l'an 1699), qui leur avait fait perdre la Hongrie, la Transylvanie et l'Esclavonie (voyez page 256) — Première guerre contre l'Autriche (1716-1718) terminée par la *paix de Passarovitz*; dans la seconde guerre (1736-1739), ils avaient repris la ville de Belgrade (voyez page 258) — Guerres contre la *Russie* : la première (1768-1774), terminée par la *paix de Kaynardgy*; la seconde (1787-1791) par celle de *Jassy* (voyez page 277). Guerre contre la Russie, après une alliance conclue par les Turcs avec Napoléon (1809-1812); *paix de Bukarest* (voyez page 389). Dernière guerre entre les Russes et les Turcs (1828-1829) : *paix d'Andrinople*, qui plaça la Moldavie, la Valachie et la Servie sous le protectorat de la Russie. — Décadence intérieure de la Turquie, par suite de la mauvaise administration

pendant plus d'un siecle. Par suite d'une nouvelle guerre contre l'empereur *Charles VI*, les Turcs avaient été complétement expulsés de la Hongrie et n'avaient pu obtenir la *paix de Passarovitz* qu'en cédant une partie de la Servie et de la Valachie. La *paix de Belgrade* leur avait ensuite rendu, il est vrai, quelques-unes de ces dernières contrées. Enfin, apres de longues et sanglantes guerres contre l'impératrice *Catherine II*, qui voulait mettre fin à la domination turque en Europe et réunir Constantinople à son empire, ils avaient encore perdu, dans la *paix de Kaynardgy*, la Crimée, et, dans la *paix de Jassy*, le littoral septentrional de la Mer-Noire. Cédant aux sollicitations de Napoléon, lors de son expédition en Russie, les Turcs rompirent de nouveau la paix : ils furent vaincus par les Russes, et dans la *paix de Bukarest*, firent le sacrifice de la Bessarabie et d'une partie de la Moldavie. Le refus d'exécuter les stipulations de ce dernier traité fut la cause d'une nouvelle guerre avec la Russie, qui se termina par la *paix d'Andrinople*. L'insurrection des Grecs devait encore priver l'empire d'une de ses plus belles provinces. — La décadence intérieure de l'empire turc allait de pair avec celle de sa puissance extérieure. L'administration des provinces était entre les mains des pachas, qui gouvernaient d'une manière arbitraire et qui, pour s'enrichir, ruinaient souvent les habitants en les écrasant d'impôts sans cesse croissants. Les sultans étaient le jouet

---

des provinces par les *pachas*, qui étaient presque entièrement indépendants, et de l'influence des *janissaires* qui s'opposaient à toutes les réformes proposées par les sultans. *Mahmoud II* (1808-1839) veut réorganiser l'armée : opposition des Janissaires; une émeute est sur le point d'éclater. Le sultan les fait cerner dans leur caserne et en fait faire un horrible massacre; plus de 3000 y périssent; le corps est dissous (l'an 1826). L'armée turque est organisée à l'européenne.

LA GRÈCE. — Triste sort de la population grecque dans l'empire turc. Les habitants de la Grèce et des îles grecques, autrefois soumis en grande partie à la république de Venise, s'étaient enrichis par le commerce et ils possédaient une marine marchande considérable. Les principales familles envoyaient leurs fils en France, en Italie et en Angleterre, d'où ces jeunes gens rapportaient des idées de liberté et d'indépendance. Ils avaient alors

des intrigues de cour et dépendaient de leurs grands-vizirs, ainsi que des commandants du corps des Janissaires. Les efforts que firent quelques-uns de ces princes pour introduire des réformes échouèrent contre la résistance de leurs serviteurs omnipotents; plusieurs d'entre eux tombèrent victimes de la vengeance des Janissaires. Le sultan Mahmoud II, prince d'un caractère énergique et cruel, résolut de réorganiser son armée sur le modèle des armées européennes; les Janissaires s'y étant opposés, il les fit massacrer en grand nombre et détruisit ainsi ce corps redoutable. Mais il ne parvint pas à réveiller l'esprit guerrier chez la nation turque, ni à faire disparaître les nombreux abus qui entraîneront fatalement la chute de l'Empire ottoman.

Affranchissement de la Grèce (1821-1835). — La population chrétienne de l'empire turc avait surtout à souffrir des vexations des pachas, et les persécutions sanglantes contre elles n'étaient pas rares. Des insurrections avaient éclaté à différentes reprises, mais n'avaient servi qu'à aggraver le sort malheureux des chrétiens. Les provinces qui avaient formé l'ancienne *Grèce*, y compris les îles de l'Archipel, supportaient avec impatience la domination turque, sous laquelle elles gémissaient depuis la décadence de la république de Venise. Une société secrète, appelée *Hétairie*, s'était formée à la fin du dix-huitième siècle dans le but de travailler à la délivrance du peuple grec : elle avait été dissoute et plusieurs de ses

---

organisé une société secrète, sous le nom d'*hétairie* (voyez 2e vol. p. 133); cependant elle fut découverte et dissoute par les Turcs, et *Rhigas*, qui en avait été le chef, fut mis à mort (l'an 1798). Pendant le congrès de Vienne, une nouvelle hétairie dont les membres appartenaient à divers pays, fut organisée dans le but de travailler à la délivrance de la Grèce. *Alexandre Ypsilanti* appela aux armes tous les Grecs de la Turquie (l'an 1821), comptant sur l'appui de la Russie; mais l'empereur Alexandre, qui était en paix avec la Turquie, l'abandonna; il s'ensuivit une terrible persécution contre le clergé grec : le patriarche de Constantinople et plusieurs évêques furent massacrés au pied des autels. Ypsilanti, trahi par les Valaques, fut vaincu par les Turcs et son armée fut détruite; il se réfugia alors en Hongrie et mourut dans la forteresse de Munckatsch. Une insurrection avait éclaté en Grèce; la république y fut proclamée (l'an 1822). Massacre des habitants de

membres avaient été punis de mort. Une nouvelle tentative faite par *Ypsilanti*, fils d'un prince moldave et ancien officier russe, pour soulever toute la population grecque de la Turquie, échoua également; Ypsilanti fut contraint de se réfugier sur le territoire autrichien et enfermé dans une forteresse, où il mourut. Une insurrection éclata, un peu plus tard, dans la Morée et dans plusieurs îles, et eût d'abord un meilleur succès. La *Grèce* se constitua en *république*, et le prince *Maurocordato* fut nommé président. Malheureusement les Grecs ne parvinrent pas à s'entendre sur la constitution à donner au pays. Ce défaut d'union parmi eux permit à Ibrahim, fils du pacha d'Egypte, d'envahir la Morée à la tête d'une armée, sur la demande du sultan. Les cruautés qu'il y commit mirent en émoi tous les pays chrétiens : *Georges Canning*, ministre d'Angleterre, décida la France et la Russie à joindre leurs flottes à la flotte anglaise pour aller en Grèce mettre fin aux actes sanguinaires d'Ibrahim. Les flottes alliées détruisirent la marine turque dans la grande *bataille de Navarin*, et de nombreux volontaires français et allemands allèrent renfoncer l'armée des insurgés grecs. Cependant la mort de Canning rompit l'entente des puissances alliées: *Wellington*, qui lui succéda au ministère, rétablit les relations diplomatiques avec la Porte, qu'une guerre contre la Russie empêchait, pour le moment, d'assujettir complétement la Grece. Les Grecs, qui avaient

---

l'île de Chios par une armée turque sous le commandement de *Kapudan Pacha*. Les Grecs restèrent vainqueurs sur mer et forcèrent les Turcs à évacuer la Morée, l'Attique et uue partie de la Béotie. Désunion parmi les Grecs au sujet de la constitution à donner à leur Etat. Arrivée de l'armée égyptienne sous le commandement d'*Ibrahim* (l'an 1825) : il se rend maître de la Morée et exerce les plus affreuses cruautés sur les malheureux habitants du pays. Prise d'Athènes par Ibrahim (l'an 1826). *Canning*, devenu premier ministre en Angleterre, engage la France et la Russie à intervenir en faveur des Grecs. Une *triple alliance* est conclue dans ce but à Londres (6 juillet 1827). *Bataille de Navarin* (20 octobre 1827) et destruction de la flotte turque. Mort de Canning : l'Angleterre se retire de l'alliance et la Russie s'engage dans une guerre contre les Turcs. Mais Ibrahim reste maître de la Grèce. La république grecque se trouve réduite à quelques îles. Arrivée

nommé président de leur république *Capo d'Istria*, ancien ministre russe, auraient fini par succomber, si la France ne leur eût envoyé du secours. Une armée française, sous les ordres du général *Maison*, débarqua en Grèce, malgré les protestations de l'Angleterre, et força l'armée égyptienne d'évacuer le pays. La *conférence de Londres*, à laquelle prirent part les cinq grandes puissances et qui avait été réunie à l'occasion de la révolution belge, organisa la Grèce en royaume et donna la couronne au prince *Othon de Bavière*, après que le prince *Léopold de Saxe-Cobourg* l'eût refusée. Le nouveau royaume comprenait la Morée, la Livadie et une partie des îles de l'Archipel. Quoique ne renfermant qu'environ un million d'habitants, le royaume de Grèce a de nombreux éléments de prospérité qui pourront se développer un jour, s'il réussit à mettre un terme aux tiraillements intérieurs provoqués sans cesse par le caractère mobile et changeant du peuple grec.

V. — LE ROYAUME DES PAYS-BAS. LA RÉVOLUTION BELGE. (1815-1830).

LE ROYAUME DES PAYS-BAS ((1815-1825). — Le Congrès de Vienne, en rétablissant la France dans ses anciennes

---

d'une armée française sous les ordres du général *Maison* (l'an 1828 et délivrance de la Grèce. La *conférence de Londres* fixe les limites du nouvel Etat (l'an 1830). Nouvelles luttes intestines en Grèce : le parti républicain fait assassiner le président *Capo d'Istria*, accusé de vouloir se faire souverain de la Grèce. Guerre civile et nouvelle intervention des puissances ; elles donnent le trône de Grèce au prince *Othon* de Bavière (1832-1862) qui se rend dans ce pays à la tête d'une armée. Plusieurs conspirations viennent encore troubler la tranquillité, jusqu'à ce que le roi Othon, devenu majeur, ait pris lui-même les rênes du gouvernement (l'an 1835). Division du royaume de Grèce en trois provinces : la Morée, la Livadie et les îles de l'Archipel.

V. LES PAYS BAS SOUS GUILLAUME I (1815-1825). — L'organisation d'un puissant Etat sur les frontières septentrionales de la France pouvait sans doute avoir de bons résultats ; mais on n'avait pas songé aux difficultés qui devaient résulter de la réunion de deux peuples séparés, depuis deux siècles, par une antipathie religieuse et nationale (voyez plus haut, page 137). Toutefois cette réunion n'était pas impossible, si le gouvernement avait su respecter les intérêts des provinces qui se voyaient soumises à un prince étranger. Telle avait été, en effet, l'intention des puissances, lorsqu'en décrétant la

limites, songea à créer sur ses frontières du nord un royaume assez puissant pour mettre obstacle à de nouvelles conquêtes et qui aurait un intérêt commun avec la Prusse au maintien de l'organisation politique donnée à l'Europe. L'Autriche renonça en conséquence aux provinces belges, et ces provinces réunies à la Hollande formèrent le *royaume des Pays-Bas* sous le sceptre de la *dynastie d'Orange.* Mais la constitution déjà établie en Hollande devait régir les deux pays, après avoir été modifiée, d'un commun accord, d'après les besoins résultant de ces circonstances nouvelles. Le roi *Guillaume I* soumit donc la constitution au vote des *notables* belges, qui la rejetèrent à une forte majorité, tandis que les Etats-généraux de Hollande l'adoptèrent à l'unanimité. Malgré ce rejet, le roi déclara que la constitution était adoptée, en comptant les suffrages de tous les membres absents de l'assemblée des notables comme des votes affirmatifs. Les évêques belges, à la tête desquels se trouvait *Mgr de Broglie*, évêque de Gand, protestèrent contre une loi fondamentale qui donnait à un prince protestant le droit de régler les intérêts religieux d'un peuple catholique. La lutte entre le gouvernement hollandais et le peuple belge, commençant ainsi dès le

---

réunion des anciennes provinces catholiques de Belgique avec la Hollande, elles avaient expressément stipulé que la constitution, déjà établie dans ce dernier pays, serait modifiée, d'un commun accord, d'après les nouvelles circonstances. Convocation des *notables belges* dans la proportion d'un représentant sur 2,000 habitants : 1323 députés, sur les 1603 qui avaient été convoqués, se réunirent à Bruxelles ; la loi fondamentale fut rejetée par 796 voix contre 527 ; 126 députés avaient motivé leur vote négatif par les articles relatifs au culte. Le roi Guillaume défalqua ce dernier chiffre de celui des opposants, l'ajouta aux 527 votes affirmatifs, et déclara en outre que les 280 absents devaient également y être comptés. Une déclaration royale fut publiée, sanctionnant la loi fondamentale, qui avait pourtant été rejetée par une majorite de 269 voix. Ce premier acte déloyal fut d'un triste augure pour le nouveau royaume des Pays-Bas. Mesures arbitraires et violentes pour étouffer toute opposition contre le gouvernement : condamnation de l'abbé *de Foere* (l'an 1817), qui, dans sa revue, le *Spectateur belge* avait critiqué les dispositions de la loi fondamentale par rapport aux intérêts de l'Eglise catholique. Réclamations de l'épiscopat belge contre ces mêmes dispositions ; jugement doctrinal adressé par *Mgr de Broglie*, évêque de Gand, à ses diocésains. Accusation et condamnation par contumace de ce prélat,

début de cette réunion forcée de deux nations distinctes, devait inévitablement aboutir à la séparation. Les poursuites dirigées contre les journaux qui s'étaient élevés contre les procédés du gouvernement, et la condamnation par contumace de l'évêque de Gand, prélat qui jouissait de l'estime générale, augmentèrent le mécontentement dans les provinces belges. L'établissement de deux impôts odieux au peuple parce qu'ils tombaient sur des objets de première nécessité, savoir du droit de *mouture* et *d'abattage*, irrita surtout les classes inférieures dans les villes et la population agricole. Une loi sur les distilleries et des changements importants dans les tarifs des douanes portèrent préjudice à l'industrie et au commerce; ils furent suivis de la création du *syndicat d'amortissement*, qui soustrayait au contrôle des Etats-Généraux la gestion des finances de l'Etat et la plaçait directement entre les mains du roi et d'une commission nommée par lui. Engagé dans la voie de l'arbitraire, le gouvernement ne s'y arrêta plus et prépara lui-même la révolution en s'attaquant aux intérêts moraux et religieux du peuple. Ainsi il désigna la langue hollandaise comme obligatoire dans

---

qui avait quitté son diocèse pour se soustraire aux poursuites du gouvernement. Cette condamnation fut même affichée sur une place publique de Gand à un poteau élevé sur un échafaud entre deux brigands condamnés aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition publique (l'an 1817). Poursuites dirigées contre les organes de la presse qui avaient critiqué la conduite du gouvernement. — Projet d'impôt sur la *mouture* et l'*abattage* proposé aux Etats-Généraux; division de cette assemblée en deux camps, le nord ou les députés hollandais et le midi ou les députés belges; le projet fut adopté malgré l'opposition de ces derniers : il en fut de même d'une loi sur les *distilleries*, qui soumettait cette industrie à de graves vexations de la part des agents du fisc. Création du *syndicat d'amortissement* (l'an 1822), espèce de banque, qui obtint des revenus considérables sur les droits de péage et sur les domaines, un crédit de 100 millions de florins et le droit d'émettre des obligations jusqu'à concurrence de 116 millions. Le syndicat était chargé de pourvoir à diverses dépenses, mais il n'avait à rendre compte qu'à une commission de sept membres, et encore sous le sceau du secret; le roi faisait partie de cette commission et en avait la direction exclusive. *Arrêté royal sur les conflits* (l'an 1822) : une foule de procès furent soustraits, en vertu de cet arrêté, à la juridiction civile et déférés à l'administration, qui devenait ainsi juge et partie dans sa propre cause. *Arrêté royal* portant défense d'exercer l'état *d'instituteur primaire*, à moins d'y être autorisé par

l'enseignement à tous les degrés et en exigea la connaissance de quiconque aspirait à un emploi public. Un second arrêté royal porta défense d'enseigner sans une autorisation du gouvernement, et cette défense fut déclarée applicable à toutes les associations soit civiles, soit religieuses; enfin un dernier arrêté déclara que personne ne pourrait être reçu membre d'une association religieuse enseignante, sans être pourvu d'un brevet de capacité délivré par le gouvernement.

LES ÉVÉNEMENTS QUI PRÉCÉDÈRENT LA RÉVOLUTION (1825-1830). — La résistance du clergé belge et de la population catholique du pays à l'exécution de ces mesures porta le roi et ses deux ministres, le *baron Goubau*, ministre du culte, et *Van Maanen*, ministre de la justice, à frapper un coup décisif, dans le but d'en finir avec ce que l'on appelait des menées ultramontaines. Un arrêté royal vint brusquement fermer tous les établissements libres d'instruction secondaire; un autre arrêté statua l'érection d'un *collége philosophique* à Louvain et interdit l'admission de nouveaux élèves dans les séminaires épiscopaux, à moins qu'ils n'eussent achevé leurs études préparatoires dans

---

le gouvernement (l'an 1822); un autre arrêté appliqua cette disposition à toutes les associations enseignantes, civiles ou religieuses (l'an 1824). *Arrêté royal* portant que pour être admis à un emploi il fallait connaître la *langue nationale*, c'est-à-dire *hollandaise* (l'an 1822).

MESURES ARBITRAIRES QUI PRÉPARÈRENT LA RÉVOLUTION (1825-1830). — Arrêté royal prescrivant la fermeture de tous les *colléges* ou *écoles latines* non autorisés par le gouvernement (l'an 1825). Deuxième arrêté, concernant l'érection à Louvain d'un *collége* appelé *philosophique*, dans lequel tous les jeunes gens catholiques se destinant à l'état ecclésiastique devaient faire, pendant trois ans, des études philosophiques et théologiques, condition indispensable pour pouvoir entrer dans un des séminaires diocésains; *arrêté royal* défendant aux séminaires d'admettre des élèves autres que ceux qui sortaient du collége philosophique; *arrêté royal* défendant de faire des études, soit d'humanités, soit d'université, à l'étranger, sous peine de perdre tout droit d'être nommé à un emploi quelconque, ou même d'exercer une fonction *ecclésiastique*. Réclamations du clergé contre ces arrêtés : suppression d'un grand nombre de *colléges libres*; expulsion des frères des écoles chrétiennes, qui avaient surtout des écoles dans les provinces wallonnes. Discussions violentes dans les États-Généraux provoquées par ces mesures, qui avaient pour défenseurs les députés protestants de la Hollande et quelques députés libres-penseurs de la Belgique, et qui étaient en outre soutenues par une

ce collége. Il fut en outre défendu aux Belges de faire leurs études à l'étranger, sous peine de n'être nommés à aucun emploi public et de n'être autorisés à exercer aucune fonction ecclésiastique. Les protestations unanimes de l'épiscopat irritèrent le gouvernement et le décidèrent à fermer les grands séminaires et les colléges libres dans lesquels les jeunes gens se préparaient aux études théologiques. Les *Frères de la doctrine chrétienne*, qu'on avait appelés de France pour donner l'instruction au peuple, furent expulsés du pays. Pour calmer l'irritation provoquée par cette persécution religieuse, le gouvernement négocia un *concordat* avec le Saint-Siége; mais au lieu de le mettre à exécution, il s'appliqua à en éluder les principales stipulations. — Les mesures arbitraires dont le gouvernement avait frappé la presse, la partialité contre les Belges dans la collation des emplois publics, qui étaient donnés en majeure partie aux Hollandais, le système de tout régler par arrêtés royaux et sans le concours des représentants de la nation, enfin l'irresponsabilité des ministres, voilà les griefs politiques qui unirent contre le gouvernement hollandais tous les partis,

---

foule de pamphlets et par toute la presse antireligieuse. Quelques journaux catholiques, le *Courrier de la Meuse* à leur tête, engagèrent la lutte sur le terrain de la presse. Le projet de convoquer un schisme en organisant, indépendamment de Rome, la circonscription ecclésiastique des Pays-Bas, fut abandonné parce qu'il n'avait aucune chance de succès (l'an 1827). *Conclusion d'un concordat* avec le Saint-Siége (l'an 1827) : les protestants et les libres-penseurs en firent un grief au gouvernement, qui chercha alors par tous les moyens à en éluder l'exécution; une circulaire confidentielle rédigée dans ce sens fut envoyée par le ministre de l'intérieur à tous les gouverneurs. L'opinion publique se prononça de plus en plus contre le gouvernement: l'exploitation de provinces belges au profit exclusif de la Hollande ayant fini par ouvrir les yeux à tous ceux qui aimaient leur patrie, la presse libérale commença (l'an 1828) à s'associer aux catholiques pour réclamer le redressement des nombreux griefs religieux et politiques. Ce fut là l'origine de l'*union entre les catholiques et les libres-penseurs* si souvent mal jugée : les deux partis se rencontraient sur le terrain de la liberté et unissaient leurs efforts pour obtenir justice des mesures arbitraires du gouvernement, mais il n'y a pas eu de *pacte* dans lequel le parti catholique eût transigé sur ses principes : en inscrivant sur leur programme les quatre grandes libertés du *culte*, de l'*association*, de la *presse* et de *l'enseignement*, les catholiques ne cherchaient qu'à affranchir les intérêts religieux et moraux de la société des

toutes les fractions du peuple belge. Des pétitions furent signées dans toute la Belgique, adressées aux Etats-Généraux pour réclamer le redressement des griefs et appuyées par toute la presse indépendante. Elles occasionèrent des luttes violentes dans le sein des Etats-Généraux, et les députés belges prirent l'engagement de ne plus voter les budgets tant qu'on n'aurait pas fait droit aux réclamations de la nation. Le gouvernement répondit à cette opposition par des destitutions et aigrit encore davantage l'opinion publique. La condamnation de *M. de Potter*, célèbre publiciste, qui voulait créer un *confédération patriotique* afin de venir au secours de tous ceux qui seraient victimes des persécutions du gouvernement, et un nouveau projet de loi contre la presse portèrent l'exaspération à son comble. Il ne fallait plus qu'une étincelle pour faire éclater le volcan : cette étincelle fut la nouvelle de la *révolution de juillet* en France.

LA RÉVOLUTION BELGE (1830-1831). — Les troubles commencèrent à Bruxelles à l'issue d'une représentation au théâtre : le peuple dévasta les habitations du ministre *Van Maanen* et de *Libry Bagnano*, journaliste à gages du

---

entraves qu'y avait mises le gouvernement protestant de la Hollande. Nombreuses *pétitions* envoyées par toutes les provinces belges aux Etats-Généraux, pour réclamer le redressement des griefs (fin de l'année 1828); violentes discussions dans cette assemblée. *Message* du roi aux Etats-Généraux : il traitait de chimériques les griefs formulés par les pétitionnaires et annonçait en même temps des mesures sévères de répression. Une circulaire du ministre de la justice *Van Maanen*, adressée à tous les employés, exigeait l'adhésion de ceux-ci aux principes du message sous peine de destitution. Résolution prise par les députés belges aux Etats-Généraux de ne plus voter les budgets avant le redressement des griefs (1828-1829). *Destitution* des fonctionnaires qui passaient pour hostiles au gouvernement. Publication dans les journaux des statistiques du personnel de toutes les administrations publiques, prouvant que toutes les places importantes et la majeure partie des emplois étaient donnés à des Hollandais. Projet de fonder *une confédération patriotique* et *souscription nationale*. Condamnation de *de Potter* et de *Tielemans*, auteurs de ce projet. Nouvelle loi contre la presse présentée aux Etats-Généraux (l'an 1830). Révolution de juillet à Paris, et retentissement de cet événement en Belgique.

LA RÉVOLUTION JUSQU'À L'INAUGURATION DU ROI LÉOPOLD (1830-1831). — *Van Maanen* et *Libry Bagnano* étaient l'objet de la haine populaire : le premier avait servi tous les gouvernements établis successivement en Hollande,

gouvernement. Le lendemain les troubles s'étant renouvelés et l'anarchie menaçant de bouleverser la ville en présence de l'inaction des autorités, une garde bourgeoise s'organisa et rétablit l'ordre : elle adopta les vieilles couleurs brabançonnes, et une députation partit pour la Haye, portant au roi une pétition signée par un grand nombre de notables de Bruxelles pour réclamer le redressement des griefs et la convocation des États-Généraux. Des troubles semblables eurent lieu à Liége, et là une commission provisoire se constitua pour maintenir l'ordre. Le roi envoya alors un corps d'armée sous le commandement du prince d'Orange pour réduire Bruxelles. Mais le prince s'arrêta à Vilvorde et de là il entra seul dans la ville, qu'il trouva couverte de barricades : toute la bourgeoisie était sous les armes. En attendant, la députation étant revenue de la Haye avec des promesses de la part du roi, on demanda au prince d'Orange que la Belgique fût complétement séparée de la Hollande, et qu'elles n'eussent plus d'autre lien d'union que la dynastie régnante. Le prince promit de soumettre ces vœux à son père et quitta Bruxelles. Les troubles de Bruxelles eurent leur contre-

---

le Stathouderat, la république, le roi Louis, l'empereur Napoléon et le roi Guillaume I, qui lui avait confié le portefeuille de la justice ; *Libry Bagnano* avait été condamné deux fois pour faux en France et était chargé de la rédaction du *journal officiel* qui se publiait à Bruxelles ; des secours considérables, pris sur les fonds de l'industrie, avaient été accordés à Libry par des arrêtés secrets, qui furent publiés par le *Courrier des Pays-Bas*. Révolution à Bruxelles et désordres commis par la populace, qui se livre au pillage sans que les autorités osent intervenir. Organisation d'une garde bourgeoise sous le commandement du baron d'Hooghvorst : elle rétablit l'ordre et prend les trois couleurs brabançonnes, après avoir fait disparaître les couleurs françaises qui avaient été arborées dans différents endroits. Départ pour la Haye d'une députation de cinq citoyens, le baron d'Hooghvorst, le comte Félix de Mérode, Gendebien, le baron de Sécus et Palmaert. *Troubles à Liége* : le gouverneur hollandais abdique son autorité entre les mains des bourgeois. Réunion du conseil d'Etat à la Haye : il décide la convocation des États-Généraux et l'envoi du prince d'Orange et du prince Frédéric à la tête de 6000 hommes contre Bruxelles. Le prince d'Orange s'arrête à Vilvorde et invite les notables de Bruxelles à se rendre auprès de lui ; il promet que les griefs seront redressés. Dans une proclamation il annonce qu'il occupera Bruxelles avec ses troupes. Grande effervescence dans la ville : elle se couvre de barricades et les bourgeois en masse prennent les

coup dans un grand nombre de villes, et il y eut de graves désordres. Le roi ayant convoqué les États-Généraux, les députés belges se rendirent à la Haye pour y défendre la cause de leur nation. Mais ils y furent mal reçus : les journaux hollandais demandaient à grands cris le châtiment des rebelles. — Pendant que l'on discutait aux États-Généraux, le prince *Frédéric*, second fils du roi, attaqua Bruxelles à la tête d'une armée et pénétra dans le haut de la ville. Mais il y rencontra une résistance énergique et se vit contraint de se retirer : le combat avait duré quatre jours, et les volontaires accourus de tous les côtés y avaient pris une part active. Cette agression inattendue, au milieu des négociations, rompit le dernier lien entre la Belgique et la dynastie hollandaise : on constitua un *gouvernement provisoire* de neuf membres, qui s'adjoignirent M. de Potter, à son retour de Paris. La nouvelle s'en répandit rapidement dans toute la Belgique : de tous côtés on chassa les autorités hollandaises, et il ne resta bientôt plus aux Hollandais que les deux villes d'Anvers et de Maestricht. Ce fut en vain que le prince d'Orange se rendit dans la première de ces villes et qu'il

armes. Une nouvelle députation se rend à Vilvorde pour faire connaître au prince l'effet produit par la proclamation. Le prince d'Orange se décide à entrer seul à Bruxelles. Il y est reçu avec tous les honneurs, dus à son rang : mais effrayé par l'aspect de la ville, il se renferme dans son palais. Retour de la députation envoyée à la Haye : elle rapporte la promesse du roi d'examiner les plaintes du peuple belge. On demande au prince d'Orange la séparation administrative de la Belgique ; il promet de soumettre cette demande à son père et ne s'y montre pas opposé. Désordres à Verviers, à Louvain, à Bruges et à Anvers. Convocation des Etats-Généraux : les députés belges se réunissent à Bruxelles et prennent la résolution d'aller à la Haye reprendre leurs places à la seconde Chambre. Ils s'opposent à l'organisation d'un *gouvernement provisoire* à Bruxelles, réclamée par le parti avancé, et envoient une députation au prince Frédéric, qui était resté avec son corps d'armée à Vilvorde, pour le décider à ne pas attaquer Bruxelles ; le prince refuse de faire cette promesse. Départ des députés pour la Haye, où ils sont très-mal reçus. Le roi refuse de soumettre à l'assemblée la demande de séparation et annonce des mesures de rigueur contre les provinces révoltées : les députés hollandais appuient chaleureusement le refus du roi. — La nouvelle de ce qui se passait aux Etats-Généraux provoqua dans Bruxelles une grande exaspération, qui fut encore augmentée par une proclamation du prince Frédéric annonçant qu'il occuperait la ville avec ses

proclama l'indépendance de la Belgique. Le gouvernement provisoire protesta contre cette proclamation, et Anvers fut prise par les volontaires belges : le vaillant comte *Frédéric de Mérode*, qui se trouvait à leur tête, périt pendant l'attaque. Le général Chassé, commandant de la citadelle, bombarda la ville : ce fut le dernier acte d'hostilité exercé par les Hollandais, acte cruel et imprudent, qui rendit impossible toute négociation entre le peuple belge et le roi Guillaume. Le gouvernement provisoire consentit à la suspension des hostilités proposée par la Conférence des cinq grandes puissances réunie à Londres. Il convoqua ensuite à Bruxelles un *Congrès national*, qui proclama l'indépendance de la Belgique et l'exclusion à perpétuité de la dynastie d'Orange. La Belgique fut constituée en royaume; la couronne fut offerte par le Congrès au roi Louis-Philippe pour son fils le *duc de Nemours* qui la refusa, et ensuite au duc *Léopold de Saxe-Cobourg*, qui l'accepta. Une nouvelle ère s'ouvrit alors pour la Belgique, dont l'indépendance ne tarda pas d'être reconnue par les grandes puissances européennes.

---

troupes. Cette attaque fut exécutée, mais elle échoua : après un combat de quatre jours (23-26 sept.), le prince se retira pendant la nuit. Un gouvernement provisoire fut organisé le dernier jour du combat : il se composait de MM. *Em. d'Hooghvorst*, *Ch. Rogier*, *Félix de Mérode*, *Gendebien*, *Van de Weyer*, *Joly*, *Vanderlinden*, *Coppin* et *Nicolaï*. M. *de Potter*, qui arriva le lendemain, fut reçu avec enthousiasme par le peuple et entra dans le gouvernement provisoire. Insurrection de toutes les villes de la Belgique. Le prince d'Orange fut alors nommé par le roi *gouverneur des provinces belges*. Mais il était trop tard. A la suite d'une protestation du gouvernement provisoire, le prince quitta Anvers, laissant une forte garnison dans la citadelle sous le commandement du général *Chassé*. Des volontaires belges arrivèrent alors d'Angleterre et de France : à la tête de ces derniers se trouvait le comte *Frédéric de Mérode*. Attaque d'Anvers et combat à Berchem, où Frédéric de Mérode fut blessé mortellement. Entrée des volontaires à Anvers; bombardement de la ville. Le roi de Hollande s'étant adressé aux grandes puissances signataires du traité de Vienne, pour réclamer leur intervention, une *Conférence* des envoyés d'Angleterre, de France, d'Autriche, de Prusse et de Russie se réunit à Londres (novembre 1830). Elle proposa une suspension d'armes, qui fut acceptée par le gouvernement provisoire. Convocation du *Congrès national* et organisation du nouveau royaume de Belgique. Election du prince *Léopold de Saxe-Cobourg* comme roi héréditaire de Belgique. Son inauguration à Bruxelles (21 juill. 1831).

VI. — LA FRANCE SOUS LA RESTAURATION. LA RÉVOLUTION DE JUILLET (1815-1830).

Règne de louis xviii (1815-1824). — Le second traité de Paris avait rétabli la France à peu près dans ses anciennes limites, ratifiant en outre l'incorporation d'Avignon et du comtat de Venaissin. Mais les puissances alliées lui avaient imposé l'entretien, pour cinq ans, d'une armée d'occupation de cent cinquante mille hommes et le paiement d'une indemnité de guerre de sept cents millions de francs. Ces conditions blessaient vivement le sentiment national et ajoutaient aux difficultés que *Louis XVIII* rencontrait dans l'œuvre si difficile de guérir les plaies faites au pays par la révolution, par la république et par les guerres de l'empire. La *constitution représentative*, modelée en partie sur la constitution anglaise, ouvrait à la France une nouvelle ère de liberté ; mais on avait maintenu dans l'administration la centralisation bureaucratique. Louis XVIII, prince élevé et instruit à l'école de l'adversité, possédait à un haut degré toutes les qualités nécessai-

---

VI. Louis XVIII (1815-1824). — La *charte* que Louis XVIII avait donnée à la France après la chute de l'empire (l'an 1814), fut maintenue après la bataille de Waterloo, et la seconde paix de Paris (l'an 1815). Elle avait pour base l'institution de deux chambres législatives, savoir une *pairie héréditaire* dont les membres étaient nommés par le roi, et une *chambre des députés* ; elle exigeait l'âge de 30 ans pour l'admission à la chambre des pairs ; pour être élu député, il fallait être âgé de 40 ans et en outre payer 1000 francs de contributions directes ; les députés étaient nommés pour cinq ans, et la chambre se renouvelait chaque année par cinquième : étaient électeurs tous les citoyens payant 300 francs de contributions directes et âgé de 30 ans. — *Ministère Richelieu* (1815-1818). Divisions et partis politiques en France : le parti *royaliste*, les *républicains*, les *impérialistes*, les *libéraux constitutionnels*. Le parti royaliste fut d'abord le plus nombreux dans la chambre des députés en 1815 (la chambre introuvable). Opposition contre le *ministère*, et dissolution de la Chambre (l'an 1816). Les élections donnèrent la majorité au parti libéral ; mais ce parti n'était pas homogène. Nouvelle loi électorale ordonnant la réunion des électeurs dans chaque département en une seule assemblée électorale : cette loi favoriaait le parti libéral, parce qu'elle éloignait des élections une grande partie des électeurs des campagnes (l'an 1817). — Congrès d'Aix-la-Chapelle (l'an 1818). — Le duc de Richelieu se rapprocha de nouveau du parti royaliste ; mais il ne put se maintenir et donna sa démission. — *Ministère de Decazes* (1818-1820). Opposition de la *Chambre des*

res pour gouverner l'Etat dans les circonstances difficiles où il se trouvait. Cependant il ne réussit pas à réunir dans un *grand parti national* les hommes modérés des deux partis, *royaliste et libéral;* il ne put que suivre la lutte de ces partis, qui se disputaient le pouvoir et qui préparaient ainsi de nouveaux bouleversements pour la France. Après avoir obtenu, au *Congrès d'Aix-la-Chapelle*, la retraite de l'armée d'occupation et l'admission de la France dans la Sainte-Alliance, Louis XVIII gouverna dans le sens libéral par le *ministère Decazes*, qui avait obtenu la majorité dans la *Chambre des députés*, par suite de la dissolution de cette chambre et de nouvelles élections, et dans la *Chambre des pairs* par la nomination d'un grand nombre de nouveaux membres. L'assassinat du *duc de Berry*, héritier présomptif du trône, par *Louvel*, jeta le roi dans les bras du parti royaliste. Le *ministère Richelieu*, qui remplaça celui de Decazes, restreignit la liberté de la presse et introduisit d'importants changements dans la loi électorale qui avait jusqu'alors donné la prépondérance au parti libéral. Plusieurs conspirations dans l'armée, découvertes à temps, hâtèrent la formation d'un nouveau ministère, qui eut pour chef le comte de *Villèle* et qui

---

pairs contre le ministère, et nomination de 63 nouveaux pairs par le roi (l'an 1819). Elections libérales pour la chambre des députés; la Chambre refuse d'admettre dans son sein le régicide *Grégoire* et annule son élection. Projet de changements dans la loi électorale, en transférant les élections des chefs-lieux de département dans les chefs-lieux d'arrondissement et en portant le nombre des députés à 452. *Assassinat du duc de Berry* par Louvel (le 13 février 1820). Attaques du parti royaliste contre le ministère. — *Second ministère Richelieu* (1820-1821). Rétablissement de la censure contre les journaux, qui sont remplacés en partie par des brochures. Nouvelle loi électorale, statuant l'élection à deux degrés, dans les arrondissements et les départements. Troubles à Paris: ils sont réprimés. Conspirations dans l'armée: elles sont découvertes à temps. Elections et majorité royaliste dans la chambre des députés : elle force le roi à destituer Richelieu. — *Ministère Villèle* (1821-1828). Révolution en Espagne et *congrès de Vérone* (1822). Introduction du *carbonarisme* en France : presque toute la franc-maçonnerie et une partie de la jeunesse des écoles à Paris s'y fait affilier; Lafayette s'y fait également recevoir. Une conspiration des carbonari est découverte et échoue. *Lafayette* et *Manuel* restent à la tête de l'association et tâchent d'influencer les élections; ils y réussissent dans plusieurs villes et surtout à

accepta, au *Congrès de Vérone*, la mission de combattre la *révolution militaire en Espagne*. Une armée sous le commandement du duc d'Angoulême rétablit Ferdinand VII sur son trône. L'expédition d'Espagne porta un rude coup au parti libéral en France, et la dissolution de la Chambre des députés donna une immense majorité au parti royaliste. Villèle en profita pour prolonger le mandat des députés et le porter à sept ans. Il fut moins heureux quand il proposa de convertir les fonds publics; cette proposition échoua à la Chambre des pairs, parce qu'elle froissait les intérêts d'un grand nombre de membres de cette assemblée. *Chateaubriand*, qui était ministre des affaires étrangères, fut soupçonné d'avoir encouragé l'opposition des pairs et fut destitué. Villèle, après avoir essayé par plusieurs moyens, mais sans résultat, de se rendre maître de la presse, rétablit à la fin la *censure* par ordonnance royale. Ce fut un des derniers actes de *Louis XVIII;* il mourut le **16** septembre 1824, laissant le trône à son frère le *comte d'Artois*.

Règne de charles x (1824-1830). — *Charles X* était un prince sincèrement religieux, animé de généreux sentiments; mais il manquait d'énergie et se laissait souvent entraîner par des prédilections personnelles pour des

---

Paris (l'an 1822). L'expédition en Espagne est décidée: le gouvernement demande à la chambre des députés de voter des subsides. *Manuel* s'élève avec violence contre l'intervention. Il est exclu de la Chambre pour le reste de la session et expulsé par la force: toute la gauche le suit et ne reparaît plus à la Chambre (l'an 1823). Expédition en Espagne et rétablissement de la monarchie. Dissolution de la Chambre; élections favorables au parti royaliste (l'an 1824). La loi sur la durée septennale de la Chambre est adoptée. Opposition de la chambre des pairs à la conversion de la rente, et destitution de Chateaubriand. Attaques de la presse contre le gouvernement; acquittement des journalistes par les tribunaux. *Rétablissement de la censure* par une ordonnance royale. *Mort de Louis XVIII* (16 septembre 1824).

Charles X (1824-1830). — Sentiments religieux de Charles X; appui donné au clergé pour ranimer la foi chez le peuple. Activité et zèle du clergé séculier et des *Pères de la foi* appartenant à la compagnie de Jésus; ils donnent de nombreuses missions dans les villes et surtout dans les campagnes, et parviennent à ramener à la pratique de la religion une bonne partie de la génération élevée dans un temps où la révolution avait fait disparaître tout culte. Rétablissement des petits-séminaires et d'un grand nombre de collèges sous la direction du clergé tant séculier que régulier. Révo-

hommes qui n'étaient pas à la hauteur de leur position. Il avait compris la nécessité de ramener le peuple aux pratiques religieuses et de raviver sa foi pour le soustraire à l'influence délétère des principes anti-sociaux qui s'étaient répandus dans les masses pendant la révolution. Il révoqua l'ordonnance qui avait établi la *censure,* et calma ainsi l'irritation que cette mesure avait provoquée. Ensuite il se rendit à *Rheims,* pour y être sacré conformément à l'anciennne coutume du royaume. Le *clergé* et les *Jésuites,* qui étaient revenus en France sous le nom de *Pères de la foi,* travaillèrent à ranimer la religion chez le peuple, et furent puissamment appuyés par le roi et par le gouvernement. Malheureusement dans maintes occasions, la religion était identifiée, surtout par le gouvernement, avec les principes royalistes, ce qui donnait occasion au parti libéral d'attaquer violemment le clergé. Ce parti arbora de nouveau le drapeau anti-religieux et inonda la France de journaux impies et immoraux. Pour mettre un frein aux abus de la presse, le ministère proposa une nouvelle loi qui, sans établir formellement la censure, soumettait les publications périodiques à un droit de timbre assez élevé et à une pénalité très-sévère pour les attaques contre

---

cation de l'ordonnance royale qui avait établi la *censure.* Cette mesure donna une nouvelle activité au parti antireligieux et aux journalistes hostiles au ministère. Vote d'un *milliard* d'indemnité pour les émigrés dont les biens avaient été confisqués pendant la révolution. Le duc d'Orléans, qui avait recouvré tous les biens appartenant à sa famille, toucha pour sa part 14 millions de francs. *Sacre* de Charles X à Rheims (mai 1825) Attaques violentes de la presse contre les Jésuites, contre la religion et contre le gouvernement. Loi proposée pour restreindre la liberté illimitée de la presse. Pétitions contre cette loi, qui est adoptée par la chambre des députés avec quelques modifications (l'an 1826). Opposition très-forte dans la chambre des pairs : le ministère retire le projet. Revue de la garde nationale de Paris ; des cris séditieux proférés par une légion, ayant trouvé de l'écho dans les autres légions, décident le roi à dissoudre la garde nationale. Rétablissement de la censure (l'an 1827). Nouvelle fournée de 76 pairs ; dissolution de la chambre des députés ; nouvelles élections, qui donnent la majorité au parti libéral et un renfort à l'extrême droite composée des ultra-royalistes. Chute du ministère Villèle. — *Ministère Martignac* (1828-1829). Abolition de la censure. Expédition de Grèce (voyez page 426). Création d'un grand nombre de journaux à Paris et dans les provinces : presque

l'ordre public et même contre la vie privée des citoyens. Il se vit forcé de la retirer devant l'opposition des deux Chambres. Villèle parvint pourtant à faire voter un milliard d'indemnité pour les émigrés dont la révolution avait confisqué les biens. Des cris séditieux ayant été poussés par une légion de la garde nationale pendant une revue faite par le roi, toute la garde nationale de Paris fut dissoute, et la censure rétablie par ordonnance royale. — Toutes ces mesures furent exploitées par la presse pour exciter l'opinion publique contre le ministère, en sorte que, Villèle ayant fait dissoudre la Chambre des députés, les nouvelles élections donnèrent une immense majorité à l'opposition. Le ministère Villèle dut se retirer et fut remplacé par un ministère libéral, dont *Martignac* était le chef. L'envoi d'une division de l'armée en Grèce et l'affranchissement de ce pays par les armes françaises vinrent exercer une heureuse influence sur l'opinion publique. Cependant le ministère en faisant fermer les colèges des Jésuites et tous les établissements d'instruction du clergé qui refusaient de se soumettre au régime de l'Université, porta un coup fatal à la régénération religieuse de la France et encouragea le parti anti-religieux. Charles X

---

tous ces journaux étaient de l'opposition ; formation d'une association, qui avait pour but de combattre les mesures du gouvernement, et pour devise : *Aide-toi, le ciel t'aidera ;* elle s'étendit sur tout le pays. Mesures violentes contre les colléges dirigés par le clergé séculier et régulier : un grand nombre furent supprimés, notamment tous les colléges des Jésuites. Cet acte illibéral obtint l'approbation unanime du parti libéral dans la Chambre et des journaux de l'opposition. Mémoire du ministère sur l'état du pays : il avait pour but de forcer le roi à consentir à la destitution de tous les fonctionnaires qui appartenaient au parti royaliste : 50 préfets et 150 sous-préfets se trouvaient sur la liste. Le ministère demandait aussi une réorganisation complète du conseil d'Etat. Charles X hésite à suivre le ministère dans cette voie; il se rapproche du parti royaliste, qui avait toujours ses sympathies. Le parti libéral dans la Chambre reproche au ministère Martignac de n'avoir pas fait assez pour les libéraux. Il combat un *projet de loi*, qui réduisait la centralisation (voyez p. 435) et rendait aux départements et aux communes une certaine indépendance. Le retrait de ce projet amène la rupture entre le parti libéral et le ministère. Le roi renvoie le ministère Martignac. — *Ministère Polignac* (1829-1830). Le nouveau cabinet comptait quelques hommes de talent et d'énergie, tels que *Bourmont et Labourdon-*

avait signé ces ordonnances avec une grande répugnance. Martignac ayant voulu encore exiger la destitution d'un très-grand nombre de préfets, et de sous-préfets, à cause de leurs principes royalistes, et s'étant brouillé en même temps avec le parti libéral de la Chambre des députés, le roi congédia son ministère et le remplaça par un ministère royaliste, à la tête duquel il plaça le prince de *Polignac.* Le nouveau ministère, se voyant attaqué avec une extrême violence et voulant vaincre l'opposition, fit prononcer par le roi la dissolution de la Chambre des députés. Sur ces entrefaites eut lieu l'expédition d'*Alger*. Le représentant de la France ayant été insulté par le dey Hussein pendan des négociations relatives à une dette qui remontait à l'expédition d'Egypte, une escadre française fut envoyée devant le port d'Alger, et une armée sous le commandement de Bourmont fut débarquée en Afrique. La ville fut bombardée et forcée de capituler. Cependant ce glorieux fait d'armes ne put détourner l'opinion des élections, dans lesquelles le parti libéral remporta une victoire complète. Charles X eut alors recours à un moyen violent en publiant les *fameuses ordonnances,* auxquelles il se crut autorisé par l'article quatorze de la Charte. Cette mesure fit éclater la révolution.

---

naye; mais son chef, *le prince de Polignac,* manquait de l'habileté nécessaire pour surmonter les difficultés de la situation et pour tenir tête à l'opposition dans la Chambre des députés et dans la presse. Organisation d'une vaste association dans le but de refuser le paiement des impôts. Labourdonnaye donne sa démission de ministre. Rupture avec le *Dey d'Alger*, qui avait grossièrement insulté le consul général de France (l'an 1829). Ouverture des Chambres (l'an 1830); adresse hostile au ministère votée par 221 députés de l'opposition. Ajournement de la Chambre : elle est.dissoute. Prise d'Alger (le 5 juillet 1830). Activité du parti libéral dans les élections, qui renforcent encore l'opposition dans la Chambre. *Ordonnances royales* basées sur l'article quatorze de la Charte, qui autorisait le roi à faire « les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'Etat. »

La Révolution de 1830. — Les quatre ordonnances, sur la légalité desquelles on n'est pas d'accord, stipulaient : 1° le rétablissement de la censure telle qu'elle avait été établie par la loi du 21 octobre 1814; 2° la dissolution de la Chambre qui n'avait pas encore été réunie depuis les dernières élections; 3° une modification de la loi électorale, généralisant les élections à deux

La révolution de juillet (l'an 1830). — Les ordonnances supprimaient la liberté de la presse, prononçaient la dissolution de la Chambre même avant sa réunion, et établissaient un nouveau régime électoral. Elles n'auraient toutefois pas provoqué directement la révolution, si la presse, les nombreuses publications dirigées contre le gouvernement et contre la religion, les sociétés secrètes, issues des loges maçonniques et du carbonarisme, n'avaient préparé cet événement de longue main. La jeunesse des écoles à Paris, les journalistes, les classes moyennes et enfin les ouvriers sans travail s'associèrent au mouvement. Le général *Marmont*, investi par le roi du commandement en chef des troupes en garnison à Paris, ne prit que des demi-mesures pour maintenir la tranquillité; du reste, il ne disposait pas de forces assez imposantes pour occuper militairement la ville. Pendant que l'on se battait dans les rues de la capitale, les chefs du parti libéral se réunirent chez le banquier *Laffite*, qui était très-lié avec le *duc d'Orléans :* le nom de ce dernier avait déjà été mis en avant à différentes reprises par le parti libéral. Il y avait cependant un autre parti nombreux et actif, principalement dans la jeunesse, qui demandait le rétablissement de la république et qui comptait sur *Lafayette*. Mais ce vieil-

---

degrés et réduisant le nombre des députés à 258 ; 4° la convocation des colléges électoraux pour procéder aux élections conformément à la nouvelle loi. Protestation des journaux de l'opposition; l'appel à la résistance trouve peu de sympathie le premier jour (27 juillet). Réunion d'un certain nombre de députés. Mouvement parmi la jeunesse et surtout parmi les élèves de l'école polytechnique (le 28 juillet); on adopte le drapeau tricolore. Le maréchal Marmont est nommé commandant de Paris ; mais il manque d'énergie et de troupes pour agir efficacement. Construction de barricades et commencement du combat. Nouvelles réunions des députés chez le banquier Laffitte. Le roi est trompé sur le resultat des mesures militaires et refuse de rapporter les ordonnances. Le 29 juillet, la révolution a le dessus sur les troupes, qui se retirent vers les Tuileries et le centre de la ville : vers le soir une partie passe du côté du peuple; les autres se retirent sur Saint-Cloud : le combat cesse. Les propositions du roi furent rejetées par les députés qui avaient déjà organisé un gouvernement provisoire et qui s'étaient prononcés pour le *duc d'Orléans*. Hésitation de ce prince, qui n'ignorait cependant pas les projets de ses amis. Organisation de la garde nationale, dont le commandement est donné à Lafayette. Le parti républicain compte sur ce der-

lard faible et vaniteux se laissa gagner par Laffitte et ses amis, et se rallia aux partisans du duc d'Orléans. Ce dernier n'était pas resté étranger à tout ce qui se tramait chez Laffitte; mais il évitait avec soin de se mêler au mouvement avant d'en connaître exactement la portée et d'en prévoir l'issue. Cependant les troupes, ayant eu le dessous, passèrent en partie du côté du peuple, tandis que le reste se repliait vers Saint-Cloud, où se trouvait Charles X. Ce prince consentit alors à revenir sur les ordonnances et envoya faire des propositions à Paris. Laffite et les députés de son parti repoussèrent ses avances et firent offrir au duc d'Orléans la *lieutenance générale* du royaume. Le duc d'Orléans hésita d'abord, puis se rendit à Paris et déclara qu'il était prêt à accepter la charge de lieutenant-général, en protestant toutefois de son attachement au roi. Charles X, qui s'était retiré à Rambouillet, ratifia la nomination du duc d'Orléans à la lieutenance-générale; de plus, il abdiqua pour lui et pour le duc d'Angoulême, en faveur du duc de Bordeaux qui devait être proclamé roi sous le nom de *Henri V*. Mais le duc d'Orléans voulait le départ de Charles X : il lui envoya une députation pour l'inviter à quitter la France. Le roi, ayant encore une armée de 10,000 hommes, crut pouvoir congédier la députation. Il se forma alors à Paris un rassemblement de gens du peuple, qui marcha sans ordre et presque sans armes, sur

nier : mais Lafayette se laisse gagner par Laffitte au parti du duc d'Orléans. Arrivée du duc d'Orléans à Paris pendant la nuit (le 30 juillet). Il accepte la charge de *lieutenant-général du royaume* (le 31 juillet) et publie une proclamation. Charles X quitte Saint-Cloud; il se rend à Trianon et de là à Rambouillet. Lettre du duc d'Orléans, qui proteste de son dévouement au roi et se défend de tout projet ambitieux. *Charles X abdique*, pour lui et son fils, en faveur du duc de Bordeaux, qu'il place sous la tutelle du duc d'Orléans, en reconnaissant ce dernier comme lieutenant-général du royaume. Mais le duc d'Orléans n'ose pas résister au parti qui veut la chute de la branche aînée, et il ne s'oppose pas à la marche d'une bande désordonnée sur Rambouillet. Charles X trompé, licencie ses troupes (12,000 hommes et 40 canons) et quitte Rambouillet pour se rendre à Cherbourg, où il s'embarque pour l'Angleterre (le 16 août). Ouverture des Chambres (le 3 août) et changements introduits dans la Charte. *Louis-Philippe* est proclamé *roi des Français* (le 9 août).

Rambouillet. A cette nouvelle le roi, qui avait horreur de verser le sang du peuple, se décida à partir. Après avoir relevé la garde du serment de fidélité envers lui, il sortit de Rambouillet et continua lentement son voyage jusqu'à Cherbourg, où il s'embarqua pour l'Angleterre. Avant son départ, il apprit que le duc d'Orléans avait accepté la couronne que la fraction libérale de la chambre des députés lui avait offerte, et qu'il avait pris le titre de *roi des Français* sous le nom de *Louis-Philippe*. Dix-huit ans plus tard, une nouvelle révolution devait forcer ce prince de prendre à son tour le chemin de l'exil.

QUESTIONS.

1. Quels sont les faits qui marquent le commencement des temps modernes? Indiquez la division de l'histoire moderne et les événements mémorables de chaque période. p. 5—8.

I. — NAISSANCE DU PROTESTANTISME.

2. Quelles ont été les causes du protestantisme et au milieu de quelles circonstances l'hérésie s'est-elle propagée? 9—11.

3. Faites l'histoire de Luther et du luthéranisme jusqu'à la *confession d'Augsbourg*. p. 12—17.

4. Retracez les mouvements religieux en Allemagne jusqu'à la mort de Luther. p. 17—19.

5. Comment éclata la première guerre de religion en Allemagne et par quel acte célèbre fut-elle terminée? p. 19—22.

6. Qui était Zwingle? Donnez un aperçu des dissenssions religieuses, qui s'élevèrent entre les cantons Suisses. p. 22—24.

7. Faites connaître Calvin et son influence. p. 25—26.

8. Comment le protestantisme s'introduit-il en France et quel fut le résultat du Colloque de Poissy? p. 26—30.

9. Quelle fut l'origine du schisme anglican? Signalez la tyrannie de Henri VIII. p. 30—32.

10. Par qui le protestantisme fut-il introduit en Angleterre? Que devint-il sous Marie-Tudor? p. 33—35.

11. Pour quels motifs l'Angleterre passa-t-elle une seconde fois au protestantisme? Que sont les *trente-neuf articles?* p. 36—37.

12. Comment le protestantisme devint-il dominant en Ecosse? p. 37—39.

13. Comment le protestantisme fut-il imposé au peuple dans les États scandinaves? p. 40—44.

14. Faites connaitre l'apostasie d'Albert de Brandenbourg et les conséquences de cet acte. p. 44—45.

15. Qu'est-ce qui arrêta les progrès du protestantisme en Pologne et en Hongrie? p. 46—47.

16. Faites l'histoire du protestantisme dans les Pays-Bas. p. 48-51.

17. Quel était l'état du Saint-Siége quand éclata le protestantisme et que fit l'Eglise pour combattre cette hérésie? p. 52—55.

18. Faites connaitre l'origine et l'action de la Compagnie de Jésus. p. 55—57.

II. — LE RÈGNE DE CHARLES-QUINT.

19. Tracez le portrait de Charles-Quint et celui de son rival François Ier. p. 57—58.

20. Exposez dans leur suite historique les guerres et les négociations de ces deux princes. 59—64.

21. Que fit Charles-Quint pour les Pays-Bas? p. 65.

22. Faites l'histoire de la Monarchie espagnole depuis sa fondation jusqu'à l'abdication de Charles-Quint. p. 67—71.

III. — L'ORIENT.

23. Que fit Mahomet II pour consolider l'empire ottoman? Que se passa-t-il sous le règne de ses premiers successeurs? p. 71—74.

24. Appréciez le caractère et le règne de Soliman-le-Magnifique. p. 75—80.

25. Relevez l'importance de la bataille de Lépante. Par quelles causes la décadence de l'empire ottoman fut-elle hâtée? 81—83.

IV. — L'AFRIQUE, LES INDES, L'AMÉRIQUE.

26. Quelles furent les premières conquêtes des Portugais en Afrique et dans l'Inde? p. 85—87.

27. Indiquez l'étendue de la domination des Portugais en Orient et les causes de la décadence de leur empire. p. 87—89.

28. Donnez un aperçu des voyages et des découvertes de Christophe Colomb en Amérique. p. 89—92.

29. Comment les Espagnols firent-ils la conquête du Mexique, du Pérou et du Chili? p. 92—95.

30. Faites l'histoire du christianisme en Amérique. p. 95—97.

V. — LES GUERRES DE RELIGION.

31. Racontez les malheurs de Marie Stuart. Comment le sort des catholiques en Angleterre fut-il lié au sien? p. 98—102.

32. Quelles guerres Elisabeth d'Angleterre eut-elle à soutenir? p. 102—103.

33. Comment les Stuarts d'Ecosse arrivèrent-ils au trône d'Angleterre? Qu'était-ce que la conspiration des poudres? p. 103—104.

34. Quelles causes préparèrent la révolution d'Angleterre? Caractérisez les différents partis religieux, qui y jouèrent un rôle. p. 104—109.

35. Qui demanda l'exécution de Charles Ier? Comment s'accomplit-elle? p. 109—110.

36. Comment Cromwell usa-t-il de la victoire? Que

devînt le pouvoir entre les mains de son fils Richard? p. 110—112.

37. Enumérez les guerres et les paix de religion qui se succédèrent en France jusqu'à la mort de Charles IX. p. 113—117.

38. Qu'entend-on par la Saint-Barthélemy? Quels furent les véritables motifs de cet acte odieux? p. 115—116.

39. Que voulait la *Ligue?* Comment intervint-elle dans la question de la sucession au trône? p. 117—119.

40. Comment la question de la succession au trône fut-elle résolue? Par quel acte Henri IV termina-t-il les guerres religieuses? Exposez la politique intérieure et extérieure de ce prince. p. 120—121.

41. Que se passa-t-il pendant la régence de Marie de Médicis? 121—123.

42. Exposez la politique de Richelieu et les principaux actes de son ministère p. 123—126.

43. Quelle était la puissance du Portugal sous le règne d'Emmanuel-le-Grand? Comment ce royaume fut-il réuni à l'Espagne? p. 126—128.

44. Donnez un aperçu du règne de Philippe II. p. 128—130.

45. Quelles furent les causes de la décadence de l'Espagne sous Philippe III et Philippe IV? p. 130—132.

46. Racontez la suite des événements qui amenèrent la division des Pays-Bas en deux Etats. p. 132—137.

47. Quel fut l'état de la Belgique sous le règne d'Albert et d'Isabelle? p. 138—139.

48. Quel fut l'état de la Hollande sous le Stathouder Maurice de Nassau? p. 140—141.

49. Donnez quelques détails sur l'histoire du Danemark jusqu'à son intervention dans la guerre de Trente Ans. p. 141—143.

50. Que se passa-t-il d'important en Suède sous le règne de Gustave-Adolphe? p. 141—145.

51. Comment la guerre éclata-t-elle entre la Pologne et la Suède? p. 147—148.

52. Faites l'histoire de la Russie au 16me siècle, sous le règne d'Ivan IV. p. 149—151.

53. Comment la maison de Romanow arriva-t-elle au trône de Russie? p. 151—152.

54. Quelle était la situation respective des catholiques et des protestants en Allemagne depuis la paix d'Augsbourg? p. 152—154.

55. Quels événements amenèrent la guerre de Trente-Ans? p. 155—156.

56. Où la guerre de Trente-Ans commença-t-elle? A la suite de quelle intervention devint-elle générale? p. 157—160.

57. Quel était le but et quel fut le sort de l'*Edit de restitution*? p. 161—162.

58. Quel rôle Gustave-Adolphe joua-t-il en Allemagne? p. 162—165.

59. Quelle tournure prit la guerre après la mort de Gustave-Adolphe? Quelle fut la fin de Waldstein? p. 166—168.

60. Comment la guerre de Trente-Ans se termina-t-elle? Faites l'analyse du *traité de Westphalie*. p. 168—171.

VI. — LA FRANCE SOUS LOUIS XIV.

61 Faites connaître Mazarin et sa conduite au ministère. Quelle opposition rencontra-t-il et comment en vint-il à bout? p. 174—176.

62. A la suite de quels événements la paix des Pyrénées fut-elle conclue? Faites-en connaître les stipulations les plus importantes. p. 176—178.

63. Caractérisez Louis XIV et ses deux principaux ministres. p. 178—179.

64. Racontez les premières guerres de Louis XIV contre la Belgique et la Hollande. p. 180—182.

65. Que contenait le traité de Nimègue et quel parti Louis XIV sut-il en tirer? p. 182—184.

66. Quelle fut la conduite de Louis XIV envers l'Eglise catholique et envers les protestants? p. 184—186.

67. Faites l'histoire de la guerre que Louis XIV eut à soutenir contre l'Europe coalisée jusqu'à la paix de Ryswick. p. 186—188.

68. Quelles furent les causes de la guerre de la succession d'Espagne? p. 180—191.

69. Retracez la marche générale de la guerre jusqu'à la paix d'Utrecht, et les changements que ce traité consacra dans l'état politique de l'Europe. p. 191—195.

70. Quels furent les principaux savants, poètes et artistes, qui ont illustré le règne de Louis XIV? p. 195—196.

VII. — LA HOLLANDE ET L'ANGLETERRE.

71. Racontez les guerres maritimes de la Hollande, spécialement contre l'Angleterre jusqu'à la paix de Bréda. p. 198—199.

72. Au milieu de quelles circonstances Guillaume III devint-il Stathouder? p. 199—200.

73. Quel rôle la Hollande joua-t-elle dans les guerres contre Louis XIV? p. 200—201.

74. Indiquez les vicissitudes du stathoudérat depuis la mort de Guillaume III. p. 202—203.

75. Quelle fut la conduite de Charles II sur le trône? Que réglait l'*acte du Test?* p. 204—205.

76. Par qui la succession au trône d'Angleterre fut-elle contestée? A quels partis les dénominations de *Wighs* et de *Tories* furent-elles appliquées? p. 205—206.

77. Mettez en lumière l'usurpation de Guillaume d'Orange et les suites de cette révolution. p. 207—208.

78. Comment la maison de Hanovre arriva-t-elle au trône d'Angleterre? p. 289.

79. Quels faits signalèrent le ministère de R. Walpole? p. 210.

80. Faites connaître la politique de William Pitt (Chatam). Comment l'Angleterre devint-elle la première puissance maritime? p. 211—213.

VIII. — LES COLONIES EUROPÉENNES.

81. Comment les Hollandais s'emparèrent-ils des colonies portugaises dans l'Inde et quelles furent les causes de la prospérité et de la décadence de leurs possessions dans ces contrées? p. 213—215.

82. Quelles colonies les Français parvinrent-ils à établir dans l'Inde et quel en fut le sort? p. 215—216.

83. Racontez l'origine et les progrès de la compagnie anglaise des Indes. p. 216—218.

84. Retracez les vicissitudes des colonies portugaises au Brésil. p. 219—221.

85. Quelles furent les causes de la prospérité et de la décadence des colonies espagnoles en Amérique? p. 221—223.

86. Donnez quelques détails sur les colonies françaises en Amérique. p. 223—225.

87. Enumérez les Etats principaux, que les Anglais fondèrent successivement en Amérique ; quelles relations ces États avaient-ils avec la mère-patrie? p. 225—228.

88. Quelles mesures donnèrent lieu à l'insurrection des colonies anglaises? p. 228—229.

89. Retracez la marche générale de la guerre jusqu'à l'intervention de la France. p. 230—231.

90. Comment se termina la guerre entre les colonies et l'Angleterre et quelle organisation les États-Unis se donnèrent-ils? p. 231—233.

IX. — LES ÉTATS DU NORD DE L'EUROPE.

91. A la suite de quels événements la *loi royale* fut-elle promulguée en Danemark? p. 233—235.

92. Quand fut établi le *liberum veto* en Pologne ? p. 236.

93. Quels furent les rois élus en Pologne après l'abdication de Jean-Casimir? p. 237—238.

94. Faites l'histoire de la dynastie de Romanow en Russie jusqu'à Pierre-le-Grand. p. 234—240.

95. Expliquez la conversion de la reine Christine de Suède. Faites connaître les premiers rois de la maison des Deux-Ponts. p. 240—242.

96. Donnez un aperçu des premières guerres de Charles XII. p. 243—244.

97. Quelles furent les causes des revers de Charles XII et quelle fut sa fin? p. 244—247.

98. Faites connaître le caractère, les plans et les voyages de Pierre-le-Grand. p. 247—249.

99. Comment Pierre-le-Grand mit-il ses vastes plans à exécution ? p. 249—250.

100. Appréciez les réformes de Pierre-le-Grand dans l'État et dans l'Église russe. p. 250—252.

X. — L'AUTRICHE, LA PRUSSE, LA RUSSIE ET LA POLOGNE.

101. Quel était l'état de l'Allemagne après la guerre de Trente-Ans ? p. 252—254.

102. Résumez l'histoire de l'Allemagne sous le règne de Léopold II et de ses deux fils. p. 254-256.

103. Qu'est-ce que la *pragmatique sanction* de Charles VI? A quelle guerre la succession de ce souverain donna-t-elle lieu ? p. 258—260.

104. Expliquez la formation du royaume de Prusse. p. 260—261.

105. Retracez la marche générale de la guerre de Sept-Ans. p. 262—268.

106. Quelles furent les causes de la décadence de la Pologne? Indiquez les partages successifs de ce royaume. p. 268—273.

107. Quels furent les derniers souverains russes de la maison de Romanow? 273—275.

108. Que fit Catherine II pour la prospérité de la Russie? p. 276—278.

109. Que fit Frédéric II pour consolider le royaume de Prusse? p. 279—281.

110. Comment Marie-Thérèse prépara-t-elle la transformation de l'Autriche? p. 281—284.

111. Enumérez et appréciez les réformes religieuses et politiques de Joseph II. p. 284—286.

112. Faites l'histoire de la révolution brabançonne. p. 286—288.

XI. — LE MIDI DE L'EUROPE.

113. Comment l'indépendance du Portugal fut-elle rétablie? p. 288—289.

114. Quels ont été les effets du traité de Méthuen? p. 290.

115. Que fit Jean V pour le Portugal? p. 291—292.

116. Comment le marquis de Pombal ruina-t-il le Portugal? p. 292—293.

117. Quand la maison de Bourbon arriva-t-elle au trône d'Espagne? Comment les Bourbons obtinrent-ils encore le royaume de Naples et le duché de Parme? p. 295—297.

118. Quelle fut l'action des ministres de Charles III en Espagne? p. 297—298.

119. Expliquez la formation et les progrès du royaume de Piémont. p. 300—301.

120. Quel était l'état de la Lombardie au 18me siècle? Comment se forma le grand-duché de Toscane? p. 301—303.

121. Montrez la décadence successive de la république de Venise. p. 303-304.

122. Quel fut le sort du royaume de Naples au 18me siècle? p. 305—306.

XII. — L'ÉGLISE JUSQU'AU PONTIFICAT DE PIE VII.

123. Faites l'histoire du Saint-Siége depuis le Concile de Trente jusqu'à la paix de Westphalie. p. 307—310.

124. Enumérez les principaux papes du 17me et du 18me siècles. p. 309—314.

125. Comment le Jansénisme prit-il naissance et où se répandit-il? p. 315-317.

126. Racontez les luttes du Saint-Siége contre le Gallicanisme et le Fébronianisme. p. 317—320.

127. Indiquez les nouveaux Ordres religieux, qui prirent naissance à cette époque. Quel fut le sort de la Compagnie de Jésus au 18me siècle? p. 321-326.

XIII. — LA FRANCE JUSQU'A LA RÉVOLUTION.

128. Caractérisez le régent et son gouvernement. p. 328—329.

129. Qu'est-ce qui amena la banqueroute de l'Etat sous la régence? p. 329—330.

130. Quelle fut l'action extérieure de la France sous la régence? p. 331.

131. Quel était le caractère de Louis XV? A quels ministre laissa-t-il d'abord la conduite des affaires? p. 332—333.

132. Quelle part la France prit-elle à la guerre de Pologne? p. 333—334.

133. Relevez l'influence qu'eut en France la marquise de Pompadour. p. 334—335.

134. Quel rôle joua la France dans la guerre de Sept-Ans? p. 336.

135. Quelle mesure prit Louis XV contre les parlements? p. 337.

136. Montrez les progrès de l'impiété en France à la fin du règne de Louis XV. p. 337—338.

137. Par quelles mesures Louis XVI inaugura-t-il son regne? p. 339.

138. Quelle influence l'insurrection des Etats-Unis exerça-t-elle sur la France? Quelle part la France y prit-elle? p. 340.

139. A quoi aboutit la première assemblée des Notables? p. 341.

140. Au milieu de quelles circonstances les Etats-Généraux furent-ils convoqués? p. 341—342.

XIV — L'EUROPE JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE.

141. Recherchez et analysez les causes de la révolution française. p. 343—345.

142. Comment les Etats-Généraux se transformèrent-ils en assemblée constituante? Quels principes cette assemblée a-t-elle proclamés? p. 346—347.

143. De quels événements la prise de la Bastille fut-elle le signal? p. 348—350.

144. Comment les institutions séculaires de la France furent-elles démolies par la Constituante? p. 350—351.

145. Retracez la lutte des partis au sein de la Constituante jusqu'à la mort de Mirabeau. p. 351—352.

146. Appréciez l'attitude du roi et de la noblesse vis-à-vis de la révolution. p. 351—353.

147. Quels étaient les partis en présence dans l'Assemblée législative? Par quels moyens les Jacobins triomphèrent-ils? p. 354—356.

148. A la suite de quels événements la Convention nationale fut-elle convoquée et quel fut son premier décret? p. 356—357.

149. Quelle était l'attitude des partis au début de la Convention? p. 358.

150. Racontez la fin de Louis XVI. p. 359.

151. Quelle opposition la république rencontra-t-elle au dedans et au dehors? p. 359—360.

152. Retracez la lutte des partis au sein de la Convention jusqu'à la chute de la Gironde. p. 361.

153. Quels furent les succès militaires de la Convention? p. 362—363.

154. Racontez les crimes et les folies de la Terreur. Quel rôle y joua Robespierre? p. 363—365.

155. Signalez les commencements de la réaction. p. 365—366.

156. Faites connaître la forme définitive donnée à la république par la Convention. p. 366.

157. Décrivez l'état moral de la France sous le Directoire: contre quels partis ce gouvernement eut-il à lutter? p. 367—369.

158. Racontez les premières campagnes de Bonaparte jusqu'à son retour d'Egypte. p. 369—372.

159. Racontez les revers et la chute du Directoire. p. 372—373.

160. Comment la France fut-elle réorganisée par le premier consul? p. 374—376.

161. Faites connaître les traités, qui terminèrent les guerres de la république. p. 376—377.

162. Comment s'établit l'Empire? p. 378—379.

163. Que fit Napoléon de l'Italie et quelle guerre en fut la suite? p. 379—380.

164. Faites connaître l'organisation donnée par Napoléon aux Etats secondaires de l'Allemagne p. 380.

165. A la suite de quels événements et à quelles conditions la paix de Tilsit fut-elle conclue? p. 381—382.

166. Quelle résistance Napoléon rencontra-t-il en Espagne? p. 383—384.

167. Quelles furent les conséquences de la bataille de Wagram? p. 385—386.

168. Exposez les démêlés de Napoléon avec le pape Pie VII. p. 386—387.

169. Montrez la puissance de l'Empire français arrivé à son apogée. p. 387—388.

170. Par quels désastres la campagne de Russie se termina-t-elle? p. 388—389.

171. Retracez les péripéties de la dernière lutte soutenue par Napoléon contre l'Europe coalisée. p. 390—392.

172. Quelles étaient les stipulations de la première paix de Paris? p. 393.

173. Appréciez l'œuvre du Congrès de Vienne. page 394—396.

174. Que se passa-t-il pendant les Cent-Jours? Quelle fut la fin de Napoléon? p. 396—398.

XV. — L'EUROPE JUSQU'EN 1830.

175. Quel était le but de la Sainte-Alliance? Quels principes furent proclamés au Congrès d'Aix-la-Chapelle? p. 399—400.

176. Dans quelles circonstances le prince de Metternich convoqua-t-il la Conférence de Vienne et quelles mesures y prit-on? p. 401—402.

177. Faites connaître la situation intérieure et extérieure de l'Autriche à cette époque. p. 403—405.

178. A quelles causes faut-il attribuer les soulèvements en Italie et comment furent-ils réprimés? 405—407.

179. Faites l'histoire de la révolution de Cadix et de l'intervention française en Espagne. p. 408—410.

180. Faites l'histoire de la révolution d'Oporto en Portugal. Racontez les aventures de Dom Miguel. p. 410—412.

181. Quelle était la puissance extérieure de l'Angleterre après la chute de Napoléon? p. 413.

182. Comment les catholiques furent-ils émancipés en Angleterre? p. 414—415.

183. Quand le royaume de Hanovre fut-il séparé de l'Angleterre? p. 415.

184. Quelles furent les causes et les conséquences de l'alliance du Danemark avec Napoléon? p. 416.

185. Par quel concours d'événements Bernadotte fut-il

élevé au trône de Suède? Comment obtint-il en outre la couronne de Norwége? p. 417—419.

186. Relevez les mérites de l'empereur de Russie Alexandre I. p. 419—420.

187. Exposez la politique de l'empereur Nicolas. p. 421—422.

188. Résumez l'histoire de la Turquie depuis le siége de Vienne. p. 422—423.

189. Montrez la décadence intérieure de l'Empire turc. p. 423—424.

190. Racontez l'insurrection des Grecs. Comment leur nouveau royaume fut-il constitué? p. 424—426.

191. Pourquoi la Belgique fut-elle réunie à la Hollande? p. 427.

192. Comment la constitution hollandaise fut-elle imposée aux Belges? p. 427.

193. Enumérez les griefs religieux et politiques des Belges contre le gouvernement hollandais. p. 428—430.

194. Comment éclata la révolution belge de 1830 et quelle en fut l'issue? p. 431—434.

195. Exposez les difficultés contre lesquelles Louis XVIII eut à lutter au début de la restauration. p. 435—436.

196. Racontez les efforts des ministères qui se succédèrent sous le règne de Louis XVIII. p. 436—437.

197. Retracez la lutte des partis en France sous le règne de Charles X. p. 438—440.

198. Donnez quelques détails sur l'expédition d'Alger. p. 440.

199. Par quels actes la révolution de Juillet fut-elle provoquée? p. 441.

200. Comment le duc d'Orléans arriva-t-il au trône? p. 442—443.

TABLE DES MATIÈRES.

CINQUIÈME PARTIE.

HISTOIRE MODERNE.

PREMIÈRE PÉRIODE.

Depuis la naissance du protestantisme jusqu'au traité de Westphalie.

(1517-1648).

CHAPITRE I

NAISSANCE ET PROPAGATION DU PROTESTANTISME.



CHAPITRE II.

L'EMPIRE GERMANIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE ET L'ESPAGNE PENDANT LE RÈGNE DE CHARLES-QUINT (1519-1556).

CHAPITRE III.

L'ORIENT, DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE PAR LES TURCS JUSQU'À LA DÉCADENCE DE L'EMPIRE OTTOMAN (1453-1648).

CHAPITRE IV.

DÉCOUVERTES ET CONQUÊTES FAITES EN AMÉRIQUE, EN AFRIQUE ET DANS LES INDES ORIENTALES.

CHAPITRE V.

LES GUERRES DE RELIGION, JUSQU'AU TRAITÉ DE WESTPHALIE (1556-1648).

SECONDE PÉRIODE.

Depuis le traité de Westphalie jusqu'à la première révolution française.

(1648-1789).

CHAPITRE VI.

LA FRANCE SOUS LOUIS XIV (1643-1517).

CHAPITRE VII.

LA HOLLANDE ET L'ANGLETERRE JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (1648-1795).

CHAPITRE VIII.

LES COLONIES DANS LES INDES ET EN AMÉRIQUE JUSQU'A L'ÉTABLISSEMENT DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS (1600-1789).

CHAPITRE IX.

LES ÉTATS DU NORD, LE DANEMARK, LA SUÈDE, LA POLOGNE ET LA RUSSIE JUSQU'A LA MORT DE PIERRE-LE-GRAND (1648-1725).

CHAPITRE X.

L'AUTRICHE, LA PRUSSE, LA RUSSIE ET LA POLOGNE JUSQU'A LA MORT DE LÉOPOLD II (1643-1792).

CHAPITRE XI.

LE PORTUGAL, L'ESPAGNE ET LE ROYAUME DE NAPLES JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III (1648-1788).

CHAPITRE XII.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE JUSQU'AU PONTIFICAT DE PIE VII (1563-1799).

CHAPITRE XIII.

LA FRANCE DEPUIS LA MORT DE LOUIS XIV JUSQU'A LA CONVOCATION DES ÉTATS-GÉNÉRAUX (1715-1789).

TROISIÈME PÉRIODE.

Depuis la première révolution française jusqu'en 1830.

CHAPITRE QUATORZIÈME.

L'EUROPE JUSQU'AU CONGRÈS DE VIENNE (1789-1815).

CHAPITRE XV.

L'EUROPE JUSQU'EN 1830.

Tournai, typ. H. Casterman.

COURS COMPLET

D'HISTOIRE UNIVERSELLE

A L'USAGE

DES COLLÈGES ET DES MAISONS D'ÉDUCATION,

DIVISÉ EN CINQ PARTIES,

Par J. MOELLER,

Professeur d'histoire à l'Université catholique de Louvain.

1. — **Histoire primitive** et Histoire des Peuples orientaux.

2. — **Histoire des Grecs**, d'Alexandre-le-Grand et des monarchies qui se formèrent des débris de son empire.

3. — **Histoire des Romains** et de leur empire. **Histoire des Carthaginois**.

4. — **Histoire du moyen âge**. Depuis la chute de l'empire romain d'Occident jusqu'à la naissance du protestantisme.

5. — **Histoire moderne**. Depuis la naissance du protestantisme jusqu'en 1830.